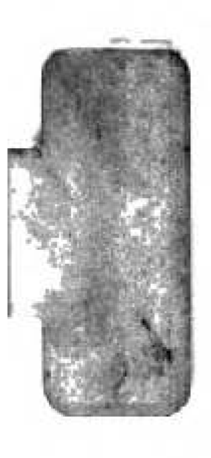
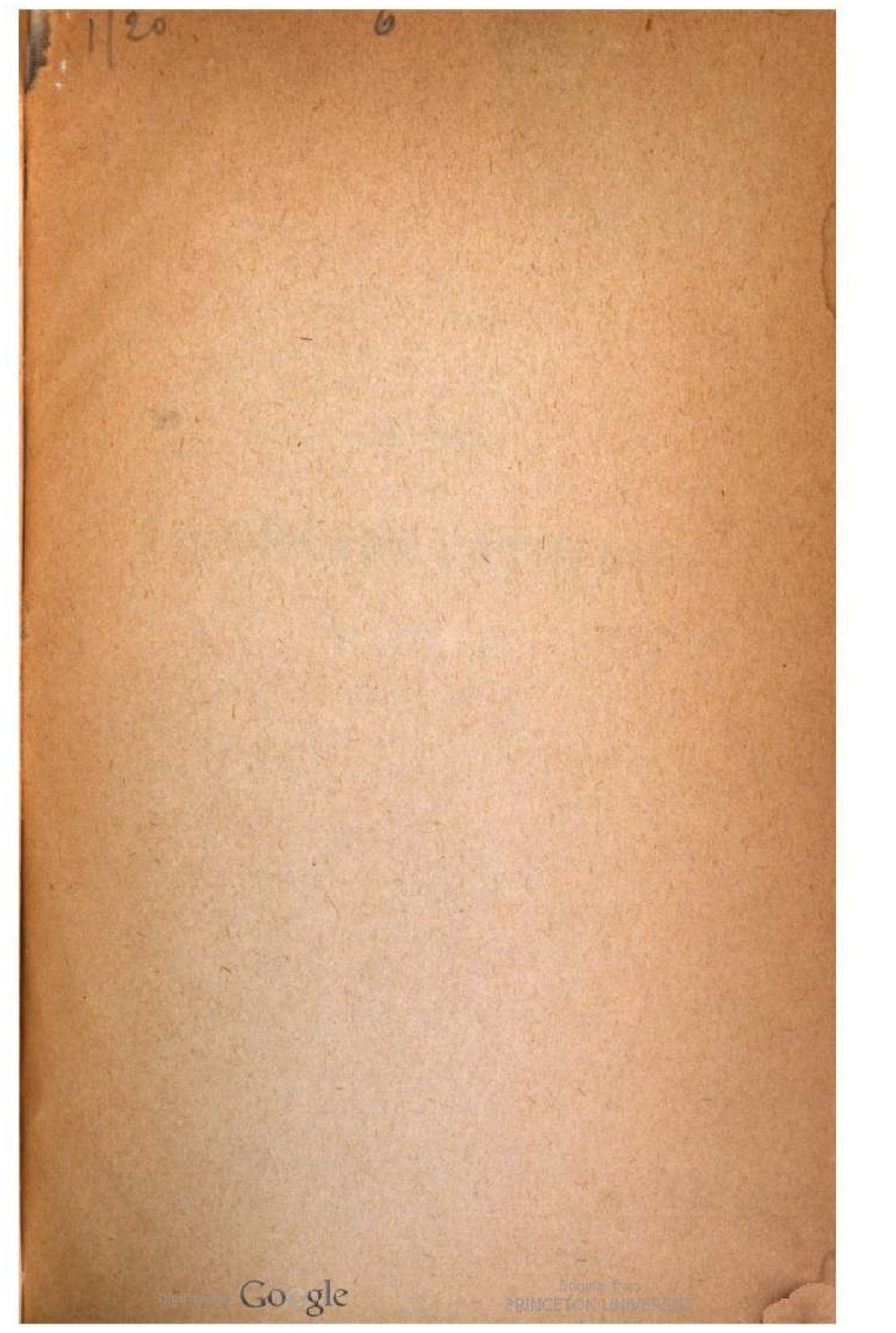
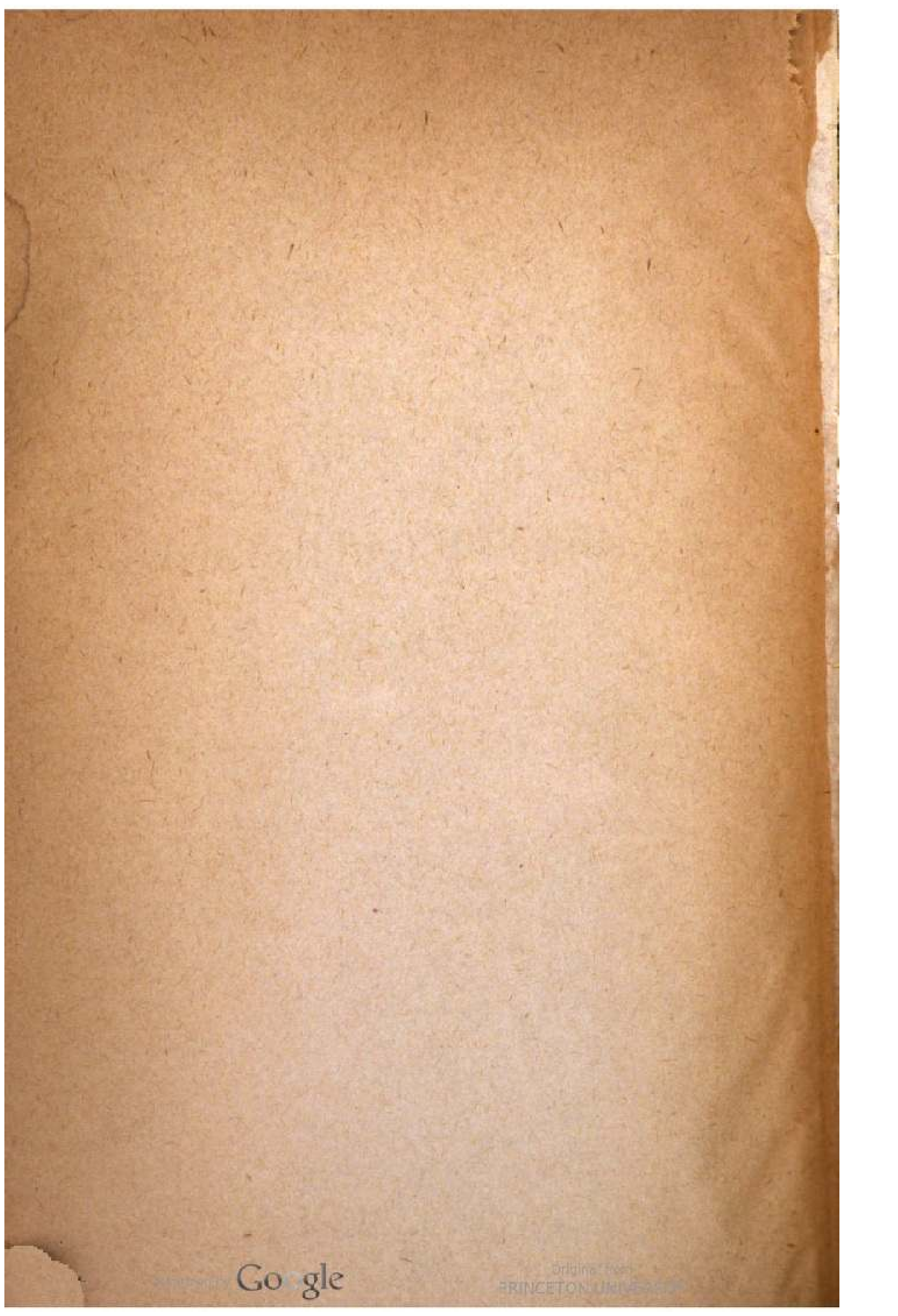





Dei
Sub Numine
Viget







LE FILS

DE

LA GRANDE CATHERINE

PAUL IER

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

Le Roman d'une impératrice. — *Catherine II de Russie*, d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits des Archives d'État. 17e édition. Un volume in-8°, accompagné d'un portrait d'après une miniature du temps. . . . . 8 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

Autour d'un trône. — *Catherine II de Russie.* Ses collaborateurs. — Ses amis. — Ses favoris. 9e édition. Un volume in-8°, accompagné d'un portrait. . . . . . 8 fr.

Pierre le Grand. — *L'Éducation.* — *L'Homme.* — *L'Œuvre*, d'après des documents nouveaux. 7e édition. Un volume in-8°, avec un portrait en héliogravure. 8 fr.

L'Héritage de Pierre le Grand. *Règne des femmes. Gouvernement des favoris.* (1725-1741). 4e édition. Un volume in-8°, avec un portrait en héliogravure... 8 fr.

Marysienka. Marie de La Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski (1641-1716). 4e édition. Un volume in-8°, avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50

La Dernière des Romanov : *Élisabeth Ire, impératrice de Russie* (1741-1762), d'après des documents nouveaux et en grande partie inédits puisés aux archives des Affaires étrangères de Paris, aux archives secrètes de Berlin et de Vienne et dans divers autres dépôts, ainsi que dans les publications russes et étrangères les plus récentes. 3e édition. Un volume in-8° cavalier avec un portrait en héliogravure. 8 fr.

Les Origines de la Russie moderne. **Ivan le Terrible.** 5e édition. Un volume in-8° avec une carte. . . . . 8 fr.

Les Origines de la Russie moderne. **La Crise révolutionnaire** (1584-1614). (Smoutnoié Vrémia.). Un volume in-8°. . . . . 8 fr.

Les Origines de la Russie moderne. **Le Berceau d'une dynastie.** *Les premiers Romanov* (1613-1682). 2e édition. Un volume in-8°. . . . . 8 fr.

Les Carrosses du Roi. 3e édition. Un volume in-16. . . . . 3 fr. 50

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 16319.





Paul Ier
Empereur de Russie
D'après une grisaille attribuée à l'impératrice Marie Féodorovna, femme du souverain
Collection de S.A.I. le Grand Duc
Nicolas Mikhaïlovitch

Plon-Nourrit & Cie Édit.

K. WALISZEWSKI

LE FILS
DE
LA GRANDE CATHERINE
PAUL Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

SA VIE, SON RÈGNE ET SA MORT

1754-1801

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX ET EN GRANDE PARTIE INÉDITS

Avec une héliogravure



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1912





K. WALISZEWSKI

LE FILS
DE
LA GRANDE CATHERINE
PAUL Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

SA VIE, SON RÈGNE ET SA MORT

1754-1801

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX ET EN GRANDE PARTIE INÉDITS

Avec une héliogravure



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1912





AVANT-PROPOS

Dans sa destinée tragique, le fils de Catherine est une des figures les plus énigmatiques de l'histoire. Une des plus discutées aussi. Et la controverse ne fait que s'élargir. Plus ou moins accentuée, la démence sur le trône apparaît, en la seconde moitié du dix-huitième siècle surtout, comme un accident presque banal. Georges III en Angleterre et Christian VII en Danemark sont les contemporains de Paul. Le cas de ce dernier offre cependant quelque chose de particulier.

Et d'abord le fils de Catherine était-il réellement fou?

Cela paraissait acquis, hier, à la catégorie des certitudes, du moins pour les dernières années de la vie de ce prince. De même que semblait échapper au doute le caractère à la fois désastreux et grotesque d'un gouvernement livré pendant près de quatre ans, sans contrôle ni limite, à l'arbitraire du despote aliéné. Cela est plus que contesté aujourd'hui. Nous assistons, depuis quelques années, à un renversement complet des données précédemment acceptées sur le caractère et l'intelligence du même souverain, comme aussi sur la valeur de l'œuvre par lui accomplie.

Les causes de ce revirement se laissent aisément apercevoir, et, parmi elles, le progrès des sciences figure assurément au premier rang. En même temps que, dans le domaine moral, les nouvelles leçons de la pathologie tendaient à

infirmer sur plus d'un point les déductions antérieurement admises en ce procès, des études historiques plus approfondies concouraient à en solliciter la revision. Mais, dominant tout débat de ce genre, la loi des réactions intervenait à son tour pour pousser la controverse, en sens contraire, à des conclusions hasardées. Enfin, certaines incidences d'événements et de mouvements d'opinion, les déterminant ou déterminés par eux, y introduisaient un élément passionnel.

Le résultat est déconcertant.

Aux yeux de ses biographes russes les plus récents, Paul n'a pas cessé seulement d'être un fou, il est devenu presque un grand homme. On ne se borne pas à vanter les hautes qualités et les talents brillants qu'il aurait possédés; on incline à lui découvrir du génie. Loin d'avoir constitué pour ses sujets, comme on l'imaginait naguère, une suite de cruelles épreuves, son règne aurait marqué dans leur existence une période d'activité particulièrement bienfaisante et féconde. Si elle n'avait été interrompue par la mort, son œuvre aurait, en régénérant la Russie, ouvert devant ce pays des perspectives éblouissantes de prospérité et de grandeur.

Reste à expliquer l'erreur où, après la quasi-unanimité des contemporains, la postérité se serait trouvée si longtemps maintenue à cet égard. Comment avons-nous pu nous tromper si grossièrement? Par quelle prodigieuse aberration, contre son intérêt, sa gloire et son instinct naturel, la propre mère du prince méconnu a-t-elle partagé le sentiment commun, au point de ne rien épargner, pour soustraire son héritage à cet héritier? Et, si Paul était digne, en effet, de la place que ses nouveaux apologistes lui assignent dans le Panthéon des grands souverains, de quelle façon enfin entendent-ils concilier cette apothéose



avec certains traits indéniablement bizarres, et qu'ils ne nient point, de son caractère et de son esprit, ou certaines conséquences notoirement calamiteuses, et qu'ils tiennent pour telles, de son passage au pouvoir?

L'énigme n'a fait ainsi que changer d'aspect. Elle se trouve retournée. Les pages qui suivent aideront peut-etre à en indiquer la solution.

Dans la formation, ou l'évolution, de cette intelligence et de ce tempérament, de quelque minutieuses investigations que l'une et l'autre soient devenues l'objet, tous les facteurs n'ont assurément pas été pris en compte. Parallèlement aux influences de l'hérédité, de l'éducation ou de l'entourage, de plus réellement déterminantes ont échappé aux observateurs. Paul a-t-il eu pour auteur de ses jours son père apparent, Pierre III? Cela peut passer toujours pour plausible, mais ne saurait être admis comme indubitable. La tare congénitale, qu'il fut censé avoir tenue d'une double hérédité de détraquement ou de défaut d'équilibre cérébral, ne fournit donc, en ce qui le concerne, aucune base de déduction solide. En opposition d'idées avec sa mère, cet homme s'est, par contre, pendant vingt ans, employé à fronder violemment une politique et un gouvernement, dont, en dépit de quelques défaillances, le mérite n'est cependant contesté par personne. Il a médité, préparé, conspiré, le bouleversement radical d'un régime, qui donnait cependant à la Russie une puissance, un éclat et un prestige qu'elle n'a plus retrouvés depuis. Arrivé au pouvoir, il a sinon exécuté ce bouleversement, du moins tenté de le faire. Engagé un moment, enfin, dans la ligue antirévolutionnaire, il s'en est retiré, pour lier partie avec le héros du 18-Brumaire et projeter de compte à demi avec lui la destruction de l'ancien ordre européen et le partage du monde. Qu'est tout cela, sinon l'indice d'une parenté



beaucoup plus certaine avec tout un peuple de détraqués et de déséquilibrés, atteints comme lui, à la même heure, par la grande névrose politique et morale de l'époque? Ni Holstein ni Romanov peut-être, mais à coup sûr fils authentique de cette Révolution qu'il faisait profession de détester et de combattre. Ni fou, au sens pathologique du mot, ni même faible d'esprit, capable pourtant des plus insignes folies, comme des pires sottises, parce que, individuellement médiocre, il a été touché par une crise collective, qui en faisait délirer de beaucoup plus forts; admiré malgré cela en son temps et exalté depuis par quelques-uns, parce que, pour certains esprits, et pour le plus grand nombre à certains moments, la violence et l'étourderie se confondent aisément avec la vigueur et l'inspiration géniale.

Aux lecteurs que cette thèse pourra surprendre, l'auteur demande un peu de crédit. Pour peu qu'ils consentent à le suivre dans l'examen des faits qui font l'objet de cette étude, la conviction qu'ils lui ont imposée s'en dégagera, pense-t-il, avec assez de force persuasive, pour l'absoudre tout au moins d'un reproche qu'il ne croit pas avoir encore encouru dans ses travaux. Ni le goût du paradoxe, ni la propension aux conjectures arbitraires n'y ont sans doute jamais paru.

On remarquera, d'ailleurs, que, datant d'hier, ainsi qu'il a été indiqué, les tendances apologétiques, dont le fils de Catherine bénéficie dans son pays, s'y rencontrent avec une poussée violente des mêmes courants politiques et sociaux qui ébranlaient l'Europe il y a un siècle.

Quelle a été leur force de pénétration et leur influence dans la Russie d'alors ; de quelle façon, dans la personne de Paul et dans le caractère de son gouvernement, ils se sont combinés avec les éléments de désordre ou de stabilité, de



conservation ou de révolution propres à ce pays, c'est ce qui sera examiné dans le présent volume et en fera l'intérêt principal. Par sa psychologie si compliquée et les péripéties si dramatiques de son existence jusqu'à la tragédie finale, Paul est sans doute très intéressant; mais, dans l'expérience que son règne lui a fait subir, l'énorme pays qu'il a tenu dans ses mains et qu'il s'est piqué de façonner à son gré, l'est à coup sûr davantage.

Avec le présent volume, l'auteur reprend l'histoire de la Russie moderne au point où il l'a laissée il y a vingt ans, pour remonter plus haut. On lui permettra de ne pas revenir sur les motifs qui l'ont engagé à cette longue digression, dont certains critiques continuent à lui garder rancune. Elle comportait pour ses lecteurs quelques inconvénients, qui ont été cependant, croit-il, exagérés, et pour lui-même le risque beaucoup plus grave, s'il avait été interrompu à mi-tâche, de laisser une lacune fâcheuse entre les fondements de l'édifice, ainsi construit, et les étages supérieurs. Le cas ne s'étant pas produit, on voudra bien reconnaître que ni la solidité des détails ni l'harmonie de l'ensemble, en tant que l'architecte était capable de les réaliser, n'ont aucunement souffert du fait de cette aventure. Bon ou mauvais, le résultat n'en présente pas moins l'aspect d'un tout homogène. Un travail récent de revision, commandé par des traductions en langues étrangères et portant sur les parties les plus anciennes de l'œuvre, a permis à l'ouvrier de s'en assurer.

Des études d'un intérêt très inégal, dans l'ordre des temps et des matières, destinées aussi à des catégories du public très distinctes, en qualité et en quantité, ne comportaient pas, pensait-il, un traitement uniforme; mais, s'il avait à recommencer, sur le plan et dans les limites adoptés pour cet *essai*, les deux volumes du début consacrés à



Catherine II, il n'y changerait pas grand'chose. Et il ne songerait pas davantage à modifier ce plan, dont les lecteurs qu'il avait en vue ont paru, en divers pays, ratifier le choix.

Très nombreuses actuellement en Russie, les traductions de la série à laquelle le *Roman d'une Impératrice* appartient sont toutes très récentes. Jusqu'en 1905, en effet, les rigueurs de la censure n'en ont permis aucune. Traducteurs et éditeurs n'étaient donc nullement obligés de suivre l'auteur dans cette « marche en zigzag » qui lui a tant été reprochée, et, sous le régime qui a prévalu jusqu'ici dans ces relations, je n'ai eu aucune possibilité de guider le travail ainsi fait, n'en prenant communément connaissance que par les index bibliographiques. Des raisons de convenance pourtant, analogues sinon identiques à celles dont je me suis moi-même inspiré, ont porté mes interprètes à s'écarter plus encore de l'ordre chronologique.

Pour la préparation de ce volume la littérature du sujet m'a offert des ressources abondantes, bien que d'une utilisation souvent difficile. A part, en effet, quelques études fragmentaires ou incomplètes et le fonds historique commun de l'époque, elle se trouve, monographies, mémoires et publications documentaires même, disséminée à travers d'innombrables recueils périodiques. Je crois n'y avoir rien négligé de quelque peu instructif.

Je ne saurais me flatter d'avoir également épuisé les autres sources d'information. Leur multiplicité comme leur dispersement défient tout pouvoir individuel. Quelques-unes demeurent d'ailleurs inaccessibles, même dans certains dépôts publics, en l'absence d'un inventaire ou d'un classement, clefs indispensables de tels trésors. Vainement en attendrait-on, d'ailleurs, des révélations susceptibles de modifier nos idées sur la personne de Paul ou les événe-



ments de son temps. Outre que le travail d'exploration a déjà été poussé assez loin de ce côté, même en Russie, le fils de Catherine, avec le goût de paraître qui lui était propre, a trop vécu et agi au grand jour, pour laisser dans l'ombre des parties essentielles, fût-ce de son être intime. Le document principal pour l'histoire de son règne se trouve dans le *Recueil des lois* et les publications de la *Gazette officielle*. Paul y a étalé jusqu'à ses étourderies et ses emportements.

Des points particuliers appellent sans doute encore la lumière; mais à notre époque de spécialisation, ce n'est pas la connaissance des détails qui fait défaut habituellement, et bien plutôt l'intelligence des ensembles. C'est dans ce sens aussi que, sans négliger les investigations partielles dans la mesure de mes moyens, j'ai principalement exercé mon effort, et, en tant que la vérité historique n'est pas destinée à déjouer éternellement tous ceux que nous tentons, sur quelque amas de témoignages que nous échafaudions notre ouvrage, je crois être arrivé à porter le mien à un degré d'approximation suffisante, pour ne laisser aux chances d'erreur qu'une marge relativement étroite.

Au don d'ubiquité que je ne possède pas, de nombreux et précieux concours ont au surplus suppléé. Je n'en veux citer qu'un exemple : tandis qu'au *Record Office* de Londres, la courtoisie de l'éminent chef de cet établissement incomparable et l'assistance intelligente du personnel qui y est employé me permettaient, en franchissant la Manche, d'accomplir en peu de jours un travail considérable, à la même heure, aux Archives de Malte, l'obligeance secourable de l'érudit consul de Russie à La Valette, M. de Roudanovsky, m'épargnait une autre traversée. Ces collaborateurs et tous ceux que j'ai eu la bonne fortune de rencontrer



voudront bien trouver ici le témoignage de mes sentiments reconnaissants.

L'éminent ambassadeur de Russie à Paris, S. E. M. Iswolsky, m'a lui-même permis de le compter parmi ces bienfaiteurs, en mettant à ma disposition des documents et des notes en grand nombre, recueillis au cours d'une carrière doublement laborieuse, où l'étude calme du passé a souvent disputé le brillant diplomate aux ardentes préoccupations du présent. Je le prie d'agréer aussi l'expression de ma profonde gratitude.

J'en dois, enfin, un tribut particulier à Son Altesse Impériale Monseigneur le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, qui, cette fois encore, a bien voulu faire preuve, en ma faveur, de sa prodigue générosité, m'ouvrant non seulement l'accès de ses propres, si riches collections à Saint-Pétersbourg et à Borjom, mais de quelques autres, où j'ai puisé de précieux renseignements. Je souhaiterais que ce livre fût ainsi rendu plus digne de l'intérêt qu'il a daigné lui porter et qu'il consentit à en accepter le respectueux hommage.

LE FILS DE LA GRANDE CATHERINE

PAUL Iᴱᴿ

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTENTE

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉTENDANT

I. La dévolution du trône en Russie au dix-huitième siècle. « Couronne élective ou occupative ». Paul n'est pas héritier avant l'avènement de Catherine. Il lui doit de le devenir. Son droit et sa prétention. Les autres conséquences du coup d'État de 1762. — II. L'éducation du tsarévitch. Son gouverneur. Bekhtéiev et Panine. Un Dangeau russe. Parochine. La cour de Catherine. Influences corruptrices et réaction. Le drame initial et ses effets. Ambition précoce et nervosité de l'élève. — III. Son premier mariage. Nathalie Aléxiéievna. Une bacchante. Le bel André Razoumovski. Un ménage à trois. Nouveau drame. La mort de la grande-duchesse. Paul est vite consolé. Les secondes fiançailles. Marie Féodorovna. Une épouse modèle. Idylle conjugale. Étupes et Pavlovsk. Intervention malencontreuse de Catherine. Paul séparé de ses enfants. Alexandre. Le père et le fils. La Harpe. Premier désastre. Les responsabilités. — IV. L'Agrippine russe. Tentative de Catherine pour initier son fils aux affaires. Échec. Paul dans le rôle de prétendant. Opposition systématique; intrigues et complots; antagonisme politique et moral. L'alliance autrichienne et l'amitié prussienne. Inquiétudes de Catherine pour son héritage. — V. La question de l'exhérédation. La mère et le fils prennent leurs précautions. Le testament de Paul et le règlement de Pierre le Grand.

I

Né le 20 septembre 1754 (vieux style), Paul avait huit ans à la mort de son père. Sa mère, ayant préalablement usurpé le pouvoir suprême, il dut attendre jusqu'en 1796 pour



l'exercer à son tour. Il se persuada que cette usurpation était faite sur ses propres droits, et tel fut le nœud du drame qui, pendant ce long espace de temps, devait plus ou moins violemment opposer le fils à la mère.

J'ai déjà évoqué cette période de leur existence commune, et, depuis, elle est devenue, même en France, l'objet d'études très pénétrantes. Je dois pourtant y revenir brièvement. Le Paul empereur de 1796-1801 n'est intelligible, en effet, qu'à travers le Paul de 1762-1796, héritier, mais aussi prétendant, donc insurgé. Cet aspect de la physionomie du malheureux prince est essentiel pour sa biographie. Il est resté dominant dans la plus longue partie de son existence et il en a déterminé encore à beaucoup d'égards, ultérieurement, les courtes mais dramatiques péripéties. Il n'a cependant pas été suffisamment pris en considération.

La prétention du tsarévitch était-elle fondée? Cette question demeure un objet de controverse. Elle est cependant extrêmement simple et on ne l'a embrouillée qu'en y introduisant mal à propos, comme le faisait Paul lui-même, un élément de légalité, qui ne saurait y trouver place.

La légalité? Il n'y en avait point dans l'espèce. D'aucune sorte et à aucun titre. Et d'abord, la couronne, que le fils de Catherine réclamait au titre d'héritage, n'était pas héréditaire, à cette époque. Elle était « élective ou occupative », selon la formule célèbre de Caracciolo, ou, plus simplement, sujette à l'application du dicton russe : *Kto ranche vstal, da palkou vzial, tot i kapral* (qui s'est levé plus tôt et a pris un bâton, celui-là est caporal).

Du conflit chaotique de principes contradictoires, déchaîné dans ce domaine depuis l'extinction de la dynastie de Rurik à la fin du seizième siècle, Pierre le Grand avait prétendu dégager un élément décisif : « la vérité de la volonté du souverain » *(pravda voli monarcheï)*, c'est-à-dire le pouvoir discrétionnaire du souverain régnant pour le choix de son successeur. Mais, cet expédient adopté, il avait négligé de s'en servir, et ce fut, après lui, en commençant par sa veuve, la

ruée des *occupantes* et des *occupants*, portés au trône par une suite de coups d'État.

Après l'avoir elle-même escaladé de cette façon, la tante de Pierre III s'était bien avisée de faire appel à la loi établie par le grand homme, et c'est ainsi que ce neveu — le père de Paul — s'est trouvé désigné pour régner après elle ; mais lui-même ne songea pas à user du même privilège au bénéfice de son fils. Donc, à sa mort, Paul n'était, légalement, rien, et, entre Catherine et lui, il n'y avait ainsi de possible qu'une compétition non de droits mais d'ambitions. En fait, le débat n'avait pas aussi attendu l'avènement de la jeune amie des Orlov ni la fin tragique de son époux pour se produire dans ces termes.

En 1760 déjà, nommé par Élisabeth gouverneur de Paul, Nikita Ivanovitch Panine complotait ce que Catherine exécuta plus tard, sauf qu'en évinçant Pierre, il entendait lui substituer le fils de ce prince. Pourquoi pas, puisqu'on était en plein arbitraire? Avec ce pupille, Panine se flattait de réaliser plus facilement son idéal de monarchie constitutionnelle à la mode suédoise et de pouvoir exercé en fait par le ministre sous le couvert du souverain. Il échoua, et, mieux servie par ses amis de la garde, son audace et sa fortune, Catherine put jouer victorieusement le coup, à son profit. Mais Paul ne manqua pas d'être instruit des projets antérieurement conçus à son avantage à lui, et son irritation en fut augmentée à l'égard aussi bien de celle qui l'emportait dans cette partie, dont une couronne était l'enjeu, que de ceux qui l'avaient aidée à la gagner.

Cependant, indépendamment même du sentiment filial qui aurait dû le défendre contre elle, sa rancune était d'autant moins légitime, qu'en fait encore il gagnait lui-même à l'événement beaucoup plus qu'il ne perdait.

Il perdait une chance extrêmement précaire. Que son père dût le désigner pour lui succéder, rien n'était moins certain. Ne parlait-il pas de répudier Catherine et d'épouser Mlle Vorontsov? Cette seconde femme pouvait lui donner d'autres



enfants et l'engager à accorder la préférence à l'un d'eux. On allait jusqu'à le croire capable de préférer la victime d'un des coups d'État antérieurs, l'empereur détrôné par Élisabeth, Ivan Antonovitch! Un des premiers soins de Catherine, à son avènement, fut, au contraire, en se proclamant autocratrice, d'attribuer la qualité d'héritier à son fils. Le seul titre qu'il dût posséder jamais n'avait pas d'autre origine. Le devant à sa mère, il était doublement sa créature.

Mais les ambitieux ne raisonnent guère.

Entre la mère et le fils, il y eut bien encore l'ombre sanglante de l'assassiné de Ropcha. Si Pierre III avait vécu, assez probablement Paul n'aurait pas régné après lui. On ne pourrait que le louer de ne s'être pas laissé influencer par cette considération. Son tort fut de confondre un ressentiment, très légitime sur ce point, avec des revendications qui ne l'étaient d'aucune façon, et de s'ériger ainsi, vis-à-vis de celle dont il tenait et la vie et l'expectative du trône, non seulement en justicier, mais en compétiteur. Soutenu pendant trente-quatre ans, ce double rôle a, en grande partie, commandé sa destinée.

Quoi qu'elle fît, Catherine n'aurait vraisemblablement pas réussi à conjurer cette fatalité. Mais que pouvait-elle faire? Punir les assassins du père? Elle leur devait le pouvoir et la possibilité de s'y maintenir. Apaiser le fils par sa tendresse? Arraché de ses bras au lendemain du jour où elle l'avait mis au monde, il lui était presque étranger et rien, dans cet enfant, n'attirait son cœur ni ne flattait son esprit. Il était en outre un rival de fortune et elle devait compter avec les susceptibilités et les méfiances de ceux qui avaient fait prévaloir la sienne.

Leur jalousie n'allait assurément pas jusqu'à lui interdire l'accomplissement de ses devoirs de mère. Catherine s'y est-elle dérobée de son propre mouvement? On l'a affirmé. C'est un autre procès à reviser.



II

L'éducation de Paul a été l'objet de vives critiques. On ne saurait la donner pour modèle. Mais on serait embarrassé pour, à la même époque et dans des conditions analogues, en indiquer une autre, qui méritât cette qualification. Ni l'héritier de Louis XV ni celui du grand Frédéric ne sauraient davantage être, à ce point de vue, avantageusement opposés à l'élève de Panine. Et, d'autre part, Catherine ne s'est pas trouvée entièrement libre de gouverner le développement physique et moral de son fils, même après qu'elle eût pris en main le gouvernement de la Russie.

Elle ne fut pour rien dans le choix du prédécesseur de Panine, Fiodor Dmitriévitch Bekhtéiev. Ce diplomate médiocre, que son séjour à Paris n'a pas illustré (1), était d'ailleurs un fort honnête homme. Il a développé le goût inné de Paul pour le caporalisme en imaginant, à son intention, un abécédaire, où les lettres étaient figurées par des soldats de plomb, et son orgueil, en faisant rédiger et imprimer une gazette, où les moindres faits et gestes du jeune prince étaient relatés. Mais Catherine n'avait pas alors voix au chapitre.

Quand elle put intervenir dans cette éducation, elle pensa, pour la continuer, mettre à contribution les sommités intellectuelles de l'Europe contemporaine. Mais, ayant lu le manifeste qui attribuait la mort de Pierre III à une crise d'hémorroïdes, d'Alembert se récusa, disant qu'il était lui-même trop sujet à cette affection. Pareillement, Diderot, Marmontel, voire Saurin. Pour suppléer Panine qu'elle n'avait pas davantage choisi et qu'elle ne pouvait écarter sans ameuter le parti puissant dont il disposait, Catherine dut donc se résigner à un lot de comparses plus obscurs.

(1) Voy. sa correspondance dans *Archives Vorontsov*, t. VI, p. 197 et suiv.



Mais Panine lui-même ne méritait pas les dédains ou les sévérités dont les biographes de Paul l'ont, pour la plupart, accablé. Ils se sont trop fiés aux allégations d'un de ses collaborateurs, Parochine, brave homme mais d'esprit court et un rival d'amour par-dessus le marché. Panine et lui courtisaient la même femme et Parochine cumulait cette passion avec celle des bagatelles. Il a été le Dangeau du Louis XIV au petit pied, qui se trouvait confié à ses soins.

Panine était un sybarite, un débauché et un intrigant. « Il a passé l'intervalle de la table, du jeu, du libertinage et du sommeil à brouiller la mère avec le fils et le fils avec la mère », écrivait le chargé d'affaires français à Saint-Pétersbourg, Durand, en 1774. Mais on ne doit pas oublier l'esprit et les mœurs propres à une époque où l'auteur des *Confessions*, a pu, en écrivant *Émile*, exercer, en matière d'éducation précisément, une influence sans rivale. Quelques confessions qu'il eût à faire de son côté, Panine n'était pas sans mérite, même comme pédagogue. Un mémoire rédigé par lui en 1760 (1) le prouve : soins à donner à la santé physique comme à la santé morale de l'enfant ; utilisation de ses jeux eux-mêmes pour l'incliner au bien ; plan d'études arrivant à comprendre graduellement tous les objets susceptibles d'intéresser un futur souverain, rien n'y est oublié. Ce sybarite et ce débauché était lui aussi un penseur. Il communiait — d'un peu loin — avec toute l'élite intellectuelle de son temps. Rien d'un Struensée, encore moins d'un Turgot ; un Russe solidement planté dans le sol natal, dans ses traditions, ses mœurs et ses préjugés, en dépit de l'éducation mi-allemande mi-française qu'il a reçue, mais tendant pourtant le front aux souffles de l'Occident, ouvrant les yeux aux clartés qui en viennent, prêtant l'oreille aux sonorités qui le frappent de ce côté, transposant aussi à sa façon les impressions ainsi recueillies, selon le génie du peuple dont il est, jusqu'à les dénaturer.

(1) Publié dans l'*Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 315 et suiv.



Cette répercussion lointaine et cette déformation, plus grande et plus grossière qu'ailleurs, des idées mises à ce moment en circulation dans tous les pays civilisés est ici, à l'orée du monde européen, un trait général, et Paul lui-même en fournira un exemple saisissant.

Les autres maîtres dont le jeune grand-duc recevait les leçons ne peuvent, eux non plus, à défaut d'un Diderot ou d'un d'Alembert, passer pour dignes de mépris. Le Français Nicolay, professeur distingué naguère à l'Université de Strasbourg, son compatriote Lafermière, homme de lettres aimable, et le Russe Plechtchéiev, marin sortant des écoles anglaises, géographe distingué, formaient une équipe encore fort estimable.

Bien qu'ayant passé son enfance dans les provinces baltiques et germanophile, Panine ne donnait pas, de son côté, aux goûts ainsi contractés un caractère exclusif. Il se piquait d'éclectisme et n'entendait pas dépouiller sa nationalité. L'alliance prussienne était le premier article de son credo politique, Frédéric II son prophète et Berlin sa Mecque; mais le Berlin de la seconde moitié du dix-huitième siècle, où le génie de la France — Voltaire et les couplets d'opéra compris — avait on sait quelle part. Et, dans le programme d'éducation conçu par lui, Panine ne négligeait pas aussi de faire la part de la Russie. Sa langue, sa littérature y eussent, déclarait-il, réclamé la première place, si même Lomonossov et Soumarokov n'avaient pas existé.

Ce programme a-t-il été rempli? C'est une autre affaire. La première édition d'*Émile* est de 1862. Panine a certainement lu le livre. Il n'avait pas la ressource de s'isoler avec son élève dans une thébaïde. La vie de cour, et quelle cour ! avec ses fastes et ses plaisirs, devait le lui disputer inévitablement. Donc, dans l'ordonnance des études, nulle régularité possible. Les leçons se donnaient et se prenaient quand et comme elles pouvaient, entre une promenade, un dîner de gala, un spectacle et un bal masqué. De très bonne heure, Paul alla au théâtre, pas pour son édification assurément, en



y voyant jouer le *Faune jaloux* ou les *Folies amoureuses*, en apprenant à discuter les mérites respectifs des ballerines en renom et en arrivant, à propos d'une actrice prématurément défraîchie, à présumer qu' « elle avait dû passer par trop de mains (1) ».

C'était la cour de Catherine, et la *Sémiramis du Nord* se plaisait à en faire les honneurs à son fils, jusqu'à encourager ses marivaudages précoces avec les plus délurées d'entre ses demoiselles d'honneur. Elle avait tort ; mais, en fait, ni l'enfance ni la première jeunesse de Paul ne devaient se ressentir de ces influences corruptrices. Inclination naturelle, réaction instinctive contre les impulsions ainsi reçues, ou sentiment de répulsion pour tout ce qui lui venait de sa mère, le jeune prince s'est bien davantage pénétré des enseignements plus austères que lui donnaient ses maîtres. S'il leur arrivait à eux-mêmes de tenir en sa présence des propos scabreux, dont l'honnête Parochine a pris note avec indignation, leur élève semble les avoir moins bien retenus et davantage tel panégyrique de Volynski, le ministre réformateur d'Anne Ivanovna, devenu victime de ses nobles aspirations, ou telle discussion sur les torts de Charles Ier envers ses sujets. D'autre part, précepteur religieux du prince, l'archimandrite Platon, plus tard métropolite de Moscou et l'un des prélats les plus distingués de l'Église russe, obtenait sur ce jeune esprit une prise très forte et qui devait être durable.

Ainsi l'équilibre est rétabli ; mais l'enfant ne s'en trouve pas moins tiré de part et d'autre en sens contraire, et tout son entourage y contribue. Le reproche le plus sérieux qui se laisse mettre à la charge des éducateurs du futur souverain, c'est que, intellectuelle ou morale, la nourriture dont ils le gavaient était trop substantielle pour son pouvoir d'absorption et d'assimilation. Ce fut la destinée de Paul de mettre toujours dans sa tête plus de choses qu'elle n'en pouvait contenir. Enfant, il contracte des idées, des sentiments et des ambitions auxquels

(1) Parochine, p. 549.



ne répondra jamais la capacité d'un cerveau, où les facultés émotives l'emporteront toujours sur les autres. On le traite trop en homme, et, Parochine s'en mêlant, il ne risque pas d'oublier que, par sa naissance et sa vocation, il est un homme unique dans son genre, — le futur tsar! Moyennant quoi, à dix ans, il prend sur toutes choses des opinions tranchantes et à tout propos des façons de despote oriental. Il distribue péremptoirement l'éloge et le blâme, le mépris surtout. Il s'érige en censeur acerbe du gouvernement établi dans son pays, de ses actes comme de ses origines, et il s'impatiente déjà de ne pouvoir le remplacer. S'endormant sur un cahier d'étude, il murmure : « Je règne (1)! »

Et déjà, rêvant les yeux ouverts, il fait acte de souverain, distribue des fonctions, confère des grades, commande des armées, livre des batailles. Confondant les deux courants opposés d'inspiration qui sourdent en lui, il caresse la tradition de cette autocratie dont il aura le vertige et se laisse fasciner par ce roman de Malte, où il égarera plus tard la fortune de son pays. Tel jour, il traite ses chambellans en esclaves et, tel autre, les déguisant en cavaliers de croisades, il les engage, revêtus de cottes de mailles, en des tournois épiques.

Cependant, à ces évocations si étrangement contrastées, le milieu dans lequel il vit veut que soient mêlés encore des éléments plus discordants. Par le constitutionaliste Panine, le franc-maçon Plechtchéiev aux tendances mystiques et Catherine elle-même, lectrice assidue de Montesquieu et de Beccaria, velléités libérales, conceptions humanitaires et utopies réformistes, toute la philosophie du siècle filtre subrepticement jusqu'à cette intelligence en éveil. Voilà Paul sur une nouvelle piste. Il s'y plaît et y prend son élan. Mais prétendant en révolte et autocrate en devenir, à cet autre rêve qu'ébauche son imagination il doit fatalement donner une forme en rap-

(1) Voy. PLATON (LEVCHINE), *Autobiographie*; le même, « Correspondance », dans *Revue orthodoxe*, 1869-1870. Cf. *Lectures de la Soc. d'Hist. et d'Antiq.*, 1875, t. IV, 175-197 (Kazanski); *Lectures de la Soc. des Amis de l'Instr. relig.*, 1876, numéro 5.



port avec cette double qualité. Réformer? Oui, certes, après Struensée, Turgot, Joseph II et tant d'autres, il réformera! Mais comment? A l'exemple de ces révolutionnaires qui, à l'autre extrémité de l'Europe, visent comme lui la conquête du pouvoir, plus aveuglément encore, il sera porté à attribuer à l'objet d'une convoitise et d'une impatience communes des possibilités de réalisation encore plus illimitées. Il se croira pareillement en passe de posséder une baguette magique, qui, une fois mise dans ses mains, deviendra capable de transformer le monde, et tout au moins le pays où il régnera.

En fait, instituant cette éducation à sa propre mesure, Catherine perdait de vue le souci nécessaire des proportions. Elle s'y heurtait aussi à diverses influences, hérédité, entourage, ambiance générale, qu'elle était impuissante à contrôler. Disciple de Rousseau, Panine allait jusqu'à proscrire pour son élève, ou tout au moins négliger les exercices d'armes. Guidée par les Orlow et plus tard par Potemkine, l'impératrice, de son côté, essayait de soustraire son armée à cette tradition du militarisme prussien, dont son fils avait déjà reçu l'empreinte. Mais Bekhtéiev gardait des imitateurs dans l'entourage du prince et Paul se prêtait maintenant, tout aussi docilement, aux suggestions du frère cadet de son gouverneur, Pierre Ivanovitch, soldat épris des méthodes ainsi répudiées jusqu'à vouloir qu'elles fussent imposées à l'organisation civile de l'État (1)! Paul sera *le tsar*, le maître devant qui tout tremble et qui peut tout! Ne comprenant rien à la philosophie, Parochine ne cesse de le lui rappeler. Lui et d'autres s'en mêlant, l'enfant entend journellement célébrer la gloire de Pierre le Grand, soldat, matelot et sculpteur, qui a pétri son peuple comme une boule de cire molle; ou le génie de Frédéric, caporal sublime, qui a dressé le sien comme un régiment; ou encore l'héroïsme de Miltiade, rude guerrier, sans lequel la Grèce aurait péri à Marathon, malgré ses philosophes. Être Frédéric, Pierre le Grand et Miltiade à la fois,

(1) Maïkov, *Archives russes*, 1873, t. II, 1552-1570.



en éclipsant Catherine, voilà ce que Paul voudra, — sans qu'il consentît pourtant à répudier la philosophie, dont il prétendra s'inspirer, en surplus, pour régénérer son empire, mais sans qu'il renonçât aussi au pouvoir absolu, instrument indispensable, pensera-t-il, pour l'accomplissement de cette œuvre.

Et c'est tout cela, qui, si disproportionné à son envergure naturelle et si peu conciliable d'ailleurs avec les possibilités d'une initiative individuelle quelconque, fera son malheur et celui des siens. Il est, lui, et il restera un être d'imagination, sans aucun don créateur, l'imagination constituant dans la vie intellectuelle, d'après les spécialistes, l'équivalent de la volonté dans la sphère du mouvement. La volonté est et demeurera toujours le côté faible de ce tempérament, et l'imagination y fonctionnant, selon la formule adoptée pour ces cas, « par le mélange seul, la confusion et la déformation des objets (1) », son travail se ressentira en outre des événements dramatiques, qui auront éprouvé l'enfance du sujet, ainsi que des épouvantes ressenties et des habitudes de colère contractées à travers ces orages.

Naturellement bon, gai, joueur, plein de penchants généreux, la main ouverte et le cœur sur la main, Paul subira aussi la hantise et l'obsession grandissante de fantômes irritants. Son père revit en lui ; il apprendra de bonne heure comment ce père est mort et les images associées à cette fin, aussi atroce que sera la sienne, lui souffleront l'inquiétude et le soupçon, la haine et le sentiment d'une humiliante déchéance.

A cette préoccupation, il en mêlera à la vérité une autre contradictoire et choquante, révoltante même, dans la forme particulièrement injurieuse qu'il lui donnera. En évoquant sans cesse le souvenir de Pierre III, non moins souvent il exprimera des doutes au sujet de cette paternité. Catherine prêtait assurément à l'incertitude sur ce point ; mais, au dix-

(1) Ribot, *Essai sur l'imagination*, p. 6 ; Malapert, *les Éléments du caractère*, p. 63.



huitième siècle surtout, de combien de mères n'était-ce pas le cas, dont les faiblesses ne rencontraient cependant pas la même curiosité inquisitoriale de la part de leurs enfants ? Pieusement absoutes, couvertes du manteau de Sem, voire même sincèrement ignorées, elles s'éclipsaient dans cette sphère sacrée des conventions familiales, où le sentiment l'emporte sur l'évidence la plus flagrante.

Paul ignorera ces compromis ; dans le mystère de sa naissance il cherchera un nouveau tourment, un autre élément de scandale, ou un motif supplémentaire d'attitude ombrageuse et défiante. Naturellement expansif, il sera amené à cacher ses pensées et à surveiller ses gestes. Il mêlera de l'amertume à toutes ses joies. Enfin, contre le passe-droit dont il se croira victime, il réagira par un développement d'orgueil excessif et de susceptibilité exagérée.

Fils de Catherine et probablement de Pierre, il est avant tout l'enfant d'un double drame, de celui où la destinée de ses parents a engagé la sienne et de cet autre, dont, sous la rafale d'idées généreuses et de passions destructives, l'Europe entière commence à ressentir la secousse. C'est ceci et cela qui le plonge dans une atmosphère remplie de sombres visions et d'influences troublantes et qui déjà, aux heures matinales de sa vie, dans sa figure souvent soucieuse et tourmentée, fait grimacer le masque troublant du « prince adorable et détestable tyran », dont trente ans plus tard parlera Souvorow.

Comme pédagogues, Catherine, Nikita Panine et leurs aides n'étaient certainement pas des maîtres dans un art, dont les principes n'échappent pas aujourd'hui encore à quelque incertitude. En sortant de leurs mains, Paul ne fut cependant ni un sot ni un débauché. Il surprenait tous ceux qui l'approchaient par l'étendue de son savoir, en les charmant par la grâce de son esprit. Il devait être longtemps un époux irréprochable et professer jusqu'à son dernier souffle le culte passionné du vrai, du beau et du bien. C'est malgré tout cela qu'il a creusé de ses mains l'abîme où ont péri tour à tour son bonheur, sa gloire et sa vie.



Dans ce désastre, Catherine a-t-elle eu une part de responsabilité ? Oui, sans doute, en éclaboussant de sang le berceau de son enfant, mais non pas, comme on l'a supposé, en retardant l'avènement de ce fils au trône qu'elle usurpait et encore moins en le dépravant de propos délibéré. De propos délibéré, elle a fait tout le contraire, — aux dépens même de sa propre sécurité.

III

Il n'avait pas quinze ans qu'elle songeait déjà à le marier, et quand, quatre ans plus tard, elle eut, à son intention, trié sur le volet, en Allemagne, tout le peuple des princesses nubiles, si le parti sur lequel elle jeta son dévolu pouvait passer, à ses yeux, comme le plus avantageux pour le fils, il n'était certainement pas celui qui répondait le mieux aux convenances personnelles de la mère.

La mère de l'élue, cette grande landgrave de Hesse que Wieland, Gœthe et Herder fréquentèrent à Darmstadt, était une femme de mérite ; la fille passait pour une personne distinguée ; mais, « si celle-là ne fait une révolution, personne n'en fera », disait le prince de Waldeck, en apprenant le départ de la princesse pour la Russie (1). Et, renseignée par son courtier matrimonial, le baron d'Assebourg, sur cette bru en perspective, l'impératrice elle-même écrivait : « Je suis persuadée que celle-ci est la plus ambitieuse » (des trois sœurs). Elle n'hésitait cependant pas à l'offrir au choix de Paul.

Elle se trompait d'ailleurs, trop portée encore à prendre mesure des tempéraments féminins sur le sien propre. En devenant grande-duchesse sous le nom de Nathalie Aléxiéievna, Wilhelmine de Hesse-Darmstadt n'eut d'autre ambition que de s'amuser royalement. Avait-elle commencé déjà à Darm-

(1) Corberon, *Journal intime*, t. II, p. 19.



stadt, en entamant le roman qu'elle devait continuer à Saint-Pétersbourg? On l'a dit aussi, et que Catherine le savait! Mais Nathalie a rencontré pour la première fois le héros de ce roman, le bel André Razoumovski, à bord du navire qui l'emmenait en Russie, et Catherine pouvait-elle prévoir que, pris d'abord impétueusement par les sens mais bientôt essoufflé, Paul s'endormirait auprès de cette jeune bacchante, l'abandonnant aux longs tête-à-tête avec le mangeur de cœurs professionnel, dont il faisait son plus « cher ami » ?

Elle ne lui épargna pas les avertissements. Elle ne négligea rien pour rompre une liaison qui le déshonorait. Par raison politique, comme on l'a affirmé, et parce que Nathalie et son amant auraient conspiré avec la ligue franco-prussienne? S'étant beaucoup servi de la « jeune cour », sous Élisabeth, Frédéric II n'aurait sans doute pas demandé mieux que de recommencer le jeu ; mais Nathalie n'était pas Catherine. « Ma femme vient de chanter le *Stabat Mater* de Pergolèse, pour se consoler de la mort d'Olida », écrivait Paul à Razoumowski, en lui annonçant la perte d'une chienne favorite. Il n'y mettait pas de malice.

Prédestiné au drame, il devait à la vérité en trouver encore un dans ce premier essai de vie conjugale. Mais sa mère n'y fut aussi pour rien. Plus ou moins trompé lui-même, d'Assebourg l'avait de toute façon mal renseignée. A la suite d'un accident entrainant une déformation du bassin, Nathalie était incapable d'avoir des enfants. En avril 1776, après moins de trois années de mariage, elle mourut en couches. Catherine a-t-elle pris soin de fouiller les papiers de la morte? C'est possible. Pour y découvrir les traces de la conspiration supposée? C'est invraisemblable. Dans les deux camps ennemis, ni l'ambassadeur d'Autriche, prince Lobkowitz, ni celui de France (1), marquis de Juigné, ne laissent, à

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. CXXV, p 438, 493, 539 ; VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, édit. franç., t. II, 1re partie, p. 37, avec une fausse indication de source. La correspondance de l'envoyé français n'est pas à la Bibliothèque nationale mais au quai d'Orsay, où je l'ai consultée.



travers leur correspondance, rien deviner de cette intrigue, et, s'il y avait trempé avec sa maîtresse, le bel André ne s'en serait apparemment pas tiré avec un ordre d'exil à Revel, suivi, quelques mois plus tard, de l'octroi d'un poste diplomatique en Italie !

C'était, dans la Russie d'alors, le châtiment usuellement réservé aux amants compromis des grandes-duchesses, mais non aux conspirateurs.

Jusqu'à son dernier jour, par une de ses filles d'honneur, Mlle Alymov, Nathalie Aléxiéievna n'avait pas cessé d'envoyer à cet amant des billets doux et des fleurs. C'était sa grande affaire, et Catherine s'est peut-être occupée de soustraire cette autre correspondance, purement passionnelle, à des regards indiscrets. Mais on a voulu encore que, l'évêque Platon ayant recueilli les derniers aveux de la défunte, l'impératrice lui ait imposé une violation du secret confessionnel pour ouvrir les yeux du grand-duc et l'arracher à son désespoir. Pour cet objet, un expédient aussi héroïque ne semble nullement avoir été nécessaire. Moins de trois mois après la catastrophe, Catherine lui faisant des ouvertures pour un nouveau mariage, Paul demandait vivement :

— Blonde? Brune? Petite? Grande (1)?

Catherine revenait à son premier mouvement, qui relativement était le bon. En 1768 déjà, elle avait songé à Sophie-Dorothée de Wurtemberg. Sophie! le nom qu'elle-même avait porté avant d'arriver en Russie; née, comme elle-même encore, à Stettin, où comme le sien, le père de la princesse, Frédéric-Eugène de Wurtemberg, exerçait un commandement; nièce enfin du grand Frédéric, comme elle

(1) Catherine à Grimm, 29 juin 1776, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIII, p. 49-50. Pour cet épisode, voy. même *Recueil*, t. XIII, p. 310-400; t. XXIII, p. 12; t. XXVII, p. 79; t. XC, p. 111, 166; t. CXXV, p. 372, 421 et suiv.; *Archives russes*, 1871, p. 35; 1889, t. III, p. 59; *Dix-huitième siècle*, t. I, p. 164; *Antiquité russe*, 1877, t. XIX, p. 165 et suiv; 1884, t. XLII, p. 63; D'Asseburg, *Denkwürdigkeiten*, p. 244 et suiv.; Walther, *Briefwechsel der Gr. Landgrafin*, t. I, p. 389-391, 397; Frédéric II, *Mémoires*, t. II, p. 371; Corberon, *Journal*, t. I, p. 232; Bühler, *Messager russe*, 1871, p. 98; Scherer, *Melchior Grimm*, p. 229.



avait été sa protégée! Mais en 1768, la princesse atteignait seulement ses neuf ans; depuis, perdant l'espoir de devenir grande-duchesse, elle s'était laissé fiancer à un frère de la défunte Nathalie, le prince Louis.

Il importait peu. Bien que fort mauvais sujet, ce jeune Allemand savait vivre. Perdu de dettes, moyennant une pension de 10 000 roubles qui lui fut offerte, il se laissa aisément persuader que, « s'il lui restait un tant soit peu d'honneur », il devait abdiquer ses droits, et, en août 1776, Sophie-Dorothée se rendait déjà à Berlin, pour y rencontrer son nouveau promis (1).

Pour le coup, en fait de princesses allemandes, traditionnellement destinées au recrutement matrimonial des cours européennes et dressées en conséquence, Catherine mettait la main sur un modèle du genre. Quelques semaines seulement après la conclusion de l'affaire, Sophie-Dorothée adressait à son second fiancé une lettre rédigée de sa main *en russe;* à leur première entrevue, instruite de ses goûts sérieux, elle lui parlait géométrie, et, le lendemain, écrivant à une amie, Mme d'Oberkirch, et lui donnant du prince l'idée la plus flatteuse, elle déclarait « l'aimer à la folie » !

Avec cela, un moule à enfants. Jolie ? Ses nombreux portraits ne sont guère concluants à cet égard; mais peut-être faut-il en accuser la maladresse des peintres. Bien en chair, certainement, plantureuse et fraiche. Une grande blonde, très myope, avec une tendance précoce à l'embonpoint.

Pour le moral, imaginez un vase, non pas une cruche, mais pas davantage une urne d'albâtre ou de quelque autre matière précieuse, finement ouvrée par une main d'artiste, et pas un simple pot de grès non plus : de la bonne porcelaine de Meissen, accommodée au goût de Versailles et retenant tout ce qu'on y a mis. Quoi? Beaucoup de choses passablement hétéroclites.

(1) Frédéric II, *Mémoires,* t. II, p. 435-436; *Recueil de la Soc. d'Hist.,* t. XIX, p. 516 et suiv.; t. CXXV, p. 506; Schlossberger, *Prinz Karl von Wurtemberg,* p. 8 et suiv.



Montbéliard, siège de cette branche cadette de la maison wurtembergeoise, ou plutôt Étupes, résidence demi-rustique du voisinage à la mode de Rousseau, était cour, retraite idyllique et bureau d'esprit. Joseph II, le prince Henri de Prusse, lady Craven, plus tard margravine d'Anspach, La Harpe, Raynal, Florian, Saint-Martin, Lavater, Droz et l'historien comtois Perreciot y fréquentèrent. Donc, mélange savamment dosé de patriarcalisme et de mondanité, de recherche intellectuelle ou artistique et de trivialité bourgeoise, de *Gemütlichkeit* allemande et de raffinement français.

A neuf ans, faisant fonction de maitresse de maison en l'absence de ses parents, dans des lettres rédigées cette fois en français, Sophie-Dorothée leur rendait compte simultanément de l'emploi de deux écus et de ses progrès dans l'étude de la géographie et de l'histoire, qui lui permettaient d'affirmer que « les possessions d'église du cercle de la Basse-Saxe comprenaient les évêchés d'Hildesheim et de Lübeck », le tout mêlé de quelques effusions sentimentales.

De quoi, en somme, faire une excellente femme et une princesse accomplie ; une éducation solide, d'aimables talents, de robustes vertus et quelques petits défauts, les uns rapportés d'Étupes et conservés en Russie, les autres destinés, dans ce milieu nouveau, à un développement fâcheux : des habitudes de parcimonie, tellement excessives que, s'il faut en croire Corberon, la nouvelle grande-duchesse n'hésitait pas à s'approprier la défroque de sa devancière et à disputer à ses caméristes jusqu'aux souliers de la défunte, « tant elle était vilaine » ; mais aussi le goût des grandeurs, de la pompe, de l'apparat et des petites intrigues de cour, poussé jusqu'à la frénésie.

« Princesse de Wurtemberg, grande-duchesse ou impératrice, celle-ci sera toujours femme et rien de plus », pronostiquait ce même diplomate, chargé d'affaires de France en Russie, à ce moment. Il faisait erreur à son tour. Dans une



certaine mesure, selon la portée de son esprit qui n'était pas grande assurément, la seconde *Sophie* allait prétendre à plus. D'abord et surtout à tenir son rang, en toilette d'apparat et cérémonie, implacablement, du matin au soir, sans répit ni lassitude; imposer cette contrainte à tout son entourage et mêler cette préoccupation aux plus intimes détails de sa vie domestique. « Ce qui fatiguait les autres femmes, dit Golovkine (1), ne l'éprouvait d'aucune manière. Même enceinte, elle gardait sa grande parure depuis le matin jusqu'au soir, et, entre le diner et le bal, toute serrée qu'elle était, faisait, comme une autre en déshabillé, sa correspondance, des ouvrages en tapisserie et quelquefois même travaillait avec Lamprecht, le médailleur en pierres. »

Elle cultiva les arts, tous les arts, ou presque, sans grand bonheur, mais avec ferveur et non sans quelque agrément. Elle ne dédaigna pas les travaux d'aiguille que la première Sophie détestait. Elle a écrit des volumes de correspondance, qui malheureusement ont été détruits, mais dont quelques fragments indiquent l'extrême prolixité. De la même menue écriture de myope, elle a tenu un journal qui n'a pas davantage échappé aux autodafés ordonnés par l'empereur Nicolas. A l'imitation d'Étupes, elle s'est donné un cercle littéraire à Pavlovsk, et, Paul raffolant de théâtre, elle y a fait office d'impresario diligent (2). Elle a bâti et planté dans cette résidence, s'y plaisant aussi à recréer l'idylle du foyer maternel. Par surcroît, elle a trouvé moyen de donner beaucoup de son temps aux grands établissements de bienfaisance et d'éducation, auxquels son nom est resté attaché et qui ont fait dire à Karamzine qu'elle eût été le meilleur ministre d'instruction publique. Il exagérait. La meilleure maîtresse d'école peut-être. Encore n'aurait-il pas fallu lui demander d'apprendre à ses élèves à mettre l'orthographe.

(1) *La Cour et le règne de Paul Ier*, p. 151.

(2) Karatyguine, « Mémoires », *Antiq. russe*, 1877, t. XIX, p. 592; Villamov, « Souvenirs », *Messager de la Bienfaisance*, 1870, numéros 1, 2 et 4; Martynov, « Souvenirs », *Monuments de l'histoire russe*, 1872, t. II; cf. *Messager de l'Europe*, 1867, t. I, p. 297-330.



A la direction de ces maisons, comme à toutes ses autres occupations, elle a apporté beaucoup de zèle, un désir sincère de bien faire, mais aussi les petitesses, mesquineries ou maladresses d'un esprit médiocre et l'ardeur, l'agitation ou l'impétuosité d'un tempérament extraordinairement tracassier, qui la portait constamment à se mêler de choses auxquelles elle entendait moins encore qu'à l'orthographe ou à la grammaire. Moyennant quoi, en dépit de ses grandes qualités, elle arrivait à se rendre souvent insupportable, même à ses plus proches.

Catherine vivant, elle ne put toucher aux affaires d'État où Paul lui-même n'avait aucune part; mais elle intervint dans les querelles de la mère et du fils, y introduisant, avec les meilleures intentions, un supplément de fièvre et d'aigreur. Après l'avènement de son mari, timidement d'abord, puis de plus en plus résolument, elle aspira à un rôle politique, et, à la mort de Paul, dans un moment d'égarement, elle devait faire mine de marcher sur les traces de la veuve de Pierre III. A son exemple, mais dans un âge plus mûr, elle montait à cheval *en homme*, ce qui, eu égard à sa corpulence, n'était pas d'un effet très gracieux.

Elle se persuada qu'elle avait le même génie, et toujours elle donna son avis sur toutes choses, critiquant, morigénant, grondant à tort et à travers. Mère aimante et dévouée, elle fut la terreur de ses enfants. Pour telle de ses filles mariées, un séjour à Pavlovsk devenait la plus redoutable des épreuves. Annonçait-elle l'intention de rendre cette visite : c'était une catastrophe (1) !

Comme beaucoup de femmes même moins douées, elle se piquait de machiavélisme. En 1781, elle se flatta de jouer sa belle-mère. Mourant d'envie de promener sa grandeur à travers les cours d'Europe en compagnie de son mari, pour obtenir le consentement de l'impératrice elle fit mine de servir sa politique. Elle indiquait donc Vienne comme pre-

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Corresp. d'Alexandre Ier*, p. 31, 77.



mière étape du voyage souhaité et c'est sur Berlin que les pèlerins comptaient mettre le cap après avoir passé la frontière. L'amie de Voltaire et la partenaire, maintenant dégoûtée, de Frédéric ne se laissa pas, bien entendu, prendre au piège. Heureuse d'être quitte pour quelque temps du couple batailleur et frondeur, elle autorisa l'odyssée, mais s'arrangea pour en fixer l'itinéraire.

De même, ne manquant pas une occasion pour, avec une cruauté superflue, opposer son impeccable vertu aux défaillances de sa belle-mère, Marie Féodorovna, comme on l'appelait maintenant, n'en perdait aucune non plus pour engager Potemkine ou Mamonov dans ses intérêts, en cajolant sans vergogne les deux favoris, quitte à prendre revanche de ces compromissions par un surcroît de pudiques effarouchements et de démonstrations vitupératrices.

Malgré, et même un peu à cause de tout cela, elle et Paul firent d'abord un ménage idéal, et, sur l'oreiller conjugal, Marie Féodorovna exerça une influence considérable, qui fut longtemps bienfaisante. Il se peut qu'elle en ait abusé, comme le prétend cette peste de Golovkine, pour servir des amis ou desservir des ennemis; mais, captivé par son foyer et heureux autant qu'il pouvait l'être, en 1777 déjà, attendant la naissance d'un héritier, Paul arrivait à répudier ses anciennes impatiences. Il déclarait vouloir se vouer sans partage à ses devoirs de père de famille (1).

Catherine eut, cette fois, le tort incontestable de contrarier ces heureuses dispositions. Victime elle-même, dans sa maternité tronquée, d'un abus de pouvoir injustifiable, comme on lui avait enlevé son fils, elle prétendit enlever à Paul le sien, et sous le même prétexte. Elle se flattait de mieux l'élever. C'est l'excuse commune de tous les despotismes.

Une nouvelle cause d'animosité en résulta. Le père et la mère objectèrent aux méthodes de Locke que la grand'mère

(1) « Lettres au métropolite Platon », *Archives russes*, 1887, t. II, p. 12.



entendait appliquer à l'éducation de leur progéniture. Ils ne le faisaient pas entièrement sans raison, car un des effets du système fut de rendre l'enfant, le futur Alexandre Ier, sourd d'une oreille et dur de l'autre. Catherine avait voulu qu'il s'habituât, dès son plus jeune âge, au bruit du canon! Engagé par elle comme précepteur de l'artilleur précoce et de son frère cadet, Constantin, César de La Harpe, le jacobin vaudois, ne fut pas mieux accueilli par les parents, et Catherine elle-même devait se repentir de ce choix, qui s'accordait mal avec d'autres dont elle prenait aussi l'initiative. Le gouverneur en chef, Nicolas Saltykov, « espèce de singe dégingandé », comme l'a dépeint Langeron, « bancal et bossu », ne méritait peut-être pas tout à fait les dédains, dont ce chroniqueur et la plupart des contemporains l'ont accablé. Il avait, en 1761, vaillamment combattu sous Colberg; il devait, en 1812, lever un régiment entier à ses frais, et, l'année suivante, exercer, en l'absence d'Alexandre, une sorte de régence. Il n'a pu être, uniquement, le plat et sot courtisan qu'on a représenté. Autoritaire à coup sûr, partisan résolu de l'autocratie la plus complète, il obtenait sur son élève une influence qui, toujours opposée à celle de La Harpe, l'emporta souvent et explique plus d'un trait dans la déconcertante carrière du futur partisan des principes républicains et organisateur du congrès de Laybach.

Catherine avait encore cherché à établir, sur ce point, une sorte de balance et de compromis; mais elle croyait aussi plaire à son fils et à sa belle-fille, qui, au moment de la désignation de Saltykov, montraient du goût pour ce personnage.

Elle leur abandonnait leurs plus jeunes enfants, et n'intervenait dans l'éducation des filles qu'en faisant appel, avec infiniment de discernement et de bonheur pour le coup, à cette excellente Charlotte de Lieven, dont la noblesse de cœur et d'esprit désarma Marie Féodorovna elle-même.

Entre Saltykov et La Harpe, par contre, Alexandre se trouva de bonne heure moralement déséquilibré; mais la



pire conséquence du régime adopté par Catherine pour l'éducation des deux grands-ducs aînés fut de les rendre aussi étrangers à leur père que Paul lui-même le fut toujours à elle-même.

« Mon père, a écrit plus tard la grande-duchesse Anne Pavlovna, aimait à s'entourer de nous et nous faisait venir chez lui, Nicolas, Michel et moi, pour jouer dans sa chambre pendant qu'on le coiffait, seul moment de loisir qu'il eût. C'était surtout dans le dernier temps de sa vie. Il était tendre et si bon avec nous que nous aimions aller chez lui. Il disait qu'on l'avait éloigné de ses enfants aînés, en les lui enlevant dès qu'ils étaient nés, mais qu'il voulait s'entourer des cadets pour les connaître (1). »

Paul aima ce qu'il connut, comme sa mère elle-même aimait Alexandre et Constantin, sans que vis-à-vis de l'enfant de sa chair, l'instinct maternel, déjoué par la séparation, s'affirmât avec une force égale.

Alexandre grandissant, le père et le fils devinrent plus distants encore l'un de l'autre. La douceur de celui-ci passait aux yeux de celui-là pour un trait d'efféminalion et sa réserve pour de l'hypocrisie, — en quoi Paul ne s'éloignait pas trop de la vérité. En transportant ce désaccord sur le terrain politique, le jacobinisme de La Harpe l'aggrava, bien qu'avec sa nature ondoyante, tout en se laissant entraîner en pleine chimère par le révolutionnaire helvétique, Alexandre fût loin, en réalité, d'y engager très sincèrement son esprit ou son cœur. Au fond même, entre l'élève de La Harpe et l'élève de Panine et de Plechtchéiev, le dissentiment sur ce point ne tenait qu'à une nuance. Paul, en effet, portait de son côté en lui des traits de jacobin bien accusés : mêmes idées libérales accommodées aux mêmes instincts despotiques. Et, d'autre part, Alexandre ne tarda pas à trouver à Gatchina un autre élément de séduction. Entre deux leçons de philosophie humanitaire, il se plut, lui aussi, à jouer au

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XCVIII, p. 21.



soldat, et l'ordonnateur brutal de ces plaisirs guerriers, Araktchéiev, le disputa à La Harpe.

Ainsi Paul regagnait une moitié de son fils ; mais son caractère répugnant au partage, leurs relations ne s'en trouvèrent pas sensiblement améliorées.

En même temps, entre lui et Catherine la querelle s'envenimait et le contre-coup s'en faisait sentir jusqu'à ce foyer familial qui, bien que rétréci, laissait Paul libre de se livrer à ses penchants naturels. La ruine et la désolation y entraient. De plus en plus irrité, le grand-duc reportait sa colère sur son entourage et arrivait à détruire cette part même de bonheur qui lui était accessible. Premier désastre que d'autres allaient suivre. Dans quelle mesure Catherine doit-elle en être reconnue responsable ?

IV

« Puisse Agrippine n'aller jamais à Tibur sans son fils; puisse son fils n'en revenir jamais sans elle. » Traçant ces lignes en 1774 après son retour de Russie (1), Diderot pensait indiquer fidèlement la nature et la cause du drame intime dont il y avait été témoin. Avec la plupart des contemporains, il s'était cependant laissé tromper par des apparences et de fausses conceptions, qui continuent à égarer nombre d'esprits distingués.

L'Agrippine russe ne ressemblait que de fort loin à son modèle romain. Sauf qu'elle ne voulait pas s'effacer devant son fils en le laissant régner ou gouverner à sa place, elle lui faisait un sort très acceptable. Dans l'ordre matériel, avec des appartements magnifiques au Palais d'Hiver et à Tsarskoïé, une résidence estivale à Kaminnyï-Ostrov et deux

(1) *Œuvres complètes*, t. II, p. 483. Dans le texte primitif les indications de lieu et de personnes ont été données sans transposition.



autres plus tard, à Pavlovsk et à Gatchina, mises entièrement à sa disposition et abandonnées à sa fantaisie, une pension annuelle de 175 000 roubles pour lui et de 75 000 pour sa femme, en sus de l'entretien de son personnel de cour, Paul se trouvait fort convenablement pourvu. S'il se débattait néanmoins dans de cruels embarras d'argent, au point de recourir à des expédients honteux, tels que des collusions avec les fournisseurs de l'impératrice, c'est que, volé outrageusement par ses intendants (1), grugé par les parents besogneux de Marie Féodorovna, il se ruinait en constructions inutiles, en dépenses folles pour le coûteux et ridicule jouet qu'était son armée de Gatchina et peut-être aussi en frais de propagande politique que sa qualité de *prétendant* lui imposait.

Dans l'ordre moral, deux époques doivent être distinguées. Au temps où Parochine participa à l'éducation du prince, c'est-à-dire entre la dixième et la onzième année (20 septembre 1764 — 13 janvier 1766, vieux style), Paul vivait auprès de sa mère, l'accompagnant aux grandes comme aux petites réceptions de cour, aux manœuvres comme à la chasse. Elle assistait à ses examens, se réjouissait de ses progrès, achetait pour lui, à J.-A. Korff, une belle bibliothèque de 36 000 volumes, attribuée depuis à l'Université d'Helsingfors. Elle annonçait l'intention de l'initier plus tard à la pratique du gouvernement (2). Et elle devait tenir parole. En 1773, au moment du premier mariage du grand-duc, par une lettre rédigée en termes très affectueux, elle l'invita à venir chez elle, une fois par semaine, pour entendre la lecture des rapports.

On a voulu que, dans la pensée de l'impératrice, n'impliquant aucune participation effective du tsarévitch à l'expédition des affaires, ces auditions hebdomadaires aient simplement pris figure d'un complément aux leçons qu'il

(1) Prince Lobanov, *Notes inédites*; Choumigorski, *l'Impératrice Marie-Féodorovna*, t. I, p. 430; cf. *Antiquité russe*, 1874, I, p. 54.

(2) Parochine, p. 422.

avait reçues de ses précepteurs. Paul n'avait pas vingt ans. A cet âge, s'offrant à lui dans ces conditions, le complément n'était pas à dédaigner, et, venant d'un tel maître, les leçons eussent tenté de moins jeunes écoliers. Mais plutôt que d'en prendre, Paul entendit aussitôt en donner. De prétendant, il allait passer réformateur.

Cette même année, il présentait à sa mère un long mémoire, qui, reflétant les idées des deux Panine, se résumait en un réquisitoire violent contre le régime existant, ses principes, ses méthodes et ses tendances. Politique intérieure et extérieure, l'auteur aurait voulu tout y changer (1). En même temps, le secrétaire d'État de l'impératrice et le futur chancelier de Paul, Bezborodko, constatait que l'admission du prince au travail de Sa Majesté ne donnait pas un bon résultat. Paul ne comprenait rien à rien et prenait texte de chaque communication pour des critiques indiscrètes.

L'essai fut donc abandonné ; mais Catherine ne voulut pas réduire son fils à l'oisiveté. Elle lui refusait, provisoirement, l'entrée au Conseil qu'il réclamait ; mais en le nommant grand-amiral, elle lui donnait les moyens de s'occuper sérieusement. S'il n'en usa pas ; si, négligeant les grands intérêts de l'administration à la tête de laquelle il se trouvait ainsi placé, ses seules préoccupations y furent pour les plus infimes détails, c'est que la nature de son esprit et de son tempérament lui interdisait une activité plus utile. Il devait le prouver un jour en régnant. En outre, il se trouvait absorbé par d'autres soucis.

Prétendant, il jugeait plus à propos de se préparer théoriquement à l'exercice de ses futurs devoirs, et cela non seulement en remplissant de volumineux cahiers avec des extraits des mémoires du cardinal de Retz ou de Sully, mais en rédigeant un projet de budget pour l'exercice 1786, comme s'il comptait avoir chance de l'appliquer (2) ; en discutant avec

(1) Lébédiev, *les Comtes Panine*, p. 199 ; Choumigorski, *loc. cit.*, t. I, p. 106, et Paul Ier, p. 35 ; Schilder, *Paul Ier*, p. 97-99.
(2) *Antiquité russe*, 1874, t. X, p. 60, 70, 737 et suiv.



Pierre Panine, dès 1778, un plan de réforme militaire à réaliser immédiatement (1); et encore en préparant, quatre ans plus tard, avec ce même collaborateur, un manifeste d'avènement, où, sans qu'ils s'en doutassent assurément, les détracteurs de Catherine reproduisaient le style et le ton des pamphlétaires français de l'époque en lutte avec le gouvernement de Louis XVI (2).

Et cependant, dans la mesure qu'elle jugeait possible, Catherine faisait droit aux revendications de son compétiteur : en 1782, sinon plus tôt, elle lui accordait séance, sinon au Conseil de l'Empire, où il aurait fait trop publiquement figure de révolutionnaire, du moins au Conseil privé, où il continua de « ne comprendre rien à rien (3) ».

Si donc, ainsi qu'il en portait plainte à un de ses beaux-frères, le duc Pierre d'Oldenbourg, on faisait de lui « un fantôme dans une situation indigne (4) », il y était bien pour quelque chose. Avec ses ambitions intempestives, il s'érigeait lui-même en fantôme menaçant. Il se défendait bien d'avoir un parti (5) ; mais se démenant, critiquant, clabaudant, criant par-dessus les toits que tout allait de travers, le voulût-il ou non, il se créait des partisans, prompts à le prendre au mot et à s'agiter de leur côté, non pas de façon, certes, à inquiéter sérieusement Catherine, mais suffisamment pour l'agacer.

Dès 1764, l'envoyé prussien, comte de Solms, parlait d'un complot, dont le tsarévitch devait être le bénéficiaire. Autre nouvelle de même genre, en 1772, dans une dépêche de l'envoyé autrichien, prince de Lobkowitz (6). L'année d'après, Pougatchov entre en scène. Paul ne trempe pas dans cette

(1) *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 404.

(2) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 40, et Appendice, p. 22.

(3) Chrapowicki, *Journal*, p. 80, 295, 319, 322; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 9; *Antiquité russe*, 1873, t. VII, p. 651-653.

(4) Hennes, *Friedrich-Leopold, Graf von Stolberg*, p. 313.

(5) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XX, p. 412.

(6) Bilbassov, *Catherine II*, texte allemand, t. II, 2e partie, p. 204; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. CXXV, p. 75.



insurrection ; mais, à son quartier de la Berdskaïa Sloboda, le faux Pierre III affiche à la place d'honneur un portrait du tsarévitch et assure n'avoir pris les armes que pour la cause de ce fils chéri. Paul en témoigne de l'indignation ; mais, cette même année, le Holsteinois Saldern l'entraîne dans une intrigue obscure, où cette cause est engagée non moins révolutionnairement. Simple étourderie? Il se peut. « Je peux assurer, écrit vers la même époque le chargé d'affaire anglais Shirley, qu'il (Paul) n'a pas assez de courage ni même de résolution pour agir contre sa mère. »

Par tempérament, Paul est essentiellement un homme d'action. C'est même cela précisément qui le rend si impatient. Il est extrêmement pressé de passer de l'idée au fait. Mais il n'ose. Entre cette démangeaison donc qui le pousse et cette peur qui le retient, sa seule ressource est, provisoirement, de laisser faire les autres Et, comme tous les prétendants, il groupe autour de lui les mécontentements que soulève le régime établi, comme les sympathies qu'il s'aliène. En 1773, Lobkowitz annonce à sa cour que Paul est devenu « l'idole de la nation » ; en 1775, ayant vaincu Pougatchov et triomphé de la Turquie, Catherine va à Moscou pour y recueillir les hommages de ses sujets, et c'est son fils qui est le plus acclamé. Une foule en délire lui prodigue des ovations et l'ami perfide, André Razoumovski, lui souffle à l'oreille des paroles captieuses :

— Ah ! si vous vouliez (1) !

Paul laisse dire. Deux années après, avec sa seconde femme, il a trouvé l'idéal du bonheur domestique ; mais l'apaisement qu'il en recueille dure peu. Et sans doute, par les joies pures qu'il goûte ainsi, sa vie intime se trouve elle-même, sans que cette fois on puisse lui en faire reproche, en opposition saillante et irritante avec celle de sa mère. Avec

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XIX, p. 451 ; comp. *ibid.*, t. CXXV, p. 197 ; t. XIX, p. 399-401 ; *Antiquité russe*, 1884, t. XLII, p. 61-63 ; DOUBROVINE, *Pougatchov*, t. II, p. 133, 142, 149 ; t. III, p. 66, 115, 116, 121 ; *la Cour de Russie*, p. 249.



Potemkine, au même moment, Catherine a inauguré le plus somptueux chapitre de son roman, mais non pas le moins scabreux. En rapprochant d'elle le futur prince de la Tauride, elle lui a adressé cette « Confession sincère », qui a été récemment jointe à l'édition russe de ses Mémoires (1), et qui, en fait de cynisme inconscient, n'a peut-être pas d'équivalent dans la littérature de tous les pays. Le nouveau favori s'est laissé dire qu'il avait eu *quinze* prédécesseurs. Elle proteste. Elle établit une comptabilité exacte, qui n'en indique que *cinq*. Et elle crayonne leurs portraits ; elle détaille leurs mérites ; elle justifie le goût qu'elle a pris pour chacun d'eux, plaidant l'impérieuse nécessité qui les a imposés l'un après l'autre à son choix !

Paul n'a assurément pas connu ce document. Les faits auxquels il se rapporte pouvaient cependant lui être un objet d'écœurement suffisant. Mais, dans les colères et les rancunes dont l'auteur de la « Confession » était l'objet de sa part, c'est à peine si ce grief se laisse apercevoir. Dans Potemkine lui-même, ce n'est pas l'amant de sa mère que le fils flétrit et poursuit de sa haine, mais bien le collaborateur politique de l'impératrice.

Le voici en 1781 à Vienne, au seuil de sa grande tournée européenne, et les diatribes par lesquelles il y débute s'adressent exclusivement au gouvernement maternel ou aux hommes qui s'y trouvent employés et qui ne sont pas tous des héros d'alcôve. « Dès qu'il aura quelque chose à ordonner, il les fera chasser à coups de fouet (2). » Et l'on croirait encore entendre quelque orateur de café, déclamant vers la même époque, dans la France voisine, contre les ministres en fonction ou les favoris de cour.

En lutte avec la politique de sa mère, Joseph II ne dédaignait pas, on le sait, de consulter Marat.

A Naples, le voyageur dénigre l'œuvre législative de la Sémiramis du Nord. « Des lois, dans un pays où celle qui

(1) *Saint-Pétersbourg*, 1907, p. 713.
(2) Arneth, *Joseph II und Catharina*, p. 116-117.

règne ne reste sur le trône qu'en les foulant toutes aux pieds! » Voilà comme il en parle (1).

Même langage à Paris, où il se défend d'avoir auprès de lui ne fût-ce qu'un caniche fidèle, car sa mère ferait jeter à l'eau cet animal (2).

De ces boutades, accompagnées de maints autres propos déplaisants à l'adresse du « borgne » (Potemkine) et de sa maîtresse, Catherine recueillait l'écho jusque dans une correspondance que son fils entretenait, pendant ce voyage, sous le couvert de deux amis, P.-A. Bibikov et le prince Alexandre Kourakine. Elle bornait à ces intermédiaires seuls des représailles très légères, un simple ordre d'exil, — et c'est Paul encore qui en prenait le plus d'humeur (3). En même temps, rencontrant partout sur son passage les attentions les plus flatteuses et les goûtant fort, il ne paraissait pas se douter à qui et à quoi il devait cet accueil.

Il ne rentre en Russie que pour accentuer, et cette fois particulièrement dans le domaine de la politique extérieure, son parti pris d'irréductible opposition. Catherine vient d'opérer sur ce terrain un changement de forme décisif. Elle s'est affranchie de la demi-servitude, où le génie de Frédéric et le partage de la Pologne la maintenaient depuis dix-huit ans vis-à-vis de la Prusse. Le projet grec est né et avec lui l'alliance autrichienne. Flattée par une promesse de mariage entre sa sœur Élisabeth et l'archiduc François, héritier de Léopold II, Marie-Féodorovna s'accommode du changement. Paul se montre plus prussien que jamais. Il échange avec le successeur de Frédéric des serments d'amitié éternelle. Il garde avec la cour de Berlin des rapports occultes qui frisent la trahison. Il va jusqu'à essayer de débaucher un des agents diplomatiques de Catherine en Allemagne, le comte N.-P. Rou-

(1) Golovkine, *la Cour*, p. 111.

(2) Mme de Campan, *Mémoires*, t. I, p. 241; Hunolstein, *Correspondance inédite de Marie-Antoinette*, p. 124.

(3) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. IX, p. 145 et 157; Ribeaupierre, « Souvenirs », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 492-493; Schilder, *Paul Ier*, p. 179, et Annexes, p. 555.



miantsov (1) ! Partout et toujours, elle va le trouver, lui et son entourage, en travers de ses combinaisons et de ses efforts, se plaignant sans cesse, mais intriguant aussi, — au moins platoniquement, selon son tempérament.

En Suède, c'est un frère de Marie Féodorovna, Frédéric, qui brouille les cartes. Envoyé par complaisance à Viborg, comme gouverneur, il en profite pour contracter avec ses plus proches voisins des relations suspectes. Comme en outre il maltraite sa femme, une princesse de Brunswick, rendue célèbre par ses malheurs sous le sobriquet de *Zelmire,* Catherine chasse le mari et prend la femme sous sa protection. Aussitôt, elle voit Paul et sa femme ameutés contre elle. Envoyée au château de Lohde, en Esthonie, *Zelmire* y trouve une obscure intrigue d'amour et une mort mystérieuse : nouveau sujet de récriminations (2).

En 1787, l'alliance autrichienne détermine la réouverture des hostilités avec la Turquie. Pacifiste et anti-autrichien, Paul est contraire à cette guerre. Il veut cependant y prendre part, et, bien qu'enceinte, Marie Féodorovna prétend l'accompagner ! Nouveau débat. Colères et appels à l'opinion : « Que dira l'Europe (3) ? »

L'année suivante, la Suède intervenant dans le conflit, comme la femme est accouchée, Catherine laisse libre cours aux velléités belliqueuses du mari, et, non content de se couvrir de ridicule par ses airs de tranche-montagne que nul exploit ne justifie et que contredit cruellement une attaque de diarrhée contractée à la suite d'une alarme de nuit (4), Paul prête le collet aux adversaires qu'il doit combattre, en

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 195-197 et 559; TRATCHEVSKI, *la Ligue des princes*, p. 137, 182.

(2) GARNOVSKI, « Mémoires », *Antiquité russe,* t. XV, p. 19; OBERKIRCH, *Mémoires,* t. II, p. 208; SÉGUR, *Mémoires*, t. II, p. 418; BRÜCKNER, *Messager historique*, 1890, t. XLI, p. 277 et suiv., 551 et suiv.; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe,* t. XV, p. 25-34; t. XXIII, p. 388-390; t. XXVII, p. 395; princesse SCHAKHOVSKOÏ, *le Comte de Fersen*, p. 187 et suiv.

(3) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIII, p. 429 ; t. XXVII, p. 428, 466; *Antiquité russe*, t. XV, p. 264, 495, 689, 697. Cf. *ibid.*, t. VIII, p. 856.

(4) Prince LOBANOV, *Notes inédites*. D'après une tradition de famille.

devenant, de leur part, l'objet d'avances compromettantes. Il se fait rappeler, et le voilà plus hérissé, boudeur et frondeur qu'au départ. Il entame une correspondance chiffrée avec le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, « le gros Gu », « le Lourdaud » que Catherine ne peut souffrir; il multiplie des entretiens secrets avec l'envoyé prussien, comte Keller, et celui-ci en retire l'impression que, « si ce prince était forcé de pourvoir à sa sûreté, ou que la nation le réclamât par un cri général, il ne se refuserait pas aux vœux du peuple (1) ».

Ainsi, en pensée tout au moins sinon en action, glissant sur la pente où son rôle de prétendant l'entraînait, Paul a suivi de bout en bout la trace de tous les fauteurs de coups d'État révolutionnaires dans ce pays. Mais, parallèlement, Catherine a marché, de son côté, dans le sens que lui indiquait le souci, sinon de sa sécurité personnelle, du moins des intérêts confiés à sa garde. Pour elle-même, elle ne croit avoir rien à craindre, consciente à ce point du prestige acquis qui lui sert de rempart, qu'à deux lieues de Tsarskoïé, où elle n'a pas cent hommes pour la garder, elle laisse son fils en embrigader des milliers. Mais, peu à peu, le sentiment d'un autre danger s'est imposé à ses préoccupations.

V

En 1750 déjà, des propos significatifs étaient recueillis sur ses lèvres : « Je vois en quelles mains l'empire tombera après moi... » « Je souffrirais si, comme celle de l'impératrice Élisabeth, ma mort entraînait le changement de tout le système politique de la Russie. » Alexandre grandissant, l'idée se précise et prend corps. L'avenir de cet empire, qu'elle est

(1) Dépêche du 3/14 février 1787, SCHILDER, *Paul Ier*, p. 195-197, et Annexes.



en train de faire si grand, paraît de plus en plus associé, dans l'imagination de la souveraine, aux destinées du « petit porteur de couronne en herbe », comme elle appelle le fils aîné de Paul, en observant que, ni au physique, ni au moral, il ne ressemble à ce père. La révolution française éclatant, elle écrit : « Il viendra un autre Gengis ou Tamerlan pour mettre ces gens à la raison, mais ce ne sera pas de mon temps, ni je l'espère de celui d'Alexandre. » De Paul nulle mention ; déjà, elle l'élimine. Et, entre la mère et le fils, une nouvelle phase s'ouvre au duel qui les a jusque-là opposés l'un à l'autre.

Paul en est certainement averti. En janvier 1787, au milieu de ses préparatifs pour cette campagne de Turquie où il n'avait pas non plus à cueillir de lauriers, il a rédigé et remis à sa femme un testament. Comme sa propre mort, il y a prévu aussi le cas où Catherine disparaîtrait pendant son absence. L'événement se produisant, Marie Féodorovna était instituée régente et son premier soin devait être de s'emparer de tous les papiers de l'impératrice et de proclamer provisoirement nulles toutes les dispositions d'ordre politique que pourrait laisser la défunte (1).

Mais, à la même heure, Catherine prenait aussi ses précautions. Elle se faisait lire par son secrétaire, Chrapowięki, le texte du règlement établi par Pierre le Grand pour la dévolution du trône et indiquer les applications successives qui en avaient été faites depuis Catherine Ire (2). Un peu plus tard, elle rédigeait une note sur les raisons dont l'auteur du règlement s'était inspiré pour déshériter son fils unique. Dans une autre note se rapportant au projet grec, elle fixait les droits successoraux d'Alexandre et de Constantin, comme si Paul n'existait pas (3).

Le dessein de l'évincer se montrait maintenant bien arrêté dans son esprit. Se laissait-il justifier ? Le droit de Paul était

(1) *Messager de l'Europe*, 1867, t. I, p. 297; cf. SCHILDER, *Paul Ier*, p. 21.
(2) CHRAPOWICKI, p. 46-47.
(3) SCHILDER, *loc. cit.*, p. 216.

certain, s'imposant d'autant plus au respect de la souveraine qu'elle-même l'avait créé. Mais cet héritier se doublait d'un prétendant et d'un réformateur. Nous avons vu l'un en action. Prenons idée de l'autre.



CHAPITRE II

LE RÉFORMATEUR

I. Le caractère de Paul et son évolution. Heureux effets d'un premier mariage. Détente. « Point de chimères! » Paul s'amuse. Retour aux préoccupations sérieuses. Goût pris pour les lettres françaises. Diderot. La Harpe. Le voyage à Berlin. Frédéric II. Revirement. Le caporalisme prussien. Velléités réformatrices. Les conseillers du prince. Panine et Repnine. La réforme militaire. La guerre déclarée à la gynécocratie. — II. Impressions nouvelles. Vienne et Versailles. Le culte de l'ancien régime. Désarroi moral. Inclinations mystiques. Le maçonnisme en Russie. Novikov. Les Martinistes. Tendances contradictoires. Affiliation de Paul aux loges et liaisons avec les émigrés français. — III. Physionomie définitive. L'aspect physique. Laideur. « La tête de mort ». Nervosité. Sénilité précoce. Le tempérament. Humeur sombre et éclairs de gaieté. Surexcitation permanente. Impatience fébrile. Inquiétude. Poltronnerie. Orgueil démesuré. Faiblesse et violence. Déformation morbide des instincts naturels. Colères. Dureté. Prédominance de l'égoïsme. — IV. Dons intellectuels. Vivacité naturelle et culture. Mémoire. Acquis scientifique. Esprit. Jovialité. Goût du calembour. Mauvaise conformation et disproportions. Le règne du réformateur s'annonce comme une catastrophe.

I

Les idées de réforme ont, à ce moment, envahi l'Europe entière. Tout le monde en veut faire ou en prendre pour son grade et plus. Mais le réformateur dans Paul, ce n'est pas l'inventeur ou le partisan de tel ou tel autre dictame politique, principes, théorie et application ; c'est l'homme lui-même, esprit, caractère et tempérament. Ses conceptions comme ses velléités dans ce sens ne peuvent donc être saisies qu'à travers les éléments constitutifs d'une personnalité qui fait corps avec elles.

« L'essence même du caractère, c'est de se tranformer... Tout caractère est non seulement modifiable, mais en voie



perpétuelle d'évolution,... et l'agent naturel de cette mobilité de l'être intime se trouve dans les impressions qu'il reçoit. » Très impressionnable, depuis son enfance, Paul offre une vérification éloquente de l'observation ainsi formulée par un des maîtres de la psychologie (1).

Au moment de son premier mariage, entre la joyeuse Nathalie Aléxiéievna et le fringant Razoumovski, dépouillant son humeur morose et précocement atrabilaire, il a failli devenir un disciple d'Épicure. Il « prend pour principe de vivre le plus cordialement possible avec tout le monde »... « Point de chicane, écrit-il, point d'inquiétudes, une conduite égale et affectée seulement aux circonstances qui pourraient se présenter... Je dompte ma vivacité tant que je peux (2). »

Paul se détend et s'amuse, en compagnie de sa femme. Mais il ne peut s'accommoder longtemps de ce régime. Il n'a rien d'un jouisseur, trop sérieux pour cela, d'un côté, et trop tourmenté, de l'autre, par l'idée du grand rôle qu'il a à tenir. Au bout de quelques mois, nous le voyons rendu à l'étude et à la réflexion. L'influence de sa jeune compagne le domine cependant encore, en orientant ses curiosités vers la littérature française. Il n'y adopte pas toutes les dilections de l'époque. Il goûte peu Diderot, qui vient précisément d'arriver en Russie. C'est probablement que Catherine se donne le tort de trop apprécier ce représentant de l'esprit occidental. Paul lui trouve « la flatterie trop lourde, l'enthousiasme trop profond et les genoux trop pliants (3) ». Mais, éprouvant le besoin de se donner un correspondant littéraire, à la mode du temps, c'est en France qu'il le cherche. Pendant quinze ans, de 1774 à 1789, l'autre Laharpe, celui de la rue Saint-Honoré, remplira l'emploi (4).

Dès la cinquième année, il y perdra sa peine. Un revire-

(1) Malapert, *les Éléments du caractère*, p. 251.

(2) A.-A.-K. Razoumovski, *Vassiltchikov*, t. III, p. 17.

(3) *La Cour de Russie*, p. 276.

(4) *Correspondance littéraire adressée à S. A. I. le grand-duc de Russie*, Paris, 1801. Voy. *Archives russes*, 1881, t. III, p. 269.



ment nouveau a rendu Paul progressivement insensible aux agréments du courrier parisien. En allant à Berlin pour y rencontrer sa seconde femme, il a aperçu l'une de ses idoles et il a été, pour un moment, conquis sans partage. Il n'a pas précisément fait lui-même la conquête du grand Frédéric. « Je range au nombre des plus grandes obligations que je dois à Votre Majesté de m'avoir procuré la connaissance d'un prince aussi accompli. Ses manières, ses sentiments et ses vertus ont ravi mon cœur. » Voilà ce que Catherine a pu lire dans une lettre à elle adressée par le roi après cette entrevue (1). Et voici ce que nous lisons dans une note rédigée vraisemblablement le même jour par le philosophe de Sans-Souci et destinée à prendre place dans ses *Mémoires :* « Il (Paul) a paru altier et violent, ce qui a fait appréhender à ceux qui connaissent la Russie qu'il n'ait un sort pareil à celui de son malheureux père (2). »

Mais l'enthousiasme de Paul est sincère, et Gatchina devient une conséquence de cette impression. L'Allemagne, ou plutôt la Prusse, disciplinée, policée, militarisée et gouvernée à la baguette, lui paraît le modèle à imiter. Il en arrive à se souvenir avec complaisance qu'il n'a que fort peu de sang russe dans les veines. Enfant, cette vérité lui répugnait à ce point qu'on était assuré de le mettre en fureur en y faisant allusion. Il se récriait :

— Je suis grand-duc de Russie (3) !

Consenti par sa mère en 1767, l'abandon de ses droits sur le Schleswig le laissait indifférent. Maintenant, le règne de Pierre III lui-même prend à ses yeux un aspect idéal, et il songe à reprendre l'œuvre de ce prince, interrompue par Catherine. Épris d'ordre, de méthode et de réglementation, pour sa fiancée elle-même il dresse, en quatorze articles, une *Instruction* qui, avec la religion et la morale, comprend les

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XX, p. 358.

(2) *Mémoires*, t. II, p. 437. Pour le séjour de Paul à Berlin, voy. *Messager historique*, 1886, t. XVI, p. 167 et suiv.

(3) Parochine, p. 405.

détails de toilette (1), et, dans sa correspondance avec P.-I. Panine et N.-V. Repnine, demeurant antimilitariste convaincu, puisque pacifiste, il ébauche le programme d'un ensemble de réformes qu'il appliquera en arrivant au pouvoir et qui auront pour effet de militariser son pays!

On s'est émerveillé (2) de la liaison ainsi maintenue, à travers un grand espace de temps, entre les projets du jeune réformateur et ses réalisations ultérieures. Le contraire eût été plus surprenant. De l'idée à l'exécution, les grands artistes du genre n'obtiennent communément pas une telle fixité. C'est qu'ils travaillent pratiquement dans le relatif. Paul travaillait théoriquement dans l'absolu. En outre, ses résolutions se trouvaient fixées par l'objectif même qu'il leur donnait et qui était d'imiter Frédéric II à travers Pierre le Grand, en continuant Pierre III, mais surtout de prendre le contre-pied de la grande Catherine. Il s'en faut cependant que l'esprit de suite y ait paru autant qu'on l'a imaginé. En fait, la mobilité de sa pensée, la faiblesse de son caractère et l'inconsistance de tout son être intellectuel et moral n'ont permis à ce faiseur de projets ni de concevoir un plan d'ensemble, ni de demeurer fidèle, dans le détail, aux principes adoptés ou aux décisions prises.

Au dehors, Catherine se montrant engagée dans un système d'expansion à envergure illimitée, entreprises, guerres et interventions dans tous les sens, Paul décide que la Russie doit rester chez elle, se recueillir et cultiver son jardin, comme Candide. Ce sera encore son mot d'ordre à son avènement; mais déjà il aura pressé sa mère de réprimer la révolution française à coups de canon; il ne tardera pas à s'y essayer lui-même, et à sa mort, il se trouvera en passe de défier l'Europe entière et de tenter la conquête de l'Inde sur l'Angleterre!

C'est que tout soucieux qu'il soit de prendre rang parmi les princes « éclairés » de l'époque, férus de philosophie à la

(1) *Antiquité russe*, 1898, t. XCIII, p. 247.
(2) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 43-45.



façon d'un Frédéric II ou d'un Ferdinand de Brunswick, il porte aussi en lui un démon qui ressemble de plus près encore à celui dont les Robespierre, les Danton et les Bonaparte vont se montrer possédés, en même temps que l'hérédité du tsarisme, passablement révolutionnaire elle-même à sa manière, le tient de son côté et le gouverne. Et, ainsi que dans un miroir brisé, toutes ces impressions se déforment et se brouillent dans son âme incohérente.

A l'intérieur, choqué par la discordance des éléments ethniques ou culturaux que la politique des annexions a introduits dans la composition de l'Empire, il se flatte de la résoudre, de conjurer même l'antagonisme des classes qui s'y rattache, et les formules dont il prétend user pour réaliser ce miracle sont exactement celles que mettent en œuvre les réformateurs français de l'époque, pareillement empruntées à Montesquieu, à Rousseau, — ou à Marat lui-même : égalité devant la loi ; ordre dans la liberté ; éducation substantielle assimilant ces principes aux masses ; développement de l'industrie et du commerce à leur profit ; organisation d'une administration responsable et fondée sur le pouvoir non d'une classe dominante, mais d'un souverain « également bon pour tous »... On connait la litanie.

Rival de Catherine, Paul fait profession de haïr les encyclopédistes, mais, réformateur, il emprunte leur doctrine et leur vocabulaire. Philanthrope, comme le furent quelques-uns des pires énergumènes de l'école révolutionnaire d'Occident, il se préoccupe de la condition des paysans. Apercevant en eux les nourriciers de toutes les autres classes, il entend améliorer leur sort. Il n'abolira pas le servage, car Pierre III n'y a pas songé ; mais il fixera et relèvera le statut juridique des serfs attachés aux fabriques et allégera les charges infligées aux autres. Il prendra soin aussi de soustraire la terre, source de toute richesse, à l'exploitation fiscale dont elle est l'objet et qu'il juge excessive. Il y réussira sans peine, en réalisant l'équilibre entre les recettes du trésor et les dépenses, et en arrêtant la progression de ces dernières. Il échappera au



mécompte dans l'évaluation des revenus agricoles et industriels, en tenant compte, pour les premiers, des « possibilités et des convenances », et en s'appliquant à augmenter les seconds.

Vers 1780 déjà, Paul évoque toutes ces belles perspectives dans des projets de « lois fondamentales », dont l'esquisse nous est parvenue. Il y revient dans une autre *Instruction* rédigée pour Marie Féodorovna et destinée à lui servir de guide dans l'exercice éventuel d'une régence. Mais il en reste toujours à la théorie générale et vague, où aucun trait pratique et précis ne se laisse discerner.

En outre, voulant tout embrasser dans l'œuvre qu'il rêve d'accomplir, il éprouve le plus grand embarras à en découvrir le point de départ. Tout est à faire, mais par où commencer? Dans cette difficulté, sa qualité de prétendant lui vient en aide. Évidemment, il faut éliminer d'abord le désordre fondamental, dont tous les autres procèdent en Russie et dont l'héritier naturel de Pierre III se reconnaît comme victime. La règne de la légalité ne saurait être établi dans un pays où l'investiture du pouvoir suprême échappe elle-même à toute loi.

Un *Statut dynastique* réglant la dévolution du trône doit donc servir de base à toute la reconstruction projetée. C'est encore un souci que les conventionnels de France les plus farouches, partisans résolus au début d'une monarchie légale, partageront avant peu avec le fils de Catherine.

Le *Statut* est promptement couché sur le papier. Mais après? L'imagination de Paul se retrouve en détresse. Pour ce premier effort il a eu recours aux lumières de Marie Féodorovna, qui, en fait de droits successoraux et de prérogatives s'y rattachant, est une autorité. Mais elle n'entend rien au reste et, en matière de politique, les autres collaborateurs du futur souverain n'ont pas plus de compétence. Par leurs aptitudes comme par leurs goûts, ils ne sont de ressource que sur le champ de manœuvres de Gatchina, où Paul lui-même se sent de plus en plus attiré. Et c'est aussi là qu'en



compagnie de Pierre Panine et de Repnine il trouve la solution cherchée.

Bien organisée, l'armée ne constitue-t-elle pas le milieu le plus propre au développement de l'esprit de discipline et du sentiment de la légalité ? En s'y pénétrant de ces principes, la noblesse les inculquera aux masses. Paul s'en laisse persuader par ses deux conseillers, et le voici hors de peine. Précédant les autres réformes, une réorganisation militaire, radicalement conçue et exécutée, les amorcera toutes.

Mais, affranchie par Pierre III de l'obligation du service, la noblesse a déserté les rangs. Elle garde ses privilèges et se dérobe aux devoirs qui, originairement, en ont constitué la contre-partie. Nouvelle perplexité. Il faut rétablir la balance, fixer de haut en bas de l'échelle sociale la répartition des droits et des charges. Mais comment? Revenir sur ce que Pierre III a fait? Impossible ! Cruelle angoisse. Pour y échapper, Paul retourne encore à ce champ de manœuvres, où il bat la mesure, marque le pas et manie l'esponton. En donnant ainsi l'exemple, en devenant le premier soldat de son empire et en rendant le service plus attrayant par la participation du souverain à ses corvées comme à ses fastes, il y ramènera les réfractaires.

Mais là même, les diverses inspirations auxquelles il obéit se disputent son esprit. Montesquieu lui dicte ces axiomes qu'il recueille dévotement dans son cahier de notes, en les paraphrasant : « Dans le soldat, la première qualité, c'est la force et la santé... Tout officier qui affaiblit ses subordonnés de quelque façon, en les tourmentant ou les frappant, est responsable devant Dieu d'un meurtre (1). »

« Et il mérite la peine du talion », ajoute Paul prophétiquement. Mais en quittant l'auteur de l'*Esprit des lois*, il va rejoindre ses autres professeurs d'art militaire, les Arak-

(1) A propos de certaines pratiques cruelles attribuées aux chefs des légions romaines, Montesquieu (*Grandeur des Romains*, chap. II) a simplement écrit : « La force étant la principale qualité du soldat, c'était la dégrader que de l'affaiblir. »



tchéiev et les Steinwehr ; il les trouve occupés à distribuer force coups de poing et coups de bâton aux recrues par eux dressées ; pris d'émulation, il frappe lui-même ou ordonne des bastonnades, et il ne sortira jamais de cette nouvelle contradiction.

Pour s'en évader, tel jour, il imaginera ou se laissera suggérer les plus bizarres expédients, comme de se prévaloir de sa qualité de prince de l'Empire, pour opérer des levées en Allemagne. De cette façon, les horions et les volées de bois vert seraient pour les étrangers seuls Le lendemain, avec Panine ou Araktchéiev, il ébauchera ce projet de colonies militaires, qui deviendra une des grandes entreprises et une des grandes faillites du règne d'Alexandre Ier. Ou bien encore, il s'attaquera à la garde, dont les privilèges et le rôle politique blessent ses idées égalitaires et entretiennent ses rancunes.

En passant dans l'armée régulière, un sergent de ce corps devient capitaine ; un capitaine prend grade de colonel. Les fils de famille obtiennent d'y être inscrits à leur naissance comme sous-officiers, et, à dix-huit ans, se font nommer lieutenants *à l'ancienneté* (1). Paul se propose de réduire cet organisme parasite par voie d'extinction et de le faire progressivement rentrer dans le cadre général de l'armée réformée.

De ce chaos, quelques idées justes et quelques intentions bienfaisantes se dégageront, mais toujours contrariées par des impulsions opposées. Et, en définitive, les instincts de race et les traditions historiques l'emporteront sur les suggestions du dehors. Paul appartient à un peuple pour qui la bataille et la formation de combat sont devenues depuis des siècles une loi d'existence et de développement. Donc, bizarrement combinée avec le dessein de mettre terme aux crises dynastiques et au gouvernement des femmes en particulier, une réorganisation militaire deviendra l'aboutissement final de

(1) Roubitch, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1896, t. LXXXVIII, p. 293; cf. même recueil, 1882, t. XXXIII, p. 404 et suiv.



cette ambition réformatrice et de son rêve humanitaire ou libéral. Elle constituera le fond essentiel du programme que Paul portera au pouvoir et elle sera la raison principale de sa perte.

Dans ce pays, où une théorie de femmes, impératrices et régentes, l'ont précédé au gouvernement, le fils de Catherine se pique de faire prévaloir pour l'avenir le principe mâle. Le prince de Ligne cherche tel jour à atténuer devant lui la responsabilité de l'impératrice dans certains désordres : « Une femme, dit-il, ne peut pas courir partout, entrer dans tous les détails... » Paul l'interrompt brusquement :

— Parbleu ! c'est pour cela que ma chienne de nation ne veut être gouvernée que par des femmes (1) !

Il entend, lui, entrer dans tous les détails, quitte d'une part à s'y perdre et d'autre part à égarer son intelligence bornée et sa volonté débile dans le délire du pouvoir absolu.

Mais l'œuvre ainsi ébauchée suit l'homme qui la conçoit dans une évolution rapide, dont nous avons donc à indiquer les phases.

II

Après l'apparition à Berlin en 1776, la grande tournée de 1781-1782 marque un changement d'orientation plus décisif. De certaine manière, Paul s'est montré, cette fois, plus à son avantage. A Vienne, il a fait admirer ses dispositions d'esprit sérieuses, le caractère élevé de ses curiosités, la simplicité de ses goûts. Il danse sans entrain, donne la préférence à une bonne musique ou à un spectacle de choix, à la condition de ne pas y être retenu trop tard dans la soirée. L'armée, la marine, le commerce l'intéressent davantage pourtant. La

(1) Prince de Ligne, *Mélanges militaires*, t. XXVII, p. 14.



table lui est indifférente, si ce n'est que les mets sans grand apprêt sont plus à sa convenance. Il n'aime aucune espèce de jeu (1). C'est un austère, — comme le seront Robespierre et d'autres coryphées de l'orgie révolutionnaire.

A Florence, le frère cadet de Joseph II et son successeur, Léopold, lui découvre une grande intelligence, beaucoup de raison, la faculté de sainement juger les choses et les idées, en en saisissant promptement tous les aspects et tous les détails, une grande inclination au bien et beaucoup de nerf (2).

De *nerfs*, aurait-il dû penser.

A Paris, Louis XVI et Marie-Antoinette reçoivent de leur hôte une impression non moins favorable. « Le grand-duc, écrit la reine, a beaucoup plu au roi par sa simplicité. Il paraît fort instruit. Il connaît les noms et les ouvrages de tous les écrivains et il leur a parlé comme à des connaissances, quand ils lui ont été présentés (3). »

Mais partout aussi tout le monde a cru s'apercevoir qu'il y avait deux hommes dans ce voyageur : l'un faisant grand effort pour tenir avec dignité et éclat le rôle d'un « prince accompli », l'autre découvrant par moments, sous ce masque d'emprunt, le héros, plus réel, d'une sombre tragédie. On s'émerveillle de sa bonne grâce et on répète ses bons mots ; mais sa courtoisie visiblement étudiée et son enjouement d'apparat sont constamment démentis par des éclats violents ou des propos amers. Il annonce à la comtesse Chotek qu'il n'atteindra sûrement pas quarante-cinq ans. On doit décommander à Vienne la représentation, projetée en son honneur, d'un chef-d'œuvre de Shakespeare, parce que le comédien en vogue refuse de jouer Hamlet : « Il y en aurait deux en scène (4) ! » Pour une raison analogue, la *Jeanne de Naples*

(1) Arneth, *Joseph II und Leopold von Toscana*, t. I, p. 335-338. Cf. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. IX, p. 105.

(2) *Ibid.*, p. 117-121.

(3) A son frère Joseph, 16 juin 1782, Hunolstein, *Correspondance*, p. 124.

(4) Cet acteur s'appelait Schrœder. Voy. Wolf, *Œsterreich und Preussen, 1780-1790*, Vienne, 1880, p. 70.



de Laharpe est interdite à Paris, pendant le séjour du *Comte du Nord* (1).

De son côté, Paul a été diversement impressionné. Dans l'accueil qui lui a été fait, sa personne était pour peu. Honneurs et hommages allaient, à travers lui, à la grande puissance qu'il représentait et à la grande souveraine qui portait cette puissance à un degré inconnu jusque-là de force et de splendeur. Paul ne s'est pas soucié un instant d'en prendre conscience, ni de modifier en conséquence ses vues et ses sentiments à l'égard de ces deux sources de sa propre importance. Il s'est simplement pénétré davantage de cette dernière, jusqu'à en prendre une idée, qui promptement deviendra extravagante. Il a vu l'Europe à ses pieds; il prétendra qu'elle y demeure et il construira sur cette base ses plans de politique extérieure.

En même temps, au contact des vieilles monarchies d'Occident, des idées et des ambitions nouvelles se sont éveillées dans son âme inquiète. Versailles et Chantilly s'y superposent à Potsdam et à Sans-Souci. L'ancien régime, ses mœurs, ses principes, ses traditions, reçoivent de l'élève de Nikita Panine et de Plechtchéiev une adhésion imprévue, comme à un autre tournant d'évolution intellectuelle et morale, Napoléon percera sous Bonaparte.

Autre effet des merveilles qu'il a entrevues et des plaisirs qu'il a savourés : rentrant en Russie, Paul ressent plus vivement le néant auquel il est provisoirement condamné. « Me voilà à trente ans sans rien faire! » écrit-il à un de ses correspondants. C'est depuis longtemps, sous sa plume ou sur

(1) Voy. pour les détails du voyage : OBERKIRCH, *Mémoires*, t. I, p. 204 et suiv.; DU COUDRAY, *le Comte et la Comtesse du Nord*; VIÉNOT, *le Grand-duc Paul en France*; comtesse CHOTEK, fragments de ses « Mémoires », *Archives Russes*, 1873, t. II, p. 1968 et suiv.; GACHARD, « Voyage de Paul Ier », *Bulletin de l'Académie des Sciences de Belgique*, XLIe année, 2e série, vol. XXXIII, p. 131 et suiv.; reproduit dans *Archives russes*, 1876, t. II, p. 45 et suiv., avec des notes de MAÏKOV et les lettres de A.-I. Markov, envoyé russe à La Haye. Le séjour de Paul en Italie a fait germer toute une littérature. Voy. ci-dessous *Bibliographie* aux mots : DESCRIZIONE, GAZIEL, ROSENBERG et PAUL. Un journal du voyage rédigé par le grand-duc lui-même a échappé jusqu'à présent à toutes les recherches.



ses lèvres, une antienne coutumière : « Les affaires d'Allemagne sont bien embrouillées;... il devient cruel de voir ceci du haut de son donjon... » Ou bien : « Vous me parlez du théâtre politique qui devient intéressant : je vous fais mon compliment. C'est le moment pour vous autres de briller. Moi, par métier, je ne dois rien y entendre (1)... » Mais la plainte prend maintenant plus d'âpreté.

Ne rien faire? Il est tous les jours levé à 4 heures du matin! Il met sur les dents tout un peuple de secrétaires, d'officiers d'ordonnance, de collaborateurs de toute espèce. Il a sous la main une bibliothèque de 36 000 volumes, et le travail de préparation à son futur métier de souverain qu'il prétend poursuivre méthodiquement; la mise à point des vastes projets de réforme qu'il se pique de tenir prêts, dans l'attente fiévreuse du moment où il pourra les appliquer, comment tout cela ne suffit-il pas à occuper le temps dont il dispose?

Hélas! la nature de son esprit rend singulièrement étroit l'espace où il peut l'exercer de cette façon. Réfléchir, analyser, combiner n'est pas son fait, ses impressions se traduisant invariablement en impulsions, pour penser il a besoin d'agir, comme l'autre de parler. C'est à ce point que de bonne heure les livres cessent eux-mêmes de lui être une ressource. Organisant des lectures d'après-diner, Marie Féodorovna n'obtient pas qu'il y prenne part. Sérieuses, elles l'ennuient; plus légères, elles lui paraissent indignes de son attention (2). C'est ainsi qu'il s'énerve et s'irrite toujours davantage, jusqu'à l'heure où, libre enfin de donner à son activité un champ qu'il croira sans limites comme sans obstacles, il s'y précipitera avec cette sorte de fureur aveugle qui de tout temps et partout a été le propre des ambitieux de son espèce.

En attendant, entre les suggestions de plus en plus contradictoires qui se disputent sa pensée et sa volonté, il est de plus en plus désorienté. Pour le guider il n'a plus personne.

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XX, p. 418, 426.
(2) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 171.



Les quelques hommes, dont il consentait par boutades à suivre les conseils, l'ont quitté, ou il s'en est détaché. Plus de Pierre Panine, conseiller qui restait cantonné d'ailleurs dans le domaine des problèmes militaires : la mort l'a enlevé en 1789. Six années plus tôt, Nikita Ivanovitch avait précédé son frère dans la tombe ; mais à ce moment, entre l'ex-gouverneur et son pupille presque rien ne restait plus de leur ancienne et si étroite intimité. Fidèle aux principes contractés en Suède, l'aîné des Panine avait employé les derniers moments de sa vie à la rédaction d'un testament politique, qui, répandu en un grand nombre d'exemplaires manuscrits, passera pour une préface de certain projet de charte constitutionnelle, rédigé par le même auteur en 1772. De cet idéal politique, qu'il a fait sien quelque temps, Paul est en train de s'éloigner à grands pas, et donc il tourne aussi le dos à qui lui demeure acquis.

Survivant obscurément dans la meilleure portion de sa conscience, ses anciennes aspirations libérales le sollicitent bien encore, et il garde auprès de lui Plechtchéiev. Une crise morale en résulte, dont la conséquence est une plongée dans le mysticisme.

En Suède, Nikita Panine s'est affilié au maçonnisme. Plechtchéiev, N.-V. Repnine et Alexandre Kourakine y ont accédé, eux aussi (1). En 1777, accompagnant Gustave III à Saint-Pétersbourg, son frère, le duc de Sudermanie, chef du chapitre principal de la confrérie suédoise, a donné une impulsion plus grande au développement des loges russes et peut-être même influencé en ce sens l'esprit du grand-duc. Constituant dès cette époque la huitième province de l'ordre, en relations étroites avec les organisations prussiennes, auxquelles préside un oncle de Marie Féodorovna, le prince Ferdinand de Prusse, le maçonnisme russe suit leur évolution.

(1) Lapoukhine, « Mémoires », *Archives russes*, 1884, t. I, p. 18-19 ; Geber, « Mémoires », *Messager de l'Europe*, 1868, t. VI, p. 581-582 ; Ikonnikov, *Compte rendu de la 27e distribution des prix Ouvarov*, p. 153 ; Choumicorski, *Marie Féodorovna*, t. I, p. 249. Comp. *Antiq. russe*, 1860-1861, t. I, p. 24-25.



Avec elles, sous l'influence de Wœllner et de quelques autres théosophes affiliés à la secte des Rose-Croix, il reçoit le contre-coup de l'agitation intellectuelle qui se produit simultanément en Allemagne. Le scepticisme philosophique y arrivant au terme de ses triomphes, la réaction détermine un réveil de ferveur religieuse. On cherche une foi ; on écoute l'ingénieux et ardent Lavater, le mystique Svedenborg. Plus ou moins affectées par ce courant, les sociétés secrètes se multiplient et le maçonnisme y trouve un terrain d'élection, mais s'y égare. En compagnie d'illuminés et de charlatans, d'évocateurs de fantômes et d'alchimistes, il abandonne en partie et arrive même à répudier cet apostolat de tolérance et d'humanité, qui a d'abord défini et circonscrit son œuvre.

A Moscou, fondateur en 1782 d'une *Société des amis de la science*, Novikov se laisse endoctriner par le Bavarois Schwartz, autre mystagogue. Il se voue à la traduction et à la publication de tout le fatras de philosophie piétiste et mystique que l'Europe a produit depuis deux siècles. Par Jacob Bœhme et Philippe Spener, il glisse à Svedenborg et à Saint-Martin.

Avec ses « sublimes perpectives dans le vague et ses éclairs d'illumination dans le nuage », comme devait dire Sainte-Beuve, Saint-Martin rencontre ici une seconde patrie. Vers 1786, la secte des *Martinistes* est créée et fait des progrès rapides. En 1790, elle a acquis une maison à Moscou et elle y organise des réunions, où les rapports de police dénoncent bientôt un foyer d'agitation et de propagande révolutionnaires. Tel jour, les sociétaires passent pour avoir tiré au sort le nom de celui d'entre eux qui se chargerait d'assassiner l'impératrice !

Or, depuis 1782, sinon plus tôt, Paul s'est laissé engager dans ce mouvement. Grand maître de la principale loge de Moscou, le prince Gabriel Galitzine compte parmi les plus chauds partisans du jeune prince et une correspondance, dont Catherine surprend le secret, montre le grand-duc en rapports suivis avec Novikov et les autres maçons de la



seconde capitale de l'empire, en passe même d'être appelé à la grande maîtrise de l'ordre. Déjà des portraits, où il apparaît revêtu des emblèmes maçonniques, ont été mis en circulation (1).

Ainsi que cela leur est assez coutumier, les rapports de police ont certainement, dans cette circonstance, exagéré et déformé les faits. Novikov et ses amis n'étaient pas des régicides, et peut-être bien Catherine ne s'y est-elle pas trompée. Mais, rattaché d'un côté au courant émancipateur et libertaire de l'époque, engagé de l'autre dans des liaisons internationales, auxquelles la politique n'était pas entièrement étrangère, le mouvement avait de quoi l'inquiéter. En correspondance avec les sectateurs russes de Schwartz et de Saint-Martin, trop de princes prussiens montraient trop d'empressement à mettre Paul à la tête du groupe.

Elle coupa court au manège par ce procès de 1792, qui conduisit Novikov à la forteresse de Schlüsselbourg et qui est une tache sur la gloire de la souveraine. Mais, mis à couvert par le dévouement de quelques-uns de ses amis, n'hésitant pas à désavouer les autres, comme il avait renié Saldern, Paul ne fut pas touché par l'orage. Il resta libre même de payer encore tribut aux tendances et aux pratiques qui provoquaient ces représailles.

Il garda dans son entourage Vassili Ivanovitch Bajénov, le célèbre architecte de Moscou qui lui avait servi d'intermédiaire pour son commerce avec les loges, et, plus tard, même en se déprenant du maçonnisme jusqu'à en faire un objet de moquerie et d'insulte, il devait en garder l'empreinte. A ses sentiments religieux très sincères. toujours il avait incliné à donner un tour d'exaltation. En juin 1777, écrivant au métropolite Platon, il lui annonçait en ces termes

(1) Reproduits dans l'*Antiquité russe*, octobre 1908. Voy. pour ce sujet : *Notice sur les Martinistes*, par RASTOPCHINE, *Archives Vorontsov*, t. XXVI, p. 497 et suiv.; Note de KARAMZINE chez TIKHONRAVOV, *Annales de l'Antiquité*, t. V, p. 48; NIÉZIÉLENOV, « Novikov à la forteresse de Schlüsselbourg », *Messager historique*, 1882, t. X, p. 482 et suiv.; KARABANOV, « Récits », *Antiquité russe*, 1874, t. XI, p. 158; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 144.



la grossesse de sa femme : « Le Seigneur m'a entendu au jour de ma tristesse; il m'a envoyé un secours de la part du Saint (1). » Il restait aussi en correspondance avec Lavater et avec Saint-Martin lui-même, qui d'ailleurs figurait parmi les habitués de Montbéliard (2).

Après son avènement, un de ses premiers soins sera de rendre la liberté à Novikov, et, traités avec une faveur marquée, pourvus de places et de rentes, les coreligionnaires du malheureux publiciste se croiront, avec lui-même, en passe de jouer un rôle prépondérant, jusqu'au moment où, par quelques insinuations perfides et quelques brocards, Rastoptchine, jaloux de leur influence, aura réussi à les discréditer.

En attendant, Paul s'enfonce plus loin encore dans les idées mystiques, en compagnie de Mlle Nélidov. Et, comme il s'abandonne au flot, mysticisme et maçonnisme, dans leur déviation commune, l'entraînent à la dérive. En Prusse, devenu directeur des affaires ecclésiastiques, Wœllner est poussé au fanatisme religieux le plus intolérant, en lutte avec la liberté de croire ; en Russie, Paul est amené au fanatisme politique le plus fougueux, en lutte avec la liberté de penser, jusqu'à s'attirer de la part de Catherine, qui se montre moins pressée de batailler contre les libres penseurs de France, cette apostrophe foudroyante :

— Vous êtes une bête féroce si vous ne comprenez pas qu'on ne peut rien contre les idées avec des canons !

Par haine contre la Révolution, il se lie avec les émigrés français, dont la frivolité est faite cependant pour l'offusquer ; par dégoût pour les liaisons soupçonnées du cabinet de Berlin avec le gouvernement révolutionnaire de Paris, il incline à répudier ses sympathies prussiennes et à renier ses serments. Et il ne se doute toujours pas combien ces jacobins, qu'il déteste et voudrait anéantir, lui sont en réalité proches, et combien il leur ressemble. Idéaliste et épris d'absolu à leur

(1) *Antiquité russe*, 1887, t. II, p. 11.
(2) *Archives russes*, 1900, t. IV.



image, assoiffé de pouvoir et féru de despotisme comme eux, à leur exemple, il prétend pétrir, mouler et façonner à sa guise la matière humaine qu'il lui tarde d'avoir à sa discrétion. Car, entre ses ambitions de réforme et ses impatiences de réalisation, à la névrose qu'il tient de ses origines ou des épreuves de son enfance se superpose cette autre, dont l'Occident européen a propagé au loin la redoutable contagion.

C'est à ce point, dans le cycle de ses avatars intellectuels et moraux, que la mort de Catherine vient le surprendre, pour lui livrer l'objet de sa longue attente, et la physionomie qu'il va pour un temps si court porter sur cette scène, où il est si pressé de paraître, a pris les traits définitifs que nous pouvons donc noter dès à présent.

III

« Pour sa figure, ce n'est pas lui qui se l'est faite ; on prétend même que ce n'est pas son père ; ainsi, il serait injuste de la lui reprocher. » Cette boutade de Masson évoque l'apparence physique du prince à l'âge mûr. Paul est très laid : nez camard, grande bouche garnie de dents longues, lèvres proéminentes, prognatisme prononcé et calvitie précoce concourent à donner au visage glabre un air de tête de mort. Gros et rond, le chef dénudé est planté sur un corps court et gauche, auquel son propriétaire essaye vainement, en se dandinant, de donner de la dignité et de l'élégance. « Un Lapon camus à mouvements d'automate », a-t-on fait dire à Tchitchagov.

Dans cet ensemble disgracieux, des témoins favorablement disposés ont bien essayé de découvrir quelques détails plaisants. Mme de Lieven vante la beauté d'un regard, dont l'expression aurait eu « un agrément et une douceur infinis ».



Elle relève les « bonnes manières » de l'avorton et ses « façons polies avec les dames », qui, « revêtant sa personne d'une vraie distinction, le proclamaient de suite prince et gentilhomme ». Bien que très sympathiquement inspirée elle-même, Mme Vigée-Lebrun semble plus près de la vérité en disant que le visage du « prince-gentilhomme » prêtait infiniment à la caricature.

Mais Paul n'a pas toujours été aussi mal loti. Son physique a également évolué. Enfant, il passait pour beau, et, juxtaposés dans la galerie du comte Alexandre Stroganov, son portrait et celui de son fils Alexandre, au même âge de sept ans, se laissaient plus tard confondre. Des accidents de santé ont sans doute contribué à cette fâcheuse transformation. Dès 1762, la constitution maladive de l'héritier était invoquée par les signataires d'une pétition qui demandaient que Catherine contractât un second mariage (1). Cette même année, en août, se rendant à Moscou pour le couronnement de sa mère, Paul se trouve en effet retenu en route par une indisposition, et, au mois d'octobre suivant, sa vie est en danger. Nouvelles crises en 1767 et 1771, accompagnées de troubles nerveux que le public attribue soit à une tare constitutionnelle, ou à un saisissement que l'enfant aurait éprouvé au moment du détrônement et de la mort de son père. On parle de mal caduc (2).

Cependant, en 1768, appelé d'Angleterre pour inoculer la petite vérole au tsarévitch, le chirurgien Dimsdale le trouve bien conformé, fort et robuste, sans aucune infirmité congénitale (3), et, plus tard, Paul donnera des preuves certaines d'une vigueur physique peu commune. Bon cavalier, il passera de longues heures en selle sans fatigue apparente et développera, à sa façon, une puissance de travail remarquable.

(1) Bilbassov, *Hist. de Catherine*, texte allemand, t. II, 1re partie, p. 364. Comp. *ibid.*, t. II, 2e partie, p. 232.

(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XIII, p. 142, 148; Von Visine, *Œuvres*, p. 180, 186; Schilder, *Paul Ier*, p. 66; *la Cour de Russie*, p. 252.

(3) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 321.



Son teint jaune indiquera, cependant, un tempérament bilieux, que les médecins combattront au moyen de purgatifs fréquents, et, s'ajoutant à la calvitie, d'autres signes de décrépitude prématurée, rides, tremblement des mains, attesteront un fonctionnement anormal des organes vitaux.

En même temps, le port entier du personnage, vêtement, attitudes, démarche, accentuera en lui, par son air prétentieux et théâtral, l'apparence caricaturale que Mme Vigée-Lebrun n'a pu, avec son œil d'artiste, s'empêcher de reconnaître.

Le caractère du prince est aujourd'hui encore l'objet d'une dispute que Kotzebue et Masson ont inaugurée au lendemain de sa mort et qu'explique la discordance naturelle des traits relevés de part et d'autre : ils semblent appartenir à deux personnes distinctes.

« Le fond était grand et noble, assure Mme de Lieven (1) ; ennemi généreux, ami magnifique, sachant pardonner grandement et réparer un tort ou une injustice avec effusion. » Mais, ajoute-t-elle, « soudain, dans les résolutions extrêmes, ombrageux, violent, bizarre jusqu'à l'extravagance ».

Ces aspects contrastés se retrouvent dans le témoignage de la plupart des contemporains. Habituellement sombre à partir de la vingtième année, Paul a gardé jusqu'à la fin des échappées de bonne humeur, de gaieté enfantine. Il fut capable, comme sa mère, de prêter sa gravité de grand-père et sa majesté de souverain au jeu de colin-maillard. Flattant sa propre inclination aux bons mots, une heureuse saillie eut toujours chance de le désarmer, jusque dans les moments de grande fureur. Au cours d'un exercice, un officier envoyé en reconnaissance tarde à revenir. Paul en fait partir un second pour engager le premier à se dépêcher.

— Dites-lui qu'il y va de sa tête !

— Dites à l'empereur que j'ai été tué, répond le retardataire.

(1) Fragments de *Mémoires inédits*, chez Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 37 et suiv.



Et Paul de rire (1).

Il est essentiellement mobile, parce que extrêmement impressionnable, et, depuis l'enfance, prodigieusement nerveux. Plus tard, on observera que ses sautes d'humeur sont en rapport avec les variations atmosphériques. Il s'apercevra lui-même qu'au contraire de Pascal, il n'a pas « ses brouillards et ses beaux temps au dedans de lui » ; il prendra l'habitude de s'informer tous les matins de la direction du vent et les oscillations des girouettes mettront en émoi son entourage (2). Mais, à dix ans déjà, il ne peut dormir la nuit, si, dans la journée, il a éprouvé quelque émotion. Dès cette époque aussi, il est toujours impatient ; pressé pour se lever comme pour se coucher, pour dîner comme pour quitter la table. Il n'a pas de repos qu'on ne l'ait conduit à la réception du soir chez l'impératrice ; aussitôt arrivé, il trépigne des pieds pour être emmené (3).

Pour expliquer cet état de surexcitation permanente, on a été jusqu'à supposer une tentative d'empoisonnement dont le grand-duc aurait été l'objet en 1778 et dont il aurait lui-même attesté la réalité (4). Mais la science ne connaît pas de toxique capable de produire de tels effets, et, avant de tomber sous les coups d'assassins en chair et en os, Paul a été longtemps victime de son imagination évocatrice de fantômes. « L'histoire de tous les tsars détrônés ou immolés était pour lui une idée fixe et toujours présente à sa pensée », a noté de Ségur (5). En 1773, à Tsarskoïé-Sélo, trouvant quelques éclats de verre dans des saucisses, son mets favori, il crie à l'assassinat, va porter le plat à l'impératrice et réclame la mort des coupables. En 1781, à Florence, au milieu d'un banquet de cour, découvrant un goût suspect au vin qu'on lui

(1) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 43. Comp. *Antiquité russe*, 1872, t. VI, p. 93.

(2) Mme Mouchanov, « Mémoires », *Archives Russes*, 1878, t. I, p. 301. Comp. *Ancienne et nouvelle Russie*, 1871, t. III, p. 787.

(3) Parochine, p. 14, 43, 240, 464.

(4) Schilder, *Paul Ier*, Annexes, p. 576 et suiv.

(5) *Mémoires*, t. II, p. 220.

a servi, il s'introduit précipitamment les doigts dans la bouche, pour se faire vomir. Il recommence quelques mois plus tard à Bruges, où, incommodé après l'absorption d'un verre de bière glacée, il accuse le prince de Ligne d'avoir attenté à ses jours (1).

Toujours sur ses gardes, il se voyait menacé de toutes parts, entouré d'ennemis conspirant sa perte, d'espions épiant ses moindres mouvements, et, avec le temps, cette disposition d'esprit affectera un caractère très voisin de la folie de la persécution.

L'impression qu'il subit le plus habituellement et qui domine toutes les autres est celle de la peur. Il semble né dans l'épouvante, tremblant de tout son corps quand sa grand'tante approchait de son berceau, au point d'engager Élisabeth à espacer des visites si mal reçues (2). Tare héréditaire peut-être, en effet, car Pierre III fut un poltron, mais qui se développera. On remarquera que, si habile écuyer qu'il soit, Paul ne conduit jamais une charge à fond. Il a peur toujours et de tout, et ses colères elles-mêmes ne résistent pas à ce sentiment. En lui présentant mal un régiment, un colonel le met hors de lui. Paul écume, lève sa canne ; il va frapper. Mais, soudain, il entend le commandement :

— Chargez à balles !

Qu'est cela ? Instantanément le maître courroucé change de visage et d'attitude. Baissant le bras, c'est sur le ton le plus aimable qu'il interpelle l'officier.

— A balles, avez-vous dit ? Pourquoi ? Il n'y a pas d'ennemis ici !

L'interpellé s'excuse en assurant que la langue lui a fourché et l'exercice se poursuit le plus paisiblement du monde (3).

Un moyen à peu près infaillible de calmer les emportements de cet être bizarre, c'est d'y répondre par une violence égale.

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XIX, p. 389; Prince de Ligne, *Mélanges militaires*, t. XXVII, p. 13.

(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 7.

(3) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 42.



Comme ce soldat de Skanderbey, dont parle Montaigne, menacé tant qu'il a supplié et pardonné dès que, à bout de déprécations, il a mis l'épée au poing, qui ose braver Paul est presque sûr de le dompter (1). Mais peu s'y risquent.

Toujours en éveil, sa méfiance est renforcée par la mauvaise opinion qu'il a des hommes en général et de ceux qui composent son entourage en particulier. Enfant, il impute faussement aux domestiques qui le servent des larcins dont ils peuvent bien d'ailleurs être capables et il s'en fait détester. Cependant, comme tous les faibles, il a besoin de donner sa confiance; aussi se livre-t-il volontiers, mais se reprend de même. Engouements rapides et prompts dégoûts, il sera toujours le plus capricieux des maîtres et le plus inconstant des amis.

Sa misanthropie n'est d'ailleurs qu'une des formes de son orgueil, qui, démesurément développé, le rend hautain aussi jusqu'à l'extravagance, malgré son affabilité naturelle, et impérieux jusqu'à la déraison, malgré sa faiblesse. A dix ans, il s'emporte contre son valet de chambre, qui hésite à lui faire endosser une veste défraîchie qu'il a lui-même mise au rebut.

— Fais ce qu'on te dit!

A trente ans, il ordonne de fouetter son cocher, qui refuse d'engager sa voiture dans un chemin impraticable.

— Qu'on me rompe le cou, mais qu'on m'obéisse (2)!

Plus tard encore, il exigera que, par les nuits d'hiver, une température égale de 14 degrés soit maintenue dans sa chambre à coucher, l'appareil qui sert à la chauffer *restant froid*. Au moment de gagner le lit, il consulte le thermomètre et vérifie la température du poêle. On se tire d'affaire en frottant préalablement les carreaux de faïence avec de la glace (3).

Enfant, il prend offense des applaudissements qui éclatent

(1) Mme Smirnov, « Mémoires », *Archives russes*, 1890, t. VI, p. 284.
(2) Parochine, p. 61; Masson, *Mémoires*, t. I, p. 321.
(3) Mme Mouchanov, *Archives russes*, 1878, t. I, p. 302.



au théâtre sans qu'il en ait donné le signal. On a beau lui assurer que l'impératrice elle-même tolère ce manquement à l'étiquette. Quand, adolescent, il paraît à Berlin, Thiébault est frappé par la façon particulière qu'il a de répondre aux révérences, « sans faire la moindre inclinaison, mais en relevant au contraire la tête et en fixant la personne (1) ».

Le propre de son caractère, d'après Corberon, est de n'en avoir point (2). Les psychologues ne reconnaissent plus aujourd'hui de volonté comme faculté distincte. Ils n'aceptent le terme que comme le dénominateur collectif d'une suite de phénomènes épisodiques appelés volitions et considérés comme de simples réflexes. C'est une question de mécanique nerveuse, le rendement de l'appareil, force ou faiblesse, ordre ou désordre, étant conditionné par l'aptitude plus ou moins grande des centres nerveux à synthétiser les impressions recueillies et les réactions produites en une résultante, qui est la décision (3). Chez Paul, ce mécanisme est sans doute mal ajusté, les processus cérébraux s'y coordonnent difficilement, remplaçant les volitions par des impulsions.

Vouloir, c'est choisir; trop intense ou trop rapide, l'impulsion ne permet pas à la volonté de se former, ou ne lui donne qu'une durée éphémère; elle l'empêche de se continuer en se récréant. C'est le cas des enfants que l'on voit rire aux éclats alors qu'ils ont encore sur la joue les larmes qu'ils viennent de répandre, ou des femmes atteintes d'hystérie qui, d'une minute à l'autre, passent de la joie à la tristesse, sans motif apparent (4). Paul tient des uns et des autres. On a pu dire de lui, comme faisait la comtesse Golovine du duc de Sudermanie, qu' « il avait sans cesse l'air d'un premier mouvement ». Toujours aussi il se trouve sous l'influence de quelque autre volonté, suppléant la sienne. Il s'aperçoit de la sujétion, s'en irrite, mais, incapable de résistance, il n'a

(1) Paroghine, p. 43; Thiébault, *Souvenirs*, t. III, p. 23.
(2) *Journal intime*, t. I, p. 245.
(3) Dallemagne, *Pathologie de la volonté*, p. 17, 54, 123.
(4) Ribot, *les Maladies de la volonté*, p. 36, 71-72, 111, 169-171; Malapert, *les Éléments du caractère*, p. 104, 113; Guislain, *Leçons orales*, t. I, p. 246.



d'autre ressource que la fuite. De là les changements incessants de personnel dans son entourage, amis, serviteurs, collaborateurs. Autocrate, pour réaliser son idéal de pouvoir personnel et illimité, il ne se lassera pas de briser les hommes qui lui paraîtront inclinés à en dérober une parcelle ou à en restreindre l'ampleur, et tout son règne ne sera qu'une lutte désespérée pour éteindre ce rêve qu'il verra quand même lui échapper.

L'illusion de la force, il la cherche encore dans la violence, qui n'est chez lui, propos et actes, qu'une conséquence du défaut absolu de maîtrise sur soi-même. Au contraire de Napoléon, ses colères n'ont rien de calculé. Gestes et paroles lui échappent en dehors de tout contrôle de sa part, souvent même de toute concordance avec les sentiments ou les intentions qu'il a au même moment, et, comme tous les phénomènes morbides dont le développement n'est pas contrarié, celui-là gagne progressivement en intensité. « Ses violences sont allées toujours croissantes, observe Simon Vorontsov, et ont monté au point d'aliéner son esprit (1). »

L'acuité de ces crises est telle que l'apparence extérieure de Paul en paraît elle-même altérée. « Il pâlit, les traits de sa figure se contractent au point de le rendre méconnaissable; il étouffe, se raidit, rejette la tête en arrière et respire bruyamment. » — « Ses cheveux se dressaient sur la tête », ajoute un autre témoin. Et un troisième : « Ses traits prenaient un aspect repoussant (2). » Si telle personne de son intimité essaye de le rappeler à la raison, il répond :

— Impossible de se retenir!

En réalité, il trouve du plaisir dans ces transports, — ce plaisir de la colère, dont on a cru découvrir la source dans l'instinct de la conservation, sous sa forme offensive, et dans l'instinct de la domination en ses diverses modalités : sentiment de la puissance triomphante, de la force, de la supé-

(1) *Archives Vorontsov*, t. XX, p. 708.

(2) *Antiquité russe*, 1874, t. XI, p. 165; 1885, t. LXX, p. 71; *le Régicide du 11 mars 1801*, p. 223.



riorité, de l'orgueil. « Aucune émotion ne devient plus rapidement morbide », assure un bon juge (1). Aussi, le moral du sujet ne se ressent pas moins que son physique de ces explosions de fureur incessantes. Vers la trentième année, les dispositions naturelles à la bonté, qui frappaient l'entourage de Paul, paraissent effacées et c'est une impression contraire que le prince répand autour de lui. « Je n'ai point le cœur aussi dur que *bien du monde le pense* », écrit-il en 1776 (2).

Sans doute, il lui arrive de regretter le mal qu'il fait en ce démenant ainsi, voir de le réparer. Ces repentirs sont rares, cependant, et communément incomplets. Il offre ses excuses à un officier qu'il a frappé, mais il n'entend pas que cette atténuation de l'affront encouru puisse dispenser le malheureux de quitter l'uniforme. Un autre reçoit une balle, dans un duel dont la favorite du prince est cause. Paul félicite l'adversaire du blessé et ordonne de conduire celui-ci à la forteresse.

— Mais, s'il bouge, les médecins ne répondent pas de sa vie...

— Faites!

Sous la menace d'un épanchement du sang, l'objet de cet ordre barbare est enlevé par les policiers.

— Et la mère? demande encore Paul.

— Elle est au désespoir.

— Qu'on lui fasse quitter la ville immédiatement.

Le fils d'un prisonnier demande, comme une grâce, de partager la captivité de son père. Ordre de l'enfermer, mais séparément.

On ne saurait donner pour entièrement et invariablement exactes ces anecdotes, multipliées à l'infini dans les mémoires du temps (3). On doit même y soupçonner une part d'exa-

(1) Ribot, *Psychologie des sentiments*, p. 216, 219.

(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XX, p. 409.

(3) Schilder, *Paul Ier*, Annexes, p. 582; Kotzebue, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 217; Bennigsen, Fragment de mémoires, *Vierteljahrschrift*, 1901, p. 61-62; Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 71-72; Michine, « Souvenirs », *Antiquité russe*, 1878, t. XXIII, p. 22-23; *le Régicide du 11 mars 1801*, p. 354-355; Dolgoroukov, *Notes sur la famille des princes D...*, p. 175.



génération et tenir pour vraisemblablement inventée par Masson l'histoire du cheval que Paul aurait condamné à mourir de faim — pour un faux pas. Dans un sens général, cette abondance de témoignages concordants ne laisse cependant pas d'être assez persuasive, alors que la *dureté de cœur*, imputée au prince par beaucoup de monde de son propre aveu, se faisait remarquer par sa jeune belle-fille elle-même, la femme d'Alexandre Ier. Et il s'agit de demandes de secours adressées au beau-père. Paul en plaisantait sèchement (1).

Bon, il le sera toujours, par moments, avec d'adorables retours même à une tendresse exquise, comme dans cette lettre qu'il adresse à sa seconde femme, en faisant ses préparatifs pour la campagne de Turquie :

« Tu sais combien je t'ai aimé et t'ai été attaché. Par devant Dieu et devant les hommes, ton âme ne méritait pas seulement cela, mais mon respect et celui de tous. Tu as été ma première consolatrice et m'as donné les meilleurs conseils... (2). »

Il obéit à l'impression du moment; mais à la destinataire elle-même de ce message il réserve de cruels lendemains, et il serait, d'autre part, difficile de citer un seul cas, où cette « merveilleuse lâcheté vers la miséricorde et la mansuétude », que Montaigne aimait à se reconnaître, aurait inspiré à l'époux de Marie Féodorovna un acte d'abnégation personnelle. Épris de Mlle Lapoukhine et apprenant d'elle qu'elle a donné son cœur au prince Gagarine, Paul consent à ce qu'elle épouse ce jeune homme. Souvent invoqué par des apologistes, l'exemple n'est guère concluant, puisque la princesse Gagarine devait rester la maîtresse de son impérial séducteur.

De très bonne heure, la conception que le fils de Catherine s'est faite de sa situation dans le monde l'a porté fatalement au développement d'un égoïsme brutal, qui, en tant que son extrême inconséquence le permet, finit par devenir le grand principe moteur de ses actions. L'orgueil lui commande

(1) Comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 170.
(2) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 218.

encore des attitudes nobles et des gestes magnanimes, mais le sentiment exagéré du *moi* dominateur intervient aussitôt pour en contrarier l'effet.

Souvent excessives et plus souvent encore amplifiées par la légende, ses libéralités n'étaient communément aussi qu'étalage et parade. Mme d'Oberkirch a évalué à deux millions les cadeaux qu'il aurait distribués en France. La dépense entière de cette partie de son voyage, depuis le départ d'Italie, ne s'est élevée qu'à la moitié de cette somme (1). Et c'était Catherine qui payait.

Pour être réellement généreux, Paul tenait de ses origines allemandes trop de cette même mesquinerie dont sa seconde femme ne parvenait pas à se départir au milieu du luxe qui l'entourait en Russie. Parochine nous le montre appliqué à compter les bougies qui éclairent sa chambre à coucher et à en régler le nombre d'un jour à l'autre. Réservant pour l'officier de bouche un des biscuits qui lui sont servis à son premier déjeuner, le jeune prince a soin de choisir le plus petit. Plus tard, « punissant sans faute, récompensant sans mérite, enlevant la honte au châtiment et le charme à la faveur », comme dit Karamzine, il laissera ce même Parochine dans la misère après lui avoir promis une fortune, oubliera Nikita Panine sur son lit de mort, et maltraitera Souvorov, au retour de la campagne d'Italie.

Tel était le caractère de l'homme (2), et son esprit ne corrigeait pas les défaillances de son cœur.

IV

Assez vive naturellement, son intelligence ne manquait pas de culture. Si mal récompensé, le bon Parochine attribuait à

(1) Choumigorski, *l'Impératrice Marie Féodorovna*, t. I, p. 223.

(2) Voy. cependant des indications contraires dans Fiener, « Souvenirs », *Messager historique*, 1881, t. I, p. 152, d'après A.-P. Iermolov, une des victimes de Paul, et Mme Mordvinov, « Mémoires », *Archives russes*, 1883, t. I, p. 162.



son élève des facultés merveilleuses d'observation et de finesse. Interrogé en 1765 — il avait onze ans — auquel de deux hommes de cour présents il donnait la préférence, Paul se taisait, puis, les personnages en cause partis, lançait cette réplique à l'adresse des questionneurs :

— Sont-ils bêtes, ou me prennent-ils pour un imbécile (1) ?

Mais, pour leurs éducateurs, la plupart des enfants sont des prodiges. Dans l'âge mûr, Paul passa aussi pour doué d'une mémoire phénoménale. Il reconnaissait dans le rang et interpellait par ses nom et prénom, sans oublier le prénom du père, à la manière russe, un officier qu'il n'avait rencontré qu'une fois, — trente-deux ans auparavant (2) ! Mais la légende rend également de telles prouesses communes à la plupart des princes.

Ayant reçu une éducation soignée, le fils de Catherine en a profité. Son acquis scientifique, histoire, géographie, mathématiques, est suffisant, avec une lacune toutefois : très peu répandues alors en Russie et n'y éveillant qu'un intérêt médiocre, les notions juridiques font à peu près entièrement défaut à l'élève de Parochine. Il parle plusieurs langues étrangères; l'allemand, le français, et, en plus du russe, le slavon d'église lui sont familiers. La plume à la main, il s'exprime avec facilité, sinon avec une entière correction. Sans être un phénomène, il sait voir et retenir. En franchissant pour la première fois la frontière, du côté de la Prusse, il est partagé entre l'émerveillement et le chagrin :

— Ces Allemands ont deux siècles d'avance sur nous!

De retour à Gatchina, uniformes, équipements, exercices, manœuvres, il est capable de reproduire tous les traits du militarisme prussien avec une exactitude infaillible.

« Il avait l'esprit orné, vif, ouvert et enclin à la gaieté, écrit Mme de Lieven... Sa conversation était saccadée, mais toujours animée (3). »

(1) Parochine, p. 172-173. Cf. p. 610.
(2) Tourguéniev, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1885, t. XLVIII, p. 65-66.
(3) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 37.



Et Grimm :

« A Versailles, il avait l'air de connaitre la cour de France aussi bien que la sienne. Dans les ateliers de nos artistes,... il décélait toutes les connaissances... qui pouvaient leur rendre l'honneur de son suffrage plus précieux. Dans nos lycées, nos académies, il prouvait par ses éloges et par ses questions qu'il n'y avait aucun genre de talents et de travaux qui n'eût droit à l'intéresser (1). »

Pourtant, pour l'esprit et les talents, le comparant à Marie Féodorovna, Joseph II jugeait cette dernière très supérieure (2). A y regarder de près, la puissance d'assimilation propre à l'imitateur de Frédéric parait assez bornée et il ne cherche pas à en étendre la portée, étant incapable de développer et de mûrir par la réflexion le fruit de ses études. Ce n'est pas un sot, bien qu'on lui ait faussement fait honneur, selon les vraisemblances, de maint trait spirituel rapporté à son séjour en France. A Paris, ou à Lyon, car l'anecdote a été diversement située, il aurait ri en entendant crier sur son passage : « Mon Dieu, qu'il est vilain ! » Il riait jaune, s'il faut en croire Bachaumont, qui lui prête à cette occasion le propos suivant :

— En vérité, si j'avais été jusqu'ici à ignorer que je fusse laid, ce peuple me l'aurait appris (3) !

Un de ses gestes familiers fut pourtant de se passer le plat de la main sur le visage, comme pour en marquer l'écrasement; il tolérait qu'on fît sa caricature (4), et on veut encore qu'à une solliciteuse, semblablement disgraciée par la nature, il ait répondu galamment :

— Je n'ai rien à refuser à mon portrait (5).

Mais il était accessible aussi à la flatterie, et l'orgueil intervenant pour fausser son jugement, la plus grossière ne parvenait parfois pas à le mettre en méfiance.

(1) *Correspondance*, t. II, p. 151.
(2) Arneth, *Joseph II*, t. I, p. 323.
(3) *Mémoires*, t. XX, p. 297. Cf. Grimm, *Correspondance*, t. XIII, p. 145.
(4) Sablоukov, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 304.
(5) *Archives russes*, 1890, t. I, p. 63.

— Que cet escalier est commode ! s'écriait une dame, surprise par lui au moment où elle s'essoufflait à l'escalade des marches particulièrement abruptes conduisant au premier étage du Palais Michel. Paul avait collaboré à la construction de cette résidence. Il embrassa la visiteuse (1).

En dépit de certains dédains, convertis avec le temps en fureurs, il eut le goût de l'esprit français, jusque dans ses abus. Il cultiva non seulement le bon mot mais le calembour, jusqu'à tomber accidentellement dans l'ordure (2). Donnant la préférence à la langue de Voltaire pour ces jeux plus ou moins plaisants, il en usait parfois de travers. « Sitôt pris, sitôt pendu ! » disait-il à un officier qu'il avait mandé chez lui pour lui donner un poste de confiance. Et l'objet de cette faveur croyait entendre un arrêt de mort (3).

C'était la détente instinctive d'une âme condamnée à soutenir constamment un effort excessif. En 1800 encore, au milieu des plus sombres préoccupations, Paul s'amusera à agacer par derrière du bout de son pied un chauffeur de poêle accroupi devant l'âtre et à écouter le vocabulaire d'injures que, ne devinant pas à qui il a affaire, cet homme épuisera à l'adresse de l'agresseur (4).

Il ne sait pas se donner d'autres distractions. Comme la plupart des névrosés de son espèce, il n'aime aucun genre de sport. La chasse lui répugne. Il ne monte à cheval que pour assister à des manœuvres, faire une tournée d'inspection, ou accompagner sa femme dans une promenade de cérémonie. Ses curiosités de littérature et d'art ne sont que pose ou contrainte. Ce qu'il en fait est pour la galerie et parce que les lettres et les arts ont, pense-t-il, leur place marquée dans les occupations d'un homme de son rang. Frédéric II jouant de la flûte, son admirateur chante des romances, bien que, rauque

(1) Kotzebue, *l'Année la plus mémorable de ma vie*, t. II, p. 196.
(2) Voy. Corberon, *Journal intime*, t. II, p. 204.
(3) Komarovski, « Mémoires », *Messager de l'Europe*, 1897, t. LXIX, p. 371.
(4) *Antiquité russe*, 1873, t. VII, p. 631.

dans les notes basses, et glapissante dans le registre plus élevé, sa voix soit des plus désagréables à entendre.

Il recherche la société, mais s'y ennuie habituellement, parce qu'il est trop personnel pour y trouver quelque chose à partager, et c'est une des raisons de son inconstance en amitié. Il y rencontre bientôt le vide.

Son esprit est mal fait et surtout mal adapté à un rôle écrasant. Simple particulier, Paul eût tenu sans doute dans le monde une place honorable. Prétendant, réformateur et plus tard maître absolu d'un grand empire, en forçant ses facultés naturelles ou acquises, il devait en tendre le ressort jusqu'à le briser. « Il a une tête intelligente, disait un de ses éducateurs, mais il s'y trouve un petit mécanisme qui ne tient qu'à un fil... (1). » De bonne heure, Paul tira trop sur le fil et Catherine le voyait avec chagrin. Vers la fin, elle dut avoir l'impression que le fil casserait.

Dans d'autres circonstances, le caractère du malheureux prince eût été simplement difficile ; les contrariétés d'une situation anormale, d'abord, l'épreuve, ensuite, d'une toute-puissance exorbitante, conspirèrent à le rendre monstrueux, et Catherine s'en apercevait sans doute aussi.

Esprit et caractère avaient de la noblesse. A une idée quelque peu outrée mais très élevée de l'état auquel il était destiné, Paul joignait un sentiment très vif, sinon entièrement juste, des devoirs qui s'y trouvaient attachés et un désir ardent de bien les remplir. Mais « avec les meilleures intentions du monde, vous vous ferez haïr », lui prédisait Parochine. Douze ans plus tard, Paul relevait fièrement le défi : « J'aime mieux être haï en faisant bien qu'aimé en faisant mal », écrivait-il à un ami (2). Mais c'est sur la façon de *bien faire* qu'il ne devait s'entendre jamais avec personne, ni même avec lui-même.

Être chétif moralement et mal conformé, en se rendant

(1) Gretch, *Mémoires*, p. 241.

(2) Au baron Sacken, Saint-Pétersbourg, 4/15 février 1777, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XX, p. 412. Cf. Parochine, p. 302.



insupportable comme héritier non seulement à Catherine, mais à la plupart de ceux qui l'approchaient, il annonçait par ses allures et ses desseins un souverain tel qu'à tous les yeux son règne prenait d'avance l'aspect d'une catastrophe. Il ne cachait d'ailleurs pas le ferme propos d'en faire une révolution.

De cet avenir, en raccourci et en miniature, il laissait en même temps apercevoir une image dans sa retraite de Pavlovsk ou de Gatchina, s'y créant par anticipation un petit royaume à sa fantaisie, en même temps qu'un champ d'expérience pour ses idées, ses principes et ses visées réformatrices. C'est aussi en l'observant dans ce domaine, où nous allons à notre tour le suivre, que Catherine est arrivée à la conviction et que le projet d'exhérédation conçu par elle était nécessaire et qu'il était réalisable.

En 1792, frappant Novikov et les coreligionnaires de l'entreprenant publiciste, elle s'est probablement proposé d'enlever à Paul des partisans qu'elle pouvait croire disposés à prendre en main sa cause. Mais elle avait encore à compter avec la famille de l'héritier. Quatre ans plus tard, elle put imaginer que de ce côté aussi elle ne rencontrerait pas de résistance.

CHAPITRE III

L'HÉRITIER

I. Les deux résidences : Pavlovsk et Gatchina. Idylle et caserne. Évocations de Versailles et imitations de Potsdam. L'armée et la flotte de Gatchina. — II. L'entourage de Paul. Rastopchine, Araktchéiev, Koutaïssov. La duplicité d'un favori et la fortune politique d'un barbier. — III. L'élément féminin. Le roman dans la vie de Paul. Les premières armes. Démêlés conjugaux. Mysticisme et galanterie. Mademoiselle Nélidov. — IV. Les débuts de sa faveur. L'apogée. Nouveau ménage à trois. Le caractère de cette liaison. La fiction et la réalité. Marie Féodorovna prend l'alarme. Le triomphe de la favorite. — V. Lendemain de victoire. La période des désenchantements. La retraite. Marie Féodorovna n'y gagne pas. Réconciliation. Une rivale. Mademoiselle Vériguine. Colère de la favorite. Rupture et retour de tendresse. L'héritier menacé d'exhérédation et l'empereur. — VI. Le problème de la succession de Catherine. Les résolutions de l'impératrice. Tentatives maladroites. Alexandre et La Harpe. Attitude provocante de Paul. Appel au Conseil de l'Empire. Résistances. Catherine réclame le consentement de Marie Féodorovna à la déchéance de Paul. Elle obtient celui d'Alexandre. Le manifeste attendu. La surprise de la mort.

I

A deux lieues de Tsarskoïé, à une dizaine de lieues de Saint-Pétersbourg, dans un coin de pays sauvage traversé par des routes souvent impraticables, Pavlovsk enchanta d'abord Paul, quand Catherine lui en eut fait cadeau, en 1777, à la la naissance d'Alexandre. Mais, cinq années plus tard, dans le voisinage proche de ce site agreste, la mort de Grégoire Orlov le faisait hériter, à Gatchina, d'un palais somptueux, construit pour ce favori par l'architecte italien Rinaldi, et ses préférences allèrent aussitôt à cette autre résidence. Pavlovsk échut à Marie Féodorovna, qui, entre un bois et une prairie qu'elle baptisait de noms allemands, — *Pauslust* et *Marienthal*,



— s'appliqua à recréer son cher Etupes, — non sans mêler à cette évocation d'autres plus prétentieuses, où Versailles et Trianon étaient visés : autre palais remplaçant la très modeste *datcha* des premières années; jardins contenant le classique chalet à côté de l'inévitable « Pavillon des roses » et collections artistiques, comprenant certaine « Flore », à laquelle Catherine trouvait « irrévérencieusement » un faux air de « Madonna de grand chemin ».

Le tout était d'un goût médiocre, ainsi qu'on peut s'en assurer aujourd'hui encore.

Pendant ce temps, à Gatchina, Paul s'évertuait à imiter Potsdam, non pas celui de Sans-Souci, mais l'autre où, faussant compagnie à Voltaire, Frédéric présidait tous les matins au dressage de ses grenadiers. L'ancienne demeure d'Orlov se prêtait fort bien à cet emploi. Construction plus massive que gracieuse, le palais prenait aisément l'air d'une caserne, et, peuplé de fausses statues de marbre, affreux magots de fonte sortant d'une usine de Démidov et badigeonnés de peinture blanche (1), le parc pouvait rappeler à Paul la table garnie de soldats en plomb, dont son enfance s'était divertie. L'entourage du grand-duc fut bientôt en harmonie également parfaite avec ce milieu.

Gatchina n'était pas, comme Pavlovsk, un désert. Au nœud de grandes voies de communication reliant Saint-Pétersbourg à Moscou et à Varsovie, le lieu avait déjà une certaine importance, une population de près de 2000 âmes. Paul y fit ses essais d'administrateur, et, la tâche étant là à sa mesure, il ne s'en tira pas d'abord trop mal. Suivant ses meilleurs penchants et, mettant en pratique ses meilleures idées, il fonda des écoles et des hôpitaux; auprès d'une *tserkov* orthodoxe, il construisit une église catholique et un temple protestant; il favorisa la création ou le développement de diverses industries, distribua des secours en argent et en terres. Il n'échappa cependant pas entièrement, même

(1) Corberon, *Journal intime*, t. II, p. 279-280.



dans ce cadre restreint, à l'embarras que tous les réformateurs trouvent dans la complexité des problèmes qu'ils prétendent résoudre, et pas davantage à la mobilité naturelle de son esprit, la violence de son tempérament et l'incohérence de sa volonté. Bientôt aussi d'autres soucis l'absorbèrent.

A Moscou déjà, en 1775, chef d'un régiment de cuirassiers cantonné jusque-là en Pologne et le retrouvant là, il s'était avisé de le dresser à la prussienne et avait recruté pour cet objet un officier teuton, déserteur de l'armée de Frédéric, le colonel Steinwehr. Il va maintenant poursuivre l'expérience en grand, avec des corps de troupe de toutes armes qui, comme les « compagnies de plaisir » de Pierre le Grand à Préobrajenskoïé, seront destinés à fournir le noyau de la puissance militaire de la Russie, réorganisée ou plutôt ramenée à la tradition des règnes précédents.

Les environs des deux résidences du grand-duc sont infestés de brigands. Il en prend prétexte pour y appeler et retenir à demeure un bataillon d'infanterie de marine et un escadron de ses cuirassiers; après quoi, à ces éléments de l'armée régulière il ajoute, par voie d'embauchage, des formations nouvelles : infanterie, cavalerie, artillerie, progressivement portées à un effectif de près de 2 000 hommes.

L'entreprise est à deux fins : base, au propre, de la reconstruction militaire projetée, et au figuré, critique de l'œuvre de Catherine. Tout dans cette dernière se trouve condamné, depuis les uniformes que Potemkine a voulu adapter au climat et aux mœurs du pays, jusqu'aux disciplines et aux méthodes de combat, où les Roumiantsov et les Souvorov, répudiant pareillement les modèles prussiens, essayent de concilier les nécessités communes de la guerre avec le génie particulier de leur peuple. Paul blâme et juge pernicieux leur effort. Sanglés dans la défroque des héros de Rosbach, poudrés, guêtrés et pliés aux rigueurs d'un règlement, qui comme le costume est déjà suranné à ce moment, ses soldats sont tenus de déguiser jusqu'à leurs noms slaves sous des sobri-

quets allemands, et, pour lui plaire, le Polonais Lipinski se fait appeler Lindener (1).

Les étrangers en rient, arrivassent-ils de Berlin ; les Russes s'indignent, se croyant ramenés au temps des « Holsteinois » de Pierre III, de fâcheuse mémoire. Paul est ravi. Évocateur archaïque d'un passé révolu, il croit préparer l'avenir, comme faisait son grand-aïeul. En Steinwehr il aperçoit un autre Lefort, et, comme le créateur de la flotte russe sur le lac de Péréiaslavl, il veut aussi, sur les étangs de Gatchina, se donner une force navale. Il arme des canots à rames avec de vieux canons et Plechtchéiev ou Kouchelov sont ses amiraux.

Catherine regarde ces jeux enfantins d'un œil indifférent. Une seule fois, à propos de la collation d'un grade où elle aperçoit un empiétement impertinent sur ses propres prérogatives, elle fait mine de briser le jouet ; mais elle n'insiste pas. Elle a renoncé à défendre Paul contre ses folies et elle pense que ni elle ni la Russie n'ont rien à en redouter. Elle n'a raison qu'à moitié.

Un demi-siècle plus tard, au cours d'une restauration du palais de Gatchina, on s'avisera d'évoquer les gloires militaires qui ont pris leur essor en ce lieu. Des tables en marbre seront destinées à recueillir, en lettres d'or, les noms et les hauts faits des braves qui, après avoir passé par cette école, se sont illustrés sur les champs de bataille. Et l'on ne trouvera rien ni personne à y mettre ! L'école n'a pas été une pépinière de héros. Son fâcheux renom — ridicule et brutalité — n'avait permis à son créateur d'y recueillir que « la balayure de l'armée », comme disait un contemporain (2). Pourtant, à travers le règne de Paul et de ses premiers successeurs, elle devait laisser dans les institutions militaires du pays une empreinte profonde et durable, hélas !

Il serait injuste de dire qu'elle n'y ait pas introduit quelques idées saines et quelques principes utiles ; mais, avec « la

(1) *Lipa*, en polonais ; *Linde*, en allemand (tilleul).
(2) Wiegel, *Mémoires*, t. I, p. 90.



balayure de l'armée », elle y a fait pénétrer aussi les plus fâcheux errements.

Parmi les dangers contre lesquels Catherine s'est visiblement préoccupée de défendre son héritage, il est extrêmement improbable qu'elle n'ait pas distingué celui-là. Mais elle comptait sauvegarder l'avenir en écartant cet héritier, et dans le présent, Gatchina servait précisément son dessein, en éloignant Paul de Pavlovsk, c'est-à-dire du dernier point d'appui solide qu'il gardât encore.

II

Hôte de Pavlovsk en 1785, le comte de Ségur en remportait le meilleur souvenir : « Jamais famille particulière ne fit avec plus d'aisance, de grâce, de simplicité, les honneurs de sa maison : dîners, bals, spectacles, fêtes, tout y était marqué au cachet de la plus noble décence, du meilleur ton et du goût le plus délicat (1). » Après quelques jours passés à Gatchina, onze années plus tard, une Allemande, la duchesse de Saxe-Cobourg, belle-mère du grand-duc Constantin, se plaignait de l'insupportable ennui qu'elle y avait éprouvé : « Raideur et silence; tout est à l'ancienne mode prussienne... Les officiers de l'entourage du grand-duc semblaient découpés dans un vieil album (2). »

A Gatchina, l'ami le plus cher, le serviteur le plus dévoué qu'eût Paul, c'était Rastoptchine, et voici ce que celui-ci pensait de l'établissement et de son maître : « On ne peut voir sans pitié et sans horreur tout ce que fait le grand-duc père... On dirait qu'il invente des moyens pour se faire haïr et détester... (3). »

(1) *Mémoires*, t. II, p. 219.
(2) *Hamburger Nachrichten, literarische Beilage*, 1897, numéro 17.
(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 76 et 83-84.

Paul n'était pas sans se rendre compte de l'effet produit par ses conceptions et ses façons ; mais il n'y trouvait qu'une raison de s'entêter, de se raidir et de s'exaspérer dans la direction prise, et, d'autre part, depuis la disparition des Panine, aucune influence pondératrice ne s'exerçait plus à l'encontre de ses pires inspirations. Objet, maintenant, d'une défiance assez justifiée, Saltykov ne songeait qu'à la désarmer par un redoublement de platitude. Compagnons d'enfance du grand-duc, protégés de la grande-duchesse et plus tard de Mlle Nélidov, les deux Kourakine, Alexandre et Alexis, avaient peu de tête et encore moins de caractère. Recueillant les débris de l'équipe formée par Panine pour l'éducation de Paul, la cour littéraire de Marie Féodorovna ne groupait que des personnages de second plan, et Plechtchéiev lui-même n'y savait que s'ébahir et prendre des airs éplorés. Quant à Rastoptchine, il prétendait n'être là qu'en spectateur écœuré ; il s'érigeait dans sa correspondance intime en censeur et jouait, au réel, le rôle de pêcheur en eau trouble.

« Les prétentions de la famille remontaient à Gengiskhan et sa noblesse authentique au seizième siècle », dit le prince Dolgoroukov en parlant de ce favori (1). Celui-ci se plaisait à raconter lui-même comment, quittant la Horde d'Or pour prendre du service à la cour d'Ivan III, son aïeul avait failli faire souche, en Russie, de famille princière. Le souverain lui offrait le choix entre une couronne fermée — et une pelisse. Comme il gelait fort, la pelisse fut préférée (2). Au descendant de ce frileux Tatare, Paul, à son tour, aurait donné un jour à choisir entre le titre de chancelier, la propriété des fameuses « Montagnes du Moineau » sous Moscou, ou la bibliothèque de Voltaire. Et Rastoptchine aurait refusé les trois présents, comme « offerts par un fou ». Mais la lettre autographe du tsar contenant ces propositions ne se laisse pas découvrir (3) et Fiodor Vassiliévitch avait l'imagination vive.

(1) *Notice sur les principales familles*, p. 63.

(2) Bogouslavski, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1879, t. XXVI, p. 111.

(3) Pas même dans les *Matériaux pour la vie du comte Rastoptchine*, imprimés



Le public européen n'a guère connu que le Rastoptchine de 1812, sorte d'Érostrate aux allures héroïques. L'homme était beaucoup plus compliqué. « Grattez le Russe, a-t-il dit de lui-même, vous trouverez le Parisien ; grattez le Parisien, vous retrouverez le Russe ; grattez encore, le Tatare reparaîtra. » Il était capable de tout, voire de tenir tête à Paul en brûlant ses vaisseaux, comme il passe pour avoir plus tard brûlé sa maison plutôt que de la livrer aux envahisseurs étrangers ; capable de rester fidèle à ce maître après avoir encouru un ordre d'exil ; mais homme aussi à user des pires intrigues, bassesses et palinodies pour retarder cette disgrâce, ou faire de sa faveur l'instrument d'une éblouissante carrière. Sa femme, Catherine Petrovna Protassov, était une nièce de la célèbre confidente de Catherine, à qui cette situation valait un rang élevé mais peu d'estime. Mariage d'amour, assurait-il.

Comédien savant, en outre, avec son air de détachement, de dédain et de dégoût, ses façons de dire qu'il n'est pour rien dans les bonnes fortunes qui lui arrivent. Les bonnes grâces de Paul? « Il n'y a rien qu'il ne redoute autant dans le monde, après le déshonneur (1) ! » Parvenu au sommet de la fortune et au cumul des charges les plus importantes, son vœu le plus cher, à l'entendre, sera de tout quitter et de se retirer à la campagne. Aussi engagera-t-il vivement Simon Vorontsov à rentrer en Russie, pour recueillir la succession du chancelier Bezborodko, dont il craindra d'être accablé lui-même. Mais, en même temps, il s'arrangera pour ôter à son ami toute envie de quitter l'Angleterre (2).

Paul avait mieux dans son entourage, et pire. Mieux en un

à douze exemplaires seulement par son fils. Dans ses notes inédites, le prince Lobanov affirme cependant avoir vu la lettre.

(1) A.-S.-R. Vorontsov, 27 juillet 1793, *Archives Vorontsov*, t. XXIII, p. 258.

(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 199, 204, 209, 219, 220, 221. — Voyez pour la biographie du personnage : *Annales de la Patrie*, 1826, XXVI, numéro 72 ; *le Moscovite*, 1842, numéros 1 et 2 ; 1843, numéros 1 et 2 ; 1849, numéros 1, 10, 19 ; *Matériaux*, Bruxelles, 1864 ; « Correspondance », *Archives russes*, 1876, t. III, p. 430 et suiv. ; Longuinov, même recueil, 1868, p. 1674 et suiv. ; Viaziemski, *Œuvres*, t. VII, p. 500 et suiv.



certain sens, avec Araktchéiev, « grand singe en uniforme » au physique, comme l'a dépeint un contemporain, le caporalisme fait homme au moral ; intelligence étroite, instruction médiocre, rien d'un chef d'armée, mais d'autres qualités précieuses : esprit d'ordre et de méthode ; précision d'automate dans l'exécution des ordres reçus ; une grande activité, certains talents d'administrateur et une probité, sinon à toute épreuve, du moins beaucoup plus scrupuleuse que celle du plus grand nombre des fonctionnaires de ce temps (1).

Fils d'un pauvre gentilhomme de campagne, Alexis Andréiévitch avait été élevé au corps des Cadets et il y enseigna plus tard les mathématiques. Mais, méticuleux et brutal, il se faisait détester de ses élèves et le directeur de l'établissement, Mélissino, s'estima heureux d'être quitte du personnage en le donnant au grand-duc pour le commandement de l'artillerie de Gatchina. En changeant de fonction, Araktchéiev ne changea pas de caractère. Il passa bientôt pour avoir, d'un coup de dent, arraché l'oreille d'un soldat ! Mais il ne manqua pas un exercice, lavant lui-même le soir, pour la remettre le matin, l'unique culotte en peau de daim qu'il possédât, et, en hiver, s'écorchant à vif quand il retirait le vêtement. Ainsi, il se trouva, de tous points, *the right man in the right place*, et peut-être ses airs de « bouledogue irrité » comme ses façons de garde-chiourme étaient-ils indispensables pour tenir en respect le ramassis d'escarpes, d'ivrognes et de poltrons qu'il avait à commander. Le doux Alexandre s'en montra lui-même persuadé.

Les collègues d'Alexis Andréiévitch, à l'état-major de Gatchina, les Lipinski et les Kamienski, l'emportaient d'ailleurs sur lui en férocité, et il avait sur eux l'avantage de n'être pas uniformément la brute inhumaine que ses subordonnés apprenaient à connaître dans les détails du service. Hors des rangs, il s'humanisait jusqu'à devenir aimable. Maître de maison hospitalier, chef paternel même, tous les

(1) Voy. une étude très curieuse de A. KIZEWETTER, dans la *Pensée russe*, 1910, t. XI et XII et 1911, t. II.



soirs, il réunissait autour d'un samovar les officiers placés sous ses ordres et leur expliquait les finesse, de la « théorie », tolérant, provoquant même les questions et y répondant avec patience. Plus tard, développant lui-même à ce rude métier des aptitudes naturelles, il devait être un instructeur hors pair, un artilleur de quelque mérite, à la mesure de l'époque, et un organisateur de grande valeur; toujours dur, mais ne s'épargnant pas lui-même; avare des deniers de l'État comme des siens propres, et, trait inattendu, un homme aimant, non seulement avec cette Nastasie Minkine, gouvernante et maitresse, qui fut la malédiction de son foyer, mais avec nombre d'amis, qui ne trouvèrent jamais son dévouement en défaut, et surtout avec Paul et Alexandre, qui purent impunément mettre sa fidélité à l'épreuve de leur inconstance (1).

Le pire, dans cet entourage qui devait fournir les cadres du futur personnel de gouvernement destiné à remplacer celui de Catherine, ce fut Koutaïssov, Turc de Koutaïs, enlevé tout enfant, au siège de Bender, comte Ivan Pavlovitch et grand veneur dans un avenir prochain, mais, pour le moment, valet de chambre, barbier attitré de Paul et son confident, évoluant prudemment dans le petit monde féminin de la cour et s'y essayant astucieusement au métier d'entremetteur.

Pratiqué concurremment par d'autres complaisants, le jeu servait les desseins de l'impératrice. Ni ce drôle ni ses émules n'étaient certes capables de se mettre en travers de ce qu'elle déciderait. Elle n'aurait qu'à faire un geste pour que la « balayure » fût balayée. Mais, chef de famille, et d'une famille sur laquelle l'établissement de l'empire se trou-

(1) Voy. Ratch, « Notes », dans *Recueil militaire*, 1841 et 1864; Martos, « Mémoires », *Archives russes*, 1893, t. II, p. 541; Gretch, *Mémoires*, p. 248; Mme Tolytchov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1906, t. VII, p. 432 et suiv.; Loubianovski, « Mémoires », même recueil, 1872, p. 161-172; Prince Viaziemski, *Œuvres*, t. VIII, p. 205-206; Sokolovski, « Notes », *Archives russes*, 1906, t. IX, p. 146; Gribovski, *Messager historique*, 1907, t. I, p. 858 et suiv.; « Correspondance de Paul avec Araktchéiev », *Antiquité russe*, 1873, t. VII, p. 477 et suiv. Cf. Schilder, *Paul Ier*, p. 382.



vait maintenant dynastiquement fondé, ou à peu près, Paul possédait dans l'affection des siens un soutien beaucoup plus solide. La malice des serviteurs et l'étourderie du maître travaillèrent à mettre cette défense en brèche.

III

Jusqu'aux environs de la trentième année, les relations de Paul avec le beau sexe avaient été normales, et, sinon sans reproche, du moins sans aucune inclination apparente à la débauche. Suffisant à laver Catherine de toutes les imputations injurieuses dont elle a été l'objet sur ce point, ce trait est aussi pour mettre en valeur la décence relative dont, à sa façon autoritaire, elle entourait ses propres faiblesses. Pour sa convenance personnelle, elle les mettait à couvert d'une sorte d'institution d'État ; elle n'en faisait pas une école de vice.

Il était inévitable, cependant, que dans un tel milieu l'éveil des sens, chez le futur souverain, se montrât précoce. Paul n'avait pas dix ans que, de Zerbst, une vieille fille allemande, Sophie Helwig, lui adressait une chemise de fine baptiste, brodée de ses mains et accompagnée d'un message parfumé et brûlant. Le lendemain, Grégoire Orlov faisait visiter à l'enfant les appartements des demoiselles d'honneur, et, rentrant, après cette « leçon de choses » superflue, le compagnon accidentel du favori se jetait sur un volume de l'*Encyclopédie* pour y étudier, à la lettre A, autre chose sans doute que la théorie de l'abécédaire.

Parochine nous a conté par le menu les suites naturelles des impressions ainsi recueillies par son élève (1). Marivaudages galants et ébauches de roman, elles ne semblent pas

(1) *Journal*, p. 501. Comp. MORANE, *Paul Ier*, p. 62 et suiv.



avoir dépassé la mesure commune des expériences, plus ou moins innocentes, que nous traversons tous au même âge. Plus tard, entre dix-sept et dix-neuf ans, avant de devenir l'époux, très épris, de Nathalie Alexiéievna, Paul eut des maitresses, comme en eurent, pour la plupart, et en auront vraisemblablement toujours les jeunes hommes de même âge. L'une d'elles, fille d'un gouverneur de Saint-Pétersbourg, Étienne Ouchakov, et femme d'un prince Michel Czartoryski, Sophie Stepanovna (1746-1803), remariée vers 1770 au comte Pierre Razoumovski, donna un fils à son amant. Sous le nom de Simon Viélikoï, il fit son apprentissage dans la marine anglaise et mourut en 1794 aux Antilles, à bord du *Vanguard* (1).

De cette aventure, précédée sans doute et suivie de plusieurs autres, Paul n'apporta cependant, dans ses deux ménages, aucun souvenir troublant et il devait toujours donner à ses entreprises galantes un tour, ou un déguisement, de sentimentalisme chevaleresque. Comme toutes les femmes amoureuses de leurs époux, à travers des maternités multipliées dans les délais strictement imposés par la nature, Marie Féodorovna n'en éprouva pas moins de violentes jalousies, et son mari peut bien les avoir justifiées parfois. On ne saurait affirmer qu'il ait tiré vengeance d'André Razoumovski en lui disputant la belle Catherine Petrovna Bariatinski (2). Cette anecdote semble suspecte. Par contre, avec Mlle Glaphire Ivanovna Alymov, femme plus tard d'Alexis Andréiévitch Rjevski, il a certainement, entre 1777 et 1787, esquissé le type de la singulière liaison, dont, quelques années plus tard, Mlle Nélidov devait devenir l'héroïne (3). Mais après quelques mouvements de révolte, Marie Féodorovna figura en tiers dans ce commerce équivoque, et la paix du foyer conjugal n'en fut donc pas sérieusement troublée.

(1) GRETCH, *Mémoires*, p. 83.

(2) Née en 1750, morte en 1811. Voy. une reproduction de son portrait par Angelica KAUFMANN, dans *les Portraits russes du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch*, t. IV, numéro 15.

(3) Mme RJEVSKI, « Mémoires », *Archives russes*, 1871, col. 37 et suiv.

Naturellement romanesque et futur souverain, Paul provoquait plus de convoitises encore qu'il n'en ressentait. Entre les unes et les autres, le départ ne se laisse pas aisément établir. En 1789, après s'être peut-être égarée sur les traces des *freilines* plus ou moins affriolantes, qui avaient prodigué leurs agaceries à l'enfance et à l'adolescence du prince, une autre demoiselle d'honneur, Marie Vassilievna Chkourine, prenait le voile sous le nom de Pauline : dépit d'amour ou d'ambition déçue, croyait-on (1).

De façon ou d'autre, jusqu'à la dixième année de leur mariage, Paul et Marie Féodorovna ont, à leur foyer, réalisé très exactement la formule classique de la félicité conjugale. Ayant beaucoup d'enfants, ils étaient parfaitement heureux. A ce moment, le tableau change. Se plaisant toujours davantage à Gatchina, Paul s'éloigne de Pavlovsk et Mlle Nélidov entre en scène.

A Gatchina, faisant manœuvrer les marionnettes vivantes que Steinwehr et Araktchéiev accommodent à sa fantaisie, répétant le rôle qu'il s'apprête à jouer sur le trône et se rongeant le cœur de n'y pouvoir débuter déjà, le grand-duc s'agite, « continuellement de mauvaise humeur, comme dit Rastoptchine, la tête pleine de visions, entouré de gens, dont le plus honnête mérite d'être roué sans jugement ». Il enserre le château d'une chaine ininterrompue de postes, qui, de jour et de nuit, arrêtent les passants et les interrogent. Du haut d'une tour, il surveille lui-même le pays. Des voyageurs prennent-ils un chemin détourné pour éviter le territoire ainsi gardé, il les fait poursuivre et jeter en prison. Tous les soirs, par ses ordres, les maisons du bourg et des villages voisins sont fouillées. Dans les rues et sur les routes le port de chapeaux ronds, des cravates hautes et des fracs est interdit et puni sévèrement. Découvrant chaque jour des jacobins en plus grand nombre dans son voisinage, Paul finit par établir en permanence l'état de siège sur toute

(1) Ribeaupierre, « Souvenirs », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 484. Cf. *Antiquité russe*, t. IV, p. 386.



l'étendue de son domaine. « Tous les jours, rapporte encore Rastoptchine, on n'entend parler que d'actes de violence. Le grand-duc croit, à chaque moment, qu'on lui manque, qu'on a le dessein de fronder ses actions. Il croit voir partout les branches de la révolution... (1). » Tous les jours aussi le futur tsar se persuade davantage que sa « chienne de nation » doit être gouvernée fouet en main. « Vous voyez qu'il faut traiter les hommes comme des chiens ! » aurait-il dit à ses fils (2). Et c'est, état de siège compris, le régime révolutionnaire de France qu'il copie, sous couleur de le combattre

A Pavlovsk, à la même heure, Marie Féodorovna vaque placidement à ses occupations littéraires, artistiques et domestiques, ou ne s'en laisse distraire que par le souci de ménager à sa nombreuse parenté les faveurs de Catherine. Paul lui fait un crime des compromis auxquels elle est ainsi entraînée ; mais leur désaccord s'étend maintenant jusqu'au détail de l'existence commune. Alors qu'il devance le soleil pour travailler avec Steinwehr et Araktchéiev à son grand œuvre, elle s'attarde jusqu'à l'aube, pour faire des lectures, auxquelles, s'il faut en croire Catherine, elle ne comprend souvent rien (3). En fait, la poésie elle-même de son pays, si brillante et si émouvante à cette époque, lui est étrangère, malgré la présence de Klinger dans son cercle. Elle a trop de prose dans l'esprit. Si, d'autre part, elle partage l'horreur de Paul pour les encyclopédistes, elle n'entend rien non plus à son maçonnisme ni à son mysticisme, et pas davantage à ses rêves de grandeur, à ses projets de réforme, à ses colères, et à ses impatiences. Il ferait si bon de vivre tranquillement à Pavlovsk, en attendant mieux ! Et pourquoi ne pas attendre, comme tout le monde, sans inquiétude superflue et irritation vaine, cet héritage, qui ne peut manquer de venir à son heure ?

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 67, 93-94.

(2) MASSON, *Mémoires*, t. II, p. 165; DE BRAY, *Revue d'hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 598.

(3) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. CXXIII, p. 653.

Le goût de l'art, le mauvais goût, faudrait-il dire peut-être avec plus de justesse, serait pour rapprocher les époux. Mais, pour faire sa cour à Catherine et lui arracher quelque complaisance ou quelque aumône dont les siens bénéficieront, Marie Féodorovna ne s'avise-t-elle pas de dessiner le portrait du plus passionnément aimé des favoris de l'impératrice, le jeune et langoureux Lanskoï !

L'entourage du couple prend part à la querelle et l'envenime. Mme Benckendorf, « la chère Tilly », l'amie d'enfance amenée de Montbéliard, engage des hostilités avec Mlle Nélidov, la favorite d'un avenir prochain ; le bon Lafermière, maintenant bibliothécaire de la grande-duchesse, lutte avec Vadkovski, le factotum du grand-duc. Il importerait peu encore, si, ressentant toujours davantage le délai imposé à la réalisation de ses autres ambitions, Paul n'arrivait à en concevoir une, qui, en déconcertant pour le coup absolument sa compagne légitime, doit irrésistiblement le mettre en quête d'une autre complicité féminine. Puisqu'il ne peut être de suite Fréderic II ou Pierre Ier, il sera du moins, imagine-t-il, le héros d'un idéal de grandeur morale, conçu et réalisé par son propre effort. A défaut des marches d'un trône, il escaladera les plus sublimes sommets de la pensée, de la vertu, de l'amour...

Vers 1790, entre deux apparitions sur le champ de manœuvres de Gatchina, il s'installe dans ce rêve. Il s'y exalte progressivement, par voie d'autosuggestion, jusqu'à en être halluciné. Mais son esprit est trop court et trop indigente son imagination, pour qu'il puisse évoluer dans cette chimère, s'y donner des aises et prendre des poses, comme il en a besoin, en demeurant solitaire. Il est invinciblement porté à extérioriser sa fiction et à lui donner un corps ; pressé aussi d'obtenir une aide pour l'ascension vertigineuse qu'il s'est proposée. Et, comme il a sans doute lu Gœthe et ses divagations mystificatrices sur l'« éternel féminin qui nous tire en haut », comme enfin, entre deux couches, Marie Féodorovna se montre tout à fait impropre à jouer les Charlotte de Stein,



il cherche en dehors d'elle le personnage du rôle, — ou on l'aide à le trouver. Vadkovski s'en mêle et aussi, semble-t-il, un autre ami d'enfance, revenu à ce moment d'une ambassade au Danemark, le baron Sacken. Préoccupé de ménager le présent et l'avenir, celui-ci peut bien avoir été, dans cette intrigue, l'instrument de la grande cour, — sans que d'ailleurs Mlle Nélidov s'en doutât.

IV

S'il faut en croire Mme Rjevski, Paul n'aurait pu d'abord souffrir cet objet futur d'une si grande passion, à raison autant de la méchanceté qu'on attribuait à la demoiselle que de sa laideur incontestable. En arrivant même à la regarder d'un autre œil, il semble n'avoir cédé d'abord à aucun attrait physique, ou moral, mais plutôt s'être laissé porter de ce côté par un semblant de calcul, qui n'était que la moins réfléchie des impulsions. Vadkovski et Sacken se concertaient pour lui persuader qu'à la grande cour, il passait pour gouverné par sa femme ; afin de prouver le contraire, en voulant échapper à un esclavage fictif, il se forgea de réelles chaines.

Le reste n'est venu qu'après, et le commencement de l'aventure n'annonçait rien de transcendant.

Vers 1786 déjà, très vulgairement, Catherine Ivanovna passa pour la maîtresse du grand-duc (1). Six années plus tard, elle révolutionnait la jeune cour, en obtenant de Paul le renvoi de Mme de Benckendorf. Marie Féodorovna eut l'imprudence d'en porter plainte à Catherine et, l'apprenant, Paul s'emporta jusqu'à dire à sa femme qu'il s'attendait à ce qu'elle lui préparât le sort de Pierre III. Cette fois, la querelle prenait un tel éclat que le *Moniteur universel* en recueil-

(1) Dolgoroukov, *le Sanctuaire de mon cœur*, p. 231.

lait l'écho à Paris (1). Née le 12 décembre 1758 (vieux style), Mlle Nélidov avait dépassé la trentaine. Un laideron et une vieille fille!

Originaire de Lithuanie, établie aux environs de Smolensk, en cette marche occidentale que la Russie avait pendant des siècles disputée à la Pologne, la famille était destinée à devenir une pépinière de favorites. A Catherine Ivanovna allait succéder, au siècle suivant, Barbe Arcadiévna, sa nièce, dont le rôle dans les dernières années du règne de Nicolas Ier fut si considérable. Plus anciennement, les Nélidov avaient marqué dans l'histoire de leur pays d'adoption de façon diverse : illustrés, au quatorzième siècle, par un compagnon d'armes de Dimitri du Don à la bataille de Koulikovo (8 septembre 1380), ils avaient dû une célébrité moins glorieuse, dans les premières années du dix-septième siècle, au premier faux Dimitri ou à son sosie (2).

Catherine Ivanovna fut élevée au *Smolnyï*, l'institut des filles nobles, où la mère de Paul se piquait de greffer sur les sauvageons russes son idéal à elle de haute culture mi-française, mi-allemande : élégance et bon ton, apprentissage des arts d'agrément et initiation aux finesse de la langue de Voltaire, dressage aux manières de cour et inclination au culte de la *Schœnseligkeit*.

Comme produit de cette éducation essentiellement artificielle, Mlle Nélidov passa à quinze ans pour un prodige et donna à son impériale protectrice le désir de la faire peindre par Levitski dans un pas de menuet. Deux ans plus tard, Catherine Ivanovna suivait la carrière habituelle de ses pareilles, en prenant rang parmi les demoiselles d'honneur de la première femme de Paul. Marie Féodorovna en hérita, comme des souliers de la défunte grande-duchesse, et fut à cent lieues de deviner dans « la petite noiraude » une rivale possible. Elle ne prit pas garde aux yeux pétillants d'esprit qui éclairaient ce visage ingrat, à la grâce qui rythmait les moindres

(1) Mai 1792, numéro 115.
(2) Waliszewski, *la Crise révolutionnaire*, p. 121.



mouvements de ce corps fluet. Paul se prenait à goûter la société du laideron? Tant mieux! On se servirait d'elle pour l'amadouer et le conseiller.

En 1788, pendant cette malheureuse campagne de Finlande dont nous connaissons les péripéties, d'accord avec la grande-duchesse, Mlle Nélidov s'employa à morigéner l'absent. Elle correspondait aussi pour cet objet avec Vadkovski. Mais déjà dans des lettres à l'adresse de Paul lui-même, que la bonne Marie Féodorovna apostillait complaisamment, la favorite se flattait de mieux connaître que personne « le cher Pavlouchka » ; elle en recevait de lui, où il déclarait que sa dernière pensée, s'il trouvait la mort sur un champ de bataille, serait pour elle! Déjà aussi, usant d'un procédé de stratégie auquel elle allait recourir plusieurs fois, elle annonçait l'intention de se retirer au *Smolnyï*, dès que le grand-duc serait de retour. Apostille de Marie Féodorovna en italien : *Questo non sara!* Réplique de Catherine Ivanovna en russe : *Boudiet!* (Ce sera) (1).

Nouveau ménage à trois : Paul y était prédestiné. Sur le caractère de cette liaison, l'opinion des contemporains a été partagée. Le plus grand nombre en a pris cependant l'idée la plus conforme aux lois de la nature comme à la vraisemblance. Plus généreusement, la postérité a incliné à adopter l'interprétation, purement idéale, que les deux héros du roman ont voulu eux-mêmes en donner. Prendre parti dans ce débat serait téméraire pour l'historien; il doit se borner à indiquer les éléments du problème.

Figurant encore en tiers dans cette intimité, Marie Féodorovna a paru assez longtemps en cautionner l'innocence. Mais elle n'était pas un prodige de sagacité, et, après s'être trouvée en défaut dans d'autres épreuves de même genre, sa foi n'a pas indéfiniment résisté à celle-ci.

« Devant Dieu et devant les hommes », dans une lettre adressée à sa mère, Paul a protesté contre la malignité

(1) *Archives russes*, 1870, p. 327. Cf. même recueil, 1871, col. 39.



publique, qui dénaturait, à ce propos, un « commerce de pure amitié (1) ». Mais, pour couvrir la réputation d'une femme aimée, ou la défendre contre des représailles; quel homme aimant s'est jamais interdit le mensonge?

Se trouvant un jour au *Smolnyï* quand Catherine Ivanovna s'est déjà décidée à y chercher une retraite, et pénétrant dans sa chambre en son absence, Paul rejoue la scène de *Faust* au logis de Marguerite, après avoir sans doute pris connaissance du chef-d'œuvre dans une des premières ébauches alors publiées. Il tire les rideaux du lit et tombe en extase : « C'est le temple de l'innocence! c'est le sanctuaire de la vertu! C'est la divinité sous figure humaine (2)! » Mais, par ce qu'il a pu lire du drame inachevé, il sait ce que l'innocence et la vertu de Marguerite sont devenues, et plus tard, au palais Michel, en reliant son appartement à celui de la princesse Gagarine par un escalier dont il se réservait l'usage, il prétendra encore diviniser ce trivial commerce. Peut-être bien aussi, en baignant ses passions et ses fredaines dans le mysticisme, arrivait-il à se faire illusion à lui-même.

Reste le témoignage de la principale intéressée. « Est-ce que je vous ai jamais regardé comme un homme? » lisons-nous dans une des lettres adressées par Mlle Nélidov à Paul. « Je vous jure que je n'y ai pas fait attention depuis que je vous suis attachée. Il me semble que vous êtes ma sœur (3). » Ces lignes paraîtraient décisives, — à moins qu'elles n'aient été destinées à passer sous les yeux de Marie Féodorovna.

Mais, celle qui les a écrites ne se trouve-t-elle pas au-dessus de tout soupçon d'hypocrisie? Dans les traditions de famille, l'élévation de son caractère échappe à toute incertitude, confirmée d'ailleurs par les preuves multiples qu'elle en aurait données. Son désintéressement est resté proverbial. Sa correspondance nous la montre se débattant sans cesse

(1) Lettre sans date mais écrite vraisemblablement avant la campagne de Finlande, *Dix-huitième siècle*, 1869, t. III, p. 445. Cf. même recueil, 1873, t. II, p. 2162.

(2) Véliaminov-Zernov, « Souvenirs », *le Régicide du 11 mars*, p. 114.

(3) *Dix-huitième siècle*, 1869, t. III, p. 435.



contre les témoignages excessifs, à son gré, et blessants de la générosité de son ami. Elle se fait violence, tel jour, pour recevoir de lui un simple « déjeuner de porcelaine » et refuse l'offre d'un « millier d'âmes », qui y est jointe.

Dans le culte que leur piété familiale voue par delà la tombe à certaines mémoires particulièrement chères, les survivants sollicitent non seulement notre respect mais notre sympathie. On ne voudrait leur faire aucune peine, même légère, alors surtout que cette dévotion se rattache à un nom, qui continue à être dignement porté. Mais l'histoire a aussi ses droits. A la date du 23 février 1797, dans une dépêche du chevalier, plus tard lord Whitworth, envoyé d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, mention est faite d'une somme de 30 000 roubles secrètement payée par lui à Mlle Nélidov — pour la conclusion d'un traité de commerce, dont les termes avantageux sont dus en partie aux bons soins de la favorite. L'ex-barbier Koutaïssov reçoit en même temps 20 000 roubles, pour des services analogues (1).

Whitworth était un galant homme et un grand seigneur, possesseur en Angleterre d'un établissement important. Il a gardé toujours dans son pays une réputation d'honnêteté et de loyauté, à laquelle Walter Scott s'est plu à rendre hommage. Disposant de fonds secrets considérables, il n'a jamais soulevé la moindre contestation dans l'emploi qu'il en faisait. Au cours de la mission qu'il remplissait à Saint-Pétersbourg, Mlle Nélidov a été remplacée dans la faveur de Paul, mais non dans la répartition des libéralités de même genre, que l'ambassadeur continuait à distribuer et dont il ne destina jamais aucune parcelle à la princesse Gagarine. Ce point de la biographie de la favorite semble donc bien établi, et si son honorabilité n'en reçoit qu'une légère atteinte, selon les idées du temps, sa sincérité s'en trouve plus sérieusement infirmée.

De plus d'une manière, au surplus, il lui arrivait, non

(1) *Record Office, Russie*, vol. XXXVI, numéro 12, *most secret*. Cf. Hüffer, *Der Rastatter Congress*, p. 46.



moins certainement, de quitter parfois les hauteurs sublimes où elle prétendait séjourner à demeure et où l'imagination complaisante du public a jusqu'à nos jours maintenu son souvenir. Ce n'est sûrement pas dans cet empyrée qu'elle et Paul prenaient pour confident de leur « commerce de pure amitié » cet Alexandre Borissovitch Kourakine, qui, après avoir comparé le grand-duc à une abeille butinant sur des fleurs, donnait simplement à la favorite du jour une place dans le parterre.

Apparence physique et être moral, la personne entière de Catherine Ivanovna s'opposait naturellement à celle de la grande-duchesse, ses airs de franchise, ses brusqueries, ses boutades, ses colères, à la placidité de l'autre, comme ses élans généreux et ses envolées célestes à l'esprit terre à terre de l'idyllique et élégiaque mais au fond très prosaïque châtelaine de Pavlovsk. Il semble pourtant qu'elle ait mis beaucoup d'art à faire valoir ce contraste, où il n'est pas malaisé de découvrir le secret essentiel de son triomphe. Mais il se peut aussi que, comme Paul lui-même, en plongeant en sa compagnie dans le mysticisme, le rêve et la chimère, elle soit arrivée à y transposer mentalement et transfigurer jusqu'aux faits matériels de leur existence commune. L'effervescence de sentiments, issue à ce moment du *Sturm und Drang* allemand, propagée à travers l'Europe entière et se traduisant en particulier dans la divinisation de l'amour, a pu jouer là un rôle (1) ; mais on sait quelle part de grossière sensualité se mêlait à cette exaltation.

En se défendant d'avoir jamais reconnu un homme dans son ami, Mlle Nélidov n'indiquait-elle pas qu'entre eux la question du sexe était quand même posée? Et comment admettre que, *cette seule fois*, Paul se soit, de son côté, interdit de la résoudre dans le sens des penchants naturels et habituellement irrésistibles qu'il partageait notoirement avec les autres mâles? De faction, un jour, au palais de

(1) Voy. MORANE, *Paul Ier*, t. I, p. 346.



Gatchina, dans le voisinage de la chambre de la favorite, un officier des gardes voyait le maitre du lieu en sortir précipitamment. Au même moment, un soulier de femme à talon très haut était lancé à travers la porte ouverte, rejoignait le partant et effleurait sa joue. Sans se retourner, mais voûtant le dos, Paul s'éloigna. L'instant d'après, apparaissant à son tour, Mlle Nélidov alla d'un pas tranquille ramasser sa chaussure; elle la remit au pied et regagna son appartement (1). Ce jour-là, apparemment, ils étaient descendus des blanches cimes de l'idéal (2).

Bien que sujette à des actes comme à des gestes dépourvus de sublimité, Catherine Ivanovna ne fut assurément pas une nature vulgaire. Dans une situation équivoque, toujours elle a fait effort pour y ennoblir son rôle. Elle a cru sincèrement y remplir une mission de haute portée morale et a partiellement réussi à justifier cette prétention. Suppléant la pauvre Marie Féodorovna auprès de Paul, pour le consoler, le guider, le défendre contre les excès de sa sensibilité et les égarements de son esprit, elle a le plus souvent exercé une intervention salutaire. Mais le jeu était scabreux et le dessein d'y associer, en parfaite harmonie, l'épouse et l'amie constituait une gageure, qui ne pouvait être longtemps soutenue.

Après le départ de Mme de Benckendorf, influencée par la coterie que « la chère Tilly » avait à sa dévotion, la grande-duchesse s'effara, s'irrita et perdit sa confiance ingénue jusqu'à prendre sa belle-mère pour confidente de « son malheur ». L'impératrice la conduisit devant une glace.

— Regardez-vous et rappelez-vous la figure du « petit monstre (3) ».

(1) Sabloukov, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 303.

(2) Après la mort de Catherine Ivanovna, ses papiers furent recueillis par le secrétaire d'État Villamov et présentés à l'empereur Nicolas. D'après une des notes inédites du prince Lobanov, ils donnèrent au souverain la conviction que Mlle Nélidov avait bien été la maitresse de son père.

(3) Mme Moukhanov, « Mémoires », *Archives russes*, 1878, t. I, p. 308. Cf. Mme Raevski, « Mémoires », même recueil, 1871, col. 41.

Au fond, elle voyait le ménage irrémédiablement brouillé et s'en félicitait. Aussi, Marie Féodorovna réclamant l'éloignement de la favorite, elle n'eut garde de lui donner satisfaction. Catherine Ivanovna resta à Pavlovsk, et, au commencement de 1792, se préparant à de nouvelles couches qui s'annonçaient comme pénibles, la grande-duchesse recommandait à Plechtchéiev de bien faire sa cour à celle qui, avant peu, pourrait devenir « une autre Maintenon (1) ».

Aux hommes de son entourage Paul, de son côté, imposait une consigne, que l'un d'eux interprétait ainsi : « Respect pour la Nélidov, mépris pour la grande-duchesse. » Et Nikita Petrovitch Panine, un neveu de l'ancien gouverneur, faisant mine de ne pas vouloir s'en accommoder, il s'entendait interpeller ainsi :

— Le chemin que vous prenez, monsieur, ne peut vous conduire qu'à la porte ou à la fenêtre (2).

Paul promettait des coups de canne à un jardinier de Tsarskoïé-Sélo, coupable d'avoir envoyé des fruits à la châtelaine de Pavlovsk ! Mais, à ce moment, bien qu'accompagnées encore de prétentions à la vertu, voire à la sainteté, interrompues par des élans de pieuse ferveur à ce point ardents et fréquents que les parquets de Gatchina devaient garder la marque des génuflexions qu'ils lui commandaient, les fureurs du grand-duc n'épargnaient plus personne, et la « divine » Catherine Ivanovna avait elle-même à s'en ressentir.

Assez peu scrupuleuse dans le choix des moyens de défense mis à sa disposition, elle se ménageait l'appui de son futur compère dans les relations que nous connaissons avec l'ambassade d'Angleterre ; mais, émue par le retentissement que prenait tout ce scandale (3), elle esquissa encore une fausse sortie, demandant à l'impératrice la permission de se retirer au *Smolnyï* « le cœur aussi pur qu'elle en était partie ». Paul

(1) Choumigorski, *l'Impératrice Marie Féodorovna*, t. I, p. 372-373.
(2) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 70.
(3) Voy. ci-dessus, p. 80.



n'eut pas de peine à la retenir (1) ; mais il n'allait pas tarder à la faire repentir de lui avoir cédé.

V

« Le cœur de cet homme est un labyrinthe pour moi, écrivait-elle peu après à Alexandre Kourakine... Je suis prête à renoncer à tout (2). » Le charme était rompu. Au ménage à trois l'entente à deux ne parvenait pas à survivre. Rastoptchine parle vaguement de sollicitations amoureuses de Paul, auxquelles la favorite n'aurait pas répondu, tandis qu'elle-même prenait au tragique un accès de mauvaise humeur, dont son cher Kourakine devenait victime de la part du grand-duc (3). Glissant de part et d'autre sur la pente des inévitables désenchantements, on trouvait matière à dispute dans les moindres bagatelles.

De plus en plus ombrageux, irrité et violent, Paul se laissait emporter par le torrent dévastateur où devaient sombrer toutes ses joies. Bien que fortement ébranlée déjà, l'influence de Mlle Nélidov y surnagea quelque temps encore, et, en 1793, Marie Féodorovna ne dédaigna pas d'y recourir. Le grand-duc refusait de paraître au mariage de son fils aîné, non qu'il fît objection à l'union, mais parce que ses rapports avec sa mère devenaient de plus en plus tendus. La favorite intervenant, il obéit, mais lui en voulut, et peut-être la grande-duchesse y comptait.

Dans cet incident, on a cru découvrir le point de départ d'un nouveau pacte que, réconciliées, les deux femmes auraient conclu pour défendre contre lui-même l'objet de leur affec-

(1) *Archives russes*, 1873, t. II, p. 2164; Choumigorski, *Catherine Nélidov*, p. 37.

(2) 20 janvier 1793, *Correspondance* publiée par Lise Troubetzkoï, p. 167 et 182.

(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 53-54, 80.

tion commune (1). L'accord devait aboutir, en effet, mais plus tard. A ce moment, Marie Féodorovna n'abdiquait pas encore ses nouvelles préventions. « Cette fille est un fléau », écrivait-elle à Plechtchéiev (2). Leurs relations demeuraient telles qu'on pouvait prêter à Paul le dessein de se servir de son amie pour empoisonner sa femme (3) ; si peu inclinée à un retour de bonne harmonie qu'en ce même mois de septembre 1793, pour de bon cette fois, Catherine Ivanovna prenait le parti de s'éloigner. Encore à cette décision même Marie Féodorovna trouvait « un air louche », en quoi son instinct féminin la servait bien cette fois.

Sa retraite décidée, la favorite en ménagea fort savamment les conditions Dans un appartement meublé magnifiquement, au *Smolnyï*, et « fourni de tout ce que le goût et la richesse peuvent imaginer (4) », dotée, rentée par Catherine et par Marie Féodorovna, plus que jamais elle professa le désintéressement, reprochant à Paul de la « tourmenter » et de lui « faire saigner le cœur » par des « libéralités » dont elle n'avait pas besoin. Elle n'avait besoin de rien dans l'asile de son choix. — Reviendrait-elle à Pavlovsk ? — Non, jamais! — Pour une semaine au moins ? — Pas pour vingt-quatre heures! Elle avait dit adieu pour toujours à la vie de cour. Pourtant, avant peu Rastoptchine devait observer que son absence à cette cour ne se laissait pas remarquer, tant « la petite sorcière » y revenait souvent! Et, au printemps suivant, Paul insistant, Pavlovsk la revit aussi pendant des mois entiers.

C'est à ce moment seulement que, désespérant d'en être quitte, Marie Féodorovna se résigna à capituler devant « le fléau ». Elle n'avait pas gagné à son éloignement. Séparé de l'un des deux êtres entre lesquels il s'était accoutumé à

(1) Morane (*Paul I*er, p. 393) a suivi sur ce point Choumigorski (*l'Impératrice Marie Féodorovna*, t. I, p. 401).

(2) Billet sans date mais se laissant sûrement, d'après le contexte, rapporter à cette époque. Voy. Choumigorski, *ibid.*, t. I, p. 402-403.

(3) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 14. (*Souvenirs de Véliaminov-Ziérnov.*)

(4) Rastopchine à S.-R. Vorontsov, 1/12 décembre 1793, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 84.



partager sa vie, Paul redoublait de mauvais traitements à l'égard de l'autre. Après sa « chère Tilly » il enlevait à la pauvre Marie Féodorovna son fidèle Lafermière. Après trente ans de loyaux services celui-ci se voyait obligé de chercher un refuge en province, dans l'*ousadba* d'un des Vorontsov, et il devait mourir, en 1796, dans cette retraite. En même temps, l'*héritier* accentuait, vis-à-vis de celle dont il convoitait l'héritage, les attitudes les plus provocantes. Il n'allait plus que très rarement à Saint-Pétersbourg, n'y demeurait que peu de temps et se répandait partout en propos violents.

Marie Féodorovna n'était peut-être pas au fait des projets d'exhérédation déjà conçus et lentement mûris par l'impératrice, mais elle connaissait assez le caractère de sa belle-mère pour imaginer qu'on ne la bravait pas impunément. En outre, le parti pris par Paul de ne plus paraître que rarement à la grande cour, séparait pratiquement la grande-duchesse de ses fils aînés qui y étaient habituellement retenus. Elle pensa que Mlle Nélidov lui prêtant aide, leurs efforts, une fois de plus unis et régulièrement concertés, réussiraient à conjurer cette attristante et périlleuse situation, et le ménage à trois fut reconstitué.

Les effets en parurent d'abord heureux. Docile aux conseils de la « petite sorcière », la grande-duchesse prit sur elle de s'accommoder mieux qu'elle ne l'avait fait jusque-là aux fantaisies de son mari. Elle se leva à 4 heures du matin pour l'accompagner aux manœuvres. Il s'en montra touché, mais, dans ce renouveau, seul le rapprochement des deux femmes devait être durable.

L'entente de la favorite avec Koutaïssov réunissait, de son côté, des tempéraments trop différents pour qu'elle pût demeurer intacte à travers l'évolution de leurs ambitions divergentes. Au cours de 1795, la favorite entrant en conflit sans doute, sur quelque point, avec le valet, il s'avisa de lui opposer une rivale. Dans le désarroi moral où tombait le maître commun, c'était facile. Paul se laissa docilement conduire dans la chambre d'une des demoiselles d'honneur en



disponibilité pour l'emploi, Nathalie Fiodorovna Vériguine. Jeune et assez jolie personne, la *freiline* était fiancée déjà à Serge Plechtchéiev; Paul le savait et il ne s'en trouva pas retenu. Peut-être, si malpropre qu'elle fût, réussissait-il encore à idéaliser cette polissonnerie !

Mlle Nélidov aurait pu en concevoir un chagrin légitime; mais elle montra une colère, tout à fait injustifiable de la part d'une simple *amie;* elle se donna tous les airs d'une *amante* délaissée, et, en avril 1796, elle quitta brusquement Pavlovsk en écrivant à Kourakine :

« Quelle inconséquence ! Quelle légèreté ! Je pardonne l'ingratitude, car ce n'est pas ce qui le perdra ; mais se livrer tête baissée, sans réflexion, sans connaissance ni du caractère, ni de la façon de penser !... Il n'y a que la pitié qui puisse disputer l'entrée dans mon cœur au mépris que la réflexion est toujours prête à y introduire... Ne faites pas mention de moi dans vos lettres, car ce n'est plus à moi qu'on les montre... On les montre, on les prostitue, — à qui !... Ma mère étant arrivée, j'ai profité du séjour qu'elle est venue faire en ville, pour quitter la campagne, où rien ne pourra plus me faire retourner... J'ai vu ce qu'on ne trouve que dans les caractères d'une trempe pareille. J'ai vu l'ami le plus zélé, et que je croyais le plus tendre, devenir l'homme le plus cruel, le plus injuste, du jour au lendemain, et le plus acharné à persécuter tout ce qui m'appartient... La honte et sans doute le remords de conscience, dont on cherche à se distraire, à étouffer au fond de son cœur *(sic)*, font pour moi un tyran de celui pour qui j'ai tant souffert (1). »

Elle allait, cette fois, demeurer fidèle à sa résolution — pendant quelques mois. Toujours pratique et accommodante, prestement Marie Féodorovna reportait ses complaisances intéressées sur la nouvelle favorite, « la chère Chabrinka », comme elle l'appelait d'un diminutif caressant. Mlle Nélidov résista aux tentatives conciliatrices de Kourakine, même

(1) A Kourakine, 7 avril 1796, v. s. *Correspondance,* princesse Lise Troubetzkoï, p. 269 (en français).



après que, promptement dégoûté de cette intrigue, Paul eût tout tenté pour se la faire pardonner. Pour demeurer implacable, l'ex-favorite avait d'autres raisons.

« Non, écrivait-elle, rien ne pourrait plus me porter à renouer une amitié trahie... Le charme en est détruit... Pourquoi voulez-vous que je le voie? Il n'y gagnerait rien. Il s'est déshonoré à mes yeux!... Je ne fais plus aucun cas d'aucun mouvement d'une âme capable d'une suite d'actions basses... Je me sens plus éloignée que jamais de tout ce qui pourrait tendre à un rapprochement que je ne pourrais jamais envisager sans terreur et dont les suites me présentent l'idée de l'enfer... Je reçois, dans ce moment, un fatras d'excuses et de justifications. Tout cela ne fait qu'augmenter mon dégoût. »

Ces dernières lignes sont du 1er novembre 1796 (1). Quelques semaines plus tard, la même main en traçait, à l'adresse du même destinataire, d'autres, portant ce qui suit :

« Plus j'étudie ce cœur (le cœur de Paul, objet d'un dégoût naguère exprimé avec tant de véhémence), plus je crois que nous avons tout lieu d'espérer qu'il fera le bonheur de tous ceux dont le sort lui sera confié. Que je voudrais qu'il fût connu de l'univers entier (2)! »

Et avant peu la recluse volontaire du *Smolnyï* allait reparaître aux côtés de l'homme, hier « déshonoré à jamais » à ses yeux, aujourd'hui redevenu « son cher Pavlouchka ».

Que s'était-il passé dans l'intervalle? Le 6/17 novembre, auprès du lit de Catherine agonisante, se disposant à recueillir son héritage, Paul avait accordé un quart d'heure d'entretien à un frère cadet de Catherine Ivanovna, Arcade Nélidov. Le lendemain, il avait promu au rang de major et d'aide de camp ce jeune homme de vingt-trois ans. Mais auparavant, comme tout le monde à Saint-Pétersbourg et même à Pavlovsk, la sœur de l'heureux officier avait été portée par les

(1) *Corresp.*, princesse Lise Troubetzkoï, p. 291.

(2) *Ibid.*, p. 301. Sans indication de date dans l'édition de la princesse Troubetzkoï, mais très certainement de la fin de novembre 1796.



plus fortes présomptions à imaginer que l'héritage échapperait à l'héritier. Au moment où elle avait pris le parti de quitter Pavlovsk, la lutte entre la mère et le fils entrait dans une phase décisive, et, parmi les motifs qui lui dictaient sa résolution, Mlle Nélidov indiquait « l'attachement religieux » qu'elle professait pour l'impératrice (1). Entre la mère et le fils, elle avait choisi.

VI

Entraînant une brouille entre Paul et sa femme, c'est à l'été de 1792 que la faveur de Catherine Ivanovna a atteint son apogée, et c'est à cette date aussi que, dans les confidences faites par elle à Grimm, les intentions de Catherine au sujet de sa succession ont paru définitivement arrêtées (2). Alexandre prendra femme bientôt et sera, peu après, non seulement proclamé héritier, mais couronné ! Le mariage du fils aîné de Paul est célébré le 28 septembre 1793, et, quelques semaines plus tard, Catherine appelle auprès d'elle et retient deux heures César de La Harpe. Il s'agit de prévenir le jeune grand-duc et de s'assurer de son consentement à l'arrangement projeté.

L'esprit d'Alexandre est déjà si fuyant, son cœur si impénétrable que, quelque habile qu'elle soit à manier les hommes, la grande souveraine a renoncé à sonder par ses propres moyens et à gagner à ses desseins cet adolescent. Elle entend recourir aux bons offices du précepteur. Sans lui dévoiler sa pensée, elle cherche à la lui faire deviner.

S'il faut en croire son propre témoignage, le subtil Vaudois aurait esquivé la mission qui lui était ainsi offerte : il aurait

(1) Lettre du 5 mai 1796, *ibid.*, p. 276.
(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIII, p. 574; Choumigorski, *l'Impératrice Marie Féodorovna*, t. I, p. 391-392.



donné à l'impératrice l'impression et qu'il n'en soupçonnait pas l'objet et qu'il serait incapable de la remplir ; après quoi, il se serait hâté d'avertir Paul de ce qui le menaçait, en s'appliquant en même temps à opérer un rapprochement entre le père et le fils. S'apercevant du manège, Catherine fit quitter la Russie au confident indocile, en prenant prétexte de ses idées politiques qu'elle connaissait cependant depuis longtemps. On veut qu'elle lui ait dit à son arrivée à Saint-Pétersbourg :

— Monsieur, soyez jacobin, républicain, tout ce que vous voudrez ; je vous crois honnête homme, cela me suffit (1).

Avec une part probable de vérité, le récit de l'exilé contient une part plus certaine d'erreur. L'entrevue qui aurait entraîné sa disgrâce est du 18 octobre 1793, et son congé du 23 octobre seulement *de l'année suivante*. A cette dernière date, le développement parallèle de la Révolution française et de la politique russe, dans leur opposition de plus en plus accentuée, a seul, vraisemblablement, motivé cette mesure. Mais il est infiniment vraisemblable aussi que Catherine n'a pas retenu La Harpe pendant deux heures pour les seuls agréments de sa conversation, comme elle paraît bien avoir aussi, à la même époque, essayé de mettre Marie Féodorovna elle-même dans la confidence — et la complicité — du coup d'État qu'elle méditait.

Rencontrant de part et d'autre des résistances imprévues, elle abandonna le programme trop expéditif dont elle avait fait part à Grimm, mais elle ne renonça pas à son idée.

Paul travaillait à l'y confirmer, ne faisant que se raidir, sous la menace, dans une attitude de défi et multipliant ses incartades. A Pavlovsk et à Gatchina, il semait la terreur autour de lui. A Saint-Pétersbourg ou à Tsarskoïé-Sélo, ses rares apparitions mettaient la cour en transe. Visages soucieux et attitudes contraintes. En ouvrant les portes devant l'étrange visiteur, les pages tremblaient. Les jeunes grands-

(1) MASSON, *Mémoires*, t. II, p. 157 ; SOUKHOMLINOV, *Études*, t. II, p. 95 et suiv. ; SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 106-109.



ducs eux-mêmes partageaient l'impression générale. Paul parti, les résidences impériales reprenaient leur air de fête, et Catherine écrivait à Grimm : *Die schwere Bagage ist abgegangen ; wenn die Katze nicht zu Hause ist, so tanzen die Maüse ueber die Tische und sind glücklich* (1).

Mais il était plus facile de plaisanter sur le compte du « lourd bagage » ou du chat mettant les souris en liesse par son départ, que de se défaire de cet embarras.

Au cours de 1794, l'impératrice prit le parti de porter l'affaire devant son Conseil. Nous ne savons pas au juste ce qui s'y est passé. D'après ce qui transpira dans le public de ces débats secrets, un seul membre de l'assemblée aurait soulevé des objections, alléguant que le caractère du grand-duc pouvait s'amender après son avènement. Mais les uns désignant le comte Valentin Pouchkine comme ayant pris cette attitude, d'autres l'attribuaient à Bezborodko, dont l'élévation ultérieure, sous Paul, serait ainsi expliquée (2). Il n'est guère admissible, cependant, que Catherine ait reculé devant un opposant solitaire; or, l'effet certain de cette tentative a été de suspendre, pour un temps fort long, les résolutions auxquelles elle se rattachait. Deux ans plus tard seulement, l'impératrice y revint, et de façon passablement gauche. Elle vieillissait.

En 1789, déjà, elle avait fait entendre à Chrapowicki cet aveu mélancolique : « Je ne trouve plus de ressources (3) ! » Cependant elle gardait cette « imperturbabilité » dont elle s'était toujours targuée. « Les obstacles sont faits pour être écartés par les gens de mérite, avait-elle un jour écrit à Falconet. Ils augmentent leur réputation : voilà le lot des obstacles (4). » Elle entendait les braver toujours. Elle « défiait encore qui que ce soit d'aller contre sa volonté (5) ».

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIII, p. 622. Voy. aussi *Monuments de l'histoire russe moderne*, t. III, p. 5; *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 106.
(2) Pichtchévitch, *Autobiographie*, p. 216-217; Schilder, *Paul Ier*, p. 255.
(3) Chrapowicki, *Journal*, p. 284.
(4) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XVII, p. 84.
(5) *Ibid.*, t. XVII, p. 84. Cf. *Revue d'hist. diplom.*, 1888, t. III, p. 357.



En juin 1796, Marie Féodorovna eut un troisième fils. Sur ce point, sa vie conjugale échappait à toutes les vicissitudes, qui par ailleurs en troublaient le cours. Cessât-il de parler à sa femme, Paul ne s'arrêtait pas de lui faire des enfants. Les couches se firent à Tsarskoïé-Sélo, comme toujours, et Paul se hâtant aussitôt après de regagner Gatchina, Catherine garda sa bru. Dès que celle-ci fut rétablie, elle lui adressa, en l'invitant à la signer, une note, qui obligeait la femme à s'entremettre auprès du mari, pour qu'il renonçât à ses droits en faveur de son fils aîné.

Très exactement renseignée sur ce qui se passait à Pavlovsk et à Gatchina, Catherine se représentait sans doute la situation que Paul s'était faite au milieu des siens comme Rastoptchine devait la peindre deux années plus tard : « Le grand-duc Alexandre déteste son père ; le grand-duc Constantin le craint ; les filles *conduites par la mère* le voient avec répugnance et tout cela sourit et voudrait le voir réduit en poussière (1). » Mais l'impératrice oubliait de compter soit avec l'honnêteté foncière de Marie Féodorovna, ou avec son ambition, qui, pour se montrer moins ardente que celle de Paul, n'en était pas moins très forte. La grande-duchesse refusa net, tout en gardant pour elle le secret de cette fausse manœuvre. Paul n'en fut instruit qu'après la mort de sa mère, en inventoriant ses papiers (2). Il en voulut alors à sa femme de lui avoir caché la proposition et ne lui sut aucun gré de l'avoir repoussée. Elle eût en effet souscrit à sa propre déchéance.

Catherine tâtonnait maladroitement. Quelques mois plus tard, elle se décidait à entrer directement en matière avec son petit-fils et obtenait en apparence gain de cause. Le 24 septembre 1796, au moment où Mlle Nélidov repoussait, nous savons avec quel dédain, les déprécations de Paul, Alexandre donnait par écrit son consentement au projet qui déshéritait son père et il remerciait avec effusion sa grand'mère pour la

(1) *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 274.

(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 268 ; le même, *Alexandre Ier*, t. I, p. 278. Cf. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XCVIII, p. 9-10.

préférence dont il devenait l'objet de sa part. Le document a a été retrouvé dans les papiers de Zoubov (1).

L'adhésion n'était-elle que simulée, comme on l'a supposé? Parmi les plus intimes amis du futur admirateur enthousiaste et adversaire implacable de Napoléon I[er], aucun n'a pu se flatter jamais de lire dans sa pensée. De la même plume, à la même heure, le jeune grand-duc écrivait à l'adresse d'Araktchéiev une lettre où, par anticipation, il donnait à son père de la *Majesté* impériale (2). Demeurant en correspondance avec La Harpe, il répudiait, même dans l'ordre naturel des choses, tout désir de pouvoir. La cour lui était en horreur ; l'idée de régner le faisait frémir ; il ne songeait qu'à se réfugier en Suisse et à y vivre tranquillement en simple particulier (3). D'autre part, ses relations avec Paul s'amélioraient à ce moment. S'échappant souvent de Saint-Pétersbourg pour rejoindre son père à Pavlovsk ou à Gatchina, il arrivait à prendre quelques-uns de ses goûts, comme aussi quelques-unes de ses préventions. Il écrivait à Victor Kotchoubey : « Nos affaires sont dans un désordre incroyable; on pille de tous côtés; tous les départements sont mal administrés ; l'ordre semble banni de partout (4). »

On a conjecturé qu'en faisant mine d'obéir à la volonté de sa grand'mère, Alexandre concertait avec ses parents les moyens de la déjouer. On a interprété dans ce sens un billet de Marie Féodorovna à son adresse : « Tenez-vous, au nom de Dieu, au plan arrêté. Du courage et de l'honnêteté, mon enfant ! Dieu n'abandonne jamais l'innocence et la vertu. » Mais nous ne savons rien du plan ainsi mentionné, si ce n'est qu'au témoignage de la comtesse Edling, Alexandre aurait projeté de se soustraire à l'effet des intentions annoncées par l'impératrice, en fuyant avec sa femme en Amérique (5). Mais, ramassant

(1) Schilder, *Paul I[er]*, p. 270. Cf. Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 244.
(2) *Archives russes*, 1892, t. I, p. 337.
(3) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. V, p. 23, 24. Cf. Korf, *l'Avènement de Nicolas I[er]*, p. 3-7.
(4) Schilder, *Paul I[er]*, p. 263.
(5) Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 35-36. Cf. Schilder, *ibid.*

quelques années plus tard cette même couronne dans un sang versé avec sa complicité plus ou moins consciente, il devait aussi faire le dégoûté et parler de tout quitter.

Le problème est insoluble, tous les détails de ce chapitre d'histoire demeurant entourés de mystère. D'après la croyance générale, au moment de sa mort, Catherine se disposait à publier un manifeste qui consommait l'arrêt prononcé contre Paul et par lequel elle aurait finalement obtenu l'adhésion des principaux personnage du pays tels que Roumiantsov, Souvorov, Zoubov, le métropolite de Saint-Pétersbourg, Gabriel, et Bezborodko lui-même. Mais aucun document de cette espèce n'est parvenu à notre connaissance. On parla aussi d'un testament que l'impératrice aurait rédigé dans le même sens. Catherine n'ignorait pourtant pas le sort communément réservé aux actes de cette espèce et que, politiquement parlant, « les morts n'ont pas de volonté », comme on devait le proclamer, trente ans plus tard, au Conseil de son empire.

De toute évidence, elle a voulu régler cette affaire de son vivant, mais, n'y réussissant pas assez vite, elle s'est laissée surprendre par un événement avec lequel nous devons tous compter et qui pourtant déjoue si souvent nos plus savants calculs (1).

Entre la mère et le fils la mort a décidé, sans que, dans leur longue querelle, il soit possible de donner raison ou tort à l'un ou à l'autre, de façon absolue. Catherine n'y fut pas sans reproche ; mais, irréprochable, sa rivale de gloire dans l'histoire contemporaine, Marie-Thérèse, n'a pas mieux réussi en poussant la condescendance jusqu'au partage du pouvoir avec son fils. Dans le débat final, Paul a eu certainement le bon droit de son côté ; mais, pour n'en pas tenir compte, Catherine avait une excuse que son fils s'est chargé lui-même de faire valoir, — en régnant.

(1) Voy. encore pour cet épisode : PANTCHOULIDZEV, *Histoire des Chevaliers-gardes*, t. II, p. 109. — Pour le rôle de La Harpe et sa biographie : VOGEL, *Schweizergeschichtliche Studien*; SOUKHOMLINOV, *Études*, t. II, p. 135-186; MONNARD, *Notice biographique*.



DEUXIÈME PARTIE

LE RÈGNE

CHAPITRE IV

L'AVÈNEMENT

I. Le moulin de Gatchina. Une alerte. Arrivée de Nicolas Zoubov. Paul se croit perdu. Il apprend que sa mère est mourante. Nouvelles angoisses. Les dernières volontés de Catherine. A qui l'héritage? — II. L'héritier à Saint-Pétersbourg. L'agonie de la souveraine. L'inventaire de ses papiers. Actes de pouvoir anticipés et premières représailles. Anciens et nouveaux favoris. Araktchéiev et Platon Zoubov. La mort de l'impératrice. Prestation de serment au nouveau maître. Alexis Orlov. Premiers changements. Les guérites à la prussienne. — III. Métamorphoses à la cour et à la ville. La guerre aux chapeaux ronds. La légende et la réalité. Ménagements d'abord observés par Paul. Faveurs et largesses. Inspirations magnanimes. La mise en liberté des Polonais. Kosciuszko. — IV. Nouvelle orientation politique. La revanche du coup d'État de 1762. Vengeances et réparations. Les revenants. Le double enterrement de Pierre III et de Catherine II. Caprices et inconséquences. La faveur d'un des Zoubov et la disgrâce de l'autre. L'exil de la princesse Dachkov. Bobrinski. — V. L'activité de Paul. La parade matinale. Les réformes militaires. La déchéance de la garde. Le triomphe des Gatchinois. Les hésitations de l'opinion publique. Prédominance des impressions favorables. « Le Titus russe ». Revirement. — VI. Le couronnement. Petrovski. L'hôtel Bezborodko. Le Kreml. Empereur et chef d'Église. La dalmatique du tsar. La loi sur la dévolution du trône. Pompes fastidieuses. Les baisemains. La main de l'impératrice n'enfle pas! L'envers de l'apothéose.

I

Le 5/16 novembre 1796, vers trois heures de l'après-midi, Paul se trouvait au « moulin » de Gatchina et y prenait le café. Soudain, accourant au galop, un valet lui annonça l'ar-

rivée de Nicolas Zoubov. Le grand-duc pâlit affreusement. Géant d'humeur farouche, ce frère du favori de Catherine ne pouvait venir qu'avec des intentions hostiles. Paul avait eu la nuit précédente un mauvais rêve, dont le souvenir l'obsédait encore, et des motifs d'inquiétude plus réels le tenaient depuis quelque temps en alerte continuelle.

— Nous sommes perdus, ma chère ! murmura-t-il à l'oreille de sa femme.

Le valet, cependant, ne paraissait pas ému.

— Combien sont-ils ? lui demanda son maître.

— Ils sont *un*, monseigneur...

Otant son chapeau, Paul se signa dévotement et poussa un grand soupir de soulagement (1).

Rastoptchine (2) donne un démenti formel à ce récit d'un témoin oculaire. Paul n'aurait conçu aucune frayeur, supposant au contraire que Zoubov était messager d'une bonne nouvelle : la reprise des négociations récemment rompues pour le mariage de la grande-duchesse Alexandrine Pavlovna avec le roi de Suède. Mais Rastoptchine ne se trouvait pas sur les lieux. D'après le *Journal de Cour*, d'autre part, Zoubov aurait été précédé à Gatchina par un officier, — le Polonais Ilinski, peut-être, dont parle un troisième témoin (3), — porteur d'un billet de Saltykov, qui annonçait l'attaque d'apoplexie dont Catherine venait d'être frappée.

Il importe peu. Même instruit de l'événement qui mettait la vie de sa mère en danger, Paul n'avait pas lieu d'être rassuré. Zoubov pouvait se présenter pour lui faire part des dernières volonté de la mourante, et quelles étaient-elles ? Mais déjà, se précipitant au-devant de l'héritier, le géant tombait à genoux, et voilà qui tranchait la question. Dans un éblouissement, Paul dut voir qu'il touchait au terme de sa longue attente.

(1) *Archives russes*, 1866, p. 1309, d'après les souvenirs du général Kotloubitski. Le valet est appelé ici *hussard*. On donnait ce nom à des valets vêtus d'une livrée spéciale, de coupe militaire.

(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 161.

(3) SANGLÈNE, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 468.



En proie à une émotion naturelle, il n'en laissa pas moins paraitre une perplexité égale. Se frappant le front comme il avait coutume de le faire quand il était fort préoccupé, il réclama force détails sur l'accident et ses suites possibles, entrecoupant ses questions de l'exclamation constamment répétée : « Quel malheur ! » qui peut-être bien répondait à un mouvement sincère de son cœur. Dans les natures les plus ingrates, en remuant les profondeurs de l'être intime, de tels événements évoquent des sursauts au moins momentanés de tendresse et de désintéressement. Et Paul était naturellement aimant, et il s'agissait de sa mère !

L'inquiétude semble cependant avoir dominé dans le trouble qu'il manifestait. Il pleura, demanda des chevaux, se fâcha parce qu'on n'attelait pas assez vite, marcha de long en large à pas rapides comme un homme qui ne tient pas en place ; mais, sa voiture étant avancée, il ne se pressa pas d'y monter. Il s'agitait, se parlait à lui-même : « La trouverai-je encore en vie ? » Embrassant tour à tour sa femme, Zoubov et Koutaïssov, il cherchait visiblement à gagner du temps. Des doutes lui restaient, et il avait peur.

Les nouvelles affluaient pourtant. Sur la route de Saint-Pétersbourg à Gatchina, les traineaux se suivaient en longue file. Des courriers brûlaient les étapes. Un cuisinier du Palais d'Hiver et un fournisseur de poissons en envoyaient eux-mêmes. Si fort qu'il se hâtât, Rastoptchine fut devancé. A mi-chemin, il rencontra Nicolas Zoubov, qui revenait, précédant l'héritier, et brutalisait le maitre de poste de Sofia.

— Des chevaux, ou je t'attellerai toi-même ! Des chevaux pour l'Empereur !

— Quel empereur ?

Quatre ans plus tard, à l'avènement d'Alexandre, Marie Féodorovna devait répéter l'interrogation.

Paul ne partit qu'à 5 heures du soir et ne fit encore aucune diligence. Il était 8 heures quand il arriva aux portes de la capitale. Auprès du palais de Tchesmé, il fit arrêter, descendit et devisa avec Rastoptchine sur la beauté de la nuit, qui



était calme, sereine et relativement tiède. En regardant la lune, il s'attendrit, comme l'exigeait la sensibilité de l'époque, et, apercevant des larmes dans ses yeux, son compagnon oublia les distances. Il lui saisit les mains.

— Ah ! monseigneur, quel moment pour vous !

Paul répondit par une forte étreinte.

— Attendez, mon cher, attendez ! J'ai vécu quarante-deux ans ; Dieu m'a soutenu ; peut-être me donnera-t-il la force et la raison pour supporter l'état auquel il me destine (1).

A ce moment donc, il ne doutait plus qu'il ne dût régner immédiatement. Et pourtant, la mort n'avait pas achevé son œuvre. Aux derniers rapports, les médecins n'osaient se prononcer. Mais, après avoir vu Zoubov à ses pieds, Paul avait d'autres raisons pour escompter l'événement attendu. Déjà une grande partie de la cour de l'impératrice faisait escorte au fils. Et pourtant encore, les premières alarmes de l'héritier avaient été jusqu'à un certain point justifiées.

II

Parmi les hauts personnages réunis autour de la souveraine agonisante, il y eut d'abord, tout semble l'indiquer, beaucoup d'hésitation. Les deux Zoubov, Platon et Nicolas, se trouvaient là, ainsi que Bezborodko et Alexis Orlov. Aucun de ces hommes ne nourrissait pour le grand-duc des sentiments très bienveillants. Tous étaient instruits, en outre, des dernières résolutions de Catherine. L'existence d'un testament de l'impératrice déshéritant Paul n'a, à la vérité, d'autre caution qu'une créance, très générale à cette époque (2). Depuis, dans ses notes marginales sur les mémoires de Gribovski, seul

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 162.

(2) Voy. Sabloukov, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 226 ; Engelhardt, *Mémoires*, p. 195.

A. M. Tourguéniev s'est montré tout à fait affirmatif à ce sujet, reprochant à Bezborodko d'avoir livré le document à Paul. Auteur, comme poète, d'une strophe célèbre qui évoque le fait, Diérjavine a fait preuve de plus de réserve comme historien (1). Mais, avant de mourir, Catherine pouvait reprendre connaissance et parler. Déjà populaire, Alexandre pouvait agir.

Au rapport de la comtesse Golovine (2), dévoué au châtelain de Gatchina, Saltykov aurait pris des arrangements pour que le petit-fils n'approchât pas la grand'mère. La précaution était inutile. Retenu autant par le respect filial que par l'indécision de son caractère, le jeune prince ne fit rien, sinon d'engager Rastoptchine à se rendre à Gatchina, et cela seulement quand Paul était déjà en route.

Alexis Orlow se montra seul capable d'initiative, à cet instant tragique, et non pas dans le sens que l'héritier légal pouvait redouter. Au témoignage de Rastoptchine, l'envoi de Nicolas Zoubov à Gatchina fut décidé sur son avis (3).

Arrivé, Paul s'installa dans un cabinet attenant à la chambre où sa mère agonisait. Les deux pièces se commandaient, en sorte que tous ceux qui avaient des ordres à recevoir du fils devaient passer auprès de la mourante. « Cette profanation de la majesté souveraine, dit la comtesse Golovine, cette irréligion... choqua tout le monde. » Son égoïsme brutal reprenant le dessus au milieu des soucis matériels qui réclamaient son attention, Paul ne prit pas garde sans doute à cette inconvenance.

Catherine devait lutter avec la mort jusqu'au lendemain soir. Au matin du 6 novembre seulement, les médecins jugèrent son état désespéré. Mais, dans ce pays que sa volonté impérieuse avait si longtemps dominé, la fin de la grande souveraine ne décidait encore rien. D'après la tradition, enjôlé

(1) *Œuvres*, t. II, p. 227, 235, et t. VI, p. 635. Voy. Grigorovitch, « le Chancelier Bezborodko », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 45. Cf. même recueil, 1871, p. 2072; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIX, p. 349 et suiv.

(2) *Souvenirs*, p. 138.

(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 162.



par Rastoptchine, Bezborodko se serait laissé engager, dans le courant de cette matinée même à mettre le futur empereur en possession des papiers de l'impératrice. D'autres récits indiquent Platon Zoubov comme ayant eu cette complaisance. Le Journal de cour est précis : « Le 6 novembre, au matin, sur le rapport des médecins indiquant qu'il n'y avait plus d'espoir, les papiers de l'impératrice furent mis sous scellés par les soins du grand-duc Alexandre, du comte Bezborodko et du comte Samoïlov, procureur général, et en présence du prince Platon Zoubov (1). »

Il n'est guère probable que Paul ait négligé de faire préalablement un inventaire, tout au moins sommaire, de ces pièces, et l'anecdote suivante a été rattachée à cette inspection : Bezborodko ou Zoubov auraient attiré l'attention de l'héritier sur certain pli fermé avec un ruban noir. Un échange d'interrogations muettes, un regard indiquant la flambée des grandes bûches de chêne dans la cheminée proche, et le pli était réduit en cendres.

Rapportant un récit qu'il aurait tenu de Platon Zoubov lui-même, un contemporain (2) veut cependant que Paul ait rompu les cachets de deux enveloppes, dont l'une contenait un projet d'oukase sanctionnant sa renonciation au trône et l'autre des dispositions arrêtées pour son internement au château de Lohde. Il aurait enfin mis dans sa poche, sans le lire, un troisième écrit, qui était le testament, objet de tant de conjectures contradictoires. Mais, d'après une autre version, la découverte de cette dernière pièce n'aurait été faite que quelques jours après la mort de Catherine, et par le grand-duc Alexandre, chargé avec le prince Alexandre Kourakine, et, semble-t-il, Rastoptchine, d'examiner les papiers de la défunte précédemment mis sous scellés. Après avoir engagé ses compagnons de travail à garder le silence sur cette trouvaille, Alexandre jeta au feu le document qui le désignait comme

(1) *Dix-huitième siècle*, t. I, p. 484, en français.
(2) Sanglène, *Mémoires inédits*; voy. Schilder, *Paul Ier*, p. 282. Cf. Morane, *Paul Ier*, p. 416; Waliszewski, *Autour d'un trône*, p. 447.



héritier, sous la régence de Marie Féodorovna. L'opération terminée, Paul interrogea son fils :

— N'avez-vous vu rien sur moi ?

— Rien.

— Dieu en soit loué (1) !

Les habitudes soupçonneuses de Paul rendent ce détail tout à fait invraisemblable.

Enfin, d'après la princesse Dachkov (2), le tri des mêmes papiers aurait mis le fils de Catherine en possession d'une lettre d'Alexis Orlov qui, établissant la responsabilité de l'auteur dans l'assassinat de Pierre III, mettait hors de cause celle de l'impératrice, et Paul se serait hâté de détruire ce témoignage. Mais, bien que brouillée avec la mère, la princesse avait, quand elle rédigeait ses mémoires, des motifs de ressentiment plus graves à l'égard du fils.

Le seul fait certain est que, tout à fait rassuré par l'ensemble des circonstances qui accompagnaient les derniers moments de Catherine, l'héritier n'attendit pas qu'elle eût expiré pour prendre possession de l'héritage et agir en maître. Son premier soin fut de mander Araktchéiev et de lui montrer quelle place il lui destinait dans sa confiance et dans son gouvernement. Le conduisant auprès d'Alexandre, il joignit leurs mains :

— Soyez unis et aidez-moi !

Arrivant de Gatchina à franc étrier, le grand favori du lendemain était couvert de boue et n'avait pas de vêtements de rechange. Alexandre le mena dans son appartement et lui donna une de ses chemises. Araktchéiev devait se faire enterrer avec cette chemise, conservée par lui depuis ainsi qu'une relique dans un étui en maroquin (3).

Le favori de la veille, Platon Zoubov, assistait à l'effondrement de sa fortune. Haletant de douleur et d'angoisse, brûlé de fièvre, il errait dans l'appartement de sa maitresse, sans

(1) Prince S. Galitzine, « Récits », *Archives russes*, 1869, p. 643.

(2) « Mémoires », *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 93-94.

(3) *Archives russes*, 1869, p. 1468; *Messager historique*, 1894, t. LVIII, p. 301.



pouvoir seulement obtenir qu'on lui donnât un verre d'eau ! Rastoptchine s'attribue la générosité de lui avoir rendu ce service. La veille, le général Golenichtchev-Koutousov, le futur héros des guerres napoléoniennes, préparait le café de Platon Alexandrovitch et le lui portait au lit ! Paul ne témoignait encore aucune hostilité à cette grandeur déchue ; mais, apercevant le prince Fiodor Bariatinski, un des complices présumés d'Alexis Orlov à Ropcha, il lui donna l'ordre de quitter le palais et le remplaça, comme grand maréchal de cour, par le comte Nicolas Chérémétiev (1).

Catherine vivait encore. A neuf heures trois quarts seulement, le premier médecin de la cour, Rogerson, déclara que « tout était fini ». Et aussitôt, s'il faut en croire Tourguéniev (2), tournant militairement sur ses talons à la porte de la chambre mortuaire, se coiffant de l'immense chapeau et mettant à la main la longue canne qui faisaient partie de la tenue adoptée à Gatchina, le nouvel empereur cria d'une voix enrouée :

— Je suis votre empereur ! Qu'on amène un prêtre ! *(Popa siouda !)*

Le trait semble outré. Voici cependant qui s'en rapproche fort dans une lettre que la grande-duchesse Élisabeth, femme d'Alexandre, adressait à sa mère quelques mois plus tard (3) :

« Oh ! j'ai été scandalisée du peu d'affliction qu'a montré l'empereur... A 6 heures du soir (le jour de la mort de Catherine), mon mari que je n'avais pas vu de toute la journée vint déjà avec son nouvel uniforme et l'empereur n'avait rien de plus pressé que de faire mettre les uniformes à ses fils !... Mon mari me mena dans la chambre à coucher (où l'impératrice venait d'expirer) et me dit de mettre un genou à terre en baisant la main de l'empereur... De là, droit à l'église,

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 281.
(2) « Mémoires », *Antiquité russe*, 1885, t. XLVII, p. 379.
(3) 29 janvier (10 février) 1797 ; Grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 240.



pour prêter serment... Voilà encore d'abominables sensations que j'eus à éprouver... de lui voir un air si satisfait, si content!... Oh! c'était affreux. »

Les préparatifs réclamant un temps assez long, la prestation du serment, précédée de la lecture du manifeste d'avènement, n'eut lieu qu'à minuit. Rédigé par Trochtchinski, chef de la chancellerie de Bezborodko, le manifeste, de stylisation banale (1), ne rappelait en rien l'œuvre conçue par Paul lui-même, douze ans auparavant, en collaboration avec Pierre Panine (2). Pendant la cérémonie, le nouveau souverain remarqua l'absence d'Alexis Orlov. Il ne pouvait plus en éprouver de l'inquiétude. Il s'irrita :

— Je ne veux pas qu'il oublie le 28 juin!

C'était la date de l'événement tragique de Ropcha.

Épuisé, à soixante ans d'âge, par les fatigues et les émotions des deux dernières journées, Orlov reposait simplement dans son lit où Rastoptchine eut ordre de le cueillir.

Le général Arkharov, policier redouté, l'accompagnait. Voyant le vieillard à bout de forces, ils prirent d'ailleurs sur eux de lui demander simplement une signature. Mais, se levant et se mettant devant une icone, un flambeau à la main en guise de cierge, le héros de Tchesmé voulut préalablement lire à haute voix la formule du serment. Il ne montrait aucun signe de trouble (3).

A la même heure, assisté par Araktchéiev, Alexandre, d'ordre de son père, s'employait à placer dans les rues force guérites aux couleurs prussiennes, blanc et noir, et y mettre des factionnaires (4).

Paul régnait enfin!

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 17530, et chez SCHILDER, *Paul Ier*, Annexes. Cf. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIX, p. 355.

(2) Voy. ci-dessus, p. 26.

(3) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 172.

(4) « Récits du prince Volkonski », *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 179. — Pour l'avènement, voy. encore : *Archives russes*, 1867, p. 1266; *Dix-huitième siècle*, t. I, p. 487; KORSAKOV, « l'Avènement de Paul Ier », dans *Messager historique*, 1896, t. LXVI, p. 485 et suiv.



III

Les foules ont le goût du changement, et, pour cette raison, l'avènement d'un nouveau règne est communément salué par des manifestations d'allégresse. La joie, cette fois, ne fut pas générale et, dans certains quartiers, le sentiment contraire parait même avoir prévalu. « Il n'y a pas de paroles, écrit un officier des gardes (Sabloukov), pour dire la douleur éprouvée et exprimée par chaque officier et chaque soldat... Tout le régiment était littéralement en larmes... On m'a dit que la même chose avait lieu dans les autres régiments et que le chagrin général s'est traduit de même dans les églises paroissiales. » Masson confirme l'observation, en lui donnant encore plus d'étendue : « Les principaux habitants de la ville étaient dans un muet effroi. La crainte et la haine générale qu'avait inspiré le grand-duc semblaient réveiller à ce moment l'amour et le regret qu'on devait à Catherine. »

Vieillie et éprouvée par l'insuccès, la défunte impératrice ne recueillait peut-être pas dans la tombe des sentiments aussi flatteurs, mais Paul en provoquait d'autres qui l'étaient encore moins. « Ce sera comme à Gatchina ! » se disait-on. Et le nouveau maitre n'allait pas tarder à justifier cette appréhension. Les guérites à la prussienne plantaient nuitamment le décor pour le coup de théâtre qu'il méditait et préparait depuis si longtemps.

« Tout changea en moins d'un jour, dit le prince Czartoryski, costumes, figures, mines, allures, occupations. » Dans la matinée du 7 novembre, avant midi, la cour parut métamorphosée. Le personnel de Gatchina entrait en scène. « Quels costumes, bon Dieu ! note Sabloukov. Malgré notre chagrin de la mort de l'impératrice, nous nous tenions les côtes de

rire, en voyant cette mascarade. » Masson évoque, à ce propos, l'image d'une place enlevée d'assaut et Schischkov celle d'une invasion étrangère.

« Tout l'éclat, toute la majesté du lieu avait disparu, lisons-nous ailleurs. Partout des soldats en armes. Des personnages éminents, des fonctionnaires de premier rang confondus dans la foule baissaient la tête. A leur place, des inconnus allaient, venaient, couraient, donnaient des ordres. » Et encore : « Le palais était converti en corps de garde. Partout bruit de bottes d'officiers, cliquetis d'éperons... (1). »

Ne seriez-vous pas tentés presque d'imaginer que le tableau est celui des Tuileries au lendemain du 10 août 1792?

L'empereur parut à son tour, dans l'accoutrement que nous connaissons. Il passa en revue le régiment des gardes *Ismaïlovski*. « Pendant le défilé, on le vit rouler les yeux, souffler à pleines joues, hausser les épaules, frapper du pied pour manifester son mécontentement. Il fit ensuite avancer son cheval *Pompon* et courut au galop à la rencontre de ses troupes de Gatchina, qui faisaient à Saint-Pétersbourg une entrée solennelle. »

En même temps, au rapport de Sabloukov, la capitale prenait soudain « l'aspect d'une ville allemande de deux ou ou trois siècles auparavant ». Comme naguère à Gatchina et à Pavlovsk, des policiers parcouraient les rues, arrachant aux passants les chapeaux ronds et mettant ces coiffures en pièces, coupant les revers des fracs, des redingotes et des manteaux. Un neveu de l'ambassadeur d'Angleterre, Whitworth, jeune homme très élégant, n'aurait lui-même pas été épargné (2).

(1) Prince A. CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 126-127; SABLOUKOV, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 227 et suiv.; F.-N. GALITZINE, « Mémoires », *Archives russes*, 1874, p. 1306-1317; « Prince S. Poniatowski », dans *Revue d'hist. diplom.*, 1895, t. IV, p. 528; DE SANGLÈNE, « Mémoires inédits » (fragments), *Antiquité russe*, 1882, t. II, p. 475; ROUNITCH, « Mémoires », *Revue russe*, 1890, t. VIII, p. 654; A.-R. VORONTSOV, « Mémoires », *Archives russes*, 1883, t. II, p. 236; Mme TOUTCHKOV, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1890, t. X, p. 2.

(2) Dépêche de l'envoyé de Saxe, Völkersahm, chez SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 361; A. CZARTORYSKI, *loc. cit.*, t. I, p. 141; RIBEAUPIERRE, « Mémoires », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 480.



Mais le changement ne s'arrêtait pas aux détails de toilette. « Non seulement notre maison sur la *Tchernaïa-Riétchka*, mais tout Pétersbourg et toute la Russie ont été retournés sens dessus dessous », assure Gretch (1), et les esprits délicats recevaient avec plus de chagrin l'impression d'un bouleversement moral. « Frappant tout et atteignant les parties les plus insignifiantes de la vie, dit encore Sabloukov, le despotisme se faisait sentir d'autant plus douloureusement qu'il succédait à une liberté personnelle, relativement très grande. » Pour qualifier le nouveau régime, on disait tout haut : « Renaissance » ; à demi-voix : « Règne du pouvoir, de la force et de la peur » ; et tout bas, entre quatre yeux : « Une éclipse du soleil (2). »

Ces indications ne peuvent être accueillies sans réserve. Le bouleversement qu'elles revêtent de couleurs trop vives n'a été, en réalité, ni aussi brusque, ni aussi complet. L'oukase interdisant les chapeaux ronds, les bottes à revers, les pantalons longs, les souliers à lacets, et imposant, comme tenue réglementaire, le tricorne, la coiffure *en arrière*, avec poudre et tresse ou cadenette, les souliers à boucle, la culotte, le col droit, etc., n'a été publié que le 13 janvier 1797 (3) et Catherine avait déjà, dans le même esprit, proscrit à plusieurs reprises le port des « grosses cravates cachant le menton (4) ». La « liberté personnelle », dont elle laissait jouir ses sujets, avait aussi des limites passablement étroites. D'autre part, si le parti pris de défaire tout ce que sa mère avait fait s'accusa plus tard chez lui jusqu'à l'outrance, Paul mit quelque retenue à s'en laisser inspirer et observa d'abord certains ménagements. Il fut, au premier moment, trop pressé de jouir du pouvoir conquis et trop heureux aussi de sa possession, pour en abuser.

Satisfait de quelques exécutions que motivaient des ran-

(1) *Mémoires*, p. 105.

(2) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 91.

(3) « Pouparev », dans *Antiquité russe*, 1870, t. III, p. 532 et suiv. — Pour l'application de l'oukase en province, voy. « Riépinski », même recueil, 1883, t. XL, p. 152.

(4) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 85.

cunes personnelles particulièrement vives, il commença même par confirmer dans leurs emplois la plupart des hauts fonctionnaires et officiers de la cour qu'il parlait naguère de chasser à coups de fouet. Laissant le vieil Ostermann à la direction nominale des Affaires étrangères que Catherine avait exercée en fait dans les derniers temps, en collaboration avec Bezborodko, Markov et Zoubov, il poussa le respect des situations acquises jusqu'à élever ce diplomate usé au rang de chancelier. Markov seul fut congédié dans ce département, et, à la cour, le maréchal de cour Kalytchov, plus tard envoyé à Paris, partagea la disgrâce de Bariatinski.

Très peu nombreuses à la première heure, les mises en congé eurent pour cause principale la nécessité de faire place aux serviteurs et amis du nouveau souverain. Avec Araktchéiev, nommé commandant de Saint-Pétersbourg et gratifié du beau domaine de Grouzino qu'il devait rendre célèbre plus tard, Koutaïssov ne fut pas oublié, bien entendu. Au rang de maître de la garde-robe il joignit la direction du personnel domestique de la cour.

Dans les papiers de l'impératrice, Paul avait trouvé une liste de promotions, préparée pour le 1er janvier. Il n'y changea rien. Le Courlandais von der Hoven y figurait comme sénateur. Paul ne pouvait le souffrir. Il ne lui adressa jamais la parole, mais le laissa entrer dans la haute assemblée (1).

Le personnel domestique de Catherine fut plus maltraité. Ses deux valets de chambre préférés encoururent, l'un, Zakhar Zotov, — « Zakharouchka », — un internement à la forteresse de Saint-Pierre-et-Paul, où il devint fou, l'autre, Sekretarov, un exil à Orenbourg. Catherine avait recueilli ce second serviteur dans la succession de Potemkine, et, partageant la disgrâce du valet, deux anciens secrétaires du prince de la Tauride, Popov et Garnovski, furent exclus du service. Le nouveau souverain ne put même prendre sur lui d'épargner le confesseur de l'impératrice, le Père Savva,

(1) Heyking, *Aus den Tagen Kaiser Pauls*, p. 19.



qu'elle avait voulu lui imposer aussi. Traduit en justice et acquitté, ce prêtre fut mis d'office à la retraite et renvoyé en province. Paul lui fit servir cependant une pension de 6 000 roubles.

Il ne se montra pas moins généreux avec la première femme de chambre de la défunte, Marie Savichna Piéré-koussikhina; avec son cafetier, Ossip Moïssiéiev (1). Dans sa joie, il était encore plus porté à donner qu'à frapper. Faveurs, distinctions et récompenses tombaient sur ses sujets « non plus en pluie, mais en averse », selon l'expression de Rogerson (2). Il donnait à ceux même qu'il frappait et, par exemple, non seulement 150 000 roubles à Alexandre Kourakine, un ami de la veille, pour le payement de ses dettes, mais 100 000 à Markov et autant à Popov, pour un achat de maisons. En trois semaines, il aura ainsi dépensé plus d'un million (3)! Les allocations de terres par milliers de diéssiatines, opérées en même temps, dépassaient encore cette proportion (4), et quant aux décorations, Paul ne les distribuait pas, il les *dispersait,* selon la parole d'un contemporain. Il prétendait en donner à qui même n'en voulait pas et se brouillait, pour cette raison, avec le métropolite de Moscou, son ancien aumônier (5).

Comme de libéralité, il usait aussi de clémence, avec le souci très apparent de faire partager son bonheur, de se faire aimer. Mise en liberté de tous les citoyens détenus à la « chancellerie secrète »; amnistie générale accordée à tous les fonctionnaires se trouvant sous le coup de poursuites judiciaires, sauf inculpation pour des crimes graves, meurtre ou vol des deniers publics (6). Avec Novikov, Radichtchev, — l'auteur

(1) *Antiquité russe,* 1872, t. VI, p. 87-88; 1873, t. XII, p. 494; 1874, t. XI, p. 154; *Archives russes,* 1878, t. II, 232; « Korsakov », dans *Messager historique,* 1896, t. LXVI, p. 937-938.

(2) *Archives Vorontsov,* t. XXX, p. 76.

(3) « Mourzakiévitch », dans *Antiquité russe,* 1873, t. VIII, p. 98 et suiv.

(4) Même recueil, 1873, t. VII, p. 495-496.

(5) *Archives russes,* 1864, 2e édit., p. 697; 1876, t. V, p. 81; 1877, t. II, p. 274; 1883, t. III, p. 124.

(6) Oukase du 16 novembre 1796, numéro 17556.

célèbre du *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou,* — est rappelé d'exil. Le 19 novembre 1796, mise en liberté encore des Polonais, emprisonnés à Saint-Péterbourg depuis la dernière guerre d'indépendance, ou employés aux travaux du port de Rogerwick (1).

Au témoignage de Rogerson (2), traitant avec distinction le glorieux vainqueur de Maciejowice, « cette bète de Kosciuska », comme elle disait néanmoins avec un mépris contradictoire, Catherine se proposait elle-même de relâcher prochainement le héros, et la prison qu'elle voulait ouvrir ne ressemblait guère à la sombre casemate que montrent les lithographies du temps. L'ex-dictateur occupait un appartement au rez-de-chaussée du plus bel hôtel de la capitale, le fameux *Palais de marbre.* Mais Paul avait à cœur de faire mieux. En compagnie de son fils Alexandre, il voulut annoncer lui-même au héros polonais la décision prise en sa faveur. Depuis longtemps, il déplorait sa douloureuse destinée et se félicitait de pouvoir enfin l'alléger.

L'entrevue fut émouvante. Kosciuszko s'inquiétant du sort de ses compagnons de captivité, Alexandre l'embrassa à plusieurs reprises en pleurant et Paul partagea cet attendrissement, en se laissant aller, s'il faut en croire l'un des captifs, Niemcewicz, à son intempérance de langage coutumière.

— « Je sais que vous avez beaucoup souffert, que vous avez été longtemps maltraité; mais, sous le dernier règne, tous les honnêtes gens l'étaient, moi le premier. Mes ministres se sont catégoriquement opposés à votre libération. J'étais seul de mon opinion et je ne sais comment elle l'a emporté. En général, ces messieurs désireraient me mener par le nez ; malheureusement, je n'en ai pas... »

Ce disant, il se passait la main sur la figure.

— « Vous êtes libre, mais promettez-moi de rester tranquille... J'ai été toujours contre le partage de la Pologne : c'était un acte aussi injuste qu'impolitique; mais il est con-

(1) *Recueil complet des lois,* numéro 17585.
(2) *Archives Vorontsov,* t. XXX, p. 79.

sommé. Pour rétablir votre pays, il faudrait le consentement de trois puissances. Y a-t-il la moindre probabilité que l'Autriche et surtout la Prusse rendent leur part? Dois-je tout seul perdre la mienne, m'affaiblir tandis qu'ils se sont renforcés...? »

Kosciuszko paraît avoir fait preuve, dans cette circonstance, d'autant de sagesse que de dignité. Il exprima le désir de se rendre en Amérique et en eut la permission. Comblé d'égards auxquels se joignaient quelques présents offerts de la manière la plus délicate, il ne crut pas devoir les refuser. Il accepta ainsi une berline de voyage commandée pour lui, du linge de table, de la vaisselle, une belle pelisse de zibeline, voire une somme d'argent — 60 000 roubles d'après les sources russes et 12 000 seulement d'après les sources polonaises — en échange d'une terre mise d'abord à sa disposition. Marie Féodorovna y ajouta du sien. Dans sa captivité, le héros s'était plu à tourner de l'ivoire ou du buis. Elle lui donna un superbe établi de tourneur évalué à 1 000 roubles, ainsi qu'une collection de camées, œuvre de ses propres doigts. Il présenta, en retour, à l'impératrice une tabatière par lui façonnée, et on se sépara dans les meilleurs termes.

La suite fut moins plaisante. A Washington, en 1798, l'ex-dictateur apprit les triomphes des premières légions polonaises sous le drapeau français. Il se vit en passe de reprendre le commandement d'une armée et de combattre encore pour l'indépendance de sa patrie. Il s'embarqua sur le premier vaisseau en partance pour l'Europe, et, arrivé à Paris, il renvoya à Paul l'argent reçu. Ce n'était ni nécessaire, ni même logique, puisqu'il gardait la pelisse et le reste. Le geste inutile se trouvait en outre accompagné d'une lettre, dont on voudrait que les termes ne fissent pas tache sur cette noble mémoire. Le message commençait ainsi :

« Sire, je profite des premiers instants de la liberté dont je jouis sous les lois protectrices de la plus grande et de la plus généreuse nation, pour vous renvoyer le présent que



l'apparence de votre bonté et la conduite atroce de vos ministres m'ont forcé d'accepter... »

Il n'eut d'ailleurs pas le commandement espéré. La Prusse s'y opposa. Et il ne rendit pas l'argent. Par ordre du tsar la somme fut retournée et versée à la banque Baring de Londres pour le compte du glorieux soldat, qui n'en toucha pas les arrérages, mais en disposa dans son testament (1) !

L'incident était, hélas ! pour confirmer Paul dans les idées que nous lui connaissons sur les hommes et la meilleure façon de les traiter. Mais sa propre générosité n'y avait pas été non plus pure de tout alliage. L'esprit mal réfléchi de critique rétrospective y tenait une grande place, comme des rigueurs injustifiées, ou tout au moins excessives, et des vindictes mal inspirées se mêlaient déjà aux autres témoignages de sa magnanimité ou de sa munificence. Et ce dernier trait n'allait pas tarder à s'accuser plus fortement.

IV

Dans le manifeste de son avènement, le successeur de Catherine n'avait pas suivi les suggestions vitupératives de Pierre Panine. Par contre, le 27 janvier 1797, il ordonna d'enlever dans les registres de l'année 1762 (*Oukaznyïa Knigi*) les pages contenant le manifeste d'avènement de la défunte souveraine, ainsi que les autres publications officielles se rapportant au coup d'État de juin (2). Dès la première heure aussi la révocation des ordres donnés par Catherine en sep-

(1) Niemcewicz, *Notes sur ma captivité*, p. 180-182 ; Sanglène, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 482-483 ; « Pouparev », *Antiquité russe*, 1873, t. VIII, p. 99 ; même recueil, 1882, t. XXIV, p. 242 ; K(orzon), *Biogr. de Kosciuszko*, p. 479, 504 et suiv. — Au sujet du partage de la Pologne, le prince S. Poniatowski prête les mêmes propos à Paul, voy. *Revue d'hist. dipl.*, 1894, t. IV, p. 523.

(2) *Recueil complet des lois*, numéro 17159, et *Antiquité russe*, t. VII, p, 497.



tembre 1796 pour une nouvelle levée de recrues; le rappel de l'armée envoyée en Perse ; le rétablissement en Livonie et en Esthonie des anciennes institutions locales, supprimées par l'impératrice, marquèrent un revirement décisif dans la politique intérieure et extérieure de l'empire. En Perse, Paul voulut, en outre, que, précipitamment exécutée, la retraite du corps expéditionnaire s'opérât *à l'insu du commandant en chef,* qui était Valérien Zoubov, un autre frère de l'ex-favori et qui faillit ainsi être enlevé par les Persans. Pour avoir réussi à prévenir cette catastrophe, l'ataman cosaque, Platov, encourut un internement à la forteresse (1). Mais le souci de prendre revanche du coup d'État qui l'avait dépouillé, comme il persistait à le croire, prima bientôt tout autre dans l'esprit de Paul.

Avant d'arriver aux représailles, il commença encore, sur ce point, par des réparations, rappelant à Saint-Pétersbourg et comblant d'honneurs et d'égards les compagnons disgraciés de Pierre III, les officiers qui, en 1762, avaient pris parti pour l'empereur. « De tous les coins de l'empire, ainsi qu'au jour de la résurrection, paraissaient des vieillards civilement morts depuis trente-cinq ans », dit Golovkine. Et cependant, toujours inconséquent, après avoir eu un moment l'air de le menacer, Paul traitait avec une faveur marquée « l'homme du 28 juin », Alexis Orlov. Il allait bientôt l'exiler, mais en attendant, au cours de novembre 1796, le journal de cour indiquait, à deux reprises, la présence de ce convive à la table impériale, où les invités demeuraient rares, à cause du deuil.

Mais quels étaient au juste les sentiments de Paul à l'égard de ce père, dont il faisait mine d'honorer et de venger la mémoire? Nous savons qu'il ne se croyait seulement pas (ou ne se disait pas) sûr d'avoir à reconnaître en lui l'auteur de ses jours. Quelques mois plus tard, il engageait l'ex-roi de Pologne, Poniatowski, à fixer sa résidence à Saint-Péters-

(1) Tourguéniév, « Mémoires », même recueil, 1885, t. XLVIII, p. 57.

bourg ; il le recevait à dîner, et, si nous devons en croire le neveu du roi, au dessert, lui baisant les mains, il le pressait d'avouer qu'il pouvait se dire son fils. Quant à Pierre III, c'était « un ivrogne incapable de régner (1) ».

La véracité de ce récit est à peine admissible ; mais le vrai, dans la pensée de Paul, se laisse difficilement démêler jusque dans cette célèbre mise en scène du double enterrement de Catherine et de son mari, dont les détails macabres sont trop connus (2) pour qu'il soit nécessaire de les reproduire ici. Rastoptchine veut que l'idée en ait été suggérée à Paul par Plechtchéiev, que la haine inspirait, tandis que, sous l'influence des idées mystiques entretenues chez lui par ce même ami, Paul entendait, au contraire, réaliser ainsi, dans la mort, la réconciliation des deux auteurs de ses jours que la vie avait armés l'un contre l'autre (3). Il convient d'observer que, par la volonté de Catherine, Pierre III avait reposé jusque-là non dans l'hypogée commun des souverains russes, à la forteresse de Saint-Pierre-et-Paul, mais à l'église de Saint-Alexandre Nevski. En réunissant donc les deux cercueils, Paul pouvait n'avoir d'autre intention que de remettre les choses dans l'ordre.

Auteur d'une gravure allégorique représentant la cérémonie funèbre et dédiée à Paul, un artiste français, A. Anselin, a vu, cependant, là une apothéose de Pierre III, « pour la joie du peuple russe et l'effroi d'Alexis Orlov ». L'« assassin » figurait, en effet dans le cortège, portant la couronne que le mari de Catherine n'avait pas eu le temps de ceindre officiellement et dont Paul tenait à le coiffer au tombeau, avec toute la pompe usuelle. Mais, succédant de près aux invitations à dîner que nous savons, la fonction pouvait passer pour honorifique.

(1) S. Poniatowski, « Souvenirs », *Revue d'hist. dipl.*, 1895, t. IV, p. 528. Cf. Golovkine, p. 138.

(2) Voy. Schilder, *Paul Ier*, p. 305, d'après le *Journal de Cour*. Description plus détaillée dans *Archives russes*, 1871, p. 2066. Cf. au même recueil, 1872, p. 147, le récit de Loubianovski.

(3) Même recueil, 1875, t. III, p. 78, et *Archives Vorontsov*, t. XXVI, p. 502.



Un second dessin d'Anselin : « La réception de Pierre III aux Champs-Élysées », montre Orlov et Bariatinski en prise aux morsures des vipères. Mais, sous le burin de Walker, reproduisant à la même époque un tableau de Louise Peron La Broué, l'apothéose est double comme l'enterrement : Catherine y paraît associée à son époux.

Assez vraisemblablement, Paul ne réussissait pas lui-même à préciser le sens des manifestations qu'il ordonnait, et, figurant dans celle-ci, Alexis Orlov ne fit que risquer une bronchite. Il gelait à pierre fendre. Il reçut ultérieurement l'ordre d'aller à l'étranger, mais put y attendre paisiblement l'avènement d'Alexandre, en menant une existence fastueuse. En 1798, se trouvant à Carlsbad, il célébra le jour de nom de Paul par une fête brillante, dont une lettre affectueuse du souverain le remercia (1).

Plus singulière encore paraît la conduite de celui-ci à l'égard de Platon Zoubov. Jusqu'au 6 décembre 1796, l'ex-favori ne fut pas seulement maintenu dans son emploi de grand maître de l'artillerie, où il n'avait pas la moindre compétence, mais traité de la façon la plus bienveillante. Deux de ses secrétaires, Altesti et Gribovski, disparaissaient bien dans les cachots (2) ; mais, en même temps, Paul s'occupait de donner une demeure confortable à leur maître. S'il lui faisait quitter son appartement du Palais d'Hiver, pour y installer Araktchéiev, une maison, achetée et luxueusement meublée par le souverain, était aussitôt offerte au locataire évincé. Paul alla y rendre visite au nouveau propriétaire, en compagnie de Marie Féodorovna, et cette pendaison de crémaillère affecta le caractère de la plus grande cordialité. On but du champagne.

— Qui se souvient du passé mérite de perdre un œil! dit Paul, en citant un proverbe russe.

Levant son verre, il ajouta :

— Autant de gouttes il contient, autant je vous souhaite de prospérités.

(1) Seliseukov, *Mémoires*, t. I, p. 55-56.
(2) *Antiquité russe*, 1876, t. III, p. 709-710.

Puis, s'adressant à l'impératrice :

— Buvez jusqu'à la dernière goutte!

En même temps, il vidait son verre et le brisait. Zoubov tombant à ses pieds, il le releva, répétant : « Qui se souvient du passé... »

On servit le thé.

— Versez! dit Paul à Marie Féodorovna. Il n'a pas de maitresse de maison (1).

Quelques semaines plus tard, l'objet de ces démonstrations amicales était mis en congé, encourait ultérieurement des poursuites judiciaires, et, le 3 février 1797 enfin, recevait l'ordre de passer la frontière (2). La raison de ce brusque revirement? Il est assez difficile de l'apercevoir dans certaine affaire de fusils, dont nous avons connaissance (3) et où le grand maitre de l'artillerie aurait fait preuve de négligence coupable. Pour savoir à quoi s'en tenir sur les capacités administratives de l'ex-favori, Paul n'avait assurément pas besoin de cette expérience. L'explication de Masson paraîtrait à première vue plus satisfaisante : « Ayant mesuré son homme, l'empereur jugea qu'il n'en avait rien à craindre. » Mais Paul allait prouver très prochainement qu'il était incapable de mettre dans ses actions autant d'esprit de suite et de calcul.

Au même moment, il entrait en conflit avec un autre homme, dont l'hostilité, ainsi décidée, devait lui être fatale. Passant par Riga, Zoubov y rencontra des préparatifs faits pour la réception de l'ex-roi de Pologne. L'auguste voyageur se trouvant en retard et les bourgeois de la ville ne voulant pas perdre leurs frais, l'ex-favori, qu'un train royal accompagnait, reçut les hommages d'une garde d'honneur établie devant l'*Hôtel des Têtes-Noires* et y mangea le dîner du souverain détrôné (4). Instruit de l'incident, Paul adressa au

(1) Kotloubitski, « Récits », *Archives russes*, 1866, p. 1313.

(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 315.

(3) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 243; Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 359.

(4) Seume, *Briefe*, p. 74.



gouverneur de la province, baron von der Pahlen, une lettre d'invectives, dont le gouverneur militaire de la ville, Christophe de Benckendorf — l'époux de la « chère Tilly » — dut recevoir sa part : « Je suis étonné de toutes les lâchetés dont vous avez fait preuve à l'occasion du passage du prince Zoubov à Riga », écrivait le souverain. Pahlen était en outre mis à la retraite (1).

Au même moment encore, on posait les premières pierres du Palais Michel, où le gouverneur révoqué allait venger l'injure reçue.

Cependant, promu depuis l'avènement de Paul au rang de grand écuyer et décoré du cordon bleu, le frère de l'ex-favori, Nicolas, gardait l'un et l'autre. Peut-être le nouveau tsar récompensait-il ainsi la joie que le géant lui avait donnée au moulin de Gatchina, en le libérant de sa première angoisse. D'une manière générale, en effet, le mois de décembre 1796 marque, de sa part, un glissement très prononcé sur la pente naturelle de son caractère ombrageux et vindicatif. Le 4 du mois, par l'intermédiaire du commandant militaire de Moscou, Ismaïlov, la princesse Dachkov reçoit l'ordre de se rendre dans sa terre de Troïtskoïé, du gouvernement de Kalouga, et d'y « méditer les souvenirs de 1762 ». Elle n'y est pas plus tôt arrivée qu'un nouvel oukase la renvoie, par un froid terrible, en simple *kibitka*, à Korotova, terre appartenant à son fils dans la partie septentrionale du gouvernement de Novgorod et ne possédant aucune maison d'habitation.

Réduite à se loger dans une cabane de paysans, la pauvre femme y eut, pour toute distraction, le spectacle lugubre de nombreux convois emmenant en Sibérie d'autres exilés. Un jour, elle reconnut parmi eux un parent éloigné, dont l'aspect la pénétra de pitié et d'effroi. Il tremblait de tout son corps, parlait avec difficulté et son visage se contractait douloureusement.

— Vous êtes malade ?

(1) *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 444 ; 1907, t. LXXXIX, p. 280.



— Pas plus que je ne le serai vraisemblablement toute ma vie.

Officier de la garde et accusé avec quelques-uns de ses camarades d'avoir tenu des propos offensants pour le nouvel empereur, le malheureux sortait, les membres disloqués, des chambres de torture.

La princesse se tira de sa disgrâce avec moins de dommage. Dès le mois de mars suivant, une lettre que Marie Féodorovna et Mlle Nélidov eurent l'idée de faire présenter au souverain par le dernier-né de ses fils, Nicolas, valait à l'ancienne amie de Catherine la permission de revenir à Troïtskoïé (1). Mais, rigueur ou clémence, nulle logique ne se laisse encore discerner dans aucune des décisions de Paul se rapportant au même ordre de faits. Dans Platon Zoubov avait-il, après réflexion, frappé l'amant de sa mère et un des représentants les plus haïssables, à coup sûr, du favoritisme, de ses scandales et de ses abus (2)? Presque à la même heure, il accordait le titre de comte non pas seulement à Dmitriév-Mamonov, autre favori, qu'il avait toujours distingué et auquel il savait gré peut-être des infidélités dont Catherine avait eu à souffrir de sa part, mais encore à Zavadovski, que, dans le même emploi, rien n'avait pu recommander à sa bienveillance. Par contre, en 1799, il exila de Moscou à Saratov, sans aucun motif apparent, le beau Korsakov que la comtesse Stroganov et d'autres rivales avaient cependant disputé non moins victorieusement à l'affection de l'impératrice (2).

Des amours coupables de Catherine un autre témoignage vivant restait. Il s'en était fallu de peu qu'épousant Grégoire Orlov, en 1764, Catherine ne fût au moins tentée de substituer le fils qu'elle avait de lui au fils de Pierre III, — ou de

(1) Princesse DACHKOV, « Mémoires », *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 263, 319 et suiv.; « Correspondance », même recueil, t. V, p. 239 et suiv; LOUBIANOVSKI, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 153-154; cf. *Messager historique*, 1882, t. IX, p. 673-675. — La princesse Dachkov indique à tort le grand-duc *Michel* comme ayant participé à sa rentrée en grâce : il n'était pas né.

(2) Voy. grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *Portraits russes*, t. I, numéro 86.



Saltykov, — comme héritier du trône. Ce rival, Alexis Bobrinski, était, en outre, un fort mauvais sujet. Le nouveau souverain n'eut, cependant, rien de plus pressé que de le faire revenir de Livonie, où il expiait de nombreuses peccadilles. Il le reçut à bras ouverts, le fit dîner à sa table, lui donna, dès le 12 novembre 1796, le titre de comte, une maison, des terres, le grade de général-major avec le commandement du quatrième escadron des gardes à cheval et le cordon de Sainte-Anne. A une réception de cour, il le traita publiquement en frère. Un mois plus tard, à la vérité, il l'avait oublié, et, assagi depuis son mariage récent avec la fille du commandant de Revel, Anne Ungern-Sternberg, Alexis alla végéter en province (1).

L'activité de Paul ne se montra cependant pas, à ses débuts, bornée à de telles, plus ou moins innocentes, fantaisies.

V

L'armée eut les prémices de l'œuvre réformatrice pour laquelle il croyait s'être plus que suffisamment préparé. A la revue du régiment des gardes *Ismaïlovski* passée le lendemain de l'avènement, les officiers durent paraître déjà en « tenue de Gatchina ». Grand embarras! Où trouver les hautes cannes d'ordonnance et les gants à « pavillon » *(s rastroubami)*, qui en faisaient partie? Les magasins étaient fermés (2). Il fallut bien pourtant s'arranger pour obéir à la consigne. Mais ce n'était que l'avant-goût du coup de théâtre depuis longtemps médité par le nouveau souverain.

(1) *Archives russes*, 1899, t. I, p. 240 et suiv.; grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. II, numéro 4.

(2) Komarovski, « Mémoires », *Messager historique*, 1897, t. LXIX, p. 341-342.

Il ne donna à la revue qu'une attention distraite, tout entier à son armée de Gatchina, qui, appelée en corps à Saint-Pétersbourg, devait ce jour même y faire une entrée solennelle. Quand, devançant ses camarades, le lieutenant Ratkov vint annoncer qu'ils étaient aux portes de la ville, Paul l'embrassa et le messager s'en retourna avec la croix de Sainte-Anne au cou. Le « prétendant » avait déjà, en grand mystère, distribué cette distinction à nombre de ses Gatchinois, leur en faisant porter les insignes sur la garde de leur épée et « en dedans », pour qu'elles fussent moins visibles. Il y paraissait néanmoins, mais Catherine fermait les yeux. La faveur du maître allait maintenant éclater au grand jour.

Réunissant ces troupes devant le Palais d'Hiver, Paul les remercia en termes émus pour leurs fidèles services et leur annonça la récompense qu'il leur destinait : officiers et soldats entreraient tous dans la garde, dont les cadres subiraient le remaniement nécessaire. En outre, les officiers antérieurement décorés de l'ordre de Sainte-Anne recevraient mille et les autres cinq cents *âmes*, chacun. A l'expiration de leur temps de service, réduit pour eux de vingt-cinq à quinze ans, les simples soldats auraient droit eux-mêmes à des allocations de terre : quinze diéssiatines par tête, dans le gouvernement de Saratov (1).

Ainsi, introduits dans un corps privilégié, les nouveaux venus y apparaissaient nantis en surcroît d'un privilège particulier et exorbitant. En outre encore, combinée avec un ensemble de mesures réorganisatrices qui affectaient l'armée entière dans sa structure intime et sa constitution morale, cette préférence s'accompagnait de marques de dédain et de procédés injurieux dont tous les autres corps de troupes devenaient l'objet. Inspectant le régiment glorieux d'Ékatiérinoslav, Araktchéiev n'allait-il pas prochainement insulter ses drapeaux, illustrés dans les guerres de Turquie : il les appelait « jupons de Catherine (2) » !

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 19696.
(2) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 288.



Les vétérans de toutes armes en furent indignés; mais la garde ressentit plus douloureusement encore l'infusion d'éléments hétéroclites et en grande partie allogènes qui lui était imposée. Elle comprenait cent trente-deux officiers appartenant à la meilleure noblesse russe et les nouveaux venus étaient pour la plupart des Allemands ou des Petits-Russiens de basse extraction. Elle devait se plier en même temps à un changement complet de régime : Paul entendait que, réduit depuis longtemps à des fonctions d'apparat, son service redevînt effectif, la ramenant dans le rang, l'astreignant à toutes les corvées du métier.

Il n'avait pas tort; mais, trop radicale dans la conception et exécutée sans aucun ménagement, la réforme serrait le nœud tragique, qui devait, quatre années plus tard, étrangler son auteur. Elle avait aussi pour effet de créer immédiatement un foyer d'opposition au nouveau régime, qui par ailleurs même était loin de recueillir une adhésion unanime.

Tombant en rosée bienfaisante sur l'effarement du premier jour, les faveurs et les largesses du lendemain tendirent bien à réconcilier les esprits; mais en même temps les allures brusques, les caprices et les bizarreries du nouveau maître travaillaient à les déconcerter. Paul se montrait accessible aux plaintes et prompt justicier, moyennant quoi, en des poèmes que lisait le jeune Bouténiév, auteur plus tard de mémoires intéressants, on célébrait « le Titus russe (1) » ; mais d'aucuns exprimaient déjà l'appréhension que Titus ne tournât au Néron. De Londres, si sévère plus tard pour Paul, Simon Vorontsov applaudissait aux premiers actes du souverain. Il se défendait, cependant, de venir les admirer de près. « Je ne suis plus en état de santé à figurer, à la gelée et à la pluie, aux parades militaires. Je crèverais à la peine... (2). »

Ces hésitations du sentiment public trouvent une expression fidèle dans les dépêches de l'envoyé anglais à Saint-Pétersbourg, Whitworth. A la date du 26 novembre, il

(1) Bouténiév, « Souvenirs », *Archives russes* », 1881, t. III, p. 12.
(2) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 3, 7.



déclare que, tout en indisposant contre lui quelques personnes, Paul recueille, depuis son avènement, les suffrages de la majorité. Le 5 décembre suivant, l'ambassadeur devient beaucoup moins affirmatif : la multiplicité des oukases se succédant d'heure en heure trouble, dit-il, et alarme l'opinion (1).

Il convient de noter, à la vérité, qu'entre les deux bulletins, une note d'Ostermann a enlevé à l'auteur de ces rapports l'espoir d'une adhésion de Paul aux projets de coopération militaire anglo-russe, négociés avec Catherine.

Mais, d'autre part, Catherine ne laissait pas que des regrets. Le jour même de son enterrement, l'envoyé prussien Tauentzien pouvait, sans risque d'une trop visible offense à la vérité, envoyer ce rapport : « Le public se livre à une joie et à un contentement incroyables. Le règne de l'immortelle Catherine, dépouillé du fantôme de gloire et de grandeur qui l'entourait, ne laisse véritablement qu'un empire malheureux et un gouvernement vicieux dans toutes ses branches (2). »

Tauentzien avait des raisons particulières pour ne pas goûter un gouvernement qui avait rendu la Russie l'alliée de l'Autriche. Aux yeux même, pourtant, des observateurs dépourvus de partialité, si prestigieux qu'il fût, ce règne ne dissimulait pas, derrière une façade brillante, de multiples et grandes misères : épuisement des finances par les guerres incessantes qui y creusaient un gouffre constamment approfondi; corruption des mœurs administratives, développée par l'impunité assurée aux déprédations des favoris; énervement de la discipline dans l'armée, où dépouillant de plus en plus toutes les vertus militaires, la garde donnait le ton. Que Tauentzien ou Paul lui-même missent de l'exagération dans leurs jugements sur la valeur et la solidité de l'édifice politique, objet de leurs critiques, le fils de Catherine allait en fournir la preuve, en soumettant cet héritage à l'épreuve de ses extravagances. Justifiant l'effort rénovateur du nou-

(1) *Record Office, Russie,* vol. XXXV, numéros 60 et 62.
(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 308.



veau règne, le bilan du passé légitimait néanmoins le désir et l'espoir d'un meilleur avenir. D'où certaines manifestations d'enthousiasme, qui, isolées dans la capitale, paraissent en province avoir pris plus d'ampleur. Mais, là encore, l'exaltation de la première heure se trouvait promptement refroidie par l'apparition, de plus en plus fréquente, de courriers impériaux, porteurs d'ordres où les vertus présumés du « Titus russe » recevaient un cruel démenti (1), et au couronnement du nouveau souverain, il ne devait plus rester grand'chose nulle part des illusions un instant entretenues.

VI

Paul n'avait garde d'oublier les conseils de Frédéric, dont son père n'avait pas tenu compte, quand il tarda à poser sur sa tête le diadème des tsars. Dès le 18 décembre 1796, un manifeste annonça le couronnement pour le mois d'avril suivant et, le 15 mars, Paul était déjà à Pétrovski, palais construit par Catherine aux abords de Moscou. L'usage voulait que les souverains fissent préalablement dans leur ancienne capitale une *entrée* solennelle, qui réclamait de longs préparatifs. Paul y employa deux semaines, ne se retenant pas, toutefois, d'aller tous les jours en ville, dans un incognito fictif, où il se faisait suivre par toute sa cour.

Le palais qu'il devait habiter en quittant Pétrovski n'était pas lui-même en état de le recevoir. Le vieux Kreml n'offrant pas d'appartement suffisamment spacieux, le souverain avait jeté son dévolu sur un hôtel que Bezborodko, grand amateur de constructions et d'installations luxueuses, venait de se bâtir dans un quartier excentrique au milieu d'un vaste parc. Le parc dut être sacrifié : Paul en réclamait la plus grande

(1) PICHTCHÉVITCH, *Autobiographie*, p. 226 et suiv.

partie pour la « place de parade », dont il ne pouvait se passer. En une nuit, les arbres séculaires tombèrent; mais Bezborodko s'arrangea pour se défaire de sa demeure ainsi enlaidie : il la céda au nouvel occupant, et ne perdit pas au marché.

L'entrée eut lieu le 27 mars, et le cortège mit huit heures à franchir les quelques verstes qui séparaient les deux résidences. Paul montait un vieux cheval blanc, dont le prince de Condé lui avait fait présent à Chantilly quinze ans auparavant et il obligeait tous ses hauts fonctionnaires et dignitaires à chevaucher derrière lui. La plupart étaient mauvais cavaliers, ou rendus par l'âge malhabiles à se tenir en selle, et l'ordonnance majestueuse du spectacle eut, paraît-il, à s'en ressentir (1).

Pour la cérémonie du couronnement, la tradition commandait quand même un séjour au Kreml, où la grande-duchesse Élisabeth « passa sa journée en grande robe, assise sur un coffre faute d'autre commodité » (2). La cérémomie eut lieu le 5/16 avril 1797 et les hommes de cour durent, ce jour-là, arriver au palais à cinq heures, les dames à sept heures du matin! Au manteau de pourpre traditionnel, Paul voulut que son costume ajoutât une *dalmatique,* vêtement des empereurs d'Orient assez semblable à une chape d'évêque. Il parait avoir sérieusement songé à s'attribuer, comme chef de l'Église nationale, les fonctions épiscopales. Il entendait officier, dire la messe et confesser sa famille, ainsi que ses fonctionnaires. Il s'était commandé des ornements d'une grande richesse et se serait même exercé aux détails du rituel, sans parvenir, cependant, malgré ses efforts, à quitter le ton du commandement militaire dans la récitation des textes sacrés. La résistance du Saint-Synode, invoquant adroitement un article des canons qui interdisait la célébration des saints mystères aux *prêtres remariés,* aurait eu seule raison de cette fantaisie (3).

(1) *Archives russes,* 1881, t. III, p. 12; *Messager historique,* 1897, t. LXIX, p. 347; *Antiquité russe,* 1882, t. XXXIII, p. 214.

(2) Comtesse Golovine, *Souvenirs,* p. 166.

(3) Golovkine, *la Cour,* p. 199; A. Galitzine, « Récits », *Archives russes,* 1886, t. III, p. 143.



Il se peut. En fait d'idées fantaisistes, Paul a reculé la limite des possibilités. Mais, quoi qu'on doive en penser, si le titre de « chef de l'Église » s'est trouvé dans la loi sur la dévolution du trône publiée à ce moment, il n'y a pas pris le caractère que des commentateurs mal avisés lui ont attribué depuis. Il était défini et par les lois organiques de Pierre le Grand, où il n'impliquait aucun droit d'intervention dans les questions de dogme, et par le contexte même de la nouvelle loi, qui ne permettait de l'entendre qu'au sens administratif. En fait, également, Paul n'a jamais cherché à étendre, sur ce point, sa compétence; de même que, contrairement à de faux rapports, en communiant pendant la cérémonie du couronnement, il n'a pas songé à s'administrer lui-même les espèces saintes. En franchissant la porte du sanctuaire, sur une observation de l'officiant, il consentait même à quitter son épée (1).

Mais il ne renonça pas au port de la *dalmatique*, même pendant les manœuvres et parades militaires, et, ajusté à son uniforme, superposé aux bottes fortes qui en faisaient partie, cet ornement, en velours grenat brodé de perles, produisait un effet qui se laisse deviner aisément (2).

Paul avait un goût prononcé pour le sublime et aucun sentiment du ridicule.

L'officiant fut le métropolite de Novgorod et de Saint-Pétersbourg, Gabriel (Petrov), auquel le souverain peut bien avoir destiné, comme on l'a supposé, la dignité de patriarche qu'il aurait songé à rétablir. Mais, homme simple et aussi modeste qu'érudit, le prélat encourut une disgrâce en 1799, pour avoir refusé la croix de Malte et une invitation à l'Opéra (3)! L'ancien aumônier de Paul, Platon, semblait, en cette qualité et comme métropolite de Moscou, naturellement désigné pour présider à la cérémonie. Mais il était déjà en défaveur.

(1) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 121-122.

(2) Snéguirev, *Vie du métropolite Platon*, t. I, p. 98; A. Galitzine, « Récits », *Archives russes*, 1886, t. III, p. 143.

(3) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. IV, numéro 73.

Se trouvant souffrant au moment de l'avènement, il avait tardé à répondre à l'appel du maître et s'était refusé ensuite à accepter l'ordre de Saint-André qu'il dut cependant revêtir, pour la circonstance, en officiant en second (1).

Pour la première fois dans l'histoire de Russie, deux personnes furent couronnées le même jour : l'empereur et l'impératrice, à qui Paul posa lui-même sur la tête un petit diadème.

Après l'accomplissement de tous les rites, il lut à haute voix, dans l'église, un *Acte de famille*, — celui-là même qu'il avait élaboré neuf ans auparavant avec la collaboration de Marie Féodorovna et qui réglait la dévolution du trône par ordre de primogéniture dans la ligne masculine. En même temps, étaient publiés : une *loi organique* sur la famille impériale, un *statut* qui réglementait l'institution des ordres impériaux, et un *manifeste* qui fixait à trois jours la corvée due par les paysans, en interdisant aux propriétaires de les faire travailler le dimanche. Procédant d'une inspiration généreuse, mais mal rédigé, ce dernier texte devait, nous le verrons, prêter aux plus fâcheuses interprétations.

Dans le statut relatif aux ordres, ceux de Saint-Georges et de Saint-Vladimir, institués par Catherine, se trouvaient passés sous silence. Sur les instances de Mlle Nélidov, un oukase, postérieurement rendu (le 14 avril), se référa à une *déclaration orale* que l'empereur aurait faite le jour du couronnement, mais que personne n'avait entendue Elle était censée avoir annoncé que, pour l'ordre de Saint-Georges, les choses restaient à l'état. L'ordre de Saint-Vladimir ne fut rétabli que sous Alexandre Ier (2).

En grand manteau royal, l'ex-roi de Pologne, Poniatowski, fut tenu d'assister au couronnement, et, la longueur du rituel l'inclinant à reposer un instant ses jambes goutteuses, un ordre de l'empereur le remettait debout. Comme tout l'en-

(1) Eugène, *Dictionnaire*, t. II, p. 179; Bantich-Kaménski, *Dictionnaire*, t. II, Supplément, p. 20; Snéguirev, *loc. cit.*, t. I, p. 94.

(2) Pour le couronnement, voy. *Recueil complet des lois*, t. XXIV, numéros 17906, 17907, 17909, 17910; Jmakine, dans *Antiquité russe*, 1883, t. XXXVII, p. 534 et suiv.



tourage du souverain, le souverain détrôné n'en fut pas quitte aussi pour cette seule journée de pompeuse et épuisante figuration. Deux semaines après, se succédant sans interruption, les cérémonies duraient encore et le neveu du roi s'en plaignant à l'un des ordonnateurs, il recevait cette réponse :

— Vous croyez en avoir trop ; *lui* n'en a jamais assez (1) !

Un jour après l'autre, entourés des grands-ducs et des grandes-duchesses avec leurs cours, l'empereur et l'impératrice employaient de longues heures à recevoir les baise-mains et les félicitations, Paul trouvant toujours, en effet, qu'il n'y en avait pas assez. Pour lui donner satisfaction, le maître des cérémonies, Valouiév, faisait repasser plusieurs fois les mêmes personnes, comme au théâtre. Mais l'impératrice se souvenait d'avoir entendu dire à Catherine qu'en pareille circonstance elle avait eu la main enflée, et, ne constatant aucune trace d'œdème sur la sienne, Marie Féodorovna se désolait (2).

Dans cette mise en scène fastidieuse, la seule partie que goûtassent les autres participants fut la lecture, faite pendant le dîner de gala, de certain gros cahier, objet d'une curiosité passionnée. Il contenait la liste des faveurs accordées par le souverain à cette occasion. On quitta la table avant que le lecteur eût fini. Bezborodko recevait le titre de prince et d'altesse sérénissime, le portrait du souverain dans un cadre de diamants, celui de l'impératrice dans une bague de grand prix et plusieurs dizaines de mille âmes. Koutaïssov devenait grand maître de la garde-robe. L'averse tournait à la cataracte (3).

Marie Féodorovna obtenait aussi sa part : Paul conférait à l'impératrice la direction générale des établissements d'éducation dans les deux capitales. Mais l'emploi de ces semaines

(1) Stanislas-Auguste, Journal inédit; S. Poniatowski (le neveu du roi), « Souvenirs », *Revue d'hist. dipl.*, 1859, t. IV, p. 529 ; Golovkine, *la Cour*, p. 140 et suiv.

(2) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 167; cf. Galitzine, « Récits », *Archives russes*, 1886, t. III, p. 143.

(3) Voy. la liste dans *Lectures de la Soc. d'hist. de Moscou*, 1867, t. I, p. 130-148 ; cf. Loubianovski, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 158 ; *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 372-373.



laborieuses ne se borna pas à un échange d'hommages et de largesses. Journellement aussi, l'empereur visita la « place de parade » et n'y montra qu'un visage irrité et menaçant. Déjà maltraité par Araktchéiev, parce qu'il avait appartenu à Potemkine, le régiment des cuirassiers d'Ékatiérinoslav se trouvait là et eut à se ressentir particulièrement des dispositions peu bienveillantes du maître. Tourguéniev y servait. L'appelant après une manœuvre, Paul, sans mot dire, lui pinça le bras, non par manière de caresse, comme « le petit caporal » devait quelques années plus tard tirer les oreilles de ses grenadiers, mais avec l'intention bien marquée de faire mal. L'étreinte se prolongeant, le jeune cornette en eut les larmes aux yeux, tandis que, se tenant derrière l'empereur en compagnie d'Araktchéiev, le doux Alexandre pâlissait. Enfin, Paul parla :

— Dites dans votre régiment, d'où la nouvelle se répandra, je l'espère, plus loin, que je ferai sortir de vous l'esprit de Potemkine. Je vous enverrai dans un lieu où les corbeaux ne retrouveront pas vos os !

Les camarades de Tourguéniev devaient, au cours des années suivantes, entendre souvent cette menace.

Pour le moment, satisfait de l'effet produit, Paul lâcha sa victime ; mais, tournant rapidement sur les talons, le cornette eut encore la malchance d'accrocher avec son sabre les jambes de son bourreau et, pour le coup, il se crut perdu. Sans broncher cependant, il s'éloigna au pas de parade et, à sa grande surprise, au lieu du rugissement qu'il attendait, la voix de l'empereur, subitement radoucie, lui envoya dans le dos — un compliment :

— Bon officier ! Fameux officier (1) !

Vrai ou imaginé, le trait correspond bien aux inspirations et aux procédés que Paul allait mettre en œuvre dans l'exercice de ce pouvoir, auquel il venait de donner la consécration suprême.

(1) Tourguéniev, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1885, t. XLVIII, p. 70-71.



CHAPITRE V

AU POUVOIR. — IDÉES ET PROCÉDÉS

I. L'effort d'imitation. Versailles et Potsdam. Le souci du rôle et la préoccupation de l'effet. Mises en scène et coups de théâtre. — II. Le travail de l'empereur. Préoccupation d'infaillibilité et supercherie. Le gouvernement direct. La boite aux dénonciations. Incapacité et fantaisie. Accès de bonhomie et emportements furibonds. « Ordre, contre-ordre et désordre. » Minutie et puérilité. Violences et repentirs. — III. Paul entreprend trop. Il se perd dans les détails. Exigences excessives et procédés insultants. « Dourak! » La leçon de Catherine. L'appel à la presse. Paul et Frédéric. Le modèle et la copie. — IV. Régime policier. Le cabinet noir. L'abus de la réglementation. Xénophobie et prophylaxie politique. Paul comme censeur littéraire. Conception patriarcale de son rôle. Le diner de la baronne Stroganov. Les consignes et leur application. Le comte Pahlen « lave la tête » de la princesse Galitzine. — V. Le libéralisme de Paul. Ce qui en reste. Les bureaux de censure. L'affaire du pasteur Seider. Les idées réformatrices du tsar. « La chicane » de Kapnist. — VI. La Terreur. La place de parade. Paul justicier et les tribunaux révolutionnaires. La société de Saint-Pétersbourg. Les « trembleurs » et les « trembleuses ». Effet personnel d'épouvante. Sauve-qui-peut! Violences et cruautés. L'affaire Grouzinov. La légende et la réalité. Paul Ier et Ivan IV. — VII. Inspirations contradictoires. Principes de tolérance et procédés inquisitoriaux. Les billets de confession. Le *Raskol*. Essai d'unification religieuse. Le bilan du régime. Portée restreinte de son action nuisible et effets partiellement salutaires.

I

Appliquées à l'exercice du pouvoir absolu, les façons de penser de Paul et surtout ses façons d'agir ont eu sur les événements de son règne une influence à ce point déterminante que, pour l'intelligence de ceux-ci, un aperçu préalable de celles-là est indispensable.

Visant les modèles que nous connaissons, le souci de l'imitation y est le premier trait saillant. Louis XIV fut lui-même son premier ministre. Plus impérieux encore et plus défiant,



Frédéric II se passa entièrement de collaborateurs de cet ordre. De simples commis lui suffisaient, et c'est pour préparer leur besogne que le roi se levait avant le soleil, entre 3 et 4 heures du matin. A ce moment, on lui apportait sa correspondance : dépêches des envoyés étrangers, rapports des officiers, plans de bâtiments, projets d'assèchement des marécages, suppliques, plaintes, demandes de place à la parade. Il examinait et classait tout, indiquait ses résolutions, toujours brièvement, souvent sous forme d'épigramme piquante. A 8 heures, ce travail était fini. Le général aide de camp recevait alors des instructions pour l'administration militaire du royaume et le roi se rendait à la parade ou à la revue de la garde et y entrait dans les détails avec la minutie d'un sergent. Pendant ce temps, quatre secrétaires travaillaient à rédiger les réponses, d'après les résolutions matinales du souverain. Il les signait en revenant de la parade et elles étaient expédiées le même jour.

C'est ce dernier personnage surtout qu'en prenant possession de sa fonction d'autocrate, Paul voulut jouer, se trouvant incliné par les raisons que nous savons à pousser le rôle à la charge et destiné non moins inévitablement à succomber sous la tâche écrasante qu'il s'imposait. Conservant les habitudes matinales depuis longtemps contractées, il prétendit aussitôt y astreindre également tout son personnel. Éclairés avant l'aube, les bureaux des chancelleries et des collèges donnèrent à la ville un aspect nouveau et les sénateurs eux-mêmes eurent ordre de prendre séance dès 8 heures. Mais tenir le rôle dans la *réalité* de l'action qu'il réclamait, Paul n'en était pas capable. Il s'attacha avec d'autant plus d'ardeur et d'obstination aux *apparences*.

Avec le sentiment d'être toujours en scène, il eut la préoccupation constante de l'effet à produire. « Fais-je bien mon rôle ? » demandait-il au prince Nicolas Repnine au cours des cérémonies du couronnement (1). « On eût dit parfois, a

(1) Loubianovski, *Archives russes*, 1872, p. 158.



remarqué la comtesse Golovine, qu'il était un particulier bien glorieux, à qui on a permis de jouer le souverain et qui se hâte de jouir d'un plaisir qui va lui être enlevé (1) ». Et le prince A. Czartoryski : « Dès qu'il paraissait en public, il marchait à pas cadencés, comme s'il avait chaussé le cothurne ; il s'efforçait de rehausser sa petite stature et on le voyait, lorsqu'il rentrait dans ses appartements, reprendre une manière bourgeoise, qui trahissait la fatigue que lui laissaient les efforts de haute dignité et de bonne grâce qu'il venait de faire (2). »

En réalité donc, bien que dans ses ambitions de copiste il donnât la préférence à Frédéric, c'est Louis XIV que Paul a paru le plus souvent appliqué à reproduire, — non le collaborateur, toutefois, discret et laborieux de Lionne ou de Colbert, mais l'ordonnateur pompeux de la féerie de Versailles. Le gouvernement, pour lui, est avant tout une pièce à grand spectacle dont il devient à la fois le metteur en scène et l'acteur principal. Au témoignage de Whitworth, la moitié de son temps est employée en cérémonies ridicules, et l'autre, sous couleur de réorganisation militaire, en vaine parade (3). En fait encore, cependant, sans qu'il s'en soucie on s'en doute, Paul arrive à suivre d'assez près un troisième modèle et le moins séduisant des trois. Nous le verrons bientôt en scène sous ce fâcheux aspect.

En décembre 1797, deux officiers de la garde, I. Dmitriev, le poète connu, et V. Likhatchov, passent un instant pour impliqués dans un complot contre la vie du tsar. Une enquête fera reconnaître promptement la fausseté de la dénonciation dont ils ont été l'objet de la part d'un valet. Paul ne les tient cependant pas quittes. Improvisant tout un scénario dramatique, il fait paraître les inculpés devant une assemblée où il a réuni tout son monde, famille, hauts fonctionnaires, offi-

(1) *Souvenirs*, p. 168.
(2) *Mémoires*, t. I, p. 146-147.
(3) A Grenville, 14 décembre 1797, *Record Office, Russie*, t. XXXVIII, numéro 64.



ciers de tous grades. Il harangue les assistants : « Dois-je croire à cet attentat? Aurais-je des ennemis parmi vous? » Il provoque de tumultueuses protestations de fidélité et de dévouement, et, le lendemain, à la parade, il montre avec orgueil un uniforme que ces transports ont mis en lambeaux (1).

Entre deux coups de théâtre de ce genre, il prétend cependant gouverner à la façon du créateur de la grandeur prussienne.

II

« L'empereur ne parle à personne ni de lui ni de ses affaires, écrit Rastoptchine; il ne souffre pas qu'on lui en parle. Il ordonne et fait exécuter sans réplique (2). » L'idée que Paul s'est faite de sa fonction le porte et à croire qu'il a toutes les capacités pour la remplir et à s'y juger infaillible. « Mettant les souverains sur le trône, Dieu a soin de les inspirer », déclare-t-il (3). Il a décidé d'attacher des aumôniers à tous les régiments. Pour cet emploi, les évêques lui présentent un lot de candidats qu'ils ont eu soin de choisir parmi les moins recommandables de leurs subordonnés, afin de s'en défaire de cette façon. Paul en remarque un, qui domine les autres par sa haute taille.

— Comment t'appelles-tu?

— Paul.

L'Empereur a tressailli. Dans cette similitude de nom, il devine une indication céleste. Il invite le jeune prêtre à le

(1) I. Dmitriév, *Mémoires*, t. II, p. 124-131; M. Dmitriev, *Anecdotes*, p. 136; Komarovski, *Messager historique*, 1897, t. LXIX, p. 345 et suiv.; Volkonski, *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 183 et suiv.

(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 276.

(3) Poniatowski, « Souvenirs », *Revue d'hist. dipl.*, 1895, t. IV, p. 522.



suivre dans son cabinet, et, en en sortant, *Paul Oziéretskovski* est devenu aumônier en chef de l'armée, avec le droit d'entrer chez le souverain à toute heure du jour ou de la nuit (1) !

Aux secours d'en haut ainsi utilisés, l'impérial sorcier ne s'interdit pas, comme tous ses congénères, de mêler quelque supercherie. Rejetée d'une page à l'autre dans une liste de promotions, la syllabe finale *kij* du mot *praporchtchikij* (cornettes) (2) l'induit en erreur. Il la prend pour un nom de famille, et, mû par un caprice, il ordonne d'avancer l'enseigne *Kij* au grade de lieutenant. Surprenant un air d'embarras et de désapprobation sur le visage de ses collaborateurs, qui n'osent cependant lui découvrir sa méprise, le lendemain il fait passer capitaine le lieutenant promu de la veille et le nomme colonel quelques jours après, en ordonnant que l'officier lui soit présenté sur l'heure. Grand émoi ! Tous les bureaux sont bouleversés, en quête du *Kij* imaginaire. On croit découvrir un subalterne de ce nom dans un régiment cantonné sur le Don. On y envoie. Mais Paul s'impatientant, on finit par lui dire que *Kij* a été subitement emporté par une maladie foudroyante.

— C'est dommage, fait-il ; c'était un bon soldat (3) !

Se piquant au jeu, Paul veut même dépasser ses modèles. A une des portes du Palais d'Hiver, il fait placer extérieurement une boite, où ses sujets sont invités à déposer suppliques et dénonciations. Il garde dans sa poche la clef du meuble et entend dépouiller personnellement le volumineux courrier qu'il ne tarde pas à y trouver. Entrant ainsi en communication directe avec les plaignants, il leur répond par des insertions dans la gazette officielle. Il leur indique la voie à suivre pour obtenir satisfaction et les engage à lui faire connaitre le résultat de leurs démarches.

Dès les premiers jours, la boite ne désemplit pas, et l'expédient se montre d'abord utile. Il sert à découvrir et à faire

(1) *Antiquité russe*, 1887, t. LVI, p. 842 et suiv.
(2) Le *j* final est, dans la langue russe, l'équivalent du *que* latin.
(3) DAHL, « Récits », *Antiquité russe*, 1870, t. II, p. 541.



redresser quelques abus. Mais bientôt, en même temps que la matière d'un travail qui dépasse ses prévisions, Paul trouve dans ce courrier force pamphlets et libelles injurieux, dont les auteurs peuvent bien avoir été en grande partie, comme on l'a supposé, des personnes intéressées à dégoûter le souverain de cette invention. Il ne devait pas tarder en effet à la mettre au rebut (1).

Même prétention à l'action personnelle, exclusive de toute autre ingérence, dans le domaine de la politique extérieure. Arrivant à la fin de novembre 1796 pour reprendre les pourparlers au sujet du mariage de Gustave IV avec la grande-duchesse Alexandrine, l'envoyé suédois, Klingsporr, trouve Paul décidé à traiter directement l'affaire avec lui. Le collège des relations extérieures n'a rien à y voir (2). « Comme les choses vont maintenant, écrira l'année d'après Bezborodko, chacun peut diriger ce département (3). » Encore une année, et toute direction y paraîtra absente. « L'Empereur, observera le vice-chancelier Panine, prend lecture de toutes les dépêches, mais avec une telle rapidité qu'il est impossible qu'avec la meilleure volonté du monde, il puisse retenir tous les objets dignes de son attention (4). » Par surcroît, au défaut de réflexion et d'application indispensables, Paul joint, là comme ailleurs, la plus déconcertante fantaisie. Rastoptchine prétendra avoir obtenu le retrait d'une déclaration de guerre à l'Angleterre, décidée par le maître, en consentant à chanter un de ses airs d'opéra favoris (5) !

Une large part d'invention se laisse encore admettre dans la masse d'anecdotes de même genre, recueillies par la chronique contemporaine. L'inaptitude de Paul à seulement se reconnaître dans les multiples questions auxquelles il tou-

(1) SABLOUKOV, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 231; ZLOBINE, *Mémoires inédits*.

(2) BRÜCKNER, *Messager de l'Europe*, 1897, t. IV, p. 564.

(3) *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 401.

(4) F. DE MARTENS, *Recueil des traités*, t. VI, p. 266.

(5) Comtesse CHOTEK, *Archives russes*, 1873, t. II, p. 1976-1977. Comp. VIAZIÉMSKI, *Œuvres*, t. IX, p. 47.



chait, d'une main aussi inhabile que hardie, est néanmoins attestée par des faits certains, comme son incapacité à faire un choix convenable dans les instruments employés à l'exécution de ses ordres dictatoriaux. Il ordonnait une enquête sur la production des betteraves à sucre et s'adressait pour cet objet à un inspecteur de cavalerie (1) !

Pénétrant non seulement dans les détails les plus intimes de l'administration civile ou militaire, mais jusque dans les affaires domestiques de ses sujets, les interventions du souverain se ressentent en outre de son humeur, dont nous connaissons le caractère changeant. Bien luné, il est capable de la plus grande bonhomie. Recevant tel jour un rapport, il entre en discussion avec celui qui le présente ; il provoque les contradictions, plaide sa propre opinion, s'échauffe et laisse son interlocuteur s'animer au point d'effrayer Koutaïssov qui s'esquive, expliquant après coup qu'il a cru « qu'on allait se battre (2) ».

Au cours d'un voyage, arrivant de nuit au quartier qu'il s'est fait préparer, il le trouve occupé. Une voiture de poste y a conduit par méprise le chirurgien de Sa Majesté. Le postillon affirme avoir été induit en erreur par le voyageur.

— Il m'a dit qu'il était l'*impérateur !*

— Mais non, tu as mal entendu ; c'est *opérateur* qu'il a dû dire ; l'*impérateur*, c'est moi.

— Excusez, *batiouchka*, je ne savais pas que vous étiez deux...

Paul s'amuse énormément de l'incident (3). Mais, à une autre étape du même voyage, l'accompagnant inséparablement et très en faveur à ce moment, le secrétaire d'État Nélédinski attire l'attention du souverain sur une futaie de magnifiques chênes, « les premiers représentants des forêts de l'Oural », dit-il.

(1) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 308. Cf. *Archives russes*, 1876, t. I, p. 14-18.

(2) *Antiquité russe*, 1874, t. XI, p. 165.

(3) VIAZIEMSKI, *Œuvres*, t. VIII, p. 73-74.

— Veuillez, monsieur, quitter immédiatement ma voiture! répond Paul, qui a flairé une allusion politique dans la métaphore dont s'est innocemment servi son compagnon.

Avec un fonds semblable de mépris pour les hommes, sa défiance n'est pas systématique comme celle de Frédéric, car, sous l'empire d'engouements d'ailleurs passagers, il lui arrive de la dépouiller jusqu'à l'excès du sentiment contraire. Plus souvent, cependant, il se laisse égarer par elle, jusqu'à l'insanité. Examinant sommainement, à sa façon, les comptes que lui a présentés son trésorier, le baron Vassiliév, Paul croit y découvrir un vol de quatre millions. Il s'emporte aussitôt; il empoigne à la gorge le procureur général, Obolianinov, qui ose prendre la défense du voleur présumé. Or, affectée à des dépenses extraordinaires, la somme que le tsar ne trouve pas dans l'addition incriminée en a été distraite par son ordre! Il a sur sa table de travail une note s'y référant. Mais il a négligé de la lire (1).

Pour quelques mètres de galon, enlevés par un soldat dans un dépôt de vieille carrosserie, soupçonnant dans ce larcin une machination des puissances étrangères hostiles à sa politique, Paul se sépare d'Araktchéiev, le seul homme de son entourage, ou à peu près, qui lui soit sincèrement dévoué!

Cet entourage est une lanterne magique, et, tout aussi changeantes que les figures qui y paraissent et disparaissent d'un jour à l'autre, sont les décisions du souverain. Un dessin du temps le représente tenant un papier dans chacune de ses mains avec ces inscriptions sur les deux feuilles et sur la tête du porteur : « Ordre! — Contre-ordre! — Désordre (2)! » Ce n'est qu'une caricature; mais telles pages du *Bulletin des Lois*, pour les années 1797-1801, y correspondent presque littéralement. Le 20 août 1798, ordre de Sa Majesté interdisant à Saint-Pétersbourg l'usage des *drojki*; le 20 oc-

(1) *Antiquité russe*, 1874, t. XI, p. 167.
(2) Rovinski, *Dictionnaire des portraits*, édit. de 1872, p. 107, numéro 118. Cf. Lœwenstern, *Mémoires*, t. I, p. 84.



tobre suivant, ordre sous la même signature révoquant le précédent (1).

Neuf fois sur dix, les manifestations de la volonté souveraine portent sur des objets tout aussi insignifiants. Le plus souvent, elles affectent un caractère encore plus offensant pour la raison. Poursuivant Potemkine de sa haine, Paul ne se contente pas de faire disparaître tout signe extérieur indiquant la tombe du fastueux prince de la Tauride, ou d'ordonner la destruction du monument qui lui a été élevé à Kherson; il débaptise la ville de *Grigoriopol*, qui rappelle aux habitants le prénom de son fondateur. Il veut qu'elle reprenne son « ancien nom » de *Tchernyi*, et, bâtie récemment sur la rive du Dniéster, entre les vallées de la *Tchernaïa* et de la *Tchernitsa*, la cité n'a aucune ancienneté (2).

Même absence de bons sens, quand d'aventure Paul travaille dans le grand, sauf qu'il en coûte davantage. Décision, tel jour, de substituer les chevaux de bât aux chevaux de trait pour tous les équipages de l'armée : cinq millions. Retour quelques mois plus tard au système abandonné : cinq autres millions (3). Les improvisations de cette ampleur sont, par bonheur, assez rares. « Nous ne nous occupons que de petites choses, écrit Rogerson en septembre 1797, et ces petites choses sont dans une versatilité perpétuelle... Toute chose peut arriver à tout homme (4). » Il arrive, en effet, à l'envoyé de Suède, Stedingk, un jour de grand diner diplomatique offert par lui, d'être sommé de quitter la table et de partir sur l'heure avec 50 000 hommes que l'empereur lui offre, pour réprimer, aux environs de Stockholm, une rébellion dont il a eu nouvelle et qui est purement imaginaire (5).

L'autocrate agit comme faisait l'héritier; seulement, augmentant la violence de ses emportements, l'exercice du pou-

(1) Pouparev, *Antiquité russe*, 1871, t. I, p. 633-634.
(2) Schilder, *Paul Iᵉʳ*, p. 427.
(3) Poniatowski, *Revue d'hist. dipl.*, 1895, t. IV, p. 525.
(4) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 96.
(5) Stedingk, *Mémoires*, t. II, p. 8-9.

voir absolu en aggrave les conséquences. Sur la place de parade, modifiant le sens habituel d'une manœuvre, un ordre donné à voix trop basse ne parvient pas à l'oreille d'un chef d'escadron.

— Qu'on l'enlève de cheval! Qu'on lui donne cent coups de bâton!

Comme l'héritier autrefois, l'autocrate est d'ailleurs sujet aux repentirs. Quelques jours plus tard, il apprend avec satisfaction que l'ordre barbare n'a pas été exécuté. Il remercie son fils, Constantin, qui a osé prendre sur lui la responsabilité de cette désobéissance et il donne de l'avancement à l'officier à qui elle a épargné un supplice infamant (1). Mais le plus souvent Paul préside aux exécutions ainsi commandées et parfois il en prend charge lui-même. Il poursuit dans les rangs, la canne haute, un lieutenant de cuirassiers, dont le cheval l'a couvert de boue, — sauf encore à se réjouir après coup que le cavalier ait esquivé la correction. Il l'en félicite le lendemain :

— Vous m'avez sauvé en vous sauvant (2)!

En décembre 1799, le général d'infanterie, prince Serge Galitzine, reçoit de son fils, Grégoire, aide de camp du souverain et très en faveur à ce moment, un billet ainsi conçu :

« Sa Majesté a daigné ordonner de prévenir Votre Altesse du désir qu'elle a de vous voir et qu'elle en a besoin, avouant que, par sa vivacité, elle vous a offensé (3). »

Mais, comme autrefois aussi, ce *besoin*, qui ne se laisse pas toujours satisfaire, de réparation repentante est suivi de retours également prompts. Moins de deux mois après la réception du message ci-dessus reproduit, le destinataire encourait la destitution et l'exil.

Quand, sur le terrain où il est maître, Talleyrand aura pris contact avec Paul, il qualifiera sa manière de faire d'un de ces traits, dont il avait le secret : il dira que les « volontés

(1) Nesselrode, *Souvenirs inédits;* Schishkov, *Mémoires*, t. I, p. 76.
(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 581-584.
(3) *Archives russes*, 1876, t. II, p. 144.



ambulatoires du tsar » ne permettent de faire fond sur aucune d'elles (1).

Sur la trame des faits attestant de façon certaine l'incohérence et l'égarement de cet esprit, progressivement affolé par l'usage et l'abus d'une puissance illimitée, l'imagination des contemporains a certainement brodé. Devenu célèbre, le commandement : « Par file à droite, en Sibérie! » n'a jamais été vraisemblablement prononcé par Paul sur la place de parade. Sabloukov affirme n'y avoir jamais manqué un exercice et n'avoir vu cependant qu'une seule fois l'empereur s'emporter jusqu'à frapper des officiers avec sa canne (2). Les probabilités sont aussi pour que, en dépit d'une légende très accréditée, le fils de Catherine n'ait pas ordonné de fusiller un propriétaire du gouvernement de Smolensk, à raison d'une simple contravention de voirie. En tournée d'inspection, l'empereur avait défendu de réparer les routes sur son passage, pour qu'il pût mieux juger de leur état habituel d'entretien. Sur le domaine d'un gentilhomme, Chrapowięki, il avait, cependant, aperçu des ouvriers occupés à la réfection d'un pont. D'où sa colère, aussitôt portée à des intentions homicides, mais apaisée par une intervention providentielle. Occupé à rédiger l'arrêt de mort dans une isba hantée par les blattes, Bezborodko aurait été interrompu dans sa tâche par une démonstration de ces insectes, à ce point agressive, qu'il se sauvait, tête nue, dans la rue, et Paul aurait aperçu dans ce fait une invitation d'en haut à la clémence (3).

La terreur que les blattes inspiraient à l'Altesse Sérénissime semble seule acquise à l'histoire dans cette aventure, qui a fait couler des flots d'encre et où, en provoquant une explosion injustifiée de fureur de la part du souverain, comme en mettant une fois de plus en lumière son défaut coutumier de réflexion, un simple malentendu ne paraît en

(1) PALLAIN, *le Ministère de Talleyrand*, p. 249.

(2) *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 306.

(3) *Archives russes*, 1868, col. 1079-1080; 1870, p. 590; 1872, t. I, p. 159 et suiv.; cf. SCHILDER, *Paul Ier*, p. 354.

réalité avoir mis en danger sérieux aucune existence. Non plus dans le gouvernement de Smolensk, mais dans celui de Novgorod, la chronique a exploité semblablement, en le défigurant, un incident analogue : sur la plainte de quelques paysans employés à un travail de même nature, Paul aurait, cette fois, fait pendre le commissaire de police local (1).

« L'impossibilité de se retenir » que le souverain avouait lui-même n'a pas laissé, cependant, de faire d'autres et assez nombreuses victimes.

III

Même à l'état de calme, son esprit se montre tout à fait inhabile à commander, comme il y prétend et y tâche, l'appareil compliqué de la machine gouvernementale, dont il se pique de mettre personnellement en mouvement les plus petits rouages. Le collège de l'Amirauté, son chef, l'amiral Kouchélov, et la corporation des marchands de Saint-Pétersbourg lui soumettent trois avis différents et contradictoires au sujet d'un règlement projeté de la navigation intérieure. Sans les avoir lus, ou sans les avoir compris, il trace au bas de chacun de ces documents les mots d'approbation usuels : *Byt po siémou*, et fait publier le tout (2) !

En multipliant les ordres et les contre-ordres, il ne parvient pas à s'y retrouver. Il enlève la direction de l'artillerie à Buxhœwden, qu'il tient en grande estime, pour la donner à Pahlen, qu'il a récemment frappé. Le motif? Des exercices de tir, commandés en exécution des instructions qu'il a données lui-même. Mais il ne s'en souvient plus (3).

Prodigieusement méticuleux, il use son temps et sa peine

(1) Même recueil, 1869, p. 168-169.
(2) Diérjavine, *Œuvres*, t. VI, p. 727.
(3) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 119-121.



à d'infimes détails, écrivant coup sur coup à Pahlen, en 1798 pour s'informer pourquoi tel bas officier est malade et tel autre en déplacement de Moscou à Saint-Pétersbourg, ou encore avec quel passeport est venu de Vienne tel marchand de tableaux (1). Il se perd et égare son entourage dans les plus misérables vétilles. Après avoir pris congé de son fils Constantin à un bal, il s'étonne de ne pas le voir, quelques instants après, dans son cabinet, où il reçoit habituellement, en présence du grand-duc, le rapport de l'officier de garde. Aussitôt, il en conçoit un mécontentement si grand qu'il tient le coupable en quarantaine pendant huit jours, renvoyant ses lettres d'excuses sans les décacheter (2). Le jeune prince n'est que trop porté lui-même aux minuties; mais, comme tout le monde, il ne réussit pas à se reconnaître dans toutes celles où évolue et divague la fantaisie paternelle.

— Vous n'êtes pas à bord, ici! dit-il, à un officier de marine qu'il aperçoit en *petites bottes* sur la place de parade. Allez mettre de *grandes bottes*.

L'instant d'après, Paul interpelle à son tour l'officier qui a changé de chaussures.

— Vous n'êtes pas ici à cheval! Allez mettre de *petites bottes* (3)!

Le maître d'un immense empire et par sa volonté, tous ses collaborateurs donnent le meilleur de leur temps et de leur application à de telles niaiseries! Et pourtant, s'infligeant à lui-même une besogne à laquelle le grand Frédéric n'aurait pas suffi, Paul surcharge de même ses subordonnés. Étendant d'une année à l'autre, démesurément, les pouvoirs comme les devoirs des gouverneurs de province, il fait passer en proverbe la locution *khoujé goubernatorskavo* (plus mal loti qu'un gouverneur), appliquée aujourd'hui encore aux personnes disgraciées par la fortune. Dans l'ordre non seulement administratif mais judiciaire et fiscal, la compétence

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 297.
(2) Komarovski, *Messager hist.*, 1897, t. LXIX, p. 352-355.
(3) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 32 et suiv.

comme la responsabilité de ces fonctionnaires deviennent, elles aussi, illimitées et les obligent, par exemple, à indemniser de leurs deniers les victimes d'un vol opéré dans un fourgon de poste !

Personne ne peut se flatter de satisfaire ce maître si exigeant, parce que, voulant toujours fortement, Paul ne sait souvent pas bien, et parfois ne sait pas du tout ce qu'il veut. Il veut que l'uniforme de ses soldats reproduise exactement, forme et couleur, le modèle prussien. Mais il veut aussi que les fabricants indigènes des draps, qui sont destinés à cet emploi, se servent de certaines matières colorantes, avec lesquelles ces industriels se déclarent incapables de reproduire la nuance vert sombre demandée. Comme conséquence, le vice-président du collège des manufactures, Alexandre Sabloukov, est destitué, et, bien qu'il soit gravement malade, on le met en demeure de quitter Saint-Pétersbourg sur-le-champ. Il y gagne une attaque de paralysie (1).

La forme que Paul donne aux témoignages incessants de son mécontentement est habituellement aussi blessante que le fond est mal justifié. Dès les premiers jours du règne, lui servant de secrétaire, le prince André Gortchakov s'entend interpeller en ces termes :

— Vous imaginez-vous que parce que vous êtes neveu de Souvorow et couvert de croix, vous avez licence de ne rien savoir et de ne rien faire (2)?

Paul a connu et retenu le tour épigrammatique donné par Frédéric à quelques-unes de ses décisions. Il porte aussi sur ce détail son souci d'imitation; mais, sans réserver ce jeu d'esprit au secret de son cabinet, sans laisser à ses secrétaires le soin d'en émousser la pointe, il l'étale au grand jour, il lui destine la publicité du journal officiel, où paraissent des ordres de service ainsi rédigés :

« Le lieutenant un tel a été rayé du rôle, parce que porté par erreur comme mort. Il demande à être réintégré dans

(1) Sabloukov, *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 238.
(2) Volkonski, « Récits », *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 181-182.



son emploi, parce que vivant. Refusé pour cette cause. »

Ou bien :

« Le lieutenant du régiment de la garde Préobrajenski, Chépiélov, est permuté au régiment de mousquetaires d'Eletsk, pour ignorance de son devoir, paresse et négligence, à quoi il s'est habitué pendant son séjour auprès des princes Potemkine et Zoubov, où, au lieu de servir, on flânait dans les antichambres et l'on dansait. »

Tout à fait dans le style des gloses marginales de l'ami de Voltaire, mais bien moins discrète, la verve de Paul s'exerce, et parfois mal à propos, jusque sur les défaillances littéraires qu'il croit découvrir chez ses correspondants. Il fait écrire à l'un d'eux :

« Ayant lu ce jour votre rapport où vous dites que les ordres par vous reçus seront *remplis*, Sa Majesté a daigné ordonner de vous faire observer que les vases seuls se laissent *remplir* et que les ordres doivent être *exécutés* (1). »

Dans son procédé sur ce point, on peut deviner également une réminiscence des méthodes pédagogiques employées par Bekhtéiév (2), comme aussi, encore que Paul fasse profession de détester la presse, une autre imitation, inconsciente pour le coup, des méthodes chères à Catherine, qui, nous le savons, faisait volontiers appel à la nouvelle puissance du jour. Mais Paul y montre une absence prodigieuse de mesure et de décence.

Mêlant de même l'injure, souvent grossière, à ses injonctions et à ses blâmes, il arrive à se faire une habitude du mot *dourak* (imbécile), qu'il prodigue à tort et à travers. Par voie de correspondance ou d'interpellation verbale, il l'adresse, sans distinction d'âge ou de rang : à son ministre de la guerre, Lieven, parce qu'il a par mégarde fait défaut à la lecture d'un rapport ; à son vice-chancelier, Panine, parce que, sans y être autorisé, il a délivré un passeport à un courrier de l'envoyé

(1) *Antiquité russe*, 1873, t. VIII, p. 959 et suiv. ; 1877, t. XX, p. 542 et suiv.

(2) Voy. ci-dessus, p. 5.



autrichien, Cobenzl, et à un inconnu dans un bal, « parce qu'il a fait le badaud (1) ».

Nulle considération de convenance ou de sentiment ne l'arrête. Il renvoie brutalement de Pavlovsk, en l'obligeant à partir sur l'heure, le vieux comte Stroganov. Ce commensal de longues années, honoré d'une intimité exceptionnelle et traité jusque-là avec les plus grands égards, a eu l'insolence de prévoir qu'il pleuvrait une après-midi où le souverain désirait sortir (2) !

Lui plaire longtemps est impossible, tant les façons d'offenser son bon plaisir se trouvent nombreuses et tant il met d'ingéniosité toujours en éveil à exercer son esprit de critique et son parti pris d'universelle suspicion. C'est là aussi que, le poussant à l'établissement d'un gouvernement extravagamment inquisitorial et policier à outrance, le guette et le saisit le troisième piège, auquel se laissera prendre son penchant à l'imitation. Ce qu'il copie le mieux, — c'est le *Comité du salut public* français.

IV

Paul imagine être toujours au guet sur la tour de Pavlovsk. Mais le vaste empire sur lequel il veut maintenant étendre une surveillance semblable défie sa vigilance personnelle. Aussi, quelque prétention qu'il ait de faire lui-même sa police, le voit-on porté à augmenter indéfiniment le nombre des auxiliaires recrutés pour cet objet. Il arrivera un jour à se vanter d'en avoir autant que la Russie compte de propriétaires fonciers ! De tous en effet il réclame des services de ce genre.

(1) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 36-37 ; Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 36 ; *Archives Vorontsov*, t. XXX, p. 117.

(2) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 140-141. Pour un fait analogue, voy. *Antiquité russe*, 1876, t. XV, p. 558-581.



Ses fonctionnaires, comme de raison, y sont astreints sans exception, et, en décembre 1799 par exemple, le procureur général, Bekléchov, et le conseiller d'État, Nicolaiév, ont à faire une tournée, pour fournir un rapport sur la conduite, à Moscou, de telle princesse Dolgorouki, ou s'enquérir, à Chklov, de quelle façon y vit l'ex-favori de Catherine, Zoritch (1).

C'est l'esprit même du régime qui a sévi en France de 1792 à 1794.

A Saint-Pétersbourg, le gouverneur militaire, Arkharov, et le commandant de la place, Scheidemann, s'emploient dans le même sens avec une sévérité telle que les réunions de pur agrément, soirées ou bals, doivent elles-mêmes s'accommoder de la présence d'un commissaire en uniforme (2).

Paul donne un développement inusité au cabinet noir. Il y fait lire jusqu'aux lettres que sa belle-fille, la future impératrice Élisabeth Alexiéievna, adresse à sa mère, et un employé des postes engage la princesse à renoncer à l'emploi de l'encre sympathique, car « on a remède à tout (3) ».

En dehors de ses investigations d'ordre politique, cette police ubiquitaire veille aussi à l'exécution ponctuelle d'une foule de règlements, qui ne portent pas seulement sur la forme des chapeaux et la coupe des vêtements. Aux portes de la capitale, d'énormes tableaux énumèrent les multiples prescriptions dont les habitants ont à tenir compte, en s'abstenant, notamment, de prononcer le mot *kournossyï* (camus) où une allusion irrespectueuse pourrait être sous-entendue (4). Pour les étrangers, les mêmes consignes s'aggravent de la menace d' « un châtiment inconnu » *(niéizviéstnoié nakazanié)*.

(1) Vassiltchikov, *les Razoumovski*, t. I, p. 471.

(2) Bouténiév, « Souvenirs », *Archives russes*, 1881, t. III, p. 14-15.

(3) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 299; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 208.

(4) *Ancienne et nouvelle Russie*, 1877, p. 89-95, 184-188, 390-396; 1878, t. III, p. 258-263; 1879, t. III, p. 143-146; *Antiquité russe*, 1871, t. III, p. 532-539, 628-640. Comp. Listovski, « Récits », *Archives russes*, 1885, t. III, p. 286.



D'autres visent plus particulièrement ces mêmes républicains français que Paul est en train d'imiter et dont il répudie les principes, tout en leur empruntant leurs procédés. C'est une aventure assez commune en histoire. En avril 1798, le gouverneur militaire de Riga, Benckendorf, reçoit ordre d'arrêter à la frontière et d'envoyer à Saint-Pétersbourg trois sujets de cette nationalité, dont l'arrivée en Russie est annoncée. En même temps, l'entrée dans ce pays de leurs compatriotes de toute condition est subordonnée à une autorisation de Sa Majesté, spéciale pour chaque cas. Quelques jours après, cette mesure est étendue à *tous les étrangers*. Exception est faite pour les agents diplomatiques, leurs courriers et les personnages de très haut rang; mais, au mois de juillet suivant, le prince de Hesse-Rheinfels se présentant à la frontière avec un passeport du comte Panine, Paul le fait renvoyer brutalement, *comme n'ayant pas reçu l'autorisation requise* (1).

L'objet poursuivi ainsi est de prémunir la Russie contre la contagion révolutionnaire; mais à l'intérieur même de son empire, Paul multiplie les barrières et les essais de prophylaxie politique, en même temps qu'il use, à l'égard de ses propres sujets, d'un despotisme constamment aggravé. Comme du mot *camus*, il leur interdit l'usage de beaucoup d'autres, dont l'emploi, pour d'autres raisons, blesse son oreille : *obchtchestvo*, par exemple (société), *grajdanine* (citoyen) et même *otiétchestvo* (patrie) sont frappés d'interdiction.

Indépendamment des considérations d'ordre politique, le fils de Catherine fait intervenir là cette ambition de purisme littéraire, dont nous l'avons vu féru. Dès le 23 décembre 1796, par une circulaire du prince Kourakine, procureur général à ce moment, il a fait recommander aux fonctionnaires administratifs de tout rang « l'emploi d'une langue plus correcte que celle dont ils ont coutume de se servir dans leur correspondance ». Mais là encore il ne fait qu'user de l'arbitraire le plus mal inspiré, en prétendant notamment remplacer un

(1) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 328, 330; CHOUMIGORSKI, *Paul Ier*, p. 116.



certain nombre de vocables russes par des contrefaçons de mots étrangers : *straja* (garde) par le tatar *karaoul; otriad* par le franco-allemand *detachemente; vratch* (médecin) par le polonais *lekar*.

Ces inepties procèdent du caprice seul. D'une manière générale cependant, le despotisme de Paul, sa façon d'intervenir jusque dans la vie intime de ses sujets ont pour source principale l'idée essentiellement patriarcale qu'il se fait de sa fonction et qu'il rattache à la doctrine de l'État-Providence, — professée aussi en commun, sans qu'il y prenne garde, avec ces Jacobins qu'il a en abomination. Vis-à-vis de ses sujets, il se considère comme un père ayant charge d'enfants. Il intervient dans les querelles d'intérieur, les intérêts de famille et les détails d'économie domestique. Il obtient le consentement d'une princesse Chtcherbatov à une réconciliation avec son fils, en menaçant la mère de l'enfermer dans un couvent. Il interdit à la dame Khotountsov un pèlerinage à Bari, qu'elle s'est proposé pour vénérer les reliques de saint Nicolas : « la route est trop longue et trop dangereuse ». Il oblige une autre à donner sa fille à un soupirant, qui d'ailleurs est un vilain drôle, et il trouve mauvais que la baronne Stroganov dîne à 3 heures. Prenant le frais après son propre dîner sur un balcon du Palais d'Hiver, il a perçu le son d'une cloche qui annonce le repas de cette voisine. Eh quoi? Elle ose dîner quand il digère! Un officier de police est envoyé auprès de l'insolente, lui portant l'ordre de se mettre désormais à table deux heures plus tôt. D'après la légende, le tsar se serait même avisé de fixer le nombre de plats, admissibles au dîner et au souper de chaque catégorie de ses sujets (1).

Au même moment, sous l'œil indulgent cette fois d'Arkharov, la police s'entend avec les marchands pour élever artifi-

(1) *Archives russes*, 1893, t. I, p. 315-316; *Ancienne et nouvelle Russie*, 1881, t. I, p. 201-203; *Antiquité russe*, 1871, t. III, p. 790; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 241; grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. V, numéro 228; Choumigorski, *Paul Ier*, p. 139.



ciellement le prix des subsistances. Paul ne s'en aperçoit pas; mais il s'occupe de corriger un cheval vicieux, qui, devant le Palais d'Hiver, rue dans les brancards d'une charrette (1).

Maître, dans sa conviction, et, par délégation de la puissance comme de la sagesse divine, ordonnateur de toutes choses dans le coin d'univers confié à sa garde, il veut aussi être obéi en tout, sans résistance comme sans délai, et par la docilité et la promptitude qui répondent en effet à ses moindres volontés, si peu réfléchies et raisonnables soient-elles, il est porté à en augmenter encore l'irréflexion et la déraison.

— Ce théâtre, monsieur, doit disparaître! dit-il à Arkharov, un matin que sa promenade à cheval quotidienne l'a conduit devant l'Opéra italien, vieux bâtiment en bois d'aspect peu décoratif. Le soir du même jour, à 5 heures, passant dans le voisinage, un officier d'ordonnance du souverain a la surprise de ne plus découvrir trace de l'édifice condamné: cinq cents ouvriers, travaillant aux flambeaux, achèvent le nivellement du terrain (2).

Excès de zèle ou malice, les exécuteurs de ces ordres en exagèrent d'ailleurs volontiers ou en dénaturent le sens. Pahlen est chargé par Paul de porter à une princesse Galitzine l'expression de son mécontentement et de lui « laver la tête »; en se présentant chez la dame, il demande gravement une cuvette, du savon, de l'eau chaude et, avec les façons les plus respectueuses, il accomplit au propre l'opération prescrite (3).

Un page attire l'attention du souverain par sa tenue qui n'est pas tout à fait réglementaire. Ordre de conduire « ce singe » à la forteresse. Le même Pahlen fait semblant de se tromper sur la personne que cet ordre vise, et le métropolite catholique, Siestrzencewiez, se trouvant dans la même pièce, il met sous clef ce prélat, qui est précisément *persona*

(1) *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 190.
(2) *Ibid.*, 1885, t. XLVII, p. 387-388.
(3) *Ibid.*, 1882, t. XXXVI, p. 492.



grata auprès du souverain. Quelques heures plus tard, ainsi qu'il a coutume, Paul demande un rapport circonstancié sur les suites de l'incarcération ordonnée, la façon dont le prisonnier s'est conduit, son attitude et ses propos.

— A-t-il bien crié, bien pleuré?

Très visiblement les angoisses ou les souffrances de ses victimes lui sont matière à vif intérêt. Il veut les savourer en détail; il en jouit. Il se plaît aussi à jouer Ivan le Terrible et aime à faire peur. Mais cette fois, il entend Pahlen lui répondre :

— Non, Sire, « le singe » a demandé tranquillement son bréviaire (1).

« Tout cela tombe sur notre cher empereur, qui assurément ne songe pas à donner des ordres pareils », gémit Marie Féodorovna à propos de ces incidents journaliers (2). La part personnelle de Paul y reste cependant assez grande et le montre, ainsi qu'il arrive souvent aux auteurs de programmes réformateurs les plus ambitieux, en désaccord flagrant avec l'idéal qu'il se proposait de réaliser.

V

Héritier, il entretenait des relations clandestines avec Novikov, le représentant attitré de la liberté de presse. Il protégeait publiquement Von Wisine, autre écrivain du même bord, et lui obtenait, de Catherine, la permission de mettre à la scène son *Mineur* (3). Empereur, il débutera en confirmant, le 16 février 1797, un des derniers oukases de l'impératrice, qui ordonnait la fermeture de toutes les typographies non autorisées par le gouvernement, et en décrétant l'éta-

(1) *Antiquité russe*, t. XC, p. 281.
(2) Lettre à Mlle Nélidov, 20 mai 1797, Lise Troubetzkoï, p. 22.
(3) *Messager hist.*, 1882, t. X, p. 140-141.

blissement d'un certain nombre de bureaux de censure ecclésiastique et laïque (1). La même année, sollicitant la permission d'établir une imprimerie au couvent de la Troïtsa, le métropolite Platon essuiera un refus (2).

Distribués à Saint-Pétersbourg, Moscou, Riga, Radziwillow et Odessa, comme autant de tentacules d'une pieuvre buveuse d'encre d'imprimerie, les bureaux de censure opèrent sous leur propre responsabilité; dans les cas douteux, ils doivent, toutefois, par l'intermédiaire du procureur général, en référer au souverain lui-même, dont l'intervention a souvent pour effet d'aggraver les décisions rendues. Ainsi, en décembre 1797, le conseil de censure présidé par le procureur général juge superflu d'interdire les œuvres de Voltaire, comme trop répandues déjà dans le pays. Paul prescrit de prohiber l'entrée de nouveaux exemplaires. Un autre jour, non content des mesures prises pour arrêter à la frontière certains envois des libraires étrangers, il ordonne la saisie et la destruction des ballots (3). Il n'épargne même pas l'*Almanach national*, à cause peut-être du frontispice qui porte mention du gouvernement et du calendrier républicains, et en effet une ordonnance prohibitive du 7 mars 1797 vise expressément tous les volumes qui présenteraient la même disposition typographique. En cette matière cependant, pas plus qu'en aucune autre, les décisions du souverain ne laissent découvrir aucune pensée logiquement suivie. Dans la liste des six cent trente-neuf ouvrages frappés entre 1797 et 1799, figure le *Voyage de Gulliver*, dont la tendance satirique aurait dû flatter l'ennemi des philosophes (4). En même temps, la vente des œuvres de Rousseau échappait à toute restriction, sans exception faite même pour le *Contrat social!* Était-ce le souvenir d'Étupes qui inclinait Paul à cette indulgence? Mais il avait pris déjà toutes les idylles en

(1) *Recueil complet des lois*, numéros 18032, 18524, 18367, 18939, 19010, 19888.

(2) *Archives russes*, 1887, t. II, p. 276.

(3) Riépinski, dans *Antiquité russe*, 1875, t. XIV, p. 454 et suiv.

(4) Karatyguine, dans *Messager hist.*, 1875, t. XXII, p. 153 et suiv.



dégoût. N'est-ce pas plutôt que, sur ce point, une parenté d'esprit plus proche faisait ressortir davantage l'identité d'inspiration que, pour l'intelligence de sa physionomie et de son rôle historique, on doit reconnaître entre ce représentant de l'autocratie et les partisans du même despotisme sous l'étiquette démocratique et républicaine?

Appliquées au répertoire de Kotzebue, les prouesses du régime ainsi établi seraient invraisemblables, dans le récit qu'en fait le dramaturge allemand très bien en cour pourtant à ce moment, si nous n'avions très récemment encore vu le même système à l'œuvre. A un habitant de la contrée la plus occidentale d'Europe, le censeur défendait de dire en scène que la Russie était un pays *éloigné*. A un autre il ne permettait pas d'avouer qu'il était né à Toulouse et le nom même de la France ne devait généralement pas être prononcé par les acteurs. Dans telle pièce, la phrase : « Consommé par les feux de l'amour, je dois aller en Russie : là, il doit faire bien froid ! » avait à être remplacée par celle-ci : « Je veux aller en Russie : là, il n'y a que de braves gens (1) ! »

Présidé par Toumanski, — nom célèbre dans le martyrologe littéraire du pays, — le bureau de Riga se distinguait par son zèle. Pasteur à Randen, en Livonie, un certain Seider avait organisé un cabinet de lecture. Il lui arriva de réclamer, par voie d'annonce insérée dans la gazette du lieu, un volume dont il attendait vainement la restitution. Signée par le célèbre romancier allemand Lafontaine, l'œuvre — *la Puissance de l'amour* — n'avait rien que de très innocent. On en jugea cependant autrement à Riga. Dénonciation envoyée par Toumanski à Saint-Pétersbourg. Ordre du souverain d'arrêter « le coupable » et de lui infliger « une peine corporelle ». Pas d'enquête, pas d'instruction ; ni interrogatoire, ni plaidoirie. Le malheureux pasteur n'est amené devant le Collège de justice que pour entendre le prononcé d'un arrêt qui le condamne au knout et aux travaux forcés en Sibérie !

(1) *L'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 134-135.

C'est exactement la procédure du *Tribunal révolutionnaire,* tel qu'il fonctionnait naguère à Paris.

Épargné par le bourreau, auquel il eut soin d'abandonner sa montre, mais envoyé, chaînes aux pieds, aux mines de Nertchinsk, Seider n'eut pas à y souffrir longtemps. Sa condamnation est de juin 1800, et, l'année suivante, à l'avènement d'Alexandre Ier, il revenait à Saint-Pétersbourg. Il y était fêté à un banquet organisé en son honneur et recevait le produit d'une collecte faite à son intention. Ultérieurement, il trouva, à Gatchina même, une cure paisible où il devait mourir en 1834 à un âge assez avancé (1). Mais, pour être courte, l'épreuve qui l'avait frappé n'en était pas moins cruelle — et si peu méritée !

De la même année 1800, en avril, date un oukase nominatif de Paul portant défense d'introduire du dehors toute espèce d'ouvrages imprimés, — sans exception faite pour la musique (2) ! Et pourtant, à la même heure, le même homme applaudissait le chef-d'œuvre de Kapnist, cette *Chicane*, tableau satirique de la justice et de la bureaucratie de son pays, dont Catherine n'avait pas toléré la représentation. Le tsar acceptait la dédicace de la pièce, — sans avoir pris, il est vrai, la peine de la lire. Paraissant à la scène, en même temps que l'enthousiasme du plus grand nombre des spectateurs, l'œuvre soulève les protestations indignées des fonctionnaires et des magistrats mis au pilori. Paul s'émeut alors et s'avise de la nécessité de connaître ce qu'il a approuvé. Il assiste, en compagnie seulement de son fils, à une représentation ordonnée au théâtre de l'Ermitage, et, contre toute attente, il en retire une impression favorable à l'auteur. Son orgueil lui défendant de se sentir personnellement atteint

(1) Note autobiographique dans *Antiquité russe,* 1878, t. XXII, p. 117 et suiv.; KOTZEBUE, *Une année de ma vie,* t. II, p. 221 et suiv.; TOURGUÉNIEV, « Mémoires », *Antiquité russe,* 1885, t. XLVIII, p. 483 et suiv.; BARYCHNIKOV et STUDIÉNSKISE, même recueil, 1873, t. VIII, p. 589 et suiv, 1879, t. XXIV, p. 148 et suiv. Documents officiels, recueillis par FECHNER, même recueil, 1882, t. XXXIII, p. 206-211.

(2) *Recueil complet des lois,* numéro 19387.



par les traits adressés à ses subordonnés, son mépris pour eux y trouvait satisfaction. Kapnist reçut des félicitations, le rang de conseiller d'État et une gratification généreuse.

Théoriquement, Paul restait d'ailleurs maintenant encore libéral et humanitaire, aussi bien dans les idées qu'il professait que dans les réformes par lesquelles il essayait de les mettre en application. Seulement, comme dans cette France révolutionnée, dont il entendait séparer son empire par un mur chinois, en passant dans le domaine des réalisations, son idéal, aussi absolu que celui qu'elle-même prenait à tâche de traduire en faits, se décomposait, pareillement, en violence et en férocité.

Avant d'en arriver à établir le massacre en permanence, les révolutionnaires français venaient, eux aussi, de faire figure d'humanitaires, voire d'hommes religieux. Ils avaient multiplié les invocations à l'*Être suprême*, comme les appels à la fraternité universelle. Même en devenant, publiquement, le pourvoyeur attitré de la guillotine, Fouquier-Tinville était resté, dans son privé, le plus placide des hommes, bon père de famille et honnête bourgeois. Plus déséquilibré moralement, Paul ne sut pas défendre sa vie domestique elle-même contre les égarements de son esprit et de son caractère; mais, au moment où la patrie de Fouquier-Tinville échappait à l'étreinte de ses terroristes, il allait, lui, organiser la terreur en Russie, comme base de son gouvernement.

VI

Loin de Paris, loin aussi de la vieille Moscou et de son *lobnoïé miésto*, où les colères des tsars vindicatifs et les fureurs des foules ameutées s'étaient alternativement exercées pendant des siècles, Pétersbourg eut, au lendemain de

Thermidor, sa « grève », moins sanglante, mais encore passablement sinistre.

Sur « la place de parade », Paul imite Frédéric. Il donne ses ordres, reçoit les rapports de service, se fait présenter les nouveaux officiers, publie les récompenses et les punitions et, comme le roi, avec plus de minutie encore, il inspecte ses régiments. Il examine une à une les coiffures des hommes, mesure la longueur des tresses, vérifie la qualité et l'épaisseur de la poudre employée pour les chevelures. Il surveille les manœuvres ; « entouré de ses fils et de ses aides de camp, trépignant pour se réchauffer, la tête nue et chauve, le nez au vent, une main derrière le dos, — comme le grand homme, — et l'autre levant et baissant la canne en mesure, il marque le pas : un, deux ! un, deux ! et met sa gloire, comme dit Masson, à braver sans fourrures quinze ou vingt degrés de froid ». Pas de pelisses même pour les vieux généraux rhumatisants ! Pas de pitié pour les soldats insuffisamment habiles à lever la jambe en cadence, ou les officiers maladroits au maniement de l'esponton : injures et coups ! Paul trouve à reprendre jusque dans l'intonation des commandements. Et les formules en sont changées : source de méprises fatales. L'empereur a beau forcer sa voix nasillarde en criant : marche ! « à l'allemande », comme il veut que ce soit, mais plutôt à la française, car les mots qu'il emprunte au règlement prussien sont pour la plupart français ; habitués au *stoupaï !* russe, les hommes ne bougent pas : invectives et bastonnades.

Mais si absorbantes que soient ces occupations, Paul s'en donne encore bien d'autres au même endroit. Il en fait son lieu préféré de travail en tout genre, bureau, salle d'audience et prétoire. Il y tient conseil ; il y assigne rendez-vous à diverses personnes qu'il veut entretenir et il y rend des arrêts. Du général au sous-lieutenant, tout son personnel militaire doit y paraitre chaque matin et un chacun y arrive en tremblant, ne sachant ce qui l'attend : élévation soudaine ou exil en Sibérie, exclusion infamante du service ou avan-



cement. Les chances mauvaises l'emportent de beaucoup. Un faux pas, une seconde de distraction, ou même, sans aucune raison, l'effet d'un soupçon effleurant la pensée du maître, et on est perdu. Les officiers se font accompagner par des domestiques ou des ordonnances, porteurs d'une valise ; car des *kibitki,* toujours prêtes, ramassent sur le lieu même ceux que l'empereur a marqués d'un mot pour la forteresse ou le bagne, et l'étroitesse réglementaire des uniformes est telle qu'elle exclut la possibilité d'introduire dans les poches ne fût-ce qu'une petite somme d'argent (1).

L'une après l'autre, des existences pleines de brillantes promesses sont ainsi fauchées, des familles honorables décimées journellement, et, dans l'exercice de cette juridiction sommaire, le redoutable justicier ne s'en tient pas à la place de parade seule. Rentrant dans son cabinet, il prend d'autres arrêts, où, après le militaire, le civil recueille sa part, et où la procédure mise en œuvre ne se distingue guère, elle non plus, de celle à laquelle, quelques années plus tôt, les Fouquier-Tinville et les Fleuriot-Lescot présidaient sur les rives de la Seine.

« Les exils et les détentions laissaient à peine quelques familles qui n'avaient pas à pleurer un de leurs membres... Les angoisses, les inquiétudes furent bientôt les seuls sentiments constants, auxquels tout le monde était en proie... Le mari, le père, l'oncle voyait dans sa femme, dans son fils, dans son héritier, un délateur, qui le faisait périr dans les cachots. La *terreur* était le sentiment général (2). »

Ces lignes n'ont pas été écrites en France, vers 1793, comme on pourrait le croire, et, se rencontrant avec la princesse Dachkov, un grand nombre de ses compatriotes ont évoqué, dans des termes presque identiques, un temps, où,

(1) *Archives russes*, 1885, t. III, p. 287 ; PANTCHOULIDZEV, *Histoire des Chevaliers-Gardes*, t. II, p. 192 et suiv.

(2) Princesse DACHKOV, *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 316, 317, 323 ; GRETCH, *Mémoires*, p. 65, 255.

comme le dit l'un d'eux, « il était épouvantable de vivre en Russie ».

Voici le témoignage d'un favori de Paul et qui date de l'époque de sa faveur :

« L'espèce de crainte dans laquelle nous vivons ici, écrit le prince Kotchoubey en avril 1799, ne peut se dépeindre. On tremble... Vraies ou fausses, les dénonciations sont toujours écoutées. Les forteresses sont remplies de victimes. Une mélancolie noire s'est emparée de tout le monde. On ignore ce que c'est que les amusements. Pleurer un parent, c'est un crime. Visiter un ami malheureux, c'est devenir la bête noire *(sic)*. L'on est torturé d'une manière incroyable (1). »

Au mois d'octobre suivant, le prince est remplacé aux Affaires étrangères par Panine, et, dans une lettre que le nouveau vice-chancelier adresse quelques mois plus tard au même correspondant, nous lisons :

« Il n'y a personne en Russie, dans toute la rigueur du terme, qui soit à l'abri des vexations et des injustices. La tyrannie est à son comble (2). »

Rédigeant ses *Souvenirs* en collaboration avec l'impératrice Élisabeth et obligée ainsi à des ménagements que lui impose d'ailleurs aussi son loyalisme monarchique très fervent, Mme Golovine parle elle-même de « trembleurs » et de « trembleuses », qu'elle aperçoit partout. A cette observation elle ajoute cependant un trait, qui est commun, dans tous les pays et tous les temps, aux crises de même genre.

« Lorsqu'on ne tremblait pas, on tombait dans une gaieté folle. Jamais on n'a tant ri... ; mais, souvent aussi, on voyait le rire du sarcasme se changer en grimace de *terreur* (3). »

Le mot que je viens de souligner se retrouve sous toutes les plumes.

N'ayant eu qu'à se louer personnellement de son séjour en Russie et du traitement qu'elle y a reçu de la part de Paul,

(1) A.-S. Vorontsov, 19 avril 1799, *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 202.
(2) 9 avril 1800, même recueil, t. XI, p. 112.
(3) Page 168.



Mme Vigée-Lebrun assure que pour les étrangers et surtout pour les étrangères de son espèce, la police de Saint-Pétersbourg adoucissait ses rigueurs, et cependant elle ajoute :

« Ne pouvant prévoir où conduirait la folie jointe à l'arbitraire, on vivait dans des transes perpétuelles. On en vint bientôt à ne plus recevoir du monde chez soi. Si l'on recevait quelques amis, on avait soin de fermer les volets, et, pour les jours de bal, il était convenu que l'on renverrait les voitures (1). »

Le trait trouve une confirmation dans les rapports d'un membre du corps diplomatique de Saint-Pétersbourg. Nous lisons dans une dépêche du baron Stedingk (2) :

« Le peu de maisons qui restent encore sont fermées hermétiquement, surtout aux étrangers, de crainte de s'exposer à des soupçons, qui pourraient avoir des suites fâcheuses. »

L'apparition seule de Paul dans les rues de sa capitale était le signal d'un sauve-qui-peut général. Un contemporain raconte comment, apercevant de loin l'empereur, un mouvement instinctif le porta à se réfugier derrière la palissade, qui entourait l'église en construction de Saint-Isaac. Il y trouva un invalide, chargé de la garde de l'enclos et l'entendit dire :

— Voilà notre Pougatchov (3) !

Le populaire appelait ainsi Paul par une double allusion et au nom du faux Pierre III et au mot *pougat*, qui veut dire effrayer.

Comblé de bienfaits par le tsar, après un pénible mais assez court séjour en Sibérie, Kotzebue se borne à assurer qu'à Saint-Pétersbourg même la vie était encore plus supportable qu'en province. Dans le voisinage immédiat du nouveau Pougatchov, on finissait par s'habituer au danger ; en province, au contraire, entendant de loin le grondement de l'orage, on demeurait, dans une alarme perpétuelle. Le pre-

(1) *Souvenirs*, t. III, p. 3-4.
(2) 18/29 mars 1799, citée par R. R..., dans *Kaiser Pauls Ende*, p. 34.
(3) Poletika, « Souvenirs », *Archives russes*, 1885, t. III, p. 319-320.



mier contact du célèbre écrivain allemand avec le régime établi par Paul avait été cependant pour infirmer le témoignage de Mme Vigée-Lebrun au sujet des égards dont auraient bénéficié à cette époque, en Russie, les étrangers de distinction. Arrêté à son arrivée à Riga, séparé de sa femme et de ses enfants, Kotzebue était, sans autre raison que sa qualité d'étranger et d'écrivain, expédié aux environs de Tobolsk. Un an après, il est vrai, un courrier le ramenait à Saint-Pétersbourg, où, avec le don d'un domaine de 4 000 âmes et toute sorte d'honneurs et de faveurs, l'attendait la direction du théâtre allemand de la capitale. La raison encore de ce brusque retour de fortune? L'empereur avait d'aventure examiné les manuscrits de l'exilé, saisis à Riga, et, y découvrant une petite pièce intitulée : *le Cocher de Pierre III*, il l'avait trouvée très flatteuse pour la mémoire de l'assassiné de Ropcha (1).

Observateur très attentif lui-même, sinon très avisé, Paul avait conscience de l'effet d'épouvante qu'il produisait et, avec son inconséquence habituelle, il trouvait plaisir parfois à cette impression, érigeant en système l'habitude de la provoquer, mais, d'autres fois, il s'en plaignait. « On me prend pour un homme terrible et insupportable, disait-il à Stedingk en mai 1800, et cependant je ne veux faire peur à personne (2). » Quelques années plus tôt, sa bru avait recueilli dans sa bouche un propos absolument contraire. Annonçant à sa mère le départ de l'empereur pour Revel, elle écrivait :

« C'est toujours quelque chose que d'avoir l'honneur de ne pas le voir. En vérité, maman, cet homme m'est *widerwaertig*, à entendre parler de lui seulement, et sa société me l'est encore davantage, où chacun, qui que ce soit, qui dit devant lui quelque chose qui a le malheur de déplaire à Sa Majesté, peut s'attendre à recevoir une grossièreté de sa part et qu'il faut souffrir. Aussi, je vous assure qu'excepté quelques officiers, en général le gros public le déteste... Figu-

(1) KOTZEBUE, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 129.
(2) R. R..., *Kaiser Pauls Ende*, p. 25.

rez-vous, maman, il fit battre une fois un officier chargé de l'approvisionnement de la cuisine de l'empereur, parce que le bouilli avait été mauvais à dîner! Il l'a fait battre sous ses yeux et encore a fait choisir une canne bien forte! Il fait mettre aux arrêts un homme ; mon mari lui représente que c'est un innocent, qu'un autre est fautif! Il lui répond : « C'est égal! ils s'arrangeront ensemble. » Voilà de ces petites anecdotes qui arrivent journellement. Aussi suis-je la belle-fille la plus respectueuse, mais en vérité peu tendre. Au reste, *cela lui est égal d'être aimé, pourvu qu'il soit craint.* Il l'a dit lui-même (1). »

Paul disait, comme il faisait, beaucoup de choses s'opposant l'une à l'autre. Il a eu certainement le souci d'être aimé, comme il a eu le désir d'être juste et cependant, dans les annales de son règne si court, s'est inscrite, par sa volonté, une page, dont aucun trait de l'histoire du Terrible lui-même n'a dépassé l'horreur et l'infamie : l'affaire Grouzinov. Sur de vagues soupçons, ou en vertu de prétendues preuves qui ne figurent pas au dossier du procès, deux officiers de ce nom, colonels dans la garde et jouissant naguère de la faveur, voire de la confiance particulière du souverain, sont livrés aux bourreaux, avec nombre de prétendus complices. L'un reçoit le knout après un simulacre d'instruction judiciaire ; l'autre, avant la clôture même de celle dont il est l'objet, tombe sous le coup d'un arrêt, qui est simplement un oukase de l'empereur, et qui condamne le favori de la veille à recevoir le fouet sans merci. Doué d'une vigueur exceptionnelle, le malheureux épuise successivement l'effort de trois exécuteurs et il ne succombe qu'après plusieurs heures de supplice. Après quoi, un de ses oncles et trois cosaques impliqués dans l'affaire ont la tête tranchée (2).

L'ami de Novikov et le protecteur de Kapnist ne manque

(1) 27 juin/8 juillet 1737, grand-duc Nicolas Michaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 294.

(2) Karassiév, dans *Antiquité russe*, 1878, t. XXIII, p. 241 et suiv. Cf. même recueil, 1873, t. VII, p. 484 et suiv., 573 et suiv.

pas, cette fois encore, d'éprouver des remords — et le besoin de venger, sur d'autres que lui-même, l'offense à la justice dont il s'était lui-même rendu coupable. L'exécution avait eu lieu à Novotcherkask, dans la province du Don. Mandant le gouverneur, prince Gortchakov, à Saint-Pétersbourg, Paul le prit impudemment à témoin de son innocence. Pour mieux établir celle-ci, il mit en congé le général Riépine, qui en présidant à cette boucherie n'avait fait qu'obéir aux ordres reçus. Car, en parlant de « fouetter sans merci », le tsar savait ce qu'il disait.

Comme la fille de Pierre le Grand, à raison d'un vœu qu'elle aurait fait au moment de son avènement, le fils de Catherine affectait de ne jamais prononcer de sentence de mort. Mais, d'après un récit de Masson, que le témoignage de la grande-duchesse Élisabeth rend vraisemblable, faisant fouetter en sa présence un soldat, pour une bagatelle, il répétait : « Plus fort! Encore plus fort! » Et, le supplicié s'écriant sous les coups : « Maudite tête chauve! » il ordonnait de l'achever (1). Comme sa grand'tante aussi, il tirait volontiers vengeance d'une épigramme en faisant couper des oreilles ou arracher des langues. Tel fut le sort du poète, capitaine Akimov, auteur d'un distique célèbre se rapportant à la construction de l'église de Saint-Isaac. Somptueusement commencée par Catherine, elle était poursuivie par son fils sur un plan plus modeste :

« Des deux règnes voici l'image allégorique :

« La base est d'un beau marbre et le sommet de brique. »

Eu égard aux mœurs et aux habitudes de l'époque, l'ordre, presque journellement répété par l'empereur, de « fouetter sans merci » équivalait aussi pratiquement, dans la plupart des cas, à une condamnation capitale, aggravée de torture. Pour un grand nombre de condamnés, le simple exil en Sibérie ne constituait pas lui-même une peine beaucoup plus douce. S'ils n'étaient emmenés à pied, traînant des chaînes

(1) MASSON, *Mémoires*, t. I, p. 354; cf. ci-dessus, p. 162.



et tombant d'épuisement à chaque étape, pour se relever sous les coups des convoyeurs, les exilés faisaient la route dans une *kibitka* hermétiquement close, avec deux petites ouvertures seulement, une en haut par laquelle on leur donnait leur nourriture, — une livre de pain noir par jour, avec quelques gorgées d'eau, une ou deux fois en vingt-quatre heures, — l'autre en bas pour la satisfaction des besoins naturels. Les convoyeurs ne connaissaient habituellement pas les noms des prisonniers et avaient défense de leur parler ou de répondre à leurs questions.

Et Paul veille à ce que les déportés n'échappent à aucune des épreuves cruelles de ce terrible voyage; il tient la main à ce que leurs souffrances n'y reçoivent aucun adoucissement. En avril 1800, pour avoir permis qu'à leur passage par Tver, deux exilés de marque, le prince Sibirski, ex-commissaire général de la guerre, et son adjoint, Tourtchaninov, se fissent panser leurs jambes couvertes de plaies par le frottement des chaînes, le gouverneur de la ville, Teils, encourt un internement à la forteresse, et l'intervention du procureur général Obolianinov, qui est de ses amis, lui épargne, seule, un châtiment plus rigoureux (1). Cette même année, en application d'un arrêt du conseil de guerre, confirmé par Paul, le capitaine d'état-major Kirpitchnikov est passé par les baguettes et reçoit mille coups (2).

Recueilli dans la chronique du temps par les éditeurs des mémoires apocryphes de Tchitchagov (3), le trait suivant est sans doute de pure invention. Il traduit fidèlement, cependant, l'idée que les contemporains arrivaient à se faire de la manière du souverain. S'entretenant avec Stroganov d'un de ses anciens intimes, l'empereur dit : « C'était un homme que j'aimais beaucoup; il s'est souvent sacrifié pour moi et

(1) Ilinski, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, t. III, p. 399; cf. *Archives Vorontsov*, t. XXXII, p. 272.

(2) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 192.

(3) Les éditions de ces mémoires sont extrêmement nombreuses. La dernière, de 1910, qui n'est qu'une réimpression de celle de 1862, n'offre pas plus de garantie d'authenticité.



je le considérais comme un fidèle ami; c'est dommage qu'il ait mal tourné... » Stroganov s'informe et apprend que, dans un moment de colère, Paul a fait conduire à la forteresse et fouetter « sans merci » l'ami fidèle et secourable, qui a succombé au traitement!

Et pourtant encore, le même homme a débuté en brisant les chaînes de Novikov, comme celles de Kosciuszko, et, entre deux actes de violence et de cruauté, des traits de douceur et de générosité se laissent aussi citer à son actif en grand nombre. Moins terrible que tracassier, Paul n'a au fond rien de commun avec Ivan IV, et si, en voulant singer Frédéric II, il lui arrive d'imiter davantage les conventionnels français, ses fureurs lui donnent parfois aussi quelque ressemblance avec Don Quichotte. Si peu qu'il s'en soit soucié, cela lui vaut une excuse.

VII

Au cas du gouverneur de Tver, puni pour un mouvement de pitié si justifiable, se laisse opposer celui du lieutenant-colonel Laptiov, ce parent de la princesse Dachkov, qui, pour accompagner la malheureuse au lieu de son exil, osait dépasser les limites de son congé. Paul le complimenta :

— En voilà un au moins qui ne porte pas cotillon!

Le régiment de cet officier se trouvant supprimé, il lui en donna un autre, avec, bientôt après, la croix de commandeur de Malte.

Bravant les consignes qui l'isolaient à Korotova, d'autres parents et amis allèrent y voir la princesse. Paul n'en prit encore pas offense.

— Pour ceux qui peuvent avoir de l'amitié ou de la reconnaissance pour cette dame, c'est le vrai moment de les lui témoigner, l'entendit-on dire (1).

(1) Princesse DACHKOV, « Mémoires », *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 326, 335.



Reprenant un subordonné pour une faute de service, un colonel gatchinois l'apostrophe ainsi :

— Tu crois encore servir la vieille p...!

L'apostrophé réplique par un soufflet et un crachat au visage de l'insulteur. Il est dégradé ; mais, quelques jours après, Paul le fait venir, l'embrasse, l'avance au grade de lieutenant-colonel et le remercie d'avoir pris la défense de sa souveraine (1).

Si, revisés par lui, les arrêts des conseils de guerre reçoivent le plus souvent une aggravation, il arrive aussi que le souverain les adoucisse, — parfois assez mal à propos d'ailleurs, comme dans le cas d'un sous-lieutenant des grenadiers du Caucase, condamné à mort pour avoir, au cours d'une campagne en Géorgie, poussé des soldats à la désertion, en les maltraitant en état d'ivresse. Paul réduit la punition à deux mois de prison (2).

En matière religieuse, l'ancien châtelain de Gatchina continue à pratiquer, de certaine façon, une large tolérance. Il y porte bien les instincts despotiques et les procédés inquisitoriaux qui sont dans son tempérament. Libres de professer la religion dans laquelle ils sont nés, les étrangers établis en Russie n'ont pas licence pour s'abstenir des devoirs qu'elle leur impose. Publié en diverses langues, un règlement les engage à n'en négliger aucun, sous peine d'être traités comme des rebelles. Dans les églises catholiques, désertées sous le règne précédent et maintenant remplies, des boîtes sont disposées auprès des confessionnaux pour recueillir les noms des pénitents, avec indication de leur profession et de leur domicile. Les bulletins ainsi établis passent tous les jours sous les yeux de l'empereur, et les billets d'absolution, délivrés par les confesseurs sous leur signature, servent aux porteurs de carte de sûreté. La police en tient compte. Aussi deviennent-ils bientôt l'objet d'un trafic scandaleux (3).

(1) Sanglène, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 484-485.
(2) Karatyguine, dans *Messager hist.*, 1886, t. XXVI, p. 135 et suiv.
(3) Masson, *Mémoires*, t. II, p. 220.

En même temps, Paul entend séparer entièrement le domaine religieux du domaine intellectuel. Sous l'influence de Rastoptchine, il ne tarde pas à répudier ses anciennes sympathies pour les martinistes et les maçons. Il renvoie Novikov de Saint-Pétersbourg et le remet sous la surveillance de la police. Ami de Novikov et grand philanthrope, un ancien maître de poste de Viérkhotourié, devenu chef d'une exploitation industrielle très importante, Maxime Podkhodiachtchyï, multiplie en vain des réclamations au sujet des sommes considérables qu'il a engagées dans la maison d'édition que l'emprisonnement du célèbre publiciste a ruinée. Il sollicite sans succès la permission d'écouler l'énorme stock de librairie que la catastrophe laisse disponible. Dans cet ordre d'idées, Paul devient d'année en année plus réfractaire à toute compromission. En janvier 1801, un commerçant prussien, Schirmer, projetant l'organisation d'un cercle artistique et littéraire, il est arrêté, mis pour un mois au pain et à l'eau, puis renvoyé dans son pays (1).

Par contre, le fils de Catherine prélude, un siècle à l'avance, aux mesures qui, hier seulement et encore d'une façon assez incomplète, ont assuré en Russie la liberté du culte. Un oukase du 18 mars 1797 la proclame, avec quelques réserves seulement relatives à la propagande catholique dans les provinces polonaises (2). Un oukase du 12 mars 1798 autorise les « vieux-croyants *(staroobriadtsy)* à construire des églises dans toutes les éparchies. Le 27 octobre 1800, après entente avec le métropolite de Moscou, la mesure est mise en application jusque dans la capitale du monde orthodoxe. Le mois suivant, Paul visite dans sa maison le chef des *raskolniks* pétersbourgeois, Mylov, et l'invite à assister avec ses coreligionnaires à un des offices célébrés dans l'église de la cour. A l'issue de la cérémonie, il reçoit ces hôtes étranges

(1) *Ancienne et nouvelle Russie*, 1873, t. VII, p. 576.

(2) *Recueil complet des lois*, numéros 17879 et 17904. Contre la propagande catholique d'autres mesures furent prises ultérieurement par oukase du Sénat, 12 janvier 1799, *Recueil complet des lois*, numéro 18818.



dans son cabinet, les y retient pendant plusieurs heures, les interroge sur l'impression que l'office leur a laissée et sur la différence des deux rites. Il demande à Mylov sa bénédiction et finit par l'engager à officier à sa façon dans cette même église.

L'ombre d'Avvakoum, le farouche champion du *raskol*, brûlé vif en avril 1681 à Poustoziérsk (1), a dû en concevoir une bien vive surprise !

Mylov fait partie des *popovtsy*, dissidents qui maintiennent l'obligation du sacerdoce. On en conclut que la préférence du souverain est acquise à cette secte, et, en effet, deux chefs de la confrérie rivale des « sans-prêtres » *(bezpopovtsy)* sont arrêtés et mis en demeure de se rallier à l'opinion de leurs adversaires. Sur leur refus, l'un, Pechniévski, est rasé et astreint à faire le métier de cocher ; l'autre, Kostsov, enfermé dans une prison qu'il ne quittera qu'à l'avènement d'Alexandre (2).

Au delà de l'accommodement entre elles des sectes dissidentes, Paul et Platon visent à la vérité un but plus conforme à leurs sentiments naturels : leur attitude conciliante a déterminé dans ce milieu quelques velléités de retour au giron de l'orthodoxie et le métropolite de Moscou cherche à stimuler le mouvement, en rédigeant un projet d'unification religieuse, qui reçoit l'approbation du Saint-Synode. L'effet en demeure cependant à peu près nul.

Le monde du *raskol* est partagé par des divergences d'idées, de sentiments, de discipline surtout, trop grandes. Dans la masse des sectes, les « sans-prêtres » ne se trouvent aussi pas seuls exclus du bénéfice des dispositions bienveillantes manifestées par le souverain, ou les représentants de l'Église officielle. Des *Doukhobortsy*, hommes, femmes et enfants, au nombre de cent cinquante-six, sont simultanément chassés du gouvernement de Kharkov et envoyés à l'île d'Œsel d'abord, puis à Dünamünde, où on les emploie à des travaux

(1) Voy. K. WALISZEWSKI, *les Premiers Romanov*, p. 446.
(2) LAPOTNIKOV, dans *Antiquité russe*, 1878, t. XXII, p. 173.

de fortification. De la province de la Nouvelle-Russie, un autre convoi comprenant trente et un membres de la même communauté est expédié aux mines d'Ékatiérinenbourg, sous l'inculpation de « refus d'obéissance au pouvoir suprême établi sur terre par la volonté divine (1) ». Le chef des *skoptsy*, Selivanov, encourt un internement dans une maison d'aliénés (2). En août 1799, un soldat, Skripnitchenko, et sa femme sont, pour fait d'hérésie, frappés plus sévèrement encore : knout et arrachement des narines (3).

Dans cette sphère, la pensée de Paul se montre aussi hésitante que dans toutes les autres ; ses actes y donnent l'impression d'une incohérence égale, mêlant pareillement les plus nobles inspirations aux plus lamentables abus de pouvoir.

Dans l'ensemble, le mauvais l'emportait certainement sur le bon. Quelques effets salutaires de cette activité mal ordonnée se faisaient cependant sentir, et, observateur bien placé à tous égards, le prince Czartoryski en indique un dont, si cruellement éprouvées depuis le partage, les provinces polonaises elles-mêmes recueillaient le bienfait. Terrorisés comme tout le monde, les gouverneurs de ce pays n'osaient, dit-il, se permettre « des abus trop criants (4) ». C'est un trait qui se rencontre souvent dans l'histoire des despotismes individuels, et pour cette raison, tout aussi mal inspiré et malfaisant que celui des jacobins de France, le gouvernement de Paul n'a pas, à beaucoup près, exercé les mêmes ravages. Un tyran vaut toujours mieux que cent tyranneaux. Pour avoir frappé un postillon et réclamé douze chevaux à un relais, son rang ne lui donnant droit d'en faire atteler que la moitié, un général aide de camp, le prince Chtcherbatov, était mis en congé (5).

Si redoutable qu'il fût, le despotisme personnel de Paul ne s'exerçait d'autre part que dans un rayon assez court, à raison

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 19097. Voy. aussi *le Régicide du 11 mars*, p. 423.
(2) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 174.
(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 306.
(4) *Mémoires*, t. I, p. 133-134.
(5) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 167.

même de la portée d'esprit du despote, qui n'était pas grande, et de ses moyens d'action, qui n'avaient pas plus d'ampleur. Jusque dans le voisinage immédiat du souverain, cour et haute société de Saint-Pétersbourg, on n'en souffrait pas autant qu'on l'a dit. Terrorisée elle-même, à l'en croire, Mme Vigée-Lebrun n'en était pas engagée à abréger son séjour en Russie, et, après avoir narré les ennuis et les angoisses qu'elle traversait avec tous les habitants de la capitale, elle écrit : « Tout ce qu'on vient de lire n'empêche point que Pétersbourg ne fût alors pour un artiste un séjour aussi utile qu'agréable. L'empereur Paul aimait et protégeait les arts. Grand amateur de la littérature française, il attirait et retenait par ses générosités les acteurs auxquels il devait le plaisir de voir représenter nos chefs-d'œuvre, et l'on ne pouvait posséder un talent en musique ou en peinture sans être assuré de sa bienveillance. Doyen, le peintre d'histoire, se vit distingué par Paul, comme il l'avait été par Catherine. L'empereur lui commanda un plafond pour le nouveau Palais Michel... Sous le rapport des agréments de la société, Pétersbourg ne laissait rien à désirer (1). »

C'était la part des hautes sphères sociales ; or, sous ce régime, celles-ci ne furent nullement privilégiées. La bienveillance de Paul allait même de préférence aux couches inférieures, qui, elles, ne semblent donc pas avoir eu à se plaindre du nouveau régime, au contraire ! bien que Kotzebue ait assurément usé d'hyperbole en disant : « Le peuple était heureux, personne ne le gênait. » Mais tout est relatif, et, pour la masse des habitants, la Russie de Catherine II n'était sûrement pas un Éden. S'il ne voulait pas abolir le servage, Paul essayait du moins, par à-coups et boutades comme il faisait toutes choses, d'en atténuer les conséquences naturelles. Il cherchait à introduire dans ce domaine un principe modérateur et se donnait ainsi des droits certains à l'indulgence, voire à la reconnaissance de la postérité.

(1) *Souvenirs*, t. III, p. 14.



Tout compte fait, les fureurs de ce maitre paraissent avoir donné encore plus de peur à ses sujets qu'elles ne leur causaient de mal, en même temps que pour le plus grand nombre, elles étaient largement compensées par ses élans généreux. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur cette question. Mais, quel que soit leur mérite, les régimes politiques trouvent plus communément la raison de leur échec dans ce qu'ils ont de meilleur que dans ce qu'ils ont de pire, et, en outre, Paul ne se contentait pas de protéger les paysans, ou de faire figure de Mécène artistique et littéraire. Il avait d'autres, très multiples et très hautes ambitions, auxquelles ses ressources de gouvernement, dont nous venons de prendre une idée, ne répondaient absolument pas. Moyennant quoi, s'ils n'étaient pas, dans l'ensemble, aussi maltraités qu'on l'a jusqu'à hier affirmé, tous les Russes de ce temps furent, quoi qu'on prétende aujourd'hui, gouvernés, tant que ce maitre vécut, en dépit du bon sens.

CHAPITRE VI

L'ENTOURAGE DU MAITRE

I. Les états de service d'un fonctionnaire. Vicissitudes rapides des carrières. La lanterne magique. Le personnel légué à Paul par Catherine. Il en conserve d'abord la plus grande partie. Les deux chanceliers : Ostermann et Bezborodko. Un agent provocateur. Arkharov. Les grands hommes de guerre. Roumiantsov et Souvorov. Les non-valeurs. « Marin d'eau douce, maréchal d'eau salée. » — II. Le nouveau personnel. Les deux Kourakine. La crise du département des Affaires étrangères. Kotchoubey et Panine. La toute-puissance de Rastoptchine. L'homme fatal. Pahlen. L'homme dévoué à toute épreuve. Araktchéiev. Le défilé des procureurs généraux. Obolianinov. Un favori immuable. Koutaïssov. — III. Les influences féminines. La rentrée en faveur de Mlle Nélidov. Alliance avec l'impératrice. Rôle bienfaisant. « La grondeuse. » Dissentiments nouveaux. L'émigration française et la propagande catholique. L'aventure de Malte. Mlle Nélidov contribue à y engager Paul. Ligue contre la favorite. On lui suscite une rivale. — IV. Paul à Moscou. Mlle Lapoukhine. Rupture de ban conjugal. Bouleversement général des situations. Retraite de Mlle Nélidov. — V. La nouvelle favorite. Elle régente la cour. « La grâce divine. » Délire amoureux. Romantisme chevaleresque et galanterie française. Paul jaloux. Le mariage de la favorite. La princesse Gagarine devient maîtresse en titre. Ménage à trois et partie carrée. — VI. Un monde interlope. Actrices et aventurières. M. et Mme Chevalier. Intrigants et espionnes. Prédilection de Paul pour le monde du théâtre. Un émule de Talma. Frogères. Vers la catastrophe.

I

Parmi les collaborateurs de Paul a figuré un certain Glinka. Voici ses états de service pour l'espace de quatre années : nommé conseiller d'État actuel le 5 avril 1797 ; vice-gouverneur d'Esthonie le 30 mai suivant ; gouverneur d'Arkhangelsk le 31 août ; mis en congé le 31 décembre de la même année ; gouverneur de Novgorod le 5 avril 1798 ; transféré à Saint-Pétersbourg le 22 décembre dans la même fonction ;

renvoyé du service, pour négligence, le 2 mars 1800 ; conseiller intime et sénateur deux semaines après ; donataire le 14 juillet suivant de 5 000 diéssiatines de terre dans le gouvernement de Saratov (1).

Comme l'indique cet exemple, le personnel employé par le fils de Catherine a participé de la mobilité de ses idées, et il est encore nécessaire de passer cette équipe en revue avant d'aborder l'examen des événements où elle a figuré. Intérieure ou extérieure, l'histoire du règne se trouve intimement liée aux mutations rapides dont elle était l'objet, et, d'autre part, à travers ses péripéties multiples, le drame à grand spectacle, où Paul a tenu le premier rôle, serait inintelligible à défaut de ce coup d'œil préalable sur la physionomie des principaux comparses. Quelques-uns, anciens compagnons du châtelain de Gatchina, ou collaborateurs de sa mère, nous sont déjà connus. Pour les autres, des indications sommaires suffiront.

Épris d'un idéal de pouvoir absolu, qui, pour lui, ne pouvait être que la plus irréalisable des chimères, en essayant d'étreindre ce rêve, Paul l'a vu constamment échapper à son effort. Entre sa volonté et la possibilité de la réaliser, des volontés plus fortes s'interposaient toujours, disputant, dérobant à la sienne la substance de cette toute-puissance si passionnément convoitée. Déçu et irrité, il brisait ces puissances rivales, mais pour céder à d'autres l'objet de son désir déconcerté. Et, caprice à part, ce fut la raison essentielle du phénomène que nous allons examiner.

Des vicissitudes de carrière encore plus singulières que celles dont nous venons de faire mention se laissent relever au cours de ces quatre années. Promu sénateur le 25 décembre 1796, le comte Münnich avait, *trois jours auparavant,* encouru une mise à la retraite comme conseiller intime. Congédié le 17 juin 1799 par un oukase le déclarant expressément *impropre à tout emploi,* le gouverneur de Kiév, Myla-

(1) Bobozdine, dans *Messager hist.*, 1888, t. XXXII, p. 653-654.



chov, se trouvait, dès le 8 juillet suivant, réintégré dans son ancienne fonction.

« On avait à peine lu dans la gazette la nouvelle d'une promotion, écrit la princesse Dachkov, que déjà la personne nommée à tel ou tel emploi était déplacée. »

Ainsi qu'il a été marqué plus haut, Paul avait cependant sagement débuté en conservant la plus grande partie du personnel que lui léguait Catherine. Vice-chancelier depuis 1775 et chef nominal aux relations extérieures depuis la mort de Panine (1783), le vieil Ostermann était à la tête de ce département un figurant décoratif. Par amour du décor, tout en respectant cette situation, Paul ne put se retenir d'y apporter une modification de forme. Il lui fallait un chancelier. Ostermann eut le titre, mais ne s'en trouva pas bien. Étourdi par cette haute fortune, il envia à Bezborodko la conduite effective des affaires, et dut, dès le 21 avril 1797, lui céder la place.

Paul aurait voulu y mettre l'ancien défenseur de son père, Simon Vorontsov, relégué pour cette raison, en une sorte d'exil honorifique, à l'ambassade de Londres. Mais l'exilé s'y plaisait. Usé par les plaisirs, il préférait leur abandonner encore les loisirs que lui laissait cette mission et les répits que lui accordait une maladie de cœur dont il souffrait. Fatigué lui-même, Bezborodko se serait volontiers effacé devant tout autre concurrent; mais, au dire de Rastoptchine, « la place le tenait plus qu'il n'y tenait », incapable qu'il était de rendre compte, pour plusieurs millions, des dépenses faites dans les divers emplois qu'il détenait (1). Très vraisemblablement, par contre, Paul n'aurait pas souffert indéfiniment, dans un poste de cette importance, la présence du seul homme qui, au témoignage de Cobenzl, « fût en mesure de lui faire des représentations (2) », et la mort du second chancelier, en avril 1799,

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 189-190; t. XII, p. 214 et 223; t. XIII, p. 409; *Lectures de la Société d'hist.*, 1862, t. III, p. 185-187.

(2) Vivenot, « Thugut », *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 157.

devança seulement une disgrâce, qui s'annonçait à bref délai.

Le souverain reçut sans regret la nouvelle de cette perte. « Chez moi, tous sont des Bezborodko! » aurait-il dit à un diplomate étranger (1). Au rapport de Rastoptchine, bien qu'il eût, rien que pendant les six derniers mois de sa vie, reçu 16 000 âmes, d'un revenu net de 180 000 roubles, et 80 000 diéssiatines de terres, le défunt ne cessait de prendre de toutes mains, rançonnant notamment les raskolniks, auxquels il promettait sa protection; tirant de l'étranger, en franchise, une quantité de marchandises sur la vente desquelles il réalisait des bénéfices énormes (2). C'était l'école de Catherine; mais le même homme savait, d'une main souple et ferme, guider la politique extérieure de la Russie dans les voies tracées par l'impératrice et assurer son prestige.

Pas plus qu'à choisir de nouveaux collaborateurs, Paul, lui, ne s'entendait à utiliser convenablement ceux que le règne précédent lui laissait. Qu'il employât un Nicolas Arkharov à prévenir, ou à réprimer, la rébellion présumée d'un Alexis Orlov, c'était dans l'ordre naturel des choses. Catherine avait demandé des services analogues à ce policier, assurément adroit, mais dont M. de Sartine, en entrant en correspondance avec lui, paraît cependant s'être exagéré les talents. Appréciant l'homme et ses aptitudes à leur valeur juste, la grande souveraine le confinait, strictement et bride au cou, dans des fonctions subalternes. Paul l'appela d'emblée au gouvernement militaire de la capitale, et ce fut un désastre. Devenue, depuis, traditionnelle en Russie dans cette sphère, la méthode du nouveau proconsul, car Arkharov visa à ce rôle, consistait à exaspérer les habitants par des excès de pouvoir, — rudesse, mesures vexatoires ou zèle inquisitorial, — et à maintenir le souverain dans un état d'alarme continuelle par la dénonciation des mouvements de révolte, plus ou moins réels, qu'il provoquait de cette façon.

(1) Grigorovitch, *le Chevalier Bezborodko*, *Recueil de la Société d'hist. russe*, t. XXIX, p. 427. Cf. *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 203.
(2) *Archives russes*, 1876, t. III, p. 67.



Ce trop habile coquin passe pour s'être perdu par son habileté même, rendue trop entreprenante. Accompagnant l'impératrice au retour du couronnement, il eut l'idée de jouer auprès de la souveraine elle-même ce rôle d'agent provocateur où il excellait. Il engagea donc cette princesse dans un entretien, où il introduisait de perfides allusions au coup d'État de 1762, avec des insinuations flatteuses dont on devine le sens. Si ingénue qu'il la jugeât, Marie Féodorovna ne l'était pas assez pour donner dans le piège. Elle rapporta la conversation à son mari et dès le 17 juin 1797, Nicolas Petrovitch fut chassé, entraînant dans sa chute son frère Ivan, qui, bien qu'il marchât dans la même ornière à Moscou où il occupait le même emploi, se fit regretter, parce que, bon vivant, il exerçait une large hospitalité (1).

Dans le civil, en dehors de ces personnages, l'héritage de Catherine ne comprenait guère que des médiocrités. Les temps héroïques étaient passés et le favoritisme avait fait sentir son influence déprimante. Dans le militaire, le glorieux Roumiantsov se trouvant condamné à la retraite depuis quelques années déjà, autant par sa santé délabrée que par la haine jalouse qu'il avait inspirée à Potemkine, un autre grand homme restait, plein de vigueur encore à bientôt soixante-dix ans d'âge, et, après une brillante carrière, destiné à d'autres plus éclatants exploits. Le temps et les intrigues de cour avaient épargné Souvorov.

Le futur prince d'Italie savait d'ailleurs, quand il le voulait, être un fort adroit courtisan. Mais, après avoir fait la preuve de ses talents à cet égard avec le prince de la Tauride comme avec l'auguste protectrice du favori, il devait, pour diverses raisons, se refuser à en faire usage avec le nouveau maître. Paul ne lui accorda, pour commencer, qu'un regard distrait, où le dédain seul tempérait une franche hostilité. Pacifiste résolu, il ne croyait pas avoir besoin de ce foudre de guerre et le héros de Rymnik était le représentant attitré

(1) Tourguéniév, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1885, t. XLVIII, p. 73-74.

de la tradition et de l'école que le créateur de l'armée de Gatchina avait à cœur d'anéantir. Souvorov passait aussi pour un des signataires du manifeste par lequel Catherine avait voulu déshériter son fils. Au physique, enfin, comme au moral, il montrait une figure qui, tout en le rendant l'idole de ses soldats, pouvait, à d'autres regards, paraître moins plaisante.

Pendant le séjour à Saint-Pétersbourg de Gustave IV, en 1796, un homme de cour surprenait une extraordinaire ressemblance entre le farouche soldat, dont l'origine finnoise est connue, et le duc de Sudermanie qui accompagnait le roi et dont la comtesse Golovine esquisse le portrait suivant dans ses *Souvenirs* : « Haut comme la jambe, les yeux un peu louches et riants, une bouche en cœur, un petit ventre pointu et tout de côté et des jambes comme des cure-dents (1). » « Des manières de polichinelle, ce qui lui donnait un air de vieux polisson », ajoute Rastoptchine (2). Masson renchérit à son habitude, avec un trait plus lourd : « Monstre, dit-il, en parlant de Souvorov lui-même, qui renferme dans le corps d'un boucher l'âme d'un singe (3). » En 1784, écrivant à Potemkine pour solliciter un commandement indépendant, l'objet de ces descriptions peu flatteuses s'était ainsi dépeint lui-même :

« Je sers depuis plus de quarante ans et j'en ai presque soixante. Mon seul désir est de finir mon service les armes à la main. Mon long séjour dans les rangs inférieurs de l'armée m'a inculqué la grossièreté dans les actions, avec un cœur très pur, et m'a empêché de prendre les usages du monde... L'étude m'a enseigné le bien. Je mens comme Épaminondas, je cours comme César, je suis ferme comme Turenne et honnête comme Aristide. N'entendant rien aux finesses de l'adulation et aux flatteries, je n'arrive souvent pas à plaire à mes supérieurs, mais je n'ai jamais manqué de parole à un ennemi et j'ai été heureux, car je commande au bonheur (4). »

(1) *Souvenirs*, p. 120. Cf. MORANE, *Paul Ier*, p. 425.
(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 143.
(3) *Mémoires*, t. I, p. 299.
(4) MILIOUTINE, *Histoire de la Campagne de 1799*, t. III, p. 118.

L'originalité poussée à la bizarrerie, dont témoigne cette confession, ne s'est développée, chez son auteur, que progressivement. Dix années plus tôt, la correspondance de Souvorov avec le prince de la Tauride n'en laissait paraître rien encore, le montrant observateur pénétrant et rapporteur exact des faits sur lesquels il avait à renseigner son chef, en même temps que subordonné attentif à ménager la bienveillance du favori par des services qui allaient jusqu'à lui envoyer, sur sa demande, trois jeunes filles de Crimée et un garçon... (1) ! Mais, à partir de 1788, en devenant d'une *imperialis brevitas*, de très prolixes qu'ils étaient habituellement jusque-là, les messages du César russe trahissent un désordre d'esprit, qui semblerait incompatible avec l'exercice d'une fonction impliquant de lourdes responsabilités. On y trouve presque constamment un mélange d'apophtegmes et d'interjections à peu près inintelligibles, surtout quand l'auteur se sert de la langue française, ce qu'il fait volontiers, et où seuls, s'expriment avec clarté : l'énergie indomptable dont il reste animé, la soif d'action qui le dévore, la confiance dans son génie qui ne l'abandonne pas, et le chagrin de ne pouvoir faire emploi de forces encore intactes, au gré d'une ambition qui demeure inassouvie.

« Mon honneur m'est plus cher que tout, écrit-il le 18 août 1788 de Kinburn; son défenseur est Dieu. Après cela..., je ne suis pas une allumette. Ma blessure ? Une plaisanterie ! Deux médecins et un troisième ont crié en divaguant et ont fini par s'enfuir de moi, comme des chevaux de course. Mais elle était mortelle et aujourd'hui encore il paraît que j'en ai jusqu'à la semaine prochaine. Vous savez que les médecins sont pour nous flatter... Je sens en ce moment aussi mes anciennes blessures, mais je veux servir tant que je vivrai (2). » Dans une note datant de la même époque, se rencontre cette phrase : « Si je serais *(sic)* Jules

(1) *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 283 et suiv.; 298 et suiv.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 315. Cf. WALISZEWSKI, *Autour d'un trône*, p. 53 et suiv.

César, je me nommerais le premier capitaine du monde. »

Pour un ambitieux de cette taille et de cette humeur, il n'y avait pas de place dans le troupeau de marionnettes dociles que Paul prétendait dresser à l'exécution de ses volontés et de ses caprices. En se heurtant, les bizarreries des deux hommes étaient peu faites aussi pour rendre possible un accord prolongé entre eux. Souvorov n'approuva pas les réformes militaires du souverain et les apprécia dans le langage pittoresque qui lui était familier : « La poudre à cheveux n'est pas bonne pour charger un fusil, les boucles ne sont pas des canons à mitraille, les tresses ne sauraient faire office de briquet et je n'ai rien d'un Allemand. » Dès le mois de janvier 1797, il s'attira une verte réprimande pour une infraction au nouveau règlement, dans un détail d'ailleurs insignifiant. Mais il indisposa surtout Paul en partageant ostensiblement l'aversion de Simon Vorontsov pour les agréments de « la place de parade » . Il n'était bon que pour la guerre, disait-il, et le pas savamment cadencé, mais trop court, auquel on dressait des soldats, avec lesquels il avait accoutumé de courir à la victoire, lui était un objet de dégoût. « Bon moyen, grommelait-il, pour ne faire que trente verstes au lieu de quarante en marchant à l'ennemi ! » Boudant, frondant et raillant, il se retira dans sa terre de Kobryn, en Volhynie, et finit par demander un congé. D'ordre de l'empereur, Rastoptchine répondit que le désir du maréchal avait été devancé, et, le 6 février 1797, après la parade, la note suivante fut publiée :

« Le feld-maréchal, comte Souvorov, ayant dit qu'en l'absence d'une guerre il n'avait rien à faire, pour ces paroles il est exclu du service. »

Réglementairement, la mesure entraînait la perte du droit au port de l'uniforme, et Paul n'estima pas que le cas méritât une exception.

Ainsi pris au mot, Souvorov fit mille folies. Il enterra solennellement son uniforme et ses décorations, refusa de recevoir une lettre de l'empereur, parce qu'elle se trouvait adressée



au feld-maréchal comte Souvorov, « être qui n'existait plus ». Il donna la comédie à ses voisins de Kobryn, en galopant avec tous les gamins du village, monté sur un bâton, et, en avril suivant, se fit envoyer à Kontchanskoïé, autre terre qu'il possédait dans le gouvernement de Novgorod et qui était d'ailleurs son domaine patrimonial, assez modeste. Logé dans une maison de paysan, comme la princesse Dachkov, il fit mine d'être entièrement satisfait. Vêtu d'un pantalon et d'une chemise, ou quittant même la chemise en été, il continua à jouer avec les jeunes paysans, fraya avec leurs pères, arrangea des mariages, réconcilia des familles et, les jours de fête, lut l'épître à l'église, chanta au chœur et sonna les cloches.

Au fond, il s'ennuyait et surtout supportait impatiemment la surveillance importune du commissaire attaché à sa personne, selon la pratique du temps. Il criait aussi misère. Brouillé avec sa femme, Barbe Prozorovski, une nièce de Roumiantsov, il lui refusait une pension, alléguant sa propre misère, bien qu'il gardât 50 000 roubles de revenus et une belle maison à Moscou. Un voisin de campagne, fort riche mais de basse extraction, étant venu le voir dans un équipage attelé de huit chevaux, il en faisait mettre quatre-vingts à sa voiture pour rendre cette visite, sauf, au retour, à sauter dans une *téliéga* (1) à un cheval. En septembre, n'y tenant plus, il demanda grâce : « Grand souverain, ayez pitié d'un pauvre vieillard ! Pardonnez si j'ai commis quelque faute ! »

Paul se montra inflexible ; il écrivit en marge de la lettre : « Pas de réponse. » Mais l'année suivante, à son tour, il conçut des regrets. Ses dispositions pacifiques s'évanouissant et son entrée dans la coalition antifrançaise devenant imminente, il envoya à Kontchanskoïé le neveu de l'exilé, le prince Gortchakov, porteur d'un message gracieux, qui invitait l'illustre guerrier à venir à Saint-Pétersbourg.

Souvorov ne se pressa pas de répondre à l'appel ; il voyagea

(1) Charrette de paysan.



avec une lenteur propre à exaspérer le moins patient des maîtres, et arrivé enfin, il lui fit payer cher l'ennui qu'il avait éprouvé dans sa retraite. Il ne parut sur la « place de parade » que pour se donner l'air de ne rien comprendre à ce qui s'y passait, multipliant des interrogations muettes et des hochements de tête qui mettaient l'assistance en joie. Il possédait de grands talents de mystificateur. Pour l'amadouer, Paul avait beau accélérer l'allure des soldats qu'il faisait manœuvrer ; le maréchal se déclarait brusquement malade, demandait sa voiture et se reprenait à dix fois pour y monter, s'arrangeant de façon à ce que l'épée, qu'il portait réglementairement attachée dans le dos, accrochât la portière. Mais surtout il refusa péremptoirement de rentrer au service, en acceptant un des emplois nouvellement créés d'*inspecteur d'armée,* pour l'attribution desquels Paul entendait ne tenir aucun compte des préséances hiérarchiques. Ayant commandé en chef, Souvorov se déclarait trop vieux pour faire l'apprentissage d'une autre fonction. S'il n'obtenait un commandement de même nature, avec les coudées franches et le pouvoir de nomination à tous les grades, il préférait revenir à Kontchanskoïé. Et, au bout de trois semaines, il y revint pour demander, peu après, la permission de se rendre à l'Ermitage de Saint-Nil, où, disait-il, il voulait « terminer ses jours au service de Dieu ». Cette fois encore il n'obtint pas de réponse (1).

Paul n'en avait pas fini cependant avec le terrible homme, de qui son règne si sombre allait recevoir le seul rayon de gloire qui dût l'illuminer. Mais ils n'étaient pas destinés, l'un et l'autre, à faire jamais bon ménage et le souverain n'aurait pas sans doute réussi mieux avec Roumiansov lui-même, bien

(1) Voy. Martynov, dans *Messager hist.*, 1884, t. XVIII, p. 145 et suiv.; Mojaïski, même recueil, 1886, t. XVI, p. 411; Petrouchevski, *Souvorov*, t. II, p. 350-391; Schilder, *Paul Ier*, p. 380; Khmyrov, dans *Archives russes*, 1871, p. 1446 et suiv.; Heyking, *Aus den Tagen*, p. 179-180; *Antiquité russe*, 1872, t. VI, p. 93 et suiv.; *Récits d'un vieux soldat* (Starkov), t. III, p. 351 et suiv. Pour les décisions de Paul relatives à Souvorov, voy. *Messager russe*, 1889, numéro 3.



qu'il se hâtât de retirer le glorieux feld-maréchal de la demi-disgrâce où le règne précédent le laissait. Frappant le héros des guerres turques en décembre 1796, la mort n'a fait que prévenir, selon les apparences, une rupture qui déjà s'annonçait.

Pour la marine, Paul croyait mieux tenir de sa mère avec le comte Ivan Tchernychov, président du collège de l'Amirauté depuis 1769, et cette présomption est pour attester la faiblesse de son jugement. Sans la moindre aptitude ni aucun intérêt pour la carrière qu'un hasard lui avait fait embrasser, cet aimable homme du monde, promis lui aussi à une fin prochaine, jouait, à ce département, le même rôle que le vieil Ostermann aux Affaires étrangères. Pour le suppléer dans une besogne qu'il était incapable de faire lui-même, Catherine lui avait adjoint un marin sérieux, Ivan Golenichtchev-Koutousov. Paul ne sut pas faire la différence, et, avec le titre bizarre de « maréchal de la flotte », il confia à l'autre Ivan le commandement de ses escadres. « Marin d'eau douce, maréchal d'eau salée », plaisantèrent les Pétersbourgeois.

L'état-major de la flotte était médiocrement garni de toute façon depuis la mise en congé des officiers étrangers, auxquels Catherine avait dû ses victoires navales. En septembre 1796, le Directoire recevait d'un de ses agents, Barré de Saint-Leu, qui avait fait un assez long séjour en Russie, la note suivante à ce sujet (1) : « L'amiral Morvinov est commandant en chef de la mer Noire. Il est marin malgré lui... Le vice-amiral Ouchakov est une espèce de vieille femme, qui fait de grands bruits pour de petites choses. Le vice-amiral Ribas est le plus inepte militaire et le plus rusé intrigant qui existe. Le contre-amiral Poustochkine n'a d'autre courage que de dire des sottises. » Barré admettait en outre la possibilité de débaucher la plupart de ces chefs et Mordvinov lui-même, bien qu' « honnête homme ».

Le meilleur des amiraux russes illustrés sous le régime pré-

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. 139, fol. 89 *bis*.



cédent, Vassili Tchitchagov, était déjà mis hors d'emploi par l'âge et les infirmités. Après avoir achevé son éducation navale en Angleterre, le fils de ce brave, Paul, passait, dans le grade de « capitaine de premier rang », pour un officier de haut mérite. Mais, le père venant à Saint-Pétersbourg pour soigner une maladie d'yeux et n'ayant pas songé à solliciter pour cela une permission, Paul lui faisait brutalement quitter la capitale Froissé de son côté par un passe-droit dont il se croyait victime, le fils donna sa démission et le bruit se répandit qu'il ambitionnait un engagement dans la marine anglaise. Paul Vassiliévitch sollicitait, au vrai, un passeport, pour épouser en Angleterre une jeune fille de ce pays. Le hasard voulut qu'au même moment, déférant à une indication flatteuse du gouvernement anglais, le tsar invitât le démissionnaire à prendre un commandement en second dans l'escadre auxiliaire qu'il se proposait d'envoyer sur les côtes de Hollande. Tchitchagov flaira un piège. Il crut savoir aussi qu'il se trouverait sous les ordres d'un camarade dont les états de service n'égalaient pas les siens. Il exprima donc le désir d'être employé plutôt dans l'escadre de la Baltique. Mais le souverain ne voulut voir dans cette fausse manœuvre qu'un acte de désobéissance et une scène de violence en résulta, qui a été l'objet de récits très divers.

Mandant le rebelle à Pavlovsk, l'empereur se serait emporté jusqu'à le frapper, après quoi les aides de camp du souverain auraient dépouillé l'officier jusqu'à la chemise, mettant son uniforme en pièces et arrachant ses décorations. Le fait seul est certain d'un colloque assez vif, au cours duquel Paul n'a vraisemblablement pas réussi à « se retenir » et à l'issue duquel Tchitchagov fut, pour un temps assez court, — du 21 juin au 1er juillet 1799, — enfermé à la forteresse. Le désir de donner satisfaction à l'Angleterre l'emportant ensuite dans l'esprit du maître, très gracieusement à son ordinaire, le tsar fit amende honorable. Il s'était laissé persuader, déclara-t-il, que Tchitchagov se montrait gagné aux idées révolutionnaires. Il ne voulait cependant pas en tenir compte

— Si vous êtes jacobin, imaginez que je porte un bonnet rouge, comme chef de tous les jacobins, et servez-moi !

Tchitchagov eut le commandement en chef de l'escadre destinée à coopérer avec les Anglais et il épousa miss Proby (1).

L'indigence du personnel disponible obligea l'héritier de Catherine à plus d'une capitulation de ce genre. Dans cet héritage, Paul ne dédaigna même pas les amants de sa mère. Créé comte au couronnement du nouveau souverain, puis introduit au Conseil de l'empire et au Sénat, l'un des plus insignifiants parmi eux, Zavadovski, bénéficia en outre de la bienveillance particulière de Marie Féodorovna, qui l'employa à la Société d'éducation qu'elle dirigeait. Il administra successivement, et assez mal, la Banque de la Noblesse et celle des Assignats, n'échappa pas, en 1799, à une mise en congé, motivée par un vol de quelques milliers de roubles où il semble n'avoir eu aucune part, mais trouva bientôt la possibilité de rentrer en faveur. Il n'en profita cependant pas ; Paul régnait déjà depuis plusieurs années, et, pour le plus grand nombre de ceux qu'un contact direct avait édifié sur ses façons de gouverner, la retraite devenait un bienfait. Dès 1797, le fils aîné du souverain avait lui-même médité d'obtenir de quelque façon congé de ses nombreux emplois (2). Zavadovski attendit l'avènement d'Alexandre, pour reparaître alors comme président de la Commission législative (3). Après avoir annoncé de son côté autrefois qu'il chasserait à coups de fouet tous les collaborateurs de sa mère, Paul n'aurait pas demandé mieux que de tenir parole. Mais ces hommes jugés si malfaisants, il fallait les remplacer, et la

(1) *Archives de l'amiral Tchitchagov*, t. I, p. 16-19, et *Mémoires*, p. 223-232; *Archives Vorontsov*, t. XIX, p. 13 ; *Antiquité russe*, 1872, t. V, p. 248-249 ; 1882, t. XXXVI, p. 488 et suiv. ; 1883, t. XXXVIII, p. 492-606 ; SABLOUKOV, *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 285 ; GLIÉBOV, dans *Messager hist.*, 1883, t. I, p. 237 et suiv. — Dans les *Mémoires* qui lui sont attribués, Tchitchagov ne dit pas avoir été frappé.

(2) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 180.

(3) LISTOVSKI, « Biographie », dans *Archives russes*, 1883, t. II, p. 129 et suiv.



matière manquait, comme aussi le savoir pour en tirer parti.

II

Protégés par Mlle Nélidov, les deux Kourakine parurent d'abord indiqués pour prendre, sous le commandement du souverain, la direction effective des affaires à l'intérieur comme à l'extérieur. L'aîné, Alexandre Borissovitch, le futur ambassadeur à Paris sous Napoléon, était un ami d'enfance de Paul et son compagnon de voyage en pays d'Occident. Compromis en 1782 dans l'affaire de la correspondance injurieuse interceptée par Catherine, il en devenait plus cher à son complice et, avec les bonnes grâces de la favorite, il gardait celles de Marie Féodorovna. Comblé d'honneurs et de richesses, il occupa le poste de vice-chancelier, mais se montra absolument incapable d'y faire seulement figure décente. En 1798, la faveur de Mlle Nélidov éprouvant une nouvelle éclipse, comme il parlait de se retirer, Paul s'étonna :

— Pourquoi quitterait-il la place? Il n'est donc rien même y demeurant (1) !

Malgré ses goûts de luxe oriental, de débauche et de rapine, le cadet, Alexis, avait plus de valeur, avec certaines parties d'un homme d'État et quelques idées, qui lui ont fait place parmi les précurseurs de l'œuvre réformatrice du siècle suivant. Ministre de l'Intérieur sous Alexandre Ier, il devait, dans une expérience poursuivie à ses frais, préluder à l'affranchissement des serfs. Sous Paul, il a vraisemblablement inspiré les quelques mesures libérales, qui, bien que mal conçues et plus mal appliquées encore, ont, dans ce sens, réalisé un progrès et honoré le règne. Procureur général, membre du Conseil

(1) *Dietrichstein, 27 août 1798*, chez HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, p. 56.



de l'empire ou ministre des Domaines, il n'a fait pourtant que végéter dans ces postes. Entre la jalousie du ministre des Finances, Vassiliév, qui estimait que ce rival « en prenait trop pour son grade », et la haine de Rastoptchine, qui le traitait de « gueux, pillant et embrouillant tout et demandant avec un front d'airain (1) ». Alexis Bovissovitch ne parvenait pas à percer et, en 1798, il partagea la disgrâce de son frère.

A défaut de Vorontsov, qui, plus résolument d'année en année, se dérobait à toutes les sollicitations (2), pour remplacer l'aîné des Kourakine, Paul ne trouva, en octobre 1898, que le propre neveu du chancelier lui-même, déjà défaillant et voisin de la mort, Victor Kotchoubey, autre Petit-Russien. L'oncle vivant, le choix était de pure forme, et, plus tard, il cessa de contenter le souverain, qui se rabattit sur Nikita Petrovitch Panine, autre jeune homme de moins de trente ans.

Fils et neveu des deux anciens inspirateurs du « prétendant » : prussomane comme son oncle, le diplomate, mais autoritaire comme son père, le général; partisan résolu de l'alliance anglaise, mais ennemi juré surtout de la France républicaine, c'était là encore un ami d'enfance de Paul. D'où une fortune rapide. Gouverneur de Grodno et commandant de brigade en 1795 à vingt-quatre ans, en quittant trois ans plus tard la carrière militaire pour la diplomatie, Nikita Petrovitch passait d'emblée ministre plénipotentiaire à Berlin. A de brillantes capacités il semble avoir joint, dès cette époque,, une maturité d'esprit précoce et une confiance absolue, quoique insuffisamment motivée parfois, dans la valeur de ses talents et la justesse de ses inspirations. Nature impérieuse, il appartenait à cette race d'hommes, que, comme contrepoids à l'inertie et à la servilité de son organisme bureaucratique, la Russie a toujours vu surgir de son sein, pour faire valoir de temps à autre, et souvent à son avantage, la part des libres initiatives. Sous Paul, un tel tempérament

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 182-183.

(2) Même recueil, t. XXVIII, p. 187-202; t. X, p. 242, 250, 329.

ne pouvait trouver de champ propice d'évolution et Nikita Petrovitch devait en être conduit promptement à de coupables écarts de conduite d'abord, puis à une impasse, qui, en faisant de lui un conspirateur, a ruiné sa carrière et compromis sa réputation.

En 1799, il eut la vice-présidence du collège des Affaires étrangères; mais déjà Rastoptchine y présidait, et, bien qu'il ne recueillît pas le titre de chancelier laissé en vacance, il obtenait une situation prépondérante, non moins résolu à en user dans le sens de ses préférences politiques, d'ailleurs très changeantes mais essentiellement portées à confondre amis et ennemis de son pays, dans un égal dédain. Se réservant ce droit de rapport personnel à l'empereur *(doklad)*, qui demeure aujourd'hui encore l'objet de si âpres compétitions, il n'abandonnait à son collègue que l'ombre — et les désagréments — de l'emploi, s'arrangeant encore pour qu'il y reçût d'en haut des admonestations de ce genre :

— Qu'il parle moins avec les envoyés étrangers, n'oubliant pas qu'il n'est qu'un instrument (1).

Nikita Petrovitch envia bientôt son prédécesseur, qui, heureux époux d'une femme tendrement aimée, Marie Vassiltchikov, se retirait dans sa terre de Dikanka du gouvernement de Poltava, et y attendait, lui aussi, l'avènement d'Alexandre, sous lequel il devait reprendre la direction du département où il n'avait fait que passer. Sous Paul, pour le suivre dans la retraite, Panine n'eut pas longtemps à attendre son tour. En novembre 1800, la « perlustration » des dépêches de l'envoyé prussien, comte Lusi, apprenait à l'empereur que le vice-chancelier désapprouvait l'embargo mis à ce moment sur les vaisseaux anglais dans les ports russes. Donnant ce jour-là un grand dîner diplomatique, Panine put à grand'peine obtenir que la publication de sa mise en congé fût différée de quelques heures. Renvoyé à Moscou le 15 novembre 1800 en qualité de simple sénateur, il dut un mois plus tard s'exiler

(1) Schilder, *Paul Ier*, p. 407-408.



dans ses terres (1), où l'animosité de Rastoptchine ne cessa pourtant pas de le poursuivre.

Aide de camp d'abord de l'empereur pour l'administration militaire, fait comte le 22 février 1799 et le 31 mai suivant nommé à la direction générale des postes, fonction nouvellement créée qu'il cumula avec celle de ministre des Affaires étrangères, l'ancien commensal si dégoûté de Paul, à Gatchina, accaparait maintenant tous les pouvoirs, en continuant le même jeu. Le 28 mars 1800, il écrivait à Simon Vorontsov :

« Vu très mal du public, comme un homme que l'on suppose jouir de la confiance d'un maître que l'on n'aime pas; soupçonné par plusieurs ministres d'être imbu des principes révolutionnaires, parce que j'étais lié (et jadis, très content) avec le comte Koutaïssov, qui est mené par une femme française, nommée Chevalier, dont le mari passe pour enragé jacobin...; persuadé qu'il n'y a qu'une mort prompte à attendre si je persiste dans l'intention de rester..., à moins que l'on ne me refuse d'une manière à craindre les suites d'une nouvelle demande, dans trois mois, je serai sur mes terres (2). »

Il ne croyait pas si bien dire. Usant largement du cabinet noir pour le service de ses intérêts ou la satisfaction de ses rancunes (3), dans une lettre interceptée et attribuée par lui à Panine, il pensa trouver le moyen d'achever le rival détesté. L'intrigue tourna contre son auteur, et, l'innocence de Nikita Petrovitch se découvrant fortuitement, le 20 février 1801, un oukase remplit le vœu vraisemblablement peu sincère du trop subtil descendant des mourzas tatars, en lui donnant pour successeur Pahlen. Alexandre Kourakine revenait en même temps au poste de vice-chancelier (4). Le défilé de la lanterne magique tirait à sa fin.

(1) PANINE, *Matériaux*, t. V, p. 625-628; *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 161-167.

(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 276.

(3) *Archives russes*, 1875, t. III, p. 440.

(4) PANINE, *Matériaux*, t. V, p. 650 et suiv.; KOTZEBUE, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, suppl., p. 25; SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 310.

L'« homme fatal » était, depuis juillet 1798 déjà, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, après plusieurs autres occupants de ce poste ; mais, à près de soixante ans d'âge, il n'avait rien encore révélé de son génie, qui était celui d'un conspirateur-né, cœur de roche, front d'airain, sang-froid à toute épreuve et esprit d'intrigue d'une fertilité exceptionnelle.

Sa rentrée au service, dans un emploi plus élevé que celui qu'il occupait précédemment, avait été, en 1798, une des conséquences de la disgrâce de Mlle Nélidov, définitivement consommée à ce moment, et du déplacement général des situations que cet événement entraîna, ainsi que nous allons le voir. Elle coïncida aussi avec la rentrée en faveur d'Araktchéiev, après une première mise en congé, qui n'avait duré que quelques mois. Renvoyé en mars 1798, le collaborateur préféré de Paul reparaissait déjà en août de la même année, dans la charge de quartier-maître général de l'armée. En janvier 1799, il reçut en outre le commandement du bataillon de l'artillerie de la garde et l'inspection générale de cette arme, mais se trouva en butte à l'hostilité de Pahlen, dont par son dévouement absolu à Paul il contrariait les vues.

Au mois de septembre suivant, se produisit le vol de galons, dont il a été fait mention plus haut. Le poste de garde, à l'endroit où le délit était découvert, se trouvait sous le commandement d'un frère du nouvel inspecteur d'artillerie. Très dévoué aussi aux siens, Araktchéiev prit le parti de cacher ce détail au souverain, et, à la suite d'une dénonciation, se trouvant le 30 septembre à un bal de cour, il reçut, sans autre forme de procès, l'ordre de rentrer chez lui. Le lendemain, il était remis à la retraite (1).

Paul devait s'en repentir.

Alexis Kourakine ne rentra pas en grâce avec son frère. En prenant, sous ce règne, une importance inusitée, le poste

(1) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, p. 50 ; Schilder, *Paul Ier*, p. 402-403.



de procureur général se ressentit plus que les autres des « volontés ambulatoires » du maître. Après Kourakine, Paul y mit d'abord, en 1798, le père de la rivale de Mlle Nélidov, Pierre Lapoukhine, puis, en juillet 1799, un ancien gouverneur militaire de Kamiéniéts-Podolski, Alexandre Békléchov, dont il se promit merveille :

— Toi et moi, moi et toi, nous allons maintenant tout faire à nous deux !

Moins de sept mois après, le 1er février 1800, il destituait ce collaborateur si vanté. Objet d'appréciations très contradictoires de la part des contemporains, ce passant n'a eu le temps d'en justifier aucune. Son successeur fut un ancien intendant de Gatchina, Pierre Obolianinov. Jusqu'à la catastrophe du 11/23 mars 1801, qu'il ne sut pas prévoir, celui-ci fit figure d'une sorte de grand vizir, revendiquant, contre Rastoptchine et plus tard contre Pahlen, la haute main dans les affaires civiles et même militaires. Sans éducation aucune et presque illettré, d'humeur brutale et de façons grossières, lâchant à tout propos de gros mots et des menaces terribles, tutoyant tout le monde et obligeant les grands-ducs eux-mêmes à paraître tous les jours à sa réception du matin, il était plus désagréable que réellement malfaisant. A une droiture et une honorabilité inattaquables il joignait une certaine élévation de sentiments, qui compensaient sa sauvagerie et sa laideur repoussante. N'étant pas difficile, on le tenait même pour « une bonne pâte ». Mais paresseux en dépit de son ambition, se mêlant de tout sans avoir d'aptitude sérieuse à quoi que ce fût, habile surtout à se choisir des commis laborieux, il utilisait principalement leur application et sa dextérité pour se maintenir en place, à quoi il n'eût assurément pas réussi, si l'épreuve avait duré plus longtemps.

Sur les sommets de la hiérarchie, ou dans l'entourage de Paul, le privilège d'échapper à la fragilité commune des plus brillantes fortunes fut, à cette époque, le partage de deux hommes seulement, de valeur très inégale. Docile exécuteur des idées de Paul dans le domaine de la marine, l'amiral



Grégoire Kouchélov (1754-1832) garda jusqu'à la fin la confiance du souverain et il méritait que sa valeur réelle fût mieux employée. Inspirateur d'un nouveau règlement pour la marine de guerre, auteur d'une « Étude sur les signaux maritimes en usage », Grégoire Grigoriévitch avait une connaissance approfondie de son métier, et dans l'histoire des constructions navales, de la topographie maritime et de l'éducation professionnelle des marins russes, son activité a laissé des traces qui lui font honneur.

Le second privilégié fut, hélas! Koutaïssov. Le prince Czartoryski assure l'avoir vu, au commencement du règne encore, faisant office de valet. Grand veneur depuis le 6 décembre 1798, baron le 22 février de l'année suivante, comte le 5 mai 1799 et grand écuyer le 9 janvier 1800, l'ex-barbier occupa au Palais d'Hiver, après le départ d'Araktchéiev, l'ancien appartement des favoris de Catherine et, un peu plus tard, il en eut un, au Palais Michel, qui communiquait pareillement avec celui de Paul par un escalier dérobé. Pourvoyeur attitré des plaisirs de Sa Majesté, fonction qu'il partageait parfois avec le grand maréchal de cour, Alexandre Narychkine (1), sa fortune surnagea au milieu de tous les naufrages, non cependant sans que, entre deux caresses, il n'eût à recueillir de sévères admonestations, accompagnées parfois de coups de canne et de pied.

Plus ou moins humiliantes, les manifestations de la colère de ce souverain irascible ne comptaient pas, et plus tard, sous Nicolas Ier, dans une distribution de médailles « pour service sans reproche à la cour », on décida de n'en pas tenir compte.

Et cependant, si prompt à écarter de sa personne et de la participation à son gouvernement tous ceux qui y encouraient son déplaisir, Paul fut, d'un bout à l'autre de son règne, le jouet de ces mêmes hommes tant méprisés par lui et si facilement replongés dans le néant dont il les tirait. Ourdies par eux, vingt fois déjouées mais constamment renaissantes, les

(1) Rosenzweig, « Mémoire inédit ».



intrigues de cour n'ont pas cessé de se disputer la pensée mobile du maître et sa vacillante volonté.

Contrairement aux apparences, et bien qu'elle constituât habituellement le pivot de ces brigues, l'influence féminine n'a pas joué dans la politique du temps le rôle déterminant qu'on a été assez généralement tenté de lui attribuer. L'hégémonie des favorites n'a pas succédé, dans ce pays, à celle des favoris. La réapparition à la cour de Mlle Nélidov, au lendemain de l'avènement de son ami, sa retraite en 1798 et le triomphe de Mlle Lapoukhine ont bien marqué dans l'histoire de l'époque correspondante, mais d'une autre façon.

Maîtresses ou amies, les femmes que Paul rapprochait de lui ne gouvernèrent pas. Elles n'eurent jamais la capacité de ce rôle, si elles en eurent souvent la prétention. Même brouillé définitivement avec l'idole de ses plus jeunes années et du même coup mis en hostilité presque ouverte avec Marie Féodorovna, Paul devait quelque temps encore suivre, dans la sphère de la politique extérieure, la pente où cette rupture le trouvait et où les deux femmes n'avaient contribué à à l'engager que très indirectement. Mais l'éloignement de Mlle Nélidov et la ruine du crédit obtenu par l'impératrice elle-même, depuis sa réconciliation avec la favorite, eurent un autre effet décisif : l'événement entraînait la disgrâce de toute une clientèle, qui, privée de cet appui, dut céder la place à un personnel nouveau et à tout un ensemble d'ambitions, de passions et de tendances différemment orientées, dont, despote à beaucoup d'égards purement illusoire, Paul eut à subir encore la domination.

III

De « l'idée de l'enfer » que lui suggérait un rapprochement avec Paul avant l'avènement de celui-ci, Mlle Nélidov passa



aussitôt après à l'impression diamétralement contraire. « Je me trouve, par ses soins paternels, logée comme on l'est, je crois, au *paradis* », écrivait-elle à Alexandre Kourakine. « Outre beaucoup de belles choses, dont j'ai trouvé mon appartement garni, j'y ai trouvé une bibliothèque charmante et le tout accompagné d'une manière d'offrir si délicate que j'étais libre de penser que tout cela était tombé du *ciel* (1). » Son entente avec Marie Féodorovna était maintenant complète et devait se montrer durable. Répudiant désormais toute défiance, l'impératrice ne voulait même plus figurer en tiers dans la correspondance de la favorite avec « son cher Pavlouchka ». Les adversaires de Mlle Nélidov en concevaient un grand chagrin. Rastoptchine était l'âme de ce parti, et, dans ses lettres à Simon Vorontsov, il ne cessait de dénoncer « l'accaparement du gouvernement » par les affidés de la souveraine et de son amie (2).

Il exagérait. Outre que, par incapacité l'un et par indolence l'autre, les deux Kourakine n'étaient guère en état d'exercer un pouvoir dirigeant, ni Marie Féodorovna, ni son amie ne parvenaient elles-mêmes, bien qu'elles s'y essayassent par moments, à faire prévaloir leurs idées dans ce domaine. Et d'abord, elles n'en avaient guère qui y fussent applicables. Des sentiments plutôt, généralement généreux, imprudents parfois. Elles s'employaient à calmer le souverain et à atténuer les effets de ses colères. « Soyez bon, soyez *vous*, car vos véritables dispositions sont la bonté », lui écrivait Mlle Nélidov en août 1797. Elle lui faisait un cours de morale : « Que voulez-vous, mon cœur! un empereur est fait pour donner son temps encore plus que pour le prendre. » Mélant aux cajoleries et aux tendres épanchements des remontrances parfois virulentes, elle ne craignait pas de se montrer « grondeuse » et de tourmenter « son ami ». « Tant que je verrai des sujets se faire un bonheur de vous servir, je

(1) Sans date mais, d'après le contexte, vraisemblablement de la fin de novembre 1796, Lise TROUBETZKOÏ, p. 299.
(2) *Archives russes*, 1876, t. II, p. 86.

vous tourmenterai (1). » Loyalement, elle prenait fait et cause pour son alliée, et Paul s'emportant un jour à dîner jusqu'à enjoindre à l'impératrice de quitter la table, elle la suivait.

— Restez, mademoiselle!

— Sire, je connais mon devoir (2)!

Modérer, adoucir, obtenir des pardons et des grâces, telle fut la grande préoccupation de la favorite pendant cette période de sa carrière. Dès le lendemain de la mort de Catherine, elle avait, vainement d'ailleurs cette fois, intercédé en faveur du prince Bariatinski (3). La fille de l'ex-grand maréchal de cour, Catherine Dolgorouki, joignit ses instances à celles de la favorite.

— J'ai eu aussi un père! lui répondait Paul.

Mais il souffrait que l'inlassable solliciteuse défendît l'échine de Koutaïssov lui-même contre les corrections douloureuses qui la menaçaient, ou que, tirant le souverain par le pan de son habit au milieu d'un bal, elle l'engageât à refréner sa vivacité.

C'est à peu près tout ce que Catherine Ivanovna savait faire, et elle ne donnait pas d'ailleurs une confiance bien robuste au regain de faveur qui lui valait des jouissances *paradisiaques,* promptement mêlées de nouvelles sensations *infernales*. Prudemment, elle conservait son appartement du *Smolnyï,* en en refusant un au Palais d'Hiver et elle espaçait ses apparitions à la cour. A l'été de 1797, elle se fit longtemps prier pour venir à Pavlovsk. Un retour des anciens dissentiments entre elle et Paul s'annonçait déjà.

« Vous avez bien raison, Katia, de me gronder, lui écrivait Paul après avoir refusé d'obtempérer à une de ses requêtes, tout cela est vrai, mais... rappelez-vous Louis XVI : il commença par condescendre et fut conduit à descendre. Tout fut trop peu et rien ne fut assez que quand on le mena à l'échafaud! »

(1) Lise Troubetzkoï, p. 441 et suiv.
(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 336.
(3) Voy. ci-dessus, p. 106.

Elle ne se laissait pas convaincre et adressait à Marie Féodorovna ce message où perce un renouveau de désenchantement :

« L'empereur me dit qu'en venant je diminuerai le nombre de ses tracas... Je ne jurerais pas que mon rhume ne soit une tracasserie de ma part dans son imagination... Le temps influe sur son physique, son physique sur son moral, son moral sur celui des autres et voilà la contagion qui s'étend... (1). »

Elle céda pourtant, assista aux manœuvres d'automne et, à un bal donné à Pavlovsk, elle enchanta encore Paul en dansant sur sa demande, malgré ses quarante ans sonnés, un menuet où il la trouva exquise. « Nous avions l'air de deux vieux portraits », dit Sabloukov, qui lui servait de partenaire, dans un uniforme à la mode de Frédéric.

Mais, le lendemain, d'inévitables froissements se reproduisaient. Rastoptchine et ses adhérents n'étaient pas seuls à en voir le retour avec plaisir et à les provoquer au besoin. La grande-duchesse Élisabeth s'expliquait ainsi avec sa mère au sujet de « l'abominable passion » du moins aimé des beaux-pères :

« Mlle Nélidov est la seule personne qui puisse quelque chose sur l'empereur ; aussi le domine-t-elle entièrement. Eh bien, l'impératrice lui fait les plus grandes bassesses... Et c'est la personne qui doit remplacer maman, en laquelle je dois avoir, comme elle l'exige, une confiance, un abandon aveugles ! Dites-moi, chère maman, si c'est possible ! Figurez-vous que, cet hiver, il y eut une fois une brouillerie entre l'empereur et l'impératrice. Cette dernière alla l'après-dîner toute seule au couvent de la communauté où demeure Mlle N..., toute parée, — c'était une fête, — la supplier en grâce de vouloir bien la réconcilier avec son mari !... Il faut voir mon mari dans ces occasions, dans quelle colère il se met ! « Quelles bêtises maman fait ! dit-il souvent. Elle ne « sait pas se conduire du tout (2). »

(1) 23 août 1797, *Dix-huitième siècle*, 1869, t. III, p. 451.
(2) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 244.



Ajoutons qu'aux meilleures intentions Catherine Ivanovna et son auguste amie ne joignaient pas toujours des inspirations également heureuses. A réduire Bezborodko au rôle d'un « dictionnaire encyclopédique », comme il disait, et à faire lui-même sa politique étrangère avec l'aide d'Alexandre Kourakine, comme les protectrices de ce sot personnage le souhaitaient, Paul courait gros risque. Fidèle au programme de Catherine, le chancelier repoussait toute idée d'intervention à main armée contre la France républicaine. S'inspirant d'idées chevaleresques et obéissant aux suggestions des émigrés français, l'impératrice et Mlle Nélidov influençaient l'empereur en sens contraire. Elles allaient jusqu'à favoriser la propagande catholique, diligemment développée par le chevalier d'Augard, l'abbé Nicolle et d'autres apôtres du même bord. Un sentiment de jalousie empêcha Catherine Ivanovna de servir, pour le même objet, les entreprises de la célèbre princesse de Tarente qu'elle fit au contraire éloigner de la cour dès son apparition en Russie (1); mais elle seconda de toutes ses forces le nonce du pape, Lorenzo Litta, et son frère, le comte Jules, envoyé de l'ordre de Malte, en contribuant ainsi à fourvoyer Paul dans la folle équipée où les deux Italiens l'entraînaient.

Elle ne faisait, au vrai, que jouer la mouche du coche. Mais la camarilla de cour protégée par la favorite s'entendait à faire flèche de ce mince aiguillon. Pour s'en débarrasser, Bezborodko lia partie avec Rastoptchine et avec Koutaïssov, et, oubliant les bienfaits reçus, le valet suggéra à ses associés l'idée qui allait assurer leur triomphe. Mlle Nélidov prétendait ne devoir à l'attrait des sens aucune part de son influence. On lui prouverait le contraire.

A marivauder plus ou moins platoniquement avec la gracieuse danseuse de menuet, Paul se laissait insensiblement gagner par une fringale d'amour que la vieille demoiselle n'était plus capable de satisfaire entièrement. En hantant le

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 182.



cerveau du souverain, Malte et Versailles y éveillaient des idées romanesques et des velléités galantes qui réclamaient, elles aussi, un objectif moins défraichi. Enfin, les chastes voluptés du lit conjugal faisaient elles-mêmes défaut, inopinément, à l'époux qu'elles avaient si longtemps captivé. En janvier 1798, après qu'elle eut donné le jour au grand-duc Michel, l'accoucheur de l'impératrice, Joseph Mohrenheim, aïeul de l'ambassadeur que nous avons connu à Paris, avait déclaré que de nouvelles couches mettraient la vie de la souveraine en danger.

L'intrigue, à laquelle ce praticien peut avoir eu part, échoua d'abord, et Rastoptchine en paya l'insuccès d'une disgrâce momentanée. Paul eut un regain de tendresse pour sa femme et poussa le désir de lui plaire jusqu'à faire construire à Pavlovsk un vaste pavillon en bois, — aujourd'hui le Palais Constantin, — pour y loger la duchesse de Wurtemberg qu'il invitait à venir rejoindre sa fille. Mais la mauvaise chance de Marie Féodorovna voulut, hélas! qu'elle apprît à ce moment la mort de cette mère tendrement aimée, dont la présence lui eût été d'un si grand secours. Du coup, sa santé se trouva sérieusement ébranlée, au point qu'elle ne put suivre son mari dans un voyage à Moscou qu'il avait projeté. Paul la quitta le 5 mai 1798, accompagné par Koutaïssov et précédé par Bezborodko, et les deux compères trouvaient ainsi des facilités inespérées pour une revanche qu'ils ne devaient pas, en effet, tarder à prendre.

IV

Le fils de Catherine avait eu toujours à se louer, nous le savons, de l'accueil que lui faisait la vieille capitale. Il eut cette fois encore l'impression d'y être mieux apprécié qu'à Saint-Pétersbourg. Après avoir insidieusement donné à



entendre qu'il en connaissait la raison et s'être d'abord défendu de s'expliquer à ce sujet, Koutaïssov le fit en ces termes :

— C'est qu'ici, vous voyant tel que vous êtes, bon, généreux, magnanime, c'est à vous-même qu'on en attribue le mérite. Là-bas, on dit : c'est l'impératrice, ou Mlle Nélidov, ou les Kourakine...

— Imaginerait-on que je me laisse gouverner?

— Hélas!

— Eh bien, on verra (1)!

Paul allait retrouver cet autre piège, où son ambition, si vaine, d'indépendance l'avait fait tomber une première fois avec Mlle Nélidov.

Pendant les fêtes du couronnement il s'était intéressé déjà plus que de raison à deux demoiselles Lapoukhine, filles de Pierre Vassiliévitch et de sa première femme, Anne Levchine. La seconde femme, encore vivante, de l'obscur personnage, Catherine Chétniév, passait pour avoir, avant son mariage, entretenu des relations intimes avec Bezborodko (2). Au dire de la comtesse Golovine, Marie Féodorovna et Mlle Nélidov auraient, dès cette première rencontre, pris l'alarme et engagé le souverain à abréger son séjour dans le voisinage de ces jeunes beautés. Il les retrouva maintenant, qui guettaient un retour de l'impression alors produite. A un bal, obéissant sans doute à des encouragements intéressés, la cadette, Anne, se mit en frais de coquetterie ouverte. Elle dévorait l'empereur de ses yeux noirs, qui avec la fraîcheur de ses seize printemps et des dents d'une éclatante blancheur constituaient au physique son seul charme. Petite, replète, elle n'avait ni grâce ni esprit (3), mais un air de candeur qui n'était pas entièrement joué et qui semble avoir été le principal élément de la séduction qu'elle exerça.

(1) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 113-116.

(2) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 169; *Antiquité russe*, 1889, t. LXIV, p. 651; Schilder, *Paul Ier*, Annexes, p. 580.

(3) Voy. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. I, numéro 66.

Un des conjurés attira l'attention de Paul sur le manège auquel elle se livrait.

— Elle a perdu la tête pour vous !

Il éclata de rire.

— C'est une enfant !

Mais l'enfant lui parut désirable et Koutaïssov ne se fit pas prier pour entamer des négociations, où les exigences d'une belle-mère ambitieuse lui donnèrent, seules, quelque embarras. Stipulant des avantages considérables pour elle et son mari, Mme Lapoukhine prétendait en outre ne pas être séparée de son amant, Fiodor Ouvarov, officier en garnison à Moscou. Au dernier moment, Mlle Lapoukhine brusqua les pourparlers, en manifestant l'intention, si on ne s'entendait pas, de partir seule pour Saint-Pétersbourg, et l'affaire fut conclue.

Entièrement absorbé par les préoccupations que cette intrigue lui donnait, Paul n'avait, contre son habitude, accordé qu'une attention distraite à de grandes manœuvres qui précédaient son départ pour Kasan ; mais toujours impatient et pressé, il allait monter en voiture sans attendre que Koutaïssov fût revenu d'une dernière entrevue avec les parents d'Anne Petrovna. Le voyage serait terrible ! pensait le secrétaire du souverain, Pierre Obreskov, qui, guettant le retour du négociateur, arpentait le perron d'un pas fiévreux. Mais au dernier moment, l'ex-barbier accourut au galop de sa troïka.

— Victoire ! Tout est arrangé (1) !

Du coup, le directeur des manœuvres, si négligées cette fois, le feld-maréchal, comte Ivan Saltykov, reçut des témoignages de satisfaction, auxquels il ne s'attendait pas. Mais les parents de la nouvelle favorite furent encore plus chaudement complimentés. A en croire la chronique, toute l'aristocratie de Moscou se serait, à quelques exceptions près, précipitée à l'aristocratique rue Tverskaïa, où les Lapoukhine

(1) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 177 ; Tourguéniev, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1885, t. XLVIII, p. 48 et suiv. ; Heyking, *Aus den Tagen*, p. 113 et suiv. ; Ribeaupierre, « Mémoires », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 484 et suiv. ; Adrianov, dans *Messager hist.*, 1895, t. LIX, p. 177 et suiv.



demeuraient. Des icones y furent portées en profusion, et, selon un rite en usage dans les grandes circonstances, passées processionnellement sur le corps d'Anne Petrovna, qui, couchée par terre, recevait en outre de copieuses aspersions d'eau bénite. En d'innombrables chapelles privées, des offices furent célébrés pour le bon voyage de la famille. Sénateur au département de Moscou, Pierre Lapoukhine était transféré à Saint-Pétersbourg dans la même qualité, en attendant de plus hautes destinées, et sa femme emmenait Ouvarov, qui obtenait de l'avancement. « Une femme galante de mauvais ton », disait d'elle un des prochains bénéficiaires de l'intrigue, Rastoptchine, temporairement exilé à ce moment.

Les conséquences de l'événement n'apparurent qu'après le retour du tsar à Pavlovsk, en juin 1798. Aussitôt arrivé, Paul se montra pressé de repartir. Mauvais signe! Bonnes ou mauvaises, les dispositions de l'empereur pour l'impératrice se laissaient exactement mesurer à la longueur des séjours qu'il consentait à faire dans cette résidence. En même temps, le souverain témoignait un mécontentement violent à Alexis Kourakine. La banque de secours pour la noblesse, dont ce protégé de Marie Féodorovna et de Mlle Nélidov demeurait le directeur, tournait mal; mais le prince passait pour n'y rien perdre. Se prévalant d'une nouvelle consultation de médecins, l'impératrice essaya de reconquérir son époux, en le ramenant aux douceurs de l'intimité conjugale; mais Paul se défendit. Il ne voulait pas prendre l'épreuve sur sa conscience et se ressentait d'ailleurs lui-même d'une lassitude physique, qui lui imposait des ménagements. Pressé, il déclara net qu'il ne se connaissait plus de besoin; qu'il était tout à fait nul; que ce n'était plus une idée qui lui passât par la tête; enfin, qu'il était paralysé de ce côté. La pauvre Marie Féodorovna rapportait ingénument toutes ces défaites à son ami Plechtchéiev (1)!

(1) CHOUMIGORSKI, *Paul Ier*, p. 156 et suiv.



Elle ne s'en laissait toutefois pas imposer; si peu, que pour retenir de quelque façon l'époux volage au foyer, elle lui mettait au lit une de ses femmes de chambre, Mme Iouriév. Mlle Lapoukhine n'étant pas encore arrivée, Paul prit cette remplaçante, la garda plus tard même et en eut des enfants, dont, selon l'usage assez constant de l'époque, Marie Féodorovna consentit charitablement à prendre soin (1).

Plus mal inspirée, elle s'avisa d'écrire à la nouvelle favorite sur un ton de menace, lui défendant de venir à Saint-Pétersbourg. Le résultat fut qu'elle dut prier l'empereur de « l'épargner au moins en public (2) ».

Mlle Nélidov n'était pas mieux traitée. Comme autrefois, elle se montrait prompte à la riposte. Paul lui disait en présence de l'impératrice : « Si vous saviez comme je m'ennuie! » Elle répliquait : « Si vous saviez comme vous nous ennuyez (3)! » Mais cela n'arrangeait rien. Le « cher Pavlouchka » n'en prenait que plus de colère et la passait sur tous les protégés de son amie. En juillet 1798, tour à tour, le sénateur Georges Nélédinski, Buxhoewden et Serge Plechtchéiév lui-même reçurent leur congé. Les protecteurs de Mlle Lapoukhine recueillaient de leur stratagème le fruit qu'ils en attendaient.

Mlle Nélidov suivit les Buxhoewden dans leur retraite, au château de Lohde, d'où, l'année suivante, elle écrivit à l'impératrice :

« Ah! mon Dieu, s'il n'avait pas cherché à faire du mal aux autres, comme je le bénirais! Mais il est plus chrétien de lui pardonner les erreurs sur ceux qu'il approche de lui et ceux qu'il éloigne, et, en vérité, ce n'est plus de sa personne que je désirerai jamais m'approcher... Il a le malheur de ne jamais se souvenir de la peine qu'il fait aux autres (4). »

(1) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 204, et grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. II, p. 112, 341.

(2) Choumigorski, *Lettres de Marie Féodorovna*, p. 54-55; Heyking, *Aus den Tagen*, p. 118-119; *Archives Vorontsov*, t. XV, p. 134.

(3) Hüffer, *Der Rastatter Congress*, p. 54.

(4) 25 novembre 1799, Lise Troubetzkoï, p. 331.

Le rôle de l'ex-favorite était fini ; mais Marie Féodorovna lui gardait une affection qui, soustraite aux orages de la cour, ne devait plus se démentir.

Le 1er août 1798, Pierre Lapoukhine dîna à la cour. Huit jours après, il succédait à Alexis Kourakine comme procureur général, et, peu après, installé somptueusement dans l'ancienne maison de l'amiral Ribas, sur le quai de la Néva, il entrait au Conseil, en même temps que sa femme et sa fille cadette prenaient rang de dame et de demoiselle d'honneur. Le 18 août, le frère de Catherine Ivanovna fut congédié à son tour. Le 24, Rastoptchine rentra au service, retrouvant son ancien emploi. Le 9 septembre, le vice-chancelier, Alexandre Kourakine, dut quitter le sien, et, partageant avec Pahlen, qui ne devait en être que médiocrement flatté, l'octroi d'une couronne comtale, Koutaïssov montait au pinacle.

Le 3 octobre, paraissant à un bal, la nouvelle favorite fut, pour la première fois, admise à la table du souverain, et sa situation à la cour prit un caractère quasi officiel. Bonne fille, avec plus de douceur, elle marcha sur les traces de sa devancière, s'employant, comme elle, à faire appel à la clémence ou à la générosité du maître, pleurant ou boudant quand elle ne réussissait pas, mais n'apportant dans ce rôle ni la même élévation d'idées ni une égale noblesse de sentiments. Et ce trait fut commun au personnel entier que sa fortune amenait au partage du pouvoir.

Assez brave homme lui-même, le nouveau procureur général fit preuve, à ce poste, d'un esprit de justice, de désintéressement relatif et de modération que tous les contemporains ont reconnu, mais il y montra une intelligence très bornée. Son influence politique était nulle, Mme Lapoukhine ne songeant de son côté qu'à vendre le plus cher possible des promesses de protection, souvent illusoires (1). Le couple se trouva d'ailleurs comblé bientôt à tous égards. Paul acheta au prince Stanislas Poniatowski, pour le père de la favorite,

(1) Tourguéniev, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1889, t. LXII, p. 208; *Archives russes*, 1876, t. II, p. 90.



le beau domaine petit-russien de Korsoun, que deux nièces de Potemkine, la comtesse Branicka et la princesse Galitzine, se disputaient. Le 19 janvier 1799, il lui octroya le titre de prince, et celui d'altesse sérénissime le 22 du mois suivant, voulant en outre qu'aux armes de la famille fût ajoutée la devise *Blagodat* (grâce divine), traduction présumée du nom hébreu d'Anne. Il avait renvoyé Plechtchéiev mais gardait du goût pour le mysticisme. Un portrait de l'empereur entouré de diamants, le cordon de Sainte-Anne, la grande croix de Saint-Jean de Jérusalem et le droit de se servir de la livrée de cour accompagnaient ces largesses.

Pierre Vassiliévitch se piquait de philosophie. Ainsi pourvu, il ne songea qu'à mettre à l'abri les avantages conquis. Le séjour à la cour, où la fille brillait, n'allait pas au surplus sans quelques dégoûts pour les parents. Après lui avoir tourné le dos, de façon à ce que Paul s'en aperçût, Mme Zagriajski faisait à la nouvelle princesse une profonde révérence, en disant très haut : « Par ordre de Sa Majesté (1) ! » Le 7 juin 1799, le nouveau prince se fit relever de toutes ses fonctions, laissant de son passage au poste de procureur une trace honorable : l'oukase du 19 novembre 1798, qui interdisait l'application des peines corporelles aux septuagénaires. Sous Alexandre Ier seulement, il devait reparaître comme membre du Conseil d'abord, puis, en 1803, ministre de la justice et en dernier lieu, jusqu'à sa mort, en 1816, président du Conseil et du Comité des ministres.

Mlle Lapoukhine resta, choyée, adulée et divinisée à son tour. « C'est une passion des temps de la chevalerie ! » écrivait Rastoptchine (2).

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. II, numéro 13.
(2) 2 novembre 1798, *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 275. Cf. un article curieux du *Temps*, 3 février 1833. L'auteur a dû connaître de près la princesse Gagarine.



V

Pas plus que son père, elle ne se mêla de politique, ignorant, ou peu s'en fallait, que la chose existât; mais elle régenta à tous les autres points de vue la ville et la cour. Aux bals de la cour, Paul avait proscrit la valse, comme immodeste. Il suffit que la nouvelle favorite en manifestât du chagrin pour que l'empereur levât l'interdiction, et, tourbillonnant aux bras de Dimitri Vassiltchikov, Anne Petrovna se faisait applaudir par le souverain, tout comme sa devancière jadis dans les évolutions plus chastes du menuet. Elle révolutionnait la mode et les règles mêmes du cérémonial. Allemande d'origine et Française d'éducation, Catherine avait imposé aux dames de la cour, pour les jours de gala, le port d'une robe *russe*. Ennemi de la France, Paul proscrivait ce vêtement, voulant qu'il fût remplacé par la robe *à la française*. Un mot de regret, une bouderie de la favorite, et la robe *russe* redevenait obligatoire. Le cramoisi était la couleur préférée d'Anne Petrovna, qui avait des goûts assez vulgaires : autre réforme; les uniformes des officiers de la garde durent eux-mêmes prendre cette teinte, comme précédemment les chantres de cour avaient revêtu le vert, en l'honneur de Mlle Nélidov. Un vaisseau nouvellement construit reçut le nom de *Blagodat* et, en qualité de marraine, la favorite présida officiellement au lancement!

Sous couleur de revendiquer, avec le secours de « la grâce divine », la pleine liberté de ses actions, Paul s'abandonnait, en réalité, à une sorte de délire amoureux, dont la très insignifiante Anne Petrovna n'était que la figure centrale, hyperboliquement exaltée. Apercevant un autre joli visage dans la suite de sa belle-fille, la grande-duchesse Élisabeth, l'empepereur faisait, après la parade, porter à l'ordre du jour des

remerciements pour cet objet, à l'adresse du grand-duc! Il serait même allé jusqu'à vouloir que son fils figurât avec lui dans une partie carrée, se faisant accompagner par lui quand il rendait visite à sa belle et l'enfermant, « comme par hasard », dans une chambre voisine avec la sœur aînée de la favorite, Catherine Demidov (1).

En même temps, il se montrait férocement jaloux. Surprenant un flirt de sa maitresse avec un jouvenceau de dix-sept ans, Alexandre de Ribeaupierre, il envoyait sur-le-champ cet Adonis à Vienne, comme attaché d'ambassade. Et, cependant, il voulait encore que sa propre passion fût purement platonique et obtenait sans difficulté que Marie Féodorovna en parût persuadée. Elle en avait l'habitude et n'hésitait pas à cajoler cette rivale après les autres, si fort que Rastoptchine s'en indignât (2). Plus tard, dans un entretien avec le prince Kotchoubey, Alexandre se serait montré lui-même plus sincèrement convaincu à cet égard, par « les assurances positives » qu'il disait avoir reçues de son père « et de bouche et par écrit (3) ».

Pour accréditer cette contre-vérité évidente et peut-être se donner le change à lui-même, Paul s'était occupé de marier la favorite. Il faisait mine d'abord de lui offrir ce même Ribeaupierre qu'il éloignait cependant; il jetait ensuite son dévolu sur Victor Kotchoubey, qui se dérobait, parce qu'il avait déjà fait son choix. Plus généreusement enfin, selon les apparences, l'amoureux souverain cédait au goût témoigné par Anne Ivanovna elle-même pour le prince Paul Gavrilovitch Gagarine, un fort mauvais sujet, qui, cependant, rappelé d'Italie, où il servait sous Souvorov, passa bientôt pour un candidat au poste de vice-chancelier!

Les deux jeunes gens semblent avoir été, depuis quelque temps déjà, en relations assez tendres et en correspondance

(1) Comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 197, 201, 202.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 204; R. R..., *Kaiser Pauls Ende*, p. 52; ADRIANOV, dans *Messager hist.*, 1895, t. I, p. 172 et suiv.

(3) *Archives Vorontsov*, t. XIV, p. 153.



secrète. Officier médiocre, le prince était meilleur poète. Rédacteur du *Messager de l'Europe*, Joukovski devait plus tard y insérer quelques-uns de ses vers. Mais, plus vraisemblablement, dans cette union qui ne fut pas heureuse, Mlle Lapoukhine chercha un porte-respect, en même temps que son amant croyait retrouver les agréments, déjà expérimentés, du ménage à trois, avec le moyen de s'épargner toute contrainte.

Devenue princesse Gagarine, la favorite suivit en effet la cour dans tous ses déplacements et habita à Pavlovsk, en été, dans le voisinage du « Pavillon des roses », une datcha confortable, où l'empereur pouvait la joindre sans être aperçu, mais où il ne prit plus soin de cacher ses visites. A Saint-Pétersbourg, avec trois maisons achetées sur le quai de la Néva et réunies, il lui constitua une demeure plus luxueuse, en même temps que, dans un hôtel contigu, Koutaïssov installait Mme Chevalier. En passant devant ces demeures, les élèves du corps des Cadets avaient ordre de détourner les yeux. Tous les jours, la même voiture conduisait le maître et le valet au siège de leurs bonnes fortunes ainsi rapprochées, et bientôt le bruit se répandait qu'après avoir adopté une robe de couleur cramoisie pour le rôle de Phèdre, l'actrice, en des rencontres nocturnes, disputait à l'objet de cette flatterie les préférences du souverain (1).

VI

Tout un petit monde passablement interlope gravite autour de cette double intrigue, dont le caractère réel ne prête à

(1) Prince A. Galitzine, « Récits », *Archives russes*, 1886, t. III, p. 149; Mme Vigée-Lebrun, *Souvenirs*, t. III, p. 13; le prince Eugène de Wurtemberg, dans Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 65. Cf. *le Régicide du 11 mars*, p. 63 et *les Notes* du prince Lobanov.



aucune incertitude. C'est une Mme Gerber, gouvernante, puis dame de compagnie de la favorite; assez jeune encore, assez jolie, elle figure discrètement dans les entrevues quotidiennes du souverain avec l'objet de sa passion et y cherche peut-être une chance personnelle. C'est M. Chevalier, le mari de l'actrice : danseur de tréteaux autrefois et compagnon intime de Collot-d'Herbois, qu'il assistait aux fusillades de Lyon (1), on le voit occupé maintenant à monnayer les succès de sa femme.

L'identité de celle-ci ne se laisse pas établir avec sûreté, plusieurs comédiennes ayant porté le même nom à cette époque. Pensionnaire du Théâtre-Louvois en 1792, l'une d'elles avait figuré, dans les fêtes républicaines, comme déesse de la Raison, et c'est probablement celle que le Théâtre-Français et les rendez-vous galants de Saint-Pétersbourg eurent le privilège de recueillir. Liée avec Barras, en se proposant d'aller exercer ses talents en Russie, elle lui aurait offert ses services (2). Plus certainement, elle servit à Saint-Pétersbourg la police du Premier Consul. Née à Lyon vers 1774 (3), elle apportait ici des charmes déjà quelque peu fatigués, mais relevés par beaucoup de grâce et encore plus d'aplomb. Se faisant suivre, dans ses promenades à cheval, par deux écuyers, comme l'empereur lui-même, elle écrasait par son luxe plus encore que par son talent sa rivale du Théâtre-Français, Mlle Valleville, et, se prévalant de sa liaison avec le favori du souverain, elle réalisait des gains énormes sur les représentations données à son bénéfice. Sur les listes, que l'on savait destinées à passer sous les yeux de Koutaïssov et peut-être de l'empereur lui-même, les loges payées 1 000 roubles et plus n'étaient pas rares. Dépassant

(1) De Bray, dans *Revue d'hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 601.

(2) E. Daudet, dans *Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1888, p. 546.

(3) Rabbe, *Biographie universelle*, 1836, t. I, p. 957; Kotzebue, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 230. Un portrait de l'actrice, gravé à Londres en 1792 par James Ward, est reproduit dans le recueil de Smith, *British Mezzotinto*; un autre, la représentant dans l'Isaure de l'Opéra *Barbe-Bleue*, est dû au burin d'Andreas Stœttrupp.



en insolence les plus effrontés de ses pareils, le mari recevait les souscriptions avec des airs de pacha, joignait au titre de directeur du théâtre le grade de major d'infanterie et portait l'uniforme de Malte!

On trouvait encore dans le même milieu une jeune madame Gascoygne, fille d'un médecin anglais nommé Guthrie, femme d'un Écossais directeur des mines d'Oloniéts, et maitresse du nouveau prince Lapoukhine. Le Guthrie se tenait aux aguets dans les bureaux, qui le ménageaient fort. Une affaire s'y trouvait-elle en voie de solution, il obtenait que les dernières formalités fussent retardées et offrait, moyennant finances, de les faire expédier dans les vingt-quatre heures.

Vivant dans l'intimité du ménage Chevalier, un Piémontais du nom de Merche, ou Mermès, se faisait prendre avec eux dans une vilaine affaire de concussion. Il y mêlait une Française, Caroline de Bonnœil, Adélaïde Riflon de son vrai nom, émigrée, disait-elle, employée elle aussi par le Premier Consul, croyait-on, aventurière à coup sûr, et néanmoins reçue à Gatchina. Les Chevalier, bien qu'ayant touché un fort acompte sur le gain attendu de cette entreprise, et Koutaïssov, bien que s'y étant intéressé, s'en tirèrent sains et saufs. Le Piémontais seul écopa, non comme concussionnaire, ce qui eût compromis ses complices, mais comme jacobin, bien qu'il fût connu pour monarchiste ardent. Il reçut le knout, eut les narines arrachées et fut envoyé aux mines de Nertchinsk.

Acteur lui-même à sa façon, Paul avait une certaine prédilection pour le monde du théâtre. Un comédien de la troupe française, Frogères, obtenait ses entrées au cabinet de l'empereur. On voyait souvent le souverain et le comédien se promenant bras dessus bras dessous. Ils causaient littérature française, non sans aborder parfois des sujets plus frivoles. Peut-être aussi, devançant Napoléon, Paul cherchait-il dans ce compagnon un autre Talma. Mais, moins qu'à l'art du maintien et des nobles attitudes, Frogères excellait aux



facéties. Admis aux réunions intimes de la cour, il y exerçait, aux dépens parfois des grands-ducs eux-mêmes, ses talents de pince-sans-rire (1).

Paul s'en amusait; son mépris général pour les hommes le portait à y confondre et ce pitre joyeux et les tristes Chevalier et les pires coquins de leur compagnie avec les plus hautes personnalités d'une société, d'ailleurs avilie par les traitements — et les exemples — qu'il lui infligeait. Exilé à Batouryne, en Ukraine, André Razoumovski était pressé par tous les siens de recourir à l'intercession toute-puissante de Koutaïssov et de la favorite, et il écrivait à sa femme, en juin 1800 : « *Est modus in rebus;* on peut tout faire sans se dégrader (2) ! »

Descendu des hauteurs où il avait prétendu planer avec Mlle Nélidov, Paul lui-même partageait ce sentiment.

S'étant bientôt ennuyée à Lohde, l'ex-favorite demanda, au commencement de 1800, la permission de rentrer à Saint-Pétersbourg. Paul fit droit à sa requête en termes courtois et même « sensibles », mais ne s'en laissa pas détourner de ses nouvelles fréquentations et de ses nouveaux plaisirs. En vain Marie Féodorovna essaya-t-elle de ménager un retour au passé : Koutaïssov et la princesse Gagarine, Pahlen et Panine faisaient bonne garde. Après avoir promis sa présence à une réception de l'impératrice, où il savait devoir rencontrer son ancienne idole, au dernier moment, l'empereur fit annoncer qu'il ne viendrait pas.

Dans la correspondance de l'impératrice et de son amie, les lettres datées de cette époque prouvent d'ailleurs qu'elles étaient également incapables, l'une et l'autre, de se reconnaître dans le jeu serré, mais savamment masqué, de leurs ennemis communs. Elles faisaient à l'envi l'éloge de ce même Pahlen et de ce même Panine, qui déjà conspiraient la perte

(1) Abbé GEORGEL, *Voyage*, p. 358-359; GOLOVKINE, *la Cour*, p. 187; comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 250-251; BIGNON, *Histoire de France*, t. I, p. 444; E. DAUDET, *Histoire de l'Émigration*, t. III, p. 220; Mme VIGÉE-LEBRUN, *Souvenirs*, t. III, p. 9; SYBEL, dans *Hist. Zeitschrift*, 1866, t. III, p. 143.

(2) VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 397.

14



de l'être qu'elles chérissaient ! Prématurément vieillie dès ce moment, visage ridé, teint de cire et de plomb, Mlle Nélidov devait survivre cependant onze années à Marie Féodorovna, mais sans plus quitter le couvent de Smolnyï, où elle acheva ses jours en 1839.

Quant à la princesse Gagarine, devançant sa rivale dans la tombe, elle mourut en 1805 des suites de couches malheureuses, dans lesquelles Paul, disparu quatre années auparavant, n'était pour rien, et pas davantage le mari de la belle. Avec la facile indulgence que comportaient les idées et les mœurs du temps, « lui voulant du bien depuis qu'elle n'était plus en titre », la belle-fille de Paul, devenue impératrice, donnait un regret à la favorite, en annonçant sa fin à la margravine de Bade, et évoquait en même temps une liaison de la défunte avec le prince Boris Czetwertynski, un frère de la célèbre Marie Antonovna Narychkine, qui fut la maîtresse de l'empereur Alexandre (1). Les couches malheureuses en étaient la suite, disait-elle.

C'est avec cet entourage que Paul est allé au-devant de sa tragique destinée, en essayant non seulement de gouverner, mais de recréer son immense empire.

(1) Grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *l'Impératrice Élisabeth*, t. II, p. 157.



CHAPITRE VII

LE GOUVERNEMENT INTÉRIEUR
LA FAILLITE D'UN PROGRAMME

I. L'héritage de Catherine. Splendeurs et misères. Le programme de Paul. — II. Fièvre d'activité. Travail en équipe double. L'entreprise de codification. Législateur et justicier. « La loi, c'est moi! » — III. Réorganisation politique. Condamnation du type collégial et de l'élément de classe. Triomphe de l'élément personnel et du système bureaucratique. Dérogations au principe adopté. Acheminement à la constitution des ministères. Centralisation. Ruine du principe corporatif. Déchéance de la noblesse. Nouvelles contradictions. Rétablissement des institutions autonomes dans les provinces annexées. — IV. Compensations offertes à la noblesse. Inconséquences. Faveurs et mauvais traitements. La charte de 1785. L'assujettissement aux peines corporelles. La Banque de secours. La haine de l'aristocratie et le goût de la popularité. — V. Avances faites aux paysans. Cruelle mystification. Désordres agraires et répression sanglante. Paul est désorienté. Nouvelles inconséquences. La réglementation de la corvée. Situation privilégiée faite aux paysans de la couronne et abandon en masse de ces paysans aux particuliers. Incohérence méthodique. — VI. L'église nationale. Mesures pour le relèvement moral et matériel du clergé et autres décisions conduisant à son avilissement. Démonstrations en faveur du catholicisme. Triomphe de la Compagnie de Jésus. Le Père Gruber. — VII. Réorganisation administrative. Nouvelle répartition des gouvernements. Brèche faite à l'unité nationale. Soins donnés aux intérêts économiques du pays. Vices d'exécution. Répercussion désastreuse de la politique extérieure du souverain. Congestion et anémie. — VIII. Projets ambitieux de réforme financière. Le budget de Paul. Fiction et réalité. Aggravation du déficit. Emprunts et émissions d'assignats. Vers l'abîme. — IX. Le mouvement intellectuel. Bureaux de police et bureaux de censure. Une éclipse. La Russie isolée. Un foyer de culture étrangère. La création de l'université de Derpt.

I

En fait de réformes à introduire, Paul n'avait à proprement parler dans son sac, en arrivant au pouvoir, qu'un projet de réorganisation militaire. Ni bien conçu dans l'ensemble ni suffisamment étudié dans le détail, ce fruit de ses



méditations — ou des suggestions de Pierre Panine — se trouvait porté à un point suffisant de maturité, sinon de perfection ; mais, à l'état d'intentions, d'idées vagues, de rêves imprécis, Paul y ajoutait un programme beaucoup plus ambitieux. Il n'y mettait qu'une précision, qui était la volonté bien arrêtée de *tout changer,* et cela devait lui suffire cependant pour faire œuvre de réformateur universel. Nous allons voir comment et avec quels résultats.

Pour le pays qui lui devait un si grand accroissement de puissance et de prestige, le règne de Catherine avait été, selon une expression récemment mise en faveur, une période de réalisations. Préparés par Alexis, brusquement développés par son fils, les éléments d'une vie politique et sociale nouvelle, rapprochée des modèles occidentaux, s'étaient déjà doucement acheminés sous Élisabeth à une certaine maturité. La mère de Paul se donna pour tâche principale de les faire éclore. Elle ne chercha pas à introduire en profusion dans cet héritage d'autres principes rénovateurs. Elle poussait sa prudente retenue, sur ce point, jusqu'à faire abstraction de ses idées et inclinations personnelles. Condamnant le servage en théorie, elle laissa l'institution pratiquement intacte ; elle la consolida même, en appelant les propriétaires de serfs au rôle de classe dirigeante. C'est qu'en dehors d'eux elle n'apercevait pas de quoi constituer une société au sens large du mot.

Elle n'estimait assurément pas que cet état de choses dût être éternel. Elle donna ses soins à la création d'un tiers état. Mais elle ne pensait pas davantage que, même dans un pays aussi neuf, on pût tout faire à la fois. Elle réservait la part de l'avenir et ne risquait des innovations qu'en petite dose et sous forme de germes, destinés à leur tour à subir une longue évolution, en s'adaptant au milieu où elle les introduisait et en suivant son développement. Elle fut une opportuniste résolue, montrant aussi, surtout dans la seconde moitié de son règne, le souci constant de ménager cette « chair vivante » sur laquelle elle avait conscience de travailler. C'est ainsi qu'elle répartit sur un espace de vingt et une années l'appli-

cation de la grande réforme administrative décrétée en 1775. L'organisation du cinquantième gouvernement — celui de Slonim — faisant partie des nouvelles circonscriptions ainsi créées ne date que du 8 août 1796.

Elle eût pu sans doute faire plus et mieux, si elle ne s'était laissé distraire par son goût malheureux pour l'ostentation et plus encore par cette passion pour les aventures, à laquelle elle devait, il est vrai, le commencement de sa prodigieuse fortune. Elle eut aussi le malheur de trop longtemps régner. Vers la fin de sa vie, vieillie et mal entourée, avec le sentiment de la mesure, elle perdit la notion de l'équilibre. Un défaut de proportion grandissant s'accusa entre les entreprises incessantes où elle se laissait entraîner et les forces réelles du pays, gaspillées en outre et détournées de l'emploi qu'elle leur assignait. En même temps, après avoir longtemps fonctionné sous sa main, d'un mouvement régulier très fort à la fois et très doux, soumis maintenant à un travail excessif et au maniement d'autres mains moins expertes, l'appareil administratif se détraquait : dilapidations et abus de toute sorte au département de la guerre, dont les effectifs n'existaient que sur le papier; désorganisation complète à la marine, qui ne montrait plus que des squelettes d'escadres pourrissant dans les ports ; plus de onze mille affaires en souffrance au Sénat ; le désordre, l'arbitraire et la misère partout. Et cependant, Zoubov n'imaginant d'autre remède à la détresse financière qu'une refonte des monnaies de cuivre avec augmentation de leur valeur nominale, sa maîtresse engageait l'expédition de Perse et se donnait l'air de préparer une intervention contre la France révolutionnaire (1) !

La responsabilité de ce bilan final n'incombait cependant pas aux erreurs seules et aux défaillances de la souveraine. Une grande part en revenait à des causes plus lointaines. Il était fatal que, lancés prématurément et en porte-à-faux dans

(1) Voy. *le Tableau de la Russie* à l'avènement de Paul, annexé à une dépêche de l'envoyé prussien Græben, du 2/13 janvier 1798, SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 367 et suiv.



la civilisation moderne et la politique mondiale, sans ressources matérielles et morales correspondantes, la Russie et ses gouvernants succombassent périodiquement, ainsi que cela leur arrive encore, sous l'écrasante tâche mise à leur charge, les réalités prenant une revanche momentanée sur leur rêve trop hautain. C'est ce que, idéaliste-né, Paul ne sut pas comprendre, et ce fut sa première et plus grande faute.

Il eût été excusable, sinon de se poser en censeur trop irrespectueux d'un règne à tout prendre glorieux et fécond et qui était celui de sa mère, du moins de concevoir l'ambition d'en redresser les erreurs, dans la mesure des possibilités. Il crut tout possible, et notamment de tout faire à la fois et de tout corriger, — par la vertu de l'idéal absolu qu'il portait dans sa tête, l'opposant péremptoirement à toutes les réalités. Non content de parer aux inconvénients et aux dangers de la situation dans laquelle il trouvait l'empire engagé, il prétendit, en un bouleversement total et opéré d'un jour à l'autre, modifier les bases mêmes de sa constitution politique et sociale, produit de longs siècles de travail organique.

Et il allait donc travailler, lui, à la façon des ouvriers que le monde avait vus à l'œuvre en France, quelques années auparavant, apportant à la besogne le même dédain des contingences, le même mélange d'idées partiellement justes et de calculs invariablement faux, le même emportement aveugle — et tout le tempérament que l'on sait. Moyennant quoi, ce fut, comme là-bas, une catastrophe. En trombe, en avalanche, tout un amas de lois et de décrets, projets anciens déjà vieillis ou improvisations hâtives et suggestions de la dernière heure, se trouva vidé sur la pauvre Russie, ainsi que le contenu d'une boîte de Pandore, brusquement, sans nul souci des transitions nécessaires ni des difficultés inévitables d'exécution. Succédant à un des plus grands artistes du genre, Paul ne se douta jamais que le gouvernement fût un art. On ne saurait dire qu'il n'ait pas mis de l'esprit de système dans ses conceptions ; mais ce n'est pas ce qui a manqué non plus aux révolutionnaires occidentaux de



l'époque. Dans l'application, leur émule oriental a même fait preuve d'esprit de méthode. Avant Hamlet, on a pu en découvrir dans plus d'un genre de folie. Systématiquement, en mettant tout à l'envers et méthodiquement, en passant d'une destruction insuffisamment justifiée à une création encore moins réfléchie, du mauvais pas où son pays se trouvait, il l'a conduit au bord d'un abîme.

Son principal effort a porté sur le militaire, et nous en examinerons à part les effets. Mais partout ailleurs il a aussi essayé de tailler dans le vif et de faire grand, et l'effet le plus immédiat en fut de mettre en évidence, en l'augmentant encore, cette insuffisance des moyens disponibles en tout genre, que quelques-uns de ses prédécesseurs avaient réussi à masquer, voire à compenser dans une certaine mesure, par la supériorité de leur génie ou l'énergie de leur action.

II

Payant de sa personne, Paul se piqua de communiquer à tous ses collaborateurs la fièvre d'activité qui le dévorait. Mais il fallait d'abord mettre en mouvement le rouage principal du mécanisme gouvernemental : le Sénat. Or, même en devançant le soleil, ou en multipliant leurs séances en dehors des jours réglementaires, à quoi un oukase les astreignit (1), les membres de cette assemblée ne paraissaient pas plus capables de liquider l'énorme arriéré dont ils se trouvaient accablés. Ils avaient trop à faire, leur métier étant, plus ou moins, de faire tout. A travers diverses vicissitudes, bien que ne gardant plus ce caractère d'institution *gouvernante*, que Pierre le Grand avait prétendu lui impartir (2), la haute assemblée restait nantie d'une masse d'attributions mal définies, extrêmement variables, mais toujours infiniment complexes.

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 17639.
(2) Voy. Waliszewski, *Pierre le Grand*, p. 532 et suiv.



L'intention de Paul semble avoir été de la confiner dans son rôle judiciaire qu'une évolution séculaire avait particulièrement développé. En fait de gouvernement, il n'admettait pas de partage. Il décida donc que, du second département qui s'en trouvait accablé, les procès criminels avec les instructions s'y rapportant seraient en partie déférés au quatrième et au cinquième, dont la compétence était jusque-là essentiellement administrative. Il créait en même temps trois départements provisoires, qui, eux aussi, s'occuperaient de juger. Il augmentait partout le personnel de chancellerie. Mais il ne sut pas donner à cette réforme, pas plus qu'aux autres, un dessein ferme, nettement conçu et systématiquement exécuté.

Tout en instruisant et en jugeant les procès, les sénateurs continuèrent donc à administrer çà et là, au hasard d'une distribution de travail, qui, constamment modifiée, ne leur enlevait telle fonction de cet ordre que pour leur attribuer telle autre, et, par exemple, pour mettre momentanément à leur charge la gestion des haras (1) !

Pour le renforcement du personnel, d'autre part, la matière manquait. Une école spéciale, dite des *iounkers* et recrutant des élèves dans la noblesse, eut mission d'en préparer. Les élèves affluèrent. Concurremment poursuivie, la réforme militaire déterminait, dans ce milieu, un reflux général vers les carrières civiles. Mais un jour, Paul aperçut des vides inquiétants dans les cadres de son armée. Plus de jeunes gens briguant l'honneur de porter l'épaulette.

— Où diable passent-ils ?

— Eh, à l'École des *iounkers*, sire !

— Mais, ils ne doivent y être que cinquante...

— Ils sont quatre mille cinq cents !

Un décret renvoya les surnuméraires au régiment ; mais, toujours encombré et pliant sous le faix, le Sénat n'en fonctionna pas mieux.

(1) Prince Pierre Galitzine, *le Sénat*, p. 187 et suiv.

La lenteur dans l'expédition des affaires, cette terrible *volokita*, objet de plaintes incessantes depuis des siècles, tenait aussi, là comme ailleurs, à l'état chaotique de la législation. Inaugurée par Catherine, au sein de sa fameuse « Assemblée législative », abandonnée puis reprise avec le concours d'une nouvelle « Commission », la grande entreprise codificatrice, à laquelle la Sémiramis du Nord s'était flattée d'attacher son nom, ne se trouvait même pas mise à pied d'œuvre. Paul imagina de tirer meilleur parti de cet effort, en changeant simplement l'étiquette sous laquelle il s'était jusque-là vainement dépensé. La « Commission législative » devint « Commission pour composer de nouvelles lois (1) », et l'on devine qu'elle n'en travailla pas mieux. Le fils de Catherine n'avait, nous le savons, reçu aucune éducation juridique. Il ignorait donc que tout labeur productif dans ce sens dût avoir pour base une connaissance approfondie de la législation locale et pour point de départ un plan général. Ce plan est aujourd'hui encore à l'étude en Russie !

Ne possédant, en cette matière, d'autre guide que des sentiments, souvent justes mais qui ne pouvaient tenir lieu d'idées directrices, Paul prétendait, en outre, ne pas abdiquer cependant ses prérogatives de pouvoir dirigeant. Tel jour, frappant d'une même peine des culpabilités inégales, un arrêt lui découvrait l'absence du principe de gradation dans la législation existante, et aussitôt il décrétait que la réforme de cette partie du code pénal devait précéder toute autre. Le lendemain, par une note expédiée à six heures du matin, il modifiait cette décision, en assignant la première place à une revision de la procédure en usage. Son attention avait été attirée, dans l'intervalle, par le retard apporté à la conclusion d'un procès insignifiant. Tel autre jour encore, le dernier en date de ses procureurs généraux, Obolianinov, interpellait ainsi le secrétaire de chancellerie, Bezak :

— Il nous faudrait un projet de loi quelconque, dans les

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 17652, 16 décembre 1796.



vingt-quatre heures, règlement, statut, tout ce que vous voudrez. L'empereur s'ennuie, ne pouvant commander des manœuvres à cause du mauvais temps... Que ce soit prêt pour demain!

Avec l'aide d'un commis alors obscur mais promis à un grand avenir sous le règne suivant, Speranski, et le secours d'un lot de vieux livres français abandonnés dans un grenier par Grégoire Orlov, Bezak se mit en frais, et Paul trouva sur sur sa table de travail, à l'heure voulue, un « Statut commercial de l'empire russe ». Il l'approuva, félicita le procureur et récompensa généreusement sa chancellerie; mais l'œuvre ne fut jamais mise en exécution, ni même publiée (1).

En utilisant de cette façon leurs talents, le Solon russe déconcertait encore ses collaborateurs par certains propos que, très singulièrement, quelques-uns de ses apologistes ont recueillis pour les proposer à notre admiration.

— Voilà votre loi! disait-il, en se frappant la poitrine, à une personne de son entourage qui osait objecter à un de ses ordres qu'elle lui dénonçait respectueusement comme illégal (2).

Et la leçon n'était pas perdue. Président d'une seconde commission législative, chargée de reviser le travail de la première, le prince Gabriel Gagarine laissait échapper cette réflexion judicieuse :

— A quoi bon? puisque le souverain fait ce qu'il veut (3)!

Dans l'affaire du pasteur Seider comme dans celle des frères Grouzinov, nous avons vu, en effet, à l'œuvre cette volonté péremptoire. Les exemples abondent d'une intervention analogue du souverain, substituant son dictamen personnel à celui des codes et sa juridiction à celle des magistrats. Et cette juridiction était des plus fantaisistes : pour le même fait, ordonnant de mettre les coupables en

(1) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 90; Gretch, *Mémoires*, p. 64.
(2) Karitvouine, dans *Messager historique*, 1886, t. XXVI, p. 134.
(3) Ilinski, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, t. III, p. 411. L'auteur était membre de cette commission.



jugement, Paul les condamnait d'avance, dans un cas, au knout et aux travaux forcés, et, dans l'autre, à six semaines seulement de forteresse (1) ! A lui seul, l'état d'esprit créé dans le milieu correspondant par de tels procédés n'était pas fait pour stimuler le zèle des codificateurs.

Aussi, à la fin du règne, bien qu'elle possédât dans son sein un jurisconsulte éminent, Paliénov, la « Commission pour composer de nouvelles lois » n'eut à son actif qu'un résultat assez modeste, où s'accusait en outre l'absence de toute orientation dans la marche suivie : dix-sept chapitres sur la procédure, neuf sur les domaines et treize sur les lois criminelles.

III

Plus ambitieusement encore, Paul s'attaqua aux deux principes fondamentaux de l'organisation politique de l'empire. Pierre le Grand y avait établi un gouvernement de classe à base collégiale. Son arrière-petit-fils visa à le remplacer par une équipe de fonctionnaires, individuellement responsables devant le souverain. Élément personnel en haut : le ministre se substituant au collège; principe bureaucratique en bas : le recrutement libre éliminant l'élément de classe.

Bien conçue et sagement appliquée, cette réforme serait venue à son heure et Paul n'aurait même fait, sur ce point, qu'enfoncer une porte ouverte. Sous Catherine déjà, le système collégial était entré en décomposition, lentement mais irrésistiblement miné par l'importance attribuée aux chefs de quelques départements. A la tête des trois collèges des Affaires étrangères, de la Guerre et de l'Amirauté, les prési-

(1) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 298 et 327. Cf. *Archives du comte Igelström*, dans *Archives russes*, 1886, t. III, p. 487; *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 194.



dents de ces grands corps faisaient figure de véritables secrétaires d'État; ils ne laissaient à leurs collègues qu'une apparence de pouvoir. Le Sénat « gouvernant » de son côté, comme Pierre l'avait appelé, justifiait de moins en moins le nom qu'il portait ; il se trouvait progressivement réduit à ce rôle d'instance judiciaire suprême que nous lui voyons aujourd'hui. Par contre, organe de contrôle en principe, le procureur général arrivait à réunir les fonctions d'un ministre de la Justice, des Affaires intérieures et des Finances. Sur la même pente, tous les départements s'acheminaient à la prédominance de l'élément personnel et les autres collèges des Mines, des Manufactures et du Commerce n'existaient même plus, supprimés par Catherine, qui avait déféré leurs attributions aux Chambres des finances *(Kazionnyia Palaty)*.

En présence de cet état de choses, Paul fut partagé entre deux désirs également impérieux, qui impliquaient, comme habituellement chez lui, une contradiction, et qui étaient de tout bousculer, en précipitant un mouvement trop lent à son gré, et de défaire cependant ce que sa mère avait fait dans le sens de ce même mouvement. Il obéit à l'une et à l'autre impulsion. Il commença, et cela dès le 19 novembre 1796, par rétablir les collèges supprimés. L'oukase invoquait « l'extrême inconvénient qui résultait du morcellement de ces branches importante de l'économie nationale (1) ». Mais à côté de leurs présidents, les collèges réinstaurés possédèrent des « directeurs généraux », qui, investis du droit de rapport direct *(doklad)*, rendirent en fait illusoire cette résurrection.

Peu après, l'administration des finances fut enlevée au procureur général et confiée à un « trésorier de l'empire », qui, présidant à quatre *expéditions*, fut encore un autre ministre de fait. L'idée était bonne; malheureusement elle contrariait une autre envie du souverain, qui était, quand le procureur ainsi dépossédé s'appelait Békléchov, de lui don-

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 17567.



ner le plus possible d'attributions et de pouvoirs. Et donc, perdant les finances, ce fonctionnaire recevait en compensation les expéditions nouvellement créées de « l'Économie d'État » *(Gossoudarstviénnoïé Khaziaïstvo)*, de « la Tutelle des Étrangers », de « l'Économie rurale » *(Siélskoïé Demovodstvo)*. Ce n'était pas assez. On lui donnait, par surcroît, l'administration de l'École des *iounkers*, le Département géographique et, momentanément, les Forêts de l'État. Pour augmenter sa part, on dépouillait le Sénat, si déchu qu'il fût déjà de son ancienne grandeur, mettant dans le lot du même personnage la direction des travaux de codification et le chargeant en outre d' « assurer la marche régulière des affaires dans tous les bureaux et de veiller à l'observation exacte des lois dans toutes les parties de l'administration ».

Pratiquement, remplaçant ainsi un enchevêtrement de fonctions assez mal coordonnées par un autre d'une complication encore plus grande, Paul décrétait le chaos.

En abandonnant au procureur général la plus grande partie de ses attributions administratives, le Sénat lui-même ne fut pas délesté. En octobre 1799, l'évocation d'une des idées les moins heureuses de Pierre le Grand appela les anciens « gouvernants » à de nouveaux devoirs : Paul restaurait la pratique de ces « revisions sénatoriales », qui ont survécu jusqu'à nos jours et qui à l'organisation, absente ou défaillante, d'un contrôle permanent substituent le moins correct et le plus dangereux des palliatifs intermittents.

Des anciens collèges le nom seul semblait subsister au milieu de ce nouvel échafaudage d'autorités et de responsabilités s'enchevêtrant les unes dans les autres et s'évinçant mutuellement. Paul paraissait en effet préoccupé d'en dégager systématiquement ce principe *ministériel* qui lui était cher. Dans une des lois organiques publiées au moment du couronnement, se trouvèrent comprises des dispositions qui créaient un nouveau *Département des apanages*.

L'institution assure encore aujourd'hui à la famille impériale, devenue si nombreuse, des moyens d'existence pro-



portionnés à son rang, et, dans certains milieux, elle passe pour avoir été la plus grande pensée du règne. Cette opinion fait, croyons-nous, tort à Paul ; mais assurément l'établissement n'était pas sans utilité. Or, un *ministre* se trouvait placé à sa tête. En 1800, la création d'un ministère du Commerce et le projet mis à l'étude d'un ministère des Finances firent de la suppression définitive des vieilles organisations collégiales une nécessité logiquement imposée à un avenir prochain. Paul et ses conseillers ne surent cependant pas s'y résoudre. C'eût été marcher sur les traces de Catherine. Pour donner quand même de l'emploi à ces corps, auxquels ils enlevaient toute raison d'être, ils ne trouvèrent rien de mieux que de leur confier le rôle d'organes exécutifs ! Décision personnelle et exécution collective : tel fut l'aboutissement de cette partie de leur œuvre réformatrice, et, pour le coup, c'était du sabotage administratif, comme nous dirions aujourd'hui.

Cependant, la centralisation du pouvoir, conséquence naturelle des principes adoptés, tendait à la destruction de l'autonomie administrative, partiellement organisée par Catherine dans les provinces, et le triomphe du système bureaucratique conduisait à l'élimination de l'élément social, électif. Par l'effet des dispositions que l'impératrice avait adoptées, police administrative et justice, dans toute leur étendue, se trouvaient, dans les circonscriptions créées par elle, aux mains de la noblesse. Les magistratures correspondantes étaient au choix et à la dévotion de cette classe (1). Cet état de choses n'allait pas sans de graves inconvénients. Il avait pour effet de constituer, d'un domaine seigneurial à l'autre, une suite de petits États dans l'État, où les agents du pouvoir central avaient peine à faire valoir leur autorité, où ils ne pouvaient même pénétrer sans courir de grands risques. Les potentats locaux traitaient de Turc à Maure les représentants eux-mêmes des institutions autonomes, qui n'étaient cependant qu'une émanation de leur

(1) Voy. Grigoriév, *la Réforme de l'administration locale sous Catherine II*, p. 257.



propre autorité, et, récemment, Catherine régnant encore, un propriétaire du gouvernement du Voronèje avait accueilli *à coups de canon* les membres d'un tribunal de district, qui prétendaient instrumenter sur ses terres! Si maltraités par leurs mandants, ces magistrats ne pouvaient, d'autre part, offrir aucun recours sérieux aux serfs, dans leurs démêlés avec les maîtres.

Héroïquement, Paul osa porter une main hardie sur le principe corporatif qui présidait à cette organisation. Mais le seul moyen d'en corriger les vices eût été d'en élargir la base, trop aristocratiquement rétrécie. Il n'y songea pas, retenu et par sa prédilection pour le système bureaucratique dont il cherchait à étendre l'application, et aussi, il faut en convenir, par l'impossibilité de faire appel, en dehors de la classe privilégiée, à d'autres éléments sociaux, qui fussent utilisables pour un tel objet. Ni en droit ni en fait, il n'en existait nulle part. Un peuple d'esclaves ne pouvait fournir de magistrats, et cinquante ans après l'abolition du servage, c'est encore ce qui fait obstacle de nos jours à l'organisation démocratique des *ziémstvos*. Restait l'expédient de supprimer le privilège, générateur de tels abus, en détruisant les institutions elles-mêmes dont les bénéficiaires faisaient un si mauvais usage, et c'est à ce parti que le fils de Catherine se porta, sans qu'il dût toutefois s'y arrêter d'une manière définitive. Le 13 septembre 1798, les pouvoirs exercés par les magistratures d'ordre nobiliaire dans les « Conseils de tutelle » et les « Tribunaux des orphelins » furent déférés aux Chambres de justice de droit commun. Le 14 mai 1800, les membres, jusque-là élus par la noblesse, des tribunaux inférieurs de district cédèrent la place à des fonctionnaires du Département héraldique. La classe aristocratique ne gardait que le droit de présentation pour les titulaires de ces emplois.

Encore une petite révolution! Mais outre que, interrompant l'évolution historique du pays, elle constituait, au point de vue politique et social, un recul plutôt qu'un progrès, Paul ne sut pas y être conséquent avec lui-même.



Très conséquemment, le principe bureaucratique, ainsi consacré, fut successivement étendu à la classe marchande et à toute la bourgeoisie par le « Statut des corporations » *(Oustav o tsekhakh)* du 12 novembre 1799 et le règlement du 4 septembre 1800, remplaçant, dans tous les chefs-lieux de gouvernement, les Municipalités électives *(Magistraty)* par des « Hôtels de ville » *(Rathausy)*, où des fonctionnaires, toujours, nommés par le gouvernement, évinçaient les anciens magistrats. C'est le système qui jusqu'à ces derniers temps a été appliqué à l'organisation des *ziémstvos* dans les provinces de l'Ouest et qu'on a voulu maintenir encore dans trois d'entre eux sur neuf, où l'élément polonais fait redouter l'extension du système électif, maintenant remis en honneur. Sous l'empire de la même préoccupation, Catherine s'était gardée aussi d'étendre à cette partie de son empire le bénéfice de l'autonomie locale qu'elle accordait aux autres. Elle avait même jugé à propos de supprimer dans les pays annexés toutes les institutions nationales de même caractère. C'était de la besogne faite pour son fils. Mais il suffisait encore qu'elle fût faite par cette mère détestée pour que Paul la jugeât mauvaise et condamnable, accusant ainsi le caractère en quelque sorte mécanique de l'œuvre réformatrice qu'il entreprenait lui-même. Il s'agissait surtout pour lui de renverser ou de retourner les choses en quelque état et situation qu'il les trouvât dans l'héritage maternel, et dût-il, ce faisant, aller contre son propre programme. Les institutions autonomes des anciens palatinats polonais étaient à base corporative, nobiliaire, donc en antagonisme avec le système qu'il se donnait la tâche de faire prévaloir. Il n'hésita pas à les rappeler à la vie.

Entendait-il du moins, cette exception admise, en finir partout ailleurs avec l'élément de classe et le principe du privilège? Nullement.

IV

Déclarer la guerre à la noblesse n'était pas son intention. Il voulait même que, dépouillée des droits auxquels pour les meilleures raisons elle attachait le plus grand prix, elle fût néanmoins satisfaite. Il lui offrait des compensations. Elle retrouverait dans l'ordre militaire ce qu'elle perdait dans l'ordre civil. Le nouveau règlement emprunté à l'armée prussienne ne rendait accessible aux roturiers le grade de sous-officier qu'après quatre années de service. Eh bien, les nobles allaient avoir la possibilité d'y arriver après seulement trois mois! Mieux encore : en 1798, un article additionnel réserva exclusivement ce même grade aux candidats d'origine aristocratique.

Paul maintenait donc la distinction des classes, tout en faisant mine de la supprimer, et il accordait à l'une d'elles des privilèges de nature essentiellement corporative, après avoir condamné ce principe!

La noblesse ne fut d'ailleurs pas satisfaite, et on doit l'en excuser. Elle le fut si peu que des mesures énergiques parurent indispensables, dès la première année, pour seulement maintenir les représentants de cette classe, en figuration suffisante, dans les cadres d'un service où le réformateur prétendait qu'ils trouvassent la rançon de leurs autres déchéances. Le 5 octobre 1799, un oukase porta défense d'inscrire des enfants nobles aux registres du service *civil*, sauf autorisation spéciale du souverain. D'autres mesures de même genre, suggérées par les velléités d'évasion qui se multipliaient, tendirent à convertir en prison le paradis imaginé par Paul pour cette partie de ses sujets, et, sur le seuil, l'ange à l'épée flamboyante défendit aux intéressés non l'entrée, mais la sortie. La déconvenue était complète.



Le fils de Catherine ne devait jamais rien y comprendre, en suivant jusqu'à la fin, sur ce point, une politique que l'on peut tenir pour systématique, tant il y mit de l'obstination, mais où l'on doit reconnaître le chef-d'œuvre de son incohérence.

L'impératrice disait volontiers qu'il lui plaisait que sa noblesse « se sentît (1) ». Paul jugeait bon de ne laisser valoir dans tout son empire, à ce point de vue, d'autre sentiment que celui de sa propre omnipotence. Son souci constant fut de supprimer, en dehors de lui-même, toute conscience comme tout attribut non seulement d'une puissance, mais d'une importance quelconque, politique ou sociale. Et il redoutait surtout à cet égard les collectivités. Selon l'esprit du proverbe russe : *gromada viélikiï tchéloviék* (une masse d'hommes est un grand homme), il découvre dans tout groupement une grandeur rivale de la sienne. A quelques exceptions près, la loi interdit les concerts d'opinion, fût-ce pour des pétitions et des suppliques, et Paul n'a garde de l'oublier. Au printemps de 1797, une députation des Cosaques du Don arrivant à Saint-Pétersbourg, il fait jeter en prison, sans même les entendre, les seize officiers qui la composent (2). Quelques mois plus tard, il ordonne au gouverneur de Riga d'examiner le cas de quelques invalides qui se plaignent d'être maltraités par le commandant de la place, mais leur pétition se trouvant signée de plusieurs noms, il la renvoie *s nadorvaniém* (déchirée), comme illégale (3).

Dans cette direction, Paul avait la voie largement ouverte, déjà jalonnée devant lui et aplanie par la politique nivélatrice de ses plus anciens prédécesseurs, depuis Ivan IV. Catherine elle-même avait contribué à creuser ce sillon, demeurant fidèle aux principes consacrés par la tradition jusque dans ses coquetteries avec l'élément aristocratique et dans la

(1) *Archives russes*, 1870, p. 588.

(2) Ilinski, « Mémoires », même recueil, 1879, t. III, p. 399. Cf. *Archives Vorontsov*, t. XXXII, p. 272.

(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 319.

charte même qu'elle octroyait à cette noblesse avilie et qui était censée confirmatrice de ses privilèges. Quelques-uns de ces privilèges, et les plus essentiels, y étaient expressément refusés à ceux des nobles qui n'auraient pas rang d'*officiers*. Comme le faisait observer Simon Vorontsov, une infirmité physique suffisait ainsi à frapper de déchéance les descendants des hommes — les Pojarski, les Romodanovski, les Chéremétiev — qui avaient fait la Russie — et la fortune des Romanov (1) !

Tirant des bas-fonds d'autres hommes, — les Bühren, les Razoumovski, les Orlov, — le favoritisme avait lui aussi travaillé, concurremment, dans le même sens. Bon ou mauvais, cet autre ouvrage déjà fait répondait de tout point aux idées comme aux goûts du nouveau maitre. Voici comment il en tira parti.

Dès le lendemain de son avènement, une série de mesures eut pour objet de prévenir précisément l'introduction d' « éléments indignes » dans ce même corps, inopinément mis en défense contre d'autres avilissements : assujettissement de tout anoblissement nouveau à une décision spéciale du souverain pour chaque cas; création d'un armorial ; épurations méticuleuses et sévères (2). Dans les décrets correspondants, la noblesse est expressément indiquée comme la « colonne centrale » de l'édifice politique dont le successeur de Catherine entreprend la reconstruction, le soutien naturel du trône et de l'État. Le réformateur tournait donc le dos au passé et répudiait son propre programme? Non pas! Le 2 janvier 1797, d'un autre trait de plume, il supprime, dans la charte nobiliaire de 1785, l'article 15, qui exemptait cette classe de l'application des peines corporelles. Il le fait d'une manière détournée : reconnu coupable d'un crime entraînant la perte des droits civils, un noble doit être considéré comme ayant aliéné cette qualité. Il devient donc suscep-

(1) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 389-391.
(2) *Recueil complet des lois*, numéro 17608. Cf. Sémiévski, dans *Messager de l'Europe*, 1867, t. I, p. 317.



tible de recevoir le fouet et la marque. Le résultat n'en équivaut pas moins, pour les intéressés, à la perte d'une de leurs franchises les plus précieuses.

Pendant le séjour de l'empereur à Moscou, le métropolite Platon intercéda en leur faveur. Il fut mal reçu, et, le 4 mai suivant, la noblesse se trouva privée encore du droit, qu'elle conservait seule, de présenter des doléances collectives au souverain, au Sénat et aux gouverneurs de provinces. En même temps, assimilés récemment aux nobles en matière de franchise pénale, les membres du clergé et des guildes marchandes partageaient leur disgrâce. Paul se révélait donc à son tour comme un nivélateur résolu : tout le monde sous la même loi et le même knout ! Au cours de l'année, le nouveau régime recevait application dans six cas ; une dame noble en prenait elle-même sa part pour une douzaine de coups (1).

Très visiblement, surprenant de ce côté des indices de désaffection, le souverain se propose de mater les mécontents par tous les moyens. En 1799, il abolira les assemblées nobiliaires de gouvernement et fera élire dans les districts les magistrats de ce ressort. C'est quelque chose comme le vote par arrondissement substitué au scrutin de liste départemental, avec l'intention évidente de diminuer l'importance des collèges électoraux et d'en abaisser le niveau. Même fractionnement imposé aux registres nobiliaires, apparemment toujours pour que les inscrits *se sentissent moins*. Le nombre des électeurs et des éligibles s'est trouvé d'ailleurs réduit par un oukase du 15 novembre 1797, excluant de toute part à la constitution des magistratures locales les nobles qui auraient encouru une mise en congé dans le service militaire. Or, les congés sont extrêmement fréquents, et, le 14 janvier 1798, la mesure sera étendue à toutes les fonctions civiles.

En 1800, un « statut des banqueroutes » poursuit le développement de ce système dans le domaine économique. Les

(1) *Antiquité russe*, 1873, t. VII, p. 499-500; ROMANOVITCH-SLAVATYNSKI, *la Noblesse en Russie*, p. 235-236.



procédures concernant l'endettement des propriétés nobiliaires sont centralisées dans l'administration des Caisses d'épargne des maisons d'éducation, ou dans celle des Conseils de tutelle *(Opiékounskiié saviéty)*. Par là, le crédit des propriétaires est à la fois réduit et soumis au contrôle de l'État. Paul juge extrêmement compromise la situation financière de cette classe, où le règne de Catherine a, en effet, développé de façon désastreuse les goûts de luxe excessif et de débauche. Néanmoins, la politique fiscale du souverain ne se prête de ce côté à aucun ménagement. Remis en grande partie aux paysans, les arriérés d'impôts sont intégralement et impitoyablement réclamés aux maîtres. En perdant même son droit de nomination aux judicatures du district, la noblesse garde à sa charge l'entretien de ces tribunaux !

C'est la guerre, et, dirait-on, sans merci. Mais, au plus fort des hostilités, sans aucune liaison imaginable avec elles, se place une initiative procédant d'un esprit très différent : le 18 décembre 1797, Paul a présidé à la création de cette « Banque de secours pour la noblesse », où le prince Alexis Kourakine doit perdre autre chose que son argent. Le plan de l'établissement (1) a été, sinon élaboré, du moins patronné par le protégé de Mlle Nélidov, qui ne saurait être soupçonné d'intentions malveillantes à l'égard de sa caste, et le but certain de l'entreprise est donc de restaurer la fortune des intéressés, en leur procurant des disponibilités dans les conditions les plus avantageuses et les mieux faites pour les soustraire aux servitudes de l'usure.

Prêts accordés pour vingt-cinq ans, au prorata de 40 à 75 roubles par *âme* possédée, selon la valeur locale de ce gage sur lequel la Banque prend hypothèque ; taux annuel de 6 pour 100, comprenant l'intérêt et la prime d'amortissement, également payables en billets de cette même banque, qui, productifs eux-mêmes d'intérêt à 5 pour 100, obtiennent

(1) Règlement de la Banque impériale d'hypothèque, établie pour la noblesse. Saint-Pétersbourg, 1798. Voy. Reimers, *Saint-Pétersbourg am Ende des XVIII J.*, t. II, p. 147 et suiv.



cours forcé pour leur valeur nominale : eu égard aux conditions locales du crédit, c'est presque de la bienfaisance. Paul aurait-il voulu tendre ainsi un piège aux emprunteurs et précipiter leur ruine? Ce n'est guère admissible. L'expérience devait bien avoir ce résultat, et d'aucuns le prévoyaient (1). Mais le créateur de l'établissement ne pouvait s'inspirer d'un tel calcul : il engageait dans cette entreprise une trop grosse part de sa propre fortune.

Ouvrant ses guichets le 1er mars 1798, la Banque distribua en quelques mois pour 500 millions (plus de deux milliards en francs) de billets, qui, en dépit du cours forcé, perdirent immédiatement au change de 10 à 12 pour 100, et l'aristocratique clientèle de l'établissement gaspilla follement, dans la plupart des cas, cette monnaie avilie (2). Mais, en rendant les emprunteurs plus besogneux qu'ils n'étaient et donc insolvables, l'opération n'entraînait pas pour le prêteur lui-même, l'État dans l'espèce, des conséquences moins désastreuses.

Paul s'était laissé probablement séduire par cette tendance à jouer le rôle de divinité tutélaire que nous lui connaissons. Autant que les pires démagogues du temps, — ou de l'heure actuelle, — la chimère de l'*État-Providence universelle* le possédait, et, incapable de « se retenir », il lui aura sacrifié, sur ce point, ses préférences comme ses préventions.

Ses idées, ici comme ailleurs, n'étaient assurément pas très nettes. Dans l'armée de ses « serviteurs », il lui plaisait assez d'apercevoir et de mettre en relief une élite aristocratique. Mais, d'autre part, cette phalange, ainsi distinguée du gros de la troupe, l'inquiétait par ses prétentions, et, par ses mœurs, se ressentant fâcheusement des faveurs corruptrices de Catherine, comme du vernis de civilisation occidentale hâtivement posé sur sa barbarie, élégante, vicieuse et voltairienne, elle lui était franchement antipathique. En plus, il avait soif de popularité et aucune chance d'en obtenir

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 20 mars 1798, *Record Office, Russie*, vol. XXXIX, numéro 13.
(2) Tourguéniév, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1889, t. XLII, p. 208.

une part quelconque dans ce milieu, auquel les conceptions qu'il apportait au pouvoir, ses allures et son entourage même, d'Araktchéiev à Koutaïssov, ne répugnaient pas moins. Enfin, disciple de Montesquieu, de Beccaria et même de Rousseau beaucoup plus qu'il ne pensait, il ne pouvait manquer d'être humanitaire à sa façon, protecteur des petits et défenseur des humbles. Des billets, adressés par lui à Marie Féodorovna, au cours d'une tournée en province (1), révèlent éloquemment, à cet égard, son sentiment intime :

« Mourom, 18 mai 1798.

« Ce n'est pas Rome que Mourom, mais je suis entouré de « quelque chose de mieux : d'un peuple innombrable, qui « me comble d'affection... »

« Niérekhta, 3 juin 1798.

« Si vous prenez les eaux, moi je les traverse tantôt sur « une chaloupe, tantôt sur un ponton, tantôt dans une « nacelle de paysans, qui, par parenthèse, sont infiniment « plus aimables que, que... Chut! Faut pas dire, mais bien sentir cela !... »

Ce peuple innombrable et de contact si agréable, Paul veut-il donc le relever de la misérable condition où l'esclavage l'a si récemment réduit (2) ? Oui, sans doute, en allégeant le poids de ses chaînes. Mais pour ce qui est de les briser, c'est une autre affaire. Alexis Kourakine peut y songer, parce que, dans l'empire des tsars, du prince au serf la distance n'est pas grande. Les philosophes d'Occident ont dû se prononcer pour l'affranchissement de toutes les classes : c'étaient, pour la plupart, des hommes de rien, partisans naturels de la démocratie. Un empereur de Russie ne saurait partager leur vœu. Anti-aristocrate, volontiers, mais démocrate, non! Ce qui lui conviendrait le mieux, — ce serait le prosterne-

(1) Cités par Pantchoulidzev, *Hist. des Chevaliers-Gardes*, t. II, p. 249.
(2) Voy. K. Waliszewski, *Ivan le Terrible*, p. 29 et suiv.



ment devant lui, autour de lui, de tous ses sujets, sans distinction d'origine, de condition ou de fonction, dans la posture où il a vu les moujiks de Mourom et de Niérekhta et que la servitude, bien que née d'hier, leur a déjà rendue naturelle : couchés tous à plat ventre dans la poussière et ne faisant que lever vers le maître tout-puissant des yeux timides et suppliants, — donc, le servage universel. Si c'était possible, ce serait le rêve, l'architecture idéale de l'édifice reconstruit ! Quant à une réédification en sens contraire, Paul en repousse la pensée avec dégoût et terreur. Après avoir complaisamment évoqué l'accueil reçu dans les villages riverains de l'Oka, il ajoute : « Si jamais, si jamais... il y a la réforme, il y aura [à] s'en aller ! » Et l'on devine assez ce qu'il veut dire. Mais à la poussée émancipatrice qui lui suggère des idées d'abdication et de fuite et dont il pressent cependant l'approche, qu'opposera-t-il ? Il n'en sait rien. Il rêve précisément, tâtonne et va à l'aventure.

V

Dès son avènement, une décision qui semble grosse de conséquences, annonciatrice, dans l'ordre social, d'un changement décisif, a mis en émoi serfs et propriétaires. Pour la première fois, les paysans ont été astreints à prêter serment au nouveau souverain. C'est donc que leurs âmes ne comptaient plus seulement dans les inventaires des fortunes ! On reconnaissait aux prestataires une personnalité, des devoirs politiques, donc aussi des droits ! Ils allaient devenir libres !

Bien qu'il eût pris, au moment de la révolte de Pougatchov, une attitude de réprobation non équivoque, depuis cette époque, par l'effet d'un de ces efforts d'auto-mystification qui sont usuels dans l'histoire des mouvements populaires, Paul passait pour le champion et le vengeur futur des

masses serves, qui avaient suivi la fortune du faux Pierre III. Les relations du « prétendant » avec les francs-maçons, ses habitudes frondeuses et le choix même de son entourage contribuaient à entretenir la légende. Ses premiers gestes après son accession au pouvoir furent pour l'accréditer : révocation, le 10 novembre 1796, de la levée extraordinaire de dix recrues par mille, décrétée récemment par Catherine; oukase, le 27 novembre suivant, ouvrant un recours en justice aux « personnes qui revendiquent leur liberté »; suppression, le 10 décembre suivant, de l'impôt en nature sur le blé, remplacé, selon le vœu des paysans, par une redevance en argent. En même temps, le nouveau souverain témoignait de la froideur aux seigneurs et prenait à leur égard des mesures marquées au coin d'une malveillance non équivoque. Plus de doute, c'était l'annonce d'un dessein libérateur!

En province, dans le gouvernement d'Orel d'abord, puis le courant d'espérance et d'attente joyeuse se propageant, dans ceux de Vologda, Tver, Moscou, Pskov, Novgorod, Penza, Kalouga et Novgorod-Siéviérski, les moujiks s'agitèrent. En s'exaltant, ils arrivèrent à se persuader que la libération était non pas seulement voulue par l'empereur, mais déjà décrétée. Seulement, les seigneurs le cachaient. Mais on déjouerait leur malice. On n'obéirait plus qu'au tsar, on ne travaillerait et on ne payerait que d'après ses ordres. A Saint-Pétersbourg même, se concertant, les domestiques, serfs pour la plupart, présentèrent au souverain, sur la place de parade, une supplique dans ce sens.

Paul prit peur, et plus même qu'il ne convenait. Le mouvement n'avait pas beaucoup d'ampleur, et, bien que, comme dans le soulèvement de Pougatchov, ou plus récemment dans la crise révolutionnaire dont nous avons été témoins, le clergé des campagnes y participât en boutefeu, il n'entraînait aucun désordre sérieux. Dans le gouvernement d'Orel seul, sur les terres d'Étienne Apraxine, il tourna un moment à la jacquerie, les révoltés allant jusqu'à mettre en batterie



six canons pris dans un château et bons d'ailleurs seulement à tirer des salves d'honneur.

« On a fait un éléphant d'une mouche », dit dans ses souvenirs F.-P. Loubianovski, aide de camp du prince Nicolas Repnine (1), qui, chargé de la répression, s'y employa avec d'autant plus de zèle que les faits isolés de pillage et de violence intéressaient quelques-uns de ses proches parents. Mais en correspondance avec Paul, le franc-maçon Pozdiéiev, propriétaire lui-même de nombreux serfs et connu pour les traiter fort mal, jetait feu et flamme : c'était, assurait-il, « une manifestation de l'esprit illuminé de l'indépendance et de l'anarchie qui se propageait dans l'Europe entière ! »

L'humanitarisme de Paul ne résista pas à l'épreuve. Les pétitionnaires de la place de la parade furent dispersés à coups de fouet, et, sur la supplique qu'ils avaient osé remettre au tsar, celui-ci écrivit de sa main une résolution, qui les abandonnait à la discrétion de leurs maitres pour le châtiment qu'ils avaient mérité par leur insolence. Le 29 janvier 1797, un manifeste rappela purement et simplement les paysans à l'observation de leurs devoirs, tels qu'ils étaient définis par les lois et usages existants, et, mettant en campagne tout un corps d'armée, Repnine n'eut pas de peine à triompher de l'artillerie ennemie, ce qui ne l'empêcha pas d'exercer des représailles qui semblent avoir été excessives (2). La bataille terminée, Paul, de son côté, parut en sortir avec des idées encore plus confuses.

Il n'abandonnait pas ses prétentions à la popularité ni même son désir très sincère d'améliorer le sort de ces pauvres diables, dont les humbles hommages l'enchantaient à cause précisément de leur humilité. Le 5 avril 1797, jour de son couronnement, il publia un oukase, par lequel il crut réglementer la corvée, en en réprimant les abus. L'effet devait

(1) *Archives russes*, 1872, p. 153 et suiv.

(2) Voy. de Poulé, même recueil, 1869, p. 531 et suiv.; Doubassov, dans *Ancienne et nouvelle Russie*, 1877, t. I; Pouparev, dans le *Journal d'Orel*, 1867, numéro 7. — Comp. Schilder, *Paul Ier*, p. 327 et suiv.; Choumigorski, *Paul Ier*, p. 101 et suiv.



être très différent. La nouvelle loi fixait, ou semblait fixer, à trois jours par semaine le travail dû par les corvéables ; mais le législateur ne s'était pas enquis des différences très grandes que, d'une province à l'autre, la coutume introduisait dans l'importance et les modalités de cette prestation. En outre, le texte de la nouvelle loi manquait de précision. En Petite-Russie, les propriétaires ne demandaient communément que deux jours de corvée par semaine à leurs serfs. Comme de raison, ils n'hésitèrent pas à se prévaloir du nouveau règlement pour en réclamer davantage. En Grande-Russie, au contraire, où la corvée était presque quotidienne, ils prétendirent ne voir dans le même texte qu'un sens d'indication, de conseil, et la formule employée prêtait, en effet, aux interprétations les plus discordantes.

Paul ne s'en laissa pas déconcerter. De la fin de 1797 au commencement de 1798, par une série d'autres mesures il se flatta, dans le même esprit, de porter secours à la détresse des masses populaires : taxation des objets de première nécessité ; abaissement du prix du sel ; augmentation, à 15 diéssiatines, des lots attribués aux paysans de la couronne ; établissement pour eux d'une organisation administrative distincte ; remise des arriérés de la capitation pour la somme énorme de 7 millions de roubles, — le dixième du budget annuel ! Le 16 octobre 1798, contre l'opinion du Sénat, très énergiquement manifestée, il alla plus loin encore, frappant pour de bon cette fois, et à la base, la loi elle-même du servage. Un oukase de cette date, applicable d'ailleurs à *la Petite-Russie* seule, porta interdiction de vendre des paysans autrement qu'avec la terre par eux cultivée. C'était un grand pas dans la voie de l'affranchissement ; mais, dans toutes les autres provinces, ce genre de transactions se trouvait ainsi implicitement autorisé, de simplement toléré qu'il avait été jusque-là.

A l'occasion du cinquantenaire, récemment célébré, de l'œuvre de libération définitive que le petit-fils de Paul a eu la gloire de consommer depuis, l'ordre des choses ainsi aboli a rencontré des apologistes. A les entendre, aucun des élé-

ments constitutifs du servage occidental n'y aurait jamais figuré. Cela est vrai au point de vue du droit strict, et même de la pratique des derniers temps, où, évoluant lentement sous l'influence des idées libérales, l'institution dépouillait déjà quelques-uns de ses traits les plus déplaisants. Mais, sous le règne de Paul, au mépris de la loi, on lisait journellement dans les gazettes de Saint-Pétersbourg et de Moscou des annonces ainsi libellées :

« Rue ..., n° ..., une jeune fille de seize ans, de bonne conduite, sachant coudre, broder, etc., en perfection, est à vendre à un prix modéré. »

Et ce n'était même plus le *servage*, mais l'*esclavage*, dans toute son horreur. Dans la pratique, le fils de Catherine intervenait sans doute fréquemment pour y imposer des ménagements, contre l'esprit des mœurs et la lettre elle-même de la loi. Il donnait raison à tels paysans, qui, cédés au propriétaire d'une terre voisine, refusaient de quitter celle sur laquelle ils se trouvaient établis. Il menaçait de séquestre tel autre propriétaire, qui lui était signalé comme accablant ses corvéables de travail (1). On peut l'en louer; mais qui empêchait ce faiseur intrépide de lois d'en changer une qu'il jugeait assez mauvaise pour se croire obligé de la violer?

La condition des paysans russes n'était d'autre part pas uniforme. En dehors des trois millions et demi asservis aux mains des propriétaires particuliers, cette classe comprenait un nombre presque égal de serfs appartenant à la couronne et bien mieux partagés. Gouvernés par des organes d'État spéciaux, assujettis à un régime qui remplaçait la corvée par une redevance en argent et où leurs devoirs avaient une contre-partie dans des droits également reconnus par la loi, ils échappaient dans une certaine mesure à l'arbitraire. Paul avait plus de facilité de ce côté pour suivre ses inclinations généreuses, et il n'y manquait pas. Non content de réduire les obligations de ces paysans ou de leur donner accès aux

(1) Driesen et Tchetchoulkine, dans *Antiquité russe*, 1896, t. LXXXVII, p. 543.



forêts de l'État, il se départissait même en leur faveur de ses tendances centralisatrices et bureaucratiques, restaurant, à leur bénéfice, ces éléments d'autonomie administrative, dont partout ailleurs il poursuivait la destruction. Il souffrait qu'au sein des communes rurales, des magistrats élus prissent à leur charge le prélèvement des impôts, la police économique et la juridiction en matière de petits délits. Mais n'était-ce pas aggraver en quelque sorte le régime commun, ou du moins mettre en relief, par voie de comparaison, ses misères et ses vices?

A moins que ce ne fût la préface d'une monopolisation projetée du servage ainsi adouci? Paul semble bien avoir quelque temps envisagé avec complaisance cette solution, qui devait un moment séduire aussi son fils. Condamnant les distributions de terres et d'« âmes », dont Catherine usait, on sait avec quelle prodigalité, au détriment du domaine de la couronne, en 1787, dans une « Instruction » jointe à son testament (1), il se prononçait avec décision pour la restriction de la propriété particulière (2). Mais, depuis, sur ce point comme sur tant d'autres, ses idées sont allées à la dérive. A Gatchina d'abord, propriétaire particulier lui-même, il s'est persuadé et que l'État était, relativement, le plus mauvais maître, et surtout qu'il était le moins habile à maintenir en main cette catégorie de sujets, classe turbulente et réclamant une forte discipline (3). Les désordres agraires survenus au cours des premiers mois de son règne le fortifient dans cette opinion et le voici dépassant Catherine elle-même dans l'ampleur des brèches faites aux réserves foncières de l'État. Dans le détail, ses largesses sont moins grandes, n'atteignant qu'une fois le chiffre de 25 000 « âmes », inférieur à la moyenne de ce qu'avaient reçu les favoris de l'impératrice. Encore ce cas est-il celui de Bobrinski et Paul ne fait qu'exécuter à cet égard une des dernières volontés de sa mère. Mais si elle donnait

(1) Voy. ci-dessus, p. 39.

(2) *Messager de l'Europe*, 1867, t. I, p. 317-319; *la Pensée russe*, 1884, t. XII, p. 154; Kobeko, *le Tsésarevitch Paul*, p. 314.

(3) *Archives russes*, 1886, p. 1390-1309; 1869, p. 1893.

grandement, il disperse sans mesure. Par petits paquets, il arrive, d'après certaines évaluations, à un total de 550 000 « âmes » et de 5 millions de diéssiatines aliénées de cette manière (1). On le croirait décidé à liquider entièrement cette partie de son héritage.

Se préoccupe-t-il, au moins, du sort qui sera fait à ces paysans qu'il abandonne? Nullement! Après avoir paru reconnaître les abus de l'autorité qu'il substitue ainsi à la sienne, et s'être même appliqué à les réprimer, il en vient inopinément à vanter son caractère *paternel!* Il la tient pour excellente de tous points et se propose même d'en tirer parti pour la sûreté de l'État! Par mesure disciplinaire, les propriétaires sont autorisés à envoyer en Sibérie les serfs dont ils ont à se plaindre, et ces déportés sont imputés sur le compte des recrues que les maîtres ont à fournir!

Le réformateur aurait-il subitement reçu, dans cette sphère, une révélation de vertus qu'il ignorait? On ne peut guère le croire. En juin 1798, les paysans d'un village du gouvernement de Iaroslavl lui montrent des visages autres que ceux qu'il avait eu tant de plaisir à regarder aux environs de Mourom : compris dans une récente distribution d' « âmes » qui les a détachés du domaine de la couronne, ils jugent n'avoir pas gagné au change et portent plainte contre leur nouveau maître. Voilà le souverain édifié. Mais il n'avait pas besoin de l'être. Seulement son siège est fait pour le moment. D'une voix courroucée, il ordone aux plaignants de se taire, et, n'obtenant pas obéissance, il s'éloigne, en criant rageusement : *Palkoiou vas!* (On vous imposera silence à coups de bâton) (2). D'ailleurs, précédemment déjà, aux mesures mêmes adoptées pour améliorer la condition des paysans de la couronne, il en avait bizarrement mêlé d'autres, qui procédaient d'un esprit très différent, relevant le taux de la capitation antérieurement abaissé, soumettant l'ensemble des redevances à des revisions périodiques, destinées elles aussi à augmenter le mon-

(1) Borozdine, dans *Messager hist.*, 1888, t. XXXII, p. 645.
(2) Tréfoliév, dans *Archives russes*, 1870, p. 323-324.

tant des taxes. Son système est de n'en pas avoir, ou plutôt d'en avoir plusieurs, qui, s'excluant ou se contrariant, n'ébranlent cependant pas son impérieuse résolution ni son imperturbable assurance.

Le trait se retrouve dans l'histoire de ses relations avec l'Église.

VI

Sa foi très robuste et plus encore son sentiment religieux très profond le rendent extrêmement sensible à la situation du clergé orthodoxe, qu'il voit avec peine très précaire matériellement et moralement même tombée à un niveau très bas. Mais voici ce qu'il imagine d'abord pour la relever. Le statut juridique des autres sujets de l'empire est en rapport direct avec les *services* qu'ils sont censés rendre, ou avoir rendus, à l'État. Il se trouve fixé par le *Tableau des rangs*. Paul s'avise de faire rentrer indirectement les desservants du culte dans cette hiérarchie, en les mettant sur un pied d'égalité avec les *serviteurs* de la classe privilégiée : la noblesse. C'est pour cela qu'il leur fait une part dans la distribution des décorations, bien que quelques-uns se montrent médiocrement flattés par cet honneur et que d'autres refusent même de l'accepter. C'est comme cela aussi que l'exemption des peines corporelles se trouve acquise aux prêtres quand les nobles ont obtenu ce privilège (1) et que les uns le perdent avec les autres, quelques mois après.

L'effet en est naturellement de réunir les deux catégories de privilégiés de la veille et des disgraciés du lendemain dans un sentiment commun d'égale irritation. Mais le clergé ne sera pas quitte pour cette première expérience de l'instabilité de la faveur impériale. Même en voulant que les prêtres fus-

(1) Oukase du 9 décembre 1796, rendu sur un rapport du Saint-Synode, *Recueil complet des lois*, numéro 17624.



sent fouettés, après qu'il eût déclaré solennellement ce traitement incompatible avec la dignité du sacerdoce, Paul continue à témoigner la plus grande sollicitude pour leurs intérêts de tout ordre ; seulement il ne cesse pas davantage d'y mettre la plus extraordinaire fantaisie.

Dans l'Église orthodoxe, l'usage réserve aux membres seuls du clergé *noir* les dignités ecclésiastiques. Le clergé *blanc* en éprouvant depuis longtemps un chagrin naturel, l'empereur fait décider que, dans le Saint-Synode tout au moins, la moitié des places appartiendra aux prêtres de cette dernière catégorie. Un règlement publié sous Catherine a fixé à trente diéssiatines le lot attribué à chaque église de campagne, en accordant en outre au desservant un droit d'« entrée » dans les forêts de l'État. En confirmant ces dispositions, Paul y ajoute l'obligation, pour les communautés rurales, de pourvoir à la culture de ces lots. Les menses épiscopales, les cathédrales et quelques autres églises bénéficient en outre d'allocations spéciales. L'organisation de l'enseignement ecclésiastique demeure très insuffisante. Un oukase du 18 décembre se propose de la compléter par l'établissement de deux Académies ecclésiastiques, à Saint-Pétersbourg et à Kasan. Des fonds sont en même temps assignés pour l'entretien de diverses autres écoles du même ressort.

Voilà tout un ensemble de mesures aussi bienveillantes qu'intelligentes ; mais soudain, une autre est annoncée, qui intervient de la façon la plus indiscrète et la plus choquante dans la constitution elle-même de la famille sacerdotale. Admis et rendu même canoniquement obligatoire dans les Églises d'Orient, le mariage des prêtres a pour conséquence naturelle le recrutement du clergé dans son propre sein. Les génitures nombreuses laissent à la vérité en marge du sacerdoce une assez grande quantité d'individus qui doivent donc être orientés vers d'autres carrières. Le problème n'est pas nouveau ; tout à fait inattendue est la solution que Paul entend lui donner : il décrète que tous ces « membres inutiles » de la communauté ecclésiastique seront, « à

l'exemple des anciens lévites », versés dans le service militaire.

Du coup, les sympathies qu'il a conquises dans cette sphère tournent à la haine et il achève de se les aliéner par son attitude à l'égard des confessions dissidentes et de l'Église catholique en particulier.

Étant beaucoup plus homme de son temps qu'il ne le suppose, nous savons qu'il se pique de tolérance ; mais, d'autre part, son séjour à Rome et ses entrevues avec Pie VI lui ont laissé une impression plus grande qu'il ne voudrait en convenir (1). Le 8 mai 1797, il se trouve à Orcha, dans le gouvernement de Mokhilov. Il visite le collège que les PP. Jésuites ont établi dans cette ville, malgré la suppression de leur ordre. Il se montre enchanté de tout ce qu'il voit, et, s'entretenant avec l'archevêque catholique Siestrzencewicz, il déclare ne pas vouloir imiter l'empereur Joseph, qui, à Brünn, disait en sa présence aux Pères : « Quand vous en irez-vous d'ici (2) ? »

Les Pères d'Orcha sont ravis. Siestrzencewicz l'est moins, car, se trouvant en rivalité d'influence avec la Compagnie, il partagerait plutôt, en ce qui la concerne, le sentiment du fils de Marie-Thérèse, et, d'autre part, les intérêts généraux de la communauté catholique n'ont pas à se louer du traitement que, sans y prendre garde, Paul leur a infligé depuis son avènement. En janvier 1797, il a jugé bon d'en confier la gestion à un département des cultes établi auprès du Collège de la Justice, et le président de ce Collège est un protestant, le baron Heyking, dont le premier souci, il l'avoue dans ses souvenirs, a été de mettre la main sur les revenus de cette partie de ses administrés. En même temps, Paul redoutant l'esprit jacobin des pasteurs luthériens recrutés pour la plupart dans les universités allemandes, Heyking lui suggérait l'idée de mettre à contribution pour cet objet les universités

(1) Des indications curieuses à ce sujet se rencontrent dans la correspondance du cardinal de Bernis avec le comte de Vergennes (lettres notamment datées de Rome 3 et 27 février 1782), Archives de l'ambassade de France à Rome.

(2) Morochkine, *les Jésuites en Russie*, t. I, p. 281.



catholiques de Vilna, de Kiév et de Mokhilov, qui deviendraient biconfessionnelles.

Paul n'y voyait pas d'inconvénient. Siestrzencewicz en jugeait autrement, comme de raison, et, bon diplomate, il devait l'emporter. Il se recommanda à la faveur du souverain en coiffant une mitre ornée du chiffre impérial, gagna les bonnes grâces de l'impératrice elle-même en célébrant avec pompe un service funéraire à l'occasion de la mort de la duchesse de Wurtemberg, et le résultat fut la création, en 1798, d'un département catholique distinct, dont, devenu *persona gratissima*, l'archevêque eut naturellement la direction.

Moins agréable aux jésuites, mais enchantant l'ensemble de leurs coreligionnaires, cette faveur était pour éveiller dans le monde orthodoxe des inquiétudes d'autant plus vives qu'elle se rencontrait avec divers autres faits propres à l'alarmer. Brouillé avec le métropolite de Moscou, Platon, et témoignant de la froideur à celui de Saint-Pétersbourg, Gabriel, Paul faisait à la même heure grand accueil aux émigrés français, voire aux propagandistes catholiques de même nationalité. Il permettait à l'abbé Nicolle d'établir une école à Saint-Pétersbourg, et d'y réunir des élèves recueillis dans quelques-unes des plus illustres familles du pays. Des conversions nombreuses dans la haute aristocratie ne tardaient pas à en résulter. A la cour même, la comtesse Golovine et la comtesse Tolstoy, toutes deux amies intimes de la grande-duchesse Élisabeth, en donnaient l'exemple.

L'acceptation de la grande maitrise de l'Ordre de Malte sembla engager Paul plus résolument encore dans cette voie, en prêtant aux conjectures les plus extravagantes. Se répandant de Saint-Pétersbourg à travers l'Europe, des informations sensationnelles attribuaient à l'empereur des vues sur la papauté! Déjà, disait-on, six cardinaux se trouvaient réunis sur les rives de la Néva. D'autres y étaient attendus, et, se flattant d'obtenir la majorité au Sacré-Collège, Paul entendait se faire proclamer successeur de Pie VI et des Apôtres! A la date du 9 pluviôse an VIII (23 janvier 1800) le

Directoire faisait part à ses agents diplomatiques des rumeurs mises en circulation à ce sujet (1). Plus réellement, dans l'Ordre de Malte russifié, le nonce Lorenzo Litta et son frère Giulio comptaient obtenir un instrument puissant d'influence et de prosélytisme, non sans marquer déjà, dans ce sens, des succès très apparents (2).

En 1799, un conflit au sujet de l'attribution de l'évêché de Kamiéniéts entraina leur disgrâce momentanée, les obligeant à quitter Saint-Pétersbourg (3) ; mais, en même temps, les jésuites l'emportaient de haute lutte sur Siestrzencewicz, qui les avait quelque temps tenus en échec. Ils obtenaient des avantages nouveaux, grâce au fameux Père Gruber, savant renommé, architecte, physicien, médecin, géomètre, musicien et diplomate, lui aussi très délié. Venu à Saint-Pétersbourg de Vienne, sa patrie, pour présenter à l'Académie des Sciences un métier de tisserand de son invention, ce fils de Loyola aurait, d'après certains rapports, gagné la faveur de Paul, en guérissant l'impératrice d'une rage de dents et en préparant savamment, à la mode viennoise, le chocolat de l'empereur. En 1799, Paul ne prenait plus grand intérêt à la santé de sa femme et il ne fut jamais gourmet. Plus vraisemblable, selon d'autres indications, est l'intervention, à ce propos, d'un certain Manucci, fils d'un espion italien, autrefois aux gages de Potemkine et ayant en cette qualité beaucoup de mal à dire de l'homme que son père avait servi. Pour des raisons dont la Compagnie de Jésus ne nous a pas livré le secret, ce drôle s'employa plus efficacement à desservir Siestrzencewicz, dont, disait-il, l'indolence favorisait le développement de la liberté de penser et de l'esprit révolutionnaire. Les Pères seuls étaient capables de combattre le fléau.

Le Père Gruber mit beaucoup d'art à se prévaloir de ces suggestions, et, le 11 août 1800, Paul écrivit à Pie VII, lui

(1) Voy. TRATCHEVSKI, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 644.

(2) Une « Relazione », rédigée par Lorenzo Litta au retour de sa mission et conservée aux Archives du Vatican, en fait foi.

(3) GREPPI, *Un gentiluomo milanese*, p. 137-139.



demandant de rapporter le décret de Clément XIV. Le 7 mars 1801, le bref *Catholicae fidei* fit droit à cette requête en ce qui concernait la Russie (1) et déjà les Pères avaient obtenu la permission de s'installer à Saint-Pétersbourg, de créer de nouveaux collèges sur divers points de l'empire et d'augmenter leur noviciat de Polotsk. Gouverneur de la Lithuanie, le général Golenichtchev-Koutousov leur livrait l'Université de Vilna. Un oukase du 18/29 octobre 1800 leur céda en pleine propriété, avec toutes ses dépendances, l'église principale du culte catholique dans la capitale, Sainte-Catherine. Bâti sur un terrain accordé par l'impératrice Anne, ce temple appartenait à une sorte de paroisse autonome, comprenant des fidèles de diverses nationalités. D'autres spoliations allaient suivre (2). Le Père Gruber réussissant à faire exiler Siestrzencewicz et d'autres évêques insuffisamment dociles, une mainmise de l'Ordre sur toute la communauté catholique de l'empire s'annonçait. Le subtil jésuite avait maintenant libre accès auprès de l'empereur et en profitait presque journellement. Il arrivait à jouer un rôle politique, et, s'il faut en croire un des apologistes de la Compagnie, pour détacher la Russie de la coalition austro-anglaise, Bonaparte aurait eu recours à cet Autrichien (3).

Au milieu de ce triomphe, une parole imprudente du nouveau favori, se targuant des progrès déjà obtenus dans les rangs du clergé orthodoxe lui-même, aurait cependant failli compromettre sa fortune et celle de son Ordre. Reculant d'un pas et exécutant avec sa canne un moulinet menaçant, Paul répliquait :

— Si vous avez de telles intentions, sachez qu'il n'y aura pas, pour vous et les vôtres, de coin assez inhospitalier dans toute la Sibérie ! A la porte ! A la porte ! *(Von iévo !)* (4).

Dans la matinée qui précéda la catastrophe du 11/23 mars,

(1) *Antiquité russe*, 1907, t. XC, p. 280.

(2) Mémoire présenté par Siestrzencewicz à Alexandre Ier, *Archives russes*, 1870, p. 1729. Cf. Tolstoy, *le Catholicisme romain en Russie*, t. II. p. 125 et suiv.

(3) Crétineau-Joly, *Hist. de la Compagnie de Jésus*, t. V, p. 413-417.

(4) S.-M. Galitzine, « Récits », *Archives russes*, 1869, p. 633.



le Père Gruber devait encore attendre son tour d'audience à la porte du cabinet de l'empereur. Une algarade si vive, dont il aurait été l'objet peu auparavant, est donc assez peu vraisemblable ; mais il est certain que, ne répudiant rien de l'orthodoxie la plus rigoureuse et bien décidé même à n'admettre sur ce terrain aucune concession, dans ses coquetteries avec le monde catholique en général et avec la Compagnie de Jésus en particulier, Paul n'a cherché qu'un moyen d'action contre-révolutionnaire, — en quoi il ne faisait encore que suivre inconsciemment une des idées de sa mère (1).

VII

Dans le domaine administratif, ses velléités réformatrices se sont accusées d'abord par une nouvelle répartition des gouvernements, dont l'organisation, d'après le plan arrêté par Catherine en 1775, venait seulement d'être achevée. Prétendant répondre à des nécessités économiques, ce remaniement avait pour objet beaucoup plus apparent de défaire l'œuvre de l'impératrice dans une des parties dont la grande souveraine tirait le plus de fierté et qu'elle considérait plus particulièrement comme un fruit de son travail personnel (2). Elle n'avait pas entièrement raison de s'en vanter, car, au point de vue surtout de la délimitation des unités administratives, c'était de l'ouvrage passablement mal fait, et la Russie s'en ressent encore aujourd'hui de manière fâcheuse. En une découpure purement mécanique, sans nul souci des intérêts ethnographiques, économiques ou autres en cause, il n'était inspiré que par le souci de mettre uniformément de trois cents à quatre cent mille habitants dans chaque circonscription. Mais, en réduisant le nombre de ces dernières de cinquante à quarante et un, Paul ne fit pas mieux, et, à d'autres égards,

(1) Voy. Tolstoy, *le Catholicisme en Russie*, t. II, p. 96-97.
(2) Voy. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXVII, p. 57.



il fit beaucoup plus mal. Sur les quarante et un nouveaux groupements, trente devaient être soumis aux lois communes et le reste administré « conformément aux institutions et aux privilèges locaux (1) ». C'était revenir, de façon très imprudente, sur la solution donnée à un débat très ancien. Près de vingt ans auparavant, au moment de la réunion de la *Commission législative*, les députés livoniens avaient présenté des réclamations dans ce sens, mais s'étaient attiré cette réponse de Catherine :

— Je ne suis pas une impératrice de Livonie (2) !

Si mal ajusté à l'ensemble de sa politique, l'accès de libéralisme dont Paul se piquait à cette occasion ne saurait lui valoir la reconnaissance de ceux-là mêmes qui furent censés en recueillir le bénéfice. Du moment qu'il n'entendait rien aliéner, comme il le disait à Kosciuszko, d'un héritage territorial agrandi par le partage de la Pologne, la persistance dans le système d'unification administrative déjà établi se recommandait au successeur de Catherine par des considérations d'utilité extrêmement fortes. Pratiquée avec les ménagements nécessaires, elle aurait atténué, sinon entièrement prévenu, ce conflit de revendications autonomistes et d'entreprises centralisatrices, dont les victimes sont arrivées à envisager comme un bienfait l'accession au droit commun. Fortement organisée et consolidée, mais réduite aux grandes lignes, en rattachant au centre par un lien suffisamment résistant les diverses *ukraines* à tendances excentriques, cette unité aurait permis d'y faire plus large, dans le détail, la part de l'individualisme ethnique ou historique. Mais, à son parti pris de changement, Paul sacrifiait jusqu'à la clef des positions reconquises au sud-ouest par la Russie sur sa rivale séculaire. Séparant l'arrondissement de Kiév des trois gouvernements petits-russiens, auxquels Alexis avait déjà reconnu nécessaire de l'incorporer, et l'attribuant à la province de Bratslav, il le rapprochait d'un foyer d'influences polonaises, qui, très

(1) Oukase du 14 décembre 1796, *Recueil complet des lois*, numéro 17634.
(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. VII, p. 348.



puissamment développées là, n'ont cessé depuis de disputer à l'hégémonie russe l'ancienne capitale politique et religieuse de l'empire.

Sur d'autres points, supprimant le gouvernement d'Olonièts, partagé entre ceux de Novgorod et d'Arkhangelsk, rattachant pareillement par tranches aux provinces voisines les circonscriptions de Kolyvan et de Saratov, le bouleversement ordonné n'indiquait pas le motif de ces décisions et n'en laisse deviner aucun. Seul le changement de nom imposé au gouvernement d'Ékatiérinoslav (gloire de Catherine), qui devait s'appeler désormais « de la Nouvelle Russie », comporte une explication facile. Elle n'est pas à l'honneur du réformateur.

Quelques détails secondaires dans ce bouleversement administratif se justifient mieux par un besoin de simplification. Telle la suppression des lieutenances *(namiéstnitchestva)*, qui, rétablies depuis sous un autre nom (gouvernements généraux), soulèvent aujourd'hui encore des critiques sérieusement motivées. Telle aussi l'application de la même mesure aux « Directions économiques », qui, avec des attributions mal définies, chevauchaient gauchement sur d'autres compétences.

Par contre, la dégradation de certains chefs-lieux de district au rang de simples bourgs *(possady)* n'avait, dans ce remue-ménage, qu'un caractère de caprice, et, correspondant au retrait de toutes les dispositions d'ordre civil ou militaire prises par Potemkine dans les provinces du sud, d'autres changements de nom, infligés aux villes fondées et baptisées par le favori, n'étaient qu'une méchante gaminerie. Sébastopol perdit ainsi pendant quelques années l'appellation sous laquelle il devait plus tard s'illustrer.

Instruit par l'apprentissage qu'il avait fait à Gatchina et guidé par son instinct patriarcal, Paul eut, dans la sphère des intérêts économiques de son pays, de meilleures inspirations. Il prenait trop souci des vêtements portés par ses sujets et prétendait régler trop arbitrairement leur façon de vivre, mais il ne perdit pas toujours son temps aussi inutilement.



Confirmant ou développant des mesures multipliées depuis Pierre le Grand, une série d'oukases visa l'établissement ou la réorganisation des magasins de blé, fonds d'approvisionnement pour les années de disette. L'exécution ne répondit pas malheureusement à l'intention. Tenus de porter à ces dépôts une partie de leur récolte, les paysans ne se croyaient pas communément sûrs d'y retrouver, en cas de besoin, le grain ainsi mis en épargne. Dans l'obligation ajoutée de ce chef à leurs autres charges, ils n'apercevaient qu'un impôt supplémentaire, et ils n'avaient pas entièrement tort. Les gouverneurs de province, les chefs de district et l'État lui-même puisaient, en effet, à l'envi dans les réserves ainsi constituées, qui pour combattre un renchérissement accidentel des denrées par des ventes au rabais, qui même pour réaliser des bénéfices illicites. En fait, une famine terrible se déchaînant, en 1810, dans l'énorme province d'Arkhangelsk, les magasins devaient s'y trouver vides.

Paul donna aussi son attention à ce problème d'économie forestière, qui prend de nos jours un caractère de plus en plus aigu dans l'immense empire, partiellement dépouillé déjà de sa belle parure de futaies et privé sur divers points du combustible indispensable. Le régime de pillage qui a amené ce résultat était inauguré dès le commencement du dix-huitième siècle. Pour y couper court et réprimer tout au moins des déprédations scandaleuses dans les forêts de l'État, Paul constituait un département spécial de conservation auprès du collège de l'Amirauté.

Il ne laissa pas là encore de pécher par défaut de mesure et de tact, interdisant en 1798 toute exportation de bois à l'étranger. Coïncidant avec l'ouverture des hostilités contre la France, la mesure avait à la vérité une raison d'ordre politique et devait, l'année suivante, être étendue à l'exportation des céréales. Mais, c'était décréter la ruine du commerce et de l'agriculture dans un pays qui tirait son principal revenu des produits ainsi écartés du marché extérieur.

Plus sagement, Paul s'occupa de combattre la fréquence



des incendies, ce fléau permanent des campagnes et des villes russes, en ordonnant des mesures de précaution et en réformant les plans de construction de plusieurs cités importantes.

Il favorisa l'exploitation de la tourbe et du charbon de terre, réglant le commerce de ces produits et allouant des récompenses pour la découverte de nouveaux gisements.

Les haras de l'État reçurent, sous son règne, une organisation nouvelle, qui en confia l'administration à une « expédition » distincte, chargée de poursuivre l'amélioration de l'élevage pour les besoins de l'armée et de l'agriculture. Le chef de l' « expédition », quand elle en eut un, fut malheureusement Koutaïssov !

Décrété par Paul, le rétablissement du Collège des manufactures répondait officiellement au souci de développer l'industrie nationale, et cette préoccupation, très sincère, s'affirma en effet, bien que d'une façon pas toujours également heureuse, par diverses autres initiatives : établissement d'un système de canaux, destiné à relier le Volga à la Baltique ; répression énergique du brigandage sur la grande artère fluviale du pays ; revision des tarifs et des traités de commerce, au gré, il est vrai, de l'Angleterre, qui en devenait plus maîtresse que jamais du marché russe et de son commerce d'exportation ; subventions et autres faveurs accordées à divers fabricants ; mesures prises pour favoriser la sériciculture et la plantation d'essences utiles ; lois de protection enfin, mal conçues celles-ci et excessives, car elles ne se bornaient pas à frapper les seuls objets de luxe et portaient au développement de ce commerce de contrebande, dont Bezborodko donnait si honteusement l'exemple.

La politique extérieure s'en mêlant encore, un double phénomène de congestion et d'anémie ne tardait pas à se produire, prodrome, si l'expérience avait duré, d'une paralysie totale des fonctions correspondantes.

La situation économique de la Russie à l'avènement de Paul est devenue récemment l'objet d'appréciations, qui, si la justesse devait en être reconnue, augmenteraient terrible-



ment sur ce point la responsabilité du souverain. C'est seulement depuis son règne, en effet, que se serait ouvert, pour s'élargir ensuite constamment, l'écart considérable qui se laisse observer actuellement, dans ce domaine, entre le grand empire du Nord et les autres pays d'Europe. Jusque-là, la Russie aurait suivi de près, ou même devancé, les plus brillants de ses rivaux d'Occident. Très modeste bourg aujourd'hui du gouvernement de Nijni-Novgorod et rendu célèbre, uniquement, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, par un cercle littéraire qui porta son nom, Arzamas était devenu, nous assure-t-on, un centre industriel d'une importance telle que seuls Manchester ou Birmingham en offraient l'équivalent à cette époque. Moscou, Iaroslavl, Toula possédaient des manufactures comme Arthur Young n'en découvrait aucune en France. Elles occupaient chacune de 2 à 3000 ouvriers et plus (1).

L'essor relativement très rapide de la vie industrielle et commerciale dans la Russie du dix-huitième siècle est un fait certain. Les causes du phénomène n'ont également pas échappé aux économistes de l'époque, qui se sont plu même à reconnaître les avantages possédés par l'empire du Nord, à ce point de vue, sur la plupart des autres pays européens : absence des charges écrasantes ou des entraves, imposées à l'activité des autres contrées dans ce domaine par l'excès du brigandage fiscal, l'abus des privilèges et surtout l'organisation corporative; développement relativement restreint du régime des monopoles, etc. (2). Sur un point surtout la comparaison des situations respectives paraîtrait démonstrative à cet égard : les industriels et commerçants anglais de l'époque avaient à alimenter un budget, qui, dans les dernières années du dix-huitième siècle, s'acheminait déjà au chiffre colossal de 100 millions de livres sterling (3) ; les budgets de

(1) E. Tarlé, dans *le Monde contemporain*, mai 1910, p. 7 et suiv., d'après Pallas, *Reise*, t. I, p. 46-47; Herrmann, *Statistische Schilderung*; Storch, *Historische Gemaelde*, t. III, p. 268 et suiv.

(2) Storch, *ibid.*, et Burja, *Observations*, p. 211.

(3) Porter, *Progress of the nation*, p. 480-482.

Catherine ont à peine atteint le dixième de cette somme, et, pour un tiers, quelquefois même pour la moitié, ils étaient mis en équilibre par voie d'emprunts ou d'émissions de papier-monnaie. Mais ce même fait contient la réfutation des conjectures trop optimistes ainsi hasardées sur l'intensité du développement économique de la Russie à cette éqoque.

Payant si peu d'impôts sur un chiffre d'affaires égal ou supérieur à celui qu'obtenaient leurs concurrents du dix-huitième siècle, les industriels et commerçants russes auraient dû réaliser des bénéfices énormes, et donc amasser d'importantes disponibilités. Cependant l'absence absolue de grands capitaux est, en Russie, un fait qui échappe à toute incertitude et qui ne date pas d'hier. On n'en a jamais connu dans ce pays, et pour ses emprunts, Catherine s'est invariablement adressée à des banquiers hollandais ou anglais.

Faute d'indications que n'a pu leur fournir une statistique officielle absente, les évocateurs de la Russie puissamment industrialisée du dix-huitième siècle se sont fiés au témoignage de voyageurs étrangers, qui n'ont pu recueillir eux-mêmes que des renseignements dépourvus de toute base documentaire. Bien que d'origine officielle, ou du moins présentés avec cette qualité, ceux que nous trouvons dans certaines publications scientifiques se rapportant à cette époque ne paraissent pas davantage mériter confiance. Quelques-uns s'accordent mal d'ailleurs avec la fiction d'un développement aussi considérable de l'énergie productive au même pays. Tel, par exemple, le bilan du commerce extérieur de la Russie pour l'année 1790 : 22 500 000 roubles à l'entrée et 27 500 000 roubles à la sortie (1). Voilà qui nous ramène à une réalité assez modeste. A la veille de la Révolution, la France atteignait le quadruple de ce chiffre d'échanges et le commerce anglais marquait, à l'exportation seule, 24 900 000 livres st. (2). Tel encore le nombre des éta-

(1) HERRMANN, *loc. cit.*

(2) TAINE, *la Révolution*, t. III, p. 475; CRAIK, *History of commerce*, t. III, p. 83-85.



blissements industriels à la fin du règne de Catherine : 3 129 avec moins de 100 000 ouvriers (1). Nous sommes loin de l'Angleterre, où, en 1875, Pitt évaluait à 80 000 le nombre des travailleurs employés dans la seule industrie du coton (2).

Pour l'année 1802, d'ailleurs, une étude, insérée dans le huitième volume des *Mémoires de l'Académie des Sciences* par le très consciencieux Herrmann, donne un chiffre différent et tellement inférieur, — 2 270 établissements seulement ! — que l'exactitude de l'autre en devient douteuse. De Catherine à Paul, une dépression s'est certainement produite ; il est difficile de supposer qu'elle ait pu, en si peu de temps, atteindre une telle proportion.

Un document plus probant se rencontre dans les renseignements fournis au gouvernement anglais par son agent consulaire en Russie, Stephen Shairp, sur les variations du commerce russe de 1796 à 1799 :

1796

Vaisseaux arrivés	3 443
— partis	3 444
Valeur des importations	41 878 565 roubles 79 kopecks
— des exportations	67 670 464 — 26 —

1797

Vaisseaux arrivés	3 204
— partis	3 047
Valeur des importations	35 002 732 roubles 76 kopecks
— des exportations	56 683 560 — 39 —

Pour 1798, Shairp n'indique que le mouvement du port de Saint-Pétersbourg, qui toutefois absorbait alors la plus grande partie du trafic en cause :

Vaisseaux arrivés	1 052
— partis	1 104
Valeur des importations	25 936 020 roubles
— des exportations	36 152 476 — (3).

(1) *Matériaux pour l'histoire de la statistique des manufactures russes*, publiés par le ministère des Finances, 1865.

(2) Baines, *History of the cotton Manufactures*, p. 218.

(3) *Record Office, Russie*, vol. XXXIX et XLII. Comp. Friebe, *Ueber russischen Handel*, t. II, p. 404 et suiv.

La chute ainsi mise en évidence est encore assez grande, et, suivi d'une longue période de guerres, le règne désastreux de Paul a pu jusqu'à un certain point ramener son pays en arrière, sans que toutefois le rang occupé actuellement par la Russie dans la hiérarchie industrielle et commerciale du monde européen trouve dans ce seul fait une explication suffisante. Le phénomène tient à un ensemble beaucoup plus compliqué de causes en grande partie beaucoup plus lointaines, dont l'examen ne saurait trouver place ici.

Avec les meilleures intentions, Paul est arrivé à se faire haïr, selon la prédiction de Parochine. En mettant au service des intérêts matériels de son pays mieux encore que de bonnes intentions, il devait arriver à augmenter sa détresse. A son règne si court se rattache l'origine même des relations commerciales de la Russie avec l'Amérique. Les deux pays n'avaient eu jusque-là que des contacts intermittents. Depuis 1784, un bourgeois de Rylsk, Grégoire Ivanovitch Chélekhov, développait sur la côte septentrionale des États-Unis un esprit d'entreprise assez hardi. Le 3 août 1798, l'établissement d'une première compagnie russo-américaine reçut confirmation et le 9 juin 1799, l'empereur prit cette société sous sa protection particulière, lui accordant un privilège pour vingt ans.

Au privilège près, c'était faire de bonne besogne, et, en prenant encore en compte la création, à la fin de 1798, d'une école supérieure de médecine, couronnement de diverses mesures où s'affirmait la sollicitude du souverain pour la santé de ses sujets, on reçoit l'impression d'une activité qui, quoi qu'en ait dit Kotzebue, mauvais apologiste en cette occasion, ne s'est pas bornée, dans ce domaine, au pavage de la Moïka et à la construction d'une superbe maison militaire.

Souvent mal orienté et toujours plus impétueux que sagement réglé, comme l'œuvre entière à laquelle il se rattache, cet effort n'a néanmoins répondu ni aux ambitions dont il s'inspirait, ni aux espérances plus modestes qu'il pouvait faire naître.



Dans le domaine politique le gouvernement de Paul a eu pour effet principal d'accentuer le type bureaucratique de l'appareil gouvernemental qu'il prétendait réformer ; dans l'ordre social, à travers des tendances contradictoires, en maintenant le servage, il a laissé intact le problème essentiel de la vie nationale et agravé même son acuité ; au point de vue économique enfin, loin de conjurer ou même d'atténuer les conséquences ruineuses du règne précédent, il a, par d'autres imprudences, compromis plus gravement encore le développement normal des forces productives du pays.

Sans doute, le temps a été trop parcimonieusement mesuré à ce souverain pour qu'il ait pu, dans aucune de ces directions, intervenir autrement qu'à coups d'indications et d'ébauches. Mais ce que les unes et les autres annonçaient nous oblige à admettre que l'interruption de cette œuvre fut un bienfait pour la Russie.

Extrêmement critique, la situation financière dont héritait l'ambitieux réformateur a dû d'autre part, incontestablement, lui être une gène considérable dans la réalisation de cette partie de son programme. Mais, là encore, il croyait, en arrivant au pouvoir, apporter des remèdes décisifs et il n'a fait qu'aggraver le mal qu'il se flattait de guérir.

VIII

Il apportait un budget tout préparé, fruit de ses veilles laborieuses à Gatchina. Recettes et dépenses s'y balançaient par une somme de 31 500 000 roubles. Mais, d'après les évaluations du département des Finances, l'entretien seul de l'armée *sur le pied de paix* réclamait, pour 1797, des crédits supérieurs et le total des dépenses à prévoir s'élevait à 80 millions, chiffre de 20 millions inférieur aux recettes attendues. L'écart n'avait rien d'extraordinaire. L'histoire

financière du règne entier de Catherine le rendait en quelque sorte normal. Aussi, depuis trente ans, la dette de l'empire avait atteint le montant colossal pour l'époque de 126 196 556 roubles et la masse du papier en circulation dépassait 157 millions. Cette dernière monnaie perdait au change de 32 à 39 pour 100.

Héroïquement, Paul annonça l'intention de liquider la plus grande partie de ce lourd passif. Consolidant la dette extérieure seule, pour 43 739 180 roubles, au moyen d'une vaste opération, qui, par les soins de la maison Hoop d'Amsterdam, convertirait les emprunts contractés dans cette ville, ainsi qu'à Gênes et à Londres, en un fonds unique, il s'interdisait pour l'avenir tout recours nouveau au crédit. Quant aux assignats, on n'userait plus jamais aussi de cet expédient honteux et on rembourserait immédiatement tout le stock existant. Avec quoi ? Pas, certes, avec la fausse monnaie de cuivre imaginée par Zoubov ! Paul parlait d'envoyer à la fonte tous les services d'argent de la cour. Il « mangerait sur de l'étain » aussi longtemps que le rouble-papier ne serait pas remonté au pair !

Il fallut en rabattre. Et d'abord, même en faisant état d'économies qui, dans la pratique, devaient, pour la plupart, se montrer irréalisables, le budget réel de 1797, définitivement arrêté le 20 décembre 1796, monta au double des prévisions adoptées par le souverain : 63 673 194 roubles, dont 20 000 000 pour l'armée et 5 000 000 pour la flotte. Encore, dès le mois de juillet 1797, une revision de ces évaluations s'imposa. Les distributions des terres de la Couronne, inaugurées à ce moment, venaient, en effet, d'enlever au trésor près de 2 000 000 de recettes. On se tira d'affaire en réduisant d'une somme égale le crédit attribué à l'amortissement, et, au cours des années suivantes, les budgets du fils de Catherine devaient, en une progression constante, atteindre et dépasser le niveau où l'impératrice avait porté les siens :

76 415 465 roubles en 1798 (en augmentation de 7 mil-



lions 818 006 roubles sur le dernier budget du règne précédent) :

77 890 300 roubles en 1799 ;

78 000 000 de roubles en 1800 ;

81 081 671 roubles en 1801.

Dès la première année aussi, sauf pour l'armée et la flotte, les dépenses du nouveau régime ne s'éloignèrent pas sensiblement des errements précédemment suivis. Les plus importantes se décomposaient ainsi :

Armée et flotte	25 000 000	roubles
Services civils	6 000 000	—
Affaires étrangères	1 000 000	—
Clergé	1 000 000	—
Écoles et établissements de bienfaisance	1 221 762	—
Amortissements	12 000 000	—
Cabinet (dépenses personnelles de l'empereur)	3 650 000	—
Cour	3 600 000	—
Famille impériale	3 000 000	—

Les trois derniers chiffres sont identiques à ceux portés dans les derniers budgets de la fastueuse Sémiramis du Nord.

Au chapitre des recettes, les gros chiffres continuaient pareillement à être fournis par la taxation des misérables paysans et par cette exploitation de leur misère, ou des vices en résultant, qui demeure de nos jours la plaie et la honte des finances russes :

Capitations sur les paysans de la couronne et des particuliers	14 390 035	roubles
Redevances en argent *(obroki)*, payées par les paysans de la couronne	14 707 921	—
Impôt sur les boissons	18 089 393	—
Douanes	5 978 289	— (1).

Dès l'année 1798, en outre, une taxe complémentaire s'ajouta, pour 6 482 801 roubles, à la charge des paysans de la couronne, et, au cours des années suivantes, contrairement aux fières déclarations du début, loin d'être réduit, l'endettement du pays alla en augmentant.

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XLV, p. 73 et suiv.



Paul emprunta comme avait fait sa mère, et même avec plus de précipitation. Il emprunta à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur, l'ampleur des engagements pris, à cette époque, par voie de prélèvements arbitraires sur les fonds de la Banque de la noblesse, du Trésor ou des Conseils de tutelle, ne se laisse pas calculer même approximativement, faute de documents que les spécialistes ne sont pas parvenus jusqu'à présent à découvrir. A l'extérieur, commençant en janvier 1797 déjà par un emprunt de 88 300 000 florins négocié à Amsterdam, la politique financière du règne paraît avoir abouti à porter de 43 739 130 roubles à 132 000 000 le passif précédemment accumulé.

En même temps, Paul ne renonçait pas davantage aux émissions d'assignats. Au total énorme laissé par Catherine, il a ajouté un supplément de 56 237 420 roubles, soit 14 millions par année, alors que l'accroissement annuel moyen de cette partie de la dette n'avait été, sous le règne précédent, que de 6 300 000 environ (1).

Le réformateur n'a donc pas seulement marché dans l'ornière répudiée d'abord de façon si hautaine. Il s'y est enfoncé. Au point de vue seul de l'organisation financière, il a réussi à rompre partiellement avec la tradition, et sur ce point son œuvre appelle l'éloge. En libérant les *Chambres des Finances* des attributions que la suppression des Collèges des mines, de l'industrie et du commerce avait gauchement mis à leur charge, en instituant, le 4 décembre 1796, un *Ministère du Trésor* et en supprimant, six jours plus tard, le *Comité des Dettes*, il a, sans qu'il en prît peut-être pleine conscience, réalisé l'autonomie et préparé l'unité de cette branche de l'administration.

Mais, dans le cadre ainsi créé, avec la naïveté d'un profane, l'accessibilité aux suggestions fallacieuses de l'être impressionnable que nous connaissons et la fantaisie d'un despote, Paul empereur a mis tout le désordre matériel dans

(1) Bloch, *les Finances de la Russie*, p. 49-50. Encore, les chiffres pour 1798 manquent.



lequel, héritier bien renté autrefois et pourtant toujours besogneux, il s'était habitué à vivre.

Nous retrouvons là ses procédés coutumiers : grands gestes, déclarations pompeuses et coups de théâtre. En janvier 1797, il fait publiquement brûler devant le Palais d'Hiver pour 5 millions d'assignats, et ordonne que, de 17 r. 6 2/3 k. par livre d'argent, au titre de 72, taux décrété en 1763, la frappe du rouble soit ramenée à 14 roubles seulement, au titre de 83 1/3. La valeur de l'unité monétaire au change est portée ainsi à 5 fr. 50. Mais, dès le 3 octobre suivant, nouvelle surprise : ordre de tirer de la livre d'argent près de 20 roubles (1) ; le rouble retombe à 4 francs environ, et c'est l'image de toute la politique de Paul dans ce domaine.

Protégé par les Kourakine et conséquemment par l'impératrice et par Mlle Nélidov, un agent de la maison Hoop, Woot, théoricien chimérique ou flibustier adroit, disputait en même temps au ministre du Trésor, Vassiliév, la confiance du souverain, et l'égarait dans les pires aventures. Le pays était propice aux charlatans de son espèce. Pierre le Grand n'y avait-il pas réclamé les services de Law, et cela en 1721, au lendemain de la débâcle encourue à Paris, et en imaginant encore que le célèbre banqueroutier gardait à ce moment des fonds considérables qu'il pourrait employer en Russie (2) !

Porter à 140 kopecks cuivre la valeur du rouble argent ; augmenter de 160 000 pouds à 1 200 000 la production du cuivre et garantir ainsi une nouvelle émission de papier pour 150 millions : telles étaient les propositions du nouveau Law (3). L'opposition énergique de Bezborodko empêcha qu'elles fussent adoptées ; mais, conquis par la faconde du financier hollandais, ou gagné par un gros pot-de-vin, comme le veut

(1) Bogdanovitch, *Histoire du règne d'Alexandre Ier*, t. I, note 9 du chap. Ier.

(2) Des minutes de la correspondance de Law avec le tsar et son conseiller des finances, Fich, se sont conservées à la bibliothèque Méjanes, à Aix-en-Provence ; j'en dois la gracieuse communication à M. F. Jousselin.

(3) *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 383 et suiv.



Rastoptchine (1), le chancelier contribua lui-même à en faire passer quelque chose dans le plan de cette *Banque de secours pour la noblesse,* qui ne fut, en fait, qu'une grande fabrique de papier-monnaie.

Revenant sur ses premières appréciations, Bezborodko aperçut dans l'établissement projeté le moyen de procurer au Trésor un gain net de 35 millions et d'assurer des ressources à diverses autres institutions insuffisamment dotées. Les maisons d'éducation dirigées par l'impératrice devant, à elles seules, recevoir de cette source une subvention annuelle de 400 000 roubles, Marie Féodorovna s'enflamma pour le projet (2). Quelques-uns des amis de l'impératrice avaient beau en dénoncer le caractère illusoire et dangereux. « Le papier de cette banque, écrivait Nicolay à Simon Vorontsov, va augmenter encore l'énorme masse... qui opprime la circulation interne. » C'était bien l'opinion de son correspondant qui, pour d'autres raisons encore, condamnait cette tentative, et s'exprimait ainsi qu'il suit à son sujet un peu plus tard :

« Le but de cet établissement était pernicieux et immoral. Qui voulait-on secourir? Une noblesse abimée de luxe et de dettes, qui ne voyait là qu'une occasion de s'endetter davantage,... alléchée par l'appât infâme d'acquitter avec un nouveau papier avili des engagements antérieurement contractés en monnaie plus sérieuse (3) ! »

A la date de cette dernière lettre, mars 1799, l'envoyé russe à Londres pouvait déjà constater les effets calamiteux de l'expérience qui avait quand même été faite.

« Avant la fondation de cette Banque, écrivait-il, le cours du change était à 31 et 30 pences le rouble, et, d'abord après, il a commencé à tomber rapidement, au point que, dans les meilleurs mois de l'année, il était déjà à 24, et, si

(1) *Archives russes,* 1876, t. III, p. 67-69.

(2) *Archives Vorontsov,* t. XIII, p. 405-406; *Recueil de la Soc. d'hist. russe,* t. XXVI, p. 439 et suiv.

(3) *Archives Vorontsov,* t. XIII, p. 511, 522. Cf. *ibid.*, t. X, p. 41.



on n'avait pas arrêté cette Banque, il serait venu à 15 et à moins, comme les assignats français. »

La Banque avait été « arrêtée » après moins d'un an de fonctionnement; mais, dans les derniers mois du règne, la guerre contre la France en compagnie de l'Angleterre, ou contre l'Angleterre en compagnie de la France, concurremment avec d'autres coûteuses entreprises à l'intérieur ou au dehors, allaient réduire le Trésor à une pénurie telle que le successeur de Vassiliév, Diérjavine, ne trouverait d'autre expédient, lui aussi, qu'une nouvelle émission de papier-monnaie, destinée à une opération encore plus aventureuse que celle dont Woot avait suggéré l'idée. Il s'agissait d'acheter à vil prix l'énorme stock de marchandises encombrant le marché par suite de la fermeture des douanes, de ranimer ainsi le commerce intérieur et de réaliser un bénéfice considérable sur l'augmentation des taxes due au mouvement artificiel créé de cette façon. Le projet fut soumis à l'approbation de Paul la veille de sa mort (1), et, à ce moment, au rapport d'un contemporain, le Trésor avait en caisse — pour toute disponibilité — 14 000 roubles (2) !

IX

C'est à peine s'il convient de consacrer une mention au mouvement intellectuel de ces quatre années. Dans le domaine de la littérature, de la science et des arts même, si galant que le fils de Catherine se montrât avec Mme Vigée-Lebrun, son règne correspond véritablement à une *éclipse*, selon l'impression prise par quelques-uns de ses sujets au lendemain de son avènement. Bureaux de police et bureaux de censure concouraient à étouffer toute manifestation quelque peu indépendante de la pensée. Toute activité dans cette

(1) Diérjavine, *Œuvres*, t. VI, p. 752-753.
(2) Gretch, *Mémoires*, p. 256.

sphère avait, aux yeux de Paul, le double tort d'évoquer les souvenirs du règne précédent et de paraître rattachée au courant révolutionnaire de l'époque. Dès son arrivée au pouvoir, le souverain n'épargnait même pas l'*Académie des Sciences*. Même sous la présidence de la princesse Dachkov, les modestes études auxquelles on s'y livrait n'étaient pas faites cependant pour inquiéter le souverain ; mais l'ancienne amie de Catherine congédiée et remplacée par le très insignifiant Bakounine, il s'acharna contre l'établissement lui-même, supprimant les crédits affectés à son entretien, lui enlevant sa maison sur la Foutanka, allant jusqu'à faire disparaître les emblèmes allégoriques, pourtant parfaitement innocents, qui figuraient sur les jetons de présence des académiciens (1).

L'inconséquence apparaissant comme une loi fondamentale de sa façon de penser et d'agir, il a fallu cependant que, fondateur d'une école pour les orphelins militaires, de l'Institut de l'ordre de Sainte-Catherine et des maisons d'éducation qui continuent à porter le nom de l'impératrice Marie, cet obscurantiste si déterminé créât aussi une université !

Ce fut d'ailleurs un contre-coup des mesures adoptées pour isoler le pays intellectuellement, comme il lui arriva de l'être économiquement à la fin du règne. L'entrée des étrangers en Russie se trouvant depuis 1798 à peu près interdite, les Russes avaient de leur côté la plus grande difficulté à passer la frontière. Des passeports n'étaient délivrés que très exceptionnellement et refusés absolument à ceux qui en demandaient pour un objet scientifique. En avril 1798, un oukase décrétait bien l'envoi d'un certain nombre de jeunes Russes aux écoles de l'étranger ; mais, dès le mois de juillet suivant, un autre oukase invitait tous les Russes, séjournant au dehors pour cause d'études, à rentrer dans un délai de deux mois (2).

Tributaire des écoles allemandes, la jeunesse aristocratique

(1) *Messager hist.*, 1883, t. XIV, p. 639.
(2) *Recueil complet des lois*, numéros 18474 et 18533.

des provinces baltiques se montrait très affectée par ce régime, et, soit qu'il lui plût de se souvenir à ce propos qu'il avait du sang allemand dans les veines, ou qu'il voulût suivre la pente qui l'avait porté à restaurer l'autonomie de cette partie de son empire, au cours de la même année 1798, Paul fit droit aux doléances qui se laissaient entendre de ce côté. Les oukases du 19 avril 1798 et 9 mai 1799 (1) décrétèrent la fondation à Derpt d'une « université protestante, pour la noblesse de Courlande, d'Esthonie et de Livonie ». Cette école fut encore plus allemande que protestante. Dépassant promptement le niveau scientifique de ses rivales de Saint-Pétersbourg et de Moscou, elle constitua un foyer de culture et de propagande étrangères. A un point de vue général, la Russie n'y perdait pas, toute culture étant un bienfait; mais, dans l'état de choses particulier créé par Paul au bénéfice de l'esprit d'indépendance locale, politiquement parlant, le foyer, son rayonnement et ses affinités naturelles avec les autres centres de culture — et d'influence — allemande constituaient un danger certain.

Paul n'eut pas le temps d'y réfléchir. A ce moment, les affaires d'Europe l'absorbaient déjà, concurremment avec la grande préoccupation de sa vie, qui ne lui permit jamais de donner aux autres objets mieux qu'une attention fugitive et distraite. « La partie militaire nous occupe totalement, écrivait Rogerson en septembre 1797, et nous ne nous soucions comparativement nullement ni de l'état de l'Europe, ni de l'établissement de nos filles. L'intégrité d'un mouvement de piques nous intéresse plus que celle de l'Allemagne (2). »

Pour être simplement un bon chef de gouvernement, Paul eut trop peu d'idées et trop de passions, et celle à laquelle Rogerson faisait allusion posséda souvent le souverain tout entier.

(1) *Recueil complet des lois*, numéros 18474 et 18953.
(2) *Archives Vorontsov*, t. XXX, p. 97.

CHAPITRE VIII

LA RÉFORME MILITAIRE

I. L'armée de Catherine. Ses vertus et ses défauts. La garde. Ses vices. L'œuvre de Potemkine. Réaction. — II. La réforme des corps privilégiés. Formations nouvelles. La réorganisation de l'artillerie. Mesures utiles et fantaisies. — III. Les nouveaux règlements. « Une mauvaise copie de l'armée prussienne. » Mécontentement soulevé. Souvorov. Influence déprimante. Ruine de l'esprit militaire. — IV. La réforme du vêtement. Une mascarade. Inspirations contradictoires. Économie et luxe. La leçon de la campagne d'Italie. — V. L'instruction militaire. Multiplication des écoles. Le cours de tactique de Kannabich. Résultats fâcheux. — VI. La discipline. Le principe de l'obéissance passive et aveugle. La dureté du nouveau régime. Les couches inférieures de l'armée y sont avantagées. Avilissement des grades. Bilan peu satisfaisant. — VII. La marine de Catherine. L'envers de la gloire. Le délabrement des escadres. La réforme des constructions. L'école anglaise. Le nouveau statut de la marine. Essais de réorganisation administrative. Progrès de l'instruction. Projets pour le développement de la marine marchande. Paul comme commandant en chef. La « campagne » de 1797.

I

Paul n'avait rien d'un soldat, — pas même le courage physique. Plus que tout autre souverain ayant régné en Russie, il a cependant contribué à donner aux institutions de ce pays le cachet de militarisme si prononcé qu'elles portent sous nos yeux et qui, legs d'un passé douloureux (1), se concilie de moins en moins bien avec les conditions heureusement modifiées de la vie présente. Dans l'école supérieure de médecine créée par le fils de Catherine et bientôt convertie en *Académie militaire*, de pacifiques professeurs d'obstétrique montent aujourd'hui encore en chaire l'épée au côté et des

(1) Voy. ci-dessus, p. 41.



généraux qui n'ont jamais senti la poudre, même sur un champ de manœuvres, se voient, dans tous les services civils, bottés, éperonnés et chevronnés comme des soudards.

Il ne s'ensuit pas que Paul ait beaucoup fait pour développer les vertus guerrières de son peuple. Il est arrivé à produire plutôt un effet contraire. Cependant encore, si, dans le civil, visant à introduire partout un ordre de choses nouveau, il n'a guère réussi qu'à mettre du désordre en toutes choses, dans le militaire, en dépit des changements incessants qu'il ne s'est pas retenu non plus d'y introduire, son œuvre réformatrice est, comme le travail préparatoire dont elle procède, d'une tout autre venue. Elle prend même, dans la perspective historique, un sens déterminant, dont l'impérial ouvrier et ceux des contemporains qu'il a admis à la confidence de ses inspirations étaient loin de soupçonner toute la portée (1).

Paul faisait peu de cas des fastes guerriers du règne précédent. Outre qu'il les condamnait dans leur principe, étant pacifiste, comme nous savons, il y apercevait un côté offensant pour la raison. Ces succès avaient été remportés, pensait-il, contre toute règle et toute justice, rien dans l'état matériel ni moral des troupes victorieuses ne pouvant les expliquer.

L'armée de Catherine accusait, en effet, à la fin du règne de l'impératrice, des vices indéniables, — de ceux dont les époques héroïques occasionnent très habituellement l'éclosion ou le développement. Les héros deviennent aisément des corrupteurs. Exerçant dans l'étendue de leurs commandements une sorte de dictature, les généraux en chef, du type de Potemkine ou de Roumiantsov lui-même, engageaient leurs subordonnés à user d'un arbitraire semblable. Les colonels administraient leurs régiments comme des fiefs,

(1) Voy. notamment le chapitre correspondant dans l'ouvrage de Henri Reimers, *Petersburg während der vier ersten Jahren*... Publiée en 1805 seulement, cette étude a été certainement rédigée avant la mort de Paul et sous son inspiration. Cf. *Antiquité russe*, 1883, t. XXXIX, p. 444 et suiv.



disposant des hommes et des sommes affectées à leur entretien en toute liberté, — et souvent pour des objets étrangers à la destination des uns et des autres. En 1795, sur 400 000 hommes figurant nominalement sous les drapeaux, plus de 50 000 se trouvaient hors des rangs : ils demeuraient affectés au service personnel des officiers. En collusion avec les fournisseurs et avec les subalternes, obligeant ceux-ci à signer de faux rapports et admettant ceux-là au partage des gains ainsi réalisés, les chefs nourrissaient mal leurs soldats, laissaient les hôpitaux dans un dénuement affreux et se livraient en outre à toutes sortes d'exactions et d'excès aux dépens de la population civile. Ignorants pour la plupart, ils ne donnaient aucun soin à l'instruction des recrues. Ne prenant souci que des apparences, ils s'accommodaient de fourreaux bien astiqués, recélassent-ils des lames mises hors d'usage par la rouille, et pour peu qu'on pût « se mirer dans le canon d'un fusil », ils ne s'inquiétaient pas de l'absence du briquet. Comme l'éducation militaire, les uniformes et l'équipement de la troupe n'étaient d'ailleurs soumis à aucune réglementation précise, dépendant presque entièrement de la fantaisie du haut commandement.

Quant à la garde, nous avons vu déjà en quel état le règne de Catherine la laissait. Elle n'avait plus de militaire qu'un uniforme d'apparat, rarement porté. Les gradés de « la troupe dorée », comme disait Paul, ne revêtaient ce harnais brillant que pour parader sur la perspective Nevski, les mains frileusement emmitouflées en hiver dans un manchon et en toute saison suivis d'une ordonnance portant leur sabre (1).

Le caractère de débauche luxueuse donné à la vie des camps par certains généraux (2) et le recrutement du favoritisme jusque dans les rangs inférieurs de l'armée avaient achevé, en outre, d'y énerver la discipline.

(1) ORLOV, *Examen des opérations*, p. 31 et suiv. ; MILIOUTINE, *Histoire de la campagne de 1799*, t. I, chap. Iᵉʳ ; PANTCHOULIDZEV, *Hist. des Chevaliers-Gardes*, t. II, p. 203 et suiv. ; PETROUCHEVSKI, *Souvorov*, t. II, p. 308 ; DIBINE, *Hist. du Régiment des gardes Siémionovski*, t. I, p. 344.

(2) Comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 27 et suiv.

Cette situation était assurément faite pour légitimer et les colères de Paul et ses projets de réforme. Le souverain vouait une haine particulièrement vigoureuse à l'œuvre de Potemkine, d'un côté, et de l'autre aux régiments privilégiés, pépinière habituelle des favoris. « Quoi ? Vous avez été aide de camp du *borgne !* disait-il à un vieux colonel. Comment donc avez-vous fait pour ne pas devenir un vaurien ? » Et au père d'un jeune gentilhomme inscrit comme sergent sur les rôles du *Préobrajenski* : « Gardez-vous, monsieur, d'envoyer là votre enfant, si vous ne voulez pas qu'il se pervertisse (1) ! »

Juste à beaucoup d'égards, le sentiment du réformateur se trouvait cependant entaché, sur ce point, d'une erreur capitale. Enveloppant dans un égal mépris tous les compagnons d'armes du fastueux prince de la Tauride — et Souvorov en était ! — Paul tenait leurs succès pour injustifiables raisonnablement, parce qu'il n'en découvrait pas la raison. Il y méconnaissait la part de cette force transcendante que le libre épanouissement de leur individualité développe et magnifie en des natures exceptionnellement douées. Avec tous les défauts de son caractère et toutes les lacunes de son instruction, comme tacticien même et stratège, Potemkine recueille encore de nos jours l'éloge des spécialistes les plus avisés (2), et, comme conducteur d'hommes, leur communiquant quelque chose de son tempérament désordonné mais puissant, il a été, ainsi que Souvorov lui-même, quoique à un degré inférieur, un grand évocateur d'énergie.

Dédaigneux ou défiant de tout individualisme, Paul se proposa d'éliminer entièrement cet élément, en le remplaçant, à tous les degrés de la hiérarchie militaire, par une réglementation minutieuse. Ce devait être le point essentiel de la réforme qu'il projetait et ce fut son trait le plus funeste, car, par ailleurs, des mesures sages et utiles y ont trouvé place. L'œuvre ainsi conçue a dressé un mécanisme ingé-

(1) Engelhardt, « Mémoires », *Archives russes*, 1868, p. 25, 207.
(2) Maslovski, *Correspondance de Souvorov*, Préface, p. VIII-IX.

nieux en quelques-uns de ses détails et solidement agencé dans l'ensemble, mais où l'absence de tout ressort allait bientôt se faire sentir cruellement.

II

La garde eut à recueillir, nous le savons, les prémices du nouveau régime promis à l'armée entière. Dès le lendemain de l'avènement de Paul, elle subissait une transformation complète au triple point de vue de sa composition, de l'organisation des escadres et de l'efficacité militaire de ses éléments. La valeur de cette partie de l'œuvre accomplie par Paul paraît très inégale. Le principe d'un corps d'armée privilégié à base aristocratique de recrutement étant maintenu, le fait d'y introduire en bloc la canaille roturière de Gatchina constituait un contresens évident. C'était quelque chose comme ce remède héroïque d'une « fournée de pairs » dont s'accommodent parfois les crises du parlementarisme anglais. L'effet, ici, n'en devait pas être heureux, — même au point de vue de la sécurité personnelle du réformateur. Au lieu de prendre le dessus sur le corps réfractaire où on l'introduisait et de le résorber dans sa masse disciplinée, l'élément gatchinois devait s'y dissoudre, au contraire, en contractant partiellement l'esprit de ce milieu spécial et en ne servant qu'à y réveiller, par voie de réaction, des instincts frondeurs précédemment assoupis dans la mollesse apaisante d'une existence vouée aux plaisirs.

La nouvelle répartition des effectifs dans les diverses unités de ce même corps, augmentées elles-mêmes par de multiples créations de régiments et de bataillons, échappe à toute appréciation. Elle devait, en effet, faire place promptement à d'autres combinaisons, appelées à leur tour à subir d'incessantes modifications. D'un bout à l'autre du règne, l'armée tout entière allait participer de cette mobilité, dont,



très apparemment, le tempérament seul de Paul donne l'explication. Le souverain semblait jouer encore avec les soldats de plomb qui avaient charmé son enfance et les grouper de même au gré de sa fantaisie, sans qu'il s'écartât cependant de certaines lignes directrices, fixées jadis à Gatchina sous l'inspiration impérieuse de Pierre Panine. Dans le détail, sous l'influence maintenant prépondérante d'Araktchéiev et de son esprit méthodique, en fournissant une base solide à toute l'artillerie de la garde, seule la constitution du nouveau bataillon de cette arme fait exception. Recueillant la célèbre compagnie de bombardiers du régiment Préobrajenski, dont Pierre le Grand avait été capitaine, ainsi que les détachements d'artillerie affectés aux autres régiments, cette formation répondit à un dessein nettement arrêté et conséquemment suivi.

Elle fut le point de départ d'une réorganisation complète de l'arme, dans le sens de l'autonomie, et, en mars 1800, le système fut appliqué à l'artillerie de tous les corps d'armée. Détachée entièrement des régiments au point de vue administratif, celle-ci releva d'un département distinct. Personnel et matériel s'y trouvant fondus dans une unité complète, chaque compagnie pouvait, au point de vue tactique, agir avec une indépendance complète. Passant ainsi plus facilement au pied de guerre, concourant sans changement dans leur constitution intime à la formation des grandes masses, ces unités obtenaient en même temps une aptitude manœuvrière beaucoup plus grande, et, au sentiment de bons juges, l'artillerie russe en acquérait une supériorité marquée sur la plupart de ses rivales européennes, son matériel seul laissant à désirer. Il demeurait inféodé, en effet, au type prussien, sur lequel Gribeauval avait, en France, réalisé des progrès décisifs (1).

Hélas! l'histoire militaire du règne eut à enregistrer aussi un autre remaniement qui procédait d'une inspiration très diffé-

(1) Stein, *Geschichte des russischen Heeres*, p. 205-206.



rente. Trois escadrons de la garde à cheval, les mieux composés en hommes et en chevaux, en furent distraits tel jour, pour former un régiment de chevaliers-gardes sous le commandement d'Ouvarov. Le surplus, divisé en cinq escadrons, constitua un régiment distinct sous le commandement du grand-duc Constantin. Les motifs du changement? Une manœuvre d'ensemble mal réussie, le désir d'un officier, protégé par la belle-mère de la favorite en titre, d'avoir un régiment sous ses ordres, et, le grand-duc Alexandre étant inspecteur général de l'infanterie, l'ambition conçue par son frère d'arriver au même poste dans la cavalerie, à quoi le commandement de quelques escadrons devait, dans sa pensée, lui ouvrir accès (1). Or, des causes analogues se laissent attribuer à la plupart des innovations ordonnées par Paul dans le même ordre de faits.

En dehors des intérêts spéciaux de corps, dont le souverain faisait ainsi bon marché, la réforme de la garde en toucha et blessa beaucoup d'autres dans presque toutes les classes sociales.

A la parade du 8 novembre 1796, Paul publia un ordre du jour qui invitait les inscrits de la garde, portés nominalement sur les rôles mais ne figurant pas dans les rangs, à rejoindre leurs régiments respectifs sous peine d'exclusion. Le nombre de ces absents était considérable. Le seul *Préobrajenski* comptait plusieurs milliers de gradés de cette espèce et la noblesse ne fournissait même pas à elle seule tout ce contingent d'inscriptions fictives. Moyennant finance, des marchands, de bas fonctionnaires, des artisans, des membres même du clergé y faisaient participer leurs fils, en vue de l'avancement qui en était rendu plus facile, même dans les carrières civiles. Des enfants à naitre, donc de sexe inconnu, bénéficièrent de la même faveur. Sans avoir jamais porté les armes, de très jeunes hommes parvenaient ainsi au grade de lieutenant avec vingt ans de service fictif à leur compte (2) ; ils se faisaient

(1) Sablotkov, *Frazer's Magazine*, août 1865, p. 310.

(2) Alexandre Ribeaupierre passait officier à quatre ans et fut censé avoir onze

envoyer dans un régiment de ligne et y prenaient le pas, au titre d'ancienneté, sur des officiers émérites. D'autres servaient à la cour comme pages, chambellans et gentilshommes de la chambre, ou, obtenant un congé illimité, vivaient simplement sur leurs terres. Enfin, dans les rangs mêmes, officiers et soldats échappaient communément à toute obligation militaire, fût-ce sous forme d'exercices, ceux-ci se trouvant pratiquement abolis.

Paul eut mille fois raison de vouloir faire disparaître tout ce parasitisme coûteux et démoralisant. Malheureusement, privés des avantages qu'ils en tiraient ou renvoyés à la caserne et au champ de manœuvres, les parasites ne le lui pardonnèrent pas.

III

Parmi les mesures concernant l'armée entière, intervint, dès le 29 novembre 1796, la publication de trois nouveaux règlements, dont un sur le service de l'infanterie et deux sur le service de la cavalerie (1). Aucun des hommes de guerre ni même des hommes d'État illustrés sous le règne précédent n'avait pris part à l'élaboration de ce nouveau code militaire, qui d'ailleurs n'était qu'un extrait du règlement prussien et d'une instruction de même origine. Dans sa rédaction russe, le texte applicable au service de l'infanterie remontait, d'autre part, à quelques années déjà ; primitivement destiné à l'armée de Gatchina, il avait reçu une première publication en 1792, sous le titre modeste d' « Essai ». Kouchelov, Araktchéiev et Rastoptchine lui-même s'y étaient alors

ans de ce grade le jour où il entra effectivement au service. « Mémoires », *Archives russes*, 1877, t. II, p. 13.

(1) *Recueil complet des lois*, numéros 17587, 17588. Voy. aussi Hippius, *Oukases et instructions*, p. 122.



appliqués. Ce n'était effectivement qu'une ébauche, accusant un travail hâtif et l'imitation maladroite d'un modèle qui, contrairement à ce que les copistes imaginaient, ne portait même pas la marque de Frédéric II.

Le prétendu règlement du vainqueur de Rosbach lui était en réalité antérieur. Engagé, dès son avènement, dans des guerres continuelles, le grand capitaine n'avait pas eu le loisir de modifier les bases de l'organisation militaire dont il héritait. Il s'était borné à la pénétrer de son génie, en rendant les troupes qu'il commandait plus agiles et plus manœuvrières. Mais ses manœuvres répondirent toujours à une tactique, qui, de son temps, était déjà surannée, et c'est ce que Souvorov ne manqua pas de faire valoir.

Il appela le nouveau règlement « une traduction d'un manuscrit mangé aux trois quarts par les souris et retrouvé dans les ruines d'un vieux château ». Il déclara qu'il n'avait pas de leçons à recevoir du roi de Prusse, n'ayant jamais, lui-même, perdu de bataille, et observa que les Français ne s'étaient pas trouvés embarrassés de battre les Prussiens, en leur opposant une tactique, qui n'était pas celle de Frédéric, mais celle de Souvorov ! Il objecta plus vivement encore à un chapitre du nouveau règlement, — le cinquième de la sixième partie, — qui était d'ailleurs une interpolation et qui établissait un service d'inspection, exercé par des officiers de tout rang sur une désignation du souverain et donc destructif de toute hiérarchie militaire.

De celle-ci Paul n'avait en effet qu'un médiocre souci, ou du moins il entendait que, comme toute chose dans son empire, elle fût à sa discrétion. Même gagnés sur les champs de bataille, les plus hauts grades ne lui inspiraient aucun respect. Après toutes les campagnes de Turquie, de Suède et de Pologne qui avaient illustré son règne, Catherine ne lui laissait que deux feld-maréchaux. En pleine paix, il en ajouta sept au nombre !

Sur d'autres points encore, les imitateurs russes du modèle prussien s'en écartaient en des objets essentiels. Ils aggra-



vaient certaines pénalités et modifiaient le sens ou l'esprit d'un grand nombre de dispositions, en les rendant plus brutales. Ainsi pour la critique des ordres de service Le texte allemand l'interdisait aux subordonnés vis-à-vis de leurs supérieurs : « sous peine de l'extrême indignation du souverain ». La version russe porta : « sous peine de la torture ».

L'ensemble ne rencontra pas chez le vainqueur de Rymnik seul une hostilité plus ou moins ouvertement déclarée, et, comme conséquence, au cours d'un règne de quatre ans, avec Souvorov, Roumiantsov et l'élite entière de l'état-major, 7 feld-maréchaux, 333 généraux et 2 261 officiers de tous grades encoururent une mise en congé. Les congédiés étaient, pour la plupart, rappelés au service au bout d'un an, ou même après un temps de disgrâce plus court; en rentrant, ils ne se montraient cependant pas mieux réconciliés avec le nouvel état de choses.

D'autant qu'à l'usage ses disciplines devenaient plus déplaisantes encore. Selon la nature de son esprit, Paul les concevait comme épuisant l'art militaire tout entier en une loi absolue. Officiers et soldats devaient y trouver l'indication de tout ce qu'ils avaient à faire en toute circonstance. Le souverain ne voulait voir en eux qu'autant d'automates, gouvernés dans leurs moindres mouvements par ces consignes péremptoires, sans que jamais, à aucun degré, pour aucune cause, une part d'initiative quelconque les portât à s'en écarter. Dans l'interprétation des formules adoptées, l'intelligence des hommes ou de leurs chefs n'avait pas à se faire valoir, et l'application du système conduisit à la suppression de tous les états-majors comme de toutes les chancelleries. Le règlement et la volonté du souverain intervenant pour en assurer l'exécution devaient suffire à tout. Paul entendait commander directement son armée et entrer personnellement dans les moindres détails du service.

Sur le champ d'exercice, au prix d'efforts qui eussent pu recevoir meilleur emploi et de brutalités révoltantes, le système donna des résultats que l'admirateur du caporalisme



prussien put juger satisfaisants. Ce qu'il valait sur un champ de bataille, Paul l'apprit à ses dépens, en Hollande avec Herrmann, en Suisse avec Rimski-Korsakov, et même en Italie avec Souvorov. Pour cueillir des lauriers sur les rives du Pô, il dut faire appel au contempteur de ses règlements, qui n'alla de victoire en victoire qu'en ne tenant aucun compte d'aucune consigne et en mettant à contribution les états-majors autrichiens. Quand le vainqueur de la Trebbia et de Novi se trouva privé de ce secours, il dut confesser qu'il était hors d'état de tenir campagne.

Le grand homme de guerre fut d'ailleurs à tous les points de vue une personnalité hors cadre, et, violemment insurgé contre le nouvel ordre de choses, son individualisme génial n'a malheureusement servi qu'à partager l'esprit militaire de son pays entre les pôles divergents d'une double aberration. Les génies sont rares, et, en prétendant s'inspirer de la leçon et de la tradition de ce maître, des disciples moins doués, les Skobelev et les Dragomirov de notre temps, ne sont arrivés qu'à déformer l'une et l'autre, en une répudiation étourdie de toute règle, voire de toute science. Au pôle opposé, en même temps, inféodés dans leur ensemble à l'école de Gatchina, les successeurs d'Araktchéiev et de Steinwehr ont été portés, par voie de réaction, à subir plus fortement et à propager l'influence déprimante de cet enseignement.

IV

La publication des nouveaux règlements fut bientôt suivie de la réforme du vêtement. Dans la plupart des régiments de ligne, Potemkine en avait fait adopter un qui, simple, ample et adapté au climat de son pays, se rapprochait du costume usuel de la population locale. Dans une de ses lettres à Catherine, le favori avait, à ce propos, fait dans les termes sui-



vants le procès des accoutrements à aspect prétendument martial, dont les armées européennes n'ont pas encore, pour la plupart, répudié la luxueuse complication : « Se friser, mettre de la poudre, se faire des tresses, est-ce l'affaire de soldats? Ils n'ont pas de valets de chambre! »

Paul pensait avec César (1) qu'un uniforme brillant a pour effet de « relever le courage » de celui qui le porte, ou, plus simplement, il voulait avoir des soldats vêtus comme ceux de Frédéric II. Il détestait, en outre, tout ce qui lui rappelait « le borgne ». Il eut ce qu'il voulait, mais à quel prix encore! Au témoignage de Sabloukov, la coiffure poudrée à boucles et à tresses obligeait les hommes de son régiment à passer la nuit quand ils devaient le lendemain paraître à l'exercice. Les perruquiers, deux par escadron, avaient besoin, en effet, de longues heures pour s'acquitter de leur besogne, et, accompagnée de détails répugnants, l'opération infligeait aux patients un supplice cruel. Imprégnant les chevelures d'un mélange de farine et de suif et les humectant avec du *kvass*, dont ils se remplissaient préalablement la bouche, les artistes capillaires de la caserne accompagnaient ces onctions de frottements et de torsions d'une rudesse telle que, robuste pourtant, le jeune Tourguéniév pensa, au premier essai, se trouver mal. Convertie par la dessiccation en une croûte épaisse, cette « poudre » causait aux hommes de violents maux de tête en leur interdisant aussi les soins de propreté élémentaires (2).

L'uniforme lui-même ne leur donnait pas moins de gêne. Paul voulait qu'ils y fussent sanglés de telle façon qu'à peine pouvaient-ils respirer. S'ils tombaient, ils étaient incapables de se relever par leurs propres moyens. Les guêtres, également étroites, leur blessaient les jambes, — et, aux yeux des Allemands eux-mêmes, déjà démodé dans leur pays, cet accoutrement prenait une apparence grotesque (3). Aide de

(1) Suétone, *César*, au chap. LXVII.

(2) Tourguéniév, *Antiquité russe*, 1885, t. XLVII, p. 384-386; Griazov, *Messager russe*, 1890, p. 254-255.

(3) Helldorf, *Aus dem Leben*, p. 109. Cf. comte de Neuilly, *Souvenirs*, p. 221.

camp du prince Zoubov et auteur dramatique verveux, Alexis Kapiov mettait Moscou en joie en montrant dans les rues une caricature de la nouvelle tenue d'ordonnance : tresse allongée jusqu'aux mollets, tricorne de trois pieds d'envergure et gants à pavillon prenant la forme d'immenses entonnoirs. Mais il lui en coûta la dégradation (1).

Mêlant le bon au mauvais, ainsi qu'il lui arrivait parfois, dans ce costume aussi incommode qu'il se laissait facilement tourner en ridicule, Paul s'avisait pourtant d'introduire un détail avantageux : des gilets en fourrure pour la saison froide. Très sagement aussi il ordonnait que tous les objets d'équipement fussent désormais fournis à la troupe en nature et non en allocations d'argent, à la discrétion des officiers, mesure rattachée à un plan de réforme générale, dont l'exécution ne fut pourtant pas même abordée. L'organisation de l'intendance était des plus défectueuses, et, pour le service de campagne, elle n'existait pratiquement pas. Rien ne fut imaginé pour remédier à cet état de choses. De louables tentatives pour atténuer au moins, sur ce point, des habitudes de pillage invétérées restèrent elles-mêmes sans résultat, et, constituée pour compenser la dilapidation usuelle des fonds au sein des commissariats, une réserve de 8 millions de roubles ne fut pas mieux respectée.

Très contradictoirement, à son habitude, en portant son principal effort sur le développement de la puissance militaire de son empire, Paul entendait cependant réaliser sur ce chapitre de sérieuses économies. En 1798 encore, à la veille de son entrée dans la coalition antifrançaise, il décidait une réduction considérable des effectifs : d'un coup de plume il y retranchait 45 440 hommes et 12 268 chevaux (2) ! Dans le même esprit, en ne répudiant aucun luxe pour la tenue du plus grand nombre de ses soldats, il se proposait de réduire à la plus stricte simplicité celle de sa garde. Plus d'assor-

(1) Gretch, *Mémoires*, p. 118-119. Kapiov a laissé des mémoires sur le règne de Paul, qui demeurent inédits.
(2) Stein, p. 216-217.



timent d'uniformes variés et richement galonnés, dont le plus modeste coûtait 120 roubles ; plus de vêtements civils non plus à la dernière mode remplaçant l'uniforme pour la vie mondaine. Proscrits les fracs de chez le bon faiseur, les gilets somptueusement brodés, les bas de soie et les escarpins à boucles d'or. Interdit également, sous les peines les plus sévères, l'usage des manchons Adieu les pelisses, les carrosses, la domesticité nombreuse. Moyennant une dépense de 22 roubles, un officier de l'ancienne « troupe dorée » devait être habillé. Il lui était défendu de quitter l'uniforme ainsi réformé et recommandé de vivre « modestement ».

Le plus curieux est que les intéressés eurent précisément à se ruiner, sous ce règne, en frais de tailleur. La fantaisie du souverain ne tarda pas, en effet, à jouer là comme ailleurs son rôle habituel. En 1798, Paul signait un traité d'alliance avec l'Angleterre, et aussitôt les officiers du régiment des gardes à cheval recevaient ordre de revêtir les tuniques rouges à parements bleus des horse-guards. Se trouvant d'aventure établi à Saint-Pétersbourg, un ancien tailleur du prince de Galles, Donaldson, permettait à Sabloukov d'obéir à cette injonction en moins de quarante-huit heures; mais quelques-uns de ses camarades n'y avaient pas encore réussi qu'un contre-ordre intervenait : Paul venait d'usurper la grande maitrise de Malte, et donc le rouge clair des uniformes anglais devait faire place, sur le dos de ses officiers, à la pourpre sombre des manteaux portés par les hauts dignitaires de Saint-Jean de Jérusalem. Un peu plus tard, les corsages cramoisis de la princesse Gagarine obtenaient à leur tour la préférence, et, en quatre années, il y eut neuf changements de cette espèce! En même temps, Paul imposait le port de l'uniforme militaire à tout le monde, voire aux simples copistes des bureaux civils, sans s'inquiéter de la dépense dont il grevait ainsi le maigre budget de ces pacifiques fonctionnaires (1).

(1) Sabloukov, « Mémoires », *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 309 ; Ilinski, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, t. III, p. 392.



En Italie, pourtant, et en Suisse, sous le commandement de Souvorov, la défroque prussienne eut le sort des règlements de même provenance. A travers les marches forcées, ce fut à qui se débarrasserait de telle ou telle autre partie plus incommode de l'odieux équipement. On les remplaçait comme on pouvait, et Souvorov laissait faire. Il lui importait peu, disait-il, comment ses soldats étaient vêtus, pourvu qu'ils courussent comme des lièvres et se battissent comme des lions. Mais, instruit du fait, Paul témoigna un vif mécontentement. Il gémit en apprenant que les guêtres d'ordonnance avaient elles-mêmes été abandonnées entre deux victoires. Et les hallebardes ? Pour demeurer fidèle au modèle prussien, il avait voulu rétablir des hallebardiers dans tous les corps d'infanterie, ce qui, pratiquement, désarmait cent hommes par régiment. Hélas ! à la traversée des Alpes, les hallebardes avaient fourni du bois de chauffage ! Sous l'impression des succès obtenus, le souverain se déclara cependant disposé à accepter les modifications qui auraient été, sur ce point, indiquées par l'expérience. Mais on lui montra quelques braves revenant de l'immortelle campagne dans la tenue qu'ils y avaient adoptée, et aussitôt il était pris de fureur.

— Quoi ! on veut remettre mon armée à la mode de Potemkine ! Que je ne voie plus ces hommes ! Hors d'ici ! A bas (1) !

Capitaine d'habillement intransigeant bien que fantasque, Paul ne réussissait pas mieux dans le métier de caporal instructeur, s'y perdant de même dans les détails ou s'égarant dans les contradictions.

(1) Komarovski, « Mémoires », *Messager hist.*, 1897, t. LXIX, p. 368. Cf. Kartsov, dans *Antiquité russe*, 1883, t. XXXVIII, p. 311-332 ; Stein, p. 224 ; Reimers, *Petersburg am Ende des XVIII J.*, t. II, p. 29 et suiv.



V

Développer l'instruction militaire fut son louable souci. La création de l'*Orphelinat militaire*, devenu depuis le *Corps de cadets de l'empereur Paul*, y répondit en décembre 1798. Mille garçons et deux cent cinquante filles y étaient recueillis en deux divisions distinctes et le plan conçu rattachait à cette institution, dans une organisation nouvelle, toutes les écoles de soldats existantes. Fondées par Pierre le Grand, multipliées par Catherine, elles recevaient environ douze mille élèves. Paul porta le nombre des écoles à soixante-six et celui des élèves à soixante-quatre mille. On appela ces derniers *cantonistes*. C'était, à la base de l'édifice, un progrès considérable. Aux étages supérieurs, malheureusement, l'effort du réformateur fut moins heureux.

Il se résuma dans un *cours de tactique*, établi au Palais d'Hiver sous la direction d'Araktchéiev. Les feld-maréchaux eux-mêmes durent s'astreindre à y suivre les leçons du colonel Kannabich, — ancien prévôt d'armes, originaire de Saxe-Weimar. On devine ce que pouvait être cet enseignement avec un pareil maître. En fait d'éducation militaire, Paul lui-même ne comprenait guère que le dressage d'un peloton : « idée superficielle du service prussien et passion pour les minuties », disait l'envoyé de Frédéric Guillaume, Tauentzien (1). Kannabich n'était pas capable d'y entendre davantage. Devenu légendaire par l'ineptie dont il y faisait preuve, son professorat a excité l'hilarité de plusieurs générations. Quant aux résultats pratiques ainsi obtenus, Paul eut l'occasion d'en faire l'expérience personnellement quelques mois avant sa mort. Depuis qu'il s'était procuré une armée à Gatchina, chaque année à l'automne, il la mettait à l'épreuve

(1) SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 354.

dans des exercices analogues aux grandes manœuvres de notre temps. Il livrait des batailles ou commandait des sièges. Empereur, il donna plus d'ampleur à ce jeu, où les Araktchéiev et les Steinwehr avaient fini par acquérir une certaine habileté. Mais le dernier essai tourna mal. Kannabich n'ayant réussi apparemment qu'à leur brouiller la cervelle, les élèves du professeur de tactique se comportèrent de telle façon que le souverain leur adressa cette mercuriale prophétique, dont l'écho devait retentir d'Austerlitz à Friedland :

— Messieurs, si vous continuez ainsi, vous serez toujours battus (1) !

Araktchéiev avait cependant passé six semaines à Kovno pour dresser sur place le régiment des grenadiers de la Tauride, auquel son colonel, Jacobi, mis en congé pour cette raison, s'était montré incapable d'inculquer les principes du nouveau règlement. Dans les menus détails et les finesses matérielles de l'art, comme ils le comprenaient, le futur ministre de la guerre et Paul lui-même arrivaient à réaliser des effets de précision automatique tout à fait remarquables ; mais tel « général-major » ne savait pas faire la distinction entre un escadron et une compagnie ; appelé à remplir par intérim auprès du souverain la fonction « très importante », lui assurait-on, de « brigadier-major de service », Tourguéniev ne parvenait pas à apprendre en quoi elle consistait, et, rédigeant ses mémoires cinquante ans plus tard, il n'avait pas encore été édifié à ce sujet ; en 1799, parmi les officiers du corps expéditionnaire de Herrmann, l'un prétendait arriver par voie de terre à Jersey, où devait avoir lieu la concentration des troupes ; un autre demandait à être présenté *au roi de Hambourg*, et, confondant cette ville avec Iambourg, un troisième offrait trois roubles à un *izvochtchik* pour l'y conduire (2) !

(1) LÉBÉDIEV, « les Réformateurs de l'armée russe », *Antiquité russe*, 1877, t. XVIII, p. 244.

(2) *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 447 ; 1885, t. XLVIII, p. 75 ; *Archives russes*, 1888, t. III, p. 371.



L'intelligence et l'attention des militaires de tous grades s'employaient exclusivement à creuser et à retenir les articles d'une doctrine et d'une discipline, qui n'épuisaient même pas tous les détails du service courant et où en outre la fantaisie du maître intervenait de façon à déconcerter les plus experts et les plus diligents. Complimenté par le souverain, à la parade, pour une manœuvre bien réussie, et répondant, réglementairement, par un salut de son sabre dégainé, S. I. Moukhanov entendait inopinément le glapissement du maître :

— Derrière le front ! Aux arrêts !

Gardé au pain et à l'eau pendant quelques jours, il encourait une mise en congé. Son crime ? Il n'avait pas deviné le désir du despote, qui, se trouvant à ce moment au milieu d'une large flaque de boue, aurait voulu que le chef d'escadron honoré par le témoignage de sa satisfaction descendit de cheval et vint plier le genou et maculer sa culotte blanche dans cette mare (1) !

VI

Dans le sens de l'assouplissement du personnel militaire, docilité absolue, obéissance aveugle, rigidité inflexible au regard de la règle, de la consigne, de l'ordre donné ou reçu, Paul a obtenu ainsi des résultats positifs et partiellement avantageux. Après quelques mois passés en Russie avec le corps du prince de Condé, si peu qu'il goutât le régime auquel il s'y trouvait assujetti, le duc d'Enghien n'a pu s'empêcher lui-même d'en reconnaître l'utilité à ce point de vue : « A force de nous faire peur, on nous a rendus attentifs, exacts au service ; enfin, même les chasseurs nobles font à peu près ce qu'on leur ordonne (2). » Mais le tempérament du souverain,

(1) Mme Moukhanov, « Mémoires », *Archives russes*, 1878, t. I, p. 300.
(2) Pingaud, *les Français en Russie*, p. 214.

comme la tournure de son esprit, voulait qu'il exagérât encore cet avantage et le compromît, en le poussant à l'absurde et à l'odieux. On en trouve l'indication dans cette anecdote, très commentée en son temps et où une part d'invention se laisse deviner. Attablé à un repas de fortune dans un village où il a mis ses hommes en quartier, un chef d'escadron est interrompu par l'arrivée de son maréchal de logis.

— Qu'est-ce ?

— Tout va bien, Votre Grâce, sauf que le juif ne veut pas donner le foin au prix que Votre Grâce a indiqué.

— Ne peut-on en trouver ailleurs ?

— Impossible !

— Point d'histoires alors ! Donne au juif ce qu'il demande et qu'il soit pendu !

Le maréchal des logis tourne les talons, mais reparaît un quart d'heure après.

— Quoi encore ?

— Tout va bien cette fois, Votre Grâce. Le foin est acheté et le juif a achevé de se trémousser au bout de la corde.

Au rapport d'un contemporain, instruit du fait, Paul aurait ordonné de dégrader l'officier pour sa participation à un meurtre, mais de l'avancer d'un grade pour l'excellence de la discipline établie dans sa troupe (1), et, sinon dans l'objet, du moins dans le style, plus d'une décision authentiquement rendue par le souverain se laisse rapprocher de celle-là.

Comme l'obéissance, l'astreinte au service ne comptait, à ses yeux, ni exception ni excuse. En septembre 1797, il a invité à quitter l'armée ceux des généraux « qui prenaient l'habitude de se porter malades quand on avait besoin d'eux » ; le 12 juin 1799, il décide que « ceux des officiers que la maladie empêche de suivre les régiments en marche doivent cependant les rejoindre sans aucune excuse (2) ! »

Ainsi organisé et compris, le service est une géhenne. Les

(1) V.-D. Davydov, dans *Antiquité russe*, 1871, t. III, p. 787.

(2) *Antiquité russe*, 1874, t. XI, p. 187 et suiv. (Extrait de la *Gazette officielle*); cf. Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 298.



officiers pourtant se ressentent de sa dureté plus que les soldats. Paul se montre fidèle ici à sa tendance générale qu'on ne saurait qualifier de démocratique, car il n'admet aucune *cratie* en dehors de lui-même, mais qui le porte à favoriser, dans tout groupement, les couches inférieures au détriment des autres. Son œuvre militaire entière en paraît pénétrée. Les simples troupiers ne souffrent donc que de la concentration des effectifs dans les grandes villes, où, en l'absence de casernements suffisants, la répartition des logements à trente ou quarante hommes par maison est également pénible pour les locataires et pour leurs hôtes. Mais, au jugement de Paul, les quartiers ruraux sont moralement malsains ; ils portent au relâchement des mœurs militaires. Par contre, le système pénal mis en vigueur par les nouveaux règlements constitue, pour le gros de la troupe, une amélioration sensible par rapport au régime antérieur. En dépit de ses sévérités aggravées, il tend en effet à faire prévaloir la procédure régulière des conseils de guerre sur l'abitraire des chefs. Il offre à tout inférieur un recours en justice contre son supérieur hiérarchique (1).

Les chefs, eux, avaient de toute façon peu d'agrément sous le régime nouveau. « Le service militaire est strict au delà de tout ce que vous pouvez concevoir, écrivait Rogerson à Simon Vorontsov en juin 1797. Un officier, même en été, n'ose sortir de la ville sans permission pour voir sa sœur et ses parents (2). » En dehors même des exercices, manœuvres et parades, multipliées jusqu'à imposer à tous les figurants un surmenage sans répit, Paul voulait avoir toujours son monde sous la main, en haleine et en éveil. D'où peut-être ces alertes fréquentes, dont parle Mme Golovine dans ses *Souvenirs* (3) et où un coup de clairon, faussement interprété comme un signal, mettait en mouvement des régiments entiers. Du général au sous-lieutenant, on se tenait continuel-

(1) Pantchoulidzev, *Hist. des Chevaliers-Gardes*, t. II, p. 203 et suiv.
(2) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 80-81.
(3) Pages 175-176.

lement sur le qui-vive, la moindre négligence étant susceptible d'entrainer des conséquences terribles. Tel jour, pour une gaminerie dont se rendent coupables dix-sept chevaliers-gardes, le chef d'escadron, Frolovski, en fait passer deux par les baguettes, bien que gentilshommes. Le commandant du régiment, Davydov, réprouve le mode de correction employé. Eu égard à la qualité des jeunes gens punis, la bastonnade aurait dû être remplacée par une distribution de coups de plat de sabre devant le front de tous les escadrons. Ne donnant raison ni à l'un ni à l'autre des deux officiers, Paul prononce la dégradation des dix-sept écervelés au rang de simples soldats, et, tel est l'avilissement où tombent tous les grades, que la décision passe pour un acte de clémence (1) ! Averti qu'il risque un traitement semblable, un lieutenant-colonel dit avec indifférence : « Soldat, colonel, général, c'est tout un maintenant (2) ! »

Servir avec quelque titre et avec quelque grade que ce fût dans « cette mauvaise copie de l'armée prussienne », selon l'expression du baron de Loewenstern (3), devenait pour tout homme de quelque hauteur morale la pire des disgrâces. Aussi, de l'esprit militaire si puissamment développé sous le règne précédent, rien ne subsista bientôt. Les officiers inférieurs n'avaient souci que d'esquiver les injures et les coups, et, en novembre 1797, Rastoptchine indiquait ainsi les préoccupations des cinq nouveaux maréchaux créés par Paul : « Le prince Repnine emploie son temps à s'informer qui est bien ou mal en cour ; Kamiénski à battre les officiers et à mordre les soldats ; Nicolas Saltykov à délibérer s'il quittera le service ; Ivan Saltykov à maquignonner et le comte Moussine Pouchkine à ne rien faire (4). »

Paul lui-même travaillait pour quatre. Mais en s'inquiétant exclusivement de l'armature de son appareil militaire, il en

(1) Pantchoulidzev, t. II, p. 117.
(2) Princesse Dachkov, « Mémoires », *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 326.
(3) *Mémoires*, t. I, p. 29.
(4) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 186.

étouffait l'âme ; et même au point de vue organique, détruisant les états-majors et ne faisant ou ne réussissant à rien faire pour adapter aux nécessités de la guerre moderne des services d'intendance rudimentaires ou absents, il condamnait son armée à marcher à la remorque des troupes alliées d'Autriche ou d'Angleterre. Il jouait surtout au soldat, comme il lui est arrivé aussi de jouer au marin.

Sous son règne, la marine russe n'a jeté aucun éclat. On peut dire cependant que, très fier de son titre de « grand amiral », qu'il garda après être monté sur le trône, Paul a plus et mieux fait pour cette partie des forces défensives et offensives de son pays que pour l'autre, non cependant sans mettre aussi dans cette partie de son œuvre les travers de son esprit et de son caractère.

VII

Commandées par des mercenaires de talent, grâce à leur habileté et à l'impulsion que Catherine savait donner aux hommes et aux choses qu'elle employait, les escadres russes avaient, sous le règne précédent, remporté de nombreux et glorieux triomphes; mais, rapidement construites, précipitamment équipées, en même temps qu'engagées dans des campagnes incessantes, elles étaient usées. Marin nul, mais bon courtisan, Tchernychov ne prenait d'autre soin que de cacher à l'impératrice cet état de choses que Paul lui-même ignorait. Il n'en eut la révélation qu'après son avènement, quand il voulut se servir de cet autre jouet. Tel commandant d'une croisière ordonnée par l'empereur annonçait qu'aucun des six bâtiments dont il disposait n'était capable de tenir la mer.

Les vaisseaux récemment mis à flot ne se montraient pas eux-mêmes de meilleure ressource, à cause de la mauvaise



qualité des matériaux employés à leur construction. Une des frégates envoyées en 1799 sur les côtes de la Hollande dut, en cours de route, rebrousser chemin : elle prenait l'eau à couler! Les autres eurent à passer de longs mois dans les docks anglais, pour être mises tant bien que mal en état de service.

Ces expériences humiliantes devaient cependant produire un effet heureux : le séjour dans les ports anglais et la coopération avec les escadres britanniques constitua pour les détachements russes qui y participèrent la meilleure des écoles. Des progrès sensibles dans la science navale ou l'art de la construction en résultèrent. Paul y contribua en rétablissant la charge d'inspecteur général des constructions, qui avait existé sous Pierre *(ober-sarvaer)* et en faisant passer de Constantinople en Russie deux ingénieurs français, les frères Lebrun de Sainte-Catherine, qui avaient rendu de grands services à la flotte ottomane.

Il rendait en même temps à leur destination les belles forêts que le créateur de la marine russe avait affectées à son entretien et qui, depuis, recevaient un autre emploi, diversement exploitées pour les besoins de l'État, voire des particuliers, distribuées à des favoris, mises au pillage de toute façon. Un département spécial établi auprès du Collège de l'Amirauté en reçut la garde, avec l'obligation de s'occuper aussi de reboisement.

Sous l'administration indolente de Tchernychov, les approvisionnements et objets d'équipement étaient devenus, à bord de tous les bâtiments, l'objet d'un trafic en quelque sorte régulier, dont les commandants des unités tiraient de gros bénéfices, s'instituant, pour leur propre compte, fournisseurs de la marine marchande. Catherine en prenait héroïquement son parti. « Je suis volée comme tout le monde, disait-elle, et c'est un bon signe, prouvant qu'il y a quoi voler. » Paul ne partagea pas cette philosophie. Non content d'établir des commissions de contrôle, chargées d'inspecter périodiquement les magasins et d'y vérifier les existences, il voulut



mettre partout l'œil du maître. La table des officiers n'échappait elle-même pas à sa surveillance.

Malheureusement, cette sollicitude et l'esprit de minutie qui l'accompagnait se traduisirent dans la publication d'un nouveau *règlement*, destiné à remplacer le *Statut* de Pierre le Grand et à étendre à la marine les principes et les méthodes déjà mis en application dans l'armée de terre. Les officiers apprirent ainsi que le mois de septembre était l'époque de l'année la plus propice à la consommation des saucisses et du fromage; mais l'ensemble des nouvelles prescriptions se heurta, dans la pratique, à des difficultés telles qu'en fait l'ancien *Statut* demeura en vigueur.

D'autre part, comme pour l'armée de terre, visant à l'augmentation de la puissance navale de l'empire, l'ambition du souverain était contrariée par ce désir d'économie que la situation critique de ses finances ne justifiait que trop. D'où dans le budget de la flotte des fluctuations incompatibles avec un programme conséquemment suivi de développement progressif. De la somme modique de 1 200 000 roubles, Catherine avait porté successivement les crédits correspondants à plus de 5 millions. Dès la seconde année de son règne, Paul les fit enfler au triple, pour les ramener brusquement l'année suivante à 6 707 681 roubles seulement, avec un état réduit à 33 vaisseaux de ligne et 19 frégates. Une meilleure utilisation des ressources — remplacement des anciennes unités par d'autres en nombre réduit mais plus puissamment armées, emploi plus judicieux de la main-d'œuvre, réduction ou suppression de diverses dépenses d'importance secondaire — devait compenser le recul et eut, dans une certaine mesure, cet effet. Ce n'en était pas moins un recul et l'œuvre de Pierre le Grand n'a pas cessé encore de s'en ressentir.

Dans les détails d'administration, Paul continua à faire preuve d'une activité méritoire. Il réforma, au Collège de la Marine, le département de la justice, qui pour la première fois reçut une organisation régulière. Il ordonna dans les ports un grand nombre de restaurations ou de constructions



nouvelles. Il inaugura d'importants travaux scientifiques : description de la mer Blanche, commencée en 1797; publication en 1800 d'un atlas de la navigation entre la mer Blanche et la mer Baltique; commencement d'un atlas maritime de toutes les parties du monde, œuvre entachée, hélas! de nombreuses inexactitudes.

Le transfert à Saint-Pétersbourg du corps des Cadets de la marine, précédemment établi à Kronstadt, et l'allocation d'un crédit supplémentaire de 100 000 roubles pour cet établissement tendirent à y relever le niveau des études. De nouvelles écoles de navigation, de tactique navale et de construction furent établies et le souverain y fréquenta assidûment, comme il faisait au cours de Kannabich, suivant les leçons et s'intéressant aux progrès des élèves.

Ses rapports avec les Cadets de la marine en particulier eurent toujours un caractère touchant d'intimité quasi familiale. Paul distribuait des bourses aux plus pauvres d'entre ces jeunes gens; il en envoyait même quelques-uns à l'étranger, à ses frais, malgré les répugnances que nous lui connaissons. Visitant l'établissement plusieurs fois par semaine et toujours à l'improviste, entrant tantôt par une porte et tantôt par une autre, il lui arrivait de dire un jour au directeur :

— Je ne parviens pas à vous prendre en faute! Je vais demander à l'impératrice de s'y essayer.

Croyant à une plaisanterie, le directeur fut surpris, quelques jours plus tard, par l'apparition de Marie Féodorovna, qui procéda à une inspection détaillée, sans d'ailleurs rien trouver non plus de répréhensible.

Un comité spécial constitué auprès du Collège de l'Amirauté, — le germe du futur « Comité scientifique de la Marine », remplacé encore ultérieurement par la « Section militaire de l'état-major général de la Marine », — réalisa en partie ce projet d'une « Académie de la Marine » que Lomonossov avait préconisé. Malheureusement encore, publiant en 1800 le premier volume de ses Mémoires, ce Comité dut constater qu'« en l'absence de ressources quelconques mises



à sa disposition, il lui était impossible de se rendre utile ». Le second volume des Mémoires ne parut pas et l'institution ne devait renaître que sous Alexandre Ier.

Paul donna aussi des soins au développement de la marine marchande, ordonnant de lui présenter des plans de construction perfectionnée, accordant aux armateurs des facilités pour l'acquisition des matériaux. Il songea à favoriser l'industrie de la construction et de la pêche dans les eaux du nord de la Russie, se proposant de mettre à l'étude les besoins locaux, les types de bâtiment le mieux appropriés à ces besoins et les emplacements des chantiers à établir. Sur ce point, toutefois, comme sur beaucoup d'autres, il devait en rester aux intentions et aux projets.

En 1797, un oukase réglementa la navigation dans les mers du sud, réservant aux seuls bâtiments construits en Russie ou appartenant soit à des sujets russes, soit à des étrangers établis dans l'empire, ce qu'il appelait « la grande navigation », c'est-à-dire le parcours, sous pavillon russe, de la mer Noire, de la mer de Marmara, de l'Archipel et de la Méditerranée. Limitée à la mer Noire et à la mer de Marmara jusqu'aux Dardanelles, « la petite navigation » demeurait libre.

Sans être jamais monté à bord d'un navire avant son avènement, le « grand amiral » montrait plus que du goût pour les choses de la marine, une véritable prédilection. Enfant, il avait fait établir déjà à ses frais, au *Kamionnyï-Ostrov*, une maison d'invalides pour les matelots. Jusqu'au dernier jour de sa vie il ne cessa de lui témoigner une sollicitude vraiment paternelle. Avec plus de zèle pourtant encore et plus d'attention constante qu'il n'en donnait à aucun autre objet dans le même domaine, il s'occupa de réformer l'uniforme des équipages, comme il faisait pour celui des troupes de terre, introduisant sagement plus de simplicité dans la tenue des officiers ou y réprimant avec raison une trop grande négligence, mais portant là encore le même excès de puérile et tracassière minutie. Sous Catherine, croisant sur les côtes d'Espagne, à



l'époque de la « neutralité armée », tel « brigadier » se laissait voir sur le pont de sa frégate dans le moins décoratif des déshabillés : « robe de chambre, pantoufles, cravate rose et bonnet de nuit (1) » ! Sous Paul un bouton cousu de travers entraina la mise en congé.

Une marine ne s'improvisant pas, le fils de Catherine est certes excusable de n'avoir pas, en quatre années, accompli l'œuvre d'un Colbert. On peut douter, cependant, qu'il y eût réussi, même si le temps n'avait pas manqué à son effort. En devenant grand maître de Malte, Paul réclama les meilleurs bâtiments de sa flotte, six vaisseaux de ligne, deux frégates et divers autres bâtiments ramassés dans la mer Baltique et dans la mer Noire, pour la formation d'une escadre spéciale sous le pavillon de l'ordre. C'était décréter la désorganisation des forces navales du pays pour une pure fantaisie.

Dans le développement à d'autres égards si colossal de la puissance russe, la mise à point de cet élément est un problème que des conditions géographiques et climatériques particulières rendent peut-être insoluble. Paul, en tout cas, était d'autant moins qualifié pour seulement en préparer la solution qu'à des connaissances théoriques très sommaires et une absence complète d'éducation pratique, il joignait les plus injustifiables prétentions. Amiral en titre jusqu'à son avènement, il pensa le devenir en fait aussitôt après. Dès le lendemain, il annonça l'intention de prendre, l'été suivant, le commandement du gros de ses forces de mer et de « conduire une campagne ». Comme on était en paix avec tout le monde et en résolution d'y demeurer, il ne s'agissait de défier aucune escadre ennemie et « la campagne » projetée devait se réduire à la traversée d'une partie de la Baltique, de Cronstadt à Revel. Ce serait l'équivalent des opérations militaires, renouvelées chaque année aux environs de Gatchina, Paul y poursuivant pareillement l'illusion d'une participation effective, dans un rôle dirigeant, à de véritables combats.

(1) Cet officier s'appelait Palibine. Voy. Viéssiélago, *Courte histoire de la flotte*, t. I, p. 299.



Un yacht destiné à porter le pavillon du commandant en chef fut mis en chantier, armé de quarante canons et converti finalement par oukase spécial en frégate. Le 7 juillet 1797, Paul s'y embarqua avec l'impératrice, les deux grands-ducs aînés et l'inévitable Mlle Nélidov. Le malheur voulut qu'un vent d'ouest persistant ne permît pas de prendre aussitôt la direction prévue et retint la flotte à l'encre. Le commandant en chef n'en fut cependant pas empêché d'exercer ses fonctions et de se donner l'air d'y prendre une peine extrême. Au cours des repas même, il quittait la table, pour monter sur le pont et donner des ordres, au défaut desquels « tout irait de travers », assurait-il. A une de ces ascensions, entre les mains du capitaine Schischkov qu'il avait nommé pour l'occasion son major d'escadre, un cahier volumineux attira son attention. Interrogé, l'officier répondit que c'étaient des plans pour la formation de marche des bâtiments dans la croisière en vue. L'étonnement de Paul égala sa colère :

— Des plans? Des plans que vous vous avisez de faire, quand je suis là!

Schischkov eut beau multiplier les explications. Il ne parvenait pas à les faire entendre. Heureusement pour lui, l'amiral Konchelov était à bord. Faisant appel à son expérience, Paul eut le déplaisir de le trouver d'accord avec le major. Des plans de cette espèce étaient indispensables. Il ne s'en montra pas persuadé et rentra dans sa cabine furieux :

— C'est bon, c'est bon! Je verrai comment vous vous tirerez d'affaire sans moi...

L'intervention de Mlle Nélidov fut nécessaire pour le calmer. Elle eut plein succès, et le lendemain, un vent favorable permettant aux soixante-huit bâtiments réunis de déployer leurs voiles, le commandant en chef ne se posséda pas de joie. Toujours affairé et agité, ne cessant de courir d'une extrémité du navire à l'autre et de multiplier à tort et à travers des ordres inutiles ou absurdes, il se faisait cependant bon prince. Vers midi, il réunissait les capitaines et les amiraux et les retenait à déjeuner, en même temps qu'avant de s'attabler de leur

côté sur le pont, les autres officiers étaient invités à tour de rôle à prendre des mains du souverain un verre d'eau-de-vie, accompagné de la *zakouska* traditionnelle.

Le jour suivant, hélas ! la tempête souffla. Si peu qu'il eût le pied marin, Paul fit quelque temps preuve de vaillance devant le mal de mer. Ne quittant pas le pont et offrant à la bourrasque son crâne nu et chauve, il se donna en spectacle, dans des poses héroïques. Alléguant sa responsabilité, au coucher du soleil même, il ne se laissa pas engager à prendre du repos et passa la nuit sur le pont, assis en grand uniforme sur un paquet de cordages. Au bout de vingt-quatre heures cependant, le mal de mer eut le dessus, et, comme le roulis ne faiblissait pas, la flotte rentra à Cronstadt, renonçant à atteindre Revel.

Un journal de la « campagne » n'en fut pas moins rédigé, avec des éloges dithyrambiques à l'adresse du commandant en chef, et l'auteur — Schishkov lui-même — se fit pardonner ainsi la composition audacieuse de plans qui étaient inintelligibles pour son chef. Il reçut le grade de général aide de camp et l'ordre de Sainte-Anne (1).

Comme continuateur de Pierre le Grand, Paul venait de donner sa mesure. Quant à sa flotte, nous la retrouverons engagée dans des campagnes plus sérieuses. Elle n'y brilla guère davantage.

(1) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 27, 32; Schilder, *Paul Ier*, p. 362; Tchitchagov, « Correspondance », dans *Archives Vorontsov*, t. XIX, p. 13. — Pour l'histoire de la marine sous le règne de Paul, voy. Viessiélago, *Courte histoire de la flotte russe*, t. I, p. 250 et suiv.



CHAPITRE IX

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. L'ENGRENAGE

I. Le lendemain d'Arcole. Catherine et la Révolution. Solidarité européenne et intérêt national. Politique de ménagements. Démonstrations belliqueuses de la dernière heure. Le chef-d'œuvre d'une diplomatie. — II. Le système de Paul. Abstention déclarée. Le triomphe de la Prusse. Les « bévues » de Catherine. Son fils se propose de les redresser. Reprise des pourparlers avec la Suède. Premier échec. — III. Autres mécomptes. Les collaborateurs diplomatiques du tsar. Sourde opposition à ses vues. La politique de la Prusse. Premier désenchantement. La convention franco-prussienne de 1796. La limite du Rhin. L'Autriche et l'Angleterre regagnent du terrain. L'engrenage. — IV. Impulsions contradictoires. Le corps de Condé en Russie. Louis XVIII à Mittau. Rappel de l'escadre russe accordée à l'Angleterre et offre d'un nouveau secours. Projets de médiation. La mission du prince Repnine à Berlin et à Vienne. Le ministère prussien. Le trio Haugwitz, Lombard et Lucchesini. Le cabinet de Berlin se dérobe. Paul glisse sur la pente autrichienne. Au seuil de la coalition. — V. Velléités en sens contraire. Essai d'accommodement avec la France. Une négociation dans le vide. Delacroix et Talleyrand. Paul et Bezborodko. Caillard et les envoyés russes. Le projet français. Le chancelier russe l'approuve. Son subordonné travaille à le faire échouer. Échec final. — VI. Derniers efforts de l'Autriche et de l'Angleterre. Le prince Ferdinand de Wurtemberg à Saint-Pétersbourg. Paul s'abandonne. Exaltation belliqueuse du tsar.

I

Les événements dramatiques, qui, dans l'Europe, aux prises avec la France révolutionnée, accompagnèrent l'accession de Paul au trône, sont présents à tous les esprits. Ce même jour, vainqueur à Arcole, Bonaparte entamait, sur la route de Vienne, cette marche triomphale, où rien ne semblait plus pouvoir l'arrêter. Le changement de règne survenu à Saint-Pétersbourg enlevait, en effet, à ses adversaires la seule chance qu'ils gardassent encore de ressaisir la victoire.



Depuis le commencement de la lutte, Catherine avait fait mine de vouloir y prendre part; proclamant hautement son entente avec les défenseurs de l'ordre européen, prenant même les devants après la mort de Louis XVI pour réclamer la reconnaissance de son héritier légitime. Toujours, cependant, elle s'était dérobée à une intervention directe et à un effort proportionné aux forces dont elle disposait, de façon à laisser même dans le doute la question de savoir si, oui ou non, elle se trouvait en état de guerre avec la République.

Assez peu glorieuse, assurément, cette attitude se laissait justifier par de très fortes considérations. Entre les belligérants de la coalition antifrançaise et le grand empire du nord la communauté d'intérêts invoquée par les premiers était, dans cette mêlée, beaucoup plus apparente que réelle. Les uns y poursuivant, sous le couvert de l'avantage commun, toute sorte d'objets très particuliers, qui des reprises ou des dédommagements, qui des agrandissements et des conquêtes nouvelles, l'autre n'avait à faire valoir aucune ambition de même espèce. Le seul bénéfice que la Russie pût retirer de la bagarre était précisément, ses voisins s'y trouvant retenus, de garder plus de liberté pour ses propres affaires, en Pologne ou ailleurs. Cependant, les rapports de voisinage, de parenté, d'alliance ou de solidarité monarchique, lui imposant certaines obligations qu'elle ne pouvait répudier décemment, avec infiniment de dextérité, de finesse et de tact, la grande souveraine s'appliquait à ménager toutes les convenances, et, jouée sans scrupules avec des partenaires qui n'en montraient pas davantage, cette partie fut le chef-d'œuvre de sa diplomatie. « Que voulez-vous ! la peau est plus près du corps que la chemise », disait-elle à ses intimes.

En février 1795 seulement, « la jacobinière de Varsovie », se trouvant suffisamment mise hors de combat, l'impératrice avait consenti à un traité de coopération défensive avec l'Angleterre, contre les jacobins de France. Encore s'était-elle



bornée à l'envoi d'une escadre de douze vaisseaux de ligne et de huit frégates, qui, sous le commandement de l'amiral Khanykov, avaient aidé à bloquer la flotte hollandaise dans les eaux du Texel. Mais, en même temps, la défection de la Prusse, consommée par le traité de Bâle du 5 avril 1795, et les défaites de l'Autriche engageaient Pitt lui-même à entamer des négociations avec le Directoire.

Catherine en profita aussitôt pour revenir à son système d'atermoiements et il est infiniment probable qu'à la veille de sa mort, elle n'y avait pas encore renoncé, bien qu'elle se trouvât en pourparlers avec le cabinet de Saint-James pour un traité de subsides. L'énormité elle-même des remises qu'elle réclamait — 120 000 livres sterling par mois, en sus d'une avance de 300 000 livres pour l'entrée en campagne (1) — permet de le supposer. D'autant que, simultanément engagée, l'expédition de Perse se laissait difficilement concilier avec le dessein d'une entrée en lice plus énergique dans le conflit occidental. L'Angleterre, de son côté, montrait elle-même assez peu d'empressement à poursuivre la conclusion de ce marché onéreux et son envoyé à Saint-Pétersbourg y répugnait entièrement. En octobre 1796, Grenville lui envoya bien des pouvoirs pour traiter, en souscrivant même, s'il était nécessaire, aux exigences excessives de l'impératrice ; mais, en même temps, Pitt dépêchait Malmesbury à Paris (2), et, à l'avènement de Paul, se heurtant tous les jours à des difficultés ou des défaites nouvelles, Whitworth attendait encore une signature, qui vraisemblablement ne serait pas venue de sitôt.

On sait par quelles singulières péripéties l'héritier de cette politique devait la faire passer, allant en quatre années d'un parti pris d'abstention absolue à l'équipée d'Italie et de Suisse, en tête de la croisade anti-révolutionnaire, pour aboutir à une tentative d'expédition dans l'Inde en compa-

(1) F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. IX (X), p. 412.

(2) Grenville à Whitworth, octobre 1796, *Record Office, Russie*, vol. XXXV, numéros 47 et 23.

gnie du héros de la Révolution ! De cette invraisemblable randonnée diverses explications ont été offertes, plus ou moins directement rattachées à l'affaire de Malte et à ses conséquences. Sans nier l'influence considérable de ce facteur sur les résolutions successives du fils de Catherine, nous croyons cependant que le secret doit en être cherché ailleurs et notamment, — comme pour toutes ses « volontés ambulatoires », — dans l'esprit et le caractère du souverain.

Avec les ressorts multiples qu'elle mettait en jeu, la politique extérieure de la Sémiramis du Nord était une machine extrêmement compliquée, dont, l'ayant construite de toutes pièces à la mesure de son génie, l'impératrice savait seule actionner le mécanisme délicat. En y mettant étourdiment les doigts, son fils se trouva aux prises avec des difficultés qu'il ne soupçonnait pas ; il se laissa saisir, sans y prendre garde, par un engrenage dont il ignorait la subtilité et la force, et, s'y débattant gauchement, il devait arriver à tout détraquer et à s'affoler lui-même.

II

Sur un fond de naïveté prodigieuse et aggravée par une présomption égale, ses premières décisions procédèrent d'un ensemble de mobiles très apparents. Au souci de la contradiction, dont toutes les parties de l'héritage maternel étaient l'objet de sa part, il mêlait d'abord, sur ce point, une part de cet idéalisme qu'il devait transmettre à ses fils et qui, en 1838 encore, allait trouver une expression éloquente dans l'« Aperçu des transactions politiques du cabinet de Russie », rédigé par le baron Brunow pour le tsarévitch Alexandre Nicolaiévitch. On y lit : « Les moyens choisis par l'impératrice Catherine pour l'exécution de ses plans sont loin de

s'accorder avec le caractère de droiture et de loyauté qui font aujourd'hui la règle inviolable de notre politique. » A cette première source d'inspiration s'ajoutait dans l'esprit de Paul une prévention décidée contre la politique autrichienne qu'il taxait de *machiavélique* et à laquelle, par la plus singulière méprise, il prétendait opposer la *loyauté* du système prussien ! Des illusions qu'il ne put garder longtemps l'entretenaient dans ce sentiment, concurremment avec des idées chevaleresques, dont il eut plus de peine à se défaire. N'avait-il pas, en présence du grand Frédéric, échangé des serments d'amitié éternelle avec le neveu et successeur du roi, engagement solennel, qui devait être renouvelé par Alexandre Ier, à la veille d'Austerlitz ? Paul se laissait encore influencer par ce désir de popularité que nous lui connaissons et qui s'accordait mal avec le maintien d'une politique, dont les frais se faisaient sentir lourdement au pays. Les bouleversements, enfin, dont la vieille Europe se trouvait atteinte ou menacée, du fait de la France victorieuse et débordant ses frontières, n'étaient pas pour émouvoir le nouveau souverain de la Russie. Pour l'ordre de choses ainsi mis en brèche, les droits, les intérêts et les traditions qui en dépendaient, il n'avait, au fond, ni respect ni tendresse aucune ; il allait le prouver un jour, en traitant avec Bonaparte et en convoitant une part dans le bénéfice de nouvelles destructions qu'il méditerait lui-même. Mais, en attendant, il voulait la paix. Plus de guerre, plus de conquêtes, plus d'intervention dans les affaires de l'Occident, qui s'arrangeraient comme elles pourraient. On resterait chez soi et on ferait des économies.

Et c'était déjà, sans que le fils de Catherine y prît garde, aller au-devant des révolutionnaires de France, qui avaient, eux aussi, commencé par se donner ce mot d'ordre, en caressant le même rêve chimérique. Paul n'en gardait pas moins à leur égard, pour le moment, des sentiments de réprobation, plus sincères, pensait-il, que ceux de sa mère, car il n'avait été jamais, lui, en coquetterie avec Voltaire !

Mais, après s'être violemment insurgé contre la prudente réserve qu'elle observait en cette matière, il se persuadait, à son exemple, qu'il lui suffisait de défendre son propre foyer contre ce fléau et sa détestable contagion, conseillé encore, au jugement de Whitworth, et incliné dans ce sens par une dernière raison et la plus déterminante de toutes.

Ayant employé de longues années à inventorier l'héritage qu'il venait de recueillir, il s'était convaincu, en en dressant le bilan, que les ressources qu'il y trouvait à sa disposition ne se prêtaient à aucun effort. Il voyait le pays ruiné, le trésor vide, l'armée en pleine désorganisation, et il avait peur (1).

Dès le lendemain de son avènement, le programme inspiré par toutes ces considérations fut mis en pratique. En même temps que le corps expéditionnaire de Perse était rappelé, dès le 23 novembre 1796, une note du chancelier Ostermann (2) informa Whitworth qu'aucune suite ne serait donnée aux négociations en cours pour l'envoi d'un corps russe en Allemagne. Au mois d'avril suivant, le rappel de l'escadre auxiliaire fut également annoncé, Paul assurant néanmoins que son amitié pour l'Angleterre restait entière. Grenville à Londres et Whitworth à Saint-Pétersbourg se donnèrent l'air d'y croire, ménageant l'avenir et se contentant pour le moment d'un traité de commerce, qui, signé le 7 février 1797, eut à leurs yeux le grand avantage de rendre du moins impossible un retour à cette « neutralité armée », dont la politique anglaise s'était si mal accommodée sous le règne précédent (3).

L'Autriche montra plus d'irritation. Instruit de son côté des intentions du nouveau maître par une note verbale assez

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 18 octobre 1796, *Record Office, Russie,* vol. XXXV, numéro 57. Cf. une dépêche de Jules Litta, du 7/18 janvier 1797, dans *Recueil de la Soc. d'Hist. russe,* t. II, p. 227.

(2) F. de Martens, *Recueil des Traités,* t. IX (X), p. 413; la note est faussement datée du 20 mars. Voy. *Record Office, Russie,* vol. XXXV, numéro 62.

(3) Whitworth à Grenville, 5 décembre 1796 et 21 février 1797; Grenville à Whitworth, 10 janvier 1797. *Record Office, Russie,* vol. XXXV, numéro 62; vol. XXXVI, numéros 1 et 9. Comp. Martens, *loc. cit.,* t. IX (X), p. 411.



sèche (1), l'ambassadeur de cette puissance, Cobenzl, se voyait brusquement privé des égards auxquels il était accoutumé. Son collègue prussien, Tauentzien, en héritait, et, de la situation effacée où il avait été maintenu depuis son arrivée en Russie, passait au premier plan dans la constellation diplomatique (2). La cour de Vienne répliqua par un message dépourvu d'aménité, dont très curieusement la pointe ne se trouva cependant pas principalement dirigée contre la défection de la Russie. A défaut d'un secours donné à ses alliés, le tsar ne voudrait-il pas du moins se charger de tenir la Prusse en respect, « en l'engageant à renoncer au rôle peu honorable qu'elle jouait d'instrument et d'intermédiaire de l'ennemi commun » ? Paul ne fut pas ému encore par cette allusion directe aux relations établies entre les cabinets de Berlin et de Paris. En marge de la note, il indiqua ainsi le sens de la réponse : « Je ne me laisse pas prescrire ce que j'ai à faire... On dira ce qui sera convenable à mes intérêts (3). »

Marie Féodorovna contribuait à l'affermir dans ces dispositions. Elle avait des motifs de rancune personnelle contre les Autrichiens, qui traitaient fort mal son père, depuis qu'une cruelle nécessité l'avait obligé à entrer en compromission avec les envahisseurs français. Autre grief : la sœur cadette de l'impératrice, Élisabeth, avait épousé l'archiduc François, l'empereur actuellement régnant, et, devenu veuf en 1790, celui-ci s'était remarié avec une cousine de Naples. La sentimentale châtelaine de Pavlovsk ne lui pardonnait pas cette « trahison ».

Paul, cependant, ne se bornait pas à condamner la diplomatie maternelle dans les principes dont elle s'inspirait. Il la taxait encore de maladresse. Le succès des négociations pour le mariage de sa fille, Alexandrine, avec le roi de Suède,

(1) 23 novembre (4 décembre) 1796, Milioutine, *Hist. de la Guerre de 1799*, t. III, p. 48.

(2) Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 17; Greppi, *Révélations diplomatiques*, p. 33-34.

(3) Milioutine, *loc. cit.*, t. III, p. 48.

n'avait-il pas été récemment compromis par une suite de « bévues » ? Il se proposait de reprendre cette affaire et on verrait ! La rupture avait affecté du côté de la Suède un caractère outrageant, et le père d'Alexandrine ne s'était pas « retenu » d'en témoigner son ressentiment. On l'avait vu tourner le dos au souverain qui refusait de devenir son gendre ! Il ne voulait plus s'en souvenir, et, un plénipotentiaire suédois, Klingsporr, arrivant à Saint-Pétersbourg en novembre 1796, il lui montra qu'il avait tout oublié.

Le chambrant, le caressant et multipliant les concessions les plus inattendues, à tout prix il prétendit aboutir. C'était son début diplomatique et il n'y admettait pas d'échec. La question religieuse demeurant une pierre d'achoppement, il se prêta à tous les accommodements. Se contentant d'une chapelle particulière dans son appartement, la future reine prendrait part avec le roi à toutes les cérémonies du culte protestant. Elle communierait selon le rite luthérien et on n'objecterait même pas à ce qu'elle abjurât ultérieurement l'orthodoxie, pour peu qu'elle ne dût pas le faire avant le mariage !

Marie Féodorovna secondait son mari avec des démonstrations d'ordre tour à tour pratique ou romanesque. Elle annonçait que la dot de sa fille serait considérablement augmentée, ou donnait à entendre qu'une nouvelle déception porterait vraisemblablement l'inconsolable Alexandrine à prendre le voile. Sur quoi, l'objet de cette dispute apparaissait et en pleurant tombait aux genoux de ses parents.

— Pouvez-vous encore douter, monsieur l'ambassadeur, de l'amour qu'elle a pour le roi ?

Klingsporr montrait toute la « sensibilité » que commandaient les circonstances, mais ses instructions étaient formelles. Elles réclamaient une abjuration préalable, et, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation et de séduction, en s'aventurant, d'après une indication qui paraît d'ailleurs suspecte, jusqu'à promettre qu'enlevée au Danemark, la



Norvège serait ajoutée à la dot proposée (1), Paul dut reconnaître qu'il n'avait pas chance de réussir là où sa mère avait échoué.

D'autres expériences de même genre l'attendaient à bref délai ; mais, pas plus que ce début malheureux, elles ne devaient diminuer son infatuation.

III

Dans l'ensemble, sa politique, en tant qu'il en avait une, rencontrait une première difficulté d'application dans l'opposition sourde mais résolue de tous ceux qui, en Russie comme au dehors, avaient charge de la mettre en œuvre. Ostermann et Bezborodko demeuraient attachés au système de Catherine, avec d'autant plus d'obstination qu'en s'en écartant ils avaient l'impression de tomber dans le vide. A Londres, Vorontsov était devenu Anglais de la tête aux pieds et il subissait l'ascendant de Pitt, comme Razoumovski, à Vienne, celui de Thugut. En juin 1797, de sa propre autorité, il allait retenir les quelques vaisseaux russes, qui, laissés encore dans les eaux anglaises sous les ordres de Makarov, devaient, d'après les ordres du tsar, rentrer à Revel ce même mois. Une révolte de ses équipages mettait à ce moment la flotte britannique dans une situation dont Vorontsov eut soin d'exagérer le péril, si bien que, flatté par l'idée d'avoir « sauvé la plus grande marine du monde », Paul complimenta son ambassadeur (2). Mais

(1) Tchoumikov, dans *Archives russes*, 1887, t. I, p. 91, donne ce détail sans mentionner la source où il a puisé et la correspondance des envoyés suédois n'en porte aucune trace. Le Danemark aurait reçu un dédommagement en Allemagne. — Voy. pour cet épisode : Brückner, dans *Messager de l'Europe*, 1897, t. IV, p. 557 et suiv. ; Driesen, dans *Antiquité russe*, 1896, t. LXXXVIII, p. 206-207 ; documents dans *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. IX, p. 320 et suiv. ; t. XVI, p. 524 et suiv. ; *Antiquité russe*, 1885, t. XLVIII, p. 333 et suiv. ; *Archives Vorontsov*, t. XXX, p. 66 et suiv.

(2) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 19 ; t. XXVIII, p. 169 ; Whitworth à Grenville, 30 juin 1797, *Record Office, Russie*, vol. XXXVII numéro 37.



l'exemple fut contagieux. A Berlin, s'en inspirant, Panine allait bientôt mettre toute son activité au service d'idées et de desseins entièrement contraires aux ordres qu'il recevait.

Ainsi, dès le premier moment, alors que Paul se flattait de retourner d'un coup de main l'appareil dont il prenait la direction, les organes de commande y échappaient à sa prise. Mais à Berlin le système prussien lui-même, objet de sa dévotion ingénue, lui réservait des déceptions. Le comte Brühl, une ancienne connaissance, arrivant en mission extraordinaire pour son couronnement, Paul poussait la candeur jusqu'à s'étonner que cet envoyé expédiât et reçût des dépêches chiffrées ! La « loyauté » du cabinet de Berlin aurait-elle donc quelque chose à cacher? D'accord avec Cobenzl, Bezborodko s'employa à tirer le souverain de cette première perplexité. Les signataires du traité de Bâle ne s'en étaient pas tenus à cet accord ; ils en avaient, depuis, négocié un autre qui assurait à la France la rive gauche du Rhin, en échange de compensations que la Prusse trouverait dans les domaines ecclésiastiques de l'Allemagne.

Pour toutes les chancelleries d'Europe, c'était déjà le secret de Polichinelle. Pour Paul, ce fut une révélation, où il ne voulut d'abord voir qu'une calomnie. Bientôt, cependant, prévoyant qu'il ne tarderait pas à être mieux édifié, le cabinet de Berlin prit les devants, faisant communiquer au tsar, en grand mystère, cette convention du 5 août 1796, dont l'objet défrayait depuis de longs mois toutes les correspondances diplomatiques. La manœuvre tourna mal. Plus encore que du fait en lui-même, Paul s'indignait de la confidence tardive et, accablé de reproches, Brühl n'eut d'autre ressource que d'invoquer ses instructions. Loin d'être autorisé à avouer cette transaction, il avait, en quittant Berlin, reçu l'ordre formel de la nier, en engageant même, au besoin, la parole du roi. Maintenant encore, le jour même où il prescrivait à son envoyé de faire cette confession au tsar, Frédéric-Guillaume avait donné au ministre d'Angleterre, lord Elgin, l'assu-

rance la plus catégorique qu'il restait fidèle à la bonne cause (1).

Paul n'en croyait pas ses oreilles. Avec colère, il déclara la convention contraire aux intérêts européens et adressa à son ministre à Berlin une dépêche ostensible, rédigée en des termes presque offensants. Rappelant sa voisine au devoir sacré qu'elle avait de défendre l'intégrité de la patrie commune, il mettait l'amitié de la Russie à ce prix. Nantie déjà en Pologne, la Prusse ne devait pas concevoir d'autres ambitions. On lui avait donné (2) ! Une démonstration militaire sur la frontière occidentale appuya ces remontrances.

Le tsar n'en était pourtant pas détourné encore de son parti pris de neutralité. L'Autriche défaillant sous l'étreinte du vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il affectait de suivre les péripéties de la lutte en observateur désintéressé et même narquois. A la nouvelle de l'armistice de Leoben, Cobenzl insinuant qu'il pourrait être rompu, pour peu que la Russie voulût prêter main forte à son alliée, Paul haussait les épaules.

— Vous n'avez pas été assez battus comme cela (3) ?

En même temps, il conseillait à l'Angleterre d'imiter l'Autriche en traitant avec la France. Il n'estimait pas que le rétablissement des Bourbons dût constituer une condition *sine qua non* de l'accommodement désirable et n'objectait pas davantage à l'abandon du Luxembourg et de Maëstricht.

Mais Cobenzl et Whitworth entendaient au département des Affaires étrangères un langage très différent, et Paul lui-même y rencontrait des résistances qui ne laissaient pas de l'embarrasser. Rappelant les engagements contractés par les traités de 1791 et 1792, Bezborodko insistait sur la nécessité de leur faire honneur, en accordant au moins à l'Autriche le corps auxiliaire de 12 000 hommes qu'ils lui

(1) Dépêches de Brühl, des 11, 18 et 28 janvier, 7, 16 et 24 février 1797, chez HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 18-19; Whitworth à Grenville, 23 et 28 février 1797, *Record Office*, *Russie*, vol. XXXVI, numéros 10 et 14.

(2) HÜFFER, *loc. cit.*, t. II, p. 20. Comp. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXVI, p. 437.

(3) Prince PONIATOWSKI, « Souvenirs », *Rev. d'hist. dipl.*, 1895, t. IV, p. 529.



avaient formellement promis. Appuyée par une déclaration énergique, cette entrée en scène de la Russie servirait tout au moins à réduire les prétentions françaises.

Paul se débattait. Il ne pouvait pas décemment paraître sur les champs de bataille avec une poignée de soldats, ni davantage figurer dans des négociations entamées avec un gouvernement qu'il n'avait pas reconnu. Le 25 avril, pourtant, il consentit à ce qu'une conférence réunît Bezborodko, Cobenzl et Whitworth, insistant seulement pour que l'envoyé prussien y fût admis. Malgré tout, il demeurait fidèle à ses préférences. En même temps, il parlait d'un congrès, qui, se réunissant à Leipzig, aurait pour objet la pacification générale.

Très inopinément, l'impératrice et le grand-duc Alexandre intervinrent au même moment en faveur de l'Autriche. Marie Féodorovna s'était laissé persuader par Cobenzl que le sort de son père se trouvait maintenant entre les mains des Autrichiens et l'astucieux diplomate lui avait fait entrevoir la perspective d'un dédommagement que la malheureuse Alexandrine pourrait trouver à Vienne : l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie, cherchait femme. A cet assaut d'influences convergentes, Paul ne résista pas. Dans un entretien confidentiel avec le second envoyé autrichien, Dietrichstein, qui arrivait pour le couronnement, il fit une nouvelle et plus importante concession : réunissant six divisions à la frontière, il enverrait un homme de poids à Berlin pour ramener la Prusse dans la bonne voie. Le jeune et énergique comte Panine remplacerait l'indolent Kalytchov sur les rives de la Sprée et serait secondé par le feld-maréchal Repnine, qui, chargé d'une mission extraordinaire, passerait de Berlin à Vienne, déclarant ici et là que la Russie ne pouvait se montrer indifférente à l'affaiblissement de l'Autriche et que, si la Prusse n'amenait pas les Français à modérer leurs exigences, 60 000 Russes seraient mis à la disposition des alliés (1).

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 3 mai et 29 septembre 1797, *Record Office, Russie*, vol. XXXVII, numéro 24 ; vol. XXXVIII, numéro 49 ; HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 23.



C'était l'engrenage, et ni l'intelligence de Paul constamment égarée par des chimères, ni sa volonté toujours vacillante ne devaient plus lui permettre, pendant quelque temps, de s'en dégager. Au jugement de Whitworth, le système anglais était celui de la raison du souverain, le système prussien celui de son cœur, et le système autrichien répugnait et à sa raison et à son cœur (1). C'est ce dernier pourtant qu'il allait suivre pendant la plus grande partie de son règne.

Le premier sacrifice qu'il lui faisait à ce moment, au détriment de son programme initial, se justifiait d'autant moins qu'en elles-mêmes, patentes ou même secrètes, les conditions de Leoben n'avaient pas de quoi l'offenser. L'intégrité de l'empire, à laquelle il s'intéressait, y était formellement stipulée et cela paraissait impliquer l'abandon par la France de la frontière du Rhin, comme il le désirait, sans mieux savoir pourquoi. La cession des Pays-Bas à la République avait toujours laissé le tsar indifférent et l'acquisition par l'Autriche du littoral vénitien faisait partie d'anciens accords entre Joseph et Catherine, auxquels il n'objectait pas. D'ailleurs, à la suite de démêlés que des Russes avaient eus à Smyrne avec le consul de Venise, Paul venait d'interdire sa cour à l'envoyé de cette république, Veniero.

D'autre part, ne parvenant encore pas à se déprendre de son engouement pour la Prusse, il écoutait aussi les suggestions qui lui venaient de ce côté et se laissait porter par elles à un mouvement également contraire à ses premières résolutions comme à ses inclinations nouvelles. A la veille de prendre les armes contre la France républicaine, il entamait avec elle, par l'intermédiaire du cabinet de Berlin, des pourparlers, dont on trouvera le détail plus loin. Constituant un hors-d'œuvre, ils réclament une place à part dans ce récit. Avec beaucoup d'étourderie et toute son inconséquence habituelle, Paul y a mis cependant une pensée de derrière la tête, qui, se rattachant confusément à ses penchants naturels, devait

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 11 août 1797, *Record Office, Russie*, vol. XXXVIII, numéro 42.



survivre à l'échec de cette première tentative. Mais, pour le moment, le jeu déjà passablement embrouillé, où il se trouvait entrainé, en recevrait un surcroît de troublante complication.

IV

Au traité de Campo-Formio (17 octobre 1797), Paul donna comme épilogue l'acceptation à son service du corps du prince de Condé que l'Autriche ne pouvait plus garder. C'était se ranger ostensiblement du côté des adversaires de la République victorieuse. Le prince, son fils le duc de Bourbon, et son petit-fils, le duc d'Enghien, reçurent à Saint-Pétersbourg une hospitalité fastueuse et leurs troupes des cantonnements plus ou moins commodes en Podolie et en Volhynie (1). Il fut même question du mariage de la toujours disponible Alexandrine avec le duc d'Enghien (2).

Suivit en décembre 1797 l'installation de Louis XVIII lui-même au château de Mittau, où le roi toucha une pension de 200 000 roubles (3), et l'on devine quel supplément de crédit s'en trouva acquis à l'émigration française entière, déjà si influente sur les rives de la Néva. Paul devait prendre et garder à sa solde jusqu'à ce comte d'Entraigues, que d'Avaray, son ancien patron, appelait « la fleur des drôles (4) ».

Mais, en même temps, l'escadre de Makarov était définitivement rappelée en Russie. Grenville invoquant la menace

(1) *Archives russes*, 1888, t. II, p. 283 et suiv.; Stanislas-Auguste, Journal inédit. Cf. WELSCHINGER, *le Duc d'Enghien*, p. 135 et suiv.

(2) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 3 janvier 1798, *Record Office, Russie*, vol. XXXIX, numéro 68.

(3) *Recueil complet des lois*, numéro 18573.

(4) PINGAUD, *Un Agent secret*, p. 191, 195-196, 213. Cf. GUILHERMY, *Papiers d'un émigré*, p. 64 et suiv.; FORNERON, *Hist. des Émigrés*, t. II, p. 336 et suiv.; LOUIS XVIII, *Correspondance*, p. 96.



d'un débarquement de troupes françaises en Angleterre pour réclamer le corps auxiliaire russe promis par le traité de 1795, Paul taxait ces craintes de chimères, et, fantasque toujours, répondait par l'offre de douze vaisseaux de ligne (1). Le cabinet de Saint-James répliqua par la proposition d'une quadruple alliance entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse. Contrairement à ce qui a été avancé (2), Bezborodko faisant à cette ouverture un accueil empressé, Paul montra beaucoup plus de froideur. Il ne pouvait rien faire, disait-il, parce qu'on ne l'écoutait pas. Il cajolait le nouvel envoyé prussien, Grœben, mais celui-ci s'étant mis d'accord avec Whitworth pour demander au souverain que son envoyé à Berlin reçût des instructions conformes aux intentions manifestées par le chancelier, le tsar tournait les talons (3).

Peu à peu, cependant, incapable de résistance, il se laissa séduire par cette combinaison que son fils devait réaliser en 1813, et, l'empereur François y ajoutant une demande de médiation pour son accommodement avec la Prusse, il s'enflamma. Il se voyait déjà l'arbitre des destinées européennes. Frédéric-Guillaume II venait de mourir. Paul se montra persuadé que son fils adopterait une « conduite plus digne », et déjà il voulait élargir le projet anglais, introduire le Danemark dans l'alliance (4). Il revenait à l'idée d'un congrès, qui, se réunissant à Berlin, aurait pour objet de déjouer les intrigues des ministres prussiens, de refréner les ambitions excessives de l'Autriche et de donner à la pacification générale une base acceptable pour tout le monde. Tout dessein d'agrandissement en Allemagne devant être répudié par les puissances qui n'avaient rien perdu dans le conflit auquel il

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 8 décembre 1797, *Record Office, Russie*, vol. XXXVIII, numéro 63; Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 33.

(2) Hüffer, t. II, p. 34.

(3) Grenville à Whitworth, 14 janvier 1798; Whitworth à Grenville, 6 et 16 février 1798, *Record Office, Russie*, vol. XXXIX, numéros 3, 7 et 9.

(4) Whitworth à Grenville, 4 mai 1798, *Record Office, Russie*, vol. XXXIX, numéro 21; Vivenot, *Zur Geschichte der Rastatter Congress*, p. 144.

s'agissait de mettre terme, des dédommagements n'étaient admissibles que pour les victimes réelles de la Révolution : la maison d'Orange, celle de Hesse-Cassel et celle de Wurtemberg. De cette manière seulement, sans de nouveaux combats, on arriverait à arrêter les empiétements des Français (1).

Mais les événements se précipitaient, accusant le progrès incessant et rapide de l'expansion — et de l'arrogance — révolutionnaire. Après la Lombardie, la Ligurie, la Hollande et la Suisse, Rome subissait l'invasion du régime républicain. A Vienne, Bernadotte ameutait la population en arborant la devise : *Liberté, égalité, fraternité* au balcon de son hôtel. A Vilna même, on croyait découvrir la trace d'un complot pour le rétablissement de la Pologne, soutenu par Bonaparte et se rattachant à des projets pour lesquels le ministre de France à Berlin, Caillard, aurait cherché à gagner le prince de Prusse Henri (2).

Du coup, Paul était enlevé à ses rêves d'arbitrage pacifique sans qu'il sût quelle autre direction donner à ses idées hésitantes. Le 21 avril 1798, il fit rédiger pour le prince Repnine, dont le voyage plusieurs fois différé était enfin décidé, une nouvelle instruction, très différente de la dernière en date, qui n'était vieille que de deux semaines. Elle prescrivait à l'envoyé extraordinaire de débuter sur les bords de la Sprée par une mise en demeure péremptoire : « la Prusse voulait-elle, oui ou non, tenir la France pour l'ennemie commune (3) » ? En même temps, de Vienne, Razoumovski était envoyé à Rastadt avec une mission d'observation.

Malheureusement il n'y avait personne à Berlin pour répondre avec quelque franchise à cette sommation. Mal élevé, affamé et terrorisé par son grand-oncle, le nouveau roi restait l'être malingre et timide que cette éducation avait fait. Se dérobant à toute intervention personnelle dans les négociations

(1) Instruction pour le prince Repnine, du 8 avril 1798, MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 67.

(2) MILIOUTINE, *ibid.*, t. I, p. 49-50; *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 6.

(3) MILIOUTINE, *ibid.*, t. III, p. 72.



en cours, au lendemain presque de son avènement il était parti pour une longue tournée en province. Il abandonnait la politique extérieure au trio de conseillers qui a laissé dans l'histoire du temps une si fâcheuse réputation : Haugwitz, l'ancien élève des Frères moraves, mystique dépravé, « satyre à tête de Christ », comme disait Lavater, partageant son existence entre une idylle domestique et des orgies de nuit dans les plus mal famés des cabarets, apportant aux affaires des talents médiocres, beaucoup de pédanterie et une légèreté égale à celle qu'il mettait dans sa vie privée ; Lombard, fils d'un coiffeur de la colonie française « de poudreuse mémoire », comme il disait lui-même, ancien copiste des œuvres littéraires de Frédéric, conseiller d'État pour le moment et aussi mauvais sujet que l'autre, avec moins de capacité encore et des instincts plus bas ; Lucchesini enfin, le plus doué des trois, mais aussi le plus retors et possédé principalement par l'ambition de s'enrichir.

Tous, par goût, intérêt ou peur des armées républicaines, étaient, comme le nouveau roi lui-même, partisans résolus de l'entente avec la France, mais non moins décidés à n'en pas convenir, par honte, crainte de l'Autriche, ou désir d'exploiter l'Angleterre.

Repnine arriva à Berlin dans les premiers jours de mai 1798 et se rencontra avec le prince de Reuss, délégué lui aussi par Vienne, en mission extraordinaire. Le congrès désiré par Paul aboutissait. L'envoyé russe apportait un projet tout préparé de quadruple alliance défensive. Ajusté selon le vœu anglais, il garantissait aux puissances participantes l'intégrité de leurs possessions. Repnine eut une audience du jeune roi, qui avait daigné revenir pour le recevoir. Il s'entendit dire que le souverain partageait entièrement les sentiments du tsar et désirait entretenir avec lui une étroite amitié, mais il ne put obtenir rien d'autre (1).

Reuss ne fut pas plus heureux. Il débuta en déclarant que

(1) Repnine à Paul, 14/25 mai 1798, F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 257.



l'Autriche renonçait à tout dédommagement en Allemagne si la Prusse consentait à imiter son désintéressement. C'était trop beau pour ne pas paraître suspect. Évidemment, on comptait à Vienne se rattraper en Italie, et les pourparlers se butèrent au soupçon ainsi éveillé (1). L'empereur François faisait bien mine de s'en remettre entièrement à Paul. « Mon ultimatum, lui écrivait-il, se réduit à un seul mot : c'est Votre Majesté que j'ai rendu l'arbitre... et je souscris d'avance à ce qu'elle jugera convenable (2). » Mais, en même temps, sur un ton très différent, Thugut réclamait l'envoi immédiat du corps russe de 12 000 hommes, auquel l'Autriche avait droit d'après les traités existants. « Parler et menacer d'une coalition ne suffit pas! » disait-il à Razoumovski (3).

Paul s'apercevait qu'il avait bâti ses beaux projets sur du sable mouvant. Il perdait pied, mais en glissant toujours sur la pente autrichienne, où Marie Féodorovna, toute à ses préoccupations de famille, continuait à le pousser. Deux des frères de l'impératrice, les princes Ferdinand et Alexandre, venaient d'arriver à Saint-Pétersbourg en passant par Vienne et prêtaient main forte à leur sœur, moyennant quoi Dietrichstein et Whitworth eurent beau jeu. Au cours de ce même mois de mai, l'envoyé anglais tirant habilement argument des armements que les Français faisaient à Toulon, Paul commença par promettre à l'Angleterre dix vaisseaux de ligne et cinq frégates pour renforcer sa flotte du nord; et il finit par entrer dans la discussion d'un traité de subsides pour un corps auxiliaire, d'abord, à envoyer en Angleterre, puis pour une grande armée, qui couvrirait la frontière autrichienne du côté de la Prusse et pousserait peut-être jusqu'au Rhin. Le pacifiste si résolu naguère s'emballait. Revenant, mais avec plus de sincérité, à la politique de Catherine, il en arrivait à vouloir prendre part à la coalition antifrançaise non

(1) Dépêches de Reuss, chez BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. I, p. 535 et suiv.

(2) 27 avril 1798, chez VIVENOT, *Der Rastatter Congress*, p. 167.

(3) Bernadotte à Talleyrand, 4 avril 1798, Archives des Affaires étrangères, Autriche, vol. CCCLXVIII, fol. 236.

plus en queue mais en tête ! Rien ne subsistait des considérations, qui moins de deux ans auparavant lui dictaient, pensait-il, une prudente réserve. Ses finances? Il croyait maintenant y avoir remis de l'ordre. Ses troupes? Il se flattait de les avoir rendues invincibles (1). Quelques mois auparavant, il avait cependant encore songé à traiter avec cette France qu'il se préparait maintenant à combattre si vigoureusement.

V

L'idée de cette négociation remontait aux premiers jours de l'avènement du fils de Catherine. Les intentions pacifiques et les sympathies prussiennes du nouveau souverain n'avaient pas manqué d'attirer l'attention du Directoire. Divers intermédiaires s'étaient aussi offerts pour en tirer parti. L'un d'eux, le renommé flibustier d'archives et franc-tireur de la diplomatie, Soulavie, s'abouchait même avec l'envoyé prussien à Paris, Sandoz, et se targuait d'avoir obtenu son concours (2). Mais, s'engageant plus directement sur cette dernière piste, dès le 17 décembre 1796, le Directoire avait envoyé à Caillard l'ordre de s'ouvrir dans ce sens avec Haugwitz, et, par son canal, avec l'envoyé russe (3). Quelques jours plus tard, il donnait la même commission au ministre français à Copenhague, Grouvelle.

Celui-ci commença par se refuser à risquer une tentative qu'il jugeait impraticable. Son collègue russe poussait l'hostilité témoignée au représentant de la France jusqu'à éviter de se rencontrer avec lui en société! C'était le baron de Krudener, le mari de la future Égérie d'Alexandre Ier et un

(1) Whitworth à Grenville, 4 et 22 mai 1798, *Record Office, Russie*, volume XXXIX, numéro 21 ; vol. XXXX, numéro 23.

(2) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXX, fol. 272 ; Russie, vol. CXXXIX, fol. 107.

(3) *Ibid.*, Prusse, vol. CCXX, fol. 204.

des gallophobes les plus farouches du corps diplomatique russe. Quelques sondages opérés par le premier ministre danois, comte Bernstorff, et par l'envoyé espagnol, de Normandès, le firent reconnaître en effet comme inaccessible à toute ouverture de ce genre. En diverses autres capitales, à la même heure, les agents de la République essuyaient des rebuffades analogues (1).

Les choses en restèrent là jusqu'en juin 1797, époque à laquelle M. de Krudener étant rappelé, le chargé d'affaires Vassiliév qui le remplaçait, puis son successeur, Katchalov, un beau-frère de Serge Plechtchéiév, prenaient inopinément eux-mêmes l'initiative d'une entrée en matière avec Grouvelle, et, celui-ci s'absentant à son tour, avec son remplaçant, Désaugiers. Les deux diplomates français eurent la surprise d'une démonstration de sentiments auxquels ils étaient loin de s'attendre.

— Éloignons les ruses diplomatiques, disait Katchalov à Désaugiers; votre gouvernement a proposé un rapprochement, le mien le désire. Vous ou M. Grouvelle avez-vous des pouvoirs pour traiter? Je sais qu'à Berlin, M. de Kalytchov a déjà engagé la conversation avec M. Caillard; mais il n'a pas la confiance de l'empereur. *Nous ne sommes pas en guerre.* Point de conquêtes donc à restituer. Il ne faut que nous donner la main (2).

Retardée jusque-là à Copenhague, la prise de contact s'était en effet faite à Berlin, où, remplaçant à ce moment Delacroix à la direction des relations extérieures, Talleyrand jugeait à propos de concentrer cette négociation, qui avait l'air de prendre si bonne tournure. Pressant Caillard d'agir et voulant utiliser les bons offices de la Prusse, sans toutefois se mettre absolument à sa discrétion, Delacroix s'était bien heurté d'abord à des mécomptes pénibles. Il voulait que

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 660; *Archives Vorontsov*, t. XIV, p. 81, t. XXXII, p. 282.

(2) Désaugiers à Talleyrand, 15 août 1797, Affaires étrangères, Danemark, vol. CLXXIII, fol. 190.

l'envoyé français entrât directement en matière avec son collègue russe par une note officielle et il s'attirait, de la part de son subordonné, cette leçon de savoir-vivre diplomatique : « Homme peu éclairé et d'une circonspection extrêmement timide, M. de Kalytchov (1) ne se laisserait certainement pas engager à recevoir pareille pièce d'un gouvernement que son maître ne reconnaissait pas... Ces questions de forme méritaient assurément le dédain, par malheur, elles enchaînaient encore tous les ministres, excepté ceux de la République. » D'autre part, le cabinet de Berlin tenait essentiellement à garder cette négociation en main. Il avait déjà fait des démarches à Saint-Pétersbourg et y avait obtenu un premier résultat : Paul venait de signer un oukase, qui levait l'interdit mis sur les vins et autres produits de consommation d'origine française. Par la même voie, Caillard ferait donc passer en Russie une note dont il avait arrêté le texte avec Haugwitz en ces termes :

« Le soussigné... est expressément chargé par le Directoire exécutif de faire connaître aux ministres de Sa Majesté le désir qu'aurait la République de rétablir la paix et les liaisons d'amitié, qui existaient avant la guerre entre la France et la Russie, et la disposition où est le Directoire exécutif d'entrer sur ce point en négociation (2). »

La note partit en février 1797. La réponse se fit attendre. Pendant les quatre mois qui suivirent, obéissant à des ordres précis, M. de Kalytchov consentait, bien qu'en rechignant, à ne plus éviter son collègue français, mais il restait muet, et de Saint-Pétersbourg aucun écho ne répondait non plus à l'appel de la France. Entre les préoccupations de son couronnement, les désenchantements que la politique prussienne lui donnait à ce moment et son indécision habituelle, Paul laissait passer le temps. Le 3 juillet seulement, se trou-

(1) Sur la famille de ce diplomate, voy. B. M..., *les Boiars Kalytchov*, Moscou, 1886.

(2) Caillard à Delacroix, 31 décembre 1796, 3 janvier et 21 février 1797, Archives des Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXX, fol. 247, 254, 384.

vant aux eaux de Pyrmont, Frédéric-Guillaume fit part à son chargé d'affaires à Paris, Sandoz, de la résolution du tsar, qui lui était enfin communiquée. Sous forme d'une note verbale, non destinée au représentant du gouvernement français mais remise par Bezborodko à Tauentzien, elle donnait aux pourparlers entamés une tournure tout à fait inattendue.

« Sa Majesté Impériale, portait-elle, est très disposée à écouter les ouvertures que le sieur Caillard a été chargé de lui transmettre... Elle se prêtera volontiers à donner la main à tout ce qui pourra ramener la bonne intelligence entre la Russie et la France, surtout si elle peut devenir utile aux alliés. Elle ne demande pas mieux que d'employer ses offices pour le rapprochement des puissances belligérantes et le rétablissement de la tranquillité et elle est prête à prendre une part directe à la pacification générale, à la condition de la partager avec Sa Majesté le roi de Prusse et d'y paraître aussi en qualité de médiateur (1). »

Méprise ou artifice, Paul prenait le change sur les intentions du Directoire. On lui demandait de consentir à un accommodement avec la France, sous la médiation de la Prusse, et il offrait d'intervenir en médiateur entre la France et la coalition! Cependant il n'indiquait d'aucune façon dans quel sens il entendait exercer le mandat ainsi ambitionné, et pour cause : il était loin de se trouver fixé à cet égard. Datées du 15 et du 19 avril, deux autres instructions, primitivement destinées au prince Repnine, en témoignent éloquemment. Dans l'une, affirmant la nécessité de « mettre un frein à l'ambition de la France », le tsar consentait, « à toute extrémité », à ce que le Rhin devînt la frontière de la République ; dans l'autre, proposant un congrès de pacification à Leipzig ou toute autre ville allemande, il voulait que les prétentions françaises au sujet de cette même frontière y fussent catégoriquement repoussées (2) ! »

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. CXXXIX, fol. 142 (copie). Fr. Guillaume à Sandoz, Pyrmont, 2 juillet 1797, *ibid.*, Prusse, vol. CCXXI, fol. 268 (copie).
(2) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 251.



Le gouvernement français ne pouvait évidemment qu'envisager avec la plus grande méfiance une intervention arbitrale se présentant sous un aspect aussi inquiétant. A Berlin, Caillard ne s'en rendit pas d'abord compte. Il fut tout à la joie de tenir enfin cette négociation si longtemps convoitée. Le ministre prussien, Finkenstein, proposait de le réunir à dîner avec Kalytchov. On allait donc traiter! L'envoyé français accepta l'invitation et se loua fort des procédés de son collègue russe. Il n'était pas difficile! Ne pouvant encore prendre sur lui de recevoir la visite du représentant de la République et encore moins de lui en faire une, pour qu'on pût néanmoins causer sans témoins, Kalytchov suggérait une rencontre au parc de la ville, le *Thiergarten* d'aujourd'hui. On eût dit un rendez-vous d'amour!

Docilement, Caillard se prêta à cette impertinence, et on causa; mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'on n'avait aucune chance de s'entendre. Bientôt, en effet, Talleyrand faisait connaître son sentiment au sujet de la médiation du tsar, et, comme de raison, il la jugeait absolument inacceptable. « Elle donnerait, disait-il, à la Russie le moyen d'intervenir dans toutes les affaires d'Allemagne et d'y exercer une influence immense et d'autant plus dangereuse que, lorsqu'elle serait jointe à l'Autriche, les deux cours impériales se prêteraient mutuellement une force supérieure à la Prusse et au parti protestant. » L'accord à négocier avec la Russie devait donc être borné au rétablissement de la paix et de la bonne intelligence entre les deux puissances, au renouvellement des relations commerciales sur le pied de la nation la plus favorisée, d'après la convention du 11 janvier 1787, et à la promesse d'une entente ultérieure pour un nouveau traité de commerce (1).

En même temps, Kalytchov était remplacé à Berlin par Panine, l'homme le moins fait pour aider à un rapproche-

(1) Rapport de Talleyrand au Directoire, approuvé le 13 août 1797; instruction pour Caillard du 16 août 1797. Affaires étrangères, Russie, vol. CXXXIX, fol. 144; Prusse, vol. CCXXI, fol. 326.



ment, rendu si difficile par la divergence d'idées et de sentiments qui le conditionnaient de part et d'autre. Nous connaissons les sympathies et les préventions de ce diplomate (1). Fille du comte Vladimir Orlov, sa femme, qui l'accompagnait à Berlin, allait y faire preuve elle-même d'une gallophobie poussée jusqu'à l'extravagance. Elle mettrait un jour en pièces, devant témoins, un portrait, pour lequel elle avait posé, parce que le peintre annonçait l'intention de se rendre à Paris pour y exercer son talent (2)! D'autre part, averties maintenant des pourparlers entamés « au parc » de Berlin, les cours de Londres et de Vienne faisaient rage pour y couper court. Elles traitaient elles-mêmes avec la République, la première à Lille, la seconde à Mombello et à Udine, mais criaient bien haut que la Russie « se déshonorerait » en suivant leur exemple. L'effort des émigrés français à Saint-Pétersbourg, l'activité du comte de Saint-Priest, que Louis XVIII venait d'y faire accréditer comme son ministre, des démarches pressantes du prince de Condé lui-même concouraient au même but, et les instructions du successeur de Kalytchov s'en ressentaient.

Considérant personnellement comme « ignominieuse » la négociation ouverte avec « les régicides », il avait ordre néanmoins de la poursuivre, mais aussi de n'accepter pour elle aucune des bases que Talleyrand venait d'indiquer. Pas de retour aux anciens traités de commerce : des intérêts supérieurs s'opposaient à l'introduction en Russie des marchandises de luxe d'origine française. Pas de rétablissement même de rapports diplomatiques entre les deux pays : ils pourraient servir de canal à la contagion révolutionnaire. Mais sur quoi alors et pour quoi allait-on traiter? Panine était averti, à la vérité, que ces fins de non recevoir n'avaient rien d'absolu. Il ne devait se montrer intransigeant que sur la question des émigrés, si les prétentions de la France allaient jusqu'à vou-

(1) Voy. ci-dessus, p. 186.
(2) Sieyès à Talleyrand, Berlin, 4 août 1798, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIII, fol. 135.



loir interdire à la Russie le libre exercice de ses devoirs d'hospitalité. Il n'hésiterait pas enfin à rompre, si « l'insolence du gouvernement français était poussée jusqu'à proposer la restitution des territoires ci-devant polonais annexés à l'empire (1) ».

En somme, le négociateur recevait un mandat exclusivement négatif, et pour une bonne partie gratuitement tel, puisque le Directoire n'annonçait aucune intention de se mettre en frais contre les émigrés hospitalisés en Russie, ni davantage pour la Pologne. En sus de quoi, l'accommodement avec la République, rendu lui-même ainsi sans objet imaginable, était encore subordonné à l'acceptation par elle de cette médiation, dont on pouvait bien supposer à Saint-Pétersbourg que, dans ces conditions surtout, Paris ne voudrait point.

C'était le néant, et, obligé de rédiger ces instructions sous la dictée du maître, Bezborodko le voyait bien. Il avait insisté, néanmoins, pour que, même ainsi privée de tout sens, la négociation fût poursuivie. Dans ce vide, pensait-il, le contact des deux parties finirait par mettre quelque chose, en donnant corps aux intentions d'entente, qui s'y affirmaient quand même. Il n'avait aucun goût pour la France révolutionnaire, mais estimait qu'un accommodement quelconque avec elle devenait une conséquence naturelle du nouvel état de choses créé en Europe par les victoires de Bonaparte. L'Autriche après la Prusse se retirant de la lutte et l'Angleterre elle-même faisant mine de les suivre, comment et pourquoi, n'y ayant pas pris part directement, la Russie y resterait seule engagée? La logique impérative des faits devait s'imposer aux représentants des deux pays et les porter à un arrangement.

Le raisonnement eût été juste, si la Russie s'était trouvée représentée à Berlin par un Katchalov. Dans l'orbite où la

(1) Paul à Panine, 15 juillet 1797; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 36, et t. III, p. 58. Chez F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 254, en une traduction défectueuse et avec une erreur de date.



pensée de Paul lui-même flottait incertaine, Panine figurait, à ce moment, le pôle opposé. Ayant, en fait, carte blanche pour suivre les inclinations personnelles que nous connaissons, il n'hésita pas à en profiter. Dès le premier mot, il mit Caillard hors de débat avec la question de la médiation. C'était, affirmait-il, le point de départ nécessaire de toute discussion utile. Il fit mine pourtant de se prêter à la rédaction d'un projet de traité ; il discuta les articles, proposa des corrections et finit même par accepter un texte, qui, assurait-il, lui donnait satisfaction entière. Mais l'œuvre ainsi menée à bonne fin après des conférences multipliées et laborieuses, il déclara qu'il n'avait pas de pouvoirs pour y engager la parole de son souverain. Tout ce qu'il pouvait faire était de transmettre le projet à Saint-Pétersbourg (1).

Le pauvre Caillard y était pourtant allé jusqu'à l'extrême limite des concessions qu'on pouvait attendre de lui, et même au delà. Non pas, comme les historiens allemands l'en ont accusé, qu'il eût admis que, dans le préambule du libellé *francais*, le gouvernement russe précédât celui de la République. Diplomate de carrière, Caillard était incapable d'un tel oubli des convenances. Pour ménager les susceptibilités du tsar, il avait consenti seulement à ce que le Directoire exécutif figurât au traité en son nom propre, comme partie contractante et pas au nom de la République, d'après la formule en usage. On n'en prit pas offense à Paris ; mais le projet y souleva d'autres et plus graves objections.

Un historien généralement mieux informé (2) a accusé le diplomate français d'avoir *signé un traité* où se serait trouvé la clause suivante : « Tout sujet de l'une des deux puissances, qui, en séjournant dans les États de l'autre, attenterait à sa sûreté, subira de suite la peine de la déportation et ne pourra, en aucun cas, être réclamé par son gouvernement. » Ce n'eût pas été seulement, comme l'a observé Sorel, de la part du

(1) Caillard à Talleyrand, 9 septembre 1797. Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXI, fol. 365.

(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. V, p. 216-217.

Directoire l'abandon de la propagande révolutionnaire et, de la part de la Russie, l'abandon de la cause royaliste, l'une sacrifiant les émigrés français et l'autre les émigrés polonais. Le sacrifice aurait porté sur les droits les plus essentiels des deux gouvernements, et Caillard n'était pas davantage homme à s'y laisser entraîner. En fait, il n'a rien signé. Il s'est prêté seulement à la rédaction provisionnelle d'un certain nombre d'articles, et *il s'est précisément refusé à adopter celui-là* que Panine proposait. Il lui en a substitué un autre ainsi conçu : « Les individus de chacune des deux nations pourront librement voyager dans les pays respectifs et jouiront de la protection du gouvernement. Bien entendu, cependant, que lesdits voyageurs ne pourront en aucune manière s'immiscer dans le gouvernement intérieur, pour entretenir des correspondances contraires à l'ordre public (1). » La différence était grande. Néanmoins, ce texte même (2) fut jugé inadmissible à Paris. « Le Directoire exécutif, écrivit Talleyrand, ne consentira jamais à une stipulation aussi vague, aussi inutile, qui donnerait à un gouvernement arbitraire et capricieux l'occasion de persécuter sous les plus légers prétextes les Français qui se trouveraient en Russie et de repousser même nos réclamations (3). »

Mais, à Saint-Pétersbourg, le projet reçut un plus mauvais accueil encore. Bezborodko en jugea les stipulations « parfaitement modestes et convenables ». Il n'eut pas le pouvoir de faire partager son sentiment. De plus en plus docile aux suggestions qu'il recevait en même temps de l'Autriche et de l'Angleterre, tout en prétendant faire valoir contre elles son indépendance par cette tractation même parallèlement suivie avec le gouvernement de la République, Paul ne savait pas lui donner un caractère sérieux. Jusqu'à ne pas vouloir qu'on

(1) Caillard à Talleyrand, Berlin, 9 septembre 1797, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXI, fol. 365.

(2) Article 4 du projet et non article 3, comme dit SOREL. *Ibid.*, p. 226. L'article 3 avait trait à la réouverture des ports.

(3) A Caillard, 24 septembre 1797, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXII, fol. 8.

y parlât de rétablir la paix et à l'amitié entre les deux pays : il ne se croyait pas en guerre avec la France, disait-il, et il ne souhaitait pas de devenir son ami. Il entendait aussi que la conclusion d'un accommodement quelconque avec cette puissance fût subordonnée à l'issue favorable des négociations qui se trouvaient engagées entre elle et l'Autriche et l'Angleterre. Un rescrit pour Panine dut être rédigé dans ce sens, et, comme précisément les plénipotentiaires anglais et français venaient de quitter Lille, c'était la rupture.

Bezborodko s'en mêlant, le rescrit ne fut pas envoyé et un autre message invita simplement le ministre russe à suspendre les pourparlers, en tâchant de maintenir son collègue français dans des dispositions conciliantes (1). Désolé de n'avoir pu obtenir mieux, Whitworth croyait cependant que le souci ainsi manifesté par Paul de ménager la République n'était pas imputable à un penchant naissant pour le gouvernement de ce pays et pas davantage à un défaut d'amitié pour les alliés. Comme toujours, le tsar obéissait à la peur. « Son meilleur ami sera toujours celui qu'il craindra davantage (2). » Mais on devine quel parti Panine tira de ces nouvelles instructions.

Caillard fut frappé de stupeur quand, dans les premiers jours d'octobre 1797, lui assignant encore un rendez-vous « au parc », l'envoyé russe « ouvrit un discours très froid, très grave, très composé, où les mots tombaient l'un après l'autre par intervalle », pour annoncer à son collègue que, « les circonstances ayant changé, l'empereur se voyait dans la nécessité de remettre à des temps plus favorables l'ouvrage commencé ». Qu'y avait-il de changé, depuis un mois, en France ou en Europe? Caillard imagina qu'on avait eu nouvelle à Saint-Pétersbourg des menées royalistes, déjouées depuis, sans qu'on en fût averti là-bas, par le coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797). Mais non ! Panine assurait

(1) *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 397. Cf. Sorel, *loc. cit.*, p. 226.
(2) A Grenville, Saint-Pétersbourg, 2 août, 29 septembre et 10 octobre 1797, *Record Office*, *Russie*, vol. XXXVIII, numéros 41, 49 et 51.

n'avoir eu aucune indication qui justifiât ce soupçon. En même temps, il mystifiait son collègue, en manifestant une grande curiosité au sujet du contre-projet de traité que Caillard disait avoir reçu de Paris. Le gouvernement russe n'abandonnait donc pas l'intention de conclure! Quelques jours après, une nouvelle demande d'entrevue de la part de Panine parut confirmer cette supposition. On allait renouer ! Hélas ! cette fois, l'envoyé français arriva « au parc », par un vilain temps d'automne septentrional, pour apprendre que le tsar était furieux : un consul russe, Zagourski, venait d'être arrêté à Zante par les autorités françaises, en violation du droit des gens, et, en conséquence, Caillard devait considérer les pourparlers comme définitivement rompus (1).

Écrivant quelques jours plus tard à Simon Vorontsov, le négociateur russe donnait une autre raison de cette rupture : le refus, du côté de la France, de la médiation offerte par la Russie (2). Mais, ni pour cette raison ni pour une autre, quelque colère que Paul éprouvât de ce qui s'était passé à Zante, son représentant à Berlin n'avait d'ordre pour rompre. Mettant lord Elgin dans la confidence des procédés qu'il employait pour berner l'envoyé français et ne s'occupant que d'engager la Prusse dans la coalition antirévolutionnaire, comme Vorontsov à Londres il n'obéissait qu'à sa propre inspiration. Quelques semaines plus tard, en décembre, il arrêta Caillard dans la rue, pour lui dire que, si le Directoire accordait pleine satisfaction à la Russie au sujet de Zagourski, on pourrait reprendre la conversation (3).

Bien entendu, Talleyrand ne fit aucune difficulté à ce sujet ; mais, bien que reprise en effet, la conversation ne donna pas plus de résultats qu'auparavant. Au mépris d'ordres formels, qui lui prescrivaient d'entrer sérieusement en

(1) Caillard à Talleyrand, 11 et 21 octobre 1797, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXII, fol. 61 et 79.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 5.

(3) Caillard à Talleyrand, 13 décembre 1797, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXII, fol. 202.

matière avec l'agent de la République, se vantant auprès de Vorontsov et d'autres correspondants de n'en tenir aucun compte (1), Panine n'épargnait rien pour discréditer l'infortuné Caillard et compromettre son gouvernement, et il employait à ce jeu un esprit d'intrigue, ainsi qu'une absence de scrupules, que Paul devait plus tard expérimenter à ses dépens. Il déclarait avoir suborné le chiffreur du ministre et se prévalait de découvertes ainsi faites pour impliquer la diplomatie française dans ce projet, purement imaginaire, de restauration polonaise, où le prince Henri passait pour tremper (2).

En 1796, du vivant encore de Catherine, le Directoire avait bien reçu un mémoire, dont l'auteur, très mal informé, se fondait sur le mariage de la princesse Louise de Prusse avec le prince Antoine Radziwill, pour attribuer au cabinet de Berlin des intentions dans ce sens. Delacroix avait communiqué le document non pas même à Caillard, mais à un agent de second ordre, Parandier, qu'il entretenait en Prusse, aux appointements de mille écus par an, et qu'il employait plus particulièrement à recueillir des renseignements sur le mouvement des esprits dans les provinces polonaises annexées à ce pays. Bien que très polonophile et bientôt après marié à une Polonaise, ce correspondant traita l'information de fantaisiste. Le prince Henri était bien partisan du rétablissement de la Pologne, mais il ne disposait d'aucun crédit et le mariage de la princesse Louise n'avait eu d'autre motif que les immenses richesses, faussement attribuées d'ailleurs, à cette branche, relativement peu opulente, de l'illustre maison polonaise (3). Depuis, Parandier avait continué à adresser au Directoire, sur le même objet, des rapports auxquels Caillard ajoutait parfois des commentaires dans le même

(1) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 6 et 12; TATICHTCHEV, dans *Nouvelle Revue*, 1887, t. XLVII, p. 663; SERDOBINE, dans *Antiquité russe*, 1873, t. VIII, p. 348 et 1874; t. X, p. 82 et suiv.

(2) TATICHTCHEV, *ibid.*, p. 664.

(3) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXX, fol. 60 et 102. Pour l'histoire de ce mariage et le rôle du prince Henri, voy. princesse Louise DE PRUSSE, *Mémoires*, p. 97 et suiv., 100 et suiv.



esprit, et c'était tout, quelque état que des historiens français aient fait eux-mêmes des intrigues auxquelles le représentant de la République à Berlin se serait livré au bénéfice de la cause polonaise (1).

Le Directoire se trouvait si peu disposé à sortir, sur ce point, de la réserve que les circonstances et les engagements pris au traité de Bâle lui commandaient, qu'un peu plus tard une observation venant de Berlin suffisait pour le faire renoncer au projet d'employer Kosciuszko à l'armée du Rhin (2).

Paul lui-même n'ajouta pas foi aux dénonciations de Panine. Mais, aussitôt, celui-ci se rabattit sur un autre expédient. Mettant en cause Haugwitz et ses collègues et opposant leur politique à celle de leur maître, il les représenta comme disposés à négocier avec Caillard une alliance offensive. La vérité était encore très différente. En mai 1798 seulement, c'est-à-dire quelques mois après que tout contact eût cessé entre lui et son collègue russe, Caillard devait recevoir mission d'obtenir de la Prusse un accord de cette nature. Il échoua entièrement, et ce fut la cause de son rappel et de son remplacement par Sieyès, dont le cabinet de Paris espéra mieux, et, entre temps, les « volontés ambulatoires » de Paul avaient fait du chemin.

Exaspéré par les rapports de son envoyé à Berlin, le tsar s'était porté d'abord à lui donner l'ordre — de renverser le ministère prussien! Panine se dit en mesure d'y réussir; mais les moyens dont il proposa l'emploi n'agréèrent pas au tsar. Il voulait, d'une part, que la Russie prît une attitude menaçante, « en mettant des canons en avant », et d'autre part qu'il fût autorisé à communiquer au roi les déchiffrements de la correspondance de Caillard (3). Paul jugea imprudent le premier expédient et déloyal le second; mais, entièrement déconcerté par la tournure que son envoyé donnait à une négociation qu'il ne savait pas lui-même sur quel

(1) Sciout, *le Directoire*, t. III, p. 609.
(2) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIV, fol. 97 et 127.
(3) Serdonine, dans *Antiquité russe*, 1874, t. X, p. 82 et 326.

pied il voulait mettre, le 5/16 février 1798, il se décida à ordonner définitivement la clôture des pourparlers entamés avec Caillard (1).

Le Directoire, de son côté, n'insista plus. Les instructions données en mai 1798 à l' « exécrable Sieyès (2) », comme l'appelait Panine, ne renfermèrent même pas un mot qui concernât la Russie. Elles ne visaient que l'effort à faire pour rallier, de façon décisive, la Prusse au système français, dans la guerre comme dans la paix, en repoussant l'assaut que, avec le prince Repnine et le prince de Reuss, les cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne livraient au même moment, pour la jeter, de gré ou de force, dans cette coalition, où Paul allait lui-même s'engager à fond.

VI

Bien que Whitworth se targuât d'avoir le chancelier russe entièrement à sa dévotion et qu'il lui arrivât en effet parfois d'en obtenir la preuve, Bezborodko fut sincèrement affligé par l'échec d'une tentative au succès de laquelle, sans beaucoup y croire, il avait travaillé de son mieux. Sous des dehors de bonhomie, ce Petit-Russien possédait des ressources de dissimulation incalculables, et, s'il demeurait attaché au système d'alliances adopté par Catherine, il n'entendait pas que la Russie y jouât un rôle d'esclave et de dupe. Écrivant à Simon Vorontsov, en septembre 1797, il avait ainsi exposé ses vues personnelles :

(1) TATICHTCHEV, dans *Nouvelle Revue*, 1887, t. XLVII, p. 664. — Voyez encore pour cette négociation : *Archives russes*, 1876, t. III, p. 167 et suiv.; *Matériaux pour la biographie du comte Panine*, t. III, p. 1-6, 233 et suiv., 326 et suiv.; VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 258 et suiv.; BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. I, p. 448 et suiv.; SYBEL, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 99, 172 et suiv.

(2) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIII, fol. 61.



« Je vous dois des explications au sujet de deux incertitudes que vous avez manifestées touchant le corps du prince de Condé et notre liaison avec l'Autriche. Pour le premier point, les Français le regardent avec assez d'indifférence. Ils ont été même aises que nous prenions ce corps à notre service et sur notre sol, l'enlevant de la proximité de leurs frontières, où il leur faisait toujours ombrage. Quant au second point, évidemment, nous ne nous jetterons point sur les Français par amour des Autrichiens et ceux-ci nous ont eux-mêmes annoncé que, si la guerre éclatait de nouveau, ils ne réclameraient point de secours de nous et nous demanderaient seulement d'empêcher le roi de Prusse d'y prendre part activement (1). »

Après la signature du traité de Campo-Formio, le chancelier avait vivement objecté à ce que la Russie prêtât main forte à l'Autriche pour une rupture des engagements par elle consentis ; il avait estimé qu'un accommodement avec la France s'imposait et blâmé sévèrement la conduite de Panine (2). Mais il n'était pas le maître. Dédaignant la sagesse et l'expérience de son ministre, Paul se laissait prendre au piège qu'on avait beau lui dénoncer. S'accommodant adroitement à ses goûts, exploitant ses faiblesses, le prince Ferdinand de Wurtemberg secondait merveilleusement Whitworth et Dietrichstein pour pousser le souverain dans ce traquenard. Avec une rondeur militaire, il parlait de la participation de la Russie à la nouvelle prise d'armes contre la France, comme rendue inévitable par ce qui s'était passé à Berlin. « Le vin était tiré ! Enorgueilli par ses succès, le gouvernement de la République tenait certainement le traitement infligé à son représentant pour l'équivalent d'une déclaration de guerre. Cette guerre, il ne s'agissait plus de discuter si on la ferait ou non ; il fallait aviser aux moyens de la faire avec avantage. »

(1) *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 376-379. Cf. Grigorovitch, « le Chancelier Bezborodko », *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXIX, p. 386-387.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 378-379 ; Grigorovitch, *ibid.*, t. XXIX, p. 388.

Le souverain résistant encore, le prince se donnait un air de morne tristesse : « Portant déjà le deuil de tous les souverains, il voyait qu'il devait prendre aussi celui de l'empereur Paul (1) ! »

Le 8 juillet 1798, après un débat très vif, le tsar céda ; le lendemain, il dicta au prince l'état d'une armée de 60 à 70000 hommes, qui serait employée sur la frontière prussienne, et, les jours suivants, Dietrichstein et Whitworth n'eurent plus d'autre souci que de le retenir, tant il se montrait pressé de combattre !

A ce moment, la cour de Vienne n'était encore nullement préparée à rentrer en campagne. Elle n'était même pas tout à fait décidée à tenter encore la fortune des armes et ne voulait pas en tout cas s'y résoudre avant d'avoir épuisé toutes les possibilités d'accommodement avec ce même gouvernement républicain, dont elle avait voulu que Paul repoussât les avances. Elle n'avait pas achevé la réorganisation de ses forces, et Thugut se défiait de la capacité des généraux qui seraient appelés à les commander. Il n'accordait pas grande confiance aux résolutions de Paul, jugeait l'Angleterre trop despotique dans les siennes et voyait la Prusse irrémédiablement vendue aux Français. Il devait compter aussi avec le congrès de Rastadt, où, la cour de Berlin y aidant, les répugnances de l'Allemagne pour le renouvellement de la guerre s'affirmaient énergiquement. Pour toutes ces raisons, il demeurait en pourparlers avec le Directoire (2).

Mais Paul n'entendait rien à tout cela. Aussi belliqueux maintenant qu'il avait été naguère pacifique, il dressait des plans de campagne et rédigeait des projets de proclamation : « Qui n'est pas avec moi est contre moi ! »

Ordonnant à son envoyé à Constantinople, Tamara, de négocier une alliance avec la Turquie, il faisait grand accueil à un émissaire du Monténégro, Nicolas Tchernoiévitch-Davidovitch, et se flattait d'accoupler dans la ligue antifrançaise,

(1) Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 49.
(2) Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 192 et suiv.



nous ne saurions dire comment, le croissant avec le drapeau des Slaves du Sud! Un autre motif, il est vrai, l'inspirait encore en cette occasion : depuis 1767, époque à laquelle un des nombreux faux Pierre III (Étienne Maloï) avait paru dans la Montagne Noire, les relations de la Russie avec ce pays demeuraient assez tendues. Paul n'était donc pas fâché de répudier sur ce point même la politique de sa mère. Mais l'Autriche pouvait n'y pas trouver son compte, à cause de la Bosnie que les Monténégrins réclamaient déjà, alors qu'on était disposé, à Vienne, à en faire un objet d'échange avec la France (1). Le fils de Catherine n'y prenait pas garde. Il divaguait, à son ordinaire, et le prince Ferdinand dut bientôt s'employer, lui aussi, à jeter de l'eau froide sur son exaltation. On ne lui en demandait pas tant!

Il suffisait, pour le moment, que l'Autriche eût la promesse ferme d'un corps russe qu'elle emploierait, l'heure venue, au mieux des intérêts communs. Mais, ainsi rappelé au sentiment des réalités, Paul se reprenait aussitôt, retombait dans ses hésitations. Il supputait la dépense à faire et s'en effrayait. Si du moins l'Angleterre consentait à prendre l'entretien de ce corps à sa charge! Le prince Ferdinand protestait.

— Eh quoi! n'avez-vous pas déclaré que vous ne vouliez pas vendre vos troupes comme le landgrave de Hesse? Vous distribuez des millions à vos favoris et vous lésineriez sur quelques centaines de mille à sacrifier pour le salut de l'Europe!

L'argument portait, et, le prince insistant pour obtenir un engagement écrit, « parce que les grands sont toujours deux, l'un qui parle, l'autre qui écrit, et il n'y a que le dernier qui compte », sur un bout de papier Paul donnait sa signature. Mais, le lendemain, il paraissait s'en repentir (2). L'évidence de la folie qu'il allait commettre, en mettant l'or et le sang de son pays au service d'une cause où il ne pouvait le croire intéressé, s'imposait à son esprit. La Révolution

(1) Jivko Dragovitch, dans *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 422 et suiv.
(2) Sybel, *loc. cit.*, t. V, p. 181 et suiv.

quittant déjà à cette heure le caractère qui la lui avait rendue répugnante, s'assagissant graduellement, il n'avait plus aucune bonne raison pour partir en guerre contre elle, et c'est en lui en fournissant une à ce moment que l'événement de la prise de Malte par les Français a eu, en effet, sur la détermination définitive de sa volonté une influence décisive. Cette fois, il allait être pris pour de bon et rendu à peu près entièrement docile à cette coalition d'intérêts étrangers dont il deviendrait le captif. Mais il avait depuis longtemps mis le pied dans le piège.

CHAPITRE X

AU PIÈGE DE LA COALITION

I. L'affaire de Malte. Les antécédents historiques. La convention de janvier 1797. Le protectorat du tsar et le grand prieuré de Russie. — II. La prise de Malte par les Français. L'élection de Paul à la grande maitrise de l'Ordre. Les deux prieurés russes. L'énigme de cette entreprise. Les perplexités des cours européennes. Les hésitations du pape. L'embarras de l'Autriche. Les démêlés de Paul avec la Bavière. — III. Autres motifs de l'entrée du tsar dans la coalition. La question polonaise. L'appui donné par la France à la cause de ses anciens clients. Bonaparte et les légions. Bezborodko se prononce néanmoins pour une entente avec la République. Raisons d'ordre intime inclinant Paul en sens contraire. Révolution de cour. L'avènement de Mlle Lapoukhine. — IV. Négociations avec la Prusse. Sieyès et Cobenzl à Berlin. Résultat négatif. Triomphe définitif de l'Autriche à Saint-Pétersbourg. La marche en avant du corps russe. Premier dissentiment entre les alliés. — V. Le congrès de Rastadt. Protestation des plénipotentiaires français contre l'entrée des Russes en Allemagne. L'activité de la diplomatie anglaise à Saint-Pétersbourg. L'ouverture des hostilités en Italie aide au succès de ses efforts. Le traité de subsides anglo-russe. L'alliance de la Russie avec Naples. Les atermoiements de l'Autriche. Elle propose de porter l'effort de la coalition en Italie. Offre de commandement à Souvorov. — VI. Dernières tentatives à Berlin. Mission extraordinaire de Thomas Grenville. Offre de subsides de la part de l'Angleterre et de concours militaire de la part de la Russie. La Prusse continue à se dérober. Ultimatum russe et menaces de guerre. Échec définitif des négociations et rupture des relations diplomatiques. La Prusse reste neutre. La coalition et la France aux prises.

I

L'alliance contre la France fut pour Paul une prison, d'où il devait bientôt chercher à s'évader et où, dès la première heure, il se sentit gêné. Il n'avait rien à mettre en commun avec les compagnons qu'il s'y donnait. Il n'était pas, au fond, de leur famille. Leurs idées différaient des siennes, et les intérêts mêmes ou les ambitions qu'il croyait faire valoir à la



faveur de cette union s'y heurtaient, au contraire, à des rivalités de même nature, leur faisant obstacle, ou pouvaient tout au moins être mieux servis dans une autre combinaison.

Ainsi, pour cette affaire de Malte, où il lui arriva d'apercevoir en dernier lieu le motif en quelque sorte compulsif de son entrée dans la coalition et qui fut censée y figurer son objectif personnel. La présence des Français à La Valette ne constituait évidemment pas une raison suffisante pour faire tuer plusieurs dizaines de mille Russes en Italie ou en Suisse; mais, en outre, les convoitises plus ou moins légitimes, que le tsar entendait satisfaire de ce côté, s'accordaient aussi mal que possible avec la défense de l'ordre européen sous le drapeau de la croisade antirévolutionnaire, car elles étaient d'ordre essentiellement révolutionnaire, elles aussi.

Non pas que Paul fût arrivé à les concevoir tout à fait spontanément, comme on l'a assez communément imaginé. Elles procédaient, dans son esprit, d'antécédents déjà lointains. Si l'*Histoire de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem,* par Vertot, s'est rencontrée parmi les premières lectures du fils de Catherine, ça n'a pas été non plus, comme on l'a supposé (1), un effet du hasard, ou des sentiments chevaleresques du jeune prince; et, d'autre part, en accusant Bezborodko d'avoir inventé cette « équipée » pour amuser l'empereur, Rastoptchine (2) s'est lui-même diverti aux dépens d'un de ses correspondants.

Les relations de la Russie avec les chevaliers remontaient à la fin du dix-septième siècle. Envoyé par Pierre le Grand dans le Levant, le feld-maréchal Boris Chérémétiév visita l'île et y reçut un accueil qui fut le point de départ de rapports suivis et très amicaux. La politique entreprenante de Catherine tendit à les resserrer. Des baillis et des commandeurs de l'Ordre furent engagés au service de la marine russe; des officiers russes se rendirent à Malte pour y achever leur éducation navale. Une représentation diplomatique venant bientôt à être établie de part et d'autre, l'habile agent de

(1) Sorel, *l'Europe et la Révolution française,* t. V, p. 355.
(2) *Archives Vorontsov,* t. VIII, p. 288.



Catherine, Cavalcabo, travailla, non sans succès, à créer dans l'île un parti russe (1). En 1770, l'impératrice traita même avec le grand maître de l'Ordre pour une action commune contre les Turcs, et l'opposition résolue de la France empêcha seule Ximénès, alors grand maître, de faire honneur aux engagements ainsi contractés. Catherine n'en favorisa pas moins l'Ordre dans l'affaire du majorat volhynien d'Ostrog, destiné à former une commanderie après l'extinction des ayants droit. En 1775, sous la garantie des trois cours de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, un traité conclu avec la République polonaise érigea, dans ce pays, un grand prieuré, auquel une annuité de 120 000 florins fut assurée (2).

L'enfance de Paul reçut l'impression de ces événements, et, en 1776, fondant pour les matelots russes la maison d'invalides que nous connaissons, le grand-duc la dédiait à l'Ordre et faisait placer au fronton de l'établissement une croix de Malte que l'on y voit encore.

A l'avènement du fils de Catherine, privé de la plus grande partie des ressources par les conséquences de la Révolution, l'Ordre eut l'idée de chercher une compensation en Russie. C'est ce qui amena à Saint-Pétersbourg le bailli Giulio Litta. Ancien compagnon d'armes du prince de Nassau-Siegen sous le drapeau russe, ayant gagné à ses côtés le grade de contre-amiral et partagé sa disgrâce après le désastre de Svenksund (12 juillet 1790), il était naturellement désigné pour cette mission, où la présence à Saint-Pétersbourg de son frère, le nonce Lorenzo, plus tard cardinal, lui assurait un puissant appui.

Il n'était chargé que de faire valoir les droits de l'Ordre à la succession d'Ostrog, arbitrairement mise au pillage par des collatéraux ; mais ses démarches eurent un succès inespéré : le 4/15 janvier 1797, Paul souscrivit à une convention, qui, en échange des domaines revendiqués en Volhynie, assurait à l'Ordre un revenu annuel de 300 000 florins pour l'entretien

(1) Misfud, *Origine della sovranita inglese su Malta*, p. 76.
(2) Berg, *Der Malteserorden*, p. 100-115, 132, 134-135, 146-147, 164-170.



d'un grand prieuré de Russie (1). L'accord fut ratifié en août par le grand maître Ferdinand de Hompesch, succédant à ce moment à Emmanuel de Rohan qui venait de mourir, et le grand prieuré eut pour premier chef le prince de Condé. Jules Litta, Antoine de Saint-Priest et sept Polonais se partageaient les commanderies.

Cette création n'avait encore rien d'offensant pour aucun des intérêts politiques, ou religieux, engagés dans la constitution de la confrérie, et avec Cobenzl, l'envoyé de Naples, Serra-Capriola, s'y était montré favorable (2). Mais après un séjour de quelques mois à Malte, Jules Litta revenait en Russie, rapportant pour Paul la croix qu'avait portée le plus illustre des grands maîtres de l'Ordre, La Valette, et l'offre d'un protectorat. Le 27 novembre 1797 (vieux style), il faisait à Saint-Pétersbourg une « entrée » extrêmement pompeuse, et, deux jours plus tard, lui donnant une audience solennelle, au milieu de sa cour et d'un grand nombre de dignitaires de l'Église orthodoxe, Paul acceptait le présent et la fonction.

C'était bien pour le coup entrer dans les voies révolutionnaires. Passablement choquante en elle-même, cette investiture blessait en outre des droits acquis. L'Ordre avait déjà deux protecteurs attitrés, qui étaient l'empereur d'Allemagne et le roi des Deux-Siciles. Paul eut bien soin d'adresser aussitôt à toutes les cours une déclaration par laquelle il répudiait toute pensée d'usurpation sur les prérogatives d'autrui (3) ; les prieurés d'Allemagne ne s'en agitèrent pas moins

(1) *Recueil complet des lois*, numéro 17708. Texte français chez G. de Martens, *Recueil des Traités*, t. VII, p. 156. L'original fut enlevé par les Français à Ancône. Voy. Maisonneuve, *Annales*, p. 97; *Correspondance de Bonaparte*, t. IV, p. 163; « Correspondance de Litta », *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 164 et suiv.; Greppi, *Un gentiluomo*, p. 99; Mièce, *Hist. de Malte*, t. II, p. 335; Reumont, *Die lezten Zeiten*, t. IV, p. 28. — Aux archives de la famille Litta s'est conservée en outre une correspondance particulière du nonce avec son frère. J'en ai dû la communication à l'obligeance de M. Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris.

(2) Archives du gouvernement à Malte, 3ᵉ section, Registres du Conseil de l'ordre, numéro 275, fol. 39. Voy. aussi Winterfield, *Geschichte des Ordens*, p. 485.

(3) Schöll, *Histoire abrégée des traités de paix*, t. V, p. 232 et suiv., avec une erreur de date.



et la cour de Vienne manifesta un vif mécontentement (1). Le souci de ménager la Russie l'emportant, nulle protestation ne s'éleva pourtant d'aucun côté et cette autre innovation entra à son tour dans la catégorie des faits accomplis et acceptés.

II

Les choses en étaient là quand, survenant en juin 1798, la prise de Malte par les Français poussa la situation ainsi créée et déjà fort bizarre à un développement encore plus singulier. Bonaparte ne manqua pas de se prévaloir de ce qui s'était passé à Saint-Pétersbourg pour justifier l'occupation de l'île par la nécessité de la soustraire à la domination russe. Il affirma y avoir trouvé l'original d'un traité, par lequel Hompesch se livrait au tsar (2). Le document n'était autre que la convention de 1797 et la réplique ne se fit pas attendre : le 26 août 1798 (vieux style), le grand prieuré de Russie protesta contre la reddition de l'île que les Maltais avaient déjà attribuée à une trahison, bien que, dans l'état où se trouvaient ses moyens de défense, l'Ordre eût été incapable d'opposer aux assaillants une résistance sérieuse (3) ; le 10 septembre (vieux style), Paul publia un manifeste, où, déclarant Hompesch déposé, il prenait l'Ordre « sous sa suprême direction », et le 27 octobre (vieux style), le plus jeune des prieurés s'attribua le droit de procéder au remplacement du grand maître et lui donna pour successeur le souverain orthodoxe de la Russie (4) !

(1) HÜFFER, *Der Krieg des Jahres 1799*, t. I, p. 376.

(2) *Correspondance de Napoléon*, t. IV, p. 163.

(3) DE LA JONQUIÈRE, *l'Expédition d'Égypte*, t. I, p. 577 et suiv., 648 et suiv. ; MIÈGE, *Hist. de Malte*, t. III, p. 84 et suiv., MISFUD, *loc. cit.*, p. 34 ; TERRINONI, *Memorie Storiche*, p. 19 et suiv., 51 et suiv., et Annexes, numéro 9. Cf. MARMONT, *Mémoires*, t. I, p. 360.

(4) TERRINONI, *loc. cit.*, p. 53-54 et 131 ; G. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VII, p. 434-448. Cf. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 172-177.



Paul ne se fit pas prier pour accepter cette désignation ; bien plus, non content de sa participation à un acte d'arbitraire aussi audacieux et au paradoxe singulier qu'il créait d'une confrérie catholique présidée par le chef d'une autre Église, après avoir attribué à l'entretien de l'Ordre de Russie une annuité complémentaire de 216 000 roubles pour la création de nouvelles commanderies, il alla plus loin : par un oukase du 29 novembre et un manifeste du 28 décembre 1798 (vieux style), au prieuré catholique de Russie il en ajouta un autre, orthodoxe, invitant en même temps tous les prieurés étrangers à entrer en rapports étroits avec ces deux communautés et avec la capitale de l'Ordre, désormais fixée à Saint-Pétersbourg (1).

Les intentions du souverain, dans cette extraordinaire entreprise ont été l'objet de conjectures diverses mais également hasardées, à défaut de tout témoignage direct. On a supposé qu'il voulait acquérir une base navale dans la Méditerranée (2). C'était probablement le dessein de Catherine ; mais l'idée de le réaliser avec la complicité des Anglais semble trop déraisonnable, même pour l'étourderie de son fils. En travaillant à en déloger les Français, le gouvernement britannique devait bien annoncer qu'il restituerait l'île aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem et à leur grand maître quel qu'il fût, engagement renouvelé encore en 1802, au traité d'Amiens ; mais dès le mois d'octobre 1799, préparant un débarquement aux environs de La Valette avec le concours d'une escadre russe, le commandant des forces anglaises, Alexandre Ball, lançait une proclamation, où il invoquait le protectorat du roi des Deux-Siciles pour s'opposer à ce qu'aucun autre drapeau que le sien fût arboré sur le territoire à occuper (3).

(1) *Recueil complet des lois*, numéros 18750, 18766, 18799 ; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 176-177. Voy. aussi Labzine, *Hist. de l'Ordre*, t. V, p. 242 et suiv. Cf. *Archives Vorontsov*, t. XII, p. 209.

(2) Ribeaupierre, « Souvenirs », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 481.

(3) Misfud, *Origine*, p. 260 et 391 ; Pettigrew, *Memoirs of Nelson*, t. I, p. 316-328.



On a rattaché aussi cette aventure à cette autre chimère, qui, déjà vieille alors, survit encore de nos jours dans quelques esprits, nous voulons dire la réunion des deux Églises. Paul n'a-t-il pas passé, à un moment, dans certains milieux, pour résolu à briguer la succession de Pie VI? Mais pour atteindre Rome, il aurait vraiment, en mettant le cap sur Malte, pris un chemin de traverse par trop accidenté.

Dans l'*Aperçu des transactions politiques du cabinet de Russie*, que nous avons eu déjà l'occasion de citer, le baron Brünow a enfin inséré ces lignes : « L'empereur Paul regardait cette institution (l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem établi en Russie) comme un noviciat, où la noblesse de tous les pays de l'Europe devait puiser des sentiments de loyauté et d'honneur. » Sur l'original du document, Nicolas Ier a écrit : « C'est la première fois que j'ai compris l'idée de mon père (1). » Cette glose atteste uniquement l'incertitude à laquelle les personnes le mieux placées pour pénétrer, sur ce point, la pensée du souverain furent laissées à son sujet, et nous croyons volontiers que Paul lui-même n'était pas mieux fixé. A l'état de rêve et sous la forme imprécise que prennent habituellement de telles évocations, il a pu porter dans son cerveau le plan d'un puissant établissement militaire, opposé non plus aux infidèles du monde musulman ; mais à tous les adversaires de la religion et de la monarchie. Mais, de façon très révolutionnaire toujours, il s'est plus certainement employé, en sens contraire, à démilitariser l'institution. Il voulait, en la sécularisant, l'ouvrir d'un côté aux illustrations de l'esprit, savants, artistes, hommes éminents de toutes les professions, et soustraire en même temps les membres de l'Ordre à l'obligation du célibat. Le bailli Jules Litta put ainsi, avec la permission du nouveau grand maître, épouser une richissime nièce de Potemkine, la veuve Skavronski. Néanmoins encore, le prieuré catholique de Russie fut surtout peuplé d'émigrés français (2), tandis que le prieuré ortho-

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXXI, p. 233.
(2) PINGAUD, *les Français en Russie*, p. 224.

doxe devenait la proie des favoris du jour, sans que l'ombre d'un programme nettement conçu et conséquemment mis en exécution se soit jamais accusée de ce côté.

Le monde religieux et politique de l'Europe éprouva aussi, dès 1798, l'embarras dans lequel nous demeurons aujourd'hui pour comprendre le sens de cette improvisation. Le pape Pie VI débuta, cette fois, par une protestation énergique contre la déposition de Hompesch et la désignation de son successeur (1). Écrivant ensuite au tsar, il se déclara dans l'impossibilité de lui donner aucun titre qui eût le moindre rapport avec la maîtrise de l'Ordre. Si des considérations politiques engageaient les autres cours à légitimer l'attentat consommé à Saint-Pétersbourg, le souverain pontife abolirait l'institution, plutôt que de souscrire à la violence qu'elle avait subie (2). Les représentations des deux Litta semblent avoir ultérieurement modifié, dans l'esprit de Pie VI, cette première impression. Au rapport de l'envoyé russe à Rome, Lizakiévitch, le pape lui aurait même déclaré qu'il voyait Paul avec plaisir à la tête de l'Ordre et que, dans le besoin, il se mettrait lui-même sous la protection de ce souverain, en cherchant refuge à Malte. Mais, ce revirement se serait bien trouvé déterminé, pour le coup, par l'espoir d'un rapprochement religieux. Les informations envoyées de Russie au Vatican par les Litta devenaient à ce moment si flatteuses que Pie VI se disait disposé à faire le voyage de Saint-Pétersbourg pour traiter directement avec Paul de cette grande affaire. Mais, en attendant, il se refusait à tout acte qui, sous forme de bulle ou même de simple brevet, impliquât son adhésion au nouvel état de choses, et, rien ne venant, au cours des mois suivants, confirmer les illusions qu'on lui avait fait concevoir, il devait mourir dans cette perplexité (3).

Les puissances engagées dans la coalition antifrançaise ne

(1) Terrinoni, *Memorie*, p. 59 et 163.
(2) Misfud, *Origine*, p. 75.
(3) Morochkine, *les Jésuites en Russie*, t. II, p. 324; Berg, *Der Malteser Orden*, p. 234.



firent rien pour diminuer l'embarras du pontife. La question de la possession de Malte mise à part, l'Angleterre protestante n'avait, comme de raison, aucune objection à faire en cette matière. Devant ses amis russes surtout, Whitworth n'hésitait pas à approuver ce que Paul avait fait. Il n'y voyait qu' « un bien réel et une vertu de plus montrée par l'empereur : celle de maintenir les anciennes institutions et de les honorer (1) ». Mais à Vienne on ne savait quel parti prendre. Pour ménager le tsar, Thugut imagina un expédient qui devait sauver au moins les apparences : il organisa une réunion de délégués des divers prieurés d'Allemagne, qui demanderaient à l'empereur de Russie de devenir, ce qu'il s'était fait déjà, le protecteur et le chef suprême de l'Ordre (2). Mais Paul n'accepta pas cette escobarderie. En décembre 1797, sur la nouvelle que la Bavière refusait de reconnaître son protectorat, il avait déjà décidé l'expulsion du ministre de cette cour, baron Reuchlin. L'information se trouvant fausse, ce diplomate demeura provisoirement à son poste, et la protestation de la cour de Munich affecta ultérieurement un autre caractère. Aux prises avec de cruels embarras d'argent, après de longues tergiversations, l'électeur, Maximilien-Joseph, décida, en janvier 1799, de supprimer la branche bavaroise de l'Ordre, en confisquant ses biens. Il choisit mal son heure. A ce moment, plusieurs corps russes étaient en marche pour pénétrer en Allemagne, et, faisant venir Reuchlin, Paul le somma de partir dans les deux heures et d'annoncer à son maître que, si dans le délai d'un mois la mesure prise par lui n'était pas rapportée, le général Korsakov, qui se trouvait dans le voisinage de la Bavière avec 50 000 hommes, aurait ordre de mettre le pays à feu et à sang. Le ministre tardant à obéir, à raison de l'état de santé de sa femme, un bas officier de police le mit en voiture et le reconduisit à la frontière (3).

(1) *Archives Vorontsov*, t. XXIX, p. 367.
(2) Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 378.
(3) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 5 février 1799, *Record Office*,

Le tsar usait d'hyperbolisme. Korsakov était loin encore et ne devait jamais avoir 50 000 hommes à sa disposition, ni la possibilité de les employer de cette façon. Mais la Bavière avait besoin que la Russie la protégeât contre les velléités d'annexion manifestées par l'Autriche. En conséquence, une première convention russo-bavaroise stipula dès le 18/29 juillet 1799 le rétablissement des prieurés bavarois et fut signée par Paul en qualité de grand maître de l'Ordre. Une autre, du 20 septembre (1er octobre) suivant, engagea la Bavière à fournir contre la France un corps auxiliaire de 20 000 hommes et la Russie à obtenir de l'Angleterre des subsides pour l'entretien de ce contingent. En même temps, des délégués des prieurés allemands, anglo-bavarois et tchèques prenaient le chemin de Saint-Pétersbourg, non plus pour discuter les titres du nouveau grand maître, mais pour lui faire hommage (1).

Paul l'emportait donc; mais sa situation dans la combinaison politique qu'il avait adoptée et où il visait à un rôle prépondérant, ne s'en trouvait pas mieux. Assurément, l'occupation de Malte par les Français justifiait de certaine façon sa détermination de faire cause commune contre eux avec leurs autres adversaires. Il pouvait y deviner le point de départ d'autres entreprises, qui menaceraient plus directe-

vol. XLII, numéro 7. Cf. ENGELHARDT, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 1467 et suiv.

(1) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 426 (avec une erreur de date), et *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 179. — A consulter encore pour l'affaire de Malte : BOISGELIN, *Malte ancienne et moderne*, Paris, 1809 ; même ouvrage en anglais, Londres, 1804 et 1805, avec quelques documents ne se trouvant pas dans l'édition française ; MAISONNEUVE, *Annales historiques de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, Saint-Pétersbourg, 1799 ; GEORGEL, *Voyage à Saint-Pétersbourg*, Paris, 1820, vol. VI ; FALKENSTEIN, *Geschichte des Johanniter Ordens*, Leipzig, 1867 ; VILLENEUVE-BARGEMONT, *Monuments des grands maîtres de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, Paris, 1829 ; KARPOVITCH, « les Chevaliers de Malte en Russie », *Annales de la Patrie*, 1877, numéros 7 et 8 ; REIMERS, dans *Antiquité russe*, 1883, t. XXXIX, p. 457 et suiv. — Un journal de l'Ordre se trouve aux Archives du Chapitre des ordres impériaux à Saint-Pétersbourg. D'autres documents en grand nombre aux Archives principales de Saint-Pétersbourg, sous la rubrique *Malte* et aussi sous la rubrique *Paris* ; d'autres encore aux Archives des Affaires étrangères à Moscou. Les Archives de Malte sont, relativement, assez pauvres pour cet objet.



ment les intérêts permanents de la Russie. Il voyait, en effet, déjà Bonaparte sur le chemin de Constantinople! Mais sous prétexte d'arrêter ce démolisseur de l'ordre européen dans sa criminelle besogne, voici que le tsar l'imitait! Il ébranlait lui-même une des assises de l'édifice! C'était se disqualifier comme un de ses défenseurs. Une transformation si inattendue, imposée si arbitrairement à un ordre antique et respecté, rendait également étrange la présence de l'auteur de cet attentat dans la coalition antirévolutionnaire. Lui créant de ce côté des embarras inextricables, elle le rejetait dans le camp opposé, où il devait inévitablement passer un jour prochain.

Les autres motifs que Paul se donnait pour figurer quand même dans la ligue austro-anglaise ne valaient pas davantage.

III

C'était encore la question polonaise. En cette matière, la générosité de Paul se bornait à une critique rétrospective de la politique des partages, et, bien que, par égard pour la Prusse, ou même pour ne pas se fermer la voie du côté de la Russie, le gouvernement républicain observât sur ce point de grands ménagements, — depuis du moins qu'il avait revêtu figure de personne sérieuse, — les copartageants pouvaient cependant prendre ombrage de certains faits où sa responsabilité se trouvait engagée. Le Directoire pratiquait une politique parfois pleine de prudence, mais très habituellement dépourvue de fermeté. Au traité de Bâle, il s'était implicitement interdit toute intervention en faveur de l'indépendance polonaise; mais, dès le mois suivant, en mai 1795, se rendant à Paris, un des patriotes polonais les plus entreprenants, Joseph Wybicki, y recueillait, sinon des promesses d'assis-

tance, du moins des encouragements, qui éveillaient à Varsovie des espérances et ailleurs des soupçons également peu justifiés. Depuis, au cours de la première campagne d'Italie, Bonaparte était allé plus loin. Un Polonais militant, Joseph Sulkowski, y figurait parmi ses aides de camp et, dans une lettre adressée le 15 septembre 1796 du quartier général de Legnano à un de ses compagnons d'armes, Michel Oginski, il rapportait ces paroles qu'il venait de recueillir de la bouche du commandant en chef : « Écrivez à vos compatriotes que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas ; que le partage de la Pologne est un acte d'iniquité, qui ne peut se soutenir ; qu'après avoir terminé la guerre en Italie j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer la Russie à restituer la Pologne... (1). »

Ce n'étaient que des propos en l'air et probablement quelque peu amplifiés par celui qui s'en faisait l'écho. Par l'effet, pourtant, de la puissance magique qui déjà s'attachait aux paroles et aux gestes du grand homme, ils devaient susciter toute une héroïque épopée. Peu de temps après, les *légions polonaises* naissent. Henri Dombrowski en forme une à Milan et, le 9 janvier 1797, il signe avec la République une convention, par laquelle ce corps de 2 000 hommes portant l'uniforme polonais est pris à la solde de la France, avec droit de cité en Italie. En mars, Dombrowski rêve déjà de passer en Galicie ! Les préliminaires de Leoben déjouent ces projets, mais la légion compte maintenant plus de 7 000 combattants sous ses drapeaux, et, suivant les armées françaises dans leur marche victorieuse, elle se couvre de gloire. Après la prise de Naples en janvier 1798, c'est un Polonais, le général Kniaziewicz, que Championnet désignera pour porter à Paris les étendards conquis sur l'ennemi ; et, à ce moment, il y aura déjà deux légions sous les armes. Au milieu des désastres qui suivront, on les verra fondre à 800 hommes à peine, car elles auront été partout les premières au feu. En février 1800, elles sont

(1) Oginski, *Mémoires*, t. II, p. 229.



ramenées à une seule unité. Mais les volontaires affluent et, dès le mois de mars 1801, les deux légions reparaissent. Elles sont employées, l'une en Italie, l'autre sur le Rhin.

Une recrudescence d'agitation polonaise accompagnait, comme de raison, ces exploits, et Bezborodko constatait avec inquiétude ses progrès sur toute la frontière sud-ouest de l'empire. Contenue dans les provinces annexées par un régime de fer, dont après les démonstrations libérales de la première heure Paul maintenait la rigueur, elle se développait dans les pays limitrophes, de la Bukovine à la Moldavie, de la Bosnie à la Bulgarie. Le chancelier craignait que, favorisée par la France, et puisant un surcroît d'énergie dans la propagande des idées républicaines, elle ne gagnât le territoire russe, auquel cas « ce serait la fin de tout », disait-il. Mais, dans ce péril, il apercevait précisément une raison de rechercher un accommodement avec la République. Plutôt que de faire effort pour éteindre le foyer volcanique d'où procédait ce mouvement, entreprise difficile et dangereuse où d'autres avaient échoué, ne valait-il pas mieux, puisque le volcan devenait accessible, entrer en contact et en compromis avec lui ?

La Russie n'avait pas d'autre démêlés avec la France que ceux précisément auxquels pouvait donner lieu cette intervention du gouvernement républicain dans les affaires polonaises et les encouragements donnés aux Polonais de ce côté n'avaient eux-mêmes d'autre raison que l'hostilité de la Russie à l'égard du même gouvernement. La cause détruite, l'effet serait supprimé et on n'aurait pas de peine à s'entendre aussi en Orient, où il y avait assez de place pour les plus larges ambitions. Par l'entremise de La Harpe, le Directoire ne faisait-il pas parvenir à Saint-Pétersbourg des ouvertures dans ce sens, proposant « le pillage de l'Est », comme disait Whitworth, en échange d'une simple promesse de neutralité (1)?

(1) Bezborodko à A. Vorontsov, 2 juillet 1798, *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 461; Whitworth à Grenville, 6 août 1798, *Record Office*, *Russie*, vol. XL, numéro 34.



C'était la voix de la sagesse; mais Paul était empêché en ce moment de l'entendre, sous l'influence d'un troisième mobile qui le poussait dans les bras de l'Autriche et de l'Angleterre. L'assaut, que ces deux puissances lui livraient au printemps et à l'été de 1798 pour s'assurer son concours, coïncida, on s'en souvient (1), avec l'intrigue de cour, ourdie pour ruiner le crédit de l'impératrice et de Mlle Nélidov et le succès de ce complot ne fut pas sans contribuer à celui que les cours de Vienne et de Londres obtenaient en même temps. Non pas que la nouvelle favorite fût Autrichienne, comme d'aucuns l'en ont soupçonnée (2); elle ne savait probablement pas au juste dans quelle partie du monde coulait le Danube. Elle paraît, d'autre part, avoir été toujours inaccessible à la corruption. Nous avons vu aussi que des intérêts de famille portaient à ce moment Marie Féodorovna elle-même à se dégager de ses anciennes sympathies pour la cour de Berlin. Mais, toujours étourdi, Paul ne prenait pas garde à ce changement. Prussienne il avait connu sa femme, Prussienne elle restait encore à ses yeux, et, dans l'état d'esprit où le trouvait cette intrigue, il se persuada sans peine qu'en se livrant à l'Autriche, il affirmait son indépendance! C'est comme cela seulement que le triomphe de Mlle Lapoukhine assura, en effet, celui de la coalition.

IV

Revenant à Saint-Pétersbourg le 28 août 1798, après avoir été appelé à Campo-Formio pour tenir tête à Bonaparte, Cobenzl put se convaincre que, sur cet autre terrain de lutte, la victoire était plus qu'à moitié gagnée. Du 7 au 13 août, il s'était arrêté à Berlin pour essayer encore d'enlever le con-

(1) Voy. ci-dessus, p. 197 et suiv.

(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 356.



cours de la Prusse, mais avait dû reconnaître que la question des dédommagements continuait à empêcher toute entente avec Vienne. Paris n'y gagnait à la vérité rien, et Sandoz s'était même employé auprès du Directoire pour empêcher l'envoi de Sieyès à la rescousse du toujours malheureux Caillard. Arrivant quand même le 19 juin au poste qui lui était destiné, « le défroqué », comme on l'appelait ici, avait reçu un accueil plus que froid, discourtois presque. On commençait par lui adresser un planton, qui l'interrogeait sur ses qualités. Était-il civil ou militaire, comte ou baron?

— Nous ne connaissons en France que des citoyens, répondait fièrement l'ancien conventionnel, et tout citoyen y est soldat.

Mais on refusait encore de l'agréer comme ambassadeur. La cour de Berlin ne recevait plus d'envoyés de ce rang. Après avoir produit d'autres lettres de créance, qui le qualifiaient de simple ministre, il attendit vainement les politesses usuelles, auxquelles ce titre même, plus modeste, lui donnait droit. Pas un dîner à la cour, pas une invitation même à la partie du roi! Il dut se borner à des conférences avec les conseillers de Sa Majesté, qui ne lui donnèrent pas plus de satisfaction. Haugwitz était décidément le « ministre des ajournements (1) ».

Mais Cobenzl partit de son côté sans avoir rien obtenu et en même temps Repnine quittait Berlin, après avoir déclaré que « la Russie ferait la guerre avec la Prusse, sans la Prusse ou contre la Prusse »! et fait ainsi écho, sans le savoir, à un discours que Sieyès venait de laisser entendre au même lieu : « Nous ferons la paix avec vous, sans vous, ou contre vous (2)! » Le 13 juillet, Paul avait écrit à son envoyé extra-

(1) Sieyès à Talleyrand, Berlin, 23 juin et 31 juillet 1798, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIII, fol. 79 et 125. Cf. BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. I, p. 473 et suiv.; HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, p. 66 et suiv.; *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 33 et suiv.

(2) Le ministère prussien à Weguelin, Berlin, 13 août 1798, chez HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, p. 60; Sieyès à Talleyrand, Berlin, 31 juillet 1798, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIII, fol. 125; Panine à S. Vorontsov, 11 et 21 août 1798, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 32, 34.



ordinaire qu'il n'entrait pas dans ses intentions de pousser la Prusse à une rupture, mais que cependant, au cas où elle manifesterait le dessein de lier partie avec la France, il n'hésiterait pas à recourir à des moyens extrêmes (1). A l'arrivée de Cobenzl, il se montra extrêmement monté contre Frédéric-Guillaume. Donnant un coup de poing sur une table, il disait : « Cet homme n'est pas plus que cela (2) ! » Il n'en était d'ailleurs que plus décidé à prêter main forte à l'Autriche.

Se rendant de Berlin à Vienne, Repnine y portait la nouvelle que, concentré à Brest-Litovski sous le commandement de Rosenberg, un corps russe de 17 000 hommes avec en plus 3 000 cosaques se tenait prêt à passer la frontière à la première nouvelle de l'ouverture des hostilités. Cobenzl demanda que, pour intimider la France, ces troupes fussent immédiatement portées en Galicie, puis acheminées vers le Danube, et il eut encore gain de cause sans difficulté, Paul se vantant, à cette occasion, de l'effort qu'il avait fait pour se soustraire définitivement « au joug des Jacobins ». Comme l'envoyé autrichien paraissait ne pas saisir le sens de ce propos, l'empereur s'expliqua ; il voulait dire : « à l'influence de l'impératrice et de ses amis (3) ! »

Déjà, cependant, avant même qu'ils eussent combattu côte à côte, des dissentiments éclataient entre les futurs compagnons d'armes. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, le prince Ferdinand arriva de Gatchina à Saint-Pétersbourg avec la nouvelle que la marche du corps russe était suspendue : Rosenberg ne s'était pas entendu avec le commissaire autrichien, colonel baron Vincent, au sujet des rations de pain que l'un réclamait de l'autre et Paul avait aussitôt envoyé à son général l'ordre non pas seulement de s'arrêter, mais de disloquer ses troupes (4). Une querelle déjà ancienne

(1) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 259.
(2) HÜFFER, *loc. cit.*, p. 61.
(3) *Ibid.*, p. 70.
(4) HÜFFER, *ibid.*, p. 72; MILIOUTINE, *Hist. de la guerre de 1799*, t. I, p. 85-86; t. III, p. 93-94.

s'avivait au même moment, pour un motif analogue bien que d'une plus grande gravité, entre l'Autriche et l'Angleterre. On se disputait, de ce côté, sur le chiffre des subsides et le mode de remboursement des emprunts consentis par l'une des alliées à l'autre. En juillet déjà, Vorontsov avait écrit à Grenville : « Je vois à présent et bien clairement que le cabinet autrichien est tout aussi honnête que celui de Prusse et que les Thugut et Cobenzl méritent autant que Haugwitz de siéger parmi les membres du Directoire, ou sur un banc parmi les galériens (1). » Ce débat devenait maintenant plus aigu et l'irritabilité si facilement excitable de Paul en était augmentée. Pour le calmer et remettre les soldats du tsar en route, on se hâta à Vienne de donner satisfaction à Rosenberg, sans qu'on fût cependant trop pressé de mettre à l'épreuve du feu les hommes qu'il commandait. On s'en tenait encore à l'idée d'amener la France à composition et le congrès de Rastadt n'avait pas dit son dernier mot (2).

V

L'entrée en scène des Russes semblait bien destinée à faire sortir cette assemblée du cercle vicieux où elle tournait depuis si longtemps, et, en effet, le 2 janvier 1799, les plénipotentiaires français eurent ordre de faire de l'irruption annoncée de ces troupes sur le territoire de l'empire un objet d'ultimatum. Si la diète de Ratisbonne n'y faisait pas opposition de manière efficace, le congrès serait rompu. A la même heure, ayant réussi à mettre l'accord austro-russe

(1) Richmond, 12 juillet 1798, *Record Office, Russie*, vol. XL, sans numéro. Original.

(2) Vassiltchikov, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 281 ; *Matériaux pour la biographie du comte Panine*, t. III, p. 375; Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 212 et suiv.

sur pied et à lui donner un commencement d'exécution, Whitworth travaillait avec un redoublement d'ardeur à faire aboutir une entente de son propre pays avec la Russie. Conformément aux instructions, qui depuis le commencement de l'année lui parvenaient de Londres, il découvrait le dessein, qui jusqu'en 1815 devait former le lien de toutes les coalitions contre la France : réaliser une union étroite entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche ; y attirer la Prusse ; soutenir Naples ; chasser les Français d'Italie, où, reprenant la Lombardie, l'Autriche garderait Venise, et de la Hollande, qui, avec les Pays-Bas à elle annexés, constituerait une barrière contre les ambitions françaises, tel était le plan grandiose que le porte-parole du cabinet de Saint-James développait. Il annonçait en même temps l'envoi à Berlin de Thomas Grenville, frère du ministre, qui ferait auprès de Frédéric-Guillaume un effort décisif. Enfin, moyennant une nouvelle remise de 40 000 roubles, il s'assurait l'appui de Koutaïssov (1).

Contre cette ardeur, cependant, le goût de la Prusse pour les ajournements et celui de l'Autriche pour les atermoiements trouvaient un auxiliaire inattendu dans Paul lui-même. Si pressé et si belliqueux naguère, le tsar se laissait maintenant distraire par d'autres préoccupations. Abandonnant les affaires, raccourcissant les cérémonies religieuses, négligeant même les parades militaires, il était inabordable. Mlle Lapoukhine venait d'arriver et l'amoureux souverain voulait que Bezborodko lui aussi n'eût pas, pour le moment, d'autre affaire que de faire sa cour à la favorite et d'intervenir dans le déplacement d'influences et de situations, qui se rattachait à ce roman. Peu soucieux d'employer ainsi le peu de forces qui lui restait, malade et fatigué d'être en butte à l'hostilité de Rastoptchine et de Koutaïssov lui-même qui gagnait mal l'argent reçu, le chancelier demandait un congé

(1) Grenville à Whitworth, 14 janvier et 15 décembre 1798, *Record Office, Russie*, vol. XXXIX, numéro 3 ; vol. XLI, numéro 41 ; Whitworth à Grenville, novembre 1798 (sans jour), *ibid.*, vol. XLI, numéro 54.



et faisait ses préparatifs de départ pour Moscou. Le vice-chancelier Kotchoubey se disposait à suivre son oncle dans la retraite et Whitworth ne trouvait plus à qui parler (1).

A la fin de l'année, les événements d'Italie lui vinrent en aide. A la nouvelle qu'on se battait déjà au sud de la péninsule, Paul eut un réveil d'énergie. Le 17 décembre, il annonça à Vorontsov qu'il ferait alliance avec le roi de Naples pour le protéger. Huit jours après, donnant audience à Whitworth, il se déclarait prêt à conclure avec l'Angleterre une « convention provisionnelle » par laquelle, moyennant des subsides, il s'engagerait à faire marcher 45 000 hommes. A cette force imposante il donnait à la vérité une destination qui ne répondait pas précisément à ce qu'on attendait de lui. En dépit des déboires essuyés à Berlin, il se flattait encore d'y vaincre les résistances dont Repnine n'avait pu avoir raison. L'offre de tout ce qui serait enlevé aux Français sur la rive gauche du Rhin, à l'exception des trois électorats ecclésiastiques, ferait, pensait-il, ce miracle et les troupes russes ainsi mises à la solde de l'Angleterre seraient donc employées à soutenir le roi de Prusse, « si, comme on avait lieu de l'espérer, celui-ci agissait avec la même vigueur ». En outre, comme avait fait Catherine, Paul demandait des subsides énormes : 900 000 livres par an ou 75 000 par mois et 225 000 pour les premiers frais.

Whitworth ne croyait pas aux miracles, et, devant son insistance, Paul s'abandonna une fois de plus. Moyennant que le traité à signer stipulât un agrandissement pour la Prusse et le rétablissement du stathoudérat dans les Pays-Bas, il consentit à ce que les 45 000 Russes fussent utilisés, au gré de l'Angleterre, pour la reprise de la Hollande, ou tout autre objet. Il se disait en même temps disposé à envoyer 8 000 autres hommes au secours du roi de Naples et l'on se trouva d'accord. L'Angleterre ne répugnait pas à l'esprit des

(1) Whitworth à Grenville, 21 décembre 1798, *Record Office, Russie*, vol. XLI, numéro 58 ; Rastoptchine à Vorontsov, 22 décembre 1798, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 189. Cf. Hüffer, *Der Rastatter Congress*, p. 236-237.



arrangements territoriaux que le tsar avait en vue. Le traité de Vienne devait encore s'en inspirer. Et, pour l'argent, Whitworth avait la main large. Le 18/29 décembre 1799, avant le départ de Bezborodko, les signatures furent échangées (1).

Ce même jour, Paul traita aussi avec la cour de Naples, promettant de l'assister avec une escadre et un corps d'armée d'environ 10 000 hommes, qui serait immédiatement envoyé à Zara, en Dalmatie, pour y être embarqué sur des vaisseaux napolitains (2). Il partait décidément en guerre — pour le roi de Prusse ou pour celui des Deux-Siciles. Il négociait en même temps avec la Suède, offrant à son tour un subside de 300 000 riksdalers en échange d'une promesse de coopération, plus qu'hypothétique d'ailleurs. Vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué et oublieux des engagements pris au sujet de Malte, où il avait consenti à ce que fût mise une garnison mixte, si on réussissait à reprendre l'île aux Français, il y nommait déjà un commandant de place, le prince Dimitri Volkonski (3) ! »

Tout cela ne faisait pas le compte de l'Autriche. On n'avait rien épargné à Vienne pour retenir les Napolitains. On défendait encore au général Wallis, commandant une partie des forces autrichiennes en Italie, de répondre aux demandes de secours qu'il recevrait de ce côté. L'empereur ne se serait cru tenu d'assister son beau-père que si celui-ci avait été attaqué par les Français (4). L'offensive venant de

(1) Whitworth à Grenville, 21 et 24 décembre 1798, 2 janvier 1799 ; Grenville à Whitworth, 15 mars 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLI, numéros 58 et 59 ; vol. XLII, numéro 7 ; Bezborodko à Vorontsov, 6/17 décembre 1798 ; Paul à Panine, 3/14 octobre 1798, *Archives Vorontsov*, t. XIII, p. 412 ; t. XI, p. 267. Cf. Panine à Vorontsov, 31 juillet 1798, *ibid.*, t. XI, p. 281. — Le texte du traité chez F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. IX (X), p. 418. — La ratification du cabinet de Saint-James suivit de près, sous la réserve d'un renvoi des clauses concernant la Prusse et les Pays-Bas à des articles secrets.

(2) G. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VII, p. 318 ; cf. HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 239 ; DE BRAY, « Mémoires », *Revue d'Hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 581-582.

(3) Whitworth à Grenville, 8 janvier 1799. *Record Office, Russie*, vol. XLII, numéro 2.

(4) HÜFFER, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 241 ; VIVENOT, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 241.



son côté, le roi devait en porter la peine. Mais Paul ne l'entendait pas ainsi. Dès le 6 décembre 1798, le Directoire avait répondu en déclarant la guerre non seulement au roi des Deux-Siciles, mais aussi au roi de Sardaigne et l'occupation des capitales de l'un et de l'autre souverain suivait cette réplique à bref délai. Pouvait-on le souffrir ? Les relations du tsar avec la cour de Turin avaient été compromises en 1797 par l'imprudence du chargé d'affaires sarde, Bossi, qui s'était permis quelques propos impertinents au sujet de la réforme du costume ordonnée par le successeur de Catherine ; mais, à cette heure, Paul passait l'éponge sur cet incident. Il fallait vite porter secours aux nouvelles victimes des entreprises révolutionnaires (1).

Hélas ! au même moment, la querelle entre l'Autriche et l'Angleterre au sujet des subsides et des emprunts se poursuivant, la cour de Saint-James refusait de ratifier un accord conclu à Saint-Pétersbourg par Cobenzl et Whitworth sous la médiation du tsar (2). Elle alléguait que, pour l'argent reçu, ou celui qu'elle voulait recevoir encore, la cour de Vienne ne mettait toujours pas un seul homme en mouvement. Alors que les troupes russes avaient déjà atteint Brünn, pas un régiment autrichien ne paraissait prêt à faire campagne avec elles. Un moment irrité contre Londres, Paul dut reconnaître que sa colère se trompait d'adresse, et, le 20/31 décembre 1798, il adressa à Razoumovski un rescrit comme il savait en dicter : « Une plus longue hésitation de la part de l'Autriche ferait naître dans l'esprit de ses alliés le soupçon d'une trahison ; si cette attitude ne se modifiait immédiatement, les troupes russes recevraient l'ordre de rebrousser chemin (3). »

(1) Greppi, *Révélations diplomatiques*, p. 47-48. Sur ce diplomate, voy. Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Londres, 1798, t. IV, p. 491.

(2) Whitworth à Grenville, 13 décembre 1798 ; Grenville à Whitworth, 25 janvier 1799, *Record Office*, *Russie*, vol. XLI, numéro 45 ; vol. XLII, numéro 1 ; F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. IX (X), p. 247 ; Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 240.

(3) Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 168.

Thugut multiplia d'abord les explications, en plaidant la nécessité de gagner du temps. Il était, assurait-il, bien décidé à faire la guerre et à la pousser avec la plus grande vigueur. On tâcherait non seulement de chasser les Français d'Italie, mais de les y écraser ; après quoi, si la Russie voulait donner 60 000 hommes, on envahirait la France par le Midi, où les populations étaient très hostiles au Directoire, et on marcherait sur Paris, en couvrant ce mouvement par un soulèvement provoqué en Suisse. Déjà même, en vue de ce plan de campagne, ordre était donné d'occuper les Grisons. Mais la saison demeurait peu propice aux opérations ; les alliés ne s'étaient pas encore entendus sur la direction à leur donner, et d'autre part, préparée de longue main, la rupture du congrès de Rastadt ne pouvait être précipitée. Il ne convenait donc pas de mettre le Directoire en éveil avant le temps. Razoumovski trouvait ces raisons très bonnes et s'appliquait de son mieux à les faire valoir dans ses dépêches (1). Mais Cobenzl indiquant dans les siennes l'impossibilité de mettre à une plus longue épreuve la patience du tsar, à la fin de janvier 1799 un courrier apporta de Vienne à Saint-Pétersbourg des propositions nouvelles.

La guerre ayant déjà en fait éclaté en Italie, et l'empereur de Russie y prenant tellement à cœur les intérêts des deux souverains chassés de leurs capitales, ne consentirait-il pas à employer de ce côté le corps de Rosenberg, dont on tâcherait de se passer sur le Rhin ? Celui du général Herrmann, déjà destiné à l'Italie, pourrait être joint à l'autre, de façon à constituer avec les troupes autrichiennes une forte armée, dont l'archiduc Joseph prendrait le commandement. Ce prince manquait cependant d'expérience. Pour l'assister, Thugut avait donc eu l'idée de demander au tsar le feld-maréchal Souvorov, qui s'était déjà couvert de gloire en compagnie des Autrichiens dans la dernière campagne de Turquie (2).

(1) Vivenot, *Der Rastatter Congress*, p. 275-277 ; Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 111.
(2) Vivenot, *ibid.*, p. 289.



Dans le camp des adversaires de la France cette idée datait en réalité d'assez loin. En mars 1798, Grimm écrivait de Hambourg à Simon Vorontsov : « En 1793, le vieux comte de Würmser me disait au quartier général du roi de Prusse, à Francfort : « Donnez-nous votre comte Souvorov avec 15 000 Russes et je vous promets que, dans quinze jours, nous serons dans Mayence et en possession de toute la boutique avec armes et bagages (1). » En dernier lieu, sur une suggestion reçue de Razoumovski, l'envoyé d'Angleterre à Vienne, sir Morton Eden, avait sollicité dans ce sens l'esprit peu inventif de Thugut (2).

Paul fut à la fois flatté par la proposition et embarrassé. L'archiduc Joseph était déjà, à ce moment, fiancé à la malheureuse Alexandrine, médiocrement consolée de ses déboires par ce mariage et destinée à d'autres cruelles épreuves; la combinaison projetée semblait donc attribuer à la Russie, dans la coalition, ce rôle dirigeant que visait de plus en plus ardemment l'ambition du tsar. Les dipositions belliqueuses du souverain se trouvaient, en outre, exaltées à nouveau par le succès de la négociation qu'il avait poursuivie depuis le commencement de l'année à Constantinople. Son envoyé venait d'y signer avec la Turquie un traité d'alliance, appelé à recueillir bientôt l'adhésion de l'Angleterre. Il assurait la coopération des deux puissances contre la France, avec des forces imposantes de terre et de mer (3). Mais Souvorov était en disgrâce et en exil, et Paul demeurait sceptique à l'égard des capacités militaires d'un homme qui n'entendait rien au règlement prussien.

Son amour-propre l'emporta. Par une lettre autographe, le tsar engagea le vieux soldat, si maltraité par lui, à accepter le commandement qui lui était offert; mais, Cobenzl parlant des victoires que les armées alliées ne manqueraient

(1) *Archives Vorontsov*, t. XX, p. 332.

(2) VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 290-297.

(3) 23 décembre 1798 (2 janvier 1799), G. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VII, p. 314, 330; ZINKEISEN, *Geschichte des osmanischen Reiches*, t. VII, p. 44-50.



pas de remporter sous un tel chef, Paul hocha la tête :

— Je m'en lave les mains!

En même temps, écrivant au général Herrmann, il le chargeait d'une sorte de tutelle à exercer auprès du maréchal, « en surveillant les entreprises que ce vieux guerrier pourrait tenter au préjudice des troupes et de la cause qui lui seraient confiées », en « modérant sa fougue » et en lui servant généralement de « mentor » (1).

Souvorov accepta; mais on ne pouvait raisonnablement imaginer qu'il s'accommoderait d'un tuteur quelconque, celui-ci eût-il d'autres états de service que le général sans passé militaire auquel cette mission était impartie. Herrmann n'eut pas à s'y essayer. Il reçut ultérieurement une autre destination, et, après avoir épousé en mars la fille de Paul, l'archiduc Joseph renonça de son côté à cueillir des lauriers en Italie. Souvorov n'eut donc à partager avec personne le commandement pour lequel on le jugeait si mal qualifié, et il dut y assumer lui-même la fonction de « mentor ». Paul, par une nouvelle inconséquence, se portait en effet à lui confier son fils cadet, Constantin, pour qu'il fît l'apprentissage du métier auprès de cet homme si peu estimé par le père!

Ainsi fut préparée l'immortelle campagne, qui allait valoir aux armes russes des triomphes éclatants, sans toutefois que la Russie eût à en recueillir le moindre bénéfice et aussi sans que, à l'heure où cette prise d'armes était décidée, ceux qui l'entreprenaient fussent le moins du monde d'accord pour le but à y poursuivre, ou même la façon de l'engager et de la conduire.

(1) Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 124-125; Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 256-257; *Archives Vorontsov*, t. XII, p. 217.



VI

Ils continuaient à négocier, non seulement à Rastadt, mais à Berlin, où le départ de Repnine n'avait pas mis fin aux pourparlers si évidemment inutiles pourtant, dans lesquels le prince était intervenu avec si peu de succès. Panine, dont Thugut dénonçait fréquemment la crédulité et l'aveugle prussomanie, n'appuyait pas encore assez énergiquement à son gré les efforts des envoyés anglais et autrichiens. Or, il devenait pratiquement maître de la politique russe. A Saint-Pétersbourg, en effet, la crise ministérielle, ouverte par le départ de Bezborodko, laissait le département des Affaires étrangères dans un désarroi complet. Elle se rencontrait, en outre, avec une sorte d'éclipse de la diplomatie prussienne sur les rives de la Néva. Tauentzien avait été rappelé à l'été de 1797 et remplacé par le général von Grœben qui, bon soldat, faisait admirablement l'affaire de Paul sur la place de parade, mais n'était d'aucune autre utilité. Il abandonnait la correspondance elle-même au secrétaire de la légation, Weguelin.

A Berlin, les essais d'entente se butaient d'autre part toujours, autant du côté français que de l'autre, à la question des dédommagements. Sur ce point, travaillant parallèlement, quoiqu'en dehors de tout concert, à obtenir de la Prusse et de l'Autriche une déclaration d'égal désintéressement, Panine et Sieyès partageaient la même déconvenue. « J'avais réussi à doubler le pas, comme vous dites, écrivait ce dernier à Talleyrand, mais il se trouve que j'ai couru dans un cercle (1). »

A la fin de 1798, l'arrivée de Thomas Grenville ne produi-

(1) 9 septembre 1798, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIII, fol. 187.



sait d'autre effet que d'augmenter la réserve du ministère prussien, en l'effrayant. Au jugement de Panine, Haugwitz et ses collègues n'étaient même retenus que par la peur, ne demandant pas mieux que de lier partie avec l'Autriche et l'Angleterre contre la France, mais redoutant d'être prévenus par une attaque des armées républicaines (1). Son prussophilisme le trompait certainement. Pour conjurer ces craintes et mettre terme aux hésitations qu'elles étaient censées déterminer, il eut, dans la première semaine de 1799, ordre de faire une démarche décisive : communiquant à la cour de Berlin le traité anglo-russe, il devait lui demander catégoriquement d'y accéder, moyennant l'offre d'un corps russe de 45 000 hommes, qui, sous les ordres du prince Galitzine, serait joint aux troupes prussiennes, et la promesse de l'appui énergique du tsar en vue d'un dédommagement convenable, qui serait réclamé pour la maison de Brandebourg et pour la maison d'Orange. En cas de refus, il partirait immédiatement, se rendant à Carlsbad, où sa présence pouvait être utile pour prévenir un conflit d'ordre intime, qui menaçait la famille de son maître : la femme du grand-duc Constantin se trouvait dans cette ville d'eaux, et, en fort mauvaise intelligence avec son mari, elle faisait mine de ne plus vouloir rentrer à Saint-Pétersbourg (2).

Le résultat fut tel qu'on pouvait l'attendre. Le roi se déroba à deux demandes d'audience, et ses ministres crièrent qu'on voulait les compromettre (3). Mais Panine ne partit pas. Il refusa de jouer, dans une mascarade organisée par la jeune reine, le rôle qui lui était destiné, et se contenta de cette marque de ressentiment, se flattant aussitôt après de mettre à profit une tension qui se manifestait dans les relations de Haugwitz avec Sieyès. En fait, le ministre de Fré-

(1) A. S. Vorontsov, 18 octobre et 25 décembre 1798, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 47, 55.

(2) Paul à Panine, 19/30 décembre 1798, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 267; Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 263; F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 260; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 207.

(3) Hüffer, *ibid.*

déric-Guillaume pensait à toute autre chose qu'à se brouiller avec le représentant du Directoire. La mise en demeure qui lui arrivait de Saint-Pétersbourg l'engageait bien à se rapprocher de l'Angleterre, mais seulement en vue d'une alliance « pour la défense du système de sûreté du nord de l'Europe ». Et c'était, dans sa pensée, se mettre en bataille non contre la France, mais contre la Russie, d'où il imaginait que la Prusse avait à craindre une attaque. Haugwitz le déclarait sans ambages à Thomas Grenville, et plus tard, Panine lui-même devait se vanter d'avoir à ce moment empêché l'explosion d'une guerre entre les deux pays (1).

Mais l'envoyé extraordinaire de la cour de Saint-James n'obtenait rien, lui aussi, de ce qu'il avait charge de demander. Comme il offrait des subsides, Haugwitz avait été tenté d'abord. Le roi se prononçant pour un refus péremptoire, le ministre insistait pour qu'on traitât du moins avec un homme qui arrivait les mains pleines d'arguments aussi persuasifs. Dès le 7 mars 1799, cependant, l'Anglais réclamant une réponse précise, il en reçut une qui n'était pas pour le satisfaire : « La Prusse ne pouvait pour le moment abandonner la neutralité, se réservant de se joindre à la Russie et à l'Angleterre si les Français se permettaient d'autres empiétements. »

« Tout le monde sait, avait écrit Frédéric-Guillaume en octobre 1798, que j'abhorre la guerre et que je ne connais pas de plus grand bien sur terre que la conservation de la paix et de la tranquillité, comme le seul système propre à la félicité du genre humain. » Dans l'entourage du souverain Sieyès recueillait une autre version, plus triviale, de cette profession de foi. Le roi aurait dit : « Je ne veux point de guerre, mais quand il s'agira de partage, je saurai bien me montrer (2). »

(1) F. DE MARTENS, *loc. cit.*, t. VI, p. 266; BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, Introduction, p. XLVIII.

(2) BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, Introduction, p. XLVII; Sieyès à Talleyrand, 17 novembre 1798, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIV, fol. 152.

De toute façon, Thomas Grenville et Panine se trouvaient cette fois en présence d'un refus formel. Mais le premier voulant considérer la négociation comme terminée, le second s'obstina à en espérer un meilleur succès. Le 10 mars 1799 il remit une note où il demandait à la Prusse de spécifier les cas qui détermineraient sa participation à la guerre. Il n'eut pas à se féliciter de l'effet obtenu : le roi à son tour se plaignait qu'on voulût lui tendre un piège (1).

L'Autriche n'avait pour ainsi dire pas figuré dans ces stériles débats. Malade depuis la fin de l'année précédente, le prince de Reuss succombait en février 1799. Hudelist, qui le remplaçait provisoirement comme chargé d'affaires, et le comte de Dietrichstein, désigné pour lui succéder à titre définitif, inclinèrent tous les deux à trancher dans le vif, en adoptant la formule de Paul : « Qui n'est pas avec moi est contre moi », et, bien que subissant maintenant l'influence de Panine, le tsar ne demandait pas mieux que de la mettre en application vis-à-vis d'une cour, qui vraiment abusait de la bienveillance qu'il gardait à son égard. Ne se défendait-elle pas d'adhérer aux mesures mêmes qu'il proposait pour soustraire Hambourg à la domination des jacobins, qui y établissaient un foyer de propagande des plus actifs ! Encore Paul ignorait-il que de cet autre refus Haugwitz se faisait un mérite auprès de « l'exécrable » Sieyès (2). Le 22 mars 1799 (vieux style), Groeben fut invité à envoyer sur l'heure un courrier qui transmettrait à Berlin un dernier appel. Oui ou non, la Prusse entendait-elle faire cause commune avec la Russie ou préférait-elle se joindre aux ennemis de cette puissance ? Très ému, l'envoyé fit partir ce même jour son secrétaire, Scholtz, qui arriva à destination le 2 avril. Résultat : quatre jours plus tard, une lettre, *non chiffrée et confiée à la poste ordinaire*, porta à Saint-Pétersbourg cette simple réponse que, « pour le moment, le roi n'avait rien à ajouter à ses communications

(1) Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 265.

(2) Sieyès à Talleyrand, 30 mars 1799, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXV, fol. 69.



antérieures. Il ne pourrait en faire de plus explicites qu'après le retour d'un courrier envoyé à Londres par Thomas Grenville ». En réalité, ce courrier était déjà rentré à Berlin. Mais il n'avait pas apporté ce que Haugwitz attendait pour traiter avec la coalition et qui était exactement ce que, en mars 1795, Hardenberg avait attendu à Bâle, pour rompre avec la France : de l'or anglais. Contre des espèces sonnantes, comme son prédécesseur alors, Frédéric-Guillaume III pouvait être incliné à donner aux alliés... de bonnes paroles. Mais le courrier revenait sans le Pactole attendu. Pitt refusait de lâcher une livre sterling autrement qu'en échange de l'engagement formel de la part de la Prusse d'ouvrir immédiatement les hostilités contre la République (1). Cela étant, le roi et ses conseillers ne jugeaient pas pouvoir mieux faire que de demeurer sur les positions jusque-là occupées, en laissant Saint-Pétersbourg et, si possible, Londres dans l'incertitude au sujet de leurs décisions définitives. Et, pour cela, ils n'en étaient pas à un mensonge près.

Le mensonge, toutefois, s'aggravait, cette fois, en ce qui concernait le tsar, d'une impertinence, et il est donc tout à fait inconcevable que Paul ait, malgré cela, permis à Panine de prolonger son séjour à Berlin et d'engager Thomas Grenville à y demeurer aussi. En juin seulement, après le départ de Sieyès, qui, nommé membre du Directoire, abandonnait un poste où il n'avait pas mieux réussi que Caillard, l'envoyé russe se décida à partir pour Carlsbad. Mais, le tsar rapprochant de la frontière ses troupes cantonnées en Lithuanie et ordonnant à une de ses escadres de croiser devant Danzig, sur un signe de Haugwitz, l'obstiné prussomane revint, pour apaiser l'orage et tenter encore un accommodement.

Ce retour était si inattendu qu'il donna une alarme sérieuse au chargé d'affaires français, Otto, et, plus tard, ce diplomate devait se persuader faussement que les remontrances

(1) Grenville à Whitworth, 22 mars 1799, *Record Office, Prusse*, vol. XLII, numéro 13. Cf. Hüffer, *Der Rastatter Congress*, t. II, p. 267-268 ; Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. V, p. 418.



envoyées de Paris par Sandoz avaient seules empêché le ministère prussien d'adopter, contre le sentiment du roi, des résolutions hostiles à la République. Ni Frédéric-Guillaume ni son envoyé en France n'eurent pourtant besoin de se mettre en frais à ce propos. Panine consentant à se porter garant que la Prusse ne courait aucun risque sérieux du côté de la Russie, Haugwitz et ses collègues revenaient avec empressement à leur système, qui était de ne rien faire et de ne lier partie avec personne, en essayant cependant de tirer quelque chose d'un côté ou de l'autre (1).

Paul finit par comprendre qu'il n'y avait rien à attendre d'eux ni de leur maître, et, comme il inclinait toujours aux solutions extrêmes, Panine revenant à Carlsbad, il voulut que tout le personnel de la légation quittât également Berlin. Le chargé d'affaires, Siewers, eut ordre d'emmener jusqu'aux archives (2). C'était la rupture diplomatique complète. Mais ce fut tout. Paul ne tira aucune autre vengeance des dégoûts qu'il venait d'essuyer, et, par la plus extraordinaire des inconséquences, à l'homme qui lui valait tant de déceptions et d'humiliations, à ce même Panine, négociateur malheureux et exécuteur indocile des volontés du maître, vingt fois trompé, égaré et bafoué par lui, il destinait en même temps la succession de Kotchoubey au poste de vice-chancelier.

A ce moment, il est vrai, la parole n'était plus aux chancelleries. Vainement, sans tenir compte toujours des instructions qu'il recevait, Panine s'était employé à soutenir le cabinet de Berlin dans son opposition à la rupture du congrès de Rastadt. Entraînant un renouvellement de l'ultimatum français sous une forme plus tranchante, la marche en avant des Russes avait eu, en sens contraire, un effet plus décisif. L'interruption des négociations, l'entrée effective en campagne de part et d'autre, sur le Rhin comme en Suisse, et la sinistre inter-

(1) Otto à Talleyrand, 17 août 1799, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXV, fol. 320; PANINE, *Matériaux*, t. IV, p. 267 et suiv.; HÜFFER, *Der Krieg des Jahres 1799*, t. II, p. 126 et suiv.; SYBEL, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 261; BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. I, p. 299-303.

(2) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 263.



vention des *szeklers* autrichiens avaient mis la diplomatie et la politique des atermoiements hors de cause. Les solutions violentes l'emportaient, et, à la clameur soulevée par l'assassinat des plénipotentiaires français, répondait, ainsi qu'un tragique écho, le bruit des défaites encourues par l'armée française en Italie.



CHAPITRE XI

SOUVOROV EN ITALIE

I. L'ouverture des hostilités. Premiers échecs des Français. Supériorité numériquement écrasante des alliés. Enquête du Directoire sur l'armée russe. Le mémoire de Kosciuszko. — II. Souvorov. Ses excentricités et son génie. Effet de son apparition à Vienne. Il s'impose. « L'art de vaincre. » Il est nommé feld-maréchal autrichien. Raisons qui le mettent dans la dépendance de l'Autriche et de son état-major. Antagonisme militaire et politique. — III. Les alliés sur la route d'Italie. Situation critique de l'armée française. Schérer et Moreau. Marche précipitée des Russes. Défaite de Moreau à Cassano. Entrée de Souvorov à Milan. Ses premiers démêlés avec ses compagnons d'armes. Soulèvement des Italiens contre les Français. Occupation de Turin par les alliés. L'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. Désaccord de Souvorov avec Vienne. — IV. Macdonald arrive au secours de Moreau. Souvorov prévient leur rencontre. Bataille de la Trebbia. — V. L'ingratitude de l'Autriche. Souvorov empêché de recueillir le fruit de sa victoire. Réveil d'énergie guerrière du côté de la France, Joubert à l'armée d'Italie. Nouvelle offensive rapide de Souvorov. Bataille de Novi. Querelle dans le camp des vainqueurs et impuissance. — VI. Les causes du dissentiment. Défiance de l'Angleterre, ambitions de l'Autriche et susceptibilités de la Russie. L'affaire de Malte. La question des dédommagements. Les cours de Turin et de Naples. Le dessein de mettre les Russes hors d'Italie. — VII. Le nouveau plan de campagne. Souvorov rappelé en Suisse. L'invasion projetée de la France. Défaut d'entente. Défection de l'Autriche. L'archiduc Charles et Korsakov. Vers la défaite.

I

Attaquée en Italie, menacée en Allemagne, la France faisait preuve d'une belle vaillance, en acceptant une fois de plus l'invraisemblable gageure contre cette coalition toujours renaissante, à laquelle elle voyait maintenant se joindre « les barbares du Nord ». Elle ne s'était pas cependant préparée avec une énergie égale à soutenir ce défi. Le Directoire avait, depuis un an, débité beaucoup de phrases patriotiques ;



embarrassé par ses dissensions intimes, le désordre de ses finances et les dilapidations de ses fournisseurs, il n'avait presque rien fait pour mettre les ressources du pays à la hauteur de la tâche qui allait lui être imposée. Or, sur l'immense front de bataille où la lutte s'engageait, de l'Adriatique à la mer du Nord, il entendait non pas seulement défendre toutes les positions occupées, mais prendre presque partout l'offensive.

Armée d'observation en Hollande, pour s'opposer à un débarquement prévu des Anglais et des Russes ; autre armée d'observation, plus forte, sur le Rhin, pour couvrir le flanc gauche de l'armée active du Danube, qui, partant de Strasbourg, opérerait la conquête de la Souabe et de la Bavière ; deuxième grande armée franco-suisse, destinée à assurer à la France la possession du massif alpin ; troisième grande armée, appelée à refouler les Autrichiens en Italie au delà de l'Isonzo, tandis qu'un corps d'observation garderait Naples et tout le sud de la péninsule : tel était le plan de campagne qu'on avait conçu à Paris et pour l'exécution duquel on comptait mettre en ligne près d'un demi-million d'hommes, — 434 235, d'après le rapport que, quittant le ministère de la guerre pour prendre le commandement de l'armée d'Italie, Schérer laissait à son successeur.

Mais ces effectifs n'existaient que sur le papier, où l'ex-ministre avait aligné les chiffres correspondants. En réalité, les contingents disponibles atteignaient tout juste le tiers du total ainsi indiqué : 146 417 hommes en tout, dont 10 000 Suisses, mal équipés et pour la plupart hostiles. C'est avec cela qu'il fallait faire face à la formidable ruée de peuples, où l'Autriche seule figurerait pour un nombre presque double de combattants (1) !

La disproportion des forces, d'un camp à l'autre, était énorme.

Si peu en rapport avec les moyens dont il disposait, l'atti-

(1) *Revue d'histoire rédigée à l'état-major de l'armée française*, 1901, t. IV, p. 83; *OEsterreichische milit. Zeitschrift*, 1836, t. I.



tude du gouvernement français, sa grandiloquence et la hardiesse de ses desseins lui donnaient bien un certain avantage. Se laissant impressionner par elles, la coalition mettait autant de timidité dans ses propres plans qu'il montrait d'audace dans les siens. C'est ainsi qu'elle inclinait à concentrer, pour le moment, en Italie tout l'effort qu'elle était capable de déployer. Mais si, à un point de vue général, le danger du choc qu'ils auraient à soutenir en était diminué pour les Français, l'infériorité dans laquelle ils se trouvaient n'en devenait que plus accablante sur ce terrain particulier. Elle ne devait pas tarder à se manifester.

Dès la fin d'avril 1799, l'arrivée prochaine des Russes dans la péninsule étant annoncée et 2 000 Anglais débarquant en même temps à Messine, une telle panique, au rapport de l'envoyé de Russie à Naples, Italinski, se déclarait parmi les républicains, que, évacuant précipitamment la plus grande partie des territoires par eux occupés, ils gardaient à peine Naples et Capoue. Une fois les Russes rendus sur les lieux, le roi de Sicile pourrait revenir dans sa capitale (1).

Fier de la terreur que produisait l'entrée en scène de ses compatriotes, le diplomate russe en exagérait bien un peu l'effet. L'événement n'était cependant pas sans donner au Directoire lui-même d'assez vives appréhensions. Ayant pris la mesure de tous les autres champions de la cause antirévolutionnaire et appris à les dédaigner, il manquait de renseignements sur ces nouveaux adversaires. Revenu d'Amérique et séjournant à Paris comme délégué du Congrès, Kosciuszko fut mis à contribution pour en fournir. Il rédigea un mémoire, qui fut envoyé en Italie et distribué aux chefs de corps, sous forme d'instruction. Les conclusions en étaient plutôt encourageantes. L'ex-dictateur polonais représentait les soldats du tsar comme grands, robustes, disciplinés jusqu'à l'obéissance la plus aveugle, mais incapables d'initiative et déprimés par des traitements barbares. Il donnait leurs officiers pour braves,

(1) *Archives Vorontsov*, t. XX, p. 279-280.



mais fort ignorants, jugeait la cavalerie russe plus imposante que vraiment redoutable et n'accordait un éloge sans réserve qu'aux cosaques, troupe excellente pour le service de reconnaissance (1). Il passait sous silence le chef de cette armée, dont la présence à sa tête allait cependant avoir sur l'issue des combats auxquels elle prendrait part une influence décisive. On ne s'attendait donc nullement dans le camp français à ce que les plus rudes coups qu'on eût à recevoir dussent venir de cet homme de guerre assez peu connu en Occident. Mais, en apprenant à mieux le connaître après son arrivée à Vienne, on ne fut pas mieux édifié dans le camp opposé.

II

Souvorov se piquait, on l'a vu, d'avoir déjà fait la leçon à ces généraux français avec lesquels il devait se mesurer pour la première fois. Il s'érigeait volontiers en professeur d'art militaire, même dans sa correspondance avec ses amis. « L'essentiel est de bien exercer les troupes, écrivait-il à l'un d'eux. Jamais en retraite ; la meilleure en est toujours à pleines jambes. Exercer à tout temps, aussi en hiver, la cavalerie dans la boue, marais, ravins, fossés, éminences, bas-fonds, même sur des rampes de terre, sabré (2) ! » Rédigée en un français tout aussi incorrect sur la route d'Italie, une instruction de sa façon, à l'usage de l'état-major autrichien mis sous ses ordres, porte le même caractère : « Il faut attaquer ! Armes blanches, baïonnettes, sabres, sans perdre de moment, terrasser et prendre, vaincre toutes les difficultés au

(1) Macdonald, *Mémoires*, t. III, p. 1 et suiv.

(2) A un inconnu, 11 octobre 1787, Maslovski, *Correspondance de Souvorov*, p. 60. Cf. Rambaud, *le Feld-maréchal Souvorov*, *l'armée à travers les âges*, 2e série, 1900, p. 238.

delà de l'imaginable, poursuivre à talon, ruiner jusqu'au dernier homme ! — Heure du berger : attaquer, renverser ce qu'on trouve sur place, sans attendre le reste. — Perdre quelque peu de temps pour les exercices seuls à arme blanche. Montecuccoli dit pour une demi-heure. Son attaque fut avant le terme. Eh bien, tant mieux pour la marche et pour le petit devoir ; même cuire la soupe et engager le soldat en toute manière... (1). »

On devine l'impression de ce langage obscur, bizarre et incohérent sur les disciples de Montecuccoli. Les allures et les mœurs du personnage lui-même n'étaient pas faites pour en atténuer la surprise déconcertante. Dînant à 8 heures du matin, comme à Kontchanskoïé, demeurant trois heures à table et se couchant aussitôt après, pour ne se lever qu'à 4 heures de l'après-midi, par ce régime même l'étrange général semblait s'interdire toute participation sérieuse aux opérations militaires qu'il était appelé à diriger. En fait, au rapport de l'agent anglais en Suisse, Wickham, pendant tout le cours de la campagne d'Italie, jamais Souvorov ne devait prendre la peine de visiter un poste ou de reconnaître une position. « Tous les plans d'attaque et de marche étaient dressés par les officiers d'état-major autrichien... Rarement le maréchal fut présent à l'exécution ; il n'y intervenait jamais et demeurait la plupart du temps invisible à l'armée (2). »

Wickham jugeait cet homme aux trois quarts fou, et c'était aussi l'opinion de Whitworth, qui, une année auparavant, s'en était déjà expliqué dans ce sens avec Grenville (3). A l'apparition du héros, les populations autrichiennes furent tentées d'en penser autant. Sur la route de Vienne, Souvorov ameuta les habitants des villes et des campagnes qu'il traversait, multipliant les extravagances ou les incongruités. A demi nu et toujours bizarrement vêtu, il haranguait les foules

(1) Gachot, *Souvorov en Italie*, p. 107.

(2) A Grenville, 17 octobre 1799, *Record Office*, *Suisse*, vol. XXVIII, numéro 37 ; Wickham, *Correspondance*, t. II, p. 285.

(3) Saint-Pétersbourg, 8 mars 1798, *Record Office*, *Russie*, vol. XXXIX, numéro 12.



dans un allemand aussi peu intelligible que son français ; entrait dans tous les couvents pour se couvrir de scapulaires et de reliques ; s'abreuvait d'eau bénite et se repaissait d'hosties dans toutes les églises ; s'arrêtait devant les calvaires en bordure des chemins pour réciter des oraisons et, en termes tour à tour pathétiques ou burlesques, demandait leur bénédiction et leurs prières aux prêtres et aux moines qu'il rencontrait.

— Aidez-moi à châtier les rebelles, les régicides et les ennemis de Dieu et de la foi !

Arrivant dans la capitale le 15 mars 1799, il s'époumonna à crier : « Vive Joseph ! » et, comme on le reprenait, lui rappelant que l'empereur régnant s'appelait François, il montra le plus grand étonnement.

— Ah bah ! Dieu m'est témoin que je n'en savais rien.

Il ne voulut descendre à l'hôtel de l'ambassade qu'après qu'on eût enlevé de l'appartement qui lui était destiné glaces, tableaux, bronzes et tous objets de luxe ou de confort. Il coucha dans une pièce nue sur une botte de foin (1).

Prenant contact avec les sphères dirigeantes de la cour et le conseil aulique de guerre *(Hofkriegsrath)*, il se défendit de leur communiquer ses projets pour la campagne en vue. Il n'en avait aucun, assurait-il, devant préalablement prendre connaissance du terrain sur lequel il aurait à opérer. Il remit seulement aux membres du conseil un petit opuscule, où, disait-il, se trouvait le secret des victoires que les armées alliées allaient remporter. C'était cette étude sur l'*art de vaincre*, qui, restée inédite du vivant de son auteur, n'a été publiée qu'assez récemment, avec des commentaires du général Dragomirov (2). L'homme extraordinaire, auquel, malgré tout, l'Autriche se décidait à confier la fortune de ses armes, y révélait, en effet, quelque chose du génie trans-

(1) VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 306 et suiv. ; RIBEAUPIERRE, « Mémoires », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 491 ; MASSON, *Mémoires*, t. III, p. 215.
(2) Paris, 1899.



cendant qui devait triompher de la science et de la bravoure de quelques-uns des meilleurs généraux français.

« Apprendre au soldat non une mise en scène vaine, mais ce qui lui servira à la guerre, l'entraîner aux longues étapes avec tambour et musique : la musique enlève ; habituer les hommes à tirer juste ; être toujours prêt à se mettre en campagne ; ne pas trop se vanter ni mépriser l'adversaire ; étudier au contraire avec soin ses points de force comme ses éléments de faiblesse ; s'instruire en temps de paix ; lire les ouvrages militaires et les méditer ; enrichir ses connaissances ; mais *la bataille se gagne sur le terrain*, une minute peut modifier le plan conçu, un mouvement opportun décide l'issue du combat ; ne pas le manquer et finir par une vive pression d'ensemble ; attaquer sans attendre l'attaque ; la rapidité déconcerte l'adversaire ; fondre sur lui à l'improviste, le presser, le pousser, le charger sans lui laisser le temps de se ressaisir ; l'ennemi saisi est à moitié vaincu ; l'épouvante grossit les objets ; où il n'y a qu'un homme elle en fait apercevoir dix ; l'arme la plus redoutable, c'est la détermination. »

Ainsi se laissent résumer les préceptes, dont Dragomirov a dégagé le principe dans la formule suivante : « Si, dans une armée, le ressort moral, au lieu d'être brisé, se trouve au contraire tendu dans la limite du possible, on peut tenter avec elle les entreprises les plus désespérées sans risquer un échec. »

Cependant, ni dans ce petit traité, ni ailleurs, Souvorov n'a, au vrai, indiqué l'instrument principal de ses triomphes. Ce secret était en lui-même, dans une âme et un tempérament, également bizarres, touchant en effet à la folie, mais d'une trempe, dont, au déclin de l'âge, le futur vainqueur de Novi allait mettre en lumière la vigueur, le ressort et l'ascendant exceptionnels. L'un et l'autre s'incorporaient en quelque sorte à l'organisme militaire qui recevait ce chef unique dans son genre ; ils le pénétraient et le transfiguraient. Les habitudes personnelles du maréchal, si fort qu'elles cho-



quassent de bons juges, jusqu'à leur paraître incompatibles avec l'exercice d'un commandement, s'y accommodaient au contraire et concouraient à des résultats surprenants. Mangeant et dormant aux mêmes heures que lui, les soldats de Souvorov fournissaient sans fatigue des courses extrêmement longues et rapides. Le maréchal faisait partir à minuit les hommes commandés pour faire la cuisine; trois heures après leurs camarades se mettaient en marche à leur tour, prenaient une heure de repos après chaque étape de sept verstes et, à huit heures du matin, ayant parcouru cinq ou six lieues, ils trouvaient leur repas tout préparé. Après l'avoir absorbé, ils se couchaient comme faisait leur général, pour repartir avec lui dans les mêmes conditions à 4 heures et, vers 8 ou 10 heures du soir, entrer dans un campement encore entièrement disposé à l'avance pour les recevoir (1).

En Italie, pendant la saison chaude, les soldats russes se trouvèrent particulièrement bien de ce régime; mais ils en auraient aisément accepté un autre, indépendamment de toute discipline, domptés, fascinés et fanatisés comme ils furent toujours par cet homme singulier. A Vienne même, Souvorov n'eut pas plus de peine à désarmer les méfiances ou les répugnances que ses façons pouvaient inspirer. Impulsives originairement, procédant d'un penchant naturel à la facétie et à l'excentricité, les bizarreries dont il donnait le spectacle étaient aussi voulues et calculées. Il y mettait une part de rouerie et d'intention mystificatrice. Il en faisait une sorte d'écran, derrière lequel il dérobait son être intime, mélange subtil de souplesse et de force, de candeur et de finesse extrême. Mais il savait se découvrir à propos, et, avec ses conseillers, François II fut médusé par ce monstre, au point que le projet de subordonner le feld-maréchal à un archiduc se trouva de suite hors de question. Pour sauver les apparences, on décida de conférer à ce maréchal russe le grade de maréchal autrichien, et, sans avoir toujours rien

(1) Stein, *Geschichte des russischen Heeres*, p. 226.



révélé de la façon dont il comptait les employer, Souvorov prit le commandement des troupes alliées.

Numériquement, il ne leur apportait pour le moment qu'un assez faible appoint, à peine 17 000 hommes du corps de Rosenberg, déjà acheminés vers l'Italie.

Le corps de Herrmann, confié maintenant au général Rehbinder, n'avait pas jusque-là passé la frontière russe. Celui de Rimski-Korsakov, pour lequel l'Angleterre avait accordé des subsides, et celui du prince de Condé étaient encore destinés à combattre sur le Rhin. En outre, les hommes de Rosenberg arrivaient avec leurs fusils seuls, leurs sabres et quelques gros canons. Pas de commissariat, pas d'intendance, pas d'artillerie légère, pas de pontons; ni magasins, ni état-major. Les Autrichiens devaient suppléer tout cela et Korsakov, à son tour, allait se présenter en pareil équipage. L'archiduc Charles lui demandant comment il entendait pourvoir à la subsistance de ses troupes, il répondrait : « J'ai mes cosaques (1) ! »

Dans ce dénûment et dans l'inégalité des forces mises de part et d'autre en campagne se trouvait une première raison des difficultés que le général russe était appelé à rencontrer dans l'accomplissement de sa tâche. Les plus grandes lui viendraient de ses compagnons d'armes. Le *Hofkriegsrath* ne se retenait pas de donner des instructions au nouveau commandant en chef. Il ne manquerait pas davantage d'intervenir ultérieurement dans la conduite des opérations, par des indications impératives envoyées de Vienne. Souvorov était homme à ne tenir compte ni des unes ni des autres et à garder les mains libres, si l'ajustement même de l'appareil militaire, dont il prenait charge, ne lui enlevait toute possibilité d'indépendance. Dans cette armée, les Autrichiens comptaient dès à présent pour les deux tiers, 35 000 hommes environ sur 52 000, et l'outillage de la guerre leur appartenait dans une proportion beaucoup plus forte, avec l'instru-

(1) Wickham, *Correspondance*, t. II, p. 152; Orlov, *Souvorov*, p. 28.



ment même de la pensée directrice qui présiderait aux combinaisons militaires. Autrichiens seraient aussi les plans de marche et les ordres de bataille, puisque, du côté russe, il n'y avait rien ni personne pour en fournir.

De cette situation l'âme et le tempérament du vieux guerrier devaient triompher dans une certaine mesure, mais au prix d'une lutte, qui introduirait un nouvel élément de friction et de discordance dans cette alliance déjà chargée d'antagonismes irréductibles et contribuerait à sa dissolution. A ce point de vue, le choix de Souvorov comme commandant en chef doit être reconnu pour un contresens. Éloigné jusque-là des théâtres de guerre européens, ce pourfendeur des Turcs et des Polonais demeurait étranger aux nouvelles méthodes de combat qui étaient en train de se former dans les armées de l'Occident. Révolutionnaire pourtant lui aussi à sa façon, bien qu'ennemi de la Révolution française, il ne s'écartait pas moins des doctrines et des traditions, auxquelles, de leur côté, s'attardaient les généraux autrichiens. Il était lui-même, dans cette sphère supérieure de tout art, où, au-dessus des principes et des méthodes, le génie ne relève que de la personnalité et de l'inspiration, et, en cet individualisme puissant il se rapprochait plutôt encore, par l'esprit, de quelques-uns de ces généraux républicains, vis-à-vis desquels il allait, pour de bon, cette fois, faire figure de maître.

Entre lui et la camarilla viennoise, un moment décontenancée et matée mais bientôt rendue à sa routine et à sa morgue, l'incompatibilité d'humeur était, par contre, absolue et irrémédiable. La divergence des conceptions militaires s'aggravait, sur ce point, d'un désaccord égal sur le terrain politique.

Au départ de Saint-Pétersbourg, Souvorov avait reçu du tsar l'ordre formel de restituer les États sardes à leur légitime possesseur, qui, réfugié à Cagliari, suivait avec anxiété les mouvements de la coalition. Au départ de Vienne, le maréchal se trouva muni d'instructions, qui, émanant de l'empereur romain, étaient muettes au sujet de la restauration de



la dynastie de Savoie dans le Piémont, mais insistaient sur le rétablissement immédiat de l'autorité impériale en Lombardie ; soldat avant tout, le commandant en chef de l'armée d'Italie ne s'embarrassa pas du conflit d'idées ainsi accusé entre les deux maîtres qu'il devait maintenant servir. Il était trop pressé de combattre.

III

Avant même qu'il y prit part, la lutte avait déjà, du Rhin aux Apennins, tourné au désavantage des Français. Masséna venait de pousser une pointe hardie dans les Grisons; mais, sur le Rhin, attaqué par l'archiduc Charles et forcé, en outre, de secourir Bernadotte, Jourdan était rejeté en arrière, et, abandonnant le commandement à Ernouf, revenait à Paris, pour y cabaler avec les Jacobins contre le Directoire. En Italie, jouissant d'une certaine réputation depuis sa victoire de Loano (23 novembre 1795), mais vieux, usé, apoplectique et détesté des soldats, Schérer n'opposait qu'une faible résistance à Kray, et, entre le 25 mars et le 5 avril, battu à Pastrengo (Bevilaqua) et Magnano, il était obligé de repasser le Mincio et même l'Adda. Italiens et Polonais compris, les républicains ne gardaient de ce côté qu'une trentaine de mille hommes maladroitement dispersés. Mais le commandement passait à Moreau et cela changeait tout. Prenant des mesures pour concentrer rapidement ses forces, appelant à lui Macdonald du sud de l'Italie, le successeur de Schérer se disposait à ressaisir la victoire.

Ne pas lui donner le temps d'en réunir les éléments fut la première pensée de Souvorov et le plan réel, dont il ne jugea pas à propos de faire confidence aux augures militaires de Vienne. A marches forcées, leur faisant abattre jusqu'à soixante-cinq kilomètres par jour, il poussa en avant ses



troupes, les Russes surtout, avec une précipitation telle que l'état-major autrichien en perdit la tête. A plus d'une étape, les approvisionnements manquèrent. Les colonnes s'embrouillaient les unes dans les autres et les Impériaux ne pouvaient suivre, « craignant de se mouiller les pieds », comme disait le maréchal au général Mélas, dans une lettre qui ne fut d'ailleurs pas envoyée (1). Mais, parti de Vienne le 4 avril, en quinze jours il avait fait parcourir plus de cent lieues au gros de son armée, le 19 il prononçait un mouvement offensif, et, dès le 27 avril, pris de court, Moreau subissait le choc, à Cassano. Il perdait 7 000 hommes, et, avec le passage de l'Adda, il livrait aux alliés le chemin de Milan (2).

Le lendemain, les cosaques de Dénissov y pénétraient les premiers, non sans jeter en quelque émoi les habitants qu'effrayait l'aspect farouche de ces « capucins » barbus *(gli capucini rossi)*. Souvorov les suit de près, faisant son entrée par la même voie triomphale que Bonaparte a parcourue en 1796, et, à première vue, il donne presque la même impression. Mal habillé comme l'autre et plus négligemment encore, bas retombant sur les bottes courtes, culotte aux boutons défaits, camisole blanche sur une chemise sans jabot, pareillement mal monté sur un méchant cheval cosaque, le maréchal n'a, lui aussi, rien du conquérant gigantesque et terrible que la foule attendait. Mais par son masque impérieux et tragique, son regard de flamme, son geste dominateur, l'autre avait vite fasciné les spectateurs, médusant ceux qu'il ne séduisait pas. Avec son visage grimaçant sous l'énorme casque surmonté d'un plumet aux couleurs autrichiennes dont il s'est coiffé, ses petits yeux clignotants, ses mouvements de pantin hirsute et grotesque, le fouet qu'il brandit comme une crosse d'évêque distribuant des bénédictions en réponse aux vivats, celui-ci continue à les déconcerter. Ren-

(1) *Oesterr. Militarschrift, 1811-1813*, t. I, p. 285. Cf. ORLOV, *Souvorov*, p. 61, avec une fausse citation.

(2) MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 294 et suiv.; ORLOV, *loc. cit.*, p. 83 et suiv.; STUTTERHEIM, « Der Feldzug, 1799 », dans *Œster. Militärschrift, 1811-1813*, t. I, p. 292-297.

contrant Mélas, il l'empoigne pour l'embrasser, fait cabrer le cheval et désarçonne le cavalier. Mais, sans y prendre garde, il poursuit sa course jusqu'à la première église, où, mettant pied à terre, il pénètre dans le sanctuaire et s'étend tout de son long devant le maître-autel (1).

Au prosternement près, en ce dernier trait, le Bonaparte de 1800 acceptera lui-même, au même lieu, la leçon du maître russe.

La Lombardie était conquise, et, demeurant trois jours dans la capitale, Souvorov s'occupa d'y organiser un gouvernement provisoire; mais, contre ce qu'on pouvait attendre de lui, il tarda à poursuivre l'avantage obtenu. Il avait encore un plan, qui était de couper Moreau de la route de Gênes par Novi, à travers la Bocchetta, et d'empêcher sa jonction avec Macdonald. Mais déjà l'état-major autrichien le paralysait. Disposant seul des services d'information, il donnait pour imminente la prise de contact entre les deux généraux français, alors que l'un d'eux avait encore à traverser les trois quarts de l'Italie pour rejoindre l'autre. Moreau eut ainsi le loisir de se réorganiser entre Valenza et Alexandrie ; mais sa situation n'en restait pas moins beaucoup plus critique que ne l'imaginaient ses adversaires. Sans espoir d'être secouru par Macdonald avant d'avoir à essuyer une nouvelle attaque, sans possibilité de recevoir aucun autre renfort de Suisse ou de France, il se trouvait dans un pays entièrement soulevé. Par sa seule apparition, Souvorov avait rempli une des premières obligations mises à sa charge du côté de Vienne, qui était précisément de provoquer cette révolte. Préparée par les exactions et les violences dont les armées républicaines s'étaient rendues coupables, sous couleur de libérer le pays, elle éclatait partout. Les gouvernements constitués par la France s'effondraient comme des châteaux de cartes; les autorités républicaines s'évanouissaient; les démocrates prenaient la fuite; plus populaires que jamais,

(1) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 294 et suiv., et Dénissov, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1874, t. III, p. 621.



les prêtres prêchaient la guerre sainte et, si Souvorov n'avait pas le prestige de Bonaparte, religieux exactement à la façon de leurs hôtes italiens, fanatiques, superstitieux, épris de madones à miracles, ses Russes, bien mieux que les Français sceptiques et sacrilèges, éveillaient dans ce milieu des sympathies ardentes. A leur tour, il passaient aussi pour des libérateurs.

Après de trop longues hésitations, Souvorov franchit cependant le Tessin, et Moreau dut reculer encore, se retirant du côté d'Asti ; mais il put le faire sans être entamé, et les alliés attendirent de l'avoir perdu de vue, pour marcher sur Turin, où ils entrèrent sans coup férir le 25 mai. Ce même jour, Gardane livrait Alexandrie, se renfermant dans la citadelle. Dès le 23, les Français avaient déjà évacué la citadelle de Milan. Ils ne gardaient plus dans cette région que Gênes, Mantoue, Coni et les citadelles d'Alexandrie et de Tortone. Grâce à la supériorité de leurs forces et à la rapidité de leurs premiers mouvements, les Austro-Russes avaient en moins de deux mois reconquis presque tout le nord de l'Italie ; mais à défaut de l'anéantissement complet qu'ils s'étaient trouvés en mesure un moment d'infliger à Moreau, si beau qu'il fût, ce résultat n'avait encore rien de décisif et la diplomatie viennoise allait concourir avec l'état-major autrichien à le compromettre.

Survenant d'abord, à ce moment, la nouvelle de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt (28 avril) jetait sur la coalition un discrédit et soulevait en France une indignation, dont la lutte engagée en Italie ne pouvait manquer de se ressentir. A Turin, en même temps, Souvorov se trouvait de plus en plus égaré et mis en échec par son entourage autrichien. Il faisait dans la ville une autre entrée solennelle, paradait au milieu des cortèges et des *Te Deum*, présidait des dîners de gala où son buste remplaçait celui de Bonaparte ; il donnait des audiences et y émerveillait des Piémontais de marque par la vigueur de son esprit, tout en les ahurissant par l'étrangeté de son aspect et de son



langage. Des généraux autrichiens, se présentant au milieu d'une de ces entrevues, tel grand seigneur du pays était surpris de voir que, devant ce petit homme dépenaillé, ils faisaient figure de caporaux (1). On dirait de Bonaparte à son arrivée à l'armée d'Italie. Mais, au milieu de ces pompes, Souvorov perdait son temps et, dans l'organisation du pays conquis, il était loin de marcher sur les traces de son devancier. Déjà la rébellion contre les Français y tournait à la jacquerie et, si caporaux qu'ils parussent, les généraux autrichiens y agissaient en maitres. Souvorov annonçant le retour prochain du roi, ils prenaient possession de la citadelle de Turin au nom de l'empereur!

Thugut, de son côté, réprouvait maintenant les encouragements donnés au mouvement insurrectionnel des populations locales, bien qu'en le favorisant le maréchal n'eût fait qu'exécuter les ordres de François II. C'était, disait le ministre, faire le jeu de la Révolution. Il n'objectait pas moins au retour du roi : l'Autriche entendait garder le Piémont en gage, jusqu'à la pacification générale. Les critiques, les contre-ordres allaient pleuvoir maintenant de Vienne sans interruption, entravant toutes les décisions ou en détruisant les effets, rendant impossible l'exécution de tout plan concerté.

On croit encore retrouver Bonaparte aux prises avec le Directoire. Mais quelle différence toujours! S'indignant, s'emportant, tempêtant, Souvorov ne sait faire que cela. Il entend mal d'ailleurs la politique et s'y intéresse peu. Son métier est de se battre; mais, contrairement à sa propre maxime, pour cela même, il a déjà laissé passer « l'heure du berger ». Macdonald a eu maintenant le loisir de se rapprocher de Moreau.

(1) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 409-410.



IV

Invité par Schérer, dès le mois d'avril, à passer dans le nord de l'Italie, le commandant de l'armée du sud avait dû quitter Naples le 7 mai, au moment où les royalistes y reprenaient l'offensive avec le cardinal Ruffo à leur tête, expulsant les Français des Calabres, aidant au débarquement des Anglais, dont la flotte bloquait la ville. Il laissait de petites garnisons à Gaëte, à Capoue, au château de Saint-Elme et ne pouvait emmener ainsi que 19 000 hommes environ. Arrivant à Rome à travers les Abruzzes déjà insurgées aussi, pour voir crouler la République sous les colères populaires, recueillant des renforts, mais distribuant encore des détachements à Rome, à Civita-Vecchia, à Pérouse, à Ancône, il s'affaiblissait d'autant, et une avant-garde de 4000 Polonais, sous Dombrowski, qu'il lance en Toscane s'y trouve débordée par des bandes insurrectionnelles.

Il avance pourtant; ramasse à Florence, le 24 mai, les corps de Montrichard et de Gauthier, arrive à réunir 24 000 hommes et prend contact bientôt avec la droite de Moreau sous Victor. Fortifié ainsi jusqu'à 36 000 hommes, il marchera par Bologne sur Parme et Plaisance; gardant encore 14 000 hommes, Moreau passera de son côté la Bocchetta, et, réunis, les deux généraux se croiront sûrs de prendre une prompte revanche. « Si vous pouvez déboucher par Modène et Plaisance, écrivait Moreau, le 17 mai, à Macdonald, nous serons bientôt maîtres de toute l'Italie. »

Cette confiance ne procédait pas seulement de l'héroïque exaltation que les armées républicaines de l'époque tiraient de l'esprit révolutionnaire et du succès, presque invariablement fidèle depuis sept années au drapeau de la Révolution. Constamment renforcés depuis leur entrée en campagne, les

Austro-Russes avaient bien maintenant près de cent mille hommes en Italie; mais, toujours mal renseigné et alarmé mal à propos, préoccupé ainsi de se couvrir de tous les côtés, Souvorov imitait Schérer en éparpillant ses forces. Sous Turin, il ne retenait guère plus de 20 000 hommes. Au commencement de juin seulement, devinant une concentration des Français vers Génes, il en esquisse une sous Alexandrie, et c'est Tortone que ses adversaires visent, de l'autre côté des Apennins.

Le 11 juin, Macdonald franchit la montagne, écrase sous Modène un corps autrichien de 5 000 hommes, lui faisant perdre la moitié de son effectif, et, marchant vers le Pô, menace la ligne de retraite de Souvorov (1). Si Moreau réussit à lui donner la main, la partie est gagnée.

Mais, manœuvrier incomparable, le futur « conseiller d'état-major de la coalition » est quelque peu de la même époque à laquelle appartiennent ses adversaires autrichiens : très supérieur à tous par le savoir et l'inspiration, il est tout aussi impropre aux initiatives promptes et hardies. Ni lui ni Macdonald n'ont presque rien de ce qui fait et fera la fortune des grands premiers rôles, longtemps invincibles, de l'épopée révolutionnaire : la décision rapide, l'audace au risque, la soif du combat à toute chance. Et c'est précisément ce que, à ce moment critique, Souvorov va révéler et faire valoir contre eux. Avec lui, militairement parlant, la révolution est dans le camp des alliés et la victoire la suivra.

Laissant Bellegarde avec 14 000 hommes sous Alexandrie pour attendre Moreau et couvrir la ligne de retraite menacée, avec 10 000 Autrichiens seulement sous Mélas, Fröhlich et Lichtenstein, et 14 000 Russes sous Chveïkovski, Förster et Rosenberg, il court à Macdonald comme il sait courir. Il devancera sa rencontre avec Moreau. Il en est convaincu. Il l'affirme, du moins. Il annonce à ses soldats une victoire certaine, infaillible. Il leur apprend à crier en français : « Bas

(1) Hüffer, *Der Krieg des J. 1799*, t. I, p. 262 et suiv.



les armes! » et : « Pardon! » Cela ne l'empêche cependant pas de fortifier solidement une tête de pont sur le Pô, près de Mezzano-Corti, pour le cas d'un malheur qu'il sait prévoir. Mais les soldats qu'il mène au combat ne doivent pas en être avertis, et c'est l'assurance d'un triomphe facile qu'il met dans leur cœur pour donner des ailes à leurs jambes (1).

Moreau qualifiera plus tard cette marche de chef-d'œuvre.

Franchissant la Bormida le 15 juin, le surlendemain à 10 heures du matin, les alliés sont déjà sur la Tidone, c'est-à-dire qu'ils ont parcouru près de 90 kilomètres, et aussitôt, sans donner à ses troupes une heure de repos, Souvorov engage le combat. La rencontre se produit à l'ouest des cours parallèles de la Tidone et de la Trebbia, deux affluents du Pô, dont les rives ont, depuis des siècles, servi de théâtre à de tels débats. Sur la Trebbia, l'an 218 avant Jésus-Christ, Annibal s'est déjà mesuré avec le consul Sempronius, et, sur la Tidone, en 1746, une armée franco-espagnole a battu des troupes sardo-allemandes. De façon plus singulière, en ce coin de terre italienne que les Autrichiens disputent aux Français, la lutte met d'abord aux prises, cette fois, des Russes et des Polonais! D'un côté, Dombrowski est toujours à l'avant-garde, et de l'autre Souvorov veut que ses soldats soient les premiers au feu. Dans une lutte fratricide le sang slave va couler ici et là pour une querelle qui n'intéresse en rien ceux qui le verseront.

Ne s'attendant pas à une attaque aussi prompte, Macdonald a donné trop d'étendue à sa formation de marche, qui en profondeur couvre plus de vingt lieues (2). Il n'a avec lui que 22 000 hommes et Moreau est encore loin. Le futur maréchal fait bonne contenance cependant, et la première journée demeure indécise. Très intense, la chaleur a incommodé les Russes. Vêtu d'une chemise seulement, Souvorov s'est prodigué. Avant la bataille, il néglige de reconnaître les positions, comme Wickham l'a observé, mais dans l'action il paye

(1) Orlov, *Souvorov*, p. 187 et suiv.
(2) Macdonald, *Souvenirs*, p. 91.

de sa personne. Vers 3 heures de l'après-midi, les Français faisant des progrès, il les a chargés avec un régiment de cosaques et a réussi finalement à les rejeter derrière la Tidone.

Le lendemain, annonçant à ses troupes qu'il ne s'agit plus que de poursuivre un ennemi vaincu, il fait construire un second pont sur le Pô, près de Tarpanese, pour recevoir des renforts attendus de Kray et mieux assurer ses derrières. Cette seconde journée, il la prévoit plus dure et ne se trompe pas. Les Polonais font des prodiges de valeur et Macdonald a reçu les divisions de Montrichard et d'Ollivier. Mais, s'exposant encore, entraînant Russes et Autrichiens et leur communiquant sa flamme, Souvorov l'emporte. Les Français sont repoussés sur la rive droite de la Trebbia. Leur défaite serait plus complète, si, laissée en réserve, mais réclamée par le maréchal à la dernière heure, la division de Fröhlich n'avait été retenue par Mélas.

Le troisième jour, les Polonais entrant encore les premiers en ligne et, après les avoir repoussés, Rosenberg et Bagration, l'aide de camp favori de Souvorov, s'aventurant trop à leur poursuite, la situation devient si critique pour les alliés que le maréchal est pressé par son entourage d'ordonner la retraite. Épuisé de fatigue, il s'est étendu, en chemise toujours, sur une grosse pierre.

— Pouvez-vous faire reculer ce roc ? répond-il.

Mais on lui annonce que les régiments russes de Chvéïkovski et de Förster ne peuvent plus eux-mêmes tenir.

— S'il en est ainsi, fait-il encore, qu'on me donne mon cheval !

L'instant d'après, il se jette dans la mêlée comme la veille et avec le même résultat. Les Français doivent une fois de plus repasser la Trebbia (1).

Obtenu au prix de si grands efforts et de pertes considé-

(1) Hüffer, *Der Krieg des J. 1799*, t. I, p. 270-271 ; Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. I, p. 543 ; Orlov, *Souvorov*, p. 205 et suiv. ; *Récits d'un vieux soldat*, p. 131-136 ; Chodzko, *Histoire des légions polonaises*, t. II, p. 168 et suiv. ; Sciout, *le Directoire*, t. IV, p. 273 et suiv.



rables, en lui-même ce résultat était assez médiocre. Aussi donnait-il lieu, du côté des vainqueurs, à des disputes très vives. Les Russes reprochaient aux Autrichiens de n'avoir pas suffisamment soutenu leur droite, et, pour se disculper, Mélas invoquait les instructions du *Hofkriegsrath*. Peu s'en était même fallu qu'en leur obéissant, il n'eût, le troisième jour, quitté le champ de bataille (1). Souvorov avait cependant atteint l'objectif essentiel qu'il visait. Très affaibli lui-même après ces trois terribles journées, Macdonald décidait de battre en retraite, renonçant à attendre Moreau, dont il n'avait pas de nouvelles. Le maréchal en profitait aussitôt pour pousser ses colonnes en avant. Le 20 juin, Mélas fut déjà à Plaisance, y enlevant dans les lazarets quatre généraux français et un grand nombre d'autres blessés, et la retraite des vaincus se convertissait en fuite. Le lendemain, retenu sous Novi par Bellegarde et obligé de le culbuter pour passer, Moreau débouchait dans la vallée de la Trebbia, mais n'avait plus d'autre ressource que de manœuvrer pour dérober à Souvorov une marche, qui le ramenait précipitamment derrière les Apennins, vers Gênes. En même temps, la citadelle de Turin capitulait, et il ne restait ainsi aux alliés qu'à franchir la montagne à leur tour, pour consommer sur la Riviera l'œuvre de cette campagne. Malheureusement pour eux, leurs dissentiments intimes s'aggravaient au même moment.

V

Au point de vue militaire, dès le mois de mai, Vienne avait voulu astreindre Souvorov à ne pas s'avancer vers le sud de l'Italie, ni dans aucune autre direction, avant qu'il n'eût occupé solidement toutes les forteresses du nord. Au point

(1) Hüffer, *loc. cit.*, t. I, p. 274; Milioutine, *loc. cit.*, t. I, p. 542 et suiv.; Crossard, *Mémoires militaires*, t. II, p. 141.



de vue politique, Thugut s'était élevé de plus en plus vivement contre les mesures prises par le maréchal pour restituer au roi de Sardaigne la possession de ses domaines. En conséquence, après la dépense d'énergie et de valeur qu'il venait de faire, comme récompense, le vainqueur de la Trebbia recevait une lettre pleine de reproches. Lui imputant à crime le retard du siège de Mantoue et taxant de maladresse la répartition des forces communes sur le territoire des hostilités, l'empereur jugeait leur situation comme très compromise ! En même temps, répondant par le refus le plus catégorique à une demande de renforts, le *Hofkriegsrath* prétendait disposer à sa guise du corps autrichien de Weissmann, précédemment mis sous les ordres du maréchal, voire du corps russe de Rehbinder. De part et d'autre, à peine faisait-on mention des succès obtenus par le commandant en chef, et c'était encore en le complimentant sur « son bonheur ».

Ce dernier trait blessa le plus le vieux guerrier. S'en expliquant avec Razoumovski, il lui écrivait le 25 juin :

« C'est du bonheur ! dit l'empereur romain. Une tête d'âne, à l'armée, m'a dit même : « Un bonheur aveugle ! » Vous demandez des troupes ? Eh ! que demanderiez-vous donc si vous étiez battu ? L'imbécile de ministre ne sait pas que, pour tirer parti d'une victoire, il faut plus de troupes ! A moi innocent, on enlève le dernier agneau, Rehbinder ! L'archiduc Charles, personnage éminent, ne donne même pas ce qu'il a ordre de donner !... Mes dernières victoires m'ont enlevé des mains jusqu'à 5 000 hommes. Les *Bestimmtsager* m'en ont fait perdre plus de 10 000... Sait-il, ce sot et timide cabinet, qu'un siège ne se fait pas sans la couverture d'un corps d'observation (1) ? »

Mais Razoumovski était incapable de faire valoir ce plaidoyer ; partageant l'hostilité du conseil viennois à l'égard du général russe, l'état-major autrichien de l'armée d'Italie était porté à exagérer encore, contre lui, la lettre et l'esprit des

(1) MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 590 et suiv. ; FUCHS, même titre, t. I, p. 211 ; *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 323 et suiv.



instructions qu'il recevait de ce côté, et, avec ses troupes victorieuses, Souvorov se trouva, après l'occupation de Plaisance, pratiquement immobilisé, réduit à surveiller les sièges d'Alexandrie, de Mantoue et de Tortone. Coup sur coup, il envoya à Vienne trois plans pour l'écrasement des Français sur la Riviera. Mais on voulait qu'il attendît la prise de Mantoue. La ville ne capitula que le 28 juillet, et, à ce moment, l'énergie et le savoir de Moreau avaient déjà reconstitué une armée avec des débris, dont une poursuite un peu vive aurait, au jugement de Gouvion-Saint-Cyr (1), consommé la destruction.

En même temps, rajeunissant la composition du Directoire, la journée du 30 prairial (18 juin) promettait de donner à la conduite des opérations, du côté des Français, une impulsion plus énergique. Bernadotte prenait le portefeuille de la guerre. Très heureusement pour les alliés, il débutait par une mesure mal inspirée : plutôt que de fortifier, en l'unifiant, le commandement suprême en Italie, comme le besoin s'en faisait sentir, il l'affaiblissait encore. Rappelant Moreau sur le Rhin, en vue d'une armée qui devait être constituée de ce côté, mais dont tous les éléments manquaient, il destinait à Championnet le commandement d'une armée des Alpes, à former dans les mêmes conditions. Joubert, un des rivaux de Bonaparte, devait remplacer Macdonald et Moreau à la tête des troupes qu'ils avaient réussi à réorganiser et à réunir et qui s'élevaient à 45 000 hommes.

Arrivant le 4 août au quartier général de Conegliano, d'accord avec Moreau, qui consentait à rester provisoirement auprès de lui pour l'assister de ses conseils, le nouveau commandant en chef français jugeait que les forces dont il disposait n'étaient pas encore suffisantes pour affronter les alliés très supérieurs numériquement et enhardis par leurs succès. Puisque Bernadotte paraissait décidé à faire un grand effort en Italie, il convenait d'en attendre l'effet et ne tenter une offensive vigoureuse qu'après l'entrée en ligne de l'armée de

(1) *Mémoires*, t. I, p. 202.



Championnet. C'était le parti le plus sage. Mais de nouvelles instructions reçues de Paris ne permirent pas aux deux généraux de s'y tenir. Sous la pression de l'opinion publique et la clameur des clubs, luttant lui-même pour son existence que des triomphes militaires éclatants et immédiats semblaient pouvoir seuls assurer, le Directoire en réclamait à tout prix et sur l'heure. Il fallait payer d'audace, venger au plus tôt les échecs de Cassano et de la Trebbia et débloquer Mantoue. C'est ainsi que fut décidée, contre le gré de Joubert et de Moreau, leur marche sur Novi, qui, eu égard aux circonstances, était une pure folie. A ce moment, Mantoue avait déjà succombé ; Souvorov venait d'y faire une autre entrée triomphale et de donner un nouvel aliment à la légende en obligeant son fidèle Prochka, valet de chambre épiquement digne du maître, à lui administrer une douche sur la place principale de la ville et sous les yeux de la population ébahie (1). Mais, tout en continuant à se quereller avec ses subordonnés de l'état-major autrichien, fulminant contre les *Bestimmtsager* de Vienne et annonçant même l'intention de quitter le commandement, il n'oubliait pas que sa nouvelle conquête lui rendait la liberté pour se battre. En apprenant le mouvement en avant des Français, il bondit de joie. Laissant plus de 13 000 hommes sous Tortone, il en gardait près de 60 000, pour courir à ces fous, qui, obligés de couvrir leur ligne de retraite, ne pourraient amener tout leur monde sur le champ de bataille où il les rencontrerait et y seraient donc un contre deux, ou peu s'en faudrait.

A la nouvelle de la prise de Mantoue et de la marche de Souvorov, le conseil de guerre français opina de son côté pour la retraite, pendant qu'il était temps encore. Mais Joubert ne sut pas se décider et Moreau n'était pas homme à avoir raison de son irrésolution, très hésitant lui-même d'habitude en stratégie comme en politique. Une journée fut ainsi perdue à délibérer, et, le lendemain, Souvorov se trouva là.

(1) *Antiquité russe*, 1872, t. VI, p. 675. Cf. *Œster. Militärzeitschrift*, *1811-1813*, t. I, p. 296-297.



Mortellement blessé au premier choc, Joubert abandonna le commandement à Moreau, et le Breton têtu ne put que disputer vaillamment une victoire, balancée malgré l'inégalité des forces pendant seize heures d'un combat extrêmement meurtrier, mais décidée en faveur des alliés par l'arrivée de troupes autrichiennes fraiches, venant de Rivalta, sous Mélas.

Perdant 6500 hommes en tués ou blessés, les Français laissaient aux mains des vainqueurs 4500 prisonniers, dont les généraux Pérignon, Grouchy, Colli et Partounaux (1). Mais, renouvelée plusieurs fois, l'attaque des hauteurs de Novi avait coûté aussi très cher aux alliés et, plus que jamais, la discorde était dans leur camp. Au sentiment de l'état-major autrichien, bien que victorieux, Souvorov venait de multiplier des fautes, qui avaient failli le conduire à un désastre. Se trompant sur les intentions de Joubert et ne voyant dans les troupes qui paraissaient sous Novi qu'un détachement destiné à masquer la manœuvre du gros de l'armée ennemie, il s'était obstiné à ne porter sur ce point qu'une faible partie de ses forces, au point de perdre presque entièrement l'avantage de leur supériorité, et, sans l'arrivée de Mélas, qui, n'ayant pas d'ordres, accourait au canon, la journée était perdue. Loyalement, le maréchal en convenait lui-même, dans une lettre adressée à François II (2).

Dans ces conditions recueillir le fruit de cette victoire devenait pour les vainqueurs chose malaisée. Fuyant en désordre dans les montagnes, les Français n'avaient plus le moyen de défendre la Riviera, seul territoire qui restât en leur possession dans cette partie de l'Italie, et Souvorov se voyait en passe de réaliser le plan dont Vienne avait suggéré l'idée à Saint-Pétersbourg et que, sans rien en laisser paraître à son

(1) Hüffer, *Der Krieg des J. 1799*, t. I, p. 345-356; Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 43 et suiv.; Orlov, *Souvorov*, p. 266 et suiv.; Gachot, *Souvorov en Italie*, p. 359; Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires*, t. I, p. 232 et suiv.; Chodzko, *Hist. des Légions polonaises*, t. II, p. 227; *ibid.*, t. II, p. 482, le rapport de Moreau.

(2) Fuchs, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 16; cf. Milioutine, même titre, t. III, p. 365; Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 356-358; Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 433.



habitude, le maréchal avait fait sien, depuis, et caressé constamment dans les profondeurs obscures de son imagination. Gênes conquise, le chemin de Paris par le sud de la France s'ouvrait devant lui. Le soir même de cette bataille, qui, si mal qu'il l'eût engagée, était bien décisive pour le coup, il prit des dispositions de marche pour le lendemain. Hélas! deux jours plus tard, il envoyait à Mélas un ordre ainsi conçu : « Nous ne poursuivrons pas l'ennemi plus loin; l'armée va revenir dans ses anciennes positions (1). »

VI

Les historiens allemands attribuent communément ce revirement subit à des instructions que Souvorov aurait reçues de Saint-Pétersbourg et qui lui auraient fait connaître que Paul était refroidi pour la coalition, ou tout au moins pour l'Autriche. Une indication dans ce sens a pu, en effet, être donnée au maréchal à ce moment. Elle n'était cependant pas pour l'engager à abandonner le bénéfice des avantages obtenus et si chèrement achetés. Les historiens russes semblent donc plus près de la vérité en mettant en cause, à ce propos, l'état-major autrichien, ou la cour de Vienne. En fait, sous Novi même, Souvorov a fait préparer successivement par le général Zach et le colonel Weyrother deux plans de marche sur Gênes. Au premier qui concernait toutes les troupes alliées, l'état-major autrichien opposa un veto formel : les ordres reçus par lui de Vienne s'opposaient à une opération de ce genre; le commandant en chef lui-même en avait qui lui prescrivaient de disjoindre 10 000 hommes pour pacifier la Toscane et la Romagne, c'est-à-dire pour les soumettre à l'Autriche. Souvorov n'abandonna encore pas son dessein. Il

(1) MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 61; HÜFFER, *loc. cit.*, t. I, p. 361-365.



marcherait sur Gênes avec ses Russes seuls ! Mais aussitôt l'intendance autrichienne se mettait à son tour en travers : elle ne pouvait réunir en quantité suffisante les approvisionnements et les mulets nécessaires (1).

Le maréchal s'indigna, parla encore de démissionner, mais ne put bouger. Il dut se contenter d'envoyer à Razoumovski une nouvelle lettre de doléances, accompagnée cette fois d'une sorte d'ultimatum, qu'il formulait ainsi : « 1° Nettoyer l'Italie des Français, en me donnant pleine liberté d'action ; 2° empêcher le *Hofgriegsrath* et les stupides faiseurs de projets d'intervenir dans mes dispositions ; 3° de la Suisse, je suis prêt à passer soit en Allemagne ou en France ; autrement, je n'ai rien à faire ici. A la maison ! A la maison ! Voilà pour Vienne tout mon plan (2). »

Les dernières lignes de ce message se rapportaient à un nouveau plan de campagne, concerté entre Vienne et Saint-Pétersbourg sous l'influence de l'Angleterre, qui, à ce moment, devenait prépondérante sur les rives de la Néva.

Bezborodko était mort, en avril 1799, frappé d'un coup d'apoplexie, à la suite d'une algarade de Paul, qui, à onze heures du soir, lui ordonnait de tirer de son lit le ministre de Prusse pour lui communiquer une nouvelle et plus menaçante sommation en vue de l'accession de sa cour à l'alliance anglo-russe (3) ! Au refus de Vorontsov, Rastoptchine prenait la direction des affaires étrangères, mais le tsar prétendait y affirmer de plus en plus despotiquement sa volonté personnelle, et, sous l'impression des nouvelles d'Italie, ses dispositions pour l'Autriche devenaient de moins en moins amicales. Il était fort mécontent de Razoumovski, qui, occupé surtout de femmes et de toilette, perdu de dettes en outre en dépit d'une immense fortune, avait pour souci principal, en effet, de se ménager les complaisances de

(1) Milioutine, *loc. cit.*, t. II, p. 61-62; Orlov, *Souvorov*, p. 309.
(2) Alexandrie, 20 juillet 1799, *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 325.
(3) Kotchoubey à S. Vorontsov, 19 avril 1799, *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 202.



Thugut (1). Après avoir songé à le remplacer par Kalytchov, Paul lui adjoignait ce diplomate, le chargeant de surveiller l'ambassadeur et d'intervenir en outre dans les démêlés de Souvorov avec le *Hofkriegsrath*.

Inquiétée, de son côté, par les ambitions que l'Autriche laissait percer en Italie, la cour de Saint-James en venait à penser que les Russes y faisaient trop bien les affaires des Habsbourg. En mai, elle avait demandé déjà que le corps de Korsakov, dont elle pouvait disposer aux termes du contrat de subsides, fût employé à la délivrance de la Suisse; à la fin de juin, elle imagina de faire passer dans ce pays Souvorov lui-même. S'adjoignant une partie au moins du corps de Korsakov, le maréchal pénétrerait en France par la Franche-Comté (2).

Avec une modification imposée par les circonstances, c'était le projet autrichien de la première heure. Vienne commença pourtant par se montrer très peu disposée à en favoriser l'exécution. L'archiduc Charles se trouvant déjà en Suisse avec 90 000 hommes, cela ferait beaucoup de monde dans un aussi petit pays! Au vrai, Thugut n'avait parlé d'envahir la France que pour flatter l'esprit du tsar. Il ne tenait pas à pousser ainsi les choses à l'extrême. Mais Paul s'emballait une fois de plus. Souvorov et ses soldats ayant fait leurs preuves, il les voyait déjà en passe de ramener Louis XVIII dans sa capitale. Et il s'avisait de vouloir que ce prince fût de la partie, accompagnant le corps de Condé, qui serait aussi, pour cette campagne, mis sous les ordres de Souvorov.

Sur ce point, Pitt souleva des objections. Une fois en France, l'hôte royal de Mittau ne pourrait se retenir d'y agir en roi, ce qui porterait préjudice aux opérations militaires. Pitt proposait de remplacer ce personnage trop encombrant

(1) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 62-63; PANINE, *Matériaux*, t. II, p. 497-498; t. III, p. 315, 453, 521, 638-647; t. IV, p. 280, 296.

(2) Grenville à Whitworth, 7 mai et 26 juin 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLII, numéro 24; vol. XLIII, numéro 46.



par le comte d'Artois. Mais, à son tour, Paul se récriait, — en un langage que l'on croirait presque emprunté au vocabulaire du père Duchesne. Si, disait-il, le roi d'Angleterre nourrissait tant de sympathie pour le frère de Louis XVIII, il n'avait qu'à lui donner les moyens de dépenser son temps de la manière la plus conforme aux goûts de ce prince, en buvant et chassant, sans chercher à l'employer là où le succès dépendait de la bonne conduite et de la prudence. Une fois le roi remis en possession de Versailles, le comte d'Artois y trouverait dans le voisinage du Parc-aux-Cerfs les occupations qui lui convenaient et auxquelles il s'était toujours distingué (1).

Le débat se poursuivant entre Londres et Saint-Pétersbourg au sujet de ce détail, brusquement Vienne cédait sur le fond. Thugut proposait même que le corps de Rehbinder, primitivement destiné à Naples, fût joint à l'armée qui opérerait en Suisse et en France. A son tour, il s'avisait que les Russes étaient de trop en Italie. Restaient à combiner les mouvements respectifs des troupes, russes et autrichiennes, qui concourraient à cette manœuvre. Or, l'affaire de Malte intervenait encore à ce moment pour rendre difficile l'entente entre les deux cours. Thugut ne s'insurgeait pas directement contre l'usurpation de la grande maitrise par le tsar, mais il laissait faire également Hompesch, qui, de Trieste où il s'était réfugié, lançait des protestations virulentes et agissait, de toute façon, comme chef de l'Ordre (2). Cobenzl encourait un blâme sévère de la part de son chef, pour s'être laissé conférer la dignité de bailli du même Ordre, et, se rendant à Saint-Pétersbourg pour y prendre femme, l'archiduc palatin recevait défense expresse d'accepter ne fût-ce qu'une

(1) Grenville à Whitworth, 27 août 1799; Whitworth à Grenville, 21 juillet 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIV, numéro 74; vol. XLIII, numéro 56; Paul à Rezoumovski, 26 juin 1799, *ibid.*, vol. XLIII, copie; Paul à S. Vorontsov, 10 juillet 1799, *ibid.*, vol. XLIII, copie. Cf. HÜFFER, *Der Krieg*, t. I, p. 419.

(2) VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 323 et suiv.; cf. *Archives Vorontsov*, t. XXIX, p. 273 et 289; Whitworth à Grenville, 13 juin 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIII, numéro 33.



croix (1) ! En juin 1799, ce fut pis : la nouvelle arrivait à Saint-Pétersbourg que Hompesch avait fait passer deux de ses agents dans la partie de l'île de Malte qui se trouvait insurgée contre les Français, et aussitôt Paul déclarait que le corps de Korsakov ne bougerait plus, jusqu'à ce que l'Autriche eût mis l'ex-grand maître dans l'impossibilité de continuer de tels agissements. De son propre mouvement et sous sa responsabilité, Cobenzl prit à cet égard des engagements formels ; mais là-dessus on apprenait à Vienne que « cette marotte de Malte », comme disait irrévérencieusement l'envoyé autrichien, avait porté le tsar, en traitant avec la Bavière (2), à garantir à cette puissance l'intégrité de ses possessions et on criait presque à la trahison, en même temps que Thugut refusait catégoriquement de reconnaître l'immixtion de Paul dans les affaires de l'Ordre, autrement qu'au titre de protecteur. En juillet, il capitula, annonçant la démission de Hompesch et donnant à entendre que le souverain russe pourrait recueillir la succession de l'ex-grand maître avec l'approbation de l'empereur romain, du pape et même des langues espagnoles (3). Mais l'irritation de Paul ayant été entre temps augmentée par les rapports de Souvorov, les relations des deux cours demeurèrent tendues. Les dissentiments militaires rejaillissaient sur le désaccord politique, et réciproquement.

Après avoir accueilli d'abord sans déplaisir et même avec une certaine satisfaction les critiques qui lui étaient adressées de Vienne au sujet de son maréchal, Paul commença bientôt à trouver qu'on en prenait trop à l'aise avec le vainqueur de Cassano et de la Trebbia et dès la fin de juillet 1799, en termes passablement raides, il invita François II à mettre son *Hofkriegsrath* au pas. En même temps, dénoncé par Kalytchov comme se livrant à des « intrigues coupables », Razoumovski recevait une verte semonce et Souvorov un rescrit,

(1) Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 383.
(2) Voy. ci-dessus, p. 337.
(3) Vivenot, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 179.



qui le déliait de tout devoir d'obéissance envers l'empereur romain et lui enjoignait de s'opposer par tous les moyens aux vues égoïstes de l'Autriche. Si, pour arriver à ses fins par l'accaparement des provinces conquises en Italie, cette puissance faisait appel à la force ou à une entente avec la France, le maréchal réunirait les troupes russes et agirait avec elles indépendamment (1). Paul commençait aussi à s'apercevoir que la coalition antifrançaise était une curée; mais, bien qu'il ne se défendît pas d'y prendre part, puisque, en dehors de Malte, il concevait à ce moment des convoitises sur Corfou, ingénument, il prenait offense des autres ambitions qu'il découvrait dans la même voie.

Daté du 11 août (nouveau style), le rescrit à l'adresse de Souvorov n'a pu parvenir au maréchal au lendemain de la bataille de Novi, ni par conséquent influer, à ce moment, sur les résolutions que nous connaissons. Le commandant en chef des armées alliées se trouvait simplement dans l'impossibilité d'exercer sa fonction, et, après la Trebbia déjà, écrivant au tsar, il avait sollicité son rappel (2). Paul s'était hâté de répondre en conférant au maréchal le titre héréditaire de « prince d'Italie », honneur que « ni Roumiantsov ni Scipion n'avaient obtenu », comme l'observait non sans quelque malice un des correspondants de Simon Vorontsov (3). Par ordre du tsar, Kotchoubey adressait de vifs reproches à Cobenzl, et Razoumovski recevait l'ordre de demander une audience à l'empereur et de lui dire que, « si cela continuait », Souvorov serait invité à fausser compagnie aux Autrichiens et à se concerter avec les Anglais seuls et les Napolitains pour la continuation de la campagne (4).

Paul demeurait encore fidèle à la cause qu'il avait embrassée. Il venait, en juin, de déclarer la guerre à l'Espagne,

(1) Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 350; Vassiltchikov, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 371.

(2) Fuchs, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 217.

(3) P.-V. Zavadovski, 12 août 1799, *Archives Vorontsov*, t. XII, p. 234. Comp. *Antiquité russe*, 1877, t. XIX, p. 154.

(4) Fuchs, *loc. cit.*, t. II, p. 143 et suiv.



renvoyant le chargé d'affaires de cette puissance et mettant l'embargo sur les navires espagnols. Maintenant encore, en août, à raison d'un club politique établi à Copenhague, il interdisait le territoire et les eaux de son empire à tous les sujets danois; il marquait son ressentiment au margrave de Bade, grand-père de la grande-duchesse Alexandre, qui s'était porté à traiter avec le gouvernement de la République (1). Mais, à ses yeux, l'Autriche trahissait cette cause, de toutes façons et surtout en prétendant s'arrondir aux dépens des domaines sardes que la Russie l'avait aidée à arracher aux Français.

Envoyant un agent, le chevalier Balbo, à Saint-Pétersbourg et un autre, François Gabet, au quartier de Souvorov, Charles-Emmanuel II avait, dès la première heure, travaillé activement et avec succès à entretenir et développer ce sentiment. Il était allé jusqu'à exprimer le désir de servir dans l'armée russe! Depuis, l'invitant à quitter Cagliari ou l'y retenant, des ordres et des contre-ordres n'avaient cessé de mettre la patience du souverain à l'épreuve. Rappelant le désintéressement dont elle avait fait preuve au moment du second partage de la Pologne et qui lui donnait des titres à une compensation en Italie, l'Autriche déclarait ne pas vouloir entièrement dépouiller le monarque en cause; mais elle entendait faire valoir du moins les prétentions qu'elle avait sur les territoires enlevés au Milanais dans la guerre de la succession d'Espagne. Pressé vivement, Paul n'insistait pas absolument de son côté sur le retour immédiat du roi de Sardaigne et n'objectait pas à l'occupation provisoire du Piémont par les Autrichiens, mais il voulait que le gouvernement y fût exercé au nom du souverain légitime. Il consentait même à la récupération par l'empereur des anciennes provinces milanaises, mais demandait qu'elle fût différée. Il fallait d'abord « exterminer les Français », comme disait Rastoptchine (2).

(1) Schilder, *Paul Ier*, p. 410; *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 219.
(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 228; Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 401 et



Au fond, trouvant des difficultés imprévues dans l'exercice de ce rôle de protecteur et d'arbitre qu'il avait assumé vis-à-vis des cours italiennes, et s'en irritant, le tsar arrivait déjà à la période des désenchantements et des repentirs. Naples lui donnait aussi plus d'embarras qu'il n'avait imaginé. Rastoptchine traitait d' « imbécile » et de « charlatan », le marquis de Gallo qui venait à Saint-Pétersbourg pour soutenir le duc de Serra-Capriola et qui parlait d'un partage de l'Italie au profit de son maître (1). A la fin de juillet, Souvorov dénonçant de son côté l'intention de plus en plus évidente de la cour de Vienne de se tailler la part la plus large dans ce pays, sans nul souci pour les intérêts généraux de l'Europe, Paul éclata. Si on devait continuer à se battre ensemble, il fallait s'expliquer pourquoi on se battait, et Serra-Capriola de concert avec Gallo suggérant la réunion d'un congrès à Saint-Pétersbourg, le tsar agréait l'idée avec empressement (2).

Effrayée, l'Autriche essaya de se rapprocher de l'Angleterre. Mais, remplaçant à Vienne sir Morton Eden que Thugut avait réussi à se rendre docile, le nouvel envoyé de la cour de Saint-James, lord Minto, engageait Grenville lui-même à adopter la proposition des diplomates napolitains. Se ravisant peu après, le ministre anglais jugea peu convenable le choix de Saint-Pétersbourg comme siège du congrès et la convocation prématurée ; il ne s'en prononça pas moins résolument contre toute entente où la Russie ne figurerait pas. Seule, cette puissance était capable de modérer les ambitions autrichiennes. Cobenzl pensait, lui, que Paul se laisserait apaiser, pour peu qu'on voulût bien à Vienne mieux traiter son maréchal. La grande croix de Marie-Thérèse, ou toute autre distinction accordée au vieux guerrier, mettrait fin à cet orage. Mais Thugut ne voulait entendre à rien ; il

suiv. ; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 167-169 ; FUCHS, même titre, t. II, p. 145.

(1) Rastoptchine à Simon Vorontsov, 12 juin, 3 et 10 juillet 1799, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 221, 228, 230.

(2) HÜFFER, *Der Krieg*, t. I, p. 406 ; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 197, 198, 430, 432.

traitait Souvorov de brouillon et jugeait indignes les contestations soulevées par le tsar au sujet du droit qu'avait l'Autriche à se dédommager en Italie de ce qu'elle n'avait pas pris en Pologne. Si ce principe était mis en discussion, le partage devait être refait (1). Blâmé par son chef et maltraité par Paul, Cobenzl se trouva à Saint-Pétersbourg dans une situation intenable et celle de Razoumovski à Vienne n'était pas meilleure. Dans un autre rescrit foudroyant, Paul invitait son envoyé à ne pas oublier qu'il représentait le tsar (2). A Londres pourtant, la diplomatie autrichienne allait, contre Souvorov, contre la Russie et contre les intérêts de la coalition, obtenir un avantage marqué.

VII

Paul tardant à mettre en marche le corps de Korsakov, destiné d'après les derniers arrangements convenus à rejoindre l'archiduc Charles en Suisse, celui-ci demeurait de son côté inactif. En possession d'une supériorité de forces certaine, il n'en faisait aucun usage, attendant les Russes, disait-il, mais obéissant en réalité à des ordres qui lui défendaient de faire la conquête du pays pour les Russes ou pour les Anglais. Bien qu'il devinât ce jeu, Pitt n'en témoignait aucun chagrin. Il était tout entier à son nouveau plan de campagne, auquel il donnait une ampleur de plus en plus grande. Laisser aux Autrichiens seuls la continuation de la guerre au delà des Alpes et employer la vraie force d'attaque, c'est-à-dire les Russes, à une invasion en France pour le rétablissement de la monarchie, tel était le dessein auquel il s'arrêtait. Revenant d'Italie avec tous les siens et portant ses forces à 60 000 hommes

(1) Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 414; Vivenot, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 181.
(2) 31 juillet 1799, Milioutine, *loc. cit.*, t. III, p. 444.

au moins par l'adjonction des corps de Korsakov et de Condé, Souvourov écraserait les Français en Suisse et marcherait sur Paris par la Franche-Comté, les Autrichiens appuyant ce mouvement d'Italie, par une poussée en Provence et de la Souabe, par le siège de Huningue et de Belfort (1).

Cette manœuvre, l'Angleterre devait la tenter encore, avec de meilleures chances, en 1804 et en 1809, et y réussir enfin en 1814. Pour le moment, Pitt ne croyait pas beaucoup à son succès. Il admettait même que l'invasion se bornerait à une démonstration. Son objectif essentiel était de faire sortir les Russes d'Italie, pour la raison que nous savons et aussi parce que les vues de Paul sur Malte et la présence des escadres russes dans la Méditerranée lui donnaient des inquiétudes.

L'Autriche avait déjà adhéré à ce plan. Mais elle trouvait des difficultés nouvelles à son exécution. Cédant aux instances d'un envoyé spécial de Londres, le colonel Popham, en juin déjà Paul avait accordé à l'Angleterre un nouveau corps subsidié de 18 bataillons pour une descente en Hollande et une tentative ultérieure dans les Pays-Bas. Cette entreprise, à laquelle le tsar prétendait encore faire concourir la Suède, avait soulevé de vives objections dans l'entourage du souverain ; mais « le baragouin français, la finesse italienne et la mine anglaise » de Popham, comme disait Kotchoubey, l'emportaient (2) ; après avoir été tenue secrète jusque-là, l'expédition ainsi combinée s'ébruitait, et, aux yeux de la cour de Vienne, elle changeait la situation. Anglais et Russes ne pouvaient être laissés en tête à tête sur ce nouveau terrain d'opération, où ils seraient libres de disposer — au profit de la Prusse peut-être — des anciennes possessions de la maison d'Autriche. Thugut jugeait depuis longtemps utile d'avoir une forte armée sur le bas Rhin et cela lui paraissait maintenant d'une

(1) Grenville à Whitworth, 6 septembre 1799, *Record Office, Russie*, volume XLIV, numéro 79; Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 419; Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. II, p. 108, et t. III, p. 385.

(2) Kotchoubey à S. Vorontsov, *Archives Vorontsov*, t. XVII, p. 209; Grenville à Whitworth, 3 mai 1799; Whitworth à Grenville, 3 et 23 juin 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLII, numéro 21, vol. XLIII, numéros 29 et 38.



nécessité pressante. Donc, Korsakov n'étant pas encore arrivé en Suisse, le ministre autrichien trouvait maintenant la saison trop avancée pour une campagne en France. D'autre part, le projet, agréé d'abord, du siège de Huningue et de Belfort cessait de lui plaire. Il préférait que l'archiduc Charles s'attaquât à Mayence, pour passer ultérieurement dans les Pays-Bas, et il remaniait en conséquence le plan précédemment adopté. *Pour qu'on ne fût pas trop de monde en Suisse,* les Autrichiens évacueraient ce pays à mesure que les Russes y arriveraient, et, prenant position devant Mayence avec 65 000 hommes, l'archiduc s'étendrait avec sa droite jusqu'en Hollande, pour y donner la main aux Anglo-Russes. C'était au fond déjà le divorce militaire, précédant et annonçant la rupture politique entre l'Autriche et la Russie. Peut-être aussi, dans l'esprit de Thugut, l'arrière-pensée n'y était pas étrangère d'un accommodement séparé avec la France, auquel le Directoire se prêterait sous l'impression des désastres essuyés en Italie (1).

Paul n'en soupçonna rien et il ne s'effraya pas davantage à l'idée de voir ses soldats privés en Suisse, ou en France, de l'appui que leurs compagnons d'armes autrichiens leur avaient jusque-là prêté. Il avait assez de ce compagnonnage et Souvorov lui paraissait maintenant de taille à défier seul toutes les forces républicaines. Supputant d'ailleurs avec son étourderie habituelle les effectifs que le maréchal pourrait réunir après avoir franchi les Alpes, il lui donnait 80 000 hommes (2). Rastoptchine fortifiait le souverain dans ces pensées présomptueuses. Les Français, disait-il, avaient montré en Italie qu'ils se battaient plus mal encore que les Polonais et sans comparaison plus mal que les Turcs. La haine qu'ils inspiraient égalait en outre le mépris des Russes pour ces adversaires indignes, au point que les vainqueurs de la Trebbia demandaient à grands cris qu'il leur fût permis de ne

(1) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 394; cf. Vassiltchikov, *les Razoumovski*, t. II, 1re partie, p. 338; Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. V, p. 396.

(2) Whitworth à Grenville, 5 septembre 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIV, numéro 82.

plus faire quartier à cette vilaine engeance. Ils voulaient la détruire tout entière (1). Souvorov, de son côté, ne désirait rien tant que d'être quitte du *Hofkriegsrath* et « des faiseurs de projets, des conteurs, des diseurs de sornettes » qui inspiraient cet aéropage. Il brûlait d'envie aussi de prendre le chemin de Paris par la Franche-Comté, s'il ne pouvait le faire par le Dauphiné. « On doit corriger la France en France, écrivait-il. On doit en finir pour de bon en Italie,... sans cela l'armée autrichienne, qui se trouve ici avec son *Bestimmtsugen*, ira sous l'*Unterkunft*, d'où elle sera poussée l'épée dans les reins jusqu'à Campo-Formio (2) ! » Mais le nouveau plan autrichien paraissait au maréchal impraticable, dans les conditions où on prétendait à Vienne le mettre à exécution.

Le corps de Condé n'avait quitté Vladimir, en Volhynie, que le 2 juin; après des contre-ordres multiples, Korsakov ne passait la frontière bavaroise qu'entre le 25 et le 26 juillet (3). Quand, entre le 14 et le 15 août, son avant-garde atteignit Schaffhouse, Masséna, laissé libre de se renforcer par l'inactivité de l'archiduc Charles, avait attaqué dans la haute montagne l'aile gauche des Autrichiens, lui infligeant une défaite complète, rejetant les corps de Simpschen et de Jellachich derrière la Linth. Le Simplon et le Gothard se trouvaient maintenant occupés par les Français, barrant aux Russes la route d'Italie en Suisse, et, par la possession de ces massifs, ainsi que du haut Valais, des passages dans les Grisons, des vallées de la Sihl et de la Muota, le vainqueur obtenait une base extrêmement forte pour ses opérations vers Zurich. Des détachements de cavalerie française paraissaient déjà aux abords de cette ville (4).

Korsakov, d'autre part, n'amenait pas en Suisse les

(1) A. S. Vorontsov, 12 juin et 10 juillet 1799, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 220, 230.

(2) A Razoumovski, 20 juillet 1799; à Rastoptchine, 21 août 1799, *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 325, 340.

(3) Milioutine, *Hist. de la guerre de 1799*, t. II, p. 113.

(4) Milioutine, *ibid.*, t. II, p. 117; Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 439-440; Masséna, *Mémoires*, t. III, p. 320; Marès, *Papiers*, p. 169 et suiv.



45 000 hommes, prévus par la convention de son gouvernement avec l'Angleterre. Chargé du service de contrôle, le colonel anglais, Ramsay, avait constaté dans les effectifs réellement mis en campagne un déficit, qui obligeait Paul à admettre une réduction de 25 pour 100 sur les subsides stipulés et on était encore loin de compte. Ayant laissé beaucoup de monde en route, Korsakov ne gardait que 27 000 hommes environ (1). Souvorov ne pouvait guère en ramener d'Italie plus d'une vingtaine de mille. A eux deux, les généraux russes ne réuniraient donc pas des forces égales à celles de l'archiduc Charles, qui déjà avec ses 90 000 hommes n'avait pu résister à l'offensive de Masséna. Or, à ce moment, daté du 30 juillet 1799, un message de François II prescrivait à l'archiduc de quitter la Suisse, sans attendre même l'arrivée de Souvorov. Soutenu par les Suisses que l'Angleterre prendrait à sa solde, Korsakov devait se tirer seul d'affaire. On ne consentait à lui laisser que le petit corps de Haddik, qui demeurerait entre Zurich et Lucerne, jusqu'à ce que le maréchal l'y relevât (2).

« Ceinte du glaive de Scanderbey, est-ce que cette chouette (Thugut) a perdu la raison, ou n'en a eu jamais ? » écrivit Souvorov, à la nouvelle de cette décision (3). A ce moment, il avait encore des ordres pour envoyer sous Naples les 11 000 hommes du corps de Rehbinder. Il ne pouvait donc pas même passer en Suisse avec la totalité de ses troupes. « Mon dessein, expliquait-il, était, en prenant 10 000 hommes à Korsakov, de fortifier la frontière et de préparer l'entrée en France par le Dauphiné, où jusqu'à Lyon tout était certainement à notre discrétion. Et voici que, sans réfléchir, l'empereur romain m'écrit de remplacer Haddik ! Pourquoi faire ? Pour que j'arrive seul auprès de Korsakov, avec ma suite, sur mon Bucéphale ?... Si l'archiduc quitte la Suisse, Korsakov

(1) Rastoptchine à Whitworth, 28 août 1799, *Record Office, Russie*, volume XLIV, sans numéro.

(2) Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 422-443.

(3) A Kalytchov, Asti, 20 août 1799, *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 339.

restera avec 33000 hommes, et, bien que je n'aie peur de rien au monde, je dirai : contre le danger d'une supériorité de force du côté de Masséna, les 12000 hommes que je pourrais amener d'ici seraient de peu d'utilité (1). »

Les instructions données par écrit à l'archiduc et communiquées aux cours de Londres et de Vienne ne justifiaient pas tout à fait par elles-mêmes l'indignation du maréchal. Elles étaient à dessein rédigées de façon ambiguë. On pouvait les comprendre comme subordonnant le départ des Autrichiens à la constitution en Suisse, avec les contingents russes, suisses, bavarois ou condéens, d'une autre force suffisante pour remplacer celle-là dans les positions qu'elle occupait. Paul y fut si bien trompé qu'il ne souleva pas d'objections. Il aurait eu d'ailleurs mauvaise grâce à le faire après ses récentes rodomontades. N'avait-il pas déclaré que les Russes seraient 80000 au pied des Alpes? Mais la lettre de ces instructions fatales comportait un commentaire oral, confié au porteur du message, le comte de Dietrichstein, et l'archiduc comprit qu'on désirait à Vienne le voir hors de Suisse le plus tôt possible. Il ne demandait pas mieux, n'ayant pas trop bien réussi jusque-là dans ce pays et, pensait Wickham, n'étant pas fâché non plus de mettre en mauvaise posture le nouveau « prince d'Italie », dont les succès lui donnaient de la jalousie (2). Sans hésiter aussi, il annonça l'intention de lever le camp immédiatement et fit même partir quelques régiments.

Se jugeant avec raison perdu, s'il était ainsi abandonné, Korsakov protesta avec la plus grande véhémence, et, faisant appel au sentiment d'honneur militaire de l'archiduc, il se fit écouter. On ne pouvait décemment se séparer, sans avoir au moins tenté quelque chose ensemble contre l'ennemi commun. Pour s'emparer du Gothard et du Simplon, Masséna venait d'affaiblir sa gauche. Il fut donc convenu qu'on franchirait l'Aar à une heure de son embouchure dans le Rhin,

(1) Au comte Tolstoy, Asti, 20 août 1799, *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 337; à Rastoptchine, Asti, 21 août 1799, *ibid.*, t. XXIV, p. 340.
(2) Wickham, *Correspondence*, t. II, p. 122.



sous Œttingen, et, par Brugg, Aarau et Olten, on chercherait à prendre les Français à revers. Menacés dans leur ligne de retraite, ils devraient évacuer le pays, et, en effet, au jugement de Masséna, la manœuvre pouvait, en réussissant, changer la face des choses.

Le 17 août, après « une marche vraiment incroyable », au témoignage de Wickham, 7 000 Russes joignirent 32 000 Autrichiens concentrés pour cette entreprise. Mais les officiers autrichiens avaient mal pris leurs mesures pour la construction d'un pont sur l'Aaar; le passage se trouva fortement défendu, et la partie dut être abandonnée (1).

Piqué au jeu, l'archiduc consentait à une autre tentative; mais là-dessus arriva un message tout à fait inattendu de Souvorov. Se fondant sur un rescrit du tsar, qui mettait Korsakov sous ses ordres, le maréchal prescrivait à ce général de lui envoyer immédiatement 10 000 hommes, pour l'attaque de Gênes ! Jugeant toujours absurde le projet de campagne auquel on voulait le faire coopérer, en Suisse, il s'en tenait à son dessein d'invasion en France par le Dauphiné. Appuyé par Wickham, Korsakov se débattit, Souvorov céda, mais on avait encore perdu quelques semaines d'un temps infiniment précieux, et, après des discussions orageuses, dans les derniers jours d'août, l'archiduc prenait définitivement le parti de poursuivre sa marche vers l'Allemagne, sans que de Londres ou de Saint-Pétersbourg on fît rien pour l'arrêter (2).

Korsakov menaçant de quitter aussi la Suisse, il se laissa persuader de lui laisser 4 000 hommes seulement, puis par voie de concessions successives, jusqu'à 22 000 hommes sous Hotze, pour garder, sur la Linth, la ligne Gothard-Utznach, les Russes remplaçant les Autrichiens derrière la Limmath, entre Zurich et le Rhin. Les alliés observeraient la défensive

(1) L'archiduc CHARLES, *Ausgewählte Schriften*, t. II, p. 298 et suiv; MASSÉNA, *Mémoires*, t. III, p. 327 et suiv.; ANGELI, *Erzherzog Carl*, t. II, p. 276; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 122; Wickham à Souvorov, 22 août 1799, *Record Office, Suisse*, vol. XXIV, sans numéro.

(2) MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 128; t. III, p. 445; HÜFFER, *Quellen*, t. I, p. 313; WICKHAM, *Correspondence*, t. II, p. 165, 181-190.



jusqu'à l'arrivée de Souvorov qui, autorisé à emmener le corps de Rosenberg, consentait maintenant à passer en Suisse et serait ainsi en mesure d'y tenir tête à Masséna. Mais le maréchal était loin, et, au sentiment de Wickham, dans les positions qu'on leur assignait, les Autrichiens de Hotze avaient plutôt mission de défendre les possessions ou les prétentions de la maison de Habsbourg dans les Grisons et le Voralberg que de soutenir les Russes contre les Français (1).

Ainsi fut préparée la catastrophe, qui, en mettant Korsakov et Souvorov lui-même à deux doigts d'un anéantissement complet, allait enlever à la coalition presque tout le fruit de ses récentes victoires. Ce désastre commun fut le fruit amer d'erreurs communes. Des préoccupations particulières avaient fait perdre de vue successivement à l'Angleterre et à l'Autriche l'intérêt général, comme aussi l'objectif essentiel de l'alliance, à savoir l'écrasement de l'adversaire. Par son infatuation et son ignorance des choses de la guerre, Paul participait au résultat.

A la dernière heure, Londres et Saint-Pétersbourg se réveillant au sentiment des fautes commises et du péril créé par elles, Vienne multiplia les excuses et les contre-ordres. Trop tard ! On enjoignait maintenant à l'archiduc de faire reprendre à sa gauche les positions qu'elle occupait avant le 13 août ; de laisser en Suisse autant de troupes qu'il en fallait jusqu'à l'arrivée des Russes en nombre suffisant ; d'abandonner le projet du siège de Mayence ; de garder même le gros des forces impériales en Souabe, pour qu'elles y fussent en mesure de secourir Souvorov et Korsakov en cas de nécessité. Trop tard ! Quand il reçut ces nouvelles instructions, le 5 septembre 1799, l'archiduc était depuis onze jours en marche et il se hâtait de faire du chemin, obéissant, disait-il, à une pression des cours de Londres et de Saint-Pétersbourg (2) ! A la fin du mois, sous les reproches dont

(1) Wickham à Souvorov, 9 sept 179 , *Record Office, Suisse*, vol. XXIV, sans numéro; MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. III, p. 411.

(2) HÜFFER, *Quellen*, t. I, p, 328 et suiv.; MINTO, *Life and Correspondence*. t. III, p. 85-86.

on l'accablait, au contraire, de ce côté, Thugut fit plus : il accepta l'idée même d'une coopération, en Suisse, de toutes les troupes autrichiennes avec les autres qui pourraient y être réunies ; mais déjà le canon avait tonné sous Zurich.

Avec Hotze, l'archiduc prétendait laisser Korsakov à la tête d'une armée qui comptait jusqu'à 57 000 combattants. Mais il faisait état de la brigade de Strauch, 4 100 hommes, excentriquement postée sous Bellinzona et Locarno, et il avait, assez peu noblement, triché sur les effectifs mis à la disposition du général russe : leur importance réelle était très au-dessous des chiffres indiqués. D'après les évaluations les plus autorisées, disposant de 80 000 hommes environ, Masséna gardait une supériorité de près de 30 000 hommes, jusqu'à l'arrivée de Souvorov (1).

Le maréchal pouvait-il arriver à temps ? L'archiduc a toujours soutenu l'affirmative. En resserrant leur ligne de défense entre Coblenz et Sargans, les alliés avaient moyen d'y rester couverts par des cours d'eau et des lacs, ne laissant aux Français aucune possibilité ni de les tourner par aucune aile, ni d'intervenir avec des forces suffisantes contre la marche de Souvorov entre le lac des Quatre-Cantons et le Saint-Gothard. Mais l'archiduc n'était pas là pour inspirer ses compagnons d'armes. Il abandonnait le commandement à Hotze, une médiocrité reconnue, et à Korsakov, un débutant, « fat, arrogant, présomptueux », au jugement d'un de ses subordonnés, Lœwenstern (2). Au rapport d'un autre témoin, l'archiduc s'était entendu dire par ce général qu' « une compagnie russe suffisait à remplacer un bataillon autrichien (3) ». S'inspirant de telles idées, Korsakov étendit au

(1) Archiduc Charles, *Ausgewählte Schrifte*, t. III, p. 312 ; Masséna, *Mémoires*, t. III, p. 486 ; Gunther, *Der Feldzug der Division Lecourbe*, p. 127 ; Reding, *Der Zug Suworoffs*, p. 364 ; Boillot, *la Campagne de 1799*, Annexe, t. II ; Hüffer, *Der Krieg*, t. I, p. 455 ; le même, *Quellen*, t. I, p. 313 ; Wickham, *Correspondence*, t. II, p. 180, 190.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 65 et suiv.

(3) D'Allonville, *Mémoires*, t. I, p. 287.



contraire ses troupes en un mince cordon, qui n'offrait nulle part une résistance suffisante. Il faisait ainsi beau jeu à son adversaire. Et cet adversaire était « l'enfant chéri de la victoire ».

CHAPITRE XII

L'ÉVASION

I. Départ de Souvorov pour la Suisse. Plan de concentration et d'attaque combinée. La route du Gothard. « L'erreur colossale. » La raison de ce choix et le défaut réel du projet. — II. Les mécomptes et les retards. Le passage des Alpes. Souvorov et Lecourbe. Les mouvements tournants. L'arrivée au rendez-vous. Déception. Korsakov et Masséna. — III. Le désastre de Zurich. Situation désespérée des Russes. Glorieuse retraite. — IV. A Feldkirch. Négociations avec l'archiduc Charles pour la reprise de l'offensive. Impossibilité de s'entendre. Souvorov quitte la Suisse. Motifs de son départ. Les conséquences du divorce militaire entre Russes et Autrichiens. Paul songe à rappeler ses troupes. — V. Autres déboires du tsar dans la coalition. L'expédition de Hollande. Le désastre de Bergen. Les escadres russes dans la mer Ionienne et dans la Méditerranée. Jalousie de l'Angleterre. Arrogance de l'Autriche. Ancône. Insulte au pavillon russe. — VI. Négociations épineuses entre Saint-Pétersbourg et Vienne. Les deux courants de la politique russe. Panine et Rastoptchine. Dégoûté de l'Autriche, Paul ne veut plus continuer la guerre qu'avec d'autres alliés. Disgrâce de Cobenzl. L'archiduc palatin à Saint-Pétersbourg. Projet d'une ligue du Nord. Rentrée en pourparlers avec la Prusse. Le baron Krüdener à Berlin. Politique des envoyés italiens hostile à l'Autriche. Rappel de Souvorov. Brusque revirement en faveur de la cour de Vienne, suivi d'un désaccord nouveau. — VII. Nouveaux démêlés de Souvorov avec Thugut. Le maréchal à Prague. Ses projets d'invasion en France. Il ne peut se passer des Autrichiens. Échec des pourparlers avec Vienne. Fin de la coopération austro-russe. Le corps de Condé passe au service de l'Angleterre. Disgrâce de Souvorov. Les griefs de Paul. La mort du héros. — VIII. Brouille définitive avec l'Autriche. La grande-duchesse Alexandrine à Vienne et à Budapest. Sa mort. Triomphe de Rastoptchine sur Panine. Retour à la politique de Catherine. — Velléités de rapprochement avec la France. Derniers efforts de l'émigration. Dumouriez à Saint-Pétersbourg. Échec de sa mission. Conflit avec l'Angleterre. La question de Malte. Rupture. Premières hostilités. Renouvellement de la ligue des neutres. Nelson dans la Baltique.

I

Souvorov s'était longtemps et obstinément défendu de quitter, en Italie, un champ de bataille, où, ayant si bien fait,



il espérait faire encore mieux. Tout en affirmant son entière déférence aux ordres reçus, il avait fait dépendre son départ de la prise de Tortone d'abord, puis de l'occupation de Coni et de Nice, ainsi que de la frontière occidentale du Piémont. A ce prix seulement, la possession de l'Italie serait, pensait-il, assurée aux alliés, et ne devait-on pas aussi laisser à l'archiduc et à Korsakov le loisir de préparer cette invasion de la France par la Franche-Comté, pour laquelle, le moment venu, il se joindrait à eux?

Le maréchal n'avait pas tort; mais c'était remettre l'exécution du plan concerté entre Vienne, Londres et Saint-Pétersbourg à une époque où, base des opérations projetées, la Suisse serait impraticable pour cet objet. L'hiver approchait. Souvorov ne l'oubliait assurément pas; mais il ne pouvait encourir de ce chef aucun reproche. Il n'avait eu connaissance du nouveau plan que le 25 août, — près de trois semaines après que l'archiduc en eut été instruit. Jusqu'au 4 septembre ensuite, il avait dû attendre encore l'autorisation d'emmener le corps de Rehbinder, sans lequel il jugeait avec raison que son apparition en Suisse eût été un non sens, et, entre temps, les Autrichiens avaient rendu la traversée des Alpes plus difficile, en livrant les passages à l'ennemi. De toute façon, on lui demandait l'impossible.

Il ne pouvait, d'un jour à l'autre, se dégager des affaires italiennes où il se trouvait aux prises avec mille difficultés d'ordre politique et militaire; ni organiser aussi promptement sur de nouvelles bases ses rapports indispensables avec l'état-major et les services d'intendance autrichiens; ni enfin combiner, sans des études qui réclamaient du temps, un projet d'action commune dans un pays qui lui était entièrement inconnu. Ces considérations semblent avoir été perdues de vue par les historiens qui ont accusé de lenteur, à ce propos, un homme, dont le génie était fait, pour une bonne part, de la rapidité qu'il montrait dans la conception comme dans l'action. De cette célérité le vainqueur de la Trebbia et de Novi allait, malgré tout, donner encore une preuve, qui tient du prodige.



Le 5 septembre, vingt-quatre heures après avoir été mis en mesure de prendre une décision, il envoyait en Suisse à Korsakov et aux généraux autrichiens une lettre circulaire, où il indiquait les mouvements qu'il ferait pour les rejoindre et ceux qu'ils devaient faire eux-mêmes, pour attaquer avec son concours les positions ennemies (1).

Voulant franchir les Alpes par le Saint-Gothard, le maréchal donnait rendez-vous, pour le 17 septembre, à la brigade autrichienne du général Strauch, qui, ce jour-là, devait se trouver à Airolo, au pied du massif. Le 19, les Russes forceraient le passage et déboucheraient dans la vallée de la Reuss supérieure et de la Linth inférieure. Korsakov, Hotze et Lincken (commandant du corps autrichien à Coire) appuieraient ce mouvement, le premier en franchissant la Limmath, pour contenir Masséna, dont la position principale était entre cette rivière et la Reuss, les deux autres en délogeant les Français de la Linth et en pénétrant entre les lacs de Zug et de Zurich. Souvorov avançant ultérieurement le long du lac des Quatre-Cantons, tous se réuniraient sur la rive droite de la Reuss inférieure, prenant ainsi l'ennemi à revers.

Élaboré par le quartier-maître général de l'armée autrichienne, Zach (et non par Weyrother, aide de camp du maréchal, comme on l'a longtemps supposé), ce plan a été l'objet de critiques très vives, — dans le choix surtout du Saint-Gothard comme point d'accès en Suisse. Clausewitz l'a qualifié d' « erreur colossale » et Jomini a ratifié ce jugement. La route à suivre, de ce côté, était alors considérée comme assez bonne. Praticable aux chevaux sur la plus grande partie du parcours, elle atteignait en moyenne une largeur de six pieds et ne présentait d'assez grandes difficultés, sur le versant italien, qu'entre Airolo et Hospenthal, c'est-à-dire sur une étendue de trois lieues et demie environ.

(1) Camp. d'Asti, 6 septembre 1799, HÜFFER, *Quellen*, t. I, p. 338 et aussi chez SOULT, *Mémoires*, t. II, p. 915; MASSÉNA, *Mémoires*, t. III, p. 491. Cf. *le Général Lecourbe*, p. 271; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 422; TRUMEAU, dans *Annuaire du Club alpin*, 1895, p. 507; FL..., *Notes sur Souvorov*, p. 5 et suiv.



Par contre, sur le versant suisse, elle s'arrêtait à Altorf, sans atteindre même, à Fluelen, le côté sud du lac des Quatre-Cantons. Au delà de Fluelen, les deux rives du lac étant bordées de rochers à pic, le passage vers Lucerne ne pouvait s'effectuer que par des chemins détournés à travers les montagnes avoisinantes. De Fluelen à Brunnen, sur le tracé de l'*Axenstrasse* actuelle, chère aux touristes, un sentier existait bien, mais d'accès pénible, étroit, impraticable pour une armée. Les Français empruntaient sur ce point la voie d'eau ; ils possédaient une flottille armée en guerre, dont Brunnen était le port d'attache. L'amiral suisse est un personnage historique et la fonction, sinon le titre, a appartenu, à cette époque, à un membre d'une des familles notables de Lucerne, Antoine Schumacher. Mais évidemment Souvorov ne pouvait compter sur cet expédient, et on a donc supposé qu'il ignorait les particularités de la topographie locale. Le massif du Saint-Gothard était d'autre part gardé maintenant, et bien gardé, par l'ennemi. Une douzaine de mille hommes, aguerris et exercés à la guerre des montagnes, y tenaient tous les défilés sous le commandement de Lecourbe, le meilleur général que les Français possédassent pour ce genre d'emploi.

Souvorov ne s'était cependant pas décidé sans des raisons, qui, à son point de vue, devaient être déterminantes. Il avait commencé par porter son choix sur le Grand-Saint-Bernard et la vallée du Rhône, avec l'idée peut-être de pousser une pointe vers Berne dans le dos des Français. Mélas s'était même employé à préparer, dans ce sens, un projet de marche qui a été récemment découvert (1). Mais c'était avant le départ de l'archiduc, dont la retraite excluait toute tentative dans cette direction (2). Restait, comme autre alternative, le Splugen. Aboutissant dans les Grisons par la passe du Bernardino, cette route permettait aux Russes de rejoindre les Autrichiens vers Coire sans coup férir. En voulant dernièrement que Korsakov lui envoyât 10 000 hommes en Italie,

(1) Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 319.
(2) Voy. Dumolin, *Précis d'histoire militaire*, t. VI, p. 586.

Souvorov avait lui-même indiqué ce chemin comme le mieux abrité. En l'adoptant à son tour, il eût à la vérité contrevenu aux ordres de Vienne : depuis le départ de l'archiduc, le *Hofkriegsrath* insistait pour que le maréchal remplaçât Haddik dans la région du Gothard, et l'état-major autrichien se croyait lié par cette indication. S'il n'avait été guidé cependant que par des considérations de convenance tactique ou stratégique, le fougueux contempteur des *Bestimmtsager* aurait sans doute passé outre, tant étaient grands les avantages que lui offrait le débouché par la vallée du Rhin et la Splugenstrasse. L'espace à parcourir pour atteindre ce point n'était guère plus long que celui qui le séparait de la vallée de la Reuss. Huit jours après que l'armée russe d'Italie aurait quitté Bellinzona, Korsakov et Hotze pouvaient être certains qu'elle paraîtrait vers la Linth et la Limmath, et, Masséna les attaquât-il même entre temps, ils avaient la ressource de se retirer à la rencontre de Souvorov et d'attendre encore avec lui, dans une position inexpugnable, l'arrivée d'autres renforts annoncés : émigrés, Bavarois et Wurtembergeois.

Mais c'était précisément ce que le maréchal ne voulait pas. La rencontre s'opérant ainsi paisiblement et à couvert, il avait à craindre que les Autrichiens laissés encore en Suisse n'eussent ordre de suivre l'archiduc en Allemagne. Il était officiellement prévenu que le *Hofkriegsrath* comptait sur lui pour relever non seulement Haddik mais Hotze, comme Korsakov, dans l'idée des *Bestimmtsager*, avait remplacé l'archiduc. Avec moins de 50 000 hommes, il se trouverait ainsi hors de toute atteinte, mais également hors de toute possibilité de rien entreprendre. Il ne le voulait pas. Maintenant comme toujours et en Suisse comme en Italie, il entendait se battre, tenter à tout risque la fortune des armes. Et, pour cela, il donnait la préférence à une combinaison, aventureuse, téméraire, mais qui, réunissant au moins pour quelques jours sous ses ordres des forces à peu près égales à celles de Masséna, forçait Hotze, Lincken et Strauch à accepter le rendez-vous qu'il leur donnait sur le champ de



bataille même, où il se proposait de défier cet adversaire.

Il avait assez de lecture pour savoir qu'une concentration, projetée sur un terrain occupé en force par l'ennemi, a de tout temps passé en art militaire pour une hérésie. Il n'ignorait pas davantage les difficultés et les périls du parcours qu'il choisissait. Les dernières recherches ont fait justice de l'imputation bien étourdiment mise à sa charge de n'avoir pas su comment on allait d'Altorf à Lucerne (1). Parmi les officiers de l'état-major autrichien, ses collaborateurs attitrés pour la préparation des plans de marche, plus d'un avait plus d'une fois, sous les ordres de Haddik, parcouru cette route dans l'un et l'autre sens, et, en juillet dernier encore, combattu sous Fluelen. Quand donc le maréchal parlait de « suivre les deux rives du lac des Quatre-Cantons », ce en quoi on a vu une preuve de son ignorance, il voulait dire, ainsi qu'en témoigne sa correspondance, qu'il contournerait cette grande nappe d'eau, à gauche par la vallée d'Erstfeld sur Engelberg, et à droite par la passe de Schächenthal sur Schwytz.

Il n'oubliait pas, enfin, qu'un massif montagneux avec ses défilés, propices aux surprises et aux mouvements tournants, est aussi difficile à défendre qu'à attaquer et il pouvait donc se promettre d'avoir raison de Lecourbe. Le seul point faible dans son plan et l'erreur qui en rendait le succès plus que problématique étaient dans la complication des mouvements qu'il prétendait faire concorder à quelques kilomètres et à quelques heures près, et pour lesquels, eu égard aux distances, aux accidents de terrain connus et aux contretemps faciles à prévoir, une telle précision, condition indispensable de réussite, devait paraître impossible à atteindre. Contre ce

(1) Après MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 202, et CLAUSEWITZ, *Hinterlassene Werke*, t. VI, p. 117, 132, 242, des écrivains plus récents même : GUNTHER, *Der Feldzug*, p. 135; ORLOV, *Souvorov*, p. 94, et REDING, *Geschichtsfreund*, 1895, p. 50, ont adopté ce sentiment. Le dernier auteur cité en est revenu cependant. Voy. *Schweizerische Monatschrift*, 1902, t. XIV, p. 322. — Cf. HÜFFER, *Der Krieg*, t. II, p. 23; *la Campagne de 1799*, p. 1 et suiv.



faux calcul l'histoire militaire la plus récente aurait dû mettre Souvorov en garde. Ce qu'il se proposait là, c'était cet enveloppement stratégique pour la destruction complète de l'adversaire que le général Mack avait conçu en 1794 pour la bataille de Tourcoing; plus tard Carnot pour cerner Cobourg; en 1796, Würmser pour briser Bonaparte, et, tout dernièrement, Moreau, à l'approche de Macdonald, pour battre Souvorov lui-même. Toujours la tentative avait abouti à un échec, ou même à un désastre, et toujours pour la même raison : la trop grande marge laissée à l'imprévu dans les combinaisons de ce genre et la facilité offerte à l'adversaire pour les déjouer.

II

Souvorov allait, lui premier, se mettre en retard sur les dates par lui fixées. Au dernier moment, une démonstration de Moreau du côté de Tortone l'arrêta et lui fit perdre trois jours. Le général français se retirant dans la montagne et la ville capitulant le 10 septembre, le maréchal reprit sa marche et l'accéléra autant qu'il put. Se séparant de toute sa grosse artillerie, qui devait le rejoindre par Milan, Chiavenna et l'Engadine, et de ses bagages même qu'il dirigeait sur Schaffhouse par le Tyrol, ne gardant que vingt-cinq pièces de petit calibre empruntées aux dépôts piémontais, le 15 septembre il amenait déjà ses troupes à Taverne, au pied du Mont-Cenere, et les devançait à Bellinzona, où il comptait trouver des mulets demandés à l'intendance autrichienne. Hélas! ce même jour, il écrivait à Rastoptchine : « Je suis arrivé à Bellinzona, mais pas de mulets, pas de chevaux, rien que Thugut, les montagnes et les précipices (1). »

(1) Glinka, *Vie de Souvorov*, t. II, p. 206; Fuchs, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 198, 201; Milioutine, même titre, t. II, p. 153.



Thugut, cette fois, n'y était pour rien, et Mélas, mis en demeure d'abandonner ses propres bêtes de somme, était excusable de n'y avoir pas consenti. Il avait bien promis d'user de toute la diligence possible pour en recueillir d'autres ; mais treize cent cinquante mulets, chiffre indiqué par Souvorov, ne se trouvent pas à l'improviste. Plutôt que de se plaindre à Rastoptchine, le maréchal eût aussi mieux fait de recourir à l'expédient dont il devait finalement s'aviser et qui fut d'utiliser les chevaux de ses cosaques. Pour franchir le Gothard, ces cavaliers avaient avantage à se séparer de leurs montures. Mais, quand l'idée lui en vint à l'esprit, Souvorov avait encore perdu cinq jours et, du 19, l'attaque du massif était remise au 24 septembre.

De certaine façon, il y gagna. Projetant de son côté, pour le 25 du même mois, une offensive d'ensemble, Masséna avait prescrit à Lecourbe des mouvements, qui l'obligeaient à dégarnir les passages, où il était en peine déjà, avec ses 12 000 hommes, d'exercer de tous côtés une surveillance efficace. Quelques bataillons sous le commandement de Loison demeuraient seuls le long de la Reuss et Lecourbe ne se trouvait pas en personne sur les lieux. Ni lui ni Masséna n'étaient instruits de l'arrivée au moins si prochaine de Souvorov et, à la nouvelle de l'apparition des Russes sous Airolo, ils crurent tous deux encore à une simple démonstration. La tâche des assaillants en devenait plus aisée (1).

En s'arrêtant aujourd'hui devant le monument élevé à Souvorov entre Andermatt et Fluelen, au tournant de l'étroit couloir, où, entre les rochers et les précipices vertigineux, la Reuss roule avec fracas ses flots tumultueux, les touristes manquent rarement de témoigner leur étonnement : « Comment! Il a passé par là avec son armée? » Et, dans l'esprit de ceux qui savent que plus de trois cents Français étaient là

(1) Reding, *Der Zug Suworoffs*, p. 27, 165 et 313, *ibid.*, Annexes, p. 42; Marès, *Papiers*, p. 221. Cf. Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 39. La correspondance de Lecourbe et de ses subordonnés est pleine de contradictions au sujet des troupes employées à la défense du Gothard.



pour barrer passage à cet autre Xerxès, un souvenir classique évoque des comparaisons humiliantes pour Lecourbe et ses soldats. Mais le Xerxès russe n'a pas passé par là avec son armée, ni même avec le quart! L'armée russe réunie à Bellinzona comptait 20 986 hommes. Souvorov ne songea pas un instant à l'engager tout entière dans le défilé du Gothard. Dès le 21 septembre, 6 000 hommes sous Rosenberg étaient acheminés par Dongio et Santa Maria sur Disentis, dans la vallée du Rhin antérieur, pour se porter sur l'Oberalp et prendre à revers les positions françaises dans le massif. Envoyé d'autre part de Coire à Disentis par le général Lincken, le général Auffenberg devait en même temps porter son détachement, par la montagne et la vallée de Maderan, à Amsteg, de façon à tourner, lui aussi, les défenseurs de la vallée de la Reuss. Ces mesures prises, Souvorov divisait encore le reste de ses forces en trois colonnes, dont une seule, sous son commandement direct, remontant la vallée du Tessin, puis franchissant le long de la Reuss le Trou d'Uri et le Pont du Diable, aborderait le Gothard de front. Les deux autres, sous Bagration et Derfelden, avaient à opérer simultanément, à droite et à gauche, d'autres mouvements tournants à rayon très étendu, de manière à surprendre l'adversaire de tous côtés et à le mettre partout entre deux feux (1). Dans ces conditions, loin de gêner les assaillants, la montagne leur permettait au contraire d'utiliser le plus efficacement leur très grande supériorité numérique; elle leur servait d'écran pour ces manœuvres d'enveloppement, très savamment combinées d'ailleurs, et la lutte ne pouvait sur aucun point réclamer d'eux un grand effort.

La légende en a gratuitement dramatisé les péripéties. Ses soldats reculant, Souvorov ne s'est pas trouvé dans le cas de les retenir, comme on l'a imaginé, en leur ordonnant de lui creuser une tombe sur le terrain qu'ils abandonnaient. Accompagné par un officier suisse, Antoine Gamma, qui ne

(1) BOILLOT, *la Campagne de 1799 en Suisse*; archiduc CHARLES, *Ausgewählte Schriften*, t. III, p. 364-365.



devait plus le quitter pendant cette campagne, alerte, respirant la confiance et dans les moments critiques payant de sa personne comme toujours, le maréchal aurait eu plutôt besoin de modérer l'élan de ses troupes. Mais sa propre ardeur se résignait difficilement à attendre l'effet des manœuvres destinées à briser la résistance de l'adversaire. En portant son détachement derrière Airolo sur la gauche des Français, la marche de Bagration débloqua pourtant rapidement le côté sud du passage. Au Pont du Diable, Loison fit bonne contenance, mais se trouva pris à revers par Rosenberg (1), et, le 26 septembre, vers midi, sans avoir essuyé de grosses pertes, les Russes furent à Altorf, où Souvorov pensait prendre contact, sinon avec Korsakov et Hotze, du moins avec Lincken.

Il fit dans la petite ville une de ces entrées sensationnelles qu'il affectionnait (2) ; mais de Lincken et de ses compagnons d'armes il n'eut aucune nouvelle, et la marche projetée sur Lucerne en deux colonnes excentriques dut lui paraître impossible. Le maréchal supposa que n'ayant pu pénétrer plus loin, Lincken l'attendait dans la vallée de la Muota, vers Schwytz, et le lendemain, il prit le parti de l'y rejoindre. On s'est étonné que, dans l'incertitude où il se trouvait, il n'ait pas cherché plutôt à gagner le cours supérieur de la Linth, par le défilé de Klausen que Gamma était sans doute à même de lui indiquer. Assez facile, cette route lui donnait l'assurance d'une rencontre avec Lincken. Sans preuve suffisante, on a supposé qu'une autre volonté, celle du grand-duc Constantin, a, dans cette circonstance, pesé sur la sienne. Le fils cadet de Paul ajoutait, en effet, aux difficultés de cette expédition l'embarras de son encombrante personne. Il avait, sans éclat, suivi les dernières phases de la campagne d'Italie et devait ultérieurement intervenir à plu-

(1) Fuchs, *Hist. de la campagne de 1799*, t. I, p. 291 ; Gachot, *la Campagne d'Helvétie*, p. 267 et suiv. ; Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 38 et suiv. (journal de Weyrother) ; Trumeau, *Annales du club alpin*, 1895, p. 516, note.

(2) Reding, *Der Zug Suworoffs*, p. 49, d'après Lussen, *Geschichte des Kantons Uri*.



sieurs reprises, en Suisse, de façon encore moins glorieuse. Mais, affectant volontiers un caractère impératif, ses avis procédaient communément d'une pusillanimité, qui n'a pu, cette fois, l'inspirer dans le sens supposé.

Vers Muotathal, en outre de l'inconnu redoutable qu'on allait y chercher, le chemin était beaucoup plus pénible. Conduisant par le Schächenthal au pied du Ruosalp, il n'offrait ensuite, dans les escarpements du Kinzig-Pass, que des sentiers fréquentés par les pâtres seuls. Pour franchir le col et gagner la vallée, les Russes eurent à faire une dépense de courage et d'énergie bien plus grande qu'au Gothard et ce qui les attendait à l'arrivée, c'était la nouvelle du désastre de Zurich.

III

Korsakov et Hotze disséminant leurs forces entre Zurich et l'Oberland grison, Masséna avait simultanément concentré les siennes. Bien que récemment affaibli par des prélèvements opérés sur son armée pour le compte de celle du Rhin, en dehors des 12 000 hommes de Lecourbe et des 9 000 hommes de Turreau dans le haut Valais et d'une réserve de 7 000 hommes sous Klein et Humbert dans le Frickthal, vers Bâle, il arrivait à réunir, avec Soult, Mortier et Lorge, 40 000 hommes environ, massés sur la Reuss supérieure, la Linth inférieure et la rive gauche du lac de Zurich (1). Vaguement instruit de l'arrivée de Souvorov, pressé par le Directoire de « faire quelque chose », comme Joubert l'avait été avant Novi, menacé enfin de perdre encore une partie de ses effectifs pour la même raison que précédemment, il guettait une occasion favorable. A la fin du mois, sur la nouvelle de la chute de Bernadotte qu'il détes-

(1) MARÈS, *Papiers*, p. 191; BOILLOT, *la Campagne de 1799*, Annexes, n° II; DUFOUR, *la Guerre en Suisse*, p. 12.



tait et qui le lui rendait, il se décida. Par une série de manœuvres rapides, prévenant le mouvement prescrit aux Austro-Russes par Souvorov et franchissant, lui premier, la Linth et la Limmath, il culbutait Hotze, qui trouvait la mort dans la mêlée ; il rejetait les débris de son corps sur le Rhin et abordait Korsakov sous Zurich. En pleine déroute dès le premier choc, le présomptueux général perdait 5 000 hommes et cent canons, tous ses équipages avec le trésor de l'armée et toute sa correspondance. Au témoignage de Wickham, avant la bataille, pendant et après, il s'était montré au-dessous de tout. Il avait dédaigné les avis des officiers suisses pour le choix des positions à occuper et, le combat engagé, il n'avait même plus été capable de donner un ordre. Il paraît s'être de même refusé à écouter Pichegru, qui, du quartier général de l'archiduc, offrait ses services et ses conseils. Avec les lettres de l'ancien commandant de l'armée du Rhin, sa correspondance livrait aux Français, en des documents récemment envoyés de Saint-Pétersbourg et de Mittau, tout le secret de l'intrigue de Barras (1).

Donc, croyant trouver Lincken à la Muota ou à Schwytz, au moment où il se disposait à poursuivre sa marche vers cette ville, Souvorov apprenait que Masséna venait d'y entrer avec 20 000 Français ! En même temps, revenant sur les positions un instant abandonnées, Lecourbe attaquait sous Altorf l'arrière-garde du maréchal. La situation des Russes devenait plus que critique. Tout autre que Souvorov l'eût probablement jugée désespérée. Dressé à Muotathal, le 30 septembre, l'état de son armée n'indiquait plus que 16 584 combattants, dont 2 852 cavaliers. Le passage du Saint-Gothard et plus encore celui du Kinzig-Pass avait enlevé le reste (2).

(1) MASSÉNA, *Mémoires*, t. III, p. 349 et suiv. ; MARÈS, *Papiers*, p. 192 et suiv. ; LOEWENSTERN, *Mémoires*, t. I, p. 47 et suiv. ; Wickham à Grenville, 30 septembre et 2 octobre 1799, *Record Office, Suisse*, vol. XXIV, sans numéro, et vol. XXV, numéro 31 ; MILIOUTINE, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 236 et suiv., 266 et suiv. ; HÜFFER, *Der Krieg*, p. 49 ; GACHOT, *Hist. militaire de Masséna*, p. 204 et suiv. ; *Revue de l'état-major français*, 1910, septembre.

(2) GACHOT, *Histoire militaire de Masséna*, p. 366-367.



Loin de songer cependant à une capitulation, Souvorov ne voulait même pas entendre parler de retraite. Le grand-duc Constantin objectant à une tentative sur Schwytz, qui eût réellement été folie, par le col du Pragel, le maréchal résolut de gagner Glaris, en culbutant la faible brigade de Molitor (4000 hommes), qui seule gardait ce point et se trouvait déjà aux prises avec Lincken. Rejoignant ensuite dans la vallée du Rhin ce qui restait des corps décimés de Korsakov et de Hotze, il voulait tenter une revanche (1).

C'était encore beaucoup demander à la fortune et trop réclamer de la vigueur d'une armée déjà très éprouvée. Se trompant un moment sur la direction prise par les Russes et rejoignant Lecourbe à Altorf pour les poursuivre dans le Schächenthal, mais utilisant aussitôt après la flottille du lac pour revenir par Brunnen sur Schwytz, Masséna multipliait les ordres pour « fermer la souricière », où il voyait Souvorov irrémédiablement enfermé. Tout autre que le vainqueur de Novi y eût été pris vraisemblablement, en effet. Mais la souricière avait des issues nombreuses et les généraux français ne montraient rien de leur hardiesse habituelle, ni de la confiance que la situation de l'adversaire et leur récente victoire aurait dû leur inspirer. Publiée en partie par un des historiens suisses de cette campagne (2), leur correspondance en témoigne éloquemment. Les plus vaillants d'entre eux et les plus habiles, Mortier et Molitor lui-même, s'y montrent hésitants et inquiets. Ils ne devraient songer qu'à barrer passage à cette poignée d'hommes qu'ils tiennent à leur merci, et on les voit préoccupés surtout d'assurer leur propre retraite pour le cas d'un échec ! Très visiblement, ces braves des braves ont peur, hantés et terrorisés, les uns et les autres, par les souvenirs que le vainqueur de Macdonald, de Moreau et de Joubert rapporte d'Italie et traîne derrière lui comme un épouvantail.

Les premiers contacts qu'ils prennent avec son armée, si

(1) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 283.
(2) Reding, *Der Zug Suworoffs*, p. 137 et suiv.



affaiblie pourtant, justifient d'ailleurs leurs appréhensions. Dans la vallée de la Muota, Masséna en personne attaque avec 10 000 hommes l'arrière-garde russe, commandée par Rosenberg, et il essuie un échec sanglant. La bête aux abois fait front et mord terriblement (1). Mortier s'efface, de son côté, en dépit des instructions reçues ; Molitor se laisse culbuter dans la vallée de Kloen, et Souvorov réussit ainsi à atteindre Glaris. Une marche rapide par Mollis et le Kerenzerberg sur Sargans lui promet maintenant, sinon la revanche trop ambitieusement escomptée, du moins la jonction prompte avec les Autrichiens de Lincken, Jellaschich et Petrasch. Mais un nouvel obstacle se dresse devant lui et qui ne vient pas des Français.

Contre le plan qu'il a arrêté et qui est énergiquement appuyé au conseil de guerre par le général autrichien Auffenberg, les officiers suisses et le commissaire anglais, colonel Clinton, seul le grand-duc Constantin élève, authentiquement cette fois, un *veto* formel. La route choisie lui paraît trop exposée aux tentatives de l'ennemi, et, après de longs débats, il en fait adopter une autre, plus détournée, par Ilanz et Coire sur Maienfeld. Elle dérobera, en effet, l'armée à toute attaque ; mais ce sera, pour le coup, bel et bien le chemin de la retraite, quoique Souvorov doive encore refuser d'en convenir (2). Cet itinéraire exposera, en outre, les fugitifs à des épreuves d'un autre genre, bien faites pour triompher de leur endurance et de leur courage, et telles qu'avec un autre chef ils y eussent certainement succombé. « La meilleure des retraites est toujours à toutes jambes », pensait Souvorov. Il allait se donner à lui-même un glorieux démenti.

A une hauteur de 2 400 mètres, le col du Panix, qu'il fallait franchir sur ce parcours, se trouva, le 7 octobre, déjà couvert de neige. Semé de précipices, le passage y fut non seulement difficile, mais périlleux. Les chevaux glissaient. Celui que montait le maréchal manqua plus d'une fois de

(1) Reding, *Der Zug*, p. 85 et suiv. ; Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 81-82.
(2) Reding, *ibid.*, p. 130 ; Wickham, *Correspondence*, t. II, p. 284-285.

l'entrainer dans l'abime. Toujours intrépide, le vieux soldat se débattait pourtant aux mains de cosaques qui lui faisaient violence pour le protéger.

— Laissez-moi! j'irai tout seul!

— *Sidi!* (Reste tranquille!) lui répondaient-ils.

Et il obéissait (1).

Pour le chef et pour l'armée qu'il avait commandée en des journées plus heureuses, cette marche est cependant le plus beau titre à l'admiration de la postérité. Elle mérite une place d'honneur dans l'histoire militaire de tous les temps.

IV

A Ilanz, Souvorov fut déjà en mesure d'opérer la reconcentration et le réapprovisionnement de ses troupes. Arrivé à Feldkirch, il songea d'abord, et plus que jamais, à reprendre l'offensive. Il pouvait maintenant y prétendre sans trop de témérité. Depuis le 28 septembre, l'archiduc suspendant sa marche et revenant partiellement sur ses pas, Korsakov avait repris contact avec lui et réoccupé son premier camp de Dœrflingen, près de Schaffhouse. A sa droite, Nauendorf avec 8 000 Autrichiens couvrait le Rhin, de Waldshut à Schaffhouse; à sa gauche, le colonel Titov, avec un régiment qui avait échappé au désastre de Zurich, gardait les abords du lac de Constance. Le corps de Condé, des bataillons suisses en voie d'organisation et des contingents bavarois en marche promettaient à bref délai des renforts qui compenseraient, et au delà, les pertes essuyées. Mais le vaincu de Zurich était abattu. Son ancienne forfanterie faisait place à un découragement complet. L'archiduc, d'autre part, ne se montrait pas disposé à renouveler un essai d'action commune. Il avait

(1) Orlov, *la Campagne de 1799*, p. 121, d'après *les Souvenirs* du cosaque Griaziév.



d'abord voulu attendre Souvorov et permis ainsi à Masséna de se remettre de l'alerte que l'apparition du maréchal en Suisse lui avait donnée. Souvorov lui échappant, le général français se rejetait sur Korsakov et l'obligeait à abandonner entièrement la rive gauche du Rhin (1). Enfin, le vainqueur de Novi passait bientôt lui-même par les plus étranges alternatives d'une ardeur belliqueuse que les récentes épreuves semblaient exalter encore et d'une dépression morale d'autant moins justifiée. Après avoir tendu tous ses ressorts pour résister à la fortune adverse, cette âme de fer paraissait non brisée encore, mais comme disloquée.

Dans une lettre à l'adresse de Rastoptchine, datée de Feldkirch le 2/13 octobre, mais dont le commencement et la fin ont dû être rédigés à quelques jours d'intervalle, le maréchal débutait en annonçant fièrement qu'il se disposait à donner la main à Korsakov « pour réparer le mal », et il poursuivait en représentant sa situation, celle de son lieutenant et celle de l'archiduc lui-même, comme n'offrant aucune ressource pour la continuation de la guerre. « L'armée victorieuse, écrivait-il, est réduite à 10 000 hommes; l'infanterie est pieds nus et sans vêtements; insuffisance d'approvisionnements; manque de cartouches, au point de m'obliger à éviter les combats; Korsakov sans tentes, sans manteaux, sans argent! » Il exagérait ses pertes et la détresse commune. L'archiduc, à l'entendre, gardait 18 000 hommes en Suisse, mais il les mettait « en garnison », et Thugut, de son côté, ne songeait qu'à s'accommoder avec le Directoire. Le maréchal avait nouvelle de la présence à Vienne de deux agents diplomatiques français, envoyés là en secret, et il concluait ainsi : « Je n'ai plus aucun espoir d'agir (2) ! »

Entre le commencement et la fin de ce message que s'était-il passé ? Avec le concours de l'agent anglais, Wickham, et

(1) Marès, *Papiers*, p. 244 et suiv.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 346; Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 321. Cf. Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 150. *(Journal de Weyrother.)*

sous son impulsion, des négociations avaient été entamées pour ménager une entente entre le maréchal et l'archiduc et porter les deux généraux à des opérations concertées. L'archiduc paraissant s'y prêter, Souvorov s'était hâté de faire dresser par Weyrother un plan détaillé pour cet objet. Mais, arrivant à Feldkirch le 12 octobre (nouveau style), un aide de camp de l'archiduc, le comte de Colloredo, formulait des objections. Le commandant en chef autrichien jugeait ce plan trop compliqué. Plus vraisemblablement, il lui découvrait un autre défaut : passant le Rhin tout à fait en amont, le maréchal voulait abandonner entièrement les Grisons et le Voralberg, c'est-à-dire un territoire dont la cour de Vienne ne pouvait être engagée à se dessaisir, même momentanément.

D'autre part, accompagnant Colloredo à Feldkirch, Wickham changeait lui aussi de sentiment. Il se persuadait, contre l'opinion de Weyrother, que, même avec les corps de Korsakov et de Condé, Souvorov ne disposerait que d'une trentaine de mille hommes au plus, propres à tenir campagne. Il prenait en même temps une assez mauvaise opinion de ces troupes, braves, disait-il, mais dépourvues de toute discipline depuis leur séjour en Italie et commandées par des officiers, qui, en dehors du service de régiment, ne comprenaient rien à la guerre. Après avoir enfin dîné avec le maréchal, bien que prévenu et s'attendant à des excentricités de sa part, il le jugeait tout à fait incapable d'exercer un commandement. Le héros, qui venait de remplir l'Europe du bruit de ses exploits, avait toutes les apparences d'un « idiot » : les genoux fléchissants, les bras et la tête pendants, il marchait d'un bout à l'autre de la pièce en débitant des insanités. Wickham lui parlant d'un plan de campagne que l'archiduc proposait de son côté, Souvorov levait au ciel des yeux extatiques et disait avoir eu dans la nuit une vision, qui lui interdisait de prendre des engagements dans ce sens. L'instant d'après, il surprenait à la vérité son interlocuteur en énonçant sur l'armée autrichienne des appréciations marquées au coin d'un

esprit aussi impartial que réfléchi. Il continuait à discourir pendant deux heures sur les objets les plus divers avec une lucidité entière et infiniment d'intelligence; mais Wickham essayant de le ramener sur le terrain de l'actualité militaire, le maréchal se remettait à divaguer, puis, brusquement, appelait un de ses officiers et lui dictait en français la note suivante en partie double :

Franche-Comté :	
10 000 Bavarois, 20 000 Suisses, au moins 50 000 Russes, et le plus sûr parti serait 100 000 hommes en tout.	Avant Berne les Suisses ne peuvent être levés; les Bavarois sont au delà de 20 000 hommes; les nouvelles levées sont soldats dans deux mois et il est facile de s'y prendre. 1. A Schaffhouse, l'armée russe manquant de tout, délabrée et fatiguée, ne peut rien opérer en offensive. Pour la défensive, il faut plus de monde. 2. Il faut que l'archiduc coopère avec toutes ses forces dès le
Ainsi, si agira avec sincérité dans le grand ensemble, je réponds de la Suisse dans un mois, ou plus tôt, et je tiendrai parole.	moment : c'est déjà l'affaire de Wickham, Excellence, ce que là je déclarerai fermement au net.
A cela les mesures appartiennent à la sagesse de Wickham, Excellence.	3. Sinon, je suis sitôt en quartiers d'hiver proche, loin, sans vouloir soumettre à aucun affront jusqu'à la campagne prochaine.

Ahurie, l'*Excellence* se retira sans avoir pu rien obtenir d'autre et une nouvelle entrevue ne valut au commissaire anglais que cette confession du maréchal, plus intelligible, mais aussi déconcertante :

« Je ne veux avoir rien à faire ni avec vos Suisses ni avec vos Bavarois. Ce que je veux, c'est ce que j'ai eu cette année, à savoir une armée autrichienne, dont j'ai été privé si injustement et sans laquelle je ne peux rien, car, bien qu'à beaucoup d'égards les meilleures troupes du monde, mes Russes ne sont pas propres à agir par eux-mêmes... En second lieu, je veux revenir en Italie... ; je veux pénétrer en France par le Dauphiné, l'archiduc, soutenu par les Bavarois et les

Suisses, me secondant en Suisse et en Franche-Comté. »

Wickham dut porter ces déclarations au quartier général autrichien ; mais, sans attendre la réponse, le lendemain déjà, le maréchal partait avec ses troupes dans la direction de Lindau, en Souabe, ce qui ne le rapprochait pas de l'Italie. Et l'Anglais en prenait volontiers son parti, tant il voyait peu d'apparence à ce que la présence de cette armée pût, avec ce chef surtout à sa tête, être de quelque utilité à la cause commune (1).

A Lindau, pourtant, Wickham servant toujours d'intermédiaire, des négociations allaient continuer, et Souvorov se montrer même impatient de les voir aboutir. Avec les débris du corps de Korsakov il a recueilli maintenant celui de Condé ainsi que les contingents bavarois et suisses sous Roverea. Il a reçu de Paul un rescrit rédigé en termes très flatteurs et lui laissant pleine liberté d'action (2). Déférant enfin aux instances de Cobenzl, la cour de Vienne s'est décidée à lui envoyer, en même temps qu'au grand-duc Constantin, la grande-croix de Sainte-Thérèse. Le maréchal s'en trouve réconforté, mais il tient à son idée, qui est de quitter les Alpes pour les Apennins. « De son nid mélancolique, écrit-il le 9/20 octobre à Razoumovski (3), Thugut (la Chouette) m'a chassé d'Italie, d'où mon cœur brûlait vers Lyon et Paris ; il l'a refroidi en volant le Piémont où j'avais une armée de protection dans le dos pour assurer la tranquillité de mes quartiers d'hiver, si je ne devais en trouver de meilleurs en France... Toutes ces erreurs peuvent cependant être réparées... On peut avec sûreté entrer en France par le Dauphiné. Après avoir délivré la Suisse des forces sans Dieu, l'archiduc Charles pénétrera en France de son côté par la Franche-Comté. On peut répondre du succès en une campagne. »

Paul contribue d'ailleurs à affermir Souvorov dans ces

(1) Wickham à Grenville, Feldkirch, 12 octobre et Wangen, 17 et 18 octobre 1799, *Record Office*, *Suisse*, vol. XXV, numéros 36 et 37.
(2) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 459-460.
(3) *Archives Vorontsov*, t. XXIV, p. 348.



résolutions, en parlant toujours d'envoyer Louis XVIII en France, bien que son opinion sur l'hôte royal de Mittau et sur son entourage soit à peine plus avantageuse que celle qu'il a fait connaître au sujet du comte d'Artois. « C'est un prince très savant, dit-il du frère aîné, mais d'un caractère très caché et conservant malgré tout ce qui lui est arrivé un goût décidé pour dominer avant que d'être sur le trône..., souvent dérouté en outre par son intime et favori, le comte d'Avaray, homme inquiet et remuant au possible. » Pour ce qui est des émigrés du corps de Condé, le tsar recommandait bien au maréchal de ne pas les emmener en France : « Ils y mettraient tout à feu et à sang et révolteraient les esprits le mieux disposés (1). »

Pourtant, après avoir, le 28 octobre (9 novembre) encore, annoncé à Simon Vorontsov qu'avec le concours de l'archiduc il se promettait de réparer toutes les conséquences actuelles du malheur de Zurich (2) ; quelques jours après, ayant été rejoint par sa grosse artillerie, Souvorov se remettait en route pour gagner Augsbourg et cantonner ses troupes entre le Lech et l'Iller.

Entre un général tel que l'archiduc, prudent jusqu'à la timidité, et cet autre d'un tempérament si différent, les difficultés d'une entente étaient véritablement insurmontables. Le maréchal s'expliquait ainsi à ce sujet en écrivant au comte P. A. Tolstoy : « Il (l'archiduc) veut m'ensorceler avec son démosthénisme... Héros dans la défensive de cette campagne, il s'est fait connaître depuis longtemps comme défenseur des possessions héréditaires... Moi, depuis cinquante ans, je n'en ai pas fait l'expérience une seule fois. Comment n'a-t-il pas honte de me proposer cela (3)! » Mais l'auteur de cette lettre avait d'autres raisons, et plus pressantes, de quitter la Suisse et son voisinage immédiat. L'attitude de la population

(1) Gatchina, 16/27 septembre 1799, Archives du ministère des Affaires étrangères, Moscou, et au *Record Office, Russie;* vol. XLIV, copie sans numéro.
(2) *Archives Vorontsov,* t. XXIV, p. 350.
(3) 9/20 octobre 1799. *Ibid.,* t. XXIV, p. 348.

de ce pays vis-à-vis des Russes devenait telle que Wickham (1) prévoyait une insurrection générale contre ces étrangers, qui pourtant avaient naguère passé, au même lieu, pour des libérateurs.

Au sujet de ce revirement et de ses causes, les historiens suisses eux-mêmes abondent en appréciations et en documents d'autant moins propres à fournir la base d'une conjecture plausible que les faits rapportés et les conclusions qui en sont dégagées se contredisent, parfois chez un seul et même auteur (2). Un fait certain domine cependant cette controverse : le divorce militaire, à demi consommé entre Russes et Autrichiens depuis le départ de Souvorov pour la Suisse, et la conséquence inéluctable de cette séparation, à savoir l'impossibilité pour Souvorov de pourvoir à la subsistance de ses troupes par des voies régulières. A défaut d'un service d'intendance qu'elle possédât en propre, son armée était réduite maintenant à vivre sur l'habitant, et c'était le pillage, — non le pillage organisé comme celui des armées révolutionnaires, mais tournant à la maraude pure, et donc pire. En Italie déjà, l'incompatibilité d'humeur, accusée entre les alliés dès le commencement de la campagne, et les insuffisances d'approvisionnement en résultant déterminaient accidentellement, du côté des Russes, des écarts de ce genre. D'où le relâchement de la discipline, observé par Wickham. En Suisse, l'accident était devenu la règle. Au rapport de l'agent anglais, les héros de la Trebbia et de Novi seraient arrivés à Feldkirch chargés des dépouilles, recueillies à la traversée des cantons d'Uri, de Schwytz et de Glaris, où cependant on leur avait fait le meilleur accueil. Partout sur leur passage ils venaient de semer la destruction, ravageant les vignes même et les cultures de toute espèce. Le système de contributions en argent imposé au pays par les Français, si onéreux qu'on le trouvât, était, dit Wickham, « une grâce en comparaison ». Les officiers laissaient faire leurs soldats

(1) *Correspondence*, t. II, p. 258.
(2) Voy. REDING, *Der Zug*, p. 160 et suiv., 346 et 353.

en prenant part souvent aux excès commis, et Souvorov fermait les yeux, conscient de son impuissance à nourrir autrement son monde, et soucieux aussi de ménager sa popularité, à raison des prétentions du grand-duc Constantin au commandement en chef (1).

Corroborées par d'autres témoins (2), ces assertions devaient, ainsi que nous le verrons, recevoir la plus éclatante confirmation — de Souvorov lui-même. Mais le pillage et les violences de toute nature qui l'accompagnent inévitablement n'étaient pas la seule nuisance que les malheureux Suisses eussent à souffrir du fait des mêmes hôtes. A l'arrivée de Korsakov, La Harpe, l'ancien précepteur des grands-ducs Alexandre et Constantin, se trouvait membre du Directoire de la République helvétique. Chassé de la Russie, il n'en gardait rancune qu'à Catherine seule et ne manquait aucune occasion de vanter son fils, « prince infortuné et méconnu ». Mais il applaudissait en même temps aux succès du « brave Masséna (3) », et, en juillet 1799, il eut la naïveté d'écrire au tsar, en lui demandant de s'intéresser à l'indépendance de la Suisse, comme il avait lui-même, en 1793 et en 1794, soutenu, dans la mesure de ses moyens, les droits de l'héritier légitime au trône de Russie. La réponse fut l'ordre donné à Korsakov d'arrêter l'insolent directeur et de l'envoyer sous escorte à Saint-Pétersbourg, d'où il serait réexpédié en Sibérie !

Le « brave Masséna » y faisant obstacle, l'ordre ne put être exécuté, et le bon La Harpe garda ses illusions. « Connaissant le cœur du souverain russe », il déclarait ne rien redouter de l'arrestation ordonnée, dût-elle aboutir, et il persévéra dans cette opinion, même après que, faute de pouvoir mieux satisfaire sa colère, Paul lui eut enlevé sa pension (4).

(1) Wickham à Grenville, Wangen, 17 octobre; Augsbourg, 31 octobre 1799. *Record Office*, *Suisse*, vol. XXV, numéros 37 et 42.

(2) Voy. notamment les récits du comte DE NEUILLY, enseigne à ce moment dans le corps du Croate Jellachich, *Souvenirs et correspondance*, p. 221.

(3) MARÈS, *Papiers*, Appendices, p. 251 et suiv.

(4) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 423 et suiv. Cf. F. MONNARD, *Fr. de La Harpe*, p. 21.

Le maître donnant de tels exemples, on devine comment ses sujets en usaient avec les compatriotes de l'illustre Vaudois, et l'on comprend que Souvorov eût hâte de chercher ailleurs des quartiers d'hiver plus hospitaliers. Il ne renonçait pas pour cela au dessein d'employer ses troupes au service de la coalition, ni surtout au désir de commander encore une armée austro-russe. Mais, de plus en plus, il répugnait à une entente pour cet objet avec l'archiduc. Il esquivait des rendez-vous que le prince lui proposait (1) et il écrivait au prince avec une belle inconscience :

« Les pays héréditaires doivent être défendus par des conquêtes désintéressées, en gagnant le cœur des nations par la justice... C'est un vieux soldat, presque sexagénaire sous le harnais, qui vous parle, qui a mené les troupes de Joseph II à la victoire et affermi la Galicie sous la puissance de l'illustre maison d'Autriche... »

Il se vantait, le malheureux, de cette contribution à une œuvre de violence et d'iniquité sans pareille, qui, en ce coin de terre slave, livrait au joug allemand non seulement des Polonais, mais aussi des Russes par millions !

De façon passablement impertinente, il faisait encore la leçon au jeune guerrier et à ses inspirateurs viennois :

« Je ne suis pas pour le babil de Démosthène, ni pour les académiciens, qui ne font qu'entraver le jugement, ni pour le sénat d'Annibal. Je ne suis pas pour les jalousies, démonstrations, contremarches. En place de ces puérilités, — coup d'œil, célérité, impulsion, sont mes conducteurs. »

Il ne laissait pas d'engager l'archiduc à lui prêter sa coopération pour une courte campagne d'hiver, « solide et nerveuse », au cours de laquelle « on n'aurait pas de peine à battre des Championnet ou des Bonaparte ». Mais il enlevait à son correspondant tout désir de déférer à cette invitation, en retombant aussitôt après dans les divagations qui lui étaient maintenant habituelles :

(1) Wickham à Grenville, 31 octobre 1799, *Record Office, Suisse*, vol. XXV, numéro 42.



« Que les deux armées servent les deux empereurs, la coalition et l'Europe entière en héros vertueux pour la procédure de la grande campagne future au printemps... Au cas contraire, y aurait-il des Campo-Formido *(sic)*, déjà voyez la nouvelle Rome marcher sur les pas de l'ancienne : en acquérant des amis, elle parviendra d'honorer la Germanie du titre d'alliée, comme l'Espagne, la Hollande et peu avant l'Italie, pour la changer au moindre prestige en suite en son temps en protégés ou sujets et les pays des nations florissantes en provinces... (1). »

Or, au même moment, sous l'impression du désastre de Zurich, Paul devenait tout à fait rebelle à l'idée d'une prolongation de son compagnonnage militaire, ou même politique, avec l'Autriche. Il se décidait même, dans son premier transport de fureur, à une rupture complète et, suivant son tempérament, il se portait à lui donner une forme violente. Dès le 15/26 octobre, il écrivait au roi d'Angleterre pour l'avertir que « la perfidie de la cour de Vienne » l'obligeait d'envoyer à Souvorov l'ordre de « s'occuper des arrangements nécessaires pour le rapatriement de ses troupes ». « En croyant être trois contre la France, nous nous sommes trouvés être seulement deux », disait-il (2). Et il joignait à ce message une copie de la lettre qu'il avait, quelques jours auparavant, adressée à l'empereur en ces termes :

« Voyant mes troupes abandonnées et livrées à l'ennemi par l'allié sur lequel je comptais le plus, sa politique contraire à mes vues et le salut de l'Europe sacrifié aux projets d'agrandissement de votre monarchie ; ayant outre cela tout lieu d'être mécontent de la manière double et artificieuse de son ministère, dont je veux ignorer les motifs, par égard au rang de Votre Majesté Impériale, je lui déclare, avec la même loyauté qui m'a fait voler à son secours et concourir au

(1) 18/29 octobre 1799, Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. III, p. 545 ; Fuchs, même titre, t. III, p. 478.

(2) *Record Office, Russie*, vol. XLIV, sans numéro ; Milioutine, *ibid.*, t. III, p. 619.

succès de ses armes, que, dès ce moment, j'abandonne ses intérêts pour m'occuper entièrement des miens et de ceux de mes autres alliés et que je cesse de faire avec Votre Majesté cause commune, pour ne pas assurer le triomphe de la mauvaise. Je suis, avec les sentiments de la considération que je lui dois, etc... (1). »

Il semblerait qu'après cela on n'eût plus rien à se dire de part ni d'autre. La coalition paraissait brisée dans son nœud essentiel et toute possibilité exclue de la redresser contre la France. Paul n'envisageait pas encore la convenance d'un accommodement avec le gouvernement de la République; mais, dans sa lettre à Georges III, il exprimait l'opinion que « le moment désigné par la Providence pour la chute du régime révolutionnaire n'était pas venu », et, en attendant, il proposait au roi une alliance plus étroite, dans laquelle il croyait possible de faire entrer la Suède, le Danemark et même la Prusse, mais il voulait qu'elle fût dirigée contre l'Autriche, « puissance la plus dangereuse pour l'instant ».

Le tsar n'en avait pas cependant fini avec cette perfide compagne et, par elle, la coalition elle-même devait encore le retenir quelque temps captif. Mais il était déjà sur le chemin de l'évasion et d'autant plus incliné à s'y engager que la communauté d'armes avec l'Angleterre ne lui donnait elle-même pas plus d'agréments.

V

La convention anglo-russe, signée le 11/22 juin 1799 à Saint-Pétersbourg, en vue d'une expédition en Hollande (2),

(1) Gatchina, 11/22 octobre 1799, Archives du ministère des Affaires étrangères, Moscou, et *Record Office, Russie*, vol. XLV, sans numéro; Milioutine, *loc. cit.*, t. II, p. 345; t. III, p. 552.

(2) F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. IX (X), p. 430.



engageait Paul à réunir à Revel, où ils seraient embarqués sur des bâtiments moitié russes moitié anglais, 17 593 hommes, auxquels Georges III promettait d'ajouter 13 000 hommes de ses propres troupes, s'obligeant en outre à payer pour l'entretien de celles du tsar 88 000 livres sterling au début de la campagne et 44 000 par mois aussi longtemps qu'elle durerait. Seule, la question du commandement avait donné lieu à des difficultés, Paul objectant au choix du duc d'York, dont la réputation militaire n'était pas en effet des plus brillantes. Comme le tsar n'admettait pas cependant aussi que le général Herrmann, appelé à commander en second ses soldats, fût subordonné à un chef qui ne serait pas de sang royal, la désignation qu'il critiquait fut maintenue.

Le dessein de faire concourir la Suède à l'opération projetée avait dû d'autre part être abandonnée, devant l'énormité des subsides réclamés par la cour de Stockholm : avance d'un million de riksdales pour la mise en marche de 8 000 hommes et solde annuelle de 1 500 000 (1). Mais l'entreprise ne s'en présentait pas moins sous les meilleurs auspices.

Pour faire obstacle à leur débarquement aux Pays-Bas, les alliés n'avaient guère à compter ni avec l'armée hollandaise, 25 000 hommes de troupes régulières, dont la mobilisation s'opérait lentement et dont l'esprit était douteux, ni avec la flotte, plus imposante avec ses 14 000 hommes d'équipage, mais hostile au nouveau régime et dévouée à la maison d'Orange. Le corps d'occupation français, 17 000 hommes sous le général Brune, se trouvait donc pratiquement réduit, dans ce pays, à ses propres ressources, et, lui opposant des forces près de deux fois supérieures en nombre, les alliés devaient en avoir facilement raison. On sait comment ce calcul fut déçu.

Descendant à terre vers le milieu de septembre 1799, Russes et Anglais ne surent combiner aucun plan d'action.

(1) Whitworth à Grenville, 16 juillet et 27 août 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIII, n° 54 et vol. XLIV, n° 78.



Le duc d'York avait déjà, dans des tentatives analogues, fait preuve d'une incapacité absolue et, comme sur Korsakov, le choix de Paul s'était, au témoignage de Whitworth, porté sur Herrmann, contre le sentiment général (1). Le 19 septembre, mal engagés dans une première rencontre et faiblement soutenus par leurs compagnons d'armes, les Russes subissaient, sous Bergen, une défaite complète. Herrmann était fait prisonnier et le meilleur de ses lieutenants, Jerebtsov, blessé mortellement. D'autres engagements, tout aussi peu heureux, ne tardaient pas à jeter dans les rangs des vaincus, du côté russe surtout, une démoralisation complète. Dans une lettre à son frère Alexandre, dénonçant ses compatriotes comme « couverts d'infamie » par ces défaites, Simon Vorontsov les traitait de « bandits » et de « lâches (2) ».

Ainsi fut amenée la capitulation du 18 octobre, qui obligea les vaincus à évacuer le pays au 30 du même mois et à restituer les prisonniers (3). Les Anglais tiraient encore leur épingle du jeu, retenant la flotte hollandaise qu'ils avaient fait capituler de son côté, dans les eaux du Texel. Les Russes ne gardaient que l'humiliation de l'échec encouru et ils recevaient, peu glorieusement, des quartiers dans les îles de Jersey et de Guernesey, où la constitution anglaise voulait qu'ils fussent relégués, — ce dont Vorontsov se félicitait d'ailleurs, tant la présence de ces troupes dans un voisinage plus proche de Londres lui paraissait peu désirable pour l'honneur de son pays (4) !

On imagine l'effet de ces événements sur l'esprit de Paul, alors que sur mer même sa coopération avec « la plus puissante marine du monde » ne lui valait pas de très grands succès et devait même, l'Autriche s'en mêlant, lui attirer les pires affronts. Fidèle à ses promesses, il avait mis aussi ses

(1) Le même au même, 13 novembre 1799, *ibid.*, vol. XLV, numéro 102.

(2) 8 octobre 1799, *Archives Vorontsov*, t. X, p. 60.

(3) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 98 et suiv., p. 355 et suiv., t. III, p. 574 et suiv.; Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 171 et suiv; Mac Carthy, *Hist. de la campagne en Hollande*.

(4) A son frère Alexandre, 19/30 octobre et 2/13 décembre 1799, *Archives Vorontsov*, t. X, p. 65, 71.



flottes à la disposition de l'Angleterre. De Kronstadt, une escadre, comprenant quinze vaisseaux de ligne, quatre frégates et un transport sous l'amiral Makarov, s'était, dès les premiers jours de juillet 1798, mise en route pour rejoindre l'amiral Duncan sous Yarmouth ; mais une partie n'avait pu arriver à destination qu'en novembre et dans un état qui en rendait les navires impropres à tout service. Celui qui portait le commandant du détachement, Kartsov, avait coulé. Au printemps suivant seulement, après s'être refaits dans les ports anglais, trois vaisseaux russes en tout et une frégate furent en mesure de reprendre la mer, pour rallier, dans la Méditerranée, une autre escadre auxiliaire, sous Ouchakov, empruntée à la flotte de la Mer Noire et destinée à agir de concert avec les Turcs (1).

Une troisième escadre, sous Tchitchagov, six vaisseaux de ligne, cinq frégates et quatre transports, avait embarqué une partie des troupes russes destinées à l'expédition de Hollande et pris part à la capture de la flotte hollandaise.

L'escadre d'Ouchakov, six vaisseaux de ligne, trois frégates et trois bricks avec 1 700 hommes de troupes de débarquement, rejoignait en août 1798, dans les Dardanelles, une escadre turque, forte de quatre vaisseaux de ligne, six frégates et dix canonnières, qui passèrent sous le commandement de l'amiral russe.

A ce moment, depuis la journée d'Aboukir (1er août 1798), les Anglais tenaient la Méditerranée, bloquant Alexandrie et Malte et protégeant les rois de Sardaigne et de Sicile, réfugiés l'un à Cagliari toujours, l'autre à Palerme. Ouchakov eut mission de chasser les Français des iles Ioniennes et de prêter ensuite main-forte aux Anglais pour la restauration des souverainctés sarde, napolitaine et pontificale.

Le génie de Pitt réalisait là une des combinaisons les plus singulières dont l'histoire ait eu jamais la surprise : unis aux soldats du successeur de Mahomet, ceux du tsar orthodoxe

(1) Milioutine, *loc. cit.*, t. I, p. 93; Viessiélago, *Hist. de la flotte russe*, t. I, p. 250 et suiv.

allaient s'employer à restituer au chef de la catholicité les domaines que la fille aînée de son Église lui avait ravis!

Ouchakov s'acquitta brillamment de la première partie de sa tâche. Cérigo, Zante et Sainte-Maure furent prises du 28 septembre au 5 novembre 1798, à la grande joie de Paul, qui prodigua honneurs et récompenses aux vainqueurs. Après une résistance plus opiniâtre, Corfou se rendit aussi le 19 février 1799. Mais, voulant alors appuyer, dans le sud de l'Italie, l'action que Souvorov commençait si victorieusement dans le nord, Ouchakov se heurta à la mauvaise volonté de l'Autriche.

Acheminant le corps de Rehbinder sur Naples, le maréchal invitait Ouchakov à bloquer Ancône, d'où les Français pouvaient inquiéter les transports autrichiens à la traversée de l'Adriatique. De son côté, le roi de Naples envoyait à Corfou pour demander secours. L'amiral russe fit deux détachements, dont l'un, sous le capitaine Sorokine, cingla vers les côtes de la terre d'Otrante, et l'autre, commandé par l'amiral Poustochkine, aborda plus au nord la rive orientale de la presqu'île des Apennins, sous Ancône.

Sorokine approchant de Brindisi, la garnison française y prit fuite. L'effet des premiers succès de Souvorov se faisait déjà sentir. Mettant à terre 600 hommes avec six canons, le capitaine poursuivit vers le nord une navigation triomphale, tandis que la petite troupe qu'il avait débarquée, enlevait facilement Foggia et poussait droit à Naples. Elle y entra le 9 juin en tête des milices qu'entraînait le cardinal Ruffo. Mais peu après, Nelson arrivait dans la rade avec dix-sept navires et le roi, qu'il ramenait de Sicile, et les Russes ne jouèrent plus qu'un rôle effacé, dont l'orgueil de Paul n'était pas disposé à se contenter.

En septembre 1799, ce fut pire. Paraissant lui-même sous Palerme, Ouchakov se proposait d'attaquer Malte, comme l'y engageaient des ordres pressants envoyés de Saint-Pétersbourg (1). Les Anglais y firent opposition, en laissant voir

(1) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 259; t. XX, p. 282-283.



que la présence de l'amiral russe dans la Méditerranée leur était aussi désagréable qu'aux Autrichiens le séjour prolongé de Souvorov au nord de l'Italie. Généreusement, Ouchakov offrit son concours pour la prise de Rome et porta rapidement de ce côté une partie de ses troupes de débarquement. Mais, les devançant à Civita-Vecchia, les Anglais y firent, dès le 27 septembre, capituler la garnison française et gardèrent la place. Les Napolitains eurent Rome pour leur part, les Russes rien (1).

Pendant ce temps, sous Ancône, faute de troupes de débarquement en quantité suffisante, Poustochkine était réduit à bloquer la ville, défendue par 3 000 Francais ou Cisalpins, sous Monnier. En octobre seulement, l'arrivée de Fröhlich avec 8 000 Impériaux lui amena le renfort indispensable. Mais aussitôt, réclamant le commandement en chef, le général autrichien évinça entièrement l'amiral russe et, le 13 novembre (nouveau style), il négocia avec Monnier une capitulation, qui, livrant la ville, aux Impériaux seuls, en refusait expressément l'entrée même aux Russes et aux Turcs (2)!

Le commandant français avait exigé l'insertion de cette clause, en se fondant sur une violation du droit des gens, dont un officier du corps expéditionnaire russo-turc, le comte Voïnovitch, se serait récemment rendu coupable, à la prise de Fano, au nord d'Ancône.

Russes et Turcs protestant et hissant leurs pavillons à côté du pavillon autrichien sur les dix vaisseaux français pris dans la rade, Fröhlich ordonna de les enlever, en usant au besoin de la force, et il en fit autant pour les postes que les alliés introduisaient dans la ville. Pour la matérialité des faits, les rapports russe et autrichien sur cet incident sont concordants (3).

Il porta à la coalition chancelante un coup dont elle ne

(1) MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. I, p. 625; HÜFFER, *Der Krieg*, t. II, p. 260.

(2) MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 457 et suiv.; t. III, p. 612 et suiv.

(3) MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 459 (rapport russe); HÜFFER, *Quellen*, t. I, p. 488 (rapport autrichien).



devait plus se relever. En vain, à Saint-Pétersbourg, Panine unit ses efforts à ceux de Cobenzl pour en conjurer les effets. Le crédit du ministre était déjà ébranlé et celui de l'ambassadeur tout à fait en ruine. Cobenzl se trouvait presque en quarantaine. Au rapport de son collègue de Bavière, « affligé d'une maladie dégoûtante, qui, de fort laid qu'il était, le rendait hideux, il devenait, même au physique, un objet de répulsion ». Désigné pour épouser par procuration la grande-duchesse Alexandrine, il devait renoncer à cet honneur, parce que le rite grec eût obligé la mariée à boire à la même coupe avec lui, ce à quoi elle répugnait non sans raison (1). A la nouvelle de ce qui s'était passé à Ancône, Paul défendit à l'ambassadeur l'accès de sa cour, jusqu'à ce que la Russie eût obtenu une réparation convenable (2).

La cour de Vienne ne pouvait évidemment la refuser. Elle n'y songea pas; mais à son ordinaire, elle ne mit aucune bonne grâce ni le moindre empressement à s'exécuter, discutant, ergotant et faisant tout pour épuiser la patience du tsar, qu'elle connaissait comme assez courte. En décembre, elle n'avait pas encore fini de la mettre à l'épreuve, et, à ce moment, les affaires de la coalition se gâtant et les Anglais désespérant de prendre La Valette avec leurs seules forces, ils sollicitaient eux-mêmes Ouchakov de venir les rejoindre dans les eaux de Malte. Trop tard! Toujours hésitant de son côté dans ses résolutions, en dépit des brusques emportements de sa volonté incertaine, éprouvant en fait la plus grande difficulté à se dégager des liens qu'il s'était laissé imposer, si prompt qu'il se montrât en paroles à les rompre, le tsar venait de passer, même dans ses relations avec l'Autriche, par les plus étranges alternatives de révolte furibonde et de condescendance résignée. Mais enfin il en avait assez. Il quittait la prison pour de bon. L'appel adressé du camp anglais à Ouchakov se rencontrait avec un ordre expédié de

(1) De Bray, « Mémoires », *Revue d'hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 586.
(2) Whitworth à Grenville, 27 et 31 décembre 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLV, numéro 115.



Saint-Pétersbourg à l'amiral pour qu'il regagnât les eaux russes, et, en même temps, les pourparlers poursuivis jusque-là pour le maintien de la coopération austro-russe aboutissaient à une rupture définitive.

VI

Après Zurich et la lettre de congé envoyée à François II, Paul avait fait mine de mettre l'Autriche entièrement à l'écart. Vers le milieu d'octobre 1799, Kotchoubey communiquait au corps diplomatique réuni à Gatchina une note circulaire, par laquelle les « princes allemands » étaient invités à se rallier sous le drapeau russe, à défaut de quoi le tsar quitterait la coalition. S'entretenant de son côté avec Whitworth, Rastoptchine allait jusqu'à envisager « avec beaucoup de calme » l'idée d'un rapprochement avec la France et demandait à connaître l'opinion du cabinet de Saint-James à ce sujet (1). En la personne de Panine, qui peu après succédait à Kotchoubey, la coalition gagnait à la vérité un partisan résolu; mais, outre qu'il avait à compter avec l'influence prépondérante de Rastoptchine, le nouveau vice-chancelier était surtout dévoué à la Prusse, et, en ce qui concernait l'Autriche, porté lui-même à prendre une attitude rébarbative dans la question des dédommagements (2).

Cobenzl fondait plutôt des espérances sur l'arrivée prochaine de l'archiduc palatin, porteur d'un projet, susceptible, pensait-on à Vienne, de ramener Paul, en éveillant ses convoitises. Il visait l'annexion de la Bavière à l'Autriche en échange des Pays-Bas; l'érection du Piémont en souveraineté

(1) HÜFFER, *Der Krieg*, t. II, p. 212; Whitworth à Grenville, 27 octobre 1799, *Record Office*, *Russie*, vol. XLIV, numéro 100; *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 337.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XXIX, p. 390.

pour l'archiduc Antoine, fils de l'empereur, qui épouserait la grande-duchesse Anne et enfin l'affectation des trois légations à un apanage destiné au fiancé de la grande-duchesse Alexandrine (1). L'archiduc palatin étant médiocre diplomate, Thugut jugeait à propos de lui adjoindre le comte de Dietrichstein, qui avait su précédemment gagner les bonnes grâces de Paul en venant pour son couronnement, et qui avait même pris femme en Russie. Rastoptchine appelait cela « la nouvelle expédition des Argonautes, chargée des iniquités du premier ministre autrichien ». Il la jugeait fort mal embarquée et n'avait pas tort.

Bien que marié à une Chouvalov, Dietrichstein n'était plus du tout *persona grata* auprès du tsar. Étant intervenu, comme nous savons, dans les démêlés de Korsakov avec le grand-duc Charles, il passait aux yeux du souverain russe pour responsable de la retraite prématurée des troupes autrichiennes et Paul venait précisément d'enlever à la belle-mère du comte la charge de maîtresse de cour qu'elle occupait auprès de la grande-duchesse Élisabeth (2). D'autre part, après avoir pris connaissance du projet autrichien, le tsar le goûta fort peu (3), peut-être parce que la grande-duchesse Anne n'avait que quatre ans. Sous l'inspiration de Panine, tournant le dos à l'Autriche, il revenait à l'idée d'une ligue des puissances septentrionales. Il signait le 29 octobre 1799, à Gatchina, un traité d'alliance avec la Suède (4), faisait grand accueil à l'envoyé danois, baron de Blome, qui, après un séjour à Copenhague, reparaissait à Saint-Pétersbourg avec l'offre d'accéder à cette ligue, moyennant la garantie des possessions danoises (5). Enfin, oubliant les avanies qu'il avait subies

(1) F. Rastoptchine à S. Vorontsov, 9 octobre 1799, *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 248.

(2) *Ibid.*, XXXII, p. 256.

(3) F. Rastoptchine à S. Vorontsov, 22 novembre 1799, *ibid.*, t. VIII, p. 270.

(4) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. VII, p. 365.

(5) Whitworth à Grenville, 22 octobre et 11 novembre 1799, *Record Office*, vol. XLIV, numéro 98, vol. XLV, numéro 103.

récemment à Berlin, il écrivait à Frédéric-Guillaume, lui proposant un renouvellement d'alliance et le traitant de « premier souverain d'Allemagne ». Cette lettre peut bien n'avoir pas été envoyée, comme on l'a supposé (1) ; mais, désigné pour remplacer Panine sur les bords de la Sprée, le baron de Krudener recevait mission de concerter avec la Prusse « les moyens de mettre des bornes à l'ambition insatiable de la maison de Habsbourg », et si, prussomane qu'il fût, Panine lui-même apercevait quelques excès de fureur anti-autrichienne dans les instructions données à cet envoyé. Les commentant dans des lettres confidentielles, il mettait son successeur en garde contre le préjudice qu'il porterait aux intérêts de la Russie en exécutant trop strictement de tels ordres, ainsi que ceux que Rastoptchine pourrait « faire sortir ultérieurement du four, comme des petits pâtés (2) ». S'épanchant en même temps avec Simon Vorontsov, il écrivait : « On abandonne aujourd'hui la cause commune avec la même précipitation qui l'a fait embrasser. Si R[astoptchine] reste en place, dans quelques mois, la Russie sera la risée de l'Europe... Mon seul vœu est de sortir de cet enfer (3). »

La cour de Berlin ne se montra pas plus que précédemment disposée à abandonner son système de neutralité et Londres de son côté engagea le tsar à sacrifier à l'intérêt commun les griefs qu'il pouvait avoir contre l'Autriche, si légitimes qu'ils fussent. Mais Paul continua à s'agiter de façon désordonnée, tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. La veille du mariage de sa fille (30 octobre/11 novembre 1793) (4), il défendait au comte de Dietrichstein d'y assister, « n'aimant pas à voir des intrigants » ; le lendemain, il était radouci ; mais, quelques jours après, un rapport de

(1) TATICHTCHEV, dans *Nouvelle Revue*, 1887, t. XLIX, p. 255. Cf. MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 445 et t. III, p. 620 ; HÜFFER, *Der Krieg*, t. II, p. 217.

(2) Panine à Krudener, 3 novembre 1799 ; TATICHTCHEV, *Revue d'hist. dipl.*, 1887, t. XLIX, p. 256.

(3) 3 et 24 novembre 1799, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 97, 99 ; cf. *ibid.*, t. VIII, p. 270.

(4) Voy. pour ce mariage une étude de Mme STOUDIÈNSKI, *Messager hist.*, 1909, t. XCIV, p. 117 et suiv.

Souvorov, datée de Feldkirch 14 octobre (nouveau style), et rempli d'invectives contre l'Autriche le remettait en rage et il faisait publier le document dans la gazette officielle!

Les envoyés de Naples et de Sardaigne versaient diligemment de l'huile sur le feu. Marié lui aussi à une Russe, la fille du procureur général, prince A. Viaziemski (1), le duc de Serra-Capriola jouissait depuis longtemps d'une grande faveur et il l'avait récemment augmentée, en faisant acte d'hommage devant le nouveau grand maître de l'ordre de Malte au nom des trois prieurés de Capoue, de Barletta et de Messine. Or, il déclarait hautement qu'il redoutait moins pour son pays la domination, nécessairement passagère, des Français que l'asservissement durable, auquel l'Autriche voulait le réduire (2). Plus entreprenant, son acolyte, le marquis de Gallo, gâtait à la vérité la partie, en découvrant des prétentions excessives et il se faisait renvoyer sans audience de congé (3). Néanmoins, sous l'influence du duc, de son collègue sarde, de Rastoptchine et de Whitworth lui-même, qui, un peu imprudemment, dénonçait lui aussi « la perfidie » de la cour de Vienne, Paul devenait de plus en plus anti-autrichien et par là porté à quitter la coalition. A la fin de novembre, s'apercevant qu'il était allé trop loin, Whitworth essaya de réparer le mal, en présentant de nouvelles propositions. Il offrait des subsides pour 60 000 Russes, l'Angleterre s'engageant à inquiéter les côtes de la Hollande et de la France avec ses propres forces. Un billet sec de Rastoptchine lui répondit, excluant tout débat à ce sujet, et, en même temps, Souvorov recevait l'ordre de ramener ses troupes en Russie (4).

C'était, selon les apparences, la fin de tout. Paul reprenait sa liberté. Le lendemain 18/29 novembre 1799, Panine eut

(1) Voy. *Archives russes*, 1886, t. I, p. 161.

(2) De Bray, « Mémoires », *Revue d'hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 591.

(3) Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 221.

(4) Whitworth à Grenville, 28 novembre 1799, *Record Office*, vol. XLVI, numéro 107; Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 476; Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 225.

beau tenter un dernier effort, adressant au tsar une lettre, après laquelle, s'il n'était écouté, « il s'attendait à recevoir son congé en termes durs et ignominieux ». Il eut la surprise de ne voir rien venir, ni triomphe, ni disgrâce humiliante. Passant réglementairement par les mains de Rastoptchine, le message n'était pas arrivé à destination. Mais Paul n'avait cependant pas encore fini d'hésiter. Le 2 décembre (vieux style), un nouveau rescrit adressé à Souvorov lui enjoignit de rester où il était et de se tenir prêt à reprendre l'offensive (1).

Encore un coup de théâtre, sans que le moindre changement de circonstances le motivât. La grande-duchesse partant avec son mari, Paul avait simplement été ému par cette séparation et incliné ainsi à un retour de tendresse pour la maison, qui devenait celle de sa fille préférée. Au dernier moment, l'archiduc-palatin s'était avisé de communiquer au grand-duc Alexandre la correspondance de l'archiduc Charles avec Souvorov, et, après en avoir pris connaissance à son tour, le tsar s'était persuadé que, dans la querelle des deux hommes de guerre, tous les torts ne se trouvaient pas du côté où il avait cru les voir. Une lettre de François II, rédigée en termes très aimables, avait renforcé cette impression. Enfin, l'impératrice avait réussi à obtenir l'appui de Koutaïssov, et, allant inopinément rejoindre sa femme au lit, Paul lui avait annoncé qu' « elle serait contente de lui (2) ».

Donc, l'Autriche et la coalition l'emportaient. Au milieu des compliments, félicitations et effusions échangées entre Saint-Pétersbourg et Vienne, on en fut un moment persuadé ici et là. Mais cette victoire devait aussi être sans lendemain. Après s'être donné une fois de plus, Paul ne tardait pas à essayer de se reprendre. Et d'abord, si Souvorov restait en Allemagne, sa participation ultérieure à la guerre n'était pas pour cela décidée. Le lendemain, le tsar la faisait dépendre

(1) Whitworth à Grenville, Gatchina, 3 décembre, et Pétersbourg, 5 décembre 1799, *Record Office*, *Russie*, vol. XLV, sans numéro et numéro 109.

(2) HÜFFER, *loc. cit.*, t. II, p. 227; MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. II, p. 474; t. III, p. 624; *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 99.

de l'accueil que la cour de Vienne ferait à une sorte d'ultimatum qu'il lui adressait et qui portait sur le renvoi de Thugut, la répudiation par l'Autriche de tout dessein d'agrandissement et son consentement au rétablissement en Italie de l'état de choses qui y existait en 1798. En outre, dans les confidences qu'il faisait à Whitworth, Paul exprimait la pensée que la présence de ses troupes en Allemagne était surtout utile pour empêcher l'Autriche de s'emparer de la moitié de la péninsule ! Il répudiait toute idée de coopération nouvelle avec les troupes autrichiennes et ne voulait plus combattre la France qu'en compagnie de l'Angleterre seule (1). Le marquis de Vioménil prendrait le commandement des troupes russes qui hivernaient à Jersey et Guernesey, et, avec dix-sept vaisseaux de ligne russes, il se joindrait aux forces anglaises de terre et de mer, pour opérer une descente en France, entre Bordeaux et les Sables-d'Olonne (2).

Or, à Vienne, on discutait précisément, à la même heure, sur le point de savoir s'il ne valait pas mieux, de toute façon, se défaire de Souvorov et de ses Russes. On se trouvait, en effet, dans les meilleurs termes avec l'Angleterre et on espérait obtenir son concours pour l'acquisition du Milanais, avec l'étendue qu'il avait avant les guerres de succession d'Espagne et d'Autriche, c'est-à-dire avec Novare et les forteresses. Minto lui-même se montrant bien disposé, dès le 19 novembre, Thugut envoyait à Saint-Pétersbourg un « aperçu », rédigé dans ce sens (3).

Le document y arriva quelques jours après le coup de théâtre du 2 décembre et détermina un nouveau revirement. Remplaçant définitivement Razoumovski à Vienne, Kalytchov eut ordre de signifier à l'empereur et à ses ministres que « s'ils persistaient dans ce système », le tsar rappellerait ses troupes. On marchait donc encore à la rupture

(1) Whithworth, *ibid.*

(2) Rescrit au marquis de Vioménil, 20 novembre (vieux style), 1799; Milioutine, *loc. cit.*, t. III, p. 624.

(3) Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 229.



sur le terrain diplomatique et sur le terrain militaire, de nouveaux conflits entre le *Hofkriegsrath* et Souvorov tendaient en même temps à la rendre inévitable.

VII

L'Allemagne ne se montrait pas plus hospitalière au maréchal que n'avait été la Suisse, et pour les mêmes causes. Bientôt les choses en arrivaient à ce point qu'un des divisionnaires russes et le seul qui, au rapport de Wickham, eût quelque valeur, Derfelden, demanda son congé, « ne voulant pas servir dans une armée de brigands (1) ». Avant même donc d'y être invité par le tsar, dès le 2/13 novembre 1799, Souvorov dut annoncer à François II qu'il se voyait dans la pénible nécessité de ramener ses troupes en Russie. On prévoyait cette décision à Vienne et on l'attendait même sans déplaisir. On en fut cependant effrayé. Le départ des Russes ne rendrait-il pas les Français plus hardis et plus exigeants? On chercha encore à temporiser. Cobenzl fut chargé d'obtenir un délai, l'archiduc Charles adressa au maréchal un message déprécatif dont Thugut blâma la grandiloquence, et, en termes plus froids, François II lui-même demanda à Souvorov d'attendre le résultat des démarches qui étaient faites à Saint-Pétersbourg. Il ajoutait toutefois que si, comme il l'espérait, elles avaient pour effet de retenir le maréchal en Allemagne, des mesures seraient prises pour y rendre son séjour moins onéreux aux populations (2).

Mais Souvorov n'attendit pas. Le 28 novembre, à l'heure même où allait se produire à Saint-Pétersbourg le change-

(1) Wickham à Grenville, Wangen, 17 octobre 1799, *Record Office, Suisse*, vol. XXV, numéro 38; Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 135. Les sources russes sont muettes sur ce point; voyez cependant Orlov, *la Campagne de Souvorov*, p. 148 et suiv.

(2) Hüffer, *Quellen*, t. I, p. 508.



ment de résolutions qui devait l'immobiliser, il se mit en marche. Il s'arrêta quelque temps en Bohême, mais seulement à raison des difficultés qu'il trouvait à se donner les moyens de transport nécessaires, ce qui ne l'empêcha pas, « avec la sincérité qui lui était propre », disait-il, d'écrire à l'archiduc Charles, en représentant cette halte forcée comme motivée par le désir qu'il avait de déférer à ses vœux (1).

Les nouvelles injonctions du tsar le surprirent à Prague, et il écrivit aussitôt à François II, demandant des quartiers pour l'hiver et assurant que son armée serait prête à rentrer en campagne au premier signe. Mais Thugut, lui aussi, ne voulait plus qu'il fût question de coopération militaire. Minto parlant de porter l'effectif des troupes russes à 80 000 hommes, il protestait violemment, en présence de Kalytchov lui-même. L'Allemagne ne pouvait nourrir tant de monde ! Un petit corps auxiliaire, juste de quoi effrayer les Français, était tout ce qu'il demandait à la Russie. Après de longs débats, il accepta cependant le principe d'un concours plus important, mais sur la base d'une action séparée des deux armées, les Russes opérant au nord et les Autrichiens au sud du Mein et du Neckar. Un des combattants de Novi, le comte de Bellegarde, assisté par lord Minto lui-même, eut charge de soumettre ce plan à Souvorov, en engageant subsidiairement le maréchal à évacuer la Bohême et à passer en Franconie (2).

La réponse fut telle que les récentes déclarations du vainqueur de Novi pouvaient la faire pressentir. Il en restait toujours à son idée de pénétrer en France par le Dauphiné à la tête d'une armée austro-russe. A la rigueur, il consentait à faire campagne sur le Neckar, mais dans les mêmes conditions, et, avec une franchise réelle cette fois, mais qui devait lui être fatale, il ne craignait pas d'en découvrir à Paul lui-même la raison que nous connaissons : l'impossibilité pour lui de se passer de l'outillage — état-major, intendance,

(1) Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 272.
(2) Milioutine, *loc. cit.*, t. II, p. 478, Hüffer, *loc. cit.*, t. II, p. 275.



ambulances, artillerie de siège — que les Autrichiens avaient fourni à son armée en Italie (1).

Moyennant qu'on voulût lui donner satisfaction sur ce point, Souvorov se disait sûr du succès, où qu'il dût porter son effort. Il se montrait enchanté de Bellegarde qu'il invitait à dîner après avoir d'abord refusé de le recevoir ; de François II, dont il ne prononçait pas le nom sans toucher la terre du bout de ses doigts, à la façon des moujiks russes ; et de Minto, qui, écrivant à sa femme, déclarait cependant n'avoir vu jamais « un fou pareil ni un homme aussi méprisable ». « Ce qu'il (Souvorov) dit, ajoutait l'ambassadeur, est absolument incompréhensible et ce qu'il écrit de même. Il mêle cependant à sa folie une bonne part de ruse au service de ses intérêts. En même temps, il est l'officier le plus ignorant et le plus incapable du monde. Il ne fait rien et ne peut rien faire. Il sait à peine ce qui se passe autour de lui, ne regarde jamais une carte, ne visite jamais un poste. Dînant à huit heures du matin et demeurant au lit le reste de la journée, il se lève le soir pour quelques heures, la tête dans les nuages et l'esprit faible... (2). »

De passage à Prague, un diplomate prussien, le comte Bernstorff, recevait d'une entrevue avec le maréchal une impression analogue (3), et le commissaire anglais, Clinton, a dû la partager, en prenant connaissance de la note suivante que *le prince d'Italie* lui communiquait et dont nous donnons un extrait, en respectant le style et l'orthographe du document, qui n'est cependant pas de la main du maréchal et où, comme dans les autres pièces émanant de lui, la maladresse d'un secrétaire a pu avoir sa part (4) :

(1) Souvorov à Paul, 24 décembre 1799/4 janvier 1900, MILIOUTINE, *loc. cit.*, t. III, p. 630.

(2) *Life and Letters of... lord of Minto*, t. III, p. 107.

(3) HÜFFER, *Der Krieg*, t. II, p. 280.

(4) A part une seule, adressée de Lindau à S. Vorontsov, le 28 octobre 1799, les lettres et notes écrites par Souvorov pendant cette campagne ne nous ont été conservées qu'en de mauvaises copies.



Phisique militaire.

« L'archiduc Charles n'étant pas à la cour mais en campagne, est de même général que Souvorov, excepté que ce dernier l'est plus anciennement par sa pratique et c'est lui qui a fait tomber la théorie de ce siècle, principalement en dernier lieu par la conquête de Pologne et d'Italie. Donc la règle de l'art appartient à lui. Toute persuasion dans les entrevues ou autre ordinairement de l'intérêt particulier serait onéreuse. Tout la conique du mistère est :

1. Refaire son armée en quartiers commandés;

2. Y être au plus tôt pour les finir et être prêt aux opérations futures;...

. . . .

6. L'opération doit être en ligne recte et non parallèle ;...

. . . .

8. Du haut des points on renversera l'ennemi dans son central ; on le poussera lestement, sans lui donner le moindre temps à se reconnaitre, pour l'écraser, et ensuite on chassera le reste de la Suisse, pour la délivrer entièrement, à quoi il ne faudra que des vessies (1). »

Les hôtes du maréchal à Prague ne laissaient cependant pas d'être frappés aussi, en sens contraire, par l'aspect du camp russe, qui offrait à leurs regards des dehors véritablement imposants, bien que le grand-duc Constantin ne s'y trouvât plus avec sa suite brillante. Il avait déjà regagné la Russie, non sans semer derrière lui des souvenirs pénibles, en Souabe surtout, où il s'était signalé par des actes de révoltante sauvagerie (2). Mais, à son défaut, Souvorov faisait lui-même figure, plus que de prince, de souverain. Il tenait cour, donnait audience à des personnages de distinction, civils et

(1) Document joint à la dépêche de Wickham à Grenville, du 26 octobre 1799, *Record Office*, *Suisse*, vol. XXV, numéro 7; publié dans *Archives russes*, 1879, t. I, p. 267.

(2) Wickham à Grenville, 31 octobre 1799, *ibid.*, vol. XXV, numéro 42; HÜFFER, *Quellen*, t. I, p. 132.



militaires arrivant de tous les coins de l'Europe. Nelson lui faisait parvenir de Palerme une lettre, où, prodiguant à son intention les expressions les plus flatteuses, il se découvrait une ressemblance physique avec le maréchal, à quoi le destinataire répondait par des compliments mêlés d'épigrammes et de rébus : « Je vous croyais de Malte en Égypte, pour écraser le reste des surnaturels athées de notre temps par les Arabes. La cour de Palerme n'est pas Cithère. Le magnanime souverain est pour nous. Au reste, illustre frère, que ne donnez-vous pas au monde pour Iris des Aboukirs *(sic !)*. Bon an ! Bon siècle (1) ! »

L'électeur de Bavière envoyait à Prague un de ses officiers porteur de l'ordre de Saint-Hubert offert au maréchal et il lui adressait le peintre de cour Müller, chargé, s'il y consentait, de brosser le portrait du héros. Souvorov faisait le meilleur accueil à l'artiste et lui tenait ce discours :

« Votre pinceau reproduira les traits de mon visage ; ils sont visibles, mais ma nature intérieure est cachée. Je vous dirai donc, cher monsieur Müller, que j'ai versé le sang à flots. J'en frémis ; mais j'aime mon prochain. Dans toute ma vie je n'ai rendu personne malheureux. Je n'ai jamais signé un arrêt de mort. Pas un insecte n'a péri de ma main. J'ai été petit, j'ai été grand... »

En prononçant ces mots, il sautait sur une chaise.

« Au flux et reflux du bonheur, j'ai toujours eu confiance en Dieu et j'ai été inébranlable, comme maintenant... »

Il se laissait tomber sur le siège (2).

Comme à Feldkirch, ces propos bizarres et ces pitreries étaient entrecoupés encore d'éclairs de haute raison, où aux Autrichiens et aux Anglais surpris et écœurés l'instant d'auparavant, le maréchal faisait entendre ce fier langage :

« Messieurs, ce n'est ni l'argent de l'Angleterre, ni les baïonnettes des Russes, ni la cavalerie et la tactique des Autrichiens, ni Souvorov qui rétabliront l'ordre, remporte-

(1) Fucus, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 330.
(2) Fucus, *Recueil*, p. 136.



ront des victoires et obtiendront les suites désirées. C'est la justice, le désintéressement que l'on mettra dans les démarches politiques, la bonne foi, l'honneur et une conduite loyale gagnant les cœurs... (1). »

Très sérieusement aussi il envisageait la perspective d'une rentrée prochaine en campagne. Mais, à la date du 8 janvier 1800, Paul lui adressait l'ordre formel, et cette fois définitif, de ramener ses troupes en Russie.

Ce n'était pas, comme on l'a assez généralement supposé, ou du moins ce n'était pas seulement une conséquence de l'affaire d'Ancône. A ce moment, le tsar s'attendait encore à recevoir pleine satisfaction pour l'outrage fait à son pavillon. Mais le divorce militaire entre Russes et Autrichiens achevait de porter ses fruits amers. Du quartier général de Souvorov, le comte Pierre Tolstoy venait d'arriver à Saint-Pétersbourg, et, pressé de questions, il avait confessé que l'armée de la Trebbia et de Novi n'était plus, sous le commandement de Souvorov, qu'un ramassis de bandits, comme disait Derfelden, toujours braves mais incapables de tenir tête à des troupes européennes. En écoutant ce rapport, Paul pensa étouffer de colère. Avec son inconséquence habituelle, il prononça la dégradation du trop véridique officier, mais il devait donner aussitôt la preuve qu'il ajoutait foi à son témoignage (2).

D'ailleurs, avant même d'avoir reçu le message qui le rappelait en Russie, Souvorov venait de se remettre en route, dans cette direction. Thugut s'était catégoriquement défendu de joindre aux troupes du maréchal, ne fût-ce que les quelques milliers d'Impériaux, sans lesquels celui-ci déclarait ne pas pouvoir reparaître sur un champ de bataille, et il avait exigé non moins péremptoirement que les Russes évacuassent les territoires autrichiens, où leur présence soulevait des plaintes unanimes (3). Tout espoir d'entente s'évanouissait de ce côté.

(1) *Antiquité russe*, 1893, t. LXXVII, p. 699.

(2) Whitworth à Grenville, 24 décembre 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLV, numéro 113.

(3) Hüffer, *Der Krieg*, t. II, p. 282-283.



Le corps de Condé seul resta sous Linz — et négocia avec l'Angleterre pour passer à sa solde. Le duc d'Enghien, en particulier, répugnait fort à l'idée de reprendre « la vie obscure d'un colonel de dragons russes dans un cantonnement de Volhynie ». Souvorov n'y objectant pas, Grenville fit proposer au tsar de diriger ce corps sur Trieste, d'où il joindrait en Angleterre les troupes destinées à la descente projetée en France. Mais, si favorables naguère à la cour de Saint-James, les dispositions de Paul avaient déjà changé. On montrait à Londres trop de complaisance pour Vienne. Le prince de Condé attendit donc longtemps l'effet des ouvertures faites à Saint-Pétersbourg, et quand, en mars 1800, demeurant toujours sans nouvelles, il se décida, bien qu'à regret, à reprendre le chemin de la Russie, le commissaire russe, prince Gortchakov, qui l'accompagnait, lui apprit brusquement qu'il n'était plus au service du tsar. Dans un mouvement de colère, Paul avait envoyé au maréchal l'ordre de licencier ce corps et le même jour, à la parade, il faisait déposer les armes aux quelques officiers français qui se trouvaient à Saint-Pétersbourg (1).

Souvorov était blâmé en même temps d'avoir donné son approbation aux projets du prince et reproches ou mauvais traitements allaient maintenant pleuvoir sur lui. Injustifiable de toute façon, la conduite de Paul à l'égard du glorieux soldat n'a cependant pas été inspirée par les seuls motifs si puérils où on a cru communément en deviner la raison : abandon de l'uniforme prussien, emploi en permanence d'un « général de service » et autres infractions au règlement (2). Certes, Paul était homme à exagérer jusqu'à l'absurde l'importance de tels griefs. Les dires de Tolstoy sur l'état de l'armée qu'il venait de quitter en ont cependant fourni un

(1) Whitworth à Grenville, 17 mars 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVI, numéro 19; Milioutine, *loc. cit.*, t. II, p. 494, et t. III, p. 646; Hüffer, *loc. cit.*, t. II, p. 285; Welschinger, *le Duc d'Enghien*, p. 167, 487.

(2) Komarovski, « Mémoires », *Messager hist.*, 1897, t. LXIX, p. 368. Cf. abbé Georgel, *Voyage de Saint-Pétersbourg*, p. 303-304; *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 448.

autre, beaucoup plus sérieux et d'autant mieux fait pour exciter le ressentiment du souverain qu'il trouvait une confirmation de ce rapport dans une lettre où Souvorov se déclarait hors d'état de tenir campagne sans les Autrichiens ! Auteur d'une réforme militaire ainsi faite qu'en privant les généraux russes de leurs états-majors, elle ne leur donnait pas des services d'intendance, le tsar aurait sans doute dû se reconnaître à lui-même sur ce point une grande part de responsabilité. Mais de cela il n'était pas capable. Il répondit à Souvorov en reproduisant rageusement mot pour mot les constatations humiliantes que contenait le message du maréchal et en tirant cette conclusion que, puisqu'on les jugeait seuls en situation de bien faire la guerre, les Autrichiens devaient seuls aussi avoir soin de la poursuivre. Après quoi, il continua à accabler le prince d'Italie de témoignages de plus en plus manifestes de son mécontentement (1).

Souvorov passa la fin de l'hiver dans sa terre de Kobryn, où, se ressentant de plus en plus, au physique et au moral, des épreuves qu'il venait d'endurer, il resta cependant fidèle à ses habitudes comme à ses sentiments et à ses idées. Il jouait toujours avec les gamins du village, chantait au lutrin et faisait des projets d'invasion en France (2). En avril, Paul eut des remords, et, pressant le maréchal de venir à Saint-Pétersbourg, il lui destina, tout à fait inopinément, une réception digne du « héros de tous les siècles », comme il disait maintenant : appartement luxueusement meublé au Palais d'Hiver, arc de triomphe à l'entrée de la capitale, cortèges et cantates. Mais, au dernier moment, tous ces préparatifs furent contremandés. Le vent avait encore tourné et Koutaïssov passe pour s'être chargé de mettre la girouette en mouvement.

Comme l'ex-barbier venait à sa rencontre par ordre du

(1) Milioutine, *loc. cit.*, t. II, p. 497. Cf. Lébédiév, « les Réformateurs de l'armée russe », *Antiquité russe*, 1877, t. XVIII, p. 599 et suiv. ; même recueil, 1882, t. XXXIII, p. 488, et *Messager hist.*, t. LXIX, p. 368.

(2) Levchine, *Recueil*, p. 104.



tsar, Souvorov aurait fait mine de ne pas reconnaître le favori, l'interrogeant avec une ingénuité feinte sur son origine et les services qui lui valaient sa haute situation. Après quoi, il interpellait le valet de chambre que nous connaissons :

— Prochka! je te répète tous les jours : cesse de boire! cesse de voler! Mais tu ne veux pas m'écouter. Regarde cependant ce personnage : il a été ce que tu es, mais, n'ayant jamais fait métier d'ivrogne ni de voleur, le voici grand écuyer de Sa Majesté, comte et chevalier de tous les ordres de Russie (1)!

A la suite de cette algarade, ou pour une autre raison qui nous est inconnue, « le héros de tous les siècles » arriva à Saint-Pétersbourg sans pompe d'aucune sorte, le 20 avril 1800 (vieux style) au soir, et descendit simplement dans la maison de son neveu, le comte Khvostov, où il dut aussitôt s'aliter. Le 6 mai suivant, après des crises d'évanouissement renouvelées, il succomba; et Paul ne suivit même pas à la cathédrale de Saint-Alexandre Nevski le corps de l'illustre soldat. D'après la légende, il se serait borné à saluer le cercueil au passage, en s'arrangeant pour rencontrer le cortège au coin d'une rue. Rentrant ensuite au Palais, il fut sombre toute la journée, ne put dormir la nuit, et, le lendemain encore, il ne cessait de répéter : *Jal!* (C'est dommage.) Mais, d'après le Journal de cour, à la date du 9 mai, jour de l'enterrement, on ne voit pas comment il se serait pris pour donner aux cendres du héros ne fût-ce que cet hommage fugitif. Nous connaissons de moment en moment l'emploi de son temps et il paraît avoir été autrement occupé (2).

A la cathédrale, d'après le récit de la comtesse Golovine, le couloir d'accès à la dernière demeure du grand mort se trouvant trop étroit, des grenadiers de l'armée d'Italie se pré-

(1) Gretch, *Mémoires*, p. 140.

(2) Khmyrov, dans *Archives russes*, 1871, p. 1482 et suiv.; Pétrouchewski, *Souvorov*, t. III, p. 372; Dièrjavine, *Œuvres*, t. II, p. 346; *Notes* du prince Lobanov.



cipitèrent : « Souvorov doit passer partout! » Et, enlevant le cercueil sur leurs épaules, ils trouvèrent moyen de lui ouvrir le chemin (1).

VIII

Avec cet homme, qui, malgré tout, rêvait encore de combattre à la tête d'une armée austro-russe, la dernière chance d'un retour au passé disparaissait. La cour de Vienne entrait bien maintenant, tardivement et maussadement, dans la voie des concessions et des réparations nécessaires. Elle faisait traduire en conseil de guerre le général Fröhlich et chargeait un ambassadeur extraordinaire de porter des excuses à Saint-Pétersbourg. Mais, en même temps, l'irritation de Paul se trouvait avivée par les nouvelles qu'il recevait de sa fille Alexandrine. Elles la montraient en butte à de mauvais traitements, qui, de la part d'une belle-sœur jalouse, la seconde femme de l'empereur François, Marie-Thérèse de Naples, prenaient le caractère d'une véritable persécution. On reprochait à la jeune femme jusqu'à l'éclat de ses parures de diamants, qui éclipsaient celles de l'impératrice! Passant de Vienne à Budapest, la grande-duchesse charmait les Hongrois par sa beauté et sa grâce. Elle gagnait leurs cœurs en adoptant le costume national, mais encourait aussitôt le soupçon d'encourager des tendances séparatistes, que sa présence parait avoir surexcitées en effet. D'où une surveillance à ce point étroite et tracassière que l'aumônier de la princesse, Samborski, était réduit à aller chercher lui-même au marché et à cacher sous son manteau le poisson destiné à préparer l'*oukha* nationale, mets favori de la pauvre Alexandrine! Quand, en mars 1801, sa belle-sœur mourut en couches,

(1) *Souvenirs*, p. 232.



Marie-Thérèse passa pour y avoir contribué. Les soins les plus élémentaires auraient été refusés à la malade (1) !

D'autre part, Rastoptchine gagnait de plus en plus sur Panine et, d'accord avec le dégoût grandissant de Paul pour la coalition, son influence tendait à ramener le souverain au programme initial de son règne. En dépit de son éducation cosmopolite, le futur défenseur de la vieille capitale de l'empire contre les Français découvrait à ce moment une âme de vieux Moscovite, hostile à tout contact avec le monde européen et avec les plus fausses inspirations il y puisait quelques idées très justes. La Russie n'avait que faire, disait-il, de combattre au dehors pour des intérêts qui lui étaient entièrement étrangers et auxquels elle sacrifiait les siens propres, en Pologne notamment.

C'était la pensée ou l'arrière-pensée de Catherine elle-même, qui triomphait ainsi dans l'esprit du conseiller le plus écouté de Paul, sans que cependant lui ou son maître sussent donner à cette conception le même dessein, précis et ferme. Ils y mêlaient, en effet, très contradictoirement, le désir vague, mais de plus en plus complaisamment entretenu, d'un rapprochement avec la France, les mécomptes éprouvés dans l'alliance autrichienne les inclinant dans ce sens, concurremment avec l'impression produite sur eux par l'événement du 18 brumaire. Au rapport de Whitworth « les vertus de Bonaparte » devenaient, dans l'entourage du tsar, un thème de conversation favori (2). Le duc de Serra-Capriola déclarait sans ambages qu'entre Thugut et Bonaparte, tous les défenseurs de la bonne cause devaient donner la préférence au second et Paul commençait à subir le prestige de l'homme d'Arcole et des Pyramides. Quelque écœurement que l'alliance autrichienne lui eût donné, il avait, en cette compagnie,

(1) Samborski, « Mémoires », dans *la Journée (Dièn)*, 1862, numéro 37; cf. Grot, *Notes sur les œuvres de Dièrjavine*, t. II, p. 583 et 727; *Antiquité russe*, 1874, t. I, p. 508 et suiv.; 1879, t. XXVI, p. 333; comtesse Bloudov, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, t. III, p. 485.

(2) A Grenville, 13 décembre 1799, *Record Office*, *Russie*, vol. XLV, numéro 111.

contracté un goût pour les aventures qui ne devait plus lui laisser de repos.

Soutenu par le clan des émigrés, le parti de la coalition tenait bon cependant, et il avait mis dernièrement en avant un homme dont la renommée militaire semblait propre à devenir auprès du tsar un puissant élément de séduction. Avec l'approbation de Louis XVIII, Dumouriez avait sollicité la permission de venir à Saint-Pétersbourg, pour y donner communication d'un plan, qui, affirmait-il, promettait à la cause commune un triomphe certain et la plus grande gloire à l'empereur de toutes les Russies. Après avoir longtemps laissé sans réponse les lettres du général, cédant aux instances de Panine, Paul s'était décidé, en décembre 1799, à recevoir le personnage ; mais, arrivant à Saint-Pétersbourg le 9 janvier 1800, Dumouriez y trouvait un nouveau changement d'humeur et des dispositions moins accueillantes que celles auxquelles il croyait pouvoir s'attendre.

Il comptait s'aboucher avec Panine, et ce fut Rastoptchine qui le cueillit au débotté — pour l'inviter à repartir immédiatement, avec une bourse de mille ducats que le tsar daignait lui accorder, comme indemnité de déplacement. Le général insistant pour être au moins une fois mis en présence du souverain, six semaines se passèrent, malgré les efforts de Panine et de Whitworth, sans qu'on fit droit à cette requête, et, entre temps, à Copenhague et à Berlin, des pourparlers étaient déjà engagés avec les représentants de la République.

Le 5 mars 1800, enfin, un billet de Rastoptchine invita le voyageur à se trouver le lendemain à la parade. Mais, s'y rendant à cheval et en grand uniforme, Dumouriez éprouva encore une déception : l'empereur ne parut pas ! Le surlendemain seulement, Panine et Whitworth prenant une revanche éphémère, l'entrevue tant désirée eut lieu. Paul témoigna une grande bienveillance au porte-parole de l'émigration et se déclara immuablement résolu à défendre la cause de la monarchie légitime, ainsi que les droits de

Louis XVIII. Si nous devons en croire Dumouriez, il lui aurait même dit : « Vous devez être le Monk de la France ! » Mais en même temps, il ne cachait pas son admiration pour le Premier Consul, et, Dumouriez mettant en doute que le coup d'État de Brumaire pût servir de fondement à un gouvenement durable, le tsar répliquait avec vivacité : « L'autorité réunie dans une seule personne constitue un gouvernement ! »

Sans se déconcerter encore, le héros de Valmy exposait son fameux plan, qui consistait simplement à assurer à la coalition le concours du Danemark, moyennant des subsides qui seraient payés par l'Angleterre, et à tenter une descente en Normandie. Paul demanda un mémoire détaillé à ce sujet, et Dumouriez crut avoir partie gagnée. Déjà il discutait les détails d'exécution avec les envoyés danois et anglais, Blome et Whitworth. Mais, après avoir reçu le mémoire, le tsar en demanda un autre sur ce qu'on pourrait entreprendre dans le midi de la France et il se déroba obstinément à un second entretien. A plusieurs reprises, Dumouriez fut autorisé à se trouver à la parade sur le passage du souverain ; mais, entre deux manœuvres, Paul retenait la conversation sur des sujets de technique militaire, et, à partir du 20 mars, ces brèves rencontres même ne se renouvelèrent plus. Le général devait partir sans revoir le tsar. Le 15 avril 1800, Rastoptchine lui réitéra péremptoirement l'ordre de quitter la Russie, l'empereur ne jugeant pas l'heure propice à la mise en pratique de ses projets.

A ce moment, on attendait à Saint-Pétersbourg une réponse de Londres au sujet de Malte, où la résistance des Français paraissait tirer à sa fin et où Paul voulait être assuré que les droits du grand maître de l'Ordre à la possession de l'île seraient respectés. Il proposait qu'un détachement russe y prît garnison, concurremment avec les troupes anglaises et napolitaines, jusqu'à un arrangement définitif (1). Sur ce

(1) Paul à Nelson, 21 décembre 1799, PETTIGREW, *Memoirs of... Nelson*, t. I, p. 328. Cf. HARDMAN, *Hist. of Malta*, Appendice numéro 3 (*Journal du général Vaubois*).



point, Whitworth avait toujours donné au tsar les assurances les plus formelles, se montrant persuadé de son côté, dans sa correspondance avec le Foreign Office, que l'ambitieux souverain n'avait sur l'île aucune vue d'acquisition personnelle (1). Mais Paul restait défiant, avec un commencement d'aigreur envers l'envoyé anglais, motivé par diverses raisons, où le refus de la part de Whitworth de revêtir les insignes de l'Ordre après y avoir reçu rang de chevalier, figurait au premier plan. Le représentant de la cour de Saint-James n'aurait pas demandé mieux que de donner, sur ce point, satisfaction au nouveau grand maître. Personnellement même, il avait besoin de ses bonnes grâces. Projetant un mariage avec la veuve du duc de Dorset, lady Arabella Cope, il se trouvait en instance pour obtenir une pairie, et, pour avoir un lord à sa cour, Paul avait consenti à appuyer cette requête. Mais on ne se pressait pas à Londres de lui donner une suite favorable et on s'opposait formellement à ce que l'envoyé se déguisât en membre de la confrérie de Saint-Jean de Jérusalem.

Paul trouvait à redire en outre à la convention d'El-Arich, du 24 janvier 1800, qui, négociée par Sydney Smith, venait d'assurer à l'armée française d'Égypte le retour dans son pays avec armes et bagages. Le séjour des troupes russes à Jersey et Guernesey donnait lieu d'autre part à des incidents pénibles. Le rapt suivi de viol d'une jeune fille anglaise et le refus du successeur de Herrmann, le général Essen, de livrer les coupables, deux de ses soldats, à la justice locale ameutaient la population des îles et soulevaient une tempête à Londres même. Vorontsov y coupait court en acceptant la juridiction anglaise; mais aussitôt après, de nouvelles discussions éclataient au sujet des subsides promis par la cour de Saint-James pour l'entretien des troupes russes (2).

(1) A Grenville, 16 avril 1799, *Record Office, Russie,* vol. XLII, numéro 20.

(2) Essen à Paul Ier, 21 octobre 1799, cité par TATICHTCHEV, dans *Nouvelle Revue,* 1887, t. XLIX, p. 767; Whitworth à Grenville, 13 novembre 1799 et 17 mars 1800, *Record Office, Russie,* vol. XLV, numéro 102, vol. XLVI, numéro 19; Eton à Vorontsov, Guernesey, 31 décembre 1799; Vorontsov à Gren-

L'accueil fait à Dumouriez se ressentait de toutes ces circonstances. Vainement, en termes fort humbles, le général sollicita une audience de congé. Avec moins de fierté encore, mais sans plus de succès, il demanda une part dans la distribution de terres dont bénéficiaient divers émigrés. Il dut se contenter des mille ducats promis, partit, mais ne désespéra pas. Passant à Hambourg et dînant chez le ministre de Russie, Mouraviov, il se disait assuré que le tsar n'abandonnerait pas Louis XVIII (1). Mais, après la rupture avec l'Autriche, la rupture avec l'Angleterre allait, elle aussi, devenir bientôt un fait accompli.

Non sans naïveté, jusqu'en avril 1800, le cabinet de Saint-James agita encore pour la campagne prochaine de nouveaux et vastes projets, dont la coopération russe demeurait la base. Assez gauchement, malgré les avertissements de Vorontsov, s'inspirant des idées et des désirs manifestés par Souvorov, il insista pour l'adjonction aux troupes russes de 30 000 Impériaux au moins, sous le commandement du maréchal (2). Au pis aller, Pitt voulait retenir au moins les troupes russes qui avaient combattu en Hollande et les employer en Italie, « où les deux puissances se garantiraient les possessions qu'elles pourraient retenir de ce côté après la conclusion de la paix ». Pour garder le concours du tsar, il allait jusqu'à abdiquer les susceptibilités que la présence du pavillon russe dans la Méditerranée éveillaient précédemment dans son esprit. Il passait Malte sous silence, mais se flattait de détourner l'ambition de Paul vers un autre objectif, en lui suggérant la possibilité de conquérir Majorque. En novembre déjà, il décida de renvoyer sir Popham à Saint-Pétersbourg, avec ces pro-

ville, 6 janvier 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVI, sans numéro ; Paul à Vorontsov, 31 janvier et 12 février 1800, *Nouv. Revue, ibid.*, p. 768.

(1) Bourgoing à Talleyrand, Altona, 9 mai 1800, Affaires étrang., Hambourg, vol. CXV, fol. 61 ; Whitworth à Grenville, 26 mars et 2 avril 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVI, numéros 20 et 22. — Pour le séjour de Dumouriez à Saint-Pétersbourg, voy. encore abbé Georgel, *Voyage*, p. 279 et suiv. ; E. Daudet, *Hist. de l'Émigré, les Émigrés et la coalition*, p. 218 et suiv.

(2) Vorontsov à Grenville, 26 novembre 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLV, sans numéro.



positions, l'offre d'un nouveau traité de subsides et un projet de pacification générale sur les bases suivantes : restauration de la monarchie française, considérée comme désirable mais ne constituant pas une condition *sine qua non*; intégrité des anciens territoires de la France; maintien du *statu quo ante* à Malte et dans les îles de l'Adriatique; exclusion de tout accommodement, qui laisserait la France en possession des Pays-Bas ou en situation de dominer la Suisse, comme aussi de tout arrangement, dont l'objet serait l'échange de la Bavière contre les provinces italiennes, convoitées par l'Autriche ; opportunité de la restauration du roi de Sardaigne dans le Piémont, moyennant qu'il rétrocédât Novare en échange de Gènes ; acquiescement, en Italie, à toutes autres combinaisons, qui laisseraient la Vénétie à l'Autriche avec une part des Légations ; retour, pour tout le reste, au *statu quo ante*, sauf encore des dédommagements convenables pour Naples. Pour elle-même, l'Angleterre se contentait des acquisitions coloniales déjà réalisées, et, si Majorque était enlevée par les Russes, elle consentait à ce qu'ils gardassent cette conquête (1).

Il n'est guère probable que, même en novembre 1799, ces ouvertures eussent eu chance de rencontrer à Saint-Pétersbourg un accueil favorable. Longtemps retenu par le mauvais état de la mer, Popham ne réussit toutefois à atteindre les côtes russes qu'à la fin de mars 1800, et, à ce moment, il ne devait plus même avoir la possibilité d'entrer en conférence sur l'objet de sa mission. Il lui fallut d'abord subir une quarantaine de quatorze jours. Obtenant au bout de ce temps la permission de gagner la capitale, il demanda en vain à voir Rastoptchine et lui adressa, également sans succès, plusieurs notes, qui restèrent sans réponse. Sur un ton plus pressant, il réclama alors une audience du tsar, « pour faire part à Sa Majesté des communications importantes dont il était chargé et revenir en Angleterre ». Une réponse lui arriva cette fois,

(1) Grenville à Whitworth, 12, 19, 22 et 23 novembre 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLV, numéros 94, 95, 102 et 103.



mais elle était ainsi conçue : « Le capitaine Popham peut s'en retourner quand il voudra (1). »

Whitworth, à la même heure, n'était pas mieux traité. Il se voyait refuser des passeports pour un courrier qu'il voulait envoyer à Londres, et, demandant la raison de ce procédé insolite, il s'entendait dire que le tsar n'avait pas à rendre compte de ses actions. Comme il insistait, Panine eut, quelques jours après, le chagrin de lui apprendre que Paul en usait ainsi, parce qu'il était mécontent de la conduite de l'ambassadeur et avait demandé son rappel (2). Et c'était vrai. En février déjà, Vorontsov avait reçu de son souverain un rescrit ainsi libellé : « Il y a quelque temps que j'ai eu lieu d'être mécontent de la conduite du chevalier Whitworth. Les circonstances exigeant des ministres qui soient exacts et candides dans leurs propos, celui-là doit être rappelé et remplacé par un autre (3). »

Le fiancé de lady Arabella avait senti venir l'orage. Il soupçonnait qu'un de ses chiffres était intercepté. Il avait même eu l'idée, « pour éviter un scandale », de donner à entendre qu'il avait reçu un congé de quelques mois, et, en attendant, recourant à d'autres artifices cryptographiques pour le fond de ses dépêches, il n'usait du chiffre que pour prodiguer des éloges au tsar. Rompant avec la réserve qu'il s'était toujours imposée par rapport à la vie privée du souverain, il s'extasiait sur la magnanimité dont le protecteur de Mlle Lapoukhine avait fait preuve en lui donnant l'époux de son choix ; mais à l'encre sympathique, exprimant pour la première fois sur le compte de Paul une opinion sincère, il ajoutait : « *The fact is, and i speak it with regret that the emperor is literally not in his senses. This truth has been for*

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 30 avril 1800 ; Popham au même, 1er avril 1800, *Record Office, Russie*, vol. XXXVI, numéro 27 et sans numéro.

(2) Whitworth à Grenville, 18 mars et 2 avril 1800, *ibid.*, vol. XLVI, numéros 17 et 21.

(3) 1er février 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVI, sans numéro, copie ; Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 486.

many years known to those nearest to him, and i have myself had frequent opportunities of observing it, but, since he has come to the throne, his desorder has gradually increased (1). » Il déclarait le tsar fou et Paul lisait peut-être ces lignes, car « on avait remède à tout » dans son cabinet noir, auquel, parfois, la correspondance envoyée par courrier n'échappait elle-même pas. Whitworth se flattait cependant que l'orage passerait. Rastoptchine en était l'instigateur, mais il ne pouvait rester longtemps au pouvoir. A tout prix, l'Angleterre devait garder l'alliance de la Russie, sans qu'il fût pourtant nécessaire, pour cela, ni même utile, de cajoler le dément couronné. « *The more he is courted, the more difficult it is to manage him* », assurait-il. L'envoyé était averti par Panine des négociations entamées entre Saint-Pétersbourg et Paris, mais il ne croyait pas à leur succès. Bonaparte en serait pour ses frais d'ouvertures captieuses (2).

A Londres, Vorontsov partageait cet optimisme. Il avait déjà reçu des ordres pour préparer le rapatriement des troupes russes cantonnées à Jersey et à Guernesey ; mais, comme ces instructions n'étaient pas rédigées en termes précis ni impératifs, conseillé par Panine, il ne se pressait pas de les exécuter et continuait à envoyer à Saint-Pétersbourg des suggestions au sujet de l'emploi de cette force armée pour une descente en France.

Les deux ambassadeurs n'allaient pas tarder à être arrachés, de façon cruelle, à leurs illusions.

Datée du 13 avril 1800, une dépêche porta d'abord à l'un d'eux l'ordre de quitter momentanément l'Angleterre, en allant « prendre les eaux sur le continent ». Trois jours après, elle fut suivie d'un rescrit, qui, sous la signature de Panine lui-même, était ainsi conçu : « Sa Majesté voyant dans vos divers rapports des propositions contraires à sa

(1) A Grenville, Saint-Pétersbourg, 21 février 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVI, numéro 14.

(2) Le même au même, Saint-Pétersbourg, 18 mars 1800, *ibid.*, vol. XLVI, numéro 17.



volonté, a ordonné de vous faire dire que si l'accomplissement de cette volonté vous est à charge, il ne vous est pas défendu de demander votre congé (1). »

« Vous voyez ce que je suis obligé de signer! disait le ministre dans un billet joint au message officiel. Je mouille vos mains de mes larmes. Nous pleurerons ensemble. Il n'y a rien à faire (2)! »

Vorontsov demanda son congé, mais supplia qu'il lui fût permis de rester en Angleterre, comme simple particulier. Il avait fait de ce pays sa seconde patrie. Autorisé à y choisir le lieu de sa résidence, il se fixa à Southampton, après avoir remis les affaires au conseiller de légation, Lizakiévitch, mais sans avoir présenté ses lettres de congé. Dans le désordre où le département des relations extérieures tombait à Saint-Pétersbourg entre Panine et Rastoptchine qui continuaient à s'en disputer la direction, il semble qu'on n'y ait pas songé à mettre le démissionnaire en mesure d'accomplir cette formalité (3).

La cour Saint-James demandant qu'un successeur fût désigné au poste qu'il quittait, Paul fit répondre encore que « les souverains n'étaient pas comptables de leurs actions ». Le roi d'Angleterre pouvait, de son côté, ne pas remplacer Whitworth. En juin, ayant reçu ses lettres de rappel, celui-ci présenta comme chargé d'affaires son conseiller de légation, Casamajor. Mais là-dessus, oubli, négligence d'un valet, ou représaille volontaire, quittant Stockholm, l'envoyé anglais, Hailes, ne rendait pas visite à son collègue russe, et, aussitôt, malgré les représentations de Panine et de Rastoptchine lui-même, Paul fit adresser à Whitworth l'ordre d'emmener tout son personnel (4).

(1) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, p. 486.
(2) *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 278; cf. *ibid.*, t. X, p. 75, t. XI, p. 110.
(3) Riabinine, « Biographie de S. Vorontsov », dans *Archives russes*, 1879, t. I, p. 322; cf. *Archives Vorontsov*, t. VIII, p. 280-281, t. XI, p. 119.
(4) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 3 et 6 juin 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVII, numéro 37 et sans numéro; Panine à S. Vorontsov, Saint-Pétersbourg, 28 mai 1800, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 115-116; cf. Lobanov-Rostovski, dans *Antiquité russe*, 1877, t. XVIII, p. 575.



A ce moment, 18 000 hommes des troupes du tsar et quinze vaisseaux de ligne portant son pavillon demeuraient aux mains de l'Angleterre !

Paul n'en était pas retenu d'agir comme s'il marchait délibérément non pas seulement à une rupture diplomatique, mais à une guerre à outrance avec cette alliée de la veille, et, en août, sur la nouvelle d'une insulte faite par un des amiraux anglais au pavillon danois, — arrestation de quelques bâtiments de commerce convoyés par une frégate danoise, — il ouvrit en effet les hostilités, mettant l'embargo sur les navires, comptoirs et capitaux anglais qui se trouvaient en Russie. Le consul général anglais, Stephen Shairp, encourait lui-même un arrêt d'expulsion, signifié de façon assez rude, et de nombreux matelots anglais étaient jetés en prison, puis, par un froid rigoureux, acheminés dans l'intérieur du pays (1).

C'était la guerre. En octobre, nommé ministre à Copenhague, Lizakiévitch quitta Londres à son tour, abandonnant une partie du personnel et les archives de la légation aux soins de l'aumônier, Smirnov, exemple unique dans l'histoire de la diplomatie russe d'un ecclésiastique y ayant exercé une fonction quelconque (2). On ne se battit pourtant pas. Tout entière au souci passionné de sa lutte avec la France, l'Angleterre opposait à tant de provocations un flegme et un parti pris de ne pas se fâcher véritablement admirables. Elle se hâtait de donner satisfaction au Danemark et obtenait ainsi, en septembre 1800, le retrait des mesures prises en Russie contre ses nationaux. Mais le mois suivant les choses se gâtaient encore. L'affaire de Malte intervenait, jetant Paul dans une exaspération qui touchait en effet à la démence.

L'île tombant, le 7 septembre, aux mains des Anglais, non sans quelque effronterie Rastoptchine réclama à Londres une

(1) Rastoptchine à Shairp, Gatchina, 5 septembre 1800 ; Grenville à Rastoptchine, Londres, 23 décembre 1800 ; *Record Office, Russie*, vol. XLVII, sans numéro ; cf. *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 195-196.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XX, p. 413-428, 459-468.



entente pour le débarquement à La Valette d'un corps de troupes russes (1), d'après les conventions antérieures, et, une réponse satisfaisante se faisant attendre, le 22 novembre les dispositions décrétées en août furent rétablies et aggravées : mise sous séquestre des marchandises anglaises dans les entrepôts russes ; suspension de tous les payements dus aux sujets de cette nationalité ; nomination de commissaires pour la liquidation des comptes entre commerçants russes et anglais (2).

En décembre, par surcroît, la Russie signa, avec la Prusse, la Suède et le Danemark, des traités qui renouvelaient, en l'élargissant, le système de neutralité armée de 1780 (3), envisagé de tout temps par la cour de Saint-James comme si préjudiciable à ses intérêts, et, cette fois, bien qu'à regret, après les avoir poussés à l'extrême, Pitt renonça à ses procédés conciliants. A son tour, bien qu'en faisant encore une exception pour la Prusse, il mit l'embargo sur les bâtiments et marchandises des « neutres » et ceux-ci interdisant de leur côté aux vaisseaux anglais l'accès de la Baltique, de part et d'autre on se prépara à en venir aux mains.

Paul se montrait de plus en plus belliqueux. En janvier 1801 il prescrivit au gouverneur de Moscou, Saltykov, de placer de « forts postes » dans toutes les maisons de la ville appartenant à des Anglais et en même temps Rastoptchine enjoignait à Smirnov de partir immédiatement pour Hambourg, en emmenant non seulement ce qui restait à Londres de la légation à laquelle il était attaché, mais tous les officiers russes et tous les ouvriers de la marine du tsar qui se trouvaient en Angleterre (4) ! Il imaginait que cet ordre pour-

(1) A Grenville, Gatchina, 23 octobre 1800, *Record Office, Russie*, vol. XLVII, sans numéro.

(2) *Recueil complet des lois*, numéros 19660 et 19667 ; G. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, supplément, t. II, p. 373 ; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 180.

(3) G. DE MARTENS, *ibid.*, t. VII, p. 516 ; cf. LEFEBVRE, *Hist. des cabinets de l'Europe*, t. I, p. 123.

(4) *Archives russes*, 1876, t. I, p. 32 ; *Archives Vorontsov*, t. XX, p. 464-465.

rait être exécuté après qu'il eût répondu récemment à une communication courtoise de Grenville en des termes presque injurieux : « Rien, avait-il dit, ne serait changé dans les mesures ordonnées contre l'Angleterre tant que celle-ci usurperait à Malte les droits de l'Ordre » ; et, au surplus, le ton des dernières lettres adressées à Saint-Pétersbourg par le ministre déplaisant au tsar, celui-ci avait enjoint de les renvoyer (1).

Le pauvre Smirnov échappa à l'embarras où on le mettait. Tandis qu'il consultait Vorontsov sur le parti à prendre, une dépêche du comte Pahlen lui annonça l'avènement d'Alexandre Ier et le retour de l'ancien ambassadeur au poste que Paul lui avait fait quitter. Mais, entre temps, l'hiver seul avait empêché Russes et Anglais d'échanger des coups de canon. Les troupes prussiennes se préparant à occuper le Hanovre et les troupes danoises s'emparant de Hambourg et Lubeck, où les marchandises anglaises étaient confisquées, Paul armait précipitamment ce qui lui restait de navires et concentrait un corps d'armée sur les côtes de la Baltique. Il n'eut pas la possibilité de se porter au secours de ses alliés. Au moment de sa mort, le Danemark et la Suède négligeant, malgré ses instances, de couvrir de façon suffisante le passage du Sund, en mars 1801, c'est-à-dire à un moment où la flotte russe se trouvait retenue par les glaces, les Anglais, avec 17 vaisseaux et 30 frégates sous Parker et Nelson, étaient arrivés sans encombre sous les murs de Copenhague ; ils avaient promptement réduit les défenses de la ville et obligé le Danemark sinon à abandonner ses alliés, du moins à signer une trêve de quatorze semaines. Après quoi, Nelson pénétrait dans la Baltique, où la Suède et la Russie étaient menacées, à leur tour, de recevoir le choc de cet adversaire formidable.

Paul n'en concevait aucune alarme. A la même heure, à travers des péripéties dont on trouvera la narration succincte

(1) Rastoptchine à Grenville, Saint-Pétersbourg, 10 janvier 1801, *Record Office*, *Russie*, vol. XLVIII, sans numéro.



au chapitre suivant, il courait au-devant d'une alliance française contre l'Angleterre avec autant d'ardeur et aussi peu de réflexion qu'il en avait mis précédemment à embrasser la cause de la coalition.

CHAPITRE XIII

PAUL Ier ET BONAPARTE

I. Au lendemain de Marengo. Mouvement dans le sens d'un rapprochement entre la Russie et la France. Ses origines et ses instruments. Aventuriers et courtiers diplomatiques. Mme Chevalier, Le citoyen Guttin. Les conséquences du 18-Brumaire. — II. La médiation de la Prusse. Beurnonville et Krudener à Berlin. Hostilité de l'envoyé russe. Manœuvres de Panine et intrigues de Haugwitz. La question des dédommagements. Symptômes plus favorables. La diplomatie française à Hambourg. L'idée de Bourgoing, — III. La lettre de Talleyrand à Panine et l'offre de rendre les prisonniers russes. Mouraviov, à Hambourg, refuse de se charger du message. Revirement à Saint-Pétersbourg en faveur de la France. Résistance de Panine. Nouvelle lettre de Talleyrand. Concessions au sujet de Malte. Histoire et légende. Panine vaincu. — IV. La note de Rastoptchine. L'envoi de Sprengtporten à Paris. « Traître et usurpateur. » Désaccords subsistants entre les deux cabinets. L'intervention intéressée de la Prusse. Un faux en écriture diplomatique. — V. Sprengtporten à Berlin. Le grand plan de Rastoptchine. Démembrement projeté de la Turquie et partage de l'hégémonie européenne. — VI. Sprengtporten en France. Caractère indécis de sa mission. Première lettre de Bonaparte à Paul. César et Don Quichotte. Le tsar va au-devant des vœux du Premier Consul. — VII. La ligue des neutres. Provocation à l'Angleterre. Renvoi du comte de Caraman. Louis XVIII chassé de Mittau. Disgrâce de Panine. — VIII. Le fond de la pensée de Paul. Mission de Kalytchov. Ses instructions secrètes. Paul engage Bonaparte à prendre le titre de roi. Obstacles à une entente. Malte et l'Égypte. Intrigues du marquis de Lucchesini. Projet de descente en Angleterre. La question de Naples. Attitude peu conciliante de Kalytchov. Envoi de Duroc à Saint-Pétersbourg. Nouveau plan de Rastoptchine. Le partage de la Turquie. — IX. L'expédition dans l'Inde. La fiction et la réalité. Les antécédents. Les projets de Bonaparte et les décisions de Paul. Absence évidente de concert. La mobilisation des Cosaques du Don. Une folle équipée. Divagation et démence. — X. Suprêmes fantaisies du tsar. Le cartel aux souverains d'Europe. Dernier retour à la politique de Catherine. L'annexion de la Géorgie. Crise déclarée et perspective d'issue fatale.

I

Étant entré dans la coalition sans aucune raison valable, Paul en eut, dès le début, plusieurs pour la quitter. Le

18-Brumaire et Marengo y ajoutèrent un motif plus pressant. On ne saurait dire que la résolution du tsar ait été précisément déterminée par ces événements, car ses actes n'eurent jamais rien de bien raisonné ni de raisonnable ; mais l'un et l'autre faits ont certainement précipité une évolution, qui, le détachant de l'Autriche et de l'Angleterre, devait inévitablement aussi pousser le souverain du côté de la France.

Attiré à ce parti par les déceptions encourues et les ambitions contractées dans celui qu'il abandonnait, il ne se trouvait retenu par aucun scrupule. Souverain absolu, il était bien, par vocation naturelle autant que par goût, porté à défendre le principe de l'autorité, mais sans trop regarder à l'origine ni au titre, les siens n'ayant rien d'assez irréprochable pour faire de lui un légitimiste intransigeant. Il s'était plu à hospitaliser Louis XVIII et à devenir son champion, parce que, à un moment, ce prince avait paru le seul représentant possible, dans son pays, de l'ordre et de la paix. En haine des Jacobins, Paul avait de même combattu la France par eux révolutionnée. Mais les Jacobins trouvaient maintenant, au foyer même de la révolution, un adversaire et un maître, auprès duquel l'hôte royal de Mittau faisait triste figure. Cela changeait entièrement la situation. De concert avec les Autrichiens, Paul avait cru aussi mettre son épée au service de la justice ; or, il s'apercevait que ses compagnons d'armes entendaient employer leurs forces et son propre effort pour de tout autres intérêts. Contre eux et leurs convoitises ou leurs usurpations, Bonaparte semblait maintenant, avant les emportements et les attentats futurs qui ne se laissaient pas encore prévoir, mieux prendre en main la défense du droit européen, et, la justice changeant ainsi de camp, ne convenait-il pas que tous ses partisans la suivissent?

Encore une fois, dans cette circonstance pas plus que dans toute autre, l'esprit trouble du souverain et sa volonté débile ne se montraient gouvernés par la logique seule des idées et des choses. On a pu les croire influencés aussi, et plus essentiellement, par les suggestions d'un valet, acoquiné à la

femme d'un Jacobin plus ou moins repenti (1). Hélas! en des âmes même bien équilibrées, les plus nobles inspirations ont parfois, comme les eaux les plus limpides, un peu de fange à leur source, et, avec d'autres aventuriers ou aventurières que nous trouverons mêlés à ce chapitre d'histoire, Mme Chevalier a bien pu y jouer un rôle. Elle n'a cependant pas, ni aucun d'eux, créé le double courant, qui, à la même heure, entraînait, l'une vers l'autre, les deux nations, encore frémissantes de la rude et sanglante mêlée, où elles venaient de s'affronter. En France, ce mouvement avait des origines obscures aussi, plus lointaines encore et guère moins troubles.

En prenant, aussitôt après son arrivée au pouvoir, l'initiative d'un rapprochement avec celui des adversaires de la République, qui lui avait récemment porté les coups les plus sensibles, Bonaparte n'a assurément rien inventé. S'il a cependant, comme on l'a dit, trouvé, dans les cartons du Directoire, la matière de ce dessein (2), il a dû aussi reconnaître que tout n'y était pas bon à prendre. Indépendamment des tentatives assez maladroitement esquissées dans ce sens de 1796 à 1797, le gouvernement français avait été, depuis le commencement de 1799, accablé de projets lui indiquant les moyens soit de vaincre la Russie, ou de désarmer son hostilité. Avec les citoyens Guttin, ancien inspecteur général de manufactures au pays des tsars, et Tatot-Dorflan, ci-devant consul de France au même lieu, divers autres personnages mieux recommandés, quelques-uns même occupant encore une situation officielle, tel Darneville, secrétaire de légation à Genève, ou Dessolle, chef d'état-major à l'armée du Rhin, se mettaient en frais d'imagination pour cet objet. Soulavie, bien entendu, rivalisait encore de zèle avec eux.

Guttin était le plus entreprenant. En une série de mémoires, présentés d'avril à novembre 1799, il développait un système basé sur le démembrement des possessions turques d'Europe et la reconstitution du royaume de Pologne. L'ac-

(1) De Bray, « Mémoires », *Revue d'Hist. dipl.*, 1909, t. IV, p. 600.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 29-30.



quisition par la France de ses frontières naturelles en sus des îles ioniennes, de Candie, de Chypre, de la Sicile et de l'Égypte ; l'accession à la Russie des provinces balkaniques et de Constantinople ; l'agrandissement de la Prusse par l'annexion de la Silésie autrichienne, du Mecklembourg et du Hanovre, avec Hambourg, Brême et Lubeck en plus ; la sécularisation de l'Allemagne ; la diminution de l'Autriche, chassée de l'Italie, réduite au rôle d'auxiliaire et n'obtenant quelques compensations que sur le bas Danube ; une confédération continentale enfin, qui mettrait fin pour toujours à la domination anglaise sur les mers et ouvrirait aux participants de plus vastes horizons, — tels étaient les traits accessoires du projet. Partant de leurs possessions en Asie sur les rives de la Caspienne, les Russes reprendraient le chemin de la Perse et donneraient la main à une armée française, qui, par l'Égypte, aborderait le colosse britannique au Bengale (1).

Ce Guttin était un grand visionnaire, et nul doute que le futur négociateur du traité de Tilsit n'ait puisé au flot tumultueux de cette imagination débordante. Mais à ces combinaisons déjà passablement aventureuses, l'ancien inspecteur des manufactures russes en mêlait d'autres, qui n'étaient pas faites pour lui donner du crédit. Subsidiairement, il proposait de répandre en Russie des pamphlets, qui exciteraient le mécontentement déjà soulevé contre le gouvernement de Paul, ou de « porter un coup terrible à la puissance du tsar, en catéchisant les prisonniers russes internés en France et en leur inculquant les idées de la liberté ». Il sollicitait enfin l'autorisation de s'aboucher avec le farouche Souvorov et se flattait de « gagner à la cause d'un rapprochement des deux gouvernements l'opinion et l'ascendant de ce Tartare (2). »

A la veille du 18-Brumaire, le 25 octobre 1799, Talleyrand

(1) Affaires étrangères, Russie, *Mémoires et documents,* vol. XXXI, fol. 371-372, 395.

(2) *Ibid.*, Correspondance, Russie, vol. CXXXII, fol. 4. Cf. vol. CXXXIX, fol. 170, 171-175.

adressa au Directoire, sur ces mémoires, un rapport qui n'était pas favorable à leur auteur, « homme que les relations par lui gardées en Russie devaient rendre suspect (1) ». Sur le moment aussi, de toute cette littérature quasiment romanesque, Bonaparte n'a vraisemblablement retenu que l'avis adressé en août au ministre des relations extérieures par le chargé d'affaires français à Berlin, Otto : « Je m'étonne que vous n'ayez pas encore cherché à le gagner (Paul). C'est une espèce de Don Quichotte, très inconséquent et très entêté, qui ne veut que satisfaire sa vanité. » A cette époque, trop forte était encore, dans l'esprit du Premier Consul, l'impression du rôle que la Russie venait de revendiquer dans la coalition. Le héros de la première campagne d'Italie ne voyait guère le tsar et son empire que par les yeux de ces légionnaires polonais, qui, sur les mêmes champs de bataille, avaient si généreusement versé leur sang pour la France.

Aussi bien, dans les instructions rédigées à la fin de 1799 pour le général Beurnonville, chargé de remplacer Sieyès à Berlin, l'idée d'un raccommodement avec la Russie n'est seulement pas indiquée, et le 27 janvier 1800 encore, écrivant à Talleyrand, le Premier Consul ne demandait son sentiment que sur les moyens de décider la Prusse à prendre, contre sa voisine de l'est, le commandement d'une ligue des puissances septentrionales.

Un historien russe (2) a attribué au futur prince de Bénévent le mérite d'avoir rectifié sur ce point le jugement de son chef, en lui indiquant en même temps la possibilité d'utiliser les bons offices de la Prusse pour une réconciliation désirable avec le tsar, comme aussi d'employer pour cet objet à Saint-Pétersbourg même la bonne volonté du comte de Choiseul-Gouffier, un des émigrés déjà inclinés à orienter leurs espérances vers le soleil qui se levait en France. Si capable que fût Talleyrand de prendre les devants dans la vue claire d'un intérêt politique encore masqué à d'autres yeux et de mettre

(1) Affaires étrangères, correspondance, Russie, vol. XXXII, fol. 393.
(2) Tatichtchev, *Nouvelle Revue*, 1887, t. XLIX, p. 760-761.



en jeu, à son service, les expédients les plus ingénieux, le rapprochement franco-russe de 1800-1801 a, en réalité, suivi une autre voie. Choiseul-Gouffier cessait d'ailleurs, à ce moment, d'être *persona grata* à Saint-Pétersbourg.

II

Précédant Beurnonville à Berlin, comme chargé d'affaires, Bignon se trouvait, en janvier 1800, logé à l'hôtellerie du *Soleil d'Or*. Le hasard voulut qu'il y eût, pour commensal, le nouvel envoyé de Russie, baron de Krudener. Un agent interlope du gouvernement prussien, le juif Ephraïm, déja connu à Paris (1), attira l'attention du diplomate français sur cette coïncidence, lui parlant en même temps du désir qu'avait la Prusse d'améliorer ses propres relations avec la Russie (2).

Krudener se trouvait encore à Berlin, « sans qualité ». Arrivant en novembre 1799, il avait fait des visites aux ministres prussiens en compagnie du chargé d'affaires anglais, qui le présentait comme simple « voyageur ». Au bout d'un mois, il avait reçu cependant ordre de pressentir Haugwitz au sujet d'une alliance défensive que l'état de l'Europe paraissait rendre nécessaire. Si la Prusse exigeait d'avance des indications au sujet des dédommagements qu'elle pourrait obtenir pour les frais de guerre, Krudener devait, sans rien préciser, « flatter sa cupidité ». La cour de Berlin montra beaucoup d'empressement à accueillir ces ouvertures, mais elle estimait qu'il convenait que la Russie fît d'abord la paix avec la France et elle offrait ses bons offices pour cet objet (3). C'est à cela que répondaient les insinuations d'Ephraïm.

(1) Voy. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 157, et t. V, p. 333.

(2) Bignon à Talleyrand, Berlin, 6 et 11 janvier 1880, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVI, fol. 181 et 192.

(3) Voy. l'exposé de cette négociation chez F. de Martens, *Recueil des Traités*,

Averti et prompt à saisir la balle au bond, Talleyrand fit valoir devant le Premier Consul l'utilité qu'il y avait à suivre cette piste, en accusant des intentions conciliantes. Il obtint gain de cause et eut la permission de s'expliquer dans ce sens avec le chargé d'affaires prussien à Paris, Sandoz.

Le 20 janvier, Beurnonville rejoignait lui-même son poste, descendait à l'*Hôtel de Russie* et s'y rencontrait encore avec M. de Krudener, qui, de façon tout à fait fortuite, venait de changer d'auberge. Et, cette fois, derrière Ephraïm, Haugwitz entrait personnellement en scène avec des déclarations plus explicites : la Prusse serait très flattée de servir d'intermédiaire entre Saint-Pétersbourg et Paris et un sacrifice auquel la France se prêterait dans la Méditerranée pouvait, *surtout s'il était désagréable à l'Autriche*, assurer un prompt succès à cette intervention. En même temps, ci-devant chevalier de Saint-Louis et serviteur de la monarchie, Beurnonville était, au contraire de Sieyès, entouré de prévenances et d'égards, traité, bien que roturier, en gentilhomme de l'ancien régime, qui ne porterait l'étiquette républicaine que comme un déguisement, invité aux grandes comme aux petites réceptions de cour. Très vaniteux et diplomate novice, le futur marquis de la Restauration goûtait infiniment ces douceurs et se croyait en passe de jouer un grand rôle (1).

L'objet du sacrifice à consentir dans la Méditerranée se laissait aisément deviner. Le représentant de la République ne tardait d'ailleurs pas à recevoir sur ce point une indication plus précise. Bien stylé par Talleyrand, il fit une réponse évasive : « La France reconnaitrait volontiers le tsar comme grand maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, titre qui pouvait s'établir aussi bien à Saint-Pétersbourg ou à Rhodes qu'à Malte même. » Haugwitz parut satisfait de cette défaite, et, de son côté, autorisant Beurnonville à poursuivre les pour-

t. VI, p. 264 et suiv. Le savant historien a malheureusement traduit partout le *oboronitiélnyï soiouz* (alliance défensive) des textes russes par *alliance offensive*.

(1) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 28 janvier 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVI, fol. 231.



parlers ainsi entamés, le Premier Consul ne faisait aucune réserve sur ce point particulier. Alléguant même la difficulté de prévoir les désirs ou les exigences d'une puissance, « qui ne se conduisait pas d'après les intérêts de son terriroire, de sa politique et de son commerce, mais uniquement par la passion et les inconséquences de son prince », il déclarait vouloir s'en remettre aux conseils du roi de Prusse (1).

Restait à connaître le sentiment de la Russie. Qu'il fût également incliné à un accommodement, la cour de Berlin semblait s'en porter garante. Mais l'attitude de M. Krudener n'en montrait rien. Soit à l'auberge du *Soleil d'Or* ou à l'*Hôtel de Russie*, ce ministre avait fait mine de ne pas s'apercevoir de la présence de ses collègues français. Instruit bientôt — Haugwitz l'affirmait du moins — de leurs disposition amicales à son égard, il ne fit rien encore qui témoignât le moindre désir d'y répondre. Très ostensiblement même, il continuait d'éviter les Français, semblait craindre même leurs politesses, et Beurnonville en exprimant son étonnement au roi, Frédéric-Guillaume laissait échapper cette boutade :

— Que voulez-vous! Une de vos politesses pourrait l'envoyer en Sibérie !

Mais, ajoutait-il, cela n'empêchait pas qu'on dût négocier. Il fallait d'abord s'entendre ; les politesses viendraient après.

Cependant, mis en demeure de s'expliquer au sujet des ouvertures du gouvernement français, l'envoyé russe demeurait de glace. Il se bornait à les accueillir *ad referendum*, suspendait toute réponse jusqu'au retour d'un courrier qu'il disait avoir déjà expédié à Saint-Pétersbourg, puis ayant reçu les instructions qu'il attendait, il prenait son ton le plus rogue pour décliner de la façon la plus péremptoire toute prise de contact avec l'envoyé français. Ni directement ni indirectement, les ministres de Russie n'en devaient avoir aucun avec ceux de la République. En même temps, Haugwitz et ses collègues devenaient eux-mêmes beaucoup

(1) Talleyrand à Beurnonville, Paris, 15 février 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXV, fol. 274.



plus réservés, bien qu'en affirmant toujours que les possibilités d'un accord avec la Russie restaient ouvertes (1).

Beurnouville n'y comprit rien et supposa qu'on s'était moqué de lui. Talleyrand lui-même ne sut que penser, d'autant que, fort au courant de l'état réel des choses en Russie, le cabinet de Berlin ne se montrait nullement communicatif à cet égard. Or voici ce qui s'était passé à Saint-Pétersbourg.

Dans les premiers jours de février (nouveau style), instruit par Krudener des ouvertures dont cet envoyé devenait l'objet à Berlin, Paul avait écrit en marge d'un rapport daté du 16/28 janvier : « Quant au rapprochement avec la France, je ne demanderais pas mieux que de la voir venir à moi, et surtout en contrepoids contre l'Autriche. » Mais, au-dessous de ce commentaire, Panine avait osé ajouter le sien, qui disait : « Je ne saurai jamais mettre ceci à exécution, sans agir contre ma conscience (2). » Et il s'était hâté d'envoyer au baron de Krudener des instructions, dont il indiquait ainsi le sens dans une lettre adressée à S. Vorontsov : « *Sa Majesté a ordonné de répondre* qu'elle ne voulait entendre à aucune proposition de l'usurpateur corse... Les sottises de la politique haugwitzienne n'étaient pas faites pour ébranler les principes de notre auguste maître (3). »

Dans sa haine de la République et de la puissance française, il demeurait irréductible. A l'autre extrémité de l'Europe, il entendait jouer le rôle d'un second Pitt, plus jeune, moins réfléchi, mais tout aussi ardent et indomptable. Il ajoutait, à la vérité, à sa dépêche pour Krudener un billet confidentiel, qui laissait deviner dans quelle condition elle était rédigée. L'envoyé y lisait : « Je ne vous déguiserai pas que le mal va en empirant, que la tyrannie et la démence sont à leur

(1) Beurnouville à Talleyrand, 26 février et 4 mars 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVI, fol. 311 et 329. Cf. Tatitchtchev, *loc. cit.*, p. 763.

(2) F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 268.

(3) Saint-Pétersbourg, 2 mars 1800, *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 102; Tatitchtchev, *loc. cit.*, p. 765. Les instructions de M. de Krudener sont du 30 janvier.



comble (1). » Mais Krudener n'était pas homme à tenir compte de l'avertissement. Dévoué au vice-chancelier, il partageait ses sentiments, et, comme lui, selon l'expression de Kotchoubey, « il envisageait la République non en ministre de Russie, mais en émigré (2) ».

Le cabinet de Berlin n'avait, de son côté, aucun désir de tirer les choses au clair. Il croyait à la possibilité d'une entente et désirait sincèrement la faire aboutir; mais, comme en 1797, il tenait essentiellement à garder cette négociation en main, et, pour cela, il ne se souciait pas d'en découvrir les voies et les moyens. D'autre part, il voulait être payé pour son courtage et il aurait donc souhaité qu'en arrivant, Beurnonville s'ouvrît au sujet de la paix générale et des avantages que la Prusse pourrait s'en promettre. Or, le porte-parole du Premier Consul n'eut d'abord rien à dire sur ce thème intéressant, et, quand, à la fin de février, il se trouva en mesure de l'aborder, ce fut pour débiter une « profession de désintéressement », qui ne faisait pas du tout le compte de ses interlocuteurs.

Au lendemain de Leoben, le Directoire avait déclaré déjà qu'il ne voulait plus rien donner. Ses principes s'y opposaient. Il n'entendait pas être « marchand de peuples (3) » et, sur ce point, Bonaparte voulait suivre la leçon de ses prédécesseurs.

— La France, faisait-il dire à Berlin, désirait garder la frontière du Rhin, mais c'était chose jugée, prévue aux traités de Berlin et de Campo-Formio, consacrée à Rastadt même, et donc irrévocablement introduite dans le droit européen. Ne demandant ainsi rien qu'il ne possédât déjà, le gouvernement de la République souhaitait qu'à son exemple les autres puissances s'abstinssent de produire des prétentions nouvelles.

— Oui, répondait-on, mais au traité de Berlin la Prusse avait reçu une promesse ferme de compensations pour ce

(1) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 107.
(2) *Ibid.*, t. XIV, p. 157. Cf. t. VIII, p. 286, t. XI, p. 399.
(3) SOREL, *l'Europe et la Révolution*, t. V, p. 228.



qu'elle abandonnerait sur la rive gauche. Depuis, des articles secrets ajoutés au traité de Campo-Formio avaient, d'après la rumeur publique, stipulé que la nouvelle frontière française respecterait les enclaves prussiennes. Que fallait-il en croire au juste et quelles étaient, à cet égard, les intentions du Premier Consul?

Beurnonville redevenait muet et le zèle de Haugwitz pour le rapprochement franco-russe s'en montrait aussitôt refroidi, en même temps que le ministre prussien faisait mine de remettre en question le fond même du problème rhénan. Au cours des semaines suivantes, la situation militaire paraissant tourner au désavantage de la France, il haussa graduellement le ton. Abandonnant la rive gauche du grand fleuve allemand, la République devait encore évacuer la Hollande et la Suisse et reconnaître l'indépendance de ces deux pays. Le rapprochement avec la Russie était à ce prix, et il n'en fallait pas moins pour que M. de Krudener consentît à montrer au représentant de la France un visage plus avenant. Sans qu'on fût le moins du monde averti à Saint-Pétersbourg qu'il formulât ces exigences, bravement le ministre prussien les donnait pour concertées avec la cour de Russie. Il pensait amener ainsi à composition le cabinet de Paris et en tirer plume ou aile (1).

Mais à la même heure, Bonaparte et Talleyrand recevaient déjà, par un autre canal, des informations très différentes. Ministre plénipotentiaire auprès des cours hanséatiques, à ce poste d'observation Bourgoing se disait instruit de bonne source que le moment était extrêmement favorable pour porter à Paul des paroles de paix. La « bonne source » était à la vérité de valeur en apparence assez problématique. Bourgoing tenait ses renseignements d'un ci-devant marquis de Bellegarde, cornette avant la Révolution dans le régiment Colonel-Général-Dragons, émigré depuis en Russie et y ayant contracté des relations utiles, notamment avec Rastoptchine. C'était un autre Choiseul-Gouffier, plus pressé. A l'entendre,

(1) Fr. Guillaume à Sandoz, 4 avril et 1er mai 1800, Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 781 et 783.



Rastoptchine, Koutaïssov et Mme Chevalier devaient bientôt l'emporter sur Panine. La maitresse de l'ex-barbier avait lié partie avec Mme de Gourbillon, l'ancienne femme de chambre de la comtesse de Provence, qui, chassée de Mittau, faisait rage à Saint-Pétersbourg contre ses anciens maitres et obtenait l'appui d'une autre transfuge de l'émigration, Mme de Bonnœil, intimement liée celle-ci avec le président du collège des relations extérieures. M. de Bellegarde n'était peut-être pas une caution de tout repos; mais Bourgoing trouvait une confirmation de ses dires jusque dans l'attitude du ministre de Russie à Hambourg, Mouraviov, qui, tout en professant encore une grande hostilité à l'égard de la France, se répandait, entre deux vins, en propos de la dernière violence contre l'Angleterre et l'Autriche (1).

Même ivre, Mouraviov savait ce qu'il faisait, et Bourgoing n'était pas induit en erreur. Entre les influences qui la tiraillaient en sens contraire, la volonté de Paul demeurait à la vérité encore hésitante. A ce même moment, cédant à l'un de ses conseillers et désolant l'autre, le tsar agréait l'envoi à Saint-Pétersbourg du comte de Caraman comme représentant officiel du roi de France (2). Plus sagement, il jugeait aussi nécessaire d'attendre le résultat de la campagne, où, en Allemagne et en Italie, le Premier Consul allait jouer sa fortune. Mais Bonaparte et la France l'attiraient, on n'en pouvait douter. Guidé par son instinct si sûr, Talleyrand en fut persuadé. Seulement, il n'apercevait pas le moyen d'atteindre cette volonté impuissante de despote, trahi et bafoué par ses serviteurs. Il suspectait à son tour la sincérité de la Prusse et faisait appel à Bourgoing : Berlin ne donnant rien, ne pouvait-on trouver à Hambourg, où il passait tant de monde, une voie bonne à employer (3)?

(1) Bourgoing à Talleyrand, Altona, 21 avril et 5 mai 1800, Affaires étrangères, Hambourg, vol. CXV, fol. 41 et 57; Beurnonville au même, Berlin, 23 juin 1801, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIX, fol. 95.

(2) Rastoptchine à S. Vorontsov, 28 mai (9 juin) 1800, *Archives Vorontsov*, t. IX, p. 283.

(3) 8 juin 1800, Affaires étrangères, Hambourg, vol. CXV, fol. 87.

Le 23 juin 1800, au lendemain de Marengo, l'interpellé répondit par un avis, dont il était loin sans doute de prévoir l'heureuse fortune et dont le secret est resté enfoui jusqu'à présent dans les archives. Il faut en restituer l'honneur au modeste diplomate. Interprété par le Premier Consul avec l'ampleur qu'il savait donner à tout, ce conseil d'un ministre de second ordre allait imprimer à la campagne diplomatique si mal inaugurée une allure entièrement nouvelle et décider son succès. Assurément, Marengo y fut aussi pour quelque chose.

Bourgoing écrivait : « J'ai réfléchi de nouveau aux moyens de nous rapprocher de la Russie. L'opinion de mes amis est toujours que le meilleur de tous est l'entremise de la cour de Berlin. Mais ils pensent aussi qu'en cajolant Paul Ier, on tendrait également à ce but ; qu'il suffirait pour cela d'agir dans l'esprit que respirent depuis quelque temps nos journaux officiels, en y ajoutant quelques démarches, qui prouveraient nos ménagements pour la nation russse et surtout pour ses troupes; de prendre à l'égard de leurs prisonniers de guerre des mesures d'humanité, peut-être même de les laisser rentrer dans leur pays (1). »

III

Le 20 juillet 1800, un courrier porta au signataire de cette dépêche une lettre adressée par Talleyrand à Panine. Elle annonçait que le Premier Consul avait décidé de renvoyer tous les prisonniers russes en sa possessien, sans demander l'échange. « Après avoir, disait-elle, plusieurs fois et inutilement fait proposer aux commissaires anglais et autrichiens de comprendre ces prisonniers dans l'échange ouvert, le chef du

(1) A Talleyrand, Altona, 23 juin 1800, Affaires étrangères, Hambourg, vol. 115, fol. 101.



gouvernement français ne voulait pas retarder plus longtemps leur rapatriement (1). »

Obéissant, semble-t-il, à une arrière-pensée, qu'il ne livrait à personne, toujours Bonaparte avait fait aux soldats du tsar tombés en captivité un traitement privilégié : il accordait aux officiers le port d'armes, veillait à ce que leurs hommes fussent bien nourris (2). Maintenant, il offrait de les renvoyer tous en Russie avec les honneurs de la guerre, leurs armes, leurs drapeaux et des vêtements neufs. Le message devait être remis, contre reçu, au ministre de Russie à Hambourg, qui serait invité à le réexpédier à Saint-Pétersbourg par un courrier extraordinaire.

Sur ce dernier point, la perspicacité de Talleyrand et du Premier Consul était en défaut, et, à la veille d'un de ses plus beaux triomphes, la diplomatie française devait rencontrer là une des plus cruelles humiliations qu'elle ait jamais subies. Et ce fut après Marengo!

Écrivant à M. Mouraviov pour lui demander un entretien sur un objet intéressant leurs gouvernements respectifs, Bourgoing ne put seulement trouver, à la maison du ministre russe, un valet qui consentît à recevoir sa missive! Il prit le parti de l'envoyer par la petite poste. Pas de réponse. Mouraviov imitait Krudener. Un représentant de Louis XIV ou même de Louis XVI n'eût sans doute pas insisté ; mais les ministres de la République avaient eu le temps — et l'occasion — de se défaire de ce genre de susceptibilité. A trois reprises donc, Bourgoing renouvela sa démarche sans plus de succès. Enfin, tentant un suprême effort, il rédigea une quatrième lettre, où il révélait l'objet de sa correspondance et essayait d'effrayer l'inabordable personnage. A ne pas transmettre une communication aussi importante l'envoyé du tsar ne risquerait-il pas davantage qu'en consentant à en prendre charge? Comme un pestiféré, le collègue français du ministre

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. CXXXIX, fol. 197, Hambourg, vol. CXV, fol. 127.

(2) Wœnski, *Bonaparte et les prisonniers russes*, p. 8.

russe ajoutait cette recommandation : « Empruntez pour me répondre une main étrangère ; ne me nommez ni sur le dessus ni dans le corps de la lettre ; n'y insérez pas un mot qui indique le sujet de la missive ; enfin, adressez-la-moi sous le couvert d'un M. de la Croix, chez qui j'irai la prendre, sans rien lui laisser soupçonner. »

Cette fois, une réponse arriva ; mais, en un billet sans signature, elle était ainsi conçue : « Ne pouvant communiquer avec M. de la Croix sans une autorisation expresse, on saurait encore moins se charger d'une lettre, quel qu'en soit le contenu. C'est la seule réponse qu'on soit en état de donner (1). »

Et le message de Talleyrand pour Panine ne partit pas ! Après avoir songé à l'envoyer directement par la poste ordinaire, Bourgoing se ravisa. En somme, Mouraviov était instruit des intentions du Premier Consul. Il ne pouvait manquer d'en faire part à son maître. Mieux valait donc encore attendre l'effet de cette communication indirecte. Le raisonnement se trouva justifié (2) ; Paul fut averti de ce qu'on lui offrait ; mais déjà ses dispositions et celles de son entourage, en dehors de Panine, étaient modifiées dans un sens beaucoup plus favorable à la France : si à Hambourg Mouraviov demeurait sourd, à Saint-Pétersbourg le tonnerre de Marengo avait eu un écho retentissant.

Déjà, malgré l'opposition de son collègue, Rastoptchine faisait envoyer à M. de Krudener l'ordre de ne plus éviter le représentant de la République. D'accord avec le cabinet de Berlin, le tsar entendait encore lier cette reprise de relations diplomatiques avec le problème de la pacification générale ; mais ses vues sur cet objet ne concordaient nullement avec ce que les ministres prussiens avaient prétendu en faire connaître. Les nouvelles instructions adressées à M. de Kru-

(1) Beurnonville à Talleyrand, Altona, 30 juillet 1800, Affaires étrangères, Hambourg, vol. CXV, fol. 138.

(2) Mouraviov à Bourgoing, Hambourg, 5 septembre 1800, *ibid.*, Danemark, vol. CLXXVI, fol. 191.



dener passaient Malte sous silence et, au sujet de la frontière du Rhin, elles se bornaient à exprimer le vœu que les acquisitions françaises fussent réduites de ce côté dans la mesure du possible. Paul prenait surtout souci du sort réservé aux souverains italiens, à l'électeur de Bavière et au roi de Portugal, qu'il désirait voir maintenus dans leurs possessions. Si la restitution, au roi de Sardaigne, de la Savoie et des autres parties de son domaine réunies à la France rencontrait des difficultés insurmontables, il voulait qu'une indemnité fût accordée à ce souverain sur les territoires cisalpins. Enfin, il ne soufflait mot de la Prusse ni des dédommagements pour la revendication desquels elle assurait avoir obtenu l'assentiment de la Russie.

C'est ce que, par l'intermédiaire du baron de Posch, ministre de Bavière, l'envoyé russe apprenait à Beurnonville qui en concluait avec raison qu'il ne devait plus compter, pour le rapprochement franco-russe, sur le concours de Frédéric-Guillaume et de ses ministres. Mais il allait, pensait-il, pouvoir se passer d'eux. Un mécompte l'attendait encore. D'un courrier à l'autre, M. de Krudener changeait de visage et de langage. La dernière poste lui apportait une dépêche que Panine trouvait le moyen une fois de plus de rédiger à sa convenance, et, aussitôt, l'envoyé russe retournait à ses anciens errements : il se dérobait à une entrevue qu'il avait précédemment acceptée, et, sur une intervention du ministre d'Espagne O'Farill, il finissait par déclarer que toute conversation entre lui et le ministre de France serait inutile : il n'avait pas d'ordres pour l'entretenir sur quoi que ce fût (1).

Du coup, Beurnonville désespérait, quand, le 12 septembre, Haugwitz lui annonça que ses tribulations allaient prendre fin, et cette fois, c'était la démarche du Premier Consul, suggérée par Bourgoing, qui faisait son œuvre. Extrêmement touché par cet acte de courtoisie, dont Mouraviov l'avait informé, le

(2) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 2, 5 et 9 août 1800, *ibid.*, Prusse. vol. CCXXVII, fol. 283, 292 et 297.



tsar s'était trouvé quelque temps retenu par Panine d'y répondre, comme il eût souhaité, tandis que Talleyrand essayait de faire parvenir son message à Saint-Pétersbourg par une autre voie, — en y renvoyant un des prisonniers russes, le major Serguiéiév. Il ajoutait même à cette lettre une autre, datée du 26 août 1800, où il donnait à entendre que le Premier Consul se montrerait très accommodant au sujet de Malte, « préférant se porter à tous les sacrifices qui paraitraient nécessaires, plutôt que de laisser tomber l'île aux mains de l'Angleterre (1) ».

Ce n'était pas encore l'abandon de l'île, ainsi qu'on l'a prétendu, ni même la reconnaissance de Paul en qualité de grand maitre, et, pour cette raison, malgré l'affirmation recueillie à ce sujet par la plupart des historiens dans les mémoires attribués à Talleyrand (2), si flatteuses qu'elles fussent, les déclarations du ministre français n'ont pu être accompagnées de l'envoi de l'épée jadis donnée par un pape à un des grands maitres de l'Ordre, La Vallette ou Villiers de l'Isle-Adam, — car la légende est restée incertaine sur ce point (3). Quelque désir qu'on eût de part et d'autre de s'entendre, la France et la Russie demeuraient encore à ce moment en état de guerre. La possession de Malte et la grande maitrise de l'Ordre devaient faire un des objets, et le plus important même, de la tractation par laquelle les deux pays essayeraient de mettre fin à ce conflit. L'envoi de l'épée eût préjugé, sur l'un au moins de ces points, les intentions du gouvernement républicain, en lui enlevant un élément d'échange, et ni Talleyrand ni Bonaparte n'étaient capables d'une telle étourderie. Enfin, supposât-on le tsar en humeur de recevoir pareil présent, encore devait-on penser qu'il

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. CXXXIX, fol. 208.

(2) Tome I, p. 278. Cf. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 54. Les lettres de Talleyrand à Panine, citées par l'historien, ne contiennent rien de ce qu'il a cru y lire.

(3) A tout hasard, j'ai opéré, dans les principaux musées de Saint-Pétersbourg et de Moscou, des recherches, pour lesquelles le professeur Gorotsov et la princesse Ténichev, à qui j'adresse ici mes remerciements, ont bien voulu me prêter leur concours. Elles ont, comme je m'y attendais, donné un résultat négatif.

voudrait le tenir du vainqueur de Marengo en personne. Or, le Premier Consul restait toujours muet, laissant à son ministre le soin de se mettre en rapport avec celui de Paul, à travers les difficultés et les obstacles que nous connaissons.

Aux mains mêmes du major Serguiéiév les deux lettres de Talleyrand avaient de la peine à arriver à destination. Krudener s'avisait de retenir l'officier à Berlin, en lui refusant des passeports et en se chargeant d'expédier les plis dont il était porteur. De cette façon, Panine en ferait l'usage qui lui conviendrait. Mais l'impression seule du geste inspiré au Premier Consul l'emportait dans l'esprit du souverain ; comme conséquence, Krudener venait de recevoir l'ordre catégorique d'entrer immédiatement en matière avec Beurnonville, et le 12 septembre une première conférence réunit les deux diplomates, dans les jardins de l'hôtel d'Haugwitz, après un dîner improvisé à cet effet. On restait ainsi dans la tradition des entrevues furtives de 1797 ; le cabinet de Berlin gardait le moyen de figurer en tiers dans la négociation et M. de Krudener servait complaisamment son désir.

IV

Ce premier entretien ne donna aucun résultat positif Beurnonville n'avait pas de pouvoirs pour traiter et Krudener, de son côté, n'était pas autorisé à s'engager à fond. Très aimablement, il s'informa des conditions que le Premier Consul mettait au renvoi des prisonniers russes, en déclarant que le tsar les acceptait d'avance. Il confirma les vœux du souverain au sujet de la pacification générale, tels qu'ils les avait précédemment indiqués, et ajouta seulement une demande de garantie, pour les possessions du duc de Wurtemberg (1). A Saint-Pétersbourg, la lutte entre Panine et

(1) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 16 septembre 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVII, fol. 381.



Rastoptchine continuait encore. Le 26 septembre (vieux style) seulement, le premier refusant de se faire l'interprète des nouvelles résolutions du maître commun, ou même simplement de répondre à Talleyrand, dont il avait enfin les lettres en main, le second, prit la plume, — pour rédiger la note célèbre, qui a soulevé tant de commentaires. En la reproduisant, Bonaparte a été soupçonné de l'avoir défigurée et, en épiloguant sur elle, un des détracteurs du grand homme a avancé qu'il y avait été traité par le tsar comme « le gouverneur d'une province éloignée (1) ». Bien qu'affectant un ton assez tranchant, le texte du document est loin de justifier pareille appréciation. Rastoptchine disait :

« Sa Majesté Impériale de toutes les Russies ayant eu connaissance des lettres écrites à son vice-chancelier, comte de Panine, m'a ordonné de faire savoir au Premier Consul que la bonne harmonie avec son maître ne peut être établie que par l'accomplissement de ses désirs déjà annoncés au général Beurnonville : 1° la reddition de l'île de Malte avec ses dépendances à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dont l'empereur de toutes les Russies est le grand maître ; 2° le rétablissement du roi de Sardaigne dans ses États, tels qu'ils étaient avant l'entrée des Français en Italie ; 3° l'intégrité des États du roi des Deux-Siciles ; 4° de ceux de l'électeur de Bavière ; 5° de ceux du duc de Wurtemberg (2). »

En même temps, le président du collège des relations extérieures annonçait l'envoi en France du général baron de Sprengtporten, chargé de recevoir les prisonniers russes.

Raideur du style mise à part, et les plus récentes expériences du gouvernement français dans ses rapports avec la diplomatie russe ne pouvaient en faire pour lui un objet de surprise, cette note n'ajoutait rien, comme son auteur avait soin de l'indiquer, aux communications antérieures du cabinet de Saint-Pétersbourg. Elle leur donnait seulement un carac-

(1) Lanfrey, *Hist. de Napoléon Ier*, t. II, p. 217.

(2) Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 1. Cf. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXII, p. 10.



tère d'ultimatum et, sur un point, elle transformait en exigence nettement formulée et placée en première ligne l'indication précédemment donnée par le cabinet de Berlin sous forme de conseil. M. Krudener étant resté muet jusque-là sur la question de Malte, M. de Haugwitz se trouvait ainsi désigné, à cet égard au moins, comme l'interprète autorisé de la pensée du tsar, et le fait avait son importance. Il devait exercer une grande influence sur la marche ultérieure de la négociation.

Au rapport d'un demi-compatriote de M. de Sprengtporten (1), le choix de cet envoyé avait soulevé de vives objections de la part de Panine. Après avoir figuré parmi les partisans les plus dévoués de Gustave III, désertant la cause suédoise, ce Finlandais s'était employé avec le même zèle à préparer la réunion de son pays d'origine à la Russie (2).

— Eh bien, aurait dit Paul, puis-je mieux faire que d'adresser un traître à un usurpateur?

Le propos n'a rien d'invraisemblable. Même en répudiant définitivement la cause de la légitimité jusqu'à chasser outrageusement Louis XVIII de Mittau et même en devenant l'associé résolu du chef de la République française, jusqu'à rêver le partage à deux avec lui de l'hégémonie européenne, Paul devait toujours, vis-à-vis de « l'aventurier corse », mêler curieusement à ce nouvel engouement un sentiment des distances et une affectation de hauteur, où son orgueil cherchait des compensations et des excuses. Pour le moment, au surplus, il n'était pas même bien fixé sur la nature de la mission qu'il confiait à l'ancien serviteur de Gustave III. Ayant toujours voix au chapitre, Panine la réduisait, ne pouvant l'empêcher, à la seule tâche de ramener les prisonniers, auxquels le Premier Consul consentait à rendre la liberté. Ces hommes se trouvant réunis sur la frontière est de la France, le général ne devait même pas paraître à Paris, où il n'avait que faire. Mais c'est de Rastoptchine que Sprengtporten rece-

(1) Ehrenström, *Mémoires*, Upsal, 1883. Fragments dans l'*Antiquité russe*, 1893, t. LXXIX, p. 263-264.

(2) Même recueil, 1888, t. LVII, p. 117.

vait ses instructions et il s'y trouvait chargé « d'exprimer au Premier Consul la gratitude de Sa Majesté l'empereur et le désir qu'elle avait de répondre à ses procédés et de rapprocher enfin deux puissances destinées par leur position à vivre en bonne intelligence et dont l'union pourrait avoir une influence décisive sur le bon ordre du reste de l'Europe ».

Ceci avait bien l'air d'un mandat d'ordre non plus militaire, mais diplomatique, et Rastoptchine disait encore :

« Sa Majesté autorise le général Sprengtporten de déclarer aux ministres avec lesquels il pourra se trouver à traiter *(sic)* qu'elle n'a pas balancé un moment de retirer ses troupes de la coalition aussitôt qu'elle s'est aperçue que les vues des puissances alliées tendaient à des agrandissements que sa loyauté et son désintéressement ne pouvaient permettre, et, comme les deux états respectifs de la France et de l'empire de Russie par leurs distances éloignées ne pourraient se trouver jamais dans le cas de se nuire réciproquement, ils pourraient aussi se réunir et, dans l'entretien constant d'une bonne harmonie, empêcher que les autres, par leur envie de s'agrandir et de dominer, ne parviennent à faire tort à leurs intérêts (1). »

Cependant encore, Sprengtporten ne recevait aucun pouvoir pour engager une négociation dans le sens des idées et des sentiments ainsi exprimés, et, assez contradictoirement avec l'objet présumable des déclarations qu'il avait charge de faire entendre, il était expressément réduit à ne traiter avec qui que ce soit que du rapatriement des soldats russes. La question de la paix à rétablir entre les deux États et de l'entente à créer entre eux se trouvait subordonnée à l'issue d'autres débats, où il n'avait pas à intervenir. Sur ce point, Panine l'emportait. Mais, par une nouvelle et prodigieuse aberration, Paul élargissait dans un autre sens le mandat ainsi limité : il voulait qu'après avoir rempli l'objet purement

(1) Gatchina, 28 septembre 1800 (nouveau style), *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 11; cf. Tratchevski, *Revue d'Hist. dipl.*, 1889, t. II, p. 286; Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 6 décembre 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 142.



militaire de sa mission, le général se rendit tout de go à Malte et prit possession de l'île au nom de son maître! On ne s'était encore entendu sur rien et il n'était nullement sûr qu'on dût s'entendre; néanmoins le tsar voulait que, préalablement à cet accord, qu'il n'était pas chargé de faire aboutir, Sprengtporten en réalisât, à l'avantage de la Russie, ou du moins de son souverain, une des clauses, et la plus discutable! Par-dessus le marché, à la date où elle était formulée, cette exigence se trompait d'adresse: depuis le 5 septembre, Malte n'était plus aux mains des Français. Un courrier rejoignit Sprengtporten en route pour l'en avertir. Son gouvernement allait se retourner du côté de l'Angleterre. Mais, du coup, la négociation entière entre la Russie et la France, avec la tournure que Paul voulait lui donner, devenait sans objet, au moins immédiatement apparent. Les autres exigences du souverain se rattachaient, toutes, au problème de la pacification générale, et on était encore en pleine guerre!

En envoyant, de son côté, à Beurnonville, le 3 octobre, des instructions, ainsi que des pouvoirs pour conclure un traité particulier de paix avec Sa Majeste de toutes les Russies, Talleyrand prit soin de remettre posément les choses au point. L'événement du 5 septembre faisant tomber celle des réclamations du tsar qui seule pût intervenir dans l'accord séparé que les deux pays avaient en vue et le conditionner, il convenait d'opérer d'abord cette réconciliation, après quoi on serait en mesure d'envisager, dans un esprit de bienveillance réciproque, les questions d'intérêt général évoquées par le souverain. Pour la forme de l'acte, qui ferait passer les deux puissances belligérantes de l'état de guerre à l'état de paix, le gouvernement français se reportait au projet antérieurement envoyé à Caillard. La Prusse n'ayant aucune raison pour figurer dans cette négociation, Beurnonville tiendrait la main à ce qu'elle ne s'y immisçât sous aucun prétexte. En fait, ce courtier ne s'était montré d'aucune utilité et Talleyrand lui donnait donc congé. Les conférences auraient lieu alternativement chez l'un et chez l'autre des deux négo-

ciateurs. La première, si M. de Krudener l'exigeait absolument, pourrait être tenue chez lui (1).

C'était parfait, mais très loin de ce que Paul et ses conseillers imaginaient, et le pauvre Beurnonville n'allait pas tarder à s'en apercevoir.

Offrant galamment à M. de Krudener de se rendre chez lui et lui faisant part des ordres qu'il avait reçus, il rencontra un accueil glacial. L'envoyé russe n'était nullement disposé à traiter sur cette base. Moins bien renseigné que M. de Haugwitz, il ignorait d'ailleurs encore l'effet que les lettres de Talleyrand avaient produit à Saint-Pétersbourg. Huit jours plus tard seulement, prévenant Beurnonville qu'il avait reçu un courrier, il le pria cavalièrement de repasser à son logis. Evidemment, l'apprenti diplomate avait incliné son collègue russe à penser qu'on pouvait ne pas se gêner avec les représentants de la République. Et Beurnonville justifia cette présomption. Au mépris de ses instructions, il répondit docilement à l'appel, et ce fut pour apprendre qu'on ne voulait, à Saint-Pétersbourg, entendre à rien en dehors des conditions énumérées dans la note de Rastoptchine.

En même temps, par l'intermédiaire de Lombard d'abord, puis au moyen de démarches plus directes, Haugwitz annonçait l'intention bien arrêtée de ne pas se laisser mettre à l'écart. Laborieusement poursuivies depuis huit mois, les négociations entre Berlin et Paris avaient abouti. Par un traité, signé à Peterhof le 16/28 juillet 1800, — triomphe suprême de Panine, — les deux puissances venaient de renouveler leur ancienne alliance. Bien que celle-ci fût purement défensive, — « inoffensive », comme on en plaisanta, — et permît à Frédéric Guillaume de ne pas quitter, provisoirement, cette neutralité expectante, où il tenait tant à rester terré, l'événement n'en marquait pas moins un retour décidé à la tradition d'une intimité, qui, sur le terrain diplo-

(1) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 17.



matique, devait, pensait-on à Berlin, exclure des apartés de l'une ou l'autre cour avec des tiers (1).

Rastoptchine en jugeait autrement, et il avait donc eu l'idée de transporter la négociation avec la France soit à Copenhague soit à Hambourg, où, subitement radouci, Mouraviov cherchait maintenant à s'aboucher avec Bourgoing. Mais aussitôt, on s'en montrait à ce point froissé sur les bords de la Sprée, que le dessein devait être abandonné. M. de Krudener restait donc accrédité pour traiter avec Beurnonville, et M. de Haugwitz se posait plus délibérément que jamais en porte-parole attitré du cabinet de Saint-Pétersbourg, comme aussi en interprète nécessaire des communications que le cabinet de Paris aurait à faire à l'alliée de la Prusse. A l'entendre, la note de Rastoptchine du 26 septembre avait passé par ses mains et, à son tour, Talleyrand empruntait la même voie, chargeant le ministre prussien de communiquer sa réponse (2).

Beurnonville faisait là l'expérience d'un de ces tours de passe-passe qui, dans la diplomatie prussienne, constituaient également partie intégrante d'une tradition, — pieusement conservée jusqu'à nos jours.

En réalité, la note de Rastoptchine avait été envoyée à Paris par le canal de M. de Krudener, qui ne s'était pas retenu d'en donner connaissance à M. de Haugwitz, mettant ainsi le ministre prussien en mesure de mystifier l'envoyé français. Quant à la réponse de Talleyrand, que Haugwitz prétendait être chargé de transmettre, elle est une des curiosités de cet épisode historique. La recevant des mains du ministre prussien sous forme de note *verbale*, M. de Krudener l'a réexpédiée le 8/20 novembre à Saint-Pétersbourg (3), où elle a donc passé pour traduire les vues du gouvernement français; or, de fortes présomptions, voire une raison

(1) F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. VI, p. 270.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 13 décembre 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, p. 155.

(3) Milioutine, *Hist. de la campagne de 1799*, t. II, 527 et t. III, p. 661.

tout à fait décisive, concourent à nous persuader que Talleyrand a ignoré cet instrument diplomatique et a été entièrement étranger à sa rédaction.

Au même moment, dans chacune de ses dépêches, il renouvelait à Beurnonville la recommandation de ne pas permettre qu'aucun des ministres prussiens entrât en tiers dans ses rapports avec M. de Krudener. Comment donc aurait-il songé à prendre lui-même M. de Haugwitz pour truchement? Le message de Rastoptchine avait, d'autre part, affecté la forme d'un document officiel. Comment et pourquoi son destinataire se serait-il avisé d'y répondre à titre officieux? Cette prétendue réponse révèle d'ailleurs, par sa substance, une origine qui ne paraît nullement française.

Demande à la Russie de reconnaître la frontière du Rhin; offre de garantir en commun les possessions de l'électeur de Bavière sur la rive droite du fleuve, ainsi que les possessions du duc de Wurtemberg; promesse de conserver l'intégrité du royaume de Naples et d'assigner des limites convenables au domaine temporel du pape; engagement de rétablir le roi de Sardaigne dans ses États, à la réserve de Novare; prévision enfin de dédommagements convenables, à réaliser au moyen de la sécularisation, pour les puissances dépossédées d'une partie de leurs territoires, *et pour la Prusse en particulier* : voici ce qu'on trouve dans ce libellé, et il est infiniment peu probable que le Premier Consul, ou son ministre, y ait mis la main.

Certaines de ces stipulations sont manifestement contraires à la politique adoptée, à ce moment, par le gouvernement consulaire. Ne venait-il pas d'affirmer catégoriquement le principe de désintéressement réciproque, comme base de tous les arrangements futurs, en refusant, non moins péremptoirement, d'y mettre en discussion la frontière rhénane?

Autre motif de suspicion : avec quelques modifications portant sur l'évacuation de la Hollande, ainsi que des territoires d'empire situés sur la rive droite du Rhin; la reconnaissance de l'indépendance de la Suisse; une indemnité à



accorder au roi de Sardaigne pour la Savoie et la restitution de Malte à réclamer de l'Angleterre, toutes ces propositions que Talleyrand aurait produites au nom de la France se retrouvent dans une note du marquis de Lucchesini, adressée au gouvernement français le 21 janvier 1801 et résumant les desiderata communs de la Prusse et de la Russie (1).

J'arrive à l'argument décisif contre le texte ainsi infirmé. Aucune trace ne s'en est conservée au dépôt du quai d'Orsay; par contre, la minute s'y trouve d'une réponse *officiellement* faite par Talleyrand à la note du 26 septembre. Elle est datée du 21 décembre, donc postérieure de plus d'un mois à la réponse que le ministre était censé avoir donnée officieusement par l'entremise de M. de Haugwitz six semaines auparavant; elle ne contient aucune allusion à cette communication *verbale* et elle en contredit formellement le fond. Elle est ainsi conçue :

« Le soussigné a mis sous les yeux du Premier Consul la note en date du 26 septembre, qui lui a été adressée par S. E. le comte de Rastoptchine. Le soussigné est chargé de déclarer que les bases renfermées dans la note de Son Excellence ont paru justes et convenables en tout point et que le Premier Consul les adopte (2). »

C'est tout. Pas un mot de la Prusse, ni de la frontière du Rhin, ni des sécularisations. Il est clair que pour ce texte qui, lui, porte bien la griffe de Bonaparte, Talleyrand ne s'est pas entendu avec Haugwitz. Très évidemment aussi, ce message sort entièrement du cadre où, à Berlin, ministres prussiens et envoyés français en Prusse évoluaient à ce moment. Il ne s'accorde pas davantage avec les instructions précédemment adressées à Beurnonville. Il constitue un fait nouveau, une surprise, un coup de théâtre, qu'expliquent les circonstances dans lesquelles l'événement s'est produit.

Au 21 décembre, des négociations pour la paix ont été entamées avec l'Autriche. Malgré la journée de Hohenlinden,

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. CXLX, fol. 45.
(2) Affaires étrangères, Russie, vol. CYL, fol. 28.



la cour de Vienne dispute âprement les conditions que le Premier Consul entend lui imposer. Elle résiste ; elle menace de rompre, et, soudain, Bonaparte voit arriver à Paris Sprengtporten. En s'entretenant avec ce personnage, il se persuade que le tsar n'attend qu'un signe pour jeter dans la balance, du côté de la France, tout le poids de son épée, auquel cas l'Autriche sera sûrement réduite à merci. Il se convainc aussi qu'avec le « Don Quichotte » russe les procédures et les formules diplomatiques ordinaires ne sont pas de mise ; qu'il faut aller de l'avant à tout risque, et le risque n'est d'ailleurs pas grand, car, pour ce souverain, les protocoles ne comptent guère. On trouvera toujours le moyen de rattraper en détail ce qu'on aura lâché en bloc. Malte n'étant plus en cause, le reste importe peu. Et donc, avec sa promptitude ordinaire, le vainqueur de Marengo se décide à une de ces manœuvres hardies, par lesquelles, même sur le terrain diplomatique, il aura toujours coutume de déconcerter ses adversaires. Pour avoir le tsar, il fait le geste dont Sprengtporten lui a indiqué l'utilité. Il répond par un oui bref à toutes les demandes du despote.

Mais, six semaines auparavant, il n'avait aucune raison pour y souscrire aussi facilement, et, maintenant encore, il n'était nullement disposé à accueillir de même les prétentions du gouvernement prussien. Si complaisant pour ces dernières, qu'est-elle donc l'autre réponse de Talleyrand à M. de Rastoptchine, classée, depuis, comme document historique et accueillie, en cette qualité, par les écrivains les plus avertis (1) ? Un faux en écriture diplomatique, tout simplement.

Se prévalant de la situation qui lui était momentanément impartie entre Saint-Pétersbourg et Paris, dans son rôle d'intermédiaire, la diplomatie prussienne se faisait principa-

(1) MILIOUTINE notamment, *loc. cit.* ; THIERS (*Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. II, p. 290-291) a lui-même admis une parfaite conformité de vue sur la pacification générale, qui se serait établie, à ce moment, entre les cabinets de Berlin, de Paris et de Saint-Pétersbourg



lement l'interprète de ses propres aspirations et de ses propres désirs; mais elle y sauvegardait assez adroitement les apparences et y côtoyait la vérité d'assez près, pour que la mystification ait tardé jusqu'à présent à être démasquée. En 1800, cependant, l'entrée en scène de M. de Sprengtporten devait déranger considérablement ce manège.

V

Le général arriva à Berlin dans les premiers jours de novembre, et aussitôt Beurnonville et Krudener se trouvèrent eux-mêmes pratiquement mis hors de jeu. L'aventurier finlandais était un autre mystificateur. En possession d'un mandat mal défini, il en augmentait indéfiniment la portée. En termes mystérieux mais d'autant plus impressionnants, il donnait à entendre qu'il tenait dans ses mains les destinées non pas seulement de la Russie et de la France, mais de l'Europe entière. A Paris, ou peut-être à Berlin même, il allait prononcer bientôt des paroles qui changeraient la face des choses sur le continent. Au même moment, Krudener apprenait la chute de Panine, destitué de son poste de vice-chancelier et peu après exilé dans ses terres voisines de Moscou. L'envoyé russe eut de bonnes raisons pour croire que l'heure de sa disgrâce avait aussi sonné. Peut-être ce Sprengtporten était-il destiné à le remplacer. Tout à fait désorienté, Beurnonville, de son côté, écrivit à Paris pour qu'on engageât le général à s'y rendre au plus tôt. « Il est l'homme de l'empereur, disait le ci-devant capitaine des Suisses. Il m'a affirmé que, s'il était plénipotentiaire, la paix serait faite en vingt-quatre heures (1). » Toutes les nouvelles arrivant de Saint-Pétersbourg semblaient

(1) Beurnonville à Talleyrand, 6 décembre 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 142.



indiquer que la crise ministérielle, qui venait de s'y produire, correspondait à un changement de dispositions dont Sprengtporten devenait peut-être l'annonciateur, et, à ce détail près, la conjecture était vraie.

Depuis le départ du général, sur le canevas des instructions par lui rédigées à son intention, l'imagination de Rastoptchine avait travaillé, et, la lutte contre Panine échauffant l'esprit du ministre, le cerveau de Paul prenait aussi feu. Dans cette flamme, où fondaient brusquement, de part et d'autre, des répugnances, voire des haines en apparence irréductibles, il n'est pas malaisé de reconnaître ce qui, jusqu'à une époque beaucoup plus voisine de nous, a constitué, du côté russe, le mobile réel des rapprochements successifs avec la France : nul accès subit de tendresse, ou même de sympathie, mais la simple résultante d'une équation d'ambitions et de craintes, d'admirations et de dédains ingénieusement combinés.

Le 1er octobre 1800 (vieux style), sur la nouvelle de la prise de Malte par les Anglais, le président du collège des relations extérieures présentait au tsar un mémoire, qui témoignait d'une singulière surexcitation. Partant d'un examen critique du rôle joué par la Russie dans la coalition, Rastoptchine arrivait à un bilan de faillite et esquissait le programme d'une politique entièrement nouvelle. Se rencontrant curieusement avec Guttin et peut-être s'inspirant de quelque suggestion reçue de ce côté, il donnait pour base à ce projet le partage de la Turquie, concerté avec la Prusse, l'Autriche et la France. Une république grecque serait créée sous le protectorat de la Russie et des trois autres puissances associées à l'entreprise. En même temps, la nouvelle ligue mettrait fin à la domination de l'Angleterre, par le renouvellement de la neutralité armée, dans les conditions où Catherine l'avait conçue et organisée. L'exécution de ce plan illustrerait la Russie et le dix-neuvième siècle, en réunissant sur une même tête les couronnes de Pierre et de Constantin. Dans le partage projeté, en effet, la Russie devait recevoir la Roumanie, la Bulgarie, la Moldavie et Constantinople.



Sous une forme quelque peu différente, c'était en somme la grande pensée du règne précédent.

S'en entretenant avec son ami, le prince géorgien Zizianov, chef d'un corps d'armée dans son pays d'origine, Rastoptchine esquissait aussi le dessein d'une expédition, qui atteindrait les sources de la force anglaise, — dans l'Inde (1).

Mais qu'en pensait Paul? L'original du mémoire contient des annotations de la main du souverain, qui nous renseignent à cet égard. Elles le montrent entièrement séduit et consentant. Rastoptchine écrivait :

« Dans sa plus grande faiblesse, elle (la France) s'est toujours affirmée comme une maîtresse en possession de donner des lois à l'Europe. Le chef actuel de cet État est trop égoïste, trop heureux dans ses entreprises, trop avide de gloire, pour ne pas désirer la paix. Il profitera de la tranquillité intérieure pour faire ses préparatifs de guerre contre l'Angleterre, qui, par sa jalousie, ses artifices et ses richesses, est et sera toujours non la rivale de la France mais son implacable ennemie. Bonaparte n'a rien à craindre de ses tentatives sur le continent. La paix rendra la navigation libre. Il a épuisé les forces de l'Autriche ; la Prusse est dans sa dépendance ; il ne lui reste donc plus rien à redouter que la Russie. Sa conduite envers Votre Majesté Impériale en est une preuve évidente... L'Autriche entretient depuis huit années consécutives une guerre désastreuse. Elle persévère dans ce projet... et elle perd de vue la Prusse que l'objet essentiel de sa politique est cependant d'observer sans cesse... »

Note marginale de Paul : « Que peut-on attendre d'une poule aveugle ? »

« La Prusse, après avoir sagement renoncé à la guerre, a un traité d'alliance avec la France... L'Angleterre a aussi besoin de la paix... Elle a profité du temps où les puissances de l'Europe centrale étaient occupées d'une guerre qu'elles n'avaient entreprise qu'à son instigation... »

(1) Kleinschmidt, *Drei Hunderte russischer Geschichte*, p. 211.



Note marginale de Paul : « Ainsi que nous, pauvres pécheurs ! »

« ... Pour s'emparer du commerce du monde, elle a osé envahir l'Égypte et Malte. La Russie, tant par sa position que par ses forces inépuisables, est et doit être la première puissance du monde... Bonaparte tâche de gagner notre bienveillance... »

Note marginale de Paul : « Il peut réussir. »

« La Prusse nous flatte pour nous faire consentir aux dédommagements qu'elle prétend obtenir à la paix générale. L'Autriche rampe devant nous... L'Angleterre... croyant impossible tout rapprochement de notre part avec la France, aura peut-être l'impudence de montrer son pavillon dans la Baltique... A la paix générale, ces diverses puissances, excepté l'Autriche, auront... acquis de grands avantages. La Russie seule se trouvera sans dédommagement, après avoir perdu 23 000 hommes... Votre Majesté a donné le droit incontestable à l'histoire de dire aux siècles à venir que Paul a commencé sans raison la guerre, qu'il la finira sans avoir atteint le but qu'il s'était proposé et que toutes ses forces ont été inutiles, faute de persévérance... »

Note marginale de Paul : « Je suis intérieurement coupable. »

« Je finirai en expliquant les moyens que possède la Russie d'acquérir de nouveaux avantages... qui lui donneront à jamais la supériorité sur les autres États et élèveront votre nom au-dessus de tous ceux qui ont acquis des droits à l'immortalité... »

Suivait le projet de partage, où nous avons indiqué déjà le lot attribué à la Russie. L'Autriche y recevait la Bosnie, — déjà ! — la Serbie et la Valachie. « N'est-ce pas trop ? » demandait Paul. A la Prusse, Rastoptchine donnait le Hanovre, ainsi que les évêchés de Paderborn et de Münster ; à la France, l'Égypte. Bien que placée sous le protectorat des quatre puissances partageantes, la future république grecque devait cependant mettre en fait les Hellènes sous le sceptre de la



Russie. « On peut les y amener », notait le tsar, et il consentait aussi à ce que Bonaparte fût « le centre de ce plan ». Il délirait. Avec la sensation d'un homme passant des ténèbres d'un cachot à la clarté du jour, ravi, ébloui et éperdu, il s'élançait au-devant du soleil.

Mais, pensait Rastoptchine, pour mettre en voie d'exécution une œuvre aussi grandiose, Sprengtporten était de bien pauvre ressource, et l'auteur du plan se proposait donc lui-même. Il offrait d'aller à Berlin, à Vienne et à Paris, dans le plus grand mystère, imaginant toutes sortes de stratagèmes pour mieux assurer le secret de sa mission. Il passerait momentanément pour disgracié et exilé, avec ordre de voyager à l'étranger. Cet expédient ne rencontrait pas l'approbation du souverain. « C'est confondre l'important avec le futile », observait-il, avec raison. Il n'en paraphait pas moins le mémoire avec cette apostille finale : « J'approuve votre plan en tout point et désire que vous le mettiez à exécution. Dieu veuille que cela soit ainsi (1). »

A la réflexion, lui et son ministre jugèrent cependant que c'était tout de même aller vite en besogne. Sprengtporten se trouvant déjà en route pour la France, ne convenait-il pas d'attendre des nouvelles de l'accueil qu'il recevrait ? Mais le général fut sans doute instruit, sinon du plan mirifique, du moins de l'effervescence d'idées nouvelles, dont il procédait, et le penchant que nous lui connaissons à exagérer son importance et à amplifier démesurément son mandat s'en trouva accru. Berlin n'était pas cependant destiné à devenir le théâtre des sensationnels débuts dans la diplomatie, où l'ambitieux personnage brûlait d'essayer ses talents. Paul et Rastoptchine jugèrent à propos d'accélérer son arrivée au lieu de sa destination, sans mieux préciser toutefois le but de son voyage et, le 21 novembre, le général se remit en chemin.

(1) Publié dans l'original russe par Kachpirov d'abord, dans *Monuments de l'hist. russe*, t. I, p. 102; reproduit dans *Archives russes*, 1878, t. I, p. 103. Le duc de Broglie, *Revue d'Hist. dipl.*, 1889, t. Ier, p. 1 et suiv., n'a disposé que d'une copie inexacte. Cf. Tratchevski, même recueil, 1889, t. II, p. 281 et suiv.



A Berlin, toujours très intrigués et non moins embarrassés, mais ne recevant pas de contre-ordres, Beurnonville et Krudener durent ainsi reprendre leur colloque interrompu par cette apparition, sans avoir plus de chance cependant de le poursuivre avec succès. Contre toute attente, l'attitude de l'envoyé russe ne se ressentait nullement du revirement que le langage de Sprengtporten semblait annoncer. Le représentant de la France en était encore à attendre la visite de son collègue et son tour ne devait jamais venir. Tel jour, Krudener prétextait la nécessité de soustraire l'entrevue projetée à la curiosité de M. de Haugwitz et de ses policiers. « Ni chez vous ni chez moi », disait-il, et, comme en 1797, on prenait rendez-vous « au parc », où la saison d'hiver assurait en effet aux interlocuteurs une solitude pleine de discrétion. Mais, au dernier moment, une indisposition retenait le diplomate russe à son appartement, où, toujours accommodant, Beurnonville ne manquait pas d'accourir. Hélas ! encore, ainsi réunis, les deux augures constataient qu'ils n'avaient rien à se dire. Haugwitz lui-même désignait Sprengtporten comme mieux qualifié désormais que personne pour découvrir la pensée de son maître (1).

Il avait eu soin aussi de le faire précéder en France par le marquis de Lucchesini, pour surveiller de près la négociation franco-russe, qui paraissait décidément en passe d'être fixée là-bas (2). Krudener prétendait bien que le général n'était chargé d'aucune commission pour Paris et avait même défense de s'y rendre, mais était-ce croyable ? Le singulier est que l'envoyé russe pouvait croire ce qu'il disait et que, ce faisant, il ne se trouvait pas très loin de la vérité. Le départ de Panine mettait bien fin à l'antagonisme, qui avait partagé la direction des affaires étrangères dans son pays entre deux courants contraires ; mais Rastoptchine s'occupant surtout d'agiter des

(1) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 13 et 16 décembre 1800, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 155 et 165.
(2) Pour les instructions données à Lucchesini, voy. BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. II, p. 3 et suiv.

chimères en compagnie de son maître, le département tombait dans un désordre encore plus grand. De contradictoires qu'elles étaient précédemment, en plus d'une circonstance, les instructions adressées aux divers agents du service devenaient tout à fait inintelligibles. Mal renseigné donc au moment où il quittait Saint-Pétersbourg sur ce qu'on attendait de lui, Sprengtporten n'avait pas reçu, depuis, un supplément de lumières, et il ne s'en plaignait pas, heureux d'avoir ainsi les coudées plus franches. Aventurier, il allait à l'aventure.

VI

En France, on n'était naturellement pas mieux édifié sur le caractère et l'objet de cette mission. Envoyé au-devant du voyageur à Bruxelles, pour l'inviter à gagner la capitale, selon les indications de Beurnonville, le général Clarke éprouva une déception : Sprengtporten ne possédait de pouvoirs que pour prendre livraison des prisonniers et exprimer des assurances amicales. Il laissait supposer toutefois qu'il en recevrait prochainement de plus étendus et parlait dès à présent en homme nanti de la confiance particulière du tsar. Il blâmait sévèrement la conduite de M. de Krudener, qui, mieux conseillé, aurait été mis en mesure de traiter avec Beurnonville. Il disait avoir, de Berlin, envoyé des représentations en ce sens à son gouvernement; il prévoyait qu'on lui répondrait en l'accréditant lui-même pour négocier la paix et se montrait disposé à attendre cette désignation sur les rives de la Seine. A ces déclarations pleines de promesses, il mêlait cependant des propos et des procédés moins plaisants. La plus grande justice, la plus stricte loyauté présidaient, affirmait-il, à la conduite de Paul I[er]; mais ce souverain n'était pas à l'abri des préventions.

— Si vous avez un ennemi qui vous desserve, disait-il encore, vous pouvez dans l'instant et sans autre forme de procès perdre vos grades, vos emplois. Moi qui ai l'honneur de vous parler, qui agis pour l'empereur et d'après ses instructions, je puis perdre peut-être la confiance qu'il m'a témoignée. Je me flatte bien que ce ne sera pas, mais ce n'est pas impossible.

En même temps, Clarke était désagréablement impressionné en voyant que, pour prendre avantage sur lui, ce singulier négociateur essayait tour à tour de l'entretenir en anglais et en allemand et n'arrivait au français, langue qui lui était plus familière, qu'après s'être aperçu que son interlocuteur était plus habile aux deux autres que lui-même (1).

Tel quel, le voyageur fut cependant accueilli courtoisement et traité avec les plus grands égards. A Paris, il se montra enthousiaste pour la France, témoigna même de son goût pour le régime qu'elle avait adopté, au point de ne se servir pour sa correspondance que du calendrier républicain, et prit plus que jamais des airs d'ambassadeur. Il donna des bals et des fêtes et annexa à une de ses dépêches des couplets de circonstance, chantés par Mlle Crétu à l'Opéra italien, pendant une représentation de *Pierre le Grand* (2).

> L'avenir promet d'être heureux
> Et le destin vient à la France
> Avec un peuple généreux
> Rendre son antique alliance.

Chez le ministre de la guerre, mis en présence du vainqueur de Zurich, il faisait mine de lui tourner le dos et, se reprenant aussitôt, expliquait ainsi ce mouvement :

— Vous devez comprendre ma surprise, général, devant l'homme qui, depuis Charles XII, est le premier qui ait eu l'honneur de battre les armées russes.

(1) Clarke à Talleyrand, 10 décembre 1800 et rapport de même date du capitaine Girault, Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 14, 16-18. Cf. Tratchevski, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 662.

(2) Comédie en quatre actes, en prose, mêlée d'ariettes, paroles de Bouilly, musique de Grétry, représentée aux Italiens le 13 janvier 1790.



Il conféra avec Talleyrand, absorbé par la préparation du traité de Lunéville; avec Cobenzl, appliqué à disputer de son mieux sur le tapis vert un terrain perdu sur les champs de bataille, et avec Lucchesini, réduit à suivre anxieusement les progrès de cette négociation, ce qui, observait méchamment Kotchoubey, faisait une société de beaux garçons et d'honnêtes gens : « Lucchesini est borgne, Talleyrand boiteux et Cobenzl a un trou au front, que la maladie dont l'Europe est redevable à l'Amérique a opéré l'été dernier (1). » Il vit le Premier Consul, et son aplomb ne se démentant pas devant le grand homme, il arriva à se faire prendre au sérieux. Talleyrand lui adressa une note, dont l'objet était d'engager la Russie à intervenir entre la France et l'Autriche. L'empereur François II consentait à traiter en dehors de l'Angleterre et accordait à la République la frontière du Rhin; mais il demandait, en Italie, la limite de l'Oglio, ce qui rendrait impossible le rétablissement du roi de Sardaigne dans l'intégrité de ses États. En Allemagne, il proposait des combinaisons, qui empêcheraient pareillement de pourvoir au dédommagement de la Bavière et du Wurtemberg. Pour ces motifs, l'envoi d'un plénipotentiaire russe à Lunéville devenait nécessaire (2).

En même temps, Talleyrand répondait à Rastoptchine dans les termes que nous connaissons, et le même jour, 21 décembre 1800, pour la première fois, quoi qu'on en ait dit, le Premier Consul prenait lui-même la plume, pour adresser au tsar un appel personnel, où César parlant à Don Quichotte, il s'inspirait des informations recueillies sur le caractère et l'esprit du souverain. La réponse du ministre et le message de son chef se tiennent et se complètent. Bonaparte écrivait :

« J'ai vu avec grand plaisir M. le général Sprengtporten. Je l'ai chargé de faire connaître à Votre Majesté que, par des considérations politiques comme par des considérations

(1) A S. Vorontsov, automne 1800, *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 230.

(2) Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 3; note datée par erreur de vendémiaire an IX.

d'estime pour Elle, je désire voir promptement et irrévocablement réunies les deux plus puissantes nations du monde... Vingt-quatre heures après que Votre Majesté Impériale aura chargé quelqu'un qui ait toute sa confiance et qui soit dépositaire de ses spéciaux et pleins pouvoirs, les continents et les mers seront tranquilles; car, lorsque l'Angleterre, l'empereur d'Allemagne et toutes les autres puissances seront convaincus que les volontés comme les forces de nos deux grandes nations tendent au même but, les armes leur échapperont des mains, et la génération actuelle bénira Votre Majesté de l'avoir arrachée aux horreurs de la guerre et aux déchirements des factions... »

Faisant assaut d'imagination avec celui auquel il offrait ainsi le rôle d'arbitre dans les destinées du monde, il continuait sur ce ton et voyait déjà ses forces et les siennes unies pour écraser l'Angleterre, ressaisir la Méditerranée et partager l'Asie (1). Mais il songeait surtout à intimider l'Autriche, désarmer définitivement la coalition et mettre Don Quichotte au service de César.

Paul survivant, peut-être y eût-il réussi. Sprengtporten ne devait jamais recevoir les pouvoirs qu'il attendait, ou qu'il se donnait l'air d'attendre. Instruit de ce que le général faisait à Paris, Rastoptchine éprouva un vif sentiment de dépit. Cet impertinent hâbleur lui coupait l'herbe sous les pieds! Sans tarder, il lui adressa ce billet laconique : « Sa Majesté m'a ordonné de vous signifier que vous n'ayez à vous occuper qu'exclusivement des prisonniers de guerre et vous dépêcher de retourner en Russie dès que votre mission sera terminée. » Ainsi rappelé à l'ordre, Sprengtporten se borna à signer, le 9/20 mars 1801, avec Clarke, une convention qui rendait à la Russie 6 732 hommes, dont 134 généraux et officiers supérieurs (2). Mais Rastoptchine n'eut pas davantage l'agrément de

(1) Affaires étrangères, Russie, vol. CLX, fol. 26. Cf. SOREL, *l'Europe et la Révolution*, t. VI, p. 88. L'auteur suppose faussement que cette lettre a été confiée à Sprengtporten, qui aurait quitté Paris à ce moment. Au mois de mars suivant, le Finlandais s'attardait encore sur les rives de la Seine.

(2) F. DE MARTENS, *Recueil des Traités*, t. XIII, p. 255 et suiv. — Pour la



se substituer à ce négociateur trop entreprenant. Paul entendait rester maitre de la négociation et la diriger personnellement du fond de son cabinet. Le Premier Consul n'y perdait toutefois rien. Avant même d'avoir connu les propositions si flatteuses dont il devenait l'objet, Don Quichotte se précipitait dans la voie où on voulait l'engager, avec une fougue et un élan que les calculs les plus présomptueux n'auraient pas permis de prévoir.

VII

Docile aux suggestions de son ministre, par la ligne des neutres, recréée à ce moment même (1), Paul provoquait l'Angleterre, ce qui était déjà une façon de lier partie avec la France. Il ne pouvait s'empêcher à la vérité de mettre dans cette manœuvre l'étourderie et l'inconséquence, qui étaient la loi constante de tous ses mouvements. Malgré les objections de la sentimentale Marie Féodorovna, il invitait un des ligueurs, Gustave IV, à venir à Saint-Pétersbourg pour la ratification du nouveau pacte. « Eh quoi! gémissait l'impératrice, chaque chambre lui rappellera les serments d'amour prodigués à notre pauvre Alexandrine! » Paul passait outre; mais le roi n'était pas plus tôt redevenu son hôte, que le tsar prenait offense d'une plaisanterie innocente, ou, selon d'autres témoignagnes, du titre d'héritier de Norvège revendiqué par les souverains suédois et porté autrefois par les princes de la maison de Holstein (2). Une querelle en résultait, et, non content de congédier cavalièrement le royal

correspondance de Sprengtporten et son séjour à Paris, voy. *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, et SCHILDER, *Alexandre Ier*, documents annexés au vol. Ier, p. 341 et suiv.; WOENSKI, *Bonaparte et les prisonniers russes*, p. 13 et suiv.

(1) 16 et 17 décembre 1800, voy. ci-dessus, p. 458.

(2) Bourgoing à Talleyrand, Copenhague, 31 janvier 1801, Affaires étrangères, Danemark, vol. CLXXVII, fol. 34.



visiteur, l'irascible autocrate s'avisait de l'affamer en route, rappelant les officiers de bouche mis à sa disposition (1) !

Le 16 décembre 1800, il avait, pour le même objet, traité avec le Danemark. Quatre jours plus tard, mécontent de l'interprétation que le ministre de cette puissance, Rosenkranz, donnait aux engagements pris, il le chassait et rappelait de Copenhague son propre ministre, Lizakiévitch, qui venait d'y arriver (2).

Il se disposait néanmoins à repousser une attaque des Anglais et faisait état pour cela, à Kronstadt, de batteries, dont la construction, non commencée encore, réclamait des années. Il recommandait au commandant des forts de Salovki de « préparer une bonne provision de goudron, dont on se servirait bouillant contre les assaillants, et de poutres, pour les rouler dessus (3) ». Mais, à la même heure, il donnait à la France le meilleur gage de conversion qu'elle pût attendre de lui.

Il avait royalement traité Louis XVIII à Mittau et obligé la cour de Vienne à y renvoyer Madame Royale, écrivant à ce propos à l'oncle de la princesse : « Mon frère, la princesse vous sera rendue, ou je ne serai pas Paul Ier (4) ! »

En mai 1799 encore, il s'était vivement intéressé à l'entreprise fantastique de La Maisonfort et de Barras, pour la restauration de la monarchie, et avait chargé Vorontsov de réclamer le concours énergique de l'Angleterre pour ce dessein (5), qui se rattachait au projet d'invasion en France par la Franche-Comté et qui fut abandonné, parce que

(1) Mme Moukhanov, « Mémoires », *Archives russes*, 1878, t. I, p. 302. Cf. *Antiquité russe*, 1874, t. I, p. 504, et ci-dessus, p. 299.

(2) Bourgoing à Talleyrand, Copenhague, 20 janvier 1801, Affaires étrangères, Danemark, vol. CLXXVII, fol. 22.

(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 337; *Antiquité russe*, 1883, t. XXXVIII, p. 504-505.

(4) Choumigorski, *Paul Ier*, p. 145.

(5) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 3 juin 1799; Grenville à Whitworth, 26 juin 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIII, numéros 29 et 46. Cf. F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. IX (X), p. 426; E. Daudet, *les Émigrés et la seconde coalition*, p. 129 et suiv.



Barras se montrait trop exigeant. Il ne demandait pas moins de 10 millions de livres, la restauration faite, et 1 500 000 pour les premiers frais (1)!

Maintenant, le 18 décembre 1800, M. de Caraman recevait brusquement l'ordre de quitter Saint-Pétersbourg, non sans que, selon les apparences, Mme de Bonnœil ait joué un certain rôle dans cette disgrâce. Fille d'un vidangeur-équarrisseur de Bourges, cette aventurière avait déjà couru l'Europe et essayé ses talents de séduction et d'intrigue à la cour de Madrid (2). Quelques mois plus tard, arrivant à Berlin, elle devait se faire mérite auprès de Beurnonville des services rendus par elle à Saint-Pétersbourg. Elle se targuait de « l'amitié tendre » qui la liait à Rastoptchine, et elle insinuait que d'autres relations lui avaient permis, à la faveur d'entrevues fréquentes, d'exercer plus haut encore une influence utile à la cause française. A un âge difficile à définir, elle conservait quelques charmes et paraissait disposée à faire valoir ceux d'une fille qu'elle donnait pour sa nièce. Panine semble lui-même avoir goûté les uns ou les autres. Elle recevait à Berlin des lettres de l'ancien vice-chancelier et voyait M. de Krudener. Elle avait fait un séjour de quelque durée à Mittau et contracté à Madrid déjà une intimité étroite avec le duc d'Havré, qui lui livrait le secret de sa correspondance. Elle s'était ainsi trouvée en mesure de découvrir au tsar des particularités extrêmement compromettantes pour les agents de Louis XVIII à Saint-Pétersbourg, et, Paul faisant intercepter et déchiffrer la correspondance de M. de Caraman, la preuve s'y trouvait aussi des intelligences coupables entretenues par Panine avec la cour de Mittau (3).

(1) Whitworth à Grenville, Saint-Pétersbourg, 3 juin, 17 et 28 juillet 1799; Grenville à Whitworth, 26 juin 1799, *Record Office, Russie*, vol. XLIII, numéros 29, 46, 59 et 60.

(2) Voy. E. DAUDET, *Nouveaux récits des temps révolutionnaires*, p. 106, 137 et suiv.

(3) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 23 juin 1801, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXIX, fol. 95. Cf. E. DAUDET, *loc. cit.*, et *Revue des Deux Mondes*, 1885, 1er octobre, p. 551.



Des doutes restent permis sur la réalité, ou tout au moins l'efficacité de cette intervention, que certains contemporains en situation d'être bien informés ont ignorée, n'indiquant comme auteur du renvoi de M. de Caraman que Mme de Gourbillon ou le Père Gruber, gagnés tous deux par Bonaparte (1). L'événement était de toute façon très alarmant pour Louis XVIII. Faisant aussitôt appel en termes fort humbles à l'indulgence du tsar, le roi sollicita la permission de lui adresser un autre ministre; mais il ne fit que s'attirer, sous la signature d'un simple secrétaire, cette réponse annonciatrice d'autres disgrâces : « Sa Majesté ne doit pas intervenir en faveur de M. de Caraman, qui est un intrigant... L'empereur veut être maître chez lui. Il est fâché de rappeler au roi que l'hospitalité est une vertu et non un devoir. »

Paul ne daignait plus correspondre personnellement avec son royal hôte; mais au même moment, à la date du 18/30 décembre, sans avoir encore reçu la lettre du Premier Consul, il se décidait à écrire, lui premier, à « l'usurpateur ». Il gardait le verbe haut en lui faisant cette avance, mais ce n'en était pas moins une avance.

« Le devoir de ceux à qui Dieu a remis le pouvoir de gouverner les peuples est, disait-il, de penser et de s'occuper de leur bien-être. Je ne parle ni ne veux discuter ni des droits ni des principes des différents gouvernements que chaque pays a adoptés. Cherchons à rendre le repos et le calme au monde, dont il a tant besoin et qui semble être si conforme aux lois immuables de l'Éternel. Me voici prêt à vous écouter et à m'entretenir avec vous (2). »

Pour cette conversation, prenant toujours les devants, le tsar décidait d'envoyer à Paris un ambassadeur, qui ne serait cependant pas Rastoptchine, dont la présence paraissait indispensable à Saint-Pétersbourg et dont la docilité surtout

(1) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 181-182.

(2) F. de Martens, *Recueil des Traités*, t. XIII, p. 250 et suiv. — Lanfrey, *Hist. de Napoléon*, t. II, p. 217, a accusé Bonaparte d'avoir inventé cette lettre : « On s'est rarement moqué à ce point de la vraisemblance historique et de la crédulité des lecteurs. » Le compliment doit être retourné à l'auteur.



n'inspirait pas au maitre une confiance suffisante. Un intermédiaire étant nécessaire entre lui et Bonaparte, Paul voulait du moins qu'il fût insignifiant, et à cause de cela sans doute, il faisait choix de Kalytchov, rappelé de Vienne peu auparavant pour remplacer Panine. Ce ne serait qu'un organe de transmission. Paul comptait souffler à cet agent ses dires et ses gestes, et, en attendant, le tsar reprenait la plume, le 2/14 janvier, pour répondre à la lettre du Premier Consul, maintenant arrivée. Il le faisait en des termes beaucoup plus aimables, et il ajoutait à sa missive une apostille significative : ce même jour, le comte Fersen, gouverneur militaire de Mittau, mettait sous les yeux de Louis XVIII l'ordre ainsi conçu qu'il venait de recevoir :

« Vous notifierez au roi que l'empereur lui conseille de rejoindre son épouse à Kiel, le plus tôt possible, et de s'y fixer avec elle. »

Quelques semaines plus tard, après avoir renvoyé sans la décacheter une dernière lettre du malheureux prince, qui obéissait pourtant sans protester à l'injonction reçue, Paul supprimait la pension de 200 000 roubles qu'il lui avait servie jusque-là et sur laquelle l'exilé comptait pour assurer l'existence de ses serviteurs. « Je charge mon cousin le duc d'Aumont, écrivait-il en quittant Mittau, d'assurer ceux de mes serviteurs que je ne puis emmener avec moi que leurs traitements continueront à leur être payés... Il leur recommandera surtout de ne jamais oublier que je dois à Paul I[er] l'union de mes enfans et que, s'il me retire l'asyle qu'il m'avait donné, sa générosité me laisse les moyens de pourvoir à leur subsistance (1). » Le tsar préparait à ces nobles paroles un démenti éclatant; il passait avec armes et bagages du côté de la France républicaine; il s'en donnait l'air du moins.

(1) Extrait des dispositions de Louis XVIII avant son départ de Mittau, d'après un document conservé dans la famille Arséniév, *Antiquité russe*, mai 1911; Guilhermy, *Papiers d'un émigré*, p. 76 et suiv.; Pingaud, *les Français en Russie*, p. 223.



VIII

Ce n'était pas tout à fait ce qu'il voulait. Pour autant qu'il était capable d'en former un, son dessein réel était autre et il le découvrait dans la partie secrète des instructions rédigées pour Kalytchov. Grand seigneur du plus pur type moscovite, ce diplomate avait été envoyé à Vienne pour remplacer Razoumovski, parce qu'il détestait les Autrichiens que son prédécesseur était accusé de trop aimer; mais il n'aimait guère davantage les Français et avait la République en horreur.

Datées du 19 décembre 1800 (vieux style) (1), ses instructions ne révélaient rien du grand plan conçu par Rastoptchine et adopté par son maître. Paul en réservait le secret pour des communications plus directes, dont il n'entrevoyait peut-être pas bien encore le mécanisme et les instruments. Sans doute comprenait-il aussi, au moins vaguement, la nécessité d'un accord préalable sur les bases de cette alliance à laquelle il donnait déjà des gages, alors qu'on en demeurait toujours aux préliminaires les plus imprécis. Dans la partie officielle, les instructions se bornaient à développer la note impérieuse en cinq articles du 25 septembre. Paul reconnaissait le Rhin comme frontière de la France; il promettait moins formellement d'ouvrir ses États au commerce français et laissait au Premier Consul toute latitude pour en finir avec les Anglais comme il l'entendrait, sauf engagement d'accéder ultérieurement à la ligue des puissances du Nord. En retour, Bonaparte devait évacuer les autres territoires par lui occupés en Italie et ailleurs, restituer l'Égypte à la Porte et non seulement garantir la possession de Malte au nouveau grand maître

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. XXVII, XXIX, XXX et XXXIII; cf. *Archives russes*, 1874, t. II, p. 960 et suiv.

de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mais inviter tous ses alliés à lui en faciliter l'accès. Paul exigeait en outre le rétablissement, dans ses États, du nouveau pape, Pie VII, auquel il proposait à la même heure de chercher refuge en Russie (1). Exprimant le désir d'abaisser la maison d'Autriche, il permettait à Bonaparte de prendre une partie des domaines héréditaires, si âprement défendus par Thugut, pour les indemnités à accorder aux souverains d'Allemagne et au roi de Sardaigne, mais il excluait toute discussion, voire tout entretien, au sujet de la Pologne.

On observera que, attribuée à la France dans le grand projet de partage élaboré par Rastoptchine et approuvé par Paul, l'Égypte devenait ici l'objet d'une revendication au profit de la Turquie. La concession qu'il lui ferait sur ce point était apparemment, dans l'esprit du tsar, le moyen de gagner le Premier Consul à ce plan, où la Turquie devait être sacrifiée de toute manière, puisqu'il s'agissait de la détruire. Il n'est pas sûr, au surplus, que le ministre et son maître se soient très diligemment occupés d'accorder leurs combinaisons et leurs propositions successives.

La partie secrète des combinaisons était plus neuve. Paul commençait par y énoncer, comme condition *sine qua non* de tout accommodement avec la France, la reconnaissance du nouveau grand maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem — par l'Espagne. Même en se préparant à partager le monde avec César, le fou couronné ne lâchait pas sa marotte. Il faisait ensuite des prévisions pour la guerre qu'il était en train de se mettre sur les bras avec l'Angleterre et, en vue de cette éventualité, il prétendait obliger le Premier Consul à opérer enfin cette descente sur les côtes anglaises, que le grand homme annonçait depuis si longtemps, moyennant quoi, on lui accorderait un traité de commerce avantageux. Dans le domaine des chimères toutes les imaginations sont susceptibles de se rencontrer, le génie y coudoie fréquemment la

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 666.



folie, et Paul a pu ainsi avoir la vision du camp de Boulogne. Il a de même prévu l'empire. Après avoir insisté sur la nécessité qui s'imposait au gouvernement régulier, maintenant établi en France, de supprimer les clubs, les comités polonais et en général toutes les organisations s'occupant de la propagande des principes démocratiques, Kalytchov devait insinuer au Premier Consul le dessein de prendre le titre de roi et de rendre la couronne héréditaire dans sa famille.

C'était beaucoup dire et beaucoup demander, en donnant peu, — du moins de ce qui était à la disposition du requérant. Paul, à la vérité, prétendait que, de cette façon seulement le partage à deux de l'hégémonie européenne, ou mondiale, était réalisable; or, il en offrait généreusement la moitié, non sans retenir assurément *in petto* pour lui-même la part du lion. Entre Don Quichotte et César, la question des préséances ne pouvait être que tranchée avec une résolution égale par chacun d'eux — dans un sens opposé. Mais Paul expliquait en outre, de la façon suivante, les motifs dont il s'inspirait :

« Ne pas perdre de vue que mon intention est de rendre le repos à l'Europe et qu'en reconnaissant la France comme république et Buonaparte comme souverain, je prétends ôter le moyen à l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse de réussir dans leur système d'agrandissement, aussi et plus nuisible encore au bien-être général que les principes de la France révolutionnaire, et que finalement je préfère laisser exister une seule hydre que d'en voir naître et tolérer plusieurs. »

Au fond donc, le tsar ne renonçait pas à regarder la France révolutionnée comme un monstre, avec lequel seulement il jugeait à propos d'entrer en accommodement, pour éviter un plus grand mal. De même aussi, il persistait à faire de Malte le pivot de sa politique extérieure, y ajustant, sans nul souci de la logique, ses anciennes et ses nouvelles ambitions, ses préventions de la veille et ses sympathies naissantes. Écrivant au même moment à Krudener, il le chargeait de pressentir Beurnonville au sujet de cette île, à laquelle son cœur demeu-



rait attaché : y avait-il chance d'obtenir de la France qu'elle concourût à son recouvrement sur les Anglais et s'engageât à ne faire la paix avec eux qu'à cette condition? Si l'envoyé français consentait à seulement donner une promesse dans ce sens, Krudener pouvait, séance tenante, signer un traité de paix dans la forme que le cabinet de Paris désirait donner à cet instrument (1).

Le scénario diplomatique mis en action pour le rapprochement avec la France devenait ainsi une sorte de pièce à tiroir extrêmement compliquée, et, comme Krudener à Berlin, Kalytchov à Paris était l'homme le moins capable d'en éclairer le sens et d'en faciliter le dénouement. Il semblait fait, au contraire, pour embrouiller encore davantage ce thème déjà si confus. Paul lui-même le traitait précisément de « brouillon », et Panine même le jugeait « au-dessous d'une grande mission (2) ». Avec un formalisme étroit, il apportait à son nouveau poste, entières et intransigeantes, toutes ces idées et toutes ces répugnances de la veille, dont Paul et Rastoptchine cherchaient à se dégager au moins partiellement. Il admettait à la rigueur qu'on fît la paix avec la République, mais s'allier avec elle lui paraissait de la dernière inconvenance, indépendamment des avantages qu'on pouvait attendre de cette combinaison et qu'il estimait fort aléatoires. Paul le croyait docile, parce qu'il était borné; mais il était aussi têtu et se proposait donc de ne rien faire pour aplanir les difficultés qu'il ne pouvait manquer de rencontrer dans l'accomplissement de son mandat. Or, il allait trouver, pour ce jeu, un auxiliaire discret mais résolu, — dans la personne du marquis de Lucchesini, qui, lui, avait mission d'empêcher et une paix et une alliance, où la Prusse désespérait de trouver son compte (3). Voyageant en outre

(1) Beurnonville à Talleyrand, 3 janvier 1801, Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 243.

(2) *Archives Vorontsov*, t. XI, p. 75, 149.

(3) Voy. sa correspondance chez BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. II, p. 3 et suiv., et mieux aux Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 303 et suiv., où cette correspondance, interceptée et déchiffrée, se trouve presque au complet.

avec une suite nombreuse et une lenteur majestueuse, l'ambassadeur de Paul n'arrivait à destination qu'au lendemain de la paix de Lunéville, signée le 9 février, et cet événement modifiait considérablement les dispositions que le Premier Consul avait précédemment fait connaitre à Saint-Pétersbourg.

César ne gardait plus les mêmes raisons de se jeter en quelque sorte à la tête de Don Quichotte, en demandant son concours. Il pouvait, au contraire, s'attendre à être sollicité, et il n'était plus aussi pressé. L'Autriche mise hors de combat, le continent le laissait au repos, et, sur mer, les menaces de l'Angleterre visaient, pour le moment, plutôt la Russie et ses alliés. Les situations respectives se trouvant changées, les rôles devaient aussi être intervertis, et il y paraissait en effet. Coup sur coup, le 2 et le 15 janvier 1801 (vieux style), Paul adressait à l'homme, si dédaigneusement traité naguère, deux autres lettres, plus pressantes encore que celle qu'il avait reçue de lui et presque suppliantes, l'adjurant d'entreprendre quelque chose contre « l'ennemi commun (1) ». Il voulait dire l'Angleterre, et déjà, avant tout traité, il se découvrait une communauté d'intérêts et d'armes avec « l'usurpateur ». Mais, à son tour, il lui fallait attendre la réponse. Le 27 février seulement, le Premier Consul y mettait la main, et de quelle façon ! En style d'ordre du jour, faisant droit au vœu du tsar, il esquissait le projet d'une descente en Angleterre, mais il en dictait les conditions : jonction de la flotte russe de la mer Noire avec les escadres française et espagnole dans les eaux de la Sicile ; envoi d'un corps d'armée russe ou prussien dans le Hanovre « pour ne mettre aucun doute à la fermeture de l'Elbe et du Weser ». Avant que l'alliance fût conclue, il y prenait le commandement, et, en outre, signalant la présence de Murat et de sa division sur la frontière de Naples, il invitait Paul à s'employer de ce côté, pour que Ferdinand IV « se conduisît bien »,

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 415-416.



c'est-à-dire fermât ses ports aux Anglais (1). De ménager le protégé du tsar, il ne marquait nullement l'intention et n'en laissait deviner non plus aucune à de Gallo, qui, précédant Kalytchov à Paris, avec l'idée de participer à la négociation que cette ambassade annonçait, se heurtait à la résolution bien arrêtée de l'en exclure. Les affaires italiennes devaient, lui disait-on, être traitées en Italie, et Murat en compagnie d'Alquier, qui lui était adjoint comme plénipotentiaire, avait mission de régler celles de Naples, pacifiquement ou à la pointe de l'épée (2).

Tout cela ne répondait évidemment pas à ce que l'ambassadeur du tsar ou ce souverain lui-même attendaient, et, arrivant à Paris dans les premiers jours de mars, Kalytchov jugeait nécessaire de débuter par une protestation, qu'il rendait passablement hargneuse, au sujet du traitement infligé à Sa Majesté des Deux-Siciles et à son représentant (3). Il entrait cependant en conférence avec Talleyrand, mais se trouvait aussitôt en dissentiment avec le ministre, même sur l'objet du débat à entamer. Comme précédemment à Berlin et toujours, depuis ses premiers essais de raccommodement avec la Russie, le gouvernement français entendait traiter séparément de la paix à conclure entre les deux puissances, sans y mêler les questions se rattachant à la pacification générale. Comme Krudener et Panine avant lui, Kalytchov voulait lier les deux négociations. A l'exemple aussi de ses collègues russes, dans l'acte même de réconciliation il prétendait introduire un article, qui obligeât les deux États à « mettre l'ordre social sous une sauvegarde inviolable » et à « interdire la propagande des principes contraires à leurs institutions respectives ». Talleyrand acceptait maintenant cette clause, à la condition qu'elle serait comprise dans tous les traités ultérieurement négociés par les deux pays avec les autres États

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 38.
(2) Talleyrand au marquis de Gallo, 3 février 1801, Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 90, copie.
(3) *Ibid.*, vol. CXL, fol. 98.



d'Europe, et Kalytchov se dérobait : il n'avait pas d'ordres pour consentir à cette extension. On se rejetait sur le problème de la pacification générale et la conversation prenait le même tour. L'ambassadeur mettait en première ligne, sur ce point, la demande de garantie pour Malte, avec l'engagement de la part de la France d'en faire aussi une condition *sine qua non* de tout accommodement avec l'Angleterre. — « Accordé ! répondait Talleyrand, mais vous unirez vos forces navales aux nôtres pour reprendre l'île aux Anglais. » Et de nouveau Kalytchov n'avait pas d'ordres.

Il en avait, par contre, pour réclamer l'évacuation de l'Égypte, et, intervenant au débat, le Premier Consul se récriait : « Le prix du sang le plus pur de France ne pouvait être abandonné (1) ! »

De ce train, la négociation n'avait pas grande chance de progresser. Eu égard à la fièvre qui le possédait, Paul lui eût sans doute imprimé, de façon ou d'autre, une allure plus vive ; mais le malheureux souverain n'avait plus que quelques jours à vivre, et, au milieu de la crise déterminée par sa mort, Kalytchov fut laissé à ses inspirations. Il put continuer son manège, qui était d'ergoter à tout propos, de buter à tous les obstacles et d'en référer à sa cour pour chaque détail.

Effarouché, en même temps, par la compagnie de soudards, de parvenus, de défroqués et de sans-culottes où il se voyait introduit, ce descendant de boïards ne se laissait nullement amadouer par les honneurs presque royaux dont on l'y entourait. Écrivant à sa femme après une entrevue avec le Premier Consul, il daignait reconnaître qu'il avait eu affaire à « un grand homme », mais aussitôt après il rédigeait ce bulletin à l'adresse de Rastoptchine : « Jusqu'à présent, je ne vois rien que d'insidieux et de louche dans leur conduite avec nous, beaucoup de paroles et de politesses, mais aucun

(1) Procès-verbaux des conférences, Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 99 et suiv., voy. aussi, *ibid.*, fol. 56, une note de Talleyrand à Kalytchov, datée par erreur du 16 pluviôse an IX (5 février 1801) et se rapportant à mars.



empressement à faire ce que nous exigeons (1). » Par contre, entrant bientôt en contact avec les débris de l'ancienne aristocratie française en voie de reconstitution, il se sentait autrement à l'aise dans ce milieu et en était porté à accentuer encore, dans ses rapports avec le monde officiel, une raideur qui frisait l'insolence et ne tardait pas aussi à lui attirer, de la part de Talleyrand, ce rappel à l'ordre, sévère mais mérité :

«... Il a été pénible de remarquer que le ton général des notes remises par M. de Kalytchov et de toutes les pièces de la négociation ouverte avec Son Excellence n'est pas celui qui est d'usage entre des États indépendants (2). »

Mais ces péripéties appartiennent à l'histoire du règne d'Alexandre Ier. A la date de la note précitée, Paul était mort et le Premier Consul décidait d'expédier à Saint-Pétersbourg un homme de confiance, qui rendrait le nouveau souverain juge de la conduite tenue par l'ambassadeur qu'avait si malheureusement choisi son prédécesseur. Jusqu'à ce moment la négociation, où cet envoyé figurait de façon si peu complaisante, n'avait pas avancé d'un pas; mais, sans la Russie ou même contre elle, Bonaparte avait réglé quelques-unes des questions qui s'y trouvaient engagées, — en renvoyant notamment le marquis de Gallo en Italie et en lui faisant signer à Florence, le 28 mars, un traité, où Naples devait céder sur tous les points.

L'homme de confiance chargé de porter plainte contre Kalytchov était Duroc, qui a passé jusqu'ici assez généralement pour s'être employé à concerter avec Paul une expédition dans l'Inde. Mais, à la date de son départ pour la Russie, Paul ne vivait plus et on le savait à Paris! A une époque antérieure, en dehors de l'échange de lettres que nous connaissons et des conférences si stériles entre Talleyrand et Kalytchov, le tsar et le Premier Consul se sont-ils, par quelque

(1) *La famille Kalytchov*, p. 363; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 670. Cf. même recueil, t. LXX, p. 41 et suiv., et Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 110 et suiv.

(2) Talleyrand à Kalytchov, 11 avril 1801, Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 141.

autre voie, acheminés à une entente plus efficace? Le fait a paru mis hors de doute par un passage de l'exposé de motifs de la loi, portant approbation du traité du 8 octobre 1801 entre la France et la Russie. Il y est dit : « Le Premier Consul se décida à établir entre Sa Majesté et lui une correspondance directe, qui, en donnant lieu de part et d'autre aux communications les plus franches et les plus étendues, eût aplani bientôt toutes les difficultés et conduit aux plus grands résultats (1). »

Une *correspondance directe*? Ce que nous en avons mis sous les yeux du lecteur est loin de répondre à des espérances aussi flatteuses et c'est tout ce que les archives nous en ont conservé. D'autres communications ont-elles été échangées entre les gouvernants des deux pays? Nous n'oserions affirmer le contraire. Le « secret du tsar » a pu être mieux gardé que celui du roi. Ce que nous savons, toutefois, des faits et gestes de Paul pendant les derniers mois de sa vie semble contredire, sinon le fait d'une négociation subsidiaire dont le mystère et la preuve documentaire nous échapperaient, du moins la possibilité d'un accord qu'elle aurait servi à établir où seulement à préparer.

Après la paix de Lunéville, à une date qui ne se laisse pas préciser, mis de nouveau en veine de remanier la carte du monde, ou peut-être simplement engagé par les embarras de sa situation à amuser ainsi la fantaisie du maître, Rastoptchine a bien soumis à Paul, minuté de sa main, un second mémoire dévidant des combinaisons à grande envergure. Elles portaient, cette fois, sur le partage non plus de la Turquie mais de la Prusse. Panine était loin. S'attribuant « toute la Prusse occidentale avec tout le pays au delà jusqu'à la Vistule », la Russie accordait à Frédéric Guillaume, comme dédommagement, l'électorat du Hanovre ou le duché de Brunswick, à son choix, avec la principauté de Hildesheim et les mines du Hartz. Rastoptchine estimait que, préoccupé

(1) Voy. Tratchevski, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 703.



uniquement d'anéantir la puissance anglaise, Bonaparte consentirait à tout, et, « au bout de quelques années, la Russie se verrait la puissance prépondérante sur terre et sur mer. Maîtresse des plus belles côtes de la Baltique,... elle dominerait la Prusse, le Danemark et la Suède. L'Autriche n'oserait pas remuer. L'Italie s'occuperait de jouir du calme qu'elle devrait à l'empereur et lui, spectateur de la guerre à mort entre la France et l'Angleterre, réglerait seul les destinées de toutes les puissances de l'Europe (1) ».

Mais rien n'indique que ce projet ait fait l'objet d'une communication adressée au Premier Consul et on admettra difficilement qu'il ait pu servir de base à un accord auquel Bonaparte aurait eu l'intention de participer. D'autre part, recevant Kalytchov à dîner, le 28 mars 1801, le Premier Consul a tenu à l'ambassadeur un langage, qui semble exclure l'existence, à cette date, de tout concert réalisé ou seulement en voie de réalisation entre lui et le tsar. Il a parlé à l'ambassadeur du besoin qu'il avait, précisément, d'entrer en relations avec son maître, en dehors des tractations officielles, qui ne donnaient pas de résultat. « Si je pouvais, disait-il, avoir le moyen de m'entretenir avec lui, nous aurions bientôt fait de régler de concert nos mesures (2). » Or, à cette date, Paul était mort, sans avoir rien fait qui facilitât l'entente désirée de part et d'autre, ou y conduisît.

Après avoir lu la lettre où le Premier Consul semblait entrer dans ses vues ambitieuses, le tsar, au rapport d'un témoin, se faisait apporter une carte de l'Europe, la pliait en deux, se passait la main sur le crâne et disait : « C'est comme cela seulement que nous pouvons être amis (3)! » Mais il s'en tenait au geste.

Il décrétait bien et mettait en exécution une expédition

(1) Pièce trouvée par les Français à Moscou. Voy. SCHILDER, *Alexandre Ier*, Appendice du vol. Ier, p. 285.

(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XL, p. 80 et suiv. Cf. même recueil, t. LXX, p. 42 et suiv., et SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 117.

(3) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 417.

dans l'Inde. De concert avec Bonaparte? On l'a dit. On a même produit un plan de campagne, qui, envoyé de Saint-Pétersbourg à Paris, aurait été retourné à son lieu d'origine avec des annotations du Premier Consul et des demandes de renseignements supplémentaires, auxquelles Paul aurait répondu (1). La coopération des troupes françaises et russes y est prévue et combinée dans tous les détails. Cette pièce et d'autres encore, avec la correspondance s'y rapportant, ont pu certainement échapper à la connaissance de Sprengtporten et de Kalytchov et ne laisser aucune trace dans les dépôts officiels. Mais que d'objections! Qui a porté le plan en question à Saint-Pétersbourg? Duroc, disent ceux qui ont mis le document au jour. C'est impossible. Les instructions qui ont été données à cet officier ne font aucune mention d'une telle commission et elles portent la date du 24 avril, postérieure d'un mois à la mort de Paul (2).

Y a-t-il eu erreur sur la personne du messager? Divers agents ont, de janvier à mars 1801, circulé entre Saint-Pétersbourg et Paris : le major Tiesenhausen qui, en février, apportait au Premier Consul une lettre du tsar; le grand veneur Levachov, qui, au cours des négociations pour la paix de Lunéville, arrivait à Paris pour plaider la cause du roi de Naples (3) ; d'autres peut-être encore que nous ne connaissons pas. La difficulté est de situer historiquement le « concert », qu'ils auraient aidé à former. Elle paraît insurmontable.

(1) Publié en 1845 dans les *Mémoires* du comte DE STEDINGK, t. II, p. 6-8, et plusieurs fois reproduit depuis, plus complètement par DUBOIS DE JANCIGNY et par KARATYGUINE. Voy. *Antiquité russe*, 1873, t. VIII, p. 401 ; cf. *ibid.*, 1876, t. XV, p. 216 et suiv.

(2) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 114.

(3) BIGNON, *Hist. de France*, I, p. 379-380.

IX

Bonaparte pensait certainement à cette expédition, et il n'avait pas besoin que Paul lui en suggérât l'idée. Tout le monde y pensait autour de lui et on s'en était préoccupé en France bien plus anciennement. En 1776, Necker avait refusé des subsides pour une tentative dans ce sens. En 1782, Louis XVI avait adopté le dessein d'une campagne, qui visait la destruction de Bombay (1). Plus récemment, en novembre 1799, l'Alsacien Nagel, ancien compagnon d'armes de Suffren et mari d'une institutrice de deux grandes-duchesses de Russie, avait présenté à Talleyrand un projet « pour porter un grand coup à la puissance anglaise dans l'Inde (2) ».

Bonaparte a eu certainement connaissance de ce dossier, et, s'en inspirant, il n'a sans doute pas manqué de faire état des perspectives que le rapprochement franco-russe ouvrait de ce côté. Encore fallait-il que ce rapprochement devînt un fait accompli. Sujet, lui aussi, aux emportements, le grand homme aurait-il devancé, sur ce point, la marche trop lente, à son gré, des négociations engagées avec Kalytchov? A Sainte-Hélène, O'Meara a recueilli de sa bouche une affirmation, qui semble péremptoire : « Si Paul Ier avait vécu, vous auriez déjà perdu l'Inde. Nous avions formé ensemble le projet de l'envahir (3). » Mais que vaut ce témoin? Et, fussent-ils fidèlement rapportés, que valent de tels propos devant le témoignage irrécusable des faits ?

(1) Voy. Barbé, *le Nabab René Madec*, passim.

(2) Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 115. — Ranke (*Forschungen zur Brandenb. preuss. Geschichte*, t. V, p. 485-486) a déjà observé que, dans ses desseins les plus hardis, Bonaparte n'était que l'héritier de la Révolution, ou même de la monarchie. Voy. aussi Bochholz, « Die Napoleonische Weltpolitik », *Preussische Jahrbucher*, 1896, t. LXXXIV, p. 385 et suiv.

(3) O'Meara, *Napoléon en exil*, t. I, p. 384.

A la fin de février 1801, Lucchesini croyait savoir que le Premier Consul se livrait à des études pour cet objet (1). Mais en tant qu'il ne s'agissait que d'études et de projets, le fait n'avait rien de mystérieux ni d'inquiétant pour personne. Toutes les chancelleries d'Europe en étaient averties, mais l'Angleterre elle-même n'en concevait aucune alarme (2). Pourquoi? Parce que, dans la forme qu'ils prenaient maintenant à Paris, ces projets étaient subordonnés à une condition qui n'apparaissait pas seulement de réalisation problématique : sur ce point particulier, le concert franco-russe se trouvait déjà hors de cause.

A Paris, à la fin de février, Bonaparte recueillait encore des renseignements, consultait des cartes, établissait des calculs ; à Saint-Pétersbourg, dès le 12 janvier (vieux style), Paul avait envoyé au commandant des cosaques du Don, l'ataman Orlov, l'ordre de concentrer ses troupes à Orenbourg et de marcher *immédiatement*, par Khiva et Bokhara, sur l'Indus, pour attaquer les établissements anglais (3). Ceci avec l'assentiment du Premier Consul et d'après un plan concerté avec lui.

La date seule de l'événement suffirait à infirmer cette supposition : il a précédé l'échange des premiers messages entre les deux chefs d'État. Mais, en outre, Bonaparte n'était pas fou, et le caractère même de l'expédition ainsi décrétée ne permet pas d'admettre qu'il ait pris part à sa préparation.

Elle ne se trouvait pas préparée du tout! Orlov était mis en mouvement sans aucun essai préalable d'entente avec les souverains asiatiques, dont il aurait à traverser les domaines, sans aucun examen des ressources qu'il pourrait utiliser dans ces pays, sans nulle constitution d'approvisionnements, de matériel de campement ou d'ambulances, sans argent et même sans feuille de route! Les cartes mises à sa disposition

(1) A Fr. Guillaume, Paris, 27 février, Affaires étrangères, Prusse, volume CCXXVIII, fol. 395.

(2) Minto, *Life and Correspondence*, t. III, p. 214.

(3) Cinq lettres de Paul au général Orlov se trouvent conservées aux Archives du ministère russe de la Guerre, Section scientifique, 1re division, numéro 982.



s'arrêtaient à Khiva! Et cependant, Paul prescrivait à cet officier de pousser jusqu'au Gange, en occupant fortement au passage la Bokharie, « pour qu'elle ne tombât pas aux mains des Chinois (1) » !

Il divaguait toujours, et ramassait déjà en imagination « toutes les richesses du Bengale ». L'imagination de Bonaparte ne travaillait pas de la même façon.

Les ordres qu'il recevait étant formels, Orlov se mit en campagne, sans même probablement que le Premier Consul en fût averti. L'*ataman* emmenait 22 507 hommes, avec une artillerie composée de 12 obusiers et de 12 canons. Il était seul à connaître le but de cette mobilisation, que les femmes cosaques prenaient pour une sorte d'exil imposé aux *Dontsy*, ou une « promenade désagréable », qu'on leur infligeait à titre de châtiment. Elles voulaient suivre avec leurs enfants et beaucoup le firent. Assez rude cette année, la saison d'hiver fit endurer aux participants de l'expédition d'effroyables épreuves; la moitié d'un régiment faillit se noyer à la traversée du Volga, et, en atteignant l'Irghiz sur le versant asiatique, Orlov avait perdu une grande partie de ses chevaux et se trouvait sans un kopeck (2). Survenant à ce moment, la mort de Paul le sauva. Le premier soin d'Alexandre Ier fut de rappeler les malheureux Cosaques, qui étaient loin encore non seulement du Bengale mais de la Bokharie.

En arrivant deux mois plus tard à Saint-Pétersbourg, Duroc écrivait au Premier Consul : « Paul était bien revenu sur le compte des Français; il était enthousiaste de vous et vous aimait beaucoup. Il ne faisait que parler de ce que vous faisiez et entrait dans les moindres détails à votre sujet (3). » Son enthousiasme et sa tendresse n'ont cependant pas notoi-

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 417 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 419. Cf. BATORSKI, « le Projet d'expédition dans l'Inde », *Recueil de documents sur l'Asie*, vol. XXIII; *Matériaux pour l'hist. de l'armée du Don*; *Travaux du comité de statistique de l'armée du Don*, 1867 et 1874; *Recueil militaire*, 1860, numéros 8 et 9.

(3) 29 mai 1801, Affaires étrangères, Russie, vol. CXL, fol. 172.



rement engagé le tsar à prendre conseil du grand homme de guerre pour cette sotte et criminelle équipée.

Jusqu'à une époque très récente, le même projet d'invasion dans l'Inde a continué de hanter les esprits au même lieu; en 1801, il n'a pas été concerté avec la France et n'a pas reçu ne fût-ce qu'un commencement d'exécution sérieuse. Paul n'était plus en état de penser et d'agir sérieusement.

Il donnait des ordres absurdes, signait des décrets insensés et se préparait à guerroyer en compagnie de Bonaparte, — en créant des armées, qui n'existaient que sur le papier. Il poursuivait aussi, sur la mappemonde, le travail de découpage dont Rastoptchine lui avait donné le goût. A la fin de mars, impatienté par les tergiversations de Kalytchov, Bonaparte eut encore recours à sa tactique favorite : brusquement, il s'adressa à Sprengtporten, déclarant que, sauf pour l'Égypte, il acceptait toutes les conditions du tsar. Il demandait seulement, en échange, son concours actif pour une attaque de l'Angleterre par la Belgique, une démonstration sur les côtes d'Irlande et une tentative du côté de l'Inde, pour laquelle évidemment aucun concert n'existait. Le Premier Consul songeait à l'entreprendre par l'Égypte (1). Mais Paul n'eut plus le temps de recevoir la proposition et on peut douter qu'il l'eût acceptée. Avant de mourir, obéissant à des suggestions qui lui venaient de Berlin, le tsar avait conçu un nouveau projet de partage, et il s'était avisé d'en faire l'objet d'un ultimatum, adressé à l'homme dont il recherchait l'alliance!

Il donnait à la Bavière Salzbourg, Bamberg et Berchtesgaden; au Wurtemberg le bas Pfalz, Münster et Hildesheim; au Danemark Hambourg, et le Hanovre à la Prusse, mais en obligeant cette puissance à occuper immédiatement le duché. Le 2/15 mars 1801, des courriers étaient envoyés à Paris et à Berlin avec l'avis de cette décision. Le lendemain, il fallait en expédier d'autres : le tsar avait oublié la Suède, à

(1) Rapport de Sprengtporten, Paris, 16/28 mars, *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. LXX, p. 93.



laquelle, s'en ressouvenant, il voulait accorder Lübeck. Le duc-évêque du lieu recevrait en compensation Bonn, ou la principauté de Werden (1). Le cabinet de Berlin était sommé de donner son consentement sur l'heure. Comme il tardait, ordre à Krudener de quitter son poste si, dans les vingt-quatre heures, le Hanovre n'était occupé par les Prussiens; ordre à Kalytchov d'inviter le Premier Consul à procéder de son côté à cette occupation (2).

Divagation et délire. Non plus dans l'intimité discrète des chancelleries, mais dans le grand jour de la presse périodique, Paul livrait, en même temps, à l'étonnement des contemporains le témoignage du désordre grandissant de ses facultés mentales.

X

Avant d'en être arrivé à vouloir partager le monde avec Bonaparte, il avait laissé croire à son entourage qu'il songeait sérieusement à provoquer « l'usurpateur corse » en combat singulier. Il avait choisi le lieu de la rencontre et désigné ses témoins. Maintenant, il réclamait la plus large publicité pour un autre cartel de même genre, adressé cette fois à ses compagnons d'armes de la veille. Comme l'ont supposé les apologistes du souverain, ce n'était sans doute encore qu'une plaisanterie, mais dont la pointe paraissait dirigée par l'auteur contre lui-même, en un curieux réflexe moral : réveil de conscience, accompagné d'un besoin

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe,* t. LXX, p. 58.

(2) *Ibid.*, t. LXX, p. XL. Pour la politique extérieure des derniers mois du règne de Paul un document capital se trouve dans les procès-verbaux *(Précis et exposés)* des conférences tenues à Saint-Pétersbourg, du 13 février au 23 mars 1801, avec les ministres des cours étrangères. Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie, numéros 6-20.



d'autoflagellation, mais mêlé encore à un prolongement de fantaisie démente.

Dû à la plume de Kotzebue, le récit de cet incident présente des obscurités et contient quelques erreurs de détail, qui ont permis de révoquer en doute l'ensemble des faits rapportés par le publiciste allemand. L'essentiel en est cependant confirmé par d'autres témoignages et échappe à toute incertitude. Kotzebue venait de rentrer de Sibérie, où il avait été envoyé dans les conditions que l'on connaît, quand, le 16 décembre 1800 (vieux style), il fut mandé d'urgence chez le gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, comte Pahlen. Il se crut en passe d'être renvoyé aux environs de Tobolsk, s'il ne lui arrivait pis, et sa femme se trouva mal; mais le couple fut promptement rassuré. Avec un sourire énigmatique, Pahlen expliqua à l'écrivain que l'empereur avait décidé de lancer un défi à tous les souverains d'Europe et à leurs ministres, s'offrant à les combattre en champ clos, dans une sorte de tournoi. Il avait fait choix de Kotzebue pour la rédaction de ce cartel, qui serait publié dans tous les journaux. Thugut devait y être visé particulièrement, et le général Golenichtchev-Koutousov avec Pahlen lui-même indiqués comme témoins du tsar. Sa Majesté attendait avec impatience le texte, qu'il était donc nécessaire d'établir séance tenante.

Remis de sa frayeur mais très embarrassé, Kotzebue fit ce qu'on lui demandait. Son travail ne fut cependant pas agréé. Le ton n'en était pas assez « raide ». Il recommença, et fut, cette fois, appelé chez l'empereur qui, mal satisfait encore, lui expliqua ses intentions :

— Vous connaissez trop le monde, pour n'y pas suivre les événements politiques courants. Vous savez quel rôle j'y ai joué. J'ai fait souvent des sottises (1). La justice veut (en riant) que j'en sois puni, et, pour cela, je me suis imposé une pénitence : je veux que ceci soit inséré dans la *Gazette de Hambourg* et dans d'autres journaux. »

(1) « Ich habe mich dumm vernommen. » Le souverain parlait allemand.



Paul avait rédigé lui-même, en français, un entrefilet ainsi conçu :

« On apprend de Saint-Pétersbourg que l'empereur de Russie, voyant que les puissances de l'Europe ne peuvent s'accorder entre elles et voulant mettre fin à une guerre qui les désole depuis onze ans, veut proposer un lieu, où il invitera tous les souverains de se rendre et y combattre en champ clos, ayant avec eux pour écuyer, juge de camp et héraut d'armes leurs ministres les plus éclairés et leurs généraux les plus habiles, tels que Thugut, Pitt, Bernstorff, lui-même se proposant de prendre avec lui les généraux Pahlen et Koutousov. On ne sait si on doit y ajouter foi; toutefois, la chose ne paraît pas destituée de fondement, en portant l'empreinte de ce dont il a été souvent taxé. »

En lisant ces derniers mots, Paul rit à gorge déployée, et, demandant à Kotzebue une traduction allemande du factum, il discuta longuement sur l'interprétation exacte du membre de phrase : « dont il a été souvent taxé. »

Le lendemain, le traducteur reçut une tabatière garnie de diamants (1) et Pahlen envoya le texte allemand à un commerçant de Hambourg, qui, en produisant une lettre du gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, réussit à obtenir, dans la gazette du lieu, une insertion d'abord refusée (2). Elle parut le 16 janvier (vieux style), et le mois suivant, 19 et 27 février (vieux style), les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, n° 16, et les *Nouvelles de Moscou*, n° 17, publièrent l'entrefilet que voici :

« Enfin, on a découvert ce que signifie la nouvelle, publiée le 30 décembre dernier dans les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, n°s 24 et 34. Le mystère est éclairci. Cette nouvelle que personne n'a comprise a été extraite d'une lettre adressée à Copenhague par l'ancien envoyé danois à Saint-Pétersbourg, Rosenkranz, qui a raconté qu'à Noël, étant à table, l'empe-

(1) Kotzebue, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 144.

(2) Beurnonville à Talleyrand, Berlin, 24 janvier 1801; Affaires étrangères, Prusse, vol. CCXXVIII, fol. 277.

reur avait dit : « Ce serait très bien si les souverains déci-
« daient de régler leurs différends, à l'exemple des anciens
« chevaliers, en champ clos. » C'est sur ces paroles que l'envoyé danois a fondé le récit qu'il a expédié à Copenhague. La lettre a été interceptée ; l'empereur a ordonné d'en publier un extrait dans les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* et de l'envoyer à tous les ministres, auprès des cours étrangères. En même temps, Sa Majesté ordonnait au ministre danois de quitter Saint-Pétersbourg. »

Les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* du 30 décembre portaient le n° 104, et, ni à cette date ni à aucune autre, le récit incriminé n'y avait paru. Ayant regret et honte de l'arlequinade, par laquelle il s'était exposé aux quolibets du public européen, Paul cherchait maladroitement à donner le change à l'opinion, et, non moins gauchement, en mêlant l'envoyé danois à l'aventure, il imaginait justifier le renvoi du ministre.

Dans ce qu'il disait ou faisait, tout n'était plus guère que déraison constante. Parmi les actes auxquels il a attaché son nom pendant cette période de sa vie, un seul porte, de certaine façon, la marque d'une volonté intelligente, — et c'est un autre retour au programme de Catherine II, en même temps qu'une répudiation formelle des idées et des principes que le fils de la grande souveraine prétendait lui opposer.

Il avait, à son début, condamné et flétri violemment la politique d'expansion et d'annexions. Par un manifeste du 18 janvier 1901 (nouveau style), il proclama la réunion à la Russie des provinces géorgiennes. La mesure était présentée comme rendue nécessaire par les discordes qui désolaient le pays, y divisant la famille régnante elle-même ; par l'impossibilité où elles le mettaient de pourvoir à sa défense ; et par les appels désespérés du tsar Georges à l'intervention du gouvernement russe. En Pologne et ailleurs, Catherine avait invoqué des raisons, ou des prétextes, analogues, et, ordonnée par elle, l'expédition de Perse répondait elle-



même au vœu des Géorgiens d'être assistés contre leurs voisins. A son avènement, Paul s'était hâté de rappeler le corps de Valérien Zoubov; mais, en Géorgie comme en Perse, les événements avaient suivi leurs cours naturel et l'annexion en devenait la conséquence.

C'était un autre engrenage. La Russie avait peut-être mieux à faire que d'y engager, excentriquement, des ressources qu'elle aurait pu employer plus utilement dans ses propres foyers; mais, pas plus que Catherine qui l'approuvait, Paul, en la réprouvant, n'a pas cherché à rompre avec cette politique.

Il assurait aux Géorgiens le respect de leurs droits, privilèges et propriétés. Dans les rapports des conquérants russes avec les peuples conquis, cette garantie était de style, et Catherine avait, elle aussi, suivi, à cet égard, une ancienne tradition. Paul restait dans l'ornière sur ce point. Dans l'ensemble cependant, en tant qu'il se mêlait encore, à la veille de sa mort, de gouverner et de construire ses relations avec le monde extérieur, son esprit et sa volonté s'égaraient entièrement et couraient à l'abîme. Attendue, dès le premier jour, par quelques observateurs plus perspicaces, la crise inévitable se produisait au terme d'une évolution qu'ils prévoyaient plus rapide, et, de façon ou d'autre, elle annonçait une issue tragique.

TROISIÈME PARTIE
LA CATASTROPHE

CHAPITRE XIV

LA CRISE FINALE

I. La démence présumée de Paul. Appréciations concordantes dans ce sens. Elles remontent aux premiers mois du règne. — II. Indices contradictoires. La légende des crises épileptiques et la fable d'un empoisonnement par l'opium. Vigueur physique et morale du sujet. Le problème de la dégénérescence. Variété des types correspondants. Les démences partielles. La *césarite*. Les phobies. Le vice de conformation de l'appareil centralisateur et la loi des contrastes. Sur la frontière de la folie. — III. Les conséquences politiques du fait. État critique de la Russie. La dépopulation de Saint-Pétersbourg. Le courant d'émigration à l'étranger. Sauve qui peut! Le mécontentement. Le grand-duc Alexandre. La propagande révolutionnaire. Le germe de l'attentat de mars 1801. — IV. Les mécontents et les satisfaits. Les classes supérieures et le peuple. La garde. Officiers et soldats. Tendances égalitaires de Paul. Erreur de jugement. Inertie de l'élément populaire. Portant à faux d'un côté, l'édifice est miné de l'autre. Le manifeste d'amnistie. Manœuvre maladroite. Elle précipite la catastrophe. — V. Signes avant-coureurs. Les alertes de Pavlovsk. La grande-duchesse Élisabeth. Sus au tyran! Inquiétude et tristesse de Paul. Il cherche un abri. — VI. La cour de Catherine et celle de Paul. Évocations de Versailles et de Potsdam. Pompe et discipline. Réglementation sévère et étiquette implacable. Un fou de cour. Ivanouchka. Prolongement du cérémonial dans la rue. La descente des carrosses. Faste et économie. Survivance des mœurs asiatiques. Paul et Louis XIV. — VII. Le palais Michel. Construction précipitée. Luxe et misère. Palais et forteresse. Paul s'y plait et s'y divertit. La princesse Gagarine et Mme Chevalier. Bruits malveillants. Paul les accrédite. — VIII. Il maltraite sa femme et son fils aîné. Projets supposés d'exhérédation. Le *Brutus* de Voltaire. Un héritier en vue. Le prince Eugène de Wurtemberg. Effarement général et attente d'un événement tragique. « Cela ne peut durer! »

I

Le cartel adressé par Paul aux souverains d'Europe n'était qu'une plaisanterie de mauvais goût ; mais, très sérieusement,



le tsar défiait l'Angleterre, alors que, pour lui tenir tête, il n'avait dans la Baltique qu'une flotte où, sur 47 bâtiments, 15 à peine étaient capables de prendre la mer. L'alliance française et la ligue des neutres lui promettaient, à la vérité, d'unir contre ce redoutable adversaire toutes les puissances maritimes, à l'exception de la Turquie; mais l'alliance n'était pas faite, et il travaillait à défaire la ligue par ses insolences et ses provocations. La Prusse ne bougeait pas; le Danemark hésitait; la Suède, faute d'argent, demeurait impuissante. Pratiquement, la Russie se trouvait isolée, et, dans la Baltique comme partout ailleurs, la formidable Armada sous pavillon britannique — 205 vaisseaux de ligne et 284 frégates avec 139 000 hommes d'équipage — n'avait à craindre aucune résistance sérieuse (1).

« L'empereur est littéralement fou », venait d'écrire Whitworth, en se disposant à quitter Saint-Pétersbourg. Il n'était pas seul à exprimer cette opinion. D'un bout à l'autre de l'Europe, alarmée ou amusée, mais uniformément saisie d'une stupéfaction grandissante, des milliers de voix lui répondaient comme un écho. Ainsi, en Russie même, Balbo, écrivant dans une lettre confidentielle : « Je vous prie, monsieur, de bien faire attention à ceci et de le brûler de suite : « L'empereur est fou (2) ! » Et pareillement Rogerson, bon juge en sa qualité de médecin de cour et de confident politique. Ainsi encore, en Angleterre, Simon Vorontsov (3), et tout le monde partout, au témoignage de Czartoryski : « Tout le monde, lisons-nous dans les mémoires du prince, était plus ou moins généralement convaincu que l'empereur était sujet à des moments d'aliénation (4). » Si bien disposée pour ce souverain, dont elle n'avait qu'à se louer personnellement, Mme Vigée-Lebrun déplorait elle-même « les ca-

(1) Voy. ZLOBINE, dans *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. II, p. 12-14.

(2) Vraisemblablement au comte de Front, envoyé sarde à Londres, GREPPI, *Études diplomatiques*, 1910, p. 120.

(3) *Archives Vorontsov*, t. X, p. 110; t. XI, p. 139 et 381; t. XXII, p. 531; t. XXVII, p. 532; t. XXX, p. 121 et 124.

(4) Tome Ier, p. 237.

prices de fou tout-puissant » qu'il donnait en spectacle (1).

Paul était-il bien pourtant un aliéné au sens pathologique du terme? Le devenait-il à ce moment? Plus anciennement déjà, Czartoryski avait recueilli cette boutade dans la bouche du grand-duc Constantin : « Mon père a déclaré la guerre au bon sens, avec la ferme intention de ne faire jamais la paix. » Il avait entendu dire à un officier qu' « il lui était indifférent d'être insulté par un homme (l'empereur) notoirement privé de raison (2) ». Mais, n'en dit-on pas tous les jours autant de nombre de personnes, qu'on ne juge pas pour cela atteintes d'une maladie mentale? En novembre 1797, l'envoyé de France à Copenhague, Grouvelle, disait davantage : « On raconte ici... de nouveaux traits de ce prince, qui tiennent de la démence (3). » Le mot se retrouve l'année suivante dans un mémoire adressé au Directoire le 21 octobre (4), et dans une lettre de Thugut au comte Colloredo, en date du 2 janvier (5). Mais, quelques années plus tard, de 1802 à 1804, on le rencontre dans toutes les correspondances diplomatiques, couramment appliqué à Bonaparte, consul ou empereur (6)!

C'est avant Austerlitz. Pour Paul, au cours de la campagne d'Italie, l'impression se modifie aussi. Sur les égarements du dément couronné les victoires de Souvorov ont jeté leur manteau de pourpre. Mais, plus que ceux de Napoléon, ces triomphes sont éphémères. Zurich efface promptement la gloire de Novi. En Russie d'ailleurs comme au dehors, tout le monde a vu clairement que, dans les succès obtenus en Italie, l'intérêt du peuple qui les payait si cher n'avait aucune part, et, de 1800 à 1801, le sentiment précédemment entretenu reparaît, se fortifie et se précise. S'il faut en croire O'Meara, Bonaparte l'aurait partagé aussi, tout en recher-

(1) *Souvenirs*, t. III, p. 12.
(2) *Mémoires*, t. I, p. 185.
(3) Affaires étrangères, Danemark, vol. CLXXIII, fol. 314.
(4) *Ibid.*, Russie, *Mémoires et doc.*, vol. XXXI, fol. 364.
(5) Vivenot, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 77.
(6) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. VI, p. 397 et *passim*.

chant l'alliance de Paul. « Oui, aurait-il dit dans les derniers temps, je pense qu'il avait perdu une partie de sa raison (1). »

Une partie seulement? L'indice proportionnel du désordre mental ainsi admis reste à établir. Mais c'est toute la question! Quelle était l'étendue du mal dans la dernière phase de son évolution? Se bornait-il à une simple aggravation des bizarreries d'esprit et de caractère, qui, au cours d'une existence déjà longue, n'avaient pas empêché Paul, prince ou empereur, de tenir son rang, non sans quelques défaillances souvent, mais parfois aussi avec certaine distinction? Le même homme demeurait-il au contraire, ainsi que les conspirateurs de 1801 l'ont prétendu, fou à lier — ou à supprimer, ainsi qu'un chien pris de rage?

Mais qu'entendons-nous d'abord par folie?

II

« Une affection cérébrale, ordinairement chronique, sans fièvre, caractérisée par des désordres de la sensibilité, de l'intelligence et de la volonté » : formulée au commencement du siècle par Esquirol, cette définition demeure classique. Mais, à s'y rapporter, Paul aurait été qualifié pour une maison de santé bien avant les dernières années de sa vie. « Tout le monde s'aperçoit chaque jour du trouble de ses facultés », écrivait Marie Féodorovna à Plechtchéiev en 1794 (2). Catherine faisait comme tout le monde. En cherchant cependant à éloigner son fils du trône, comment n'a-t-elle pas eu recours à une consultation de médecins?

Elle semble avoir attribué le « trouble » en cause à une tare

(1) *Napoléon en exil*, t. I, p. 383.
(2) Choumigorski, *Catherine Nélidov*, p. 96.

héréditaire (1), et, en considérant la maladie mentale du prince comme un fait acquis à l'histoire, un psychiatre russe connu a adopté ce sentiment (2). L'hérédité « rayonne, en effet, sur tout ce compartiment de la pathologie », selon l'opinion d'un spécialiste français (3), et, si Paul est le fils de Pierre III, il a de qui tenir à cet égard, en dehors même de la lignée holsteinoise, où, en quinze ans, sa mère découvrait trois cas d'égarement d'esprit. Rappelons-nous le frère de Pierre le Grand, Ivan, atteint d'imbécillité congénitale; le fils du réformateur, Alexis, être inquiet et faible d'intelligence; son petit-fils, Pierre II, névropathe à tendances sexuelles, usé à quinze ans; sa fille, Élisabeth, violente, capricieuse, déséquilibrée, sensuelle jusqu'au dévergondage et portée néanmoins à la dévotion et au mysticisme, affligée vers la fin de sa vie de troubles nerveux, peut-être même de crises hystériques.

Mais de ce côté le lien d'hérédité ne se trouve pas établi avec sûreté et, d'autre part, quand elle ne consiste pas dans une imbécillité congénitale, ce qui n'est certainement pas le cas de Paul, l'aliénation mentale passe pour s'accompagner toujours de certaines perturbations physiques : changements spéciaux dans l'état des voies gastriques, le pouls, les mouvements locomoteurs (4). Ces phénomènes ont-ils paru chez Paul? A quelle époque? En 1768, Dimsdale n'en apercevait rien (5), et, de ce fait, la légende des crises épileptiformes, auxquelles le fils de Catherine aurait été sujet, se trouve infirmée. En 1797, Mlle Nélidov rédige ce bulletin : « Notre cher empereur *se porte bien*, à quelque obstruction dans le foie, courbature, sciatique, hypocondrie, goutte et faiblesse près (6). » Passé quarante ans, c'est une situation de santé commune, en effet, au plus grand nombre des per-

(1) *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XXVII, p. 67.
(2) KOVALEVSKI, *Messager des maladies mentales*, mai 1904, p. 44.
(3) MAGNAN, *les Dégénérés*, p. 50.
(4) GUISLAIN, *Leçons sur les névropathies*, t. I, p. 69-70.
(5) Voy. ci-dessus, p. 51.
(6) Princesse Lise TROUBETZKOÏ, *Correspondance*, p. 63.

sonnes bien portantes, et Paul n'en est pas empêché de se montrer robuste et résistant à la fatigue.

Ses facultés intellectuelles se seraient-elles ressenties des fortes doses d'opium que Razoumovski lui aurait fait absorber, pour s'assurer des tête-à-tête prolongés avec la joyeuse Nathalie? Autre légende. Les narcotiques ne sont pas générateurs de folie. Comme effet le plus sensible de l'opium, Th. de Quincey a reconnu, d'après une expérience personnelle, certaine paralysie de la volonté (1). Or, faible en un sens, parce que mobile, incertaine et facilement influencée, la volonté, chez Paul, n'est aucunement inerte; hypertrophiée, au contraire, jusqu'à l'exaspération continue.

Dans la folie, la première faculté atteinte est généralement la mémoire (2). Jusqu'à la fin, Paul passe pour exceptionnellement doué de ce côté.

Au physique, la plupart des déments prennent de l'embonpoint (3). Paul reste maigre.

On pourrait être tenté de le classer dans cette catégorie des anormaux que Lombroso a établie et mise à la mode : ni fous, ni idiots ou faibles d'esprit; hommes même supérieurement intelligents parfois, mais dont les facultés, inégales fréquemment dans leur développement, habituellement incohérentes dans leur adaptation, sont affectées toujours de désordres multiples dans leur fonctionnement. Le sujet fait une besogne défectueuse avec un appareil dont les rouages peuvent être complets et bien construits. Ses moyens, quelle qu'en soit la puissance, demeurent partiellement inutilisables parce qu'il n'a pas le moyen de les orienter ni de les coordonner. Ses pensées et ses actes s'opposent dans une antithèse constante. L'homme d'hier n'est pas celui de demain. Le manque de logique, l'absence de suite dans les idées et le défaut de contrôle sur les sentiments, ou les penchants, font que ses raisonnements les plus irréprochables aboutissent aux déter-

(1) *Confessions*, p. 186 et suiv.

(2) Régis, *Guide pratique de la médecine mentale*, p. 130.

(3) *Ibid.*, p. 131.



minations les plus absurdes, et que, devenu le jouet des passions, des impulsions et des instincts qui se disputent sa volonté, en pensant sagement et en voulant le bien, il prend toutes les apparences de la déraison et de l'immoralité.

N'est-ce pas le portrait de Paul? C'est aussi, sous la plume d'un maître, l'image signalétique du *dégénéré* (1).

Mais, au compte du savant italien, ou de ses adeptes actuels, qui de nous ne l'est pas peu ou prou? A y regarder de près, cette formule semble bien n'être que l'expression d'une perplexité ressentie devant certains phénomènes que tel émule de Lombroso a voulu, avec plus de raison peut-être, situer « sur la frontière de la folie », terrain vague, qui ne se prête d'ailleurs à aucune ligne de démarcation; car « il arrive aux gens les plus raisonnables, a-t-on justement observé, d'avoir le cerveau traversé par des impulsions folles (2) »; « il n'y a pas de type normal d'une santé intellectuelle parfaite (3) »; et, en définitive, « rien n'est moins facile que de répondre à la question : qu'est-ce qu'un aliéné (4) »?

Dans cette région indéfinie et indéfinissable évolue tout un peuple d'individus *qui ne sont pas comme tout le monde,* mais que personne ne songe à enfermer. Ils vivent de la vie commune; ils vaquent à leurs affaires, souvent avec beaucoup de sagesse; ils remplissent parfois avec intelligence des fonctions difficiles; ils défendent leurs idées avec une logique suffisante (5). Si peu précise qu'elle soit, faute d'une autre plus satisfaisante, nous devons provisoirement nous contenter de cette donnée, à laquelle, physiquement même, correspondent bien, chez Paul, certains stigmates caractéristiques : front bas et fuyant, prognatisme très prononcé, indices précoces de décrépitude, rides, calvitie. Et, pareillement, certains traits de son être

(1) Magnan, *les Dégénérés*, p. 106 et suiv.

(2) Ribot, *les Maladies de la volonté*, p. 80.

(3) Lacassagne, *Précis de médecine légale*, p. 231.

(4) Guislain, *Leçons*, t. I, p. 64.

(5) Dallemagne, *Dégénérés et déséquilibrés*, p. 592. Cf. Azam, « les Toqués », *Revue scientifique*, 1891; Trélat, *la Folie lucide*, p. 12.

(6) E. Régis, *les Obsessions et les impulsions*, p. 16.

moral : accessibilité aux obsessions et aux hallucinations.

Des indications contradictoires se laissent encore relever. Sans être frappés de stérilité, dégénérés, ou habitants de la zone intermédiaire entre la raison et la folie, passent pour des générateurs faibles. Se reproduisent-ils, leur descendance se ressent plus ou moins de cette origine (1). En mariage ou autrement, Paul a eu beaucoup d'enfants, et, dans sa postérité légitime, vigueur physique et morale, ou tout au moins équilibre apparent des facultés, ont prévalu.

D'autre part, les hallucinations, auxquelles, de son propre aveu, il aurait été sujet, prètent au doute. Il n'est pas impossible que le souverain ait mystifié Mme d'Oberkirch, en lui racontant la promenade nocturne qu'il aurait faite, sur les quais de la Néva, en compagnie du fantôme de Pierre le Grand. On ne risque guère en tout cas de se tromper en supposant que sa confidente a quelque peu dramatisé l'aventure (2). Mais, précisément dans cette famille, l'infinie diversité des traits est pour exclure toute généralisation.

En étudiant le fils de Catherine au point de vue pathologique, un spécialiste russe (3) a incliné à situer le souverain dans la classe des « émotifs irritables ou impulsifs », définie par un de ses maîtres français (4), personnes toujours excitées, chez qui une émotion fait promptement face à une autre, et dont les sympathies ou les antipathies, les impressions ou les entraînements se déplacent avec une rapidité extrême.

La science reconnaît aussi des folies partielles que les spécialistes ont cataloguées et parmi lesquelles ils ont noté une forme spéciale de la monomanie des grandeurs, que Lacassagne après Maurice Beaujeu a désigné sous le nom de *césarite*. La prédisposition à cette maladie s'annoncerait de très bonne heure, même avant dix ans (5), et n'avons-nous pas

(1) MAGNAN, *loc. cit.*, p. 133.

(2) Mme D'OBERKIRCH, *Mémoires*, t. I, p. 357 et suiv.. Cf. SCHILDER, *Paul Ier*, p. 166.

(3) TCHIJ, *Questions philosophiques*, t. LXXXVIII, p. 289.

(4) MALAPERT, *les Éléments du caractère*.

(5) ŒTZELT-NEWIN, *Ueber sittliche Dispositionen*, Gratz, 1892, p. 84.



vu Paul enfant accuser en ce sens des préoccupations bizarres (1)? Les obsessions observées chez lui affectaient, d'autre part, très nettement, le caractère de *phobies*, autre variété de la même espèce.

Les phrénologues croient pouvoir localiser dans la partie antérieure du crâne le siège du « centre d'associations (2) » ; un vice de conformation est, de ce côté, mis en évidence par tous les portraits de Paul ; le trait le plus saillant des anomalies cérébrales qui en peuvent résulter paraît dans le contraste continu des impressions et des idées, conséquence d'un fonctionnement défectueux de l'organe centralisateur, et Paul est précisément l'homme des contradictions et des oppositions heurtées. Il en garnit sa vie avec une quiétude parfaite, ajustant les élans mystiques d'un chevalier du moyen âge avec les brutalités d'un caporal prussien et revêtant les insignes de l'ordre de Malte pour rendre visite à Mme Chevalier!

Mais, au bout de cette discussion, le problème qui en fait le fond reste encore à résoudre. Dégénérescence, démence partielle ou phobie, comment cette anomalie a-t-elle pris un si grand développement dans un individu que Dimsdale déclarait normalement constitué à tous égards? A raison de quoi, ne déterminant longtemps dans le même sujet que des bizarreries d'esprit et de caractère relativement insignifiantes, le mal a-t-il, vers la fin, pris assez de gravité pour faire taxer celui qui en était atteint d'aliénation réelle et dangereuse, et pour qu'il s'y prêtât? Car, si quelque erreur de *mesure* s'est produite sur ce point, elle est vraiment excusable.

Le milieu auquel le malheureux prince a appartenu par ses origines, son éducation et les conditions ultérieures de son existence peut seul fournir l'explication du fait. Des poisons s'en dégageaient, autrement subtils et nocifs que l'opium, ou tout autre narcotique matériel, et, parmi ces virus maléfiques, le plus énergique encore s'est trouvé dans la contagion mortelle de la grande névrose contemporaine. C'est celui-là

(1) Voy. ci-dessus, p. 9.

(2) Flechsig, au III[e] Congrès international des psychologues, 1896.

qui a déterminé, dans l'espèce, la dernière phase du phénomène.

Avant Paul, comme après lui, d'autres souverains, quelques-uns beaucoup moins doués, ont, dans le même pays, exercé le même pouvoir absolu, sans qu'il les portât à en abuser pareillement, ou à s'en prévaloir pour le bouleversement radical de toutes choses, organisation intérieure du pays et relations extérieures, mœurs publiques et vie intime. Paul a voulu tout réformer, plus complètement encore que n'avait essayé de le faire Pierre le Grand. S'il a conçu cette folle ambition, n'est-ce pas parce qu'il a vécu intellectuellement dans la communion des régénérateurs contemporains de la France et du monde, atteint de la même fièvre, possédé par la même chimère et prétendant comme eux réaliser le bonheur humain à coups de décrets ?

Dans ce sens, sa démence peut, semble-t-il, être considérée comme historiquement établie. Reste à indiquer la répercussion du fait, ainsi défini, sur les événements où a porté son incidence, et c'est un autre problème que les assertions contradictoires auxquelles il a donné lieu ne rendent pas moins difficile à résoudre.

III

Rappelé d'exil après l'avènement d'Alexandre Ier, le prince Kotchoubey écrivait à Simon Vorontsov en août 1801 : « Quiconque n'a pas vu les dernières années du règne de Paul et n'est pas dans le cas de puiser à la source tout ce qu'elles ont enfanté en désordre, en désorganisation, en vrai chaos, ne jugera jamais bien de notre position et des peines qu'il faut employer pour débrouiller tout cela (1). » Le témoi-

(1) *Archives Vorontsov*, t. XIV, p. 155.



gnage est expressif; venant d'un disgracié, il peut toutefois paraître suspect, comme pour une raison analogue, celui du consul anglais Shairp. Dans un des rapports adressés par cet agent à Grenville en février 1801, nous lisons : « Il est impossible de peindre l'horreur que le gouvernement actuel provoque dans le public... Les oukases et explications d'oukases sont si nombreux et en même temps si ambigus que ce serait vous embarrasser inutilement que de vous en envoyer copie (1). » Mais voici un témoin mieux qualifié : Duroc, arrivant à Saint-Pétersbourg au lendemain de la mort de Paul et y constatant le coup irréparable que l'événement porte aux espérances du gouvernement français. L'envoyé du Premier Consul n'en est pas retenu de déclarer que le le régime, auquel cette mort tragique a mis fin, était « insupportable ». Paul faisait un désert de sa capitale : « Rien ne pouvait y arriver, rien ne pouvait entrer dans l'empire; les prisons étaient pleines; on était mutilé et exilé pour la moindre chose (2). »

Une de ces indications est confirmée par la statistique : les recensements de 1800-1801 accusent, dans la capitale, une diminution sensible de la population ainsi qu'un abaissement correspondant du prix des loyers. Un grand nombre de maisons sont abandonnées, et le mouvement d'émigration à l'étranger prend des proportions jusque-là inconnues (3). Quelque difficulté qu'on ait à obtenir un passeport, c'est, dans certains milieux, un sauve-qui-peut général. Un officier des gardes est arrêté à la frontière et explique ingénument le motif de sa fuite : « Il ne se connaissait coupable d'aucune faute, mais il a cru s'apercevoir que de penser librement en était déjà une sous ce régime. » Plus adroit, un autre, le Courlandais Christophe von der Hoven, réussit à gagner la Hollande et y combat, sous Brune, à Bergen, où

(1) 14/26 février 1801, *Record Office, Russie*, vol. XLVIII, sans numéro.
(2) Au Premier Consul, 29 mai 1801, Affaires étrangères, Russie, vol. XL, fol. 172.
(3) Reimers, *Petersburg am Ende des XVIII J.*, t. II, p. 172-173.

son propre frère, Roman, se trouve dans les rangs de l'armée russe (1)!

De l'état d'esprit déterminant ces fugues, les observateurs étrangers apercevaient des symptômes quelques mois déjà après l'avènement du fils de Catherine. Le comte Brühl ne se laissait pas donner le change, à cet égard, par les acclamations, qui saluaient le nouveau souverain à Moscou, pendant les fêtes du couronnement : « Le mécontentement est cependant général, disait-il; il existe même dans les provinces et l'armée... Tout cet édifice, quelque superbe qu'il soit, est bien précaire. L'empereur, en voulant corriger les défauts de l'ancien gouvernement, culbute tout, introduit un nouveau régime qui déplaît à la nation, qui est trop peu réfléchi et dont l'exécution est tellement précipitée que personne n'apprend à le bien connaître... » Et quelques semaines plus tard : « Le mécontentement et surtout celui des troupes augmente de jour en jour... On fatigue le soldat d'une manière inconcevable et il est déjà si dégoûté qu'il ne soupire qu'après l'occasion de déserter. Le dégoût de la noblesse surpasse tout ce que l'on peut dire... Il n'y a que le bas peuple des villes et les paysans qui aiment leur maître... (2) ».

L'envoyé prussien avait à ce moment, comme Shairp trois années plus tard, des raisons pour voir les choses en noir. Ses observations se rencontrent cependant d'une façon bien significative avec celles de Rogerson qui, étant bien en cour, devrait tout voir en rose. Or, s'épanchant de son côté à la même date avec Simon Vorontsov, le médecin le fait en des termes presque identiques : « Le régime militaire est strict au delà de tout ce que vous pouvez concevoir; officier et soldat est fatigué et harassé, et, dans tout ce vaste corps, il y a un mécontentement général, qui donne de l'inquiétude à des êtres pensants (3). »

Deux années plus tard, Kotchoubey, encore en place, s'en-

(1) *Ancienne et nouvelle Russie*, 1873, t. VII, p. 567-569.
(2) Moscou, 1er mai et 16 juin 1797, SCHILDER, *Paul Ier*, p. 352 et 357.
(3) 10 juin 1797, *Archives Vorontsov*, t. XXX, p. 90.



tretient à son tour avec le même correspondant, et c'est le même langage, sauf que les constatations pessimistes y sont encore plus généralisées : « L'administration intérieure va au plus mal. L'égoïsme le plus parfait s'est emparé de tout le monde. Chacun ne songe qu'à faire ses choux gras. On entre en place avec l'idée que l'on sera peut-être renvoyé dans trois ou quatre jours, et l'on se dit : « Il faut que demain je me « fasse donner des paysans. » On est renvoyé avec des paysans ; on est ensuite repris et l'on prend d'autres paysans : c'est un petit manège qui se pratique tous les jours... Ces jours-ci, on a envoyé des troupes en Finlande, sans que personne sache pourquoi... Or, jugez ce que cela coûte !... Il n'y a aucune économie et elle ne peut exister. Personne n'ose faire des représentations (1)... »

Encore deux années, et c'est un émigré français, qui, recueillant des renseignements sur les causes de la mort de Paul, répétera, mot pour mot, cette antienne. Les causes, « ce sont les variations continuelles qui le faisaient (Paul) se jeter dans les extrêmes les plus opposés ; c'est l'incertitude dans laquelle existait tout ce qu'il y avait de personnes employées, depuis le premier feld-maréchal jusqu'au dernier sous-lieutenant, aujourd'hui en place, demain en disgrâce, après-demain replacé, le quatrième jour en crainte d'être envoyé en Sibérie ; c'est la ruine absolue de l'empire russe, qui, abondant en production, mais *n'ayant du reste aucune industrie* (2), ne peut exister dans la communauté des gouvernements européens qu'au moyen de son commerce d'exportation, lequel se trouvait anéanti par les lois prohibitives ; ce sont les petites vexations qui résultaient de toutes ces ordonnances minutieuses sur les costumes qu'il changeait à son caprice ;... c'est une foule de petites tracasseries qui attaquaient ses sujets de toutes classes (3)... »

Plus près de Paul, au sein même de sa famille, un son de

(1) 19 avril 1799, *ibid.*, t. XVIII, p. 203.
(2) Cf. ci-dessus, p. 249 et suiv.
(3) Guilhermy, *Papiers d'un émigré*, p. 81 et suiv.

cloche donne encore la même note, et plus vibrant, mieux qu'aucun autre témoignage, il atteste le désordre que le souverain a semé autour de lui. L'abîme est là, béant, au propre foyer du despote, et c'est son fils qui s'emploie, lui premier, à le creuser!

Alexandre a vingt ans. Au physique, c'est un charmant jeune homme; rien de son père : grand, mince, fluet, les yeux bleus de sa mère, la même carnation rose et le même sourire ingénu. Pour le moral, à première vue, une figure angélique, faite de beauté, de douceur et de pureté, tout en instincts nobles, en élans généreux et en inclinations vertueuses; c'est comme cela que le public le voit, à l'exemple de Catherine, qui a pour lui le regard d'une grand'mère, et d'une éducatrice passionnément éprise de son œuvre. Elle ne s'y reconnaît certes pas. Cet héritier de son choix, elle n'a pas cherché à le façonner à sa propre image. Elle l'a voulu autre et meilleur, pensant qu'il n'aurait pas, lui, de trône à conquérir ni à défendre contre d'âpres compétitions. Et c'est pour cela qu'à l'avènement de l'élu se rattachent les espérances les plus exaltées. Lui régnant, le paradis renaîtra sur terre et sera fixé en Russie. Et le règne fini, en dépit de cruelles expériences personnelles, la veuve du prince se montrera encore attachée à cette illusion. « Notre ange est au ciel! » écrira-t-elle. Ce n'est qu'une illusion, et à y regarder de près, l'aspect change; la même âme apparaît tout en replis sinueux, volutes tortueuses et dessous obscurs. Marié à la plus délicieuse jeune princesse, Alexandre semble insensible à l'appel des sens. Il ne sait accorder à cette compagne que la chaste affection d'un frère. Mais il a des maîtresses, qui lui donnent des enfants, toute une famille à côté. De même, il paraît indifférent à toute idée d'ambition et de pouvoir. Une chaumière en Suisse suffirait à son bonheur. Il va cependant conspirer le détrônement de son père, et, en attendant, dans une correspondance secrète qu'il entretient avec César de La Harpe, il s'épanche ainsi qu'il suit :

« Mon père en montant sur le trône a voulu tout réformer.



Son commencement était assez brillant, mais la suite n'y a pas répondu. Tout a été sans dessus dessous à la fois... Il serait impossible de vous énumérer toutes les *démences* qui ont été faites... Une sévérité sans nulle justice, beaucoup de sensibilité et la plus grande inexpérience dans les affaires. Le choix des employés n'est que faveur; le mérite n'y entre pour rien... Le cultivateur vexé, le commerce gêné, la liberté et le bien-être personnel anéantis : voilà le tableau de la Russie! »

Et l'auteur de ce tableau ne s'arrête pas à la critique. Il cherche un remède au mal et l'aperçoit — dans un coup d'État à préparer par une propagande révolutionnaire! La névrose commune le tient lui aussi. Comme von der Hoven, il a d'abord songé à fuir; mais après avoir consulté ses amis, il a renoncé provisoirement à s'expatrier, persuadé qu'il travaillerait mieux sur place « au meilleur genre de révolution ». Les amis, dont il fait ainsi mention, ce sont les membres du futur *Comité secret*, qu'il constituera définitivement après son avènement au trône et se plaira à appeler son *Comité de salut public*, mais qui s'ébauche déjà et commence à prendre corps. On y trouve, pour le moment : Paul Stroganov, qui a fait son éducation politique à Genève et à Paris, en recevant les leçons du montagnard Romme; Nicolas Novossiltsov, qui complète la sienne à Londres dans l'intimité de Fox, et Adam Czartoryski, qui ne pense qu'à sa Pologne. Et voici le plan d'action arrêté en commun : « Notre idée est que, pendant le règne présent, nous ferons traduire en langue russe autant de livres utiles qu'il est possible, dont nous ne ferons paraître que ceux dont l'impression pourra être permise, et les autres nous les réserverons pour le temps futur, pour commencer par là à répandre des lumières... Une fois, par contre, que mon tour viendra, alors il faudra travailler, peu à peu s'entend, à faire une représentation de la nation, qui, dirigée, fasse une constitution libre, après laquelle mon pouvoir cessera absolument, et, si la Providence seconde mon travail, je me retirerai dans quelque



coin et je vivrai content et heureux... Fasse le ciel que nous puissions une fois venir à bout de rendre la Russie libre et de la garantir des atteintes du despotisme et de la *tyrannie* (1). »

« Une fois que mon tour viendra... » A la date de cette lettre, Paul n'avait que quarante-trois ans. Alexandre voulait-il que, promise par lui à la liberté, la Russie attendît, pour en jouir, le terme naturel d'une existence parvenue seulement à la moitié de sa durée possible, gémissant jusque-là sous le joug d'un *tyran dément?* Cela n'est guère probable. Dès la première année du règne de son père, au moment des fêtes du couronnement, il avait demandé à Adam Czartoryski de rédiger un projet de manifeste pour son propre avènement avec un exposé de tous les inconvénients du régime en vigueur et de tous les avantages de celui qui lui succéderait (2). Paul lui-même avait, on s'en souvient, pris, du vivant de Catherine, la même précaution; le fils le savait sans doute, et ces exemples sont contagieux. Mais le fils se montrait encore plus pressé. Le père se contentant de fronder, le fils organisait un foyer de propagande révolutionnaire, et dès 1798, il songeait à gagner à cette action le chancelier de l'empire en personne! Par l'intermédiaire d'un autre de ses jeunes amis, Victor Kotchoubey, il engageait Bezborodko à rédiger un projet de réforme constitutionnelle. Et, par déférence pour l'héritier, l'oncle obéissait au neveu, mais répondait mal à ce qu'on attendait de lui, se déclarant partisan du pouvoir absolu et se bornant à exprimer le vœu que, maintenu dans son intégrité, le *samodiérjavié* servît à faire prévaloir non les caprices d'un maître unique mais le respect de la loi (3).

(1) 27 septembre 1797, SCHILDER, *Paul Ier*, p. 368 et suiv.; le même, *Alexandre Ier*, t. I, p. 162 et 280.

(2) CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 150.

(3) Trouvé dans les papiers du chancelier après sa mort, cet écrit *(Notes sur les besoins de l'empire russe)* a induit en erreur quelques historiens. Le biographe de Bezborodko, GRIGOROVITCH (*Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XIX, p. 441), a supposé que Paul avait participé à sa rédaction. Voy. SCHILDER, *Alexandre Ier*, t. I, p. 172 et 247.



De toute façon, la genèse de l'événement tragique du 11/23 mars 1801 se laisse apercevoir nettement dans ce mouvement d'idées plus ou moins réfléchies et d'ambitions plus ou moins conscientes. A l'automne de 1797, le grand-duc n'assignait sans doute pas une date fixe à l'événement qui lui ferait recueillir, avant l'heure, la succession paternelle; il ne devait probablement jamais le concevoir sous une forme tout à fait précise. Moins d'un an après l'avènement de son père, il n'en admettait pas moins la nécessité de modifier l'ordre régulier de la dévolution du trône et l'organisation politique du pays, par les voies révolutionnaires.

Que si, le coup fait, il parlait de se retirer, et d'aller vivre dans une ferme en Suisse ou sur les bords du Rhin, c'est une fiction de style que l'on retrouve dans le programme de la plupart des grands ambitieux. Au lendemain d'Arcole et de Rivoli, Bonaparte ne devait-il pas annoncer pareillement l'intention de rentrer dans le rang « comme simple citoyen » ?

Le jeune grand-duc avait-il cependant des raisons personnelles de se plaindre du souverain régnant et du régime auquel celui-ci présidait? Les autres mécontents en possédaient-ils de leur côté? Et, enfin, le mécontentement de toutes les catégories de sujets que visent les témoignages ci-dessus mentionnés était-il réel?

IV

Au moment où il dressait contre le gouvernement paternel le plus virulent réquisitoire, Alexandre était, à vingt ans, premier gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, chef d'un des régiments de la garde (le *Siémionovski)*, commandant de la division militaire de la capitale, inspecteur de la cavalerie dans cette division et dans celle de Finlande, pré-



sident de la commission pour l'approvisionnement de la capitale, le service des logements et la police en général. A partir de 1798, il présida en outre le département de la guerre et, à partir de l'année suivante, il siégea au Sénat et au Conseil de l'empire (1). Paul ne voulait pas que son héritier fût traité comme il l'avait été lui-même. Faisant grief à sa mère de l'avoir éloigné des affaires, sur ce point même il se défendait de l'imiter. Comme à tout le monde, dans le service civil ou militaire, il imposait à ses fils des corvées pénibles, inutiles la plupart du temps et souvent ridicules; mais les jeunes princes s'en accommodaient sans trop de peine. Le sang paternel parlait en eux. A bord de l'*Emmanuel*, pendant la fameuse croisière de 1797, les deux grands-ducs, Alexandre et Constantin, passaient des heures sur le pont à manier le fusil et à faire l'exercice (2). Pour obéir à leur père, ou flatter sa manie? Non! Vingt ans plus tard, devenu empereur, l'aîné devait encore, en compagnie de de ses deux autres frères, Nicolas et Michel, donner le même spectacle à l'équipage d'un navire passé en revue dans la rade de Cronstadt (3)!

Timide et myope, sourd d'une oreille et boitant légèrement d'une jambe, infirmités contractées en cours de manœuvres, Alexandre éprouvait quelque difficulté à satisfaire un maître aussi exigeant que Paul. Comme à tout le monde encore il lui arrivait et d'être surmené et de recevoir des réprimandes plus ou moins rudes. Il affectait cependant de faire abstraction de ces épreuves, en tant qu'il en était seul affecté. Il les passait sous silence dans sa lettre à La Harpe, n'y paraissant préoccupé que du bonheur de la Russie. Eh bien, la Russie était-elle vraiment aussi malheureuse qu'il le disait?

La réponse réclame une distinction, dont le comte Brühl

(1) Ivanov, *Essai*, p. 71; Daniévski, *Histoire de l'organisation du Conseil de l'empire*, p. 43.
(2) Schischkov, *Mémoires*, t. I, p. 27-32.
(3) *Aus dem Leben des generals von Natzmer*, t. I, p. 268.

semble s'être avisé en écrivant la dépêche citée plus haut. Alexandre subissait des suggestions dont il est aisé de découvrir la source. Autour de lui, dans les cadres du service, fonctionnaires de tout rang et officiers de tout grade souffraient assurément, autant des mauvais traitements auxquels l'humeur capricieuse de Paul les exposait tous les jours que de l'insécurité constante où elle les faisait vivre. Les prétoriens de la garde ressentaient en outre, tous avec déplaisir et quelques-uns avec fureur, la perte de leurs anciens privilèges et des aises auxquelles ils étaient accoutumés. Humiliée, déchue, gênée dans les pouvoirs discrétionnaires qu'elle s'arrogeait sur ses serfs, ruinée enfin au dernier moment par la politique économique du souverain et les conséquences de ses démêlés avec l'Angleterre, la noblesse concevait également une grande irritation. Au rapport de Shairp, en mars 1801, le tiers de la production du pays ne trouvait pas d'acheteur, et, en Ukraine, vendu précédemment trente-deux roubles, le *berkoviéts* (168 kilogrammes) de chanvre était offert à neuf (1)!

C'est pour cette raison, et pour cette raison seulement, que l'aristocratie du pays répugnait à l'alliance française contre l'Angleterre, comme elle devait lui être hostile encore quelques années plus tard, quand le pacte fut conclu sous Alexandre, sans qu'à ce sentiment se mêlât le moins du monde, comme on l'a supposé, une préférence décidée pour les idées ou les mœurs anglaises. Le « boyard » de 1801, qui aurait été « anglomane par goût, mode, instinct », qui aurait aperçu dans un lord d'Angleterre « l'arbitre des élégances, le modèle de la haute vie, l'expression suprême du bon ton, du luxe supérieur, de l'orgueil seigneurial », ce type imaginé par un historien plus ingénieux qu'averti dans l'espèce (2), est, à cette époque, un anachronisme. Il date d'hier et il demeure à l'état d'exception. C'est également un contresens

(1) A Hawkesbury, Londres, 16 mars 1801, *Record Office*, *Russie*, volume XLVIII, sans numéro.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, t. VI, p. 119-120.



historique que de prêter à la noblesse russe de ce temps de l'aversion ou du mépris pour la culture française représentée sur les rives de la Néva par le triste troupeau des émigrés « besogneux, mendiants, réduits aux petits métiers de parasites..., toujours sur les pointes ainsi que des maîtres à danser ou sur les ergots ainsi que des maîtres d'armes (1) ». Cet aspect porte aussi sa date, qui est d'aujourd'hui. Au lendemain de la Révolution, auteurs responsables peut-être de la catastrophe, mais ses victimes à coup sûr, les mêmes hommes prenaient, aux yeux des contemporains, une tout autre figure. Outre que, dans la pauvreté et l'exil, ils gardaient quelques-unes des qualités qui avaient fait leur prestige et leur charme et dont Mme Golovine a subi si fortement la séduction (2), outre que leurs malheurs leur créaient une auréole nouvelle et des titres à la compassion, les vices mêmes, les défauts et les ridicules dont ils paraissaient chargés, c'était, ne l'oublions pas, pour l'aristocratie tout au moins du pays qui leur donnait l'hospitalité, le plus clair de la civilisation empruntée par lui à l'Occident. Moyennant quoi, tels quels, ils faisaient encore fureur à Saint-Pétersbourg. Ils y gagnaient des adeptes en nombre, même pour leur religion. Et leur France à eux, celle de l'ancien régime, n'y éveillait que des sympathies. Hautaine et rude, l'Angleterre n'en attirait guère ; mais, comme l'a dit Sorel excellemment cette fois, « elle tenait dans les caisses de la Cité la fortune des boyards ».

Alexandre n'avait de contact qu'avec ces groupes sociaux, ou avec les quelques hommes, qui, initiés aux secrets de la politique intérieure et extérieure, voyaient avec effroi et colère les périls auxquels l'incapacité ou la démence du maître exposaient le pays. Pour lui, ce milieu si étroit, c'était *toute la Russie;* mais la masse de ses futurs sujets se trouvait en dehors, et, pour elle, aucun de ces motifs de mécontentement, plus ou moins légitimes, n'existait. Elle ne savait rien de l'épuisement des finances, ni du désordre de l'administra-

(1) Sorel, *L'Europe et la Révolution, ibid.*
(2) *Souvenirs,* p. 290 et suiv.



tion, ni des menaces de l'Angleterre, et, à tout prendre, le gouvernement de Paul lui donnait plutôt des causes de satisfaction.

Dans la garde, même, les soldats n'avaient pas, ou du moins ne croyaient pas avoir à se plaindre. Ils étaient battus, mais guère plus que sous les règnes précédents, plutôt moins, et, entre deux raclées, nouveauté fort appréciée, ils recevaient des distributions tout aussi régulières d'eau-de-vie et de menue monnaie. Paul se montrant également prodigue des unes et des autres, ils en étaient inclinés à tenir ce tsar sévère mais généreux pour le meilleur des souverains. D'autant que les coups et les injures n'étaient pas pour eux seuls. Dépouillés de leur « dorure » et de leur superbe, les officiers recevaient leur part congrue du lot commun et les instincts égalitaires, si puissamment développés dans le peuple russe, y trouvaient leur compte. Paul s'appliquait de toute façon à les flatter. Justicier implacable, il frappait de préférence à la tête. « Un cornette, dit Sabloukov, pouvait librement et sans crainte réclamer la mise en jugement de son colonel..., et compter sur un examen impartial de sa plainte (1). »

Même préoccupation du souverain dans le civil, avec un résultat analogue. Au début du règne surtout, le souci visible de protéger les faibles contre les forts gagnait à Paul une réelle popularité. Un contemporain commente ainsi les changements survenus à cette époque : « Un remue-ménage général a privé beaucoup de personnes de leur gagne-pain, leur enlevant les moyens de s'enrichir avec la sueur du prochain et mettant tout le monde dans les limites de la peur et de l'honneur (2). » Et un autre : « Avec le règne de Catherine a pris fin aussi l'âge d'or des brigands (3). » Comme l'a

(1) « Mémoires », *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 305. Cf. Princesse Lieven, « Mémoires », dans Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 39. Mêmes indications dans une lettre du Montbéliardais Parrot à Alexandre Ier, *Antiquité russe*, 1895, t. IV, p. 197.

(2) Général Maiévski, « Souvenirs », *Antiquité russe*, 1873, t. VIII, p. 131.

(3) Rostislavov, même recueil, 1880, t. V, p. 48. Dans le même sens, Mirkovitch, « Mémoires », *Archives russes*, 1890, t. III, p. 397.



observé Karamzine (1), et bien qu'aucun rapprochement ne soit sur ce point possible à d'autres égards, on en a dit autant du Terrible, qui, orgies sanguinaires à part, fut un politique très avisé.

Il est certain aussi que la fin tragique du malheureux prince n'a pas été uniquement, ni même principalement, déterminée par ses erreurs et ses excès. C'est, au contraire, à ses efforts les plus méritoires et à ses inspirations les plus généreuses que Paul a surtout dû sa perte, en soulevant contre lui la coalition des intérêts et des passions les moins justifiables. Pliées, même dans les hautes classes, à l'esclavage le plus vil, les mœurs du temps faisaient qu'on eût pardonné à ce tyran, comme à tant d'autres, les plus mauvais traitements, si, les multipliant, il ne s'était attaqué qu'à la dignité seule de cette partie de ses sujets. Mais il leur ôtait le pain de la bouche, en contrariant en même temps leurs plaisirs et en blessant leur vanité : voilà qui ne pouvait être souffert! Il réprimait les dilapidations invétérées dans l'administration des palais impériaux : ceci criait vengeance! Il exaspérait toute la troupe de fainéants dorés et rapaces, dont Catherine avait respecté les habitudes et toléré les vices, parce que les unes et les autres servaient d'excuse à sa propre débauche : c'est dans ce milieu que se sont recrutés les instruments de l'assassinat dont le fils de l'impératrice est tombé victime.

Mais l'assassiné ne saurait être jugé d'après les assassins. Dans l'histoire des révolutions, ce critère n'est jamais de bon usage, et d'ailleurs les privilégiés justement dépouillés de leurs privilèges ne devaient fournir que la main-d'œuvre de l'attentat consommé en mars 1801. La pensée directrice est venue d'ailleurs et de plus haut.

Le gouvernement de Paul était détestable; mais, momentanément, avant les désastres et les ruines qu'il ne pouvait manquer d'entraîner et de faire sentir jusqu'au sein de ces masses profondes elles-mêmes qu'il flattait, son action

(1) Mémoire rédigé en 1801 pour la grande-duchesse Catherine Pavlovna, *Archives russes*, 1870, p. 2268.



devait naturellement y passer pour bienfaisante. Sur 36 millions d'hommes, 33 pour le moins croyaient avoir des raisons pour bénir le souverain et le faisaient, comme avec plusieurs autres contemporains l'a constaté un des auteurs mêmes de l'attentat, Bennigsen (1).

Dans les classes supérieures, le mécontentement et l'esprit de révolte ont été en outre excités et renforcés par cette propagande d'idées libérales, à laquelle Alexandre prétendait se vouer avec ses amis, mais qui trouvait d'autres agents plus actifs. Bien que personnellement très réfractaire à ce mouvement, Sabloukov lui-même s'en montra touché, sous l'influence de sa femme, une Juive, née en Angleterre de parents originaires de Russie, Julienne Angerstein, fille du célèbre industriel et amateur d'art, dont les collections ont formé le noyau de la *National Gallery* de Londres.

Les principes professés et les procédés mis en pratique par Paul semblent, à première vue, rendre inexplicable l'existence d'un tel courant; mais la police du souverain n'était pas mieux organisée que les autres parties de son gouvernement. En fait, sous ce régime tyrannique, dans un sens au moins la liberté restait grandement assurée. De l'aveu des frondeurs eux-mêmes, on pouvait, sans grand risque, dire tout haut le mal qu'on pensait de ce maître en apparence si redoutable, voire l'insulter publiquement! Fonctionnaires, les policiers partageaient les sentiments hostiles dont Paul devenait l'objet dans cette sphère pour les motifs que nous connaissons, et la complicité des surveillants et des surveillés au milieu des crises révolutionnaires a, dans ce pays, des origines lointaines.

Les propagandistes étaient peu nombreux et leur influence ne s'exerçait que dans un cercle assez restreint. Mais en disant que *tout le monde* croyait Paul atteint de démence, comment Czartoryski l'entendait-il? Il l'explique : tout le monde, à savoir « les classes supérieures, les hauts fonctionnaires, les géné-

(1) *Antiquité russe*, 1884, t. XLII, p. 66; 1889, t. LXIII, p. 458; *le Régicide du 11 mars*, p. 347.



raux, les officiers, les employés supérieurs, ce qui en Russie veut dire toute la nation pensante et agissante». On dirait aujourd'hui là-bas toute la *intelligentsia*, et c'est à peu près la même chose. On disait alors *tout le monde*, parce qu'il n'y avait que ce monde-là qui comptât. Les masses populaires sur lesquelles Paul imaginait follement prendre appui, c'était ce que les Anglais appellent dédaigneusement *nobody*, et cela n'avait aucune valeur politique ni sociale, cela ne représentait aucune force utilisable à ce point de vue. De nos jours encore, les tentatives faites pour mettre en jeu cet élément se sont montrées impuissantes ; il a déjoué tous les calculs et déçu toutes les espérances fondées sur son concours. Ainsi, portant à faux de ce côté, l'édifice chimérique construit par Paul était suffisamment miné de l'autre pour qu'il croulât au premier choc.

Inévitable, la catastrophe semble avoir été précipitée par un acte, qui, s'il avait su en tirer parti convenablement, aurait peut-être ramené au souverain un grand nombre de ses adversaires. Avec sa maladresse habituelle, Paul a fait qu'il s'est tourné contre lui. Le 1er novembre 1800, cédant à une de ces impulsions dont il ne savait jamais prévoir les conséquences, le tsar publia un décret d'amnistie générale. Il rappelait à Saint-Pétersbourg et au service les fonctionnaires et officiers mis en congé ou exilés depuis quatre ans. Tous devaient, dans le plus bref délai, se présenter devant l'empereur et recueillir de sa bouche la confirmation de la mesure de clémence dont ils bénéficiaient. Paul voulait jouer au naturel la scène d'Auguste avec Cinna et savourer les témoignages de reconnaissance qu'il avait le droit d'attendre. En quelques jours, les routes conduisant à la capitale furent couvertes d'une autre procession de *revenants*, faisant hâte pour répondre à l'appel, qui en voiture à six chevaux, qui en simple *kibitka*. Beaucoup, ayant tout perdu par la disgrâce encourue, arrivaient à pied.

Le souverain se montra charmant avec les premiers venus, mais ne tarda pas à se lasser. Il ne savait en outre que faire de tant d'amnistiés. Les places qu'il avait promis de leur



rendre dans le service se trouvaient occupées. Débiteur en défaut devant ce flot de créanciers, il se dépita et les mit en fureur. La plupart d'entre eux n'eurent même pas l'honneur de voir le souverain, et les derniers arrivants furent arrêtés aux barrières de la ville. Pahlen du moins passe pour avoir suggéré cet expédient, comme on veut aussi qu'un calcul perfide de sa part ait engagé Paul dans cette impasse. Mais celui-ci était bien capable de s'y fourvoyer de son propre mouvement. Il aimait les beaux gestes. Cabotin du pouvoir absolu, il n'en comprenait l'exercice que sous forme d'effets scéniques. En quête donc d'une attitude avantageuse, il venait, comme à plaisir, de réunir et de dresser dans le voisinage de son palais tout un faisceau de colères et de haines, comme un amas de substances explosives, où l'attentat vengeur d'un avenir prochain puiserait des aliments et des soutiens. Mais l'explosion était préparée depuis longtemps, et prévue.

V

Au lendemain de l'avènement du fils de Catherine, Mme Vigée-Lebrun avait eu grand'peur, parce que, dit-elle, la croyance était générale à l'imminence d'un soulèvement contre le nouveau souverain (1). Écrivant à sa mère le 4/15 août 1797, la grande-duchesse Élisabeth, femme de l'héritier du trône, s'étend longuement, de son côté et avec des commentaires singuliers, sur des incidents énigmatiques, qui, à deux reprises, un dimanche et le mardi suivant, venaient d'alarmer Pavlovsk où la famille impériale se trouvait réunie. La comtesse Golovine en fait mention aussi : irruption soudaine aux abords du château des divers corps de troupes

(1) *Souvenirs*, t. II, p. 363.



constituant la garnison de la résidence, sans qu'on pût imaginer, ou découvrir, ce qui les mettait en mouvement. « Tout ce qu'on sut sous main, dit la grande-duchesse (c'est-à-dire ignoré de l'empereur), c'est qu'il y en avait de tout préparés et que le matin déjà on disait confusément *qu'il y aurait quelque chose le soir.* » Et plus loin, racontant la seconde alerte du mardi : « L'impératrice, qui déjà l'autre jour avait eu des idées à peu près comme tout le monde, se mourait de peur et suivit cependant (l'empereur qui allait au-devant des troupes)... Anne (Julie de Saxe-Cobourg, devenue la femme du grand-duc Constantin, sous le nom d'Anne Féodorovna) et moi nous suivions, les cœurs palpitants d'espérance, car, réellement, *cela avait l'air de quelque chose...* Je donne ma tête, de même que bien du monde, qu'une partie des troupes a quelque chose *im Sinn,* ou qu'au moins ils espéraient pouvoir produire quelque chose en se rassemblant... Oh! s'il y avait quelqu'un à leur tête! Oh! maman, en vérité c'est un tyran... (1)! »

Ainsi, neuf mois après que Paul fut monté sur le trône, tout le monde dans son entourage se persuadait, au sentiment de sa jeune belle-fille, que les troupes préposées à sa garde cherchaient l'occasion d'un mauvais coup, et, dans la famille du souverain la plus proche, cette éventualité faisait palpiter les cœurs, non d'angoisse, mais d'attente joyeuse! Alexandre n'y était pas seul, en effet, à considérer son père comme un tyran. A raison de quoi encore cette belle-fille peu tendre réclamait quelqu'un qui, en prenant leur commandement, aidât les émeutiers à accomplir leur sinistre besogne! Peut-être bien aussi se désolait-elle que son mari, trop timide et indolent, ne voulût pas être le chef désiré, et, précédant la tragédie publique de mars 1801, le drame intime, qui à ce moment déjà troublait le foyer du grand-duc, avait-il sa source principale dans ce désaccord effarant.

Ces incidents, qui n'étaient peut-être qu'accidentels, ne se

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 310; cf. comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 175-176.



renouvelèrent d'ailleurs pas, et, au cours des deux années suivantes, trompé par la docilité universelle qu'il rencontrait, distrait aussi par les grands événements auxquels il prenait part en une activité fiévreuse bien que stérile, Paul se rassura. Dès le milieu de 1800, pourtant, il eut des motifs d'inquiétude nouveaux. Autour de lui les ruines s'amoncelaient déjà et l'horizon devenait sombre. Son bonheur domestique détruit et ses ambitions déçues, tout son idéal de vie privée et de vie publique si entièrement démenti par lui-même, ne pouvaient, si égaré qu'il fût, ne pas jeter quelque trouble dans son esprit. Il paraissait déprimé et s'attristait. « Notre train de vie n'est pas gai, écrivait Marie Féodorovna à Mlle Nélidov en mai 1800, car notre cher maître ne l'est pas du tout. Il porte dans son âme un fond de tristesse qui le mine. Son appétit en souffre... et le sourire est rare sur ses lèvres (1). » Avec une impatience fébrile, Paul attendait aussi, à ce moment, le jour où il pourrrait quitter toutes les résidences à travers lesquelles s'était promené jusque-là sa fantaisie. Dans aucune d'elles il ne trouvait plus de repos ni ne se sentait en sûreté. Il lui fallait un château fort, une citadelle, des murs en granit, des fossés profonds les entourant, des ponts-levis en défendant l'accès, et, avec une précipitation folle, la construction du Palais Michel était poussée, à coups d'oukases et de millions.

VI

Forteresse inexpugnable, cette demeure nouvelle devait aussi être un palais magnifique. Comme de tant d'autres choses, par quoi il avait prétendu opposer sa façon de penser et de vivre à celle de sa mère, Paul était promptement revenu

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 439.



de ses préférences pour la simplicité rustique. Les impressions rapportées de France y avaient contribué, ainsi que les goûts de Marie Féodorovna, éprise, malgré Etupes, de pompe et d'étiquette, comme toutes les princesses allemandes de son temps, pour qui le soleil se levait à Versailles. Nous avons vu ce que, au couronnement de Moscou, devenait déjà la pastorale de Pavlovsk, et, dans cette voie, le fils de Catherine devait aussi affirmer son esprit outrancier. La cour de la Sémiramis du Nord passait pour la plus brillante et la plus fastueuse d'Europe; son fils se persuada, cependant, que l'impératrice n'y défendait pas assez le respect dû à la majesté du rang suprême. Il se piqua d'y établir une discipline aussi sévère que celle qu'il introduisait dans ses régiments. Il accouplait Versailles avec Potsdam, non sans quelque réminiscence aussi du cérémonial asiatique qui, si récemment encore, triomphait au vieux Kreml moscovite. Il voulait que les dames elles-mêmes s'agenouillassent en lui baisant la main, et l'accomplissement de cet acte d'hommage comportait réglementairement une suite de gestes, révérences et pirouettes d'une exécution passablement difficile. Une jeune *freiline* y commettait-elle quelque manquement, elle était brutalement mise à la porte, en s'entendant appeler *doura* (sotte)! Elle devait néanmoins se représenter le lendemain au cercle. Mais souvent un huissier l'arrêtait à l'entrée :

— Vous n'êtes pas digne de paraître aujourd'hui devant Sa Majesté!

Après avoir d'abord fait scandale, ce traitement finit par laisser tout le monde indifférent. Celles qui en étaient l'objet se retiraient en haussant les épaules (1). D'autant que Paul n'épargnait personne. Il reprenait en termes violents ses deux belles-filles, Anne et Alexandrine, qui, devant en hiver l'accompagner dans une sortie, ne songeaient pas à quitter leurs pelisses en pénétrant dans une salle d'attente mal chauffée. Non moins intransigeante, Marie Féodorovna arra-

(1) *Notes inédites* du prince LOBANOV, d'après des souvenirs de famille.



chait au corsage de sa bru un bouquet de fleurs fraiches qu'elle jugeait mal assorti avec une robe de gala (1).

Comme dans la vie militaire, un règlement ponctuellement suivi déterminait, dans les moindres détails, pour les membres de la famille impériale et pour leur entourage, l'emploi de chaque moment de l'existence commune. Levé entre quatre et cinq heures, l'empereur travaillait dans son cabinet jusqu'à neuf heures, recevant les rapports de service et donnant des audiences. Il sortait ensuite à cheval, en compagnie d'un de ses fils, habituellement le grand-duc Alexandre, pour visiter quelque établissement, ou inspecter des travaux. De onze heures à midi, parade, puis travail encore jusqu'au diner, servi exactement à une heure. Table d'une huitaine de couverts seulement, le souper devant réunir le soir un nombre double ou triple de convives. Nouvelle tournée d'inspection après une courte sieste; autre séance de travail de quatre à sept heures; puis, cercle de cour, où l'empereur se faisait souvent attendre longtemps, mais où il ne tolérait pas qu'il y eût des retardataires. A son apparition, une liste des personnes présentes lui était remise, et il y marquait au crayon les noms de celles qu'il désirait retenir au souper. Parfois, faisant le tour du cercle, il adressait la parole à quelques personnes; mais les conversations entre assistants étaient interdites.

Neuf heures sonnant, la porte de la salle à manger est ouverte. L'empereur y entre le premier, donnant parfois, mais pas toujours, le bras à l'impératrice. Jetant autour de lui des regards invariablement sévères et fréquemment courroucés, il abandonne d'un mouvement brusque ses gants et son chapeau au page de service qui est chargé de les recueillir. Il prend place au centre de la table, ayant l'impératrice à sa droite, et à sa gauche son fils aîné. La consigne du silence est levée à ce moment, mais personne n'ose s'en prévaloir, si ce n'est pour répondre à l'empereur, qui n'interpelle habi-

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 157.

tuellement que son fils ou le comte Stroganov, et s'entretient avec eux devant des muets. Le plus souvent, entre deux bouchées, il se borne à promener les yeux autour de la table, scrutant les physionomies, observant les attitudes. Fantaisie ou distraction, une dame a gardé ses gants en mangeant. L'empereur appelle un page et à très haute voix, en indiquant du doigt la personne visée :

— Demandez-lui si elle a la gale !

Parfois, s'il est de bonne humeur, Paul fait venir le fou de cour, *Ivanouchka*.

Il y a encore un fou de cour, et ce n'est pas tout à fait un anachronisme. L'Angély passe, depuis Victor Hugo, pour avoir été, en France, le dernier titulaire de l'emploi dans l'entourage de Louis XIII. Mais c'est la fantaisie du poète qui l'y a placé anachroniquement. Dans la réalité historique, le personnage appartient à une époque postérieure. Il a figuré dans l'Olympe de Louis XIV, et il n'a pas été le dernier. Marie-Antoinette semble avoir encore possédé quelque chose de semblable dans ses petits appartements, et, en Russie comme en Allemagne, la tradition s'est perpétuée beaucoup plus longtemps. Recueilli dans la domesticité des Lapoukhine, *Ivanouchka* n'a d'ailleurs pas l'ampleur des grands titulaires du rôle. Dans leur audace calculée, ses saillies ne sont communément qu'un écho et un moyen d'intrigue. Si, au lieu d'en être amusé, l'empereur prend de travers quelque propos plus hardi, le mauvais drôle a soin d'en attribuer la paternité à tel personnage qu'il a été payé pour desservir. Comme L'Angély, il finit d'ailleurs par se rompre le cou à ce jeu hasardeux. Un jour qu'il épilogue, plus ou moins plaisamment, sur *ce qui naît de ceci ou de cela,* Paul demande :

— Et de moi, que naît-il ?

— Un tas de choses, répond le fou, mal inspiré, cette fois : places, croix, cordons, largesses, galères, coups de knout...

Un rugissement l'interrompt.

— A la porte ! Aux fers ! Le fouet sans merci !

Ses nombreux protecteurs intervenant, *Ivanouchka* en est



quitte pour un exil à Moscou, où il terminera ses jours dans la maison d'Anastasie Nachtchokine, célèbre beauté de l'époque.

Après souper, s'il était bien disposé, Paul prenait encore plaisir à jeter aux quatre coins de la pièce la desserte de la table, pâtisseries et sucreries, que les pages se disputaient en se livrant bataille pour les morceaux de choix. A dix heures, la journée était finie. L'empereur se retirait.

Extrêmement nombreux sous Catherine, le personnel de cour se trouvait maintenant très réduit, limité, même pour les grandes réceptions du dimanche, aux cinq premières classes du *tchine*, et vers la fin du règne de plus en plus restreint. A partir du 1er septembre 1800, les officiers de la garnison de Gatchina n'eurent plus, comme précédemment, leurs entrées au théâtre et à l'église du palais. Paul avait découvert des figures suspectes dans leurs rangs. Dans ce cadre rétréci, il n'admettait cependant aucune intimité. Il ne laissait rien des soirées exquises de l'Ermitage, où, bannissant toute étiquette, Catherine se délassait des fatigues du pouvoir et de la représentation. Il maintenait ces réunions, mais avec « la cohue brillante des fonctionnaires militaires et civils observant sous l'œil du maître la raideur d'un bataillon », comme dit Mme Golovine, il y introduisait la contrainte et l'ennui, qui le suivaient partout. Et c'était encore une raison pour qu'on souhaitât d'être débarrassé de lui.

Là, comme ailleurs, tout est réglé : costumes et gestes, attitudes et paroles. A la bénédiction des eaux, cérémonie qui a lieu en janvier, par vingt degrés de froid, le règlement veut que les assistants paraissent sans pelisses, en bas de soie et escarpins. Telle année, l'un d'eux, le prince Adam Czartoryski, tombe, frappé d'une congestion. Beaucoup sont obligés de prendre le lit en rentrant. Paul n'en est pas ému. Comme le soir on lui fait un rapport sur ces accidents, il s'étonne simplement. « J'avais chaud, moi ! » dit-il.

Il n'admet aucune dérogation à ces consignes implacables ; il n'y souffre aucune détente, pas même à la campagne. A



Pavlovsk ou à Gatchina, le règlement prescrit bien des promenades à cheval, auxquelles l'impératrice et les dames de sa suite prennent part; mais ces divertissements sont organisés comme un cortège d'enterrement, ou un exercice d'escadron : par file à deux au pas et silence dans les rangs ! Une seule exception : l'empereur consent parfois à jouer avec ses plus jeunes enfants ; condescendance extrême : il permet que, tenant l'un d'eux sur ses genoux, leur nourrice demeure assise en sa présence. Marie Féodorovna, elle, est moins tolérante : elle laisse invariablement debout jusqu'à ses meilleures amies, celles même qui, comme Mme Rjevski, se sont dévouées et ont souffert pour elle (1).

Mise et maintenue sur un tel pied, cette cour est pompeuse à souhait, mais affreusement triste. En dehors de l'empereur et de l'impératrice, tout le monde a la sensation d'y vivre en prison, d'y subir une gène intolérable, et l'absence elle-même de Leurs Majestés n'apporte à cette épreuve journalière aucun relâchement. La consigne reste, et, en croyant que le départ de ses beaux-parents pour Revel, en juin 1797, lui assurerait quelques moments de liberté, la grande-duchesse Élisabeth a eu une illusion vite déçue. « Il faut toujours plier sous le joug, écrit-elle le lendemain à sa mère. Ce serait un crime de nous laisser une fois respirer à volonté... L'impératrice veut que nous logions au palais pendant leur absence..., que tous les jours nous soyons, ainsi que tout le monde, parées comme si l'empereur y était... *pour que cela ait l'air cour*... C'est la Saint-Pierre aujourd'hui ; il doit y avoir une fête après le spectacle, au parc. Tout cela est beau et superbe, mais vide, triste à mourir (2) ! »

Tout le monde partage cette impression et tout le monde

(1) Mme Rjevski, « Mémoires », *Archives russes*, 1871, col. 42-43. — Pour les autres détails, voy. Wigel, *Mémoires*, t. I, p. 77 et suiv.; « Récits d'un ancien page », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 213-215; Reimers, *Petersburg am Ende des XVIII Jahrh.*, t. II, p. 9 et suiv.; *Archives russes*, 1873, t. II, p. 2298 ; S. Galitzine, « Mémoires », même recueil, 1869, p. 644 ; Caroline de Freystadt, *Erinnerungen*, p. 124 ; *Recueil de la Soc. d'Hist. russe*, t. XCVIII, p. 21 ; et les notes du prince Lobanov.

(2) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élizabeth*, t. I, p. 295.



désire que cela finisse, se souvenant du temps où, sous Catherine, il faisait si bon de vivre.

Le cérémonial n'est enfin pas borné à l'enceinte seule des palais impériaux ; il se prolonge au delà et s'étend à la rue. Aux abords de chaque résidence, les passants sont tenus de se découvrir, quelque temps qu'il fasse, et, la coutume du pays les astreignant à tenir les rênes des deux mains, les cochers sont réduits à saisir leur bonnets avec les dents. Les apologistes de Paul ont voulu qu'il fût étranger à l'ordonnance publiée dans ce sens par un fonctionnaire trop zélé. Sans que le terrible Arkharov ou aucun autre policier s'en mêlât, le souverain obligeait bien cependant les dames du plus haut rang et du plus grand âge à descendre de voiture pour le saluer quand elles le rencontraient, au risque d'enfoncer, en souliers de bal, dans la boue ou la neige. En cas de contravention, les voitures étaient conduites à la fourrière et confisquées et les cochers, laquais ou coureurs encouraient une punition corporelle, — parfois partagée par la propriétaire de l'équipage. Les hommes devaient, en outre, retirer leurs pelisses et se mettre au port d'armes. Pour les femmes, Paul admettait parfois des dérogations à la règle, invitant galamment celle-ci ou celle-là à ne pas se déranger. Mme Vigée-Lebrun assure avoir été du nombre de ces privilégiées. Mais Mme Demont, femme du fondateur d'une hôtellerie célèbre, expia dans une maison de correction un défaut d'empressement à se déposer dans la crotte. Pour échapper au même sort, en quittant sa voiture avec trop de précipitation, une actrice du Théâtre-Français, Mlle Leroy, glissait sur le marchepied.

— Que voulez-vous de plus? Mérope est à vos pieds! déclama-t-elle en tombant. Nous n'avons pas appris que Paul ait pris la peine de relever la gracieuse comédienne (1).

(1) Kotzebue, dans *le Régicide du 11 mars*, p. 345; Wiegel, *Mémoires*, t. II, p. 153; Ilinski, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, t. III, p. 397; Gretch, *Mémoires*, p. 117; Sanglène, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 491; Fédorov, « Notes », même recueil, 1871, t. II, p. 300; Sélivanov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1869, p. 167.



Tout cela, sous l'influence d'atavismes asiatiques, l'éloignait fort de Versailles, et diverses autres raisons l'empêchaient de suivre le modèle qui s'y était offert à son admiration. Le désir d'imiter Frédéric II en fut une. Il s'opposait malencontreusement à l'ambition de copier le Roi Soleil. A l'exemple du philosophe de Sans-Souci, le fils de la prodigue Catherine, très dépensier lui-même, avait néanmoins des prétentions à l'économie et à la simplicité. Il montrait orgueilleusement au prince Czartoryski un chapeau dont le galon était usé. Hiver ou été, il portait le même manteau, dont la doublure seule était changée selon la saison. En parcourant ses provinces, il affectait de prendre logement dans des *isbas* de paysan et interdisait, sous les peines les plus sévères, tout préparatif pour sa réception.

Cependant, ses moindres déplacements ressemblent à la mise en marche d'une caravane. Ils ne réclament pas moins de cinq cent trente-cinq chevaux. Nul luxe d'équipages, rien de brillant ni d'élégant, mais beaucoup de monde dans beaucoup de voitures, dont la plupart ne sont que des charrettes et qu'on attelle n'importe comment. Et ce monde dévore, au passage, le ravitaillement d'une petite ville. Voici ce que réclame, à chaque repas, la cuisine volante du souverain : plusieurs pouds de viande de bœuf, un veau, deux chevreaux, un mouton, deux cochons de lait, deux dindons, quatre poulardes, deux chapons, six ou dix poules, quatre paires de poulets, deux paires de coqs de bruyère, trois paires de perdreaux, quatre paires de gélinottes, trois pouds et demi de meilleure farine, dix livres de beurre frais, autant de beurre salé, cent œufs, dix bouteilles de crème épaisse, autant de lait, dix livres de sel, un *viédro* de choux, cinquante grosses écrevisses, quatre livres de gruau, deux plats de poisson les jours gras et douze les jours maigres, sans compter les concombres, champignons, citrons, légumes, etc. (1).

Eu égard au nombre de bouches à nourrir, ce n'est guère,

(1) Tréfoliév, *Archives russes*, 1870, p. 305.



et l'appétit solitaire de Louis XIV exigeait des menus autrement copieux.

Aussi bien, entre Versailles et Gatchina, la distance s'accusait surtout en des traits d'ordre moral, plus significatifs. Le Roi Soleil réfléchissait dans sa personne surhumaine le rayonnement de toute une constellation d'astres de grandeurs diverses, qui tous concouraient à la splendeur de ce foyer central et en faisaient partie intégrante. Fidèle à l'esprit du tsarisme, Paul n'admet, en dehors de lui-même, qu'une poussière d'atomes obscurs et inertes. Seul, il les tire du néant où il les fera rentrer l'instant d'après. Seul, il leur communique vie, lumière et chaleur.

— Apprenez, monsieur, qu'il n'y a de grand, dans mon empire, que l'homme auquel je parle, et pendant que je lui parle.

Nous ne savons au juste si ce propos a été réellement tenu par le fils de Catherine, ni à qui il était adressé, car les témoignages sont discordants. Dumouriez est un de ceux qu'on indique comme l'ayant recueilli (1). Si le mot n'est cependant pas de Paul lui-même, à coup sûr quelqu'un l'ayant connu de près a admirablement traduit ainsi le fond de sa pensée et le seul point peut-être qui y fût immuable. Comme de sa propre grandeur, cet autocrate est resté toujours également et imperturbablement persuadé de sa sagesse, de sa bonté et de sa vertu, toutes qualités qui lui paraissaient inhérentes sinon à sa personne, du moins à l'hypostase divine qu'elle réalisait. Représentant de Dieu sur la terre, ne devait-il pas participer de sa perfection? Dans cette conviction, il ne cessait de « se pavaner devant lui-même », comme disait la grande-duchesse Élisabeth (2), et « fanfaron de l'absolutisme », selon l'expression de la princesse Dachkov (3), il a aménagé sa cour principalement pour qu'elle servît de théâtre à cette figuration.

(1) Sanglène, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1882, t. XXXVI, p. 897; cf. Stedingk, *Mémoires*, t. II, p. 11.

(2) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Impératrice Élisabeth*, t. I, p. 297.

(3) *Archives Vorontsov*, t. XXI, p. 355.



Mais, ainsi conçu et mis en scène, le spectacle devenait insupportable pour les autres figurants et, après trois années de règne, Paul eut la sensation que, dans ce décor splendide, le plancher se dérobait sous ses pieds. Alors, avec la hâte aveugle de ceux qui ont peur, il ne songea qu'à fuir, changer de domicile, se donner un abri inviolable. Il courut au-devant de son destin.

VII

Il était né au *Palais d'Été,* vaste construction en bois qui datait du règne d'Élisabeth. Peu de jours après l'avènement du petit-neveu de cette princesse, le bruit se répandit d'une vision qu'aurait eue, devant la demeure maintenant inhabitée, un soldat qui s'y trouvait de faction. Cet homme disait que l'archange Michel lui était apparu. L'esprit mystique de Paul s'emparant de la légende, il fut décidé que le vieil édifice recevrait le nom de *Palais Michel,* et qu'il serait remplacé par une bâtisse en pierre de taille, plus somptueuse. Il n'en devait être d'abord que cela ; mais peu à peu, mysticisme et angoisse, souvenirs de Versailles et évocation du moyen âge se combinant dans l'imagination du souverain, on y vit poindre cette autre vision d'une bastille féerique, que l'architecte franc-maçon, Ivan Bajénov, fut chargé de réaliser. Cet artiste tombant malade, ses plans furent remaniés par Brenna, simple maître maçon, ramené d'Italie par un grand seigneur polonais, et l'œuvre s'en ressentit de manière fâcheuse. Elle affecta le syle de la Renaissance italienne, mais accommodée au goût d'un gâcheur de plâtre. La dépense pour la construction et la décoration intérieure s'éleva officiellement, en trois années, à près de deux millions de roubles, et à une somme beaucoup plus élevée en réalité (1),

(1) Kotzebue l'évaluait, non sans quelque exagération sans doute, à 15 ou 18 millions.



Brenna y trouvant les éléments d'une fortune considérable laissée à un fils, qui épousa la fille du prince Koutousov. Les matériaux employés n'étaient pas, en effet, de premier choix.

Maintenu dans les parties inférieures seules de l'édifice, le granit, dont Paul voulait se faire un rempart, fut pour les autres étages remplacé par des murs en vulgaire maçonnerie, recouverte d'un affreux badigeonnage, où triomphait la couleur préférée de la favorite. Le souverain y concourant par des indications impératives et même, croit-on, des croquis, l'ensemble présenta une affreuse et barbare discordance de formes et de tons, un mélange bizarre de luxe et de misère et la plus entière absence d'harmonie et de sentiment artistique. Paul passe encore pour avoir exigé que les emblèmes impériaux figurassent, avec la plus extravagante profusion, dans tous les motifs d'ornementation; mais son plus grand souci fut de rapprocher l'heure de son installation dans ce logis si peu attrayant (1).

Le 1er novembre 1800, rongé d'impatience, il devança l'époque habituelle de son retour à Saint-Pétersbourg. Le palais-forteresse n'était pourtant pas prêt à le recevoir : les murs n'avaient pas eu le temps de sécher. Vite, on les recouvrit de boiseries, qui masquèrent, momentanément, l'humidité dont ils demeuraient pénétrés; mais elle ne tarda pas à suinter à travers les jointures. Appliquées sur des plâtres frais, les peintures s'effaçaient déjà, à tel point que, dans une des pièces, Kotzebue ne parvenait pas à distinguer le dessin d'un dessus de porte. Tableaux, meubles et tapisseries se détérioraient de telle façon qu'au lendemain de la mort du souverain, on dut les enlever pour les soustraire à une destruction complète. Une buée épaisse remplissait les appartements, empê-

(1) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, 241; Ribeaupierre, « Mémoires », *Archives russes*, 1877, t. I, p. 482. — Pour les détails de la construction : Reimers, *Petersburg am Ende des XVIII Jahrh.*, t. II, p. 99 et suiv.; Pouchkarov, *Description de Saint-Pétersbourg*, t. I, p. 356 et suiv.; Bojerianov, dans *Antiquité russe*, 1884, t. XXXIX, p. 474 et suiv., p. 651 et suiv.; Kotzebue, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 163 et suiv.



chant les personnes de se reconnaître, malgré l'abondance des lumières. Se dégageant de ces murs, qui suaient la chaux vive, les huiles et les vernis, une odeur âcre saisissait les visiteurs à la gorge. Le logis n'était pas habitable. Ceux que Paul voulait condamner à y vivre avec lui eurent le sentiment qu'ils risqueraient, comme lui, d'y étouffer. Et ce fut à qui répéterait : « L'empereur est fou! » et : « Cela ne peut pas durer! » L'esprit de révolte gagnait la cour entière, des chambellans aux domestiques, et, en voulant quand même prendre ses quartiers dans cette demeure inhospitalière, Paul mettait tout son entourage dans la complicité de ceux qui guettaient déjà l'occasion de se défaire de lui.

Il n'y prit pas garde. Le 1er février 1801, il couchait déjà dans la chambre, où six semaines plus tard il devait trouver la mort. Le lendemain, il donnait un bal dans cette nouvelle résidence, qui, bien que située au centre de la ville, fut officiellement qualifiée de *suburbaine* et aménagée comme une place forte. Elle reçut une nombreuse garnison. Des postes en armes occupèrent toutes les issues, surveillèrent tous les abords du *château,* comme Paul voulait qu'on appelât ce palais. Il y mit un *castellan*, Brisgalov, qui, trente ans plus tard, portait encore l'uniforme grotesque, dont il avait été affublé. Deux fois par jour, les ponts-levis s'abaissaient pour donner passage au « service de la correspondance avec la ville », organisé à l'allemande, et, à grands fracas de son de trompe et de claquements de fouet, les postillons franchissaient l'enceinte, apportant le courrier.

Paul se divertissait énormément de tout cela ; mais il goûtait principalement l'illusion qu'il se donnait là d'être enfin en lieu sûr. Il avait multiplié les précautions, jusqu'à faire établir auprès de son appartement une petite cuisine, où sans doute il entendait que ses repas fussent préparés par une personne de confiance, au cas où les tentatives d'empoisonnement, qu'il redoutait toujours, lui donneraient quelque alarme plus vive. Mais il comptait vivre tranquille et heureux dans cet asile si bien défendu et y prendre ses aises. En même



temps que lui, la princesse Gagarine s'y installait, dans un appartement qui communiquait avec le sien par un escalier réservé, et le bruit courait que l'empereur voulait répudier sa femme, pour épouser cette maîtresse, après l'avoir fait divorcer. Il avait, assurait-on, demandé pour cela et obtenu l'approbation du nouvel archevêque de Saint-Pétersbourg, Ambroise, dont on expliqua ainsi l'élévation soudaine au rang de métropolite. D'aucuns croyaient cependant, ou faisaient mine de croire, que la Chevalier obtenant déjà des entrées de nuit au nouveau palais, l'actrice l'emporterait sur la grande dame, à moins qu'elles ne fussent évincées l'une et l'autre par quelque rivale encore obscure. Deux femmes passaient en effet, à ce moment, et semble-t-il avec fondement, pour être grosses de Paul. Le père des deux enfants à naître paraît avoir, par l'entremise d'un valet de chambre de confiance, Kisslov, requis, à cette occasion, les services de l'accoucheur de cour, Suthof, et fait part au grand-duc Alexandre de l'événement attendu. Une fille, dont la mère était Mme Iouriév, femme de chambre de l'impératrice, fut élevée ultérieurement à Pavlovsk par les soins de la généreuse souveraine; mais elle mourut en bas âge (1).

A ces faits à peu près établis historiquement, la chronique scandaleuse en ajoutait d'autres, plus compromettants. Les participants du complot déjà dressé s'employaient à propager, parmi les légendes en cours, les plus propres à déconsidérer le malheureux tsar et à le rendre odieux; mais Paul travaillait lui-même à accréditer ces fables.

(1) CHOUMIGORSKI, *Paul Ier*, p. 203-204; *le Régicide du 11 mars*, p. 357 et suiv.; HELLDORFF, *Aus dem Leben*, p. 119; CRUSENSTOLPE, *Der russische Hof*, t. III, p. 349 et suiv. — Un acte relatif à la naissance prévue de ces deux enfants et déterminant leur situation a été, sur la demande de l'empereur, officiellement dressé par le prince A. Kourakine et se trouve aux Archives de l'Empire.

36



VIII

Entre deux retours de tendresse, ou de galanterie, qui n'avaient qu'un petit nombre de témoins, il traitait publiquement sa femme avec une rudesse grandissante et en usait habituellement de même avec ses deux fils aînés, reportant ostensiblement son affection sur les cadets, Nicolas et Michel. C'était assez pour qu'on imaginât qu'il songeait à attribuer sa succession à l'un d'eux. En vain, pour désarmer les défiances ou les colères de son père, Alexandre mettait en œuvre toutes ses ressources — et elles étaient grandes — de souplesse et de dissimulation. Humble, docile et patient à toute épreuve, multipliant les prévenances et les témoignages de déférence, il avait beau vivre avec sa femme en solitaire, ne s'entourer que de serviteurs dévoués au souverain, ne recevoir personne, ne s'entretenir avec les hauts fonctionnaires et les ministres étrangers qu'en présence de l'empereur, Paul ne se laissait pas apaiser. Mal renseigné, il n'avait aucune idée des véritables sentiments de son fils qui, d'ailleurs, se les cachait à lui-même; mais, quelques motifs de sécurité qu'il crût trouver sous l'ombre protectrice de l'archange Michel, ses habitudes de défiance universelle ne quittaient pas le souverain. Sans raison, ou même contre toute raison, il soupçonnait tout le monde, ses plus proches plus que tout le monde, et il avait la folie de le montrer.

Toujours aux aguets, il épiait les moindres mouvements de son héritier, essayait de le surprendre en pénétrant fréquemment à l'improviste dans son appartement. On veut qu'un jour il ait ainsi trouvé sur sa table le *Brutus* de Voltaire, ouvert à la page où se trouve le vers :

Rome est libre, il suffit, rendons grâces aux dieux.



Rentrant chez lui sans mot dire, Paul aurait là-dessus chargé Koutaïssov de porter à son fils une *Histoire de Pierre le Grand*, ouverte à la page qui contenait le récit de la mort du tsarévitch Alexis, supplicié par ordre de son père (1).

C'était le moyen de mettre Alexandre entre deux motifs de crainte, dont l'un, plus pressant, pouvait avoir raison de sa timidité et de son indolence et le pousser dans les bras de ceux qui, en le sauvant, prétendaient aussi sauver l'empire. En fait, le jeune grand-duc glissait sur cette pente, et, au Palais Michel, il eut une nouvelle et plus forte raison pour s'y laisser entraîner.

Le 6 février 1801, arriva à Saint-Pétersbourg un neveu de Marie Féodorovna, le prince Eugène de Wurtemberg, futur commandant d'un corps russe dans les campagnes de 1812-1814. C'était alors un gamin de treize ans, et, en l'invitant à rejoindre sa tante en Russie, Paul n'avait eu en vue qu'une de ces complaisances intermittentes qu'il lui plaisait de mêler aux dégoûts dont il accablait l'impératrice. Mais sa fantaisie de plus en plus débridée devait s'y égarer encore.

Se présentant à lui avec l'uniforme des dragons russes, les jambes prises dans d'énormes bottes qui, comme il essayait de plier le genou devant le tsar, le jetaient par terre, le petit homme plut au souverain. Relevant l'enfant et le déposant lui-même sur une chaise, Paul le caressa si fort qu'il mit aussitôt les imaginations en éveil, en même temps que la sienne s'emballait. En emmenant le jeune prince après cette première audience, son mentor, le général Diebitsch, ne put s'empêcher de l'embrasser dans l'escalier, avec un transport tel qu'il en perdit sa perruque. A peine rentré, le nouveau favori reçut la croix de Malte et déjà les visiteurs affluaient à sa porte. Les jours suivants, il désespéra son entourage en provoquant à un jeu insuffisamment innocent une demoiselle d'honneur de même âge, à qui il valut une douloureuse correction. A un dîner de cour, s'embarrassant avec ses éperons

(1) Princesse Lieven, dans SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. 40; cf. SCHILDER, *Paul Ier*, p. 479.



dans la nappe, il faillit renverser la table et s'étala encore de tout son long devant l'empereur; mais la bienveillance de Paul à son égard n'en parut pas diminuée. Quelques jours plus tard, au contraire, se voyant de plus en plus entouré d'hommages et de marques de respect, et s'en étonnant, le jeune prince apprenait par Diebitsch que le souverain avait décidé de lui faire épouser sa fille Catherine, de l'adopter et de le désigner comme son héritier. Dans une note postérieurement rédigée, Eugène de Wurtemberg se montre persuadé de la réalité des intentions ainsi attribuées à l'empereur. Il assure même que celui-ci se préparait à enfermer dans un cloître sa femme et ses enfants, à l'exception de Catherine, si même il ne vouait pas Marie Féodorovna à la mort par la main du bourreau (1) !

Sur la foi de Diebitsch, ou autrement, ces nouvelles coururent les rues et rencontrèrent une créance assez générale, Paul prêtant toujours, par sa conduite, aux conjectures les plus bizarres. La princesse Gagarine et Koutaïssov l'auraient entendu dire : « Sous peu, je serai forcé de faire tomber des têtes qui m'étaient chères ! » Ou bien : « J'ai un plan que je veux exécuter et qui me rajeunit d'un coup de dix-sept ans », — allusion à l'âge du grand-duc Nicolas, plus jeune que son frère Constantin du même nombre d'années. Il n'est guère probable que l'une ou l'autre aient répété de tels propos à Pahlen, de qui Bennigsen les aurait tenus (2). Mais, aux yeux de tout le monde, Paul était capable de tout et prenait de plus en plus l'aspect d'un homme allant à la dérive de ses passions et de ses lubies. Il semait autour de lui l'épouvante, l'effarement et cette attente d'un événement redoutable et pourtant désiré qui à elle seule devient, dans certaines circonstances, génératrice des pires catastrophes.

Quelque soin qu'on prît de lui dérober les bruits du dehors, le prince Eugène ne laissait pas de remarquer, à la ville et à la cour, « l'air stupéfait de tout le monde ». L'air constam-

(1) « Récit de mes aventures », SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. 68 et 71.
(2) SCHIEMANN, *ibid.*, p. 75.



ment irrité de l'empereur et les « grimaces » qu'il adressait à tous les membres de sa famille ne lui échappaient pas davantage. La conversation du souverain « refluait, dit-il, de paradoxes et d'un galimatias inintelligible ». Parfois Paul semblait pris de vin, et, trompé sans doute par cette apparence, le jeune prince croyait apercevoir, au cours d'une réception, que le souverain se livrait à des libations copieuses. Mais la sobriété du fils de Catherine ne paraît pas s'être jamais démentie, et ce n'est pas au fond d'un verre qu'il puisait l'ivresse qui troublait sa raison.

La princesse Lieven n'a pas cru un moment que Paul voulût épouser Mme Chevalier. « On lui attribuait, dit-elle, des folies auxquelles il ne songeait pas. » Mais elle donne pour certain que l'envoi de l'ataman Orlov et de ses compagnons sur le chemin de l'Inde n'avait d'autre motif que le dessein, conçu par l'empereur, dans un moment de colère, d' « exterminer toutes les tribus des Cosaques du Don ». « Il espérait, dit-elle, que la marche au milieu de l'hiver, les maladies et la guerre le débarrasseraient de la race entière. » Elle affirme que l'ordre de mobilisation comprenait les femmes et les enfants, « la haine du souverain pour la forme un peu constitutionnelle du gouvernement de cette tribu » motivant ce calcul sinistre. Et le mari de la princesse était ministre de la guerre ; il présidait à cette expédition ; il transmettait tout au moins les ordres qui la concernaient! Enfin, dans les derniers temps du règne, Mme Lieven a, comme tout le monde, entendu répéter partout : « Cela ne peut pas durer (1)! »

Dans le sombre palais, où les bals et les fêtes se poursuivaient cependant et où, au rapport des envoyés étrangers surveillant le texte de leurs dépêches, « une grande gaieté ne cessait de régner », Eugène de Wurtemberg ne voyait, lui, que des regards inquiets, des visages décomposés par l'angoisse. Auteur de mémoires intéressants, I.-I. Dmitriév assure d'ailleurs que l'affluence à ces réceptions n'était pas

(1) SCHIEMANN, *loc. cit.*, p. 40.



grande (1). En prévision de la catastrophe, on se mettait à l'écart.

La police redoublait de sévérité, au point que la capitale se trouvait pratiquement en état de siège. « A neuf heures du soir, après qu'on eut battu la retraite, on mettait des barrières dans les grandes rues, ne laissant passer que les médecins et les accoucheurs (2). » Habituellement maussade en hiver, sous cette latitude, le temps lui-même prenait cette année une couleur particulièrement sombre. « Pendant des semaines, on ne voyait pas le soleil », dit un autre contemporain. On n'avait pas envie de sortir. C'était d'ailleurs dangereux. Il semblait que Dieu lui-même nous eût abandonnés (3). »

La catastrophe était dans l'air, et, comme l'a noté le prince Czartoryski, le nombre de ceux qui la préparaient se trouvant fort restreint, tout le monde participait en quelque sorte à la conspiration, « par sentiment, par souhait, par crainte et conviction,... par pressentiment vague mais unanime d'un changement probable, désiré, inévitable, dont on parlait à demi-mot, et que l'on attendait sans cesse, sans savoir quand il arriverait... Il était de mode et de bon ton parmi les jeunes gens de la cour de tenir entre eux, à ce sujet, les propos les plus hasardeux, de s'amuser à faire des épigrammes... sur les ridicules et les injustices de Paul, d'imaginer les moyens les plus baroques de se défaire de sa domination... Cette aversion qu'on témoignait imprudemment à chaque occasion était un secret d'État confié à tout le monde et que personne ne trahissait sous le souverain le plus redouté, le plus soupçonneux (4) ».

Malgré les précautions prises pour soustraire à ses oreilles des propos malsonnants, le prince Eugène entendait, lui aussi, dans des chuchotements, le mot fatidique : « Cela ne peut

(1) *Aperçu de ma vie*, p. 150.
(2) Prince OBOLENSKI, *Souvenirs*, p. 90.
(3) E. KOVALEVSKI, *Souvenirs inédits*.
(4) *Mémoires*, t. I, p. 237-239.



durer ! » Ou bien : « L'empereur est fou ! » La croyance à une maladie qui détruisait la raison du souverain et rendait impossible son maintien au pouvoir fut aussi générale à ce moment. Au printemps de l'année précédente, Rogerson avait déjà noté les progrès des symptômes alarmants dans l'état du malade et dans l'esprit de ses sujets : « Le nuage s'épaissit, écrivait-il à Simon Vorontsov, les mouvements disparates augmentent et deviennent plus manifestes de jour en jour... Tout l'entourage se trouve au bout de leur latin. Même le favori (Koutaïssov) devient très inquiet, et je vois que tous veulent se rapatrier *(sic)* vers le grand-duc. » Et il conseillait à l'ambassadeur de « procrastiner (1) ». Maintenant, en février 1801, se servant d'une encre sympathique pour correspondre avec Novossiltsov, qui séjournait aussi en Angleterre, Vorontsov lui-même comparait la Russie à un vaisseau, dont le capitaine aurait été frappé d'aliénation au cours d'une tempête, et il imaginait un plan de sauvetage, auquel il demandait à son jeune ami de concourir :

« Le second en commandement, disait-il, est un jeune homme raisonnable et doux, en qui l'équipage a confiance. Je vous conjure de retourner sur le tillac et de représenter au jeune homme et aux matelots qu'ils doivent sauver le vaisseau et qu'il est ridicule de craindre d'être tué par ce fou de capitaine, tandis que, dans peu, tous et lui-même seront noyés par ce fou. » Étant sujet au mal de mer, l'auteur de ce message parabolique disait ne pouvoir lui-même risquer un long voyage pour rejoindre le navire en détresse, et, Novossiltsov refusant de se rendre à ses exhortations, il désespérait (2).

Cependant, à ce moment, entre le jeune lieutenant et quelques hommes de l'équipage l'entente s'était faite, sinon sur les moyens à employer pour enlever le commandement au capitaine dément, du moins sur la nécessité de soustraire de quelque façon le gouvernail à ses mains affolées. Or, dans son palais-forteresse, Paul s'était enlevé ses meilleurs moyens

(1) *Archives Vorontsov*, t. XXX, p. 121.
(2) *Ibid.*, t. XI, p. 380-381.



de défense, — en éloignant successivement les quelques seuls hommes qui lui fussent réellement dévoués. Araktchéiev et Lindener demeuraient en exil depuis octobre 1799, et, en février 1801, Rastoptchine lui-même les y suivit, remplacé par Pahlen. Paul se livrait à ses bourreaux.

CHAPITRE XV

LE COMPLOT

I. Les premiers instigateurs. Panine et Ribas. La belle Olga Jerebtsov et le chevalier Whitworth. La légende de l'or anglais. — II. Pahlen. L'époque de son affiliation au complot et les causes. Les vues de Panine. Le projet de régence. Ouvertures faites au grand-duc Alexandre. Attitude ambiguë du prince. Les motifs de son hésitation. Irrésolution de Panine. Sa lutte avec Rastoptchine. Dernière tentative pour triompher de ce rival. Échec et entrée en action décisive. Assaut au gouvernement militaire de la capitale. Le général Swetchine. Chute et exil du vice-chancelier. Mort de Ribas. Ruine apparente du complot. Pahlen en prend le commandement. Action plus énergique. Recrutement des complices. Les Zoubov. Bennigsen. — III. Adhésion finale d'Alexandre. Indices et preuves. Caractère de cette participation. Entrainement résigné et aveuglement volontaire. Évolution du projet initial. Le projet de régence abandonné. Paul devra abdiquer et sera enfermé. Réserves sinistres. « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » — IV. Progrès de la conspiration. Le recrutement dans la garde. Les difficultés. Les centres de ralliement et les moyens de séduction. Les soupers fins de Mme Jerebtsov. Concours d'inspirations et d'ambitions diverses. La tradition de Catherine. Marie Féodorovna et son entourage. Présomptions de complicité. Les éléments réfractaires. — V. La conspiration du silence. Paul ne se doute de rien. Aveux prétendus de Pahlen qui dénonce l'impératrice et les grands-ducs. Ordres d'arrestation supposés. Invraisemblances et contradictions. Soupçons vagues conçus par le souverain. Il rappelle Araktchéiev et Lindener. Avertissements tardifs ou imaginaires. Le prince Eugène de Wurtemberg et la princesse Gagarine. Paul se sent menacé mais ne se croit pas en danger. Raisons de sa sécurité. Son attitude engage les conjurés à hâter l'exécution du complot. Elle est fixée au 11/23 mars.

I

Abandonné à ses propres ressources, ou à celles de son comité de propagande révolutionnaire, Alexandre ne serait pas allé loin. Il aurait vraisemblablement attendu que « son tour vînt », sans rien faire pour hâter cette échéance Deux des membres du *triumvirat*, Czartoryski et Novossiltsov,



avaient d'ailleurs quitté la Russie, et le troisième, Stroganov, était tout le contraire d'un homme d'action. Mais, dans l'entourage même que Paul donnait à son fils, se rencontraient des mécontents d'une autre trempe d'esprit, et le jeune grand-duc devait être sollicité par eux, car, sans lui, aucun changement de régime ne se laissait concevoir dans ce pays. Les querelles dynastiques y appartenaient à un passé révolu et Alexandre était peut-être seul à imaginer qu'on pût s'y passer de souverain.

En gestation lente depuis le commencement du règne, germant à l'état de velléité, de projet vague, ou simplement de vœu passionné mais passif, dans les milieux des plus divers et jusqu'au sein de la famille impériale, l'idée d'un complot pour le renversement de Paul semble avoir définitivement pris corps à la fin de 1799. Depuis le mois d'octobre de cette année, le comte Panine occupait le poste de vice-chancelier et s'y trouvait évincé de toute participation effective à la direction des Affaires étrangères par la faveur grandissante et l'influence envahissante de Rastoptchine. Ses vingt-huit ans débordant de sève, son passé déjà si brillant, ses prétentions plus grandes pour l'avenir, ses traditions de famille et son orgueil ne lui permettaient pas de s'accommoder longtemps d'une telle situation. La foi absolue qu'il avait dans la justesse de ses idées et un patriotisme sincère le portaient en outre à identifier ses ambitions avec les intérêts de son pays. Rastoptchine n'en faisant qu'à sa tête et Paul n'écoutant que ce conseiller, c'était, pensait-il, la perte de la Russie, et il fallait à tout prix prévenir la catastrophe.

C'était aussi, d'abord et à bref délai, la perte du jeune diplomate, car un conflit aigu entre lui et l'empereur devenait inévitable. Élevé dans la maison de son oncle, Nikita Petrovitch ne pouvait se déprendre d'une propension outrecuidante à en user avec le souverain comme il avait vu que cet oncle, mentor impérieux, en usait avec le tsarévitch. Gardant de son côté envers le neveu quelque chose des habitudes de déférence contractées envers l'oncle, il arrivait que,



poussé à bout par ses reproches et ses invectives, Paul s'éloignât à grands pas pour ne pas laisser éclater la colère qui l'étranglait. Mais, à travers tout le Palais d'Hiver, Panine le suivait jusqu'à l'Ermitage, où, s'arrêtant devant un buste de Sully, l'empereur s'écriait :

— Ah ! si j'avais un tel ministre !

Et Panine de répliquer :

— Soyez Henri IV et vous trouverez sans peine un Sully (1) !

Cet homme de tempérament froid, « froid comme la glace », dit Mme Divov (2), était enfin un rêveur, épris de mystère, d'occultisme, de fantaisie et de fantasmagorie. Dans la seconde moitié de sa vie il devait s'adonner passionnément à l'étude du magnétisme et dicter à son fils Victor des volumes entiers sur ce sujet (3). On peut supposer même que c'est le goût de l'intrigue, voilée d'ombre et évocatrice de frissons tragiques, qui l'a principalement inspiré à cette occasion, car il n'avait rien d'un véritable chef de conspiration, trop idéaliste et trop peu homme d'action lui-même pour un tel rôle. Aux rendez-vous donnés à ses complices, il allait se rendre en cachant un poignard dans son gilet, mais à lui seul il n'aurait vraisemblablement jamais menacé sérieusement ni la vie ni même le trône de Paul.

Il conspira pourtant et tout naturellement, pour passer du rêve à l'action, il chercha des soutiens parmi des hommes d'un esprit et d'un tempérament très différent.

En rentrant à Saint-Pétersbourg, il y avait retrouvé une liaison que seule l'identité des contraires ou la connexion des extrêmes peut expliquer. Fils d'un gentilhomme espagnol au service de Naples, don Miguele Ribas y Baions, ou plus vraisemblablement d'un portefaix italien répondant au nom de Ruobono, l'amiral Joseph Ribas n'était qu'un aventurier avec

(1) VELIAMINOV-ZIÉRNOV, *le Régicide du 11 mars*, p. 117. Ce chroniqueur et quelques historiens à son exemple font de Nikita Petrovitch un compagnon de jeux de Paul; mais celui-ci avait dix-sept ans quand son futur chancelier est né.

(2) Extrait du second voyage de Mme Divov, écrit par elle-même. Inédit.

(3) *Notes inédites* du prince LOBANOV.



l'âme d'un forban. De la meilleure graine de conjuré, pour le coup. Né en 1749 à Naples, il se trouvait en 1774 à Livourne, quand Alexis Orlov fit séjour avec une escadre russe en rade de cette ville, et, après avoir anéanti la flotte turque dans la baie de Tchesmé, s'occupa d'enlever la fameuse princesse Tarakanov. Le jeune Ribas paraît avoir pris part à ce dernier moins glorieux exploit et s'être ainsi ouvert, en Russie, l'accès d'une carrière inespérée. Marié en 1776 avec une pupille de Betzkoï, l'ami de Catherine, — et son père d'après les mauvaises langues, — Anastasie Sokolov, que Potemkine protégeait, il n'eut pas de peine à se pousser, et, malgré ces attaches, il réussit à rester en course, même après l'avènement de Paul. Membre du collège de l'amirauté en 1798, il passait amiral l'année suivante et chef du département des forêts. Il avait jusque-là toutes les raisons pour être satisfait. Mais, au commencement de 1800, à la suite de déprédations éhontées, il encourait une mise en congé et, bien qu'il dût promptement rentrer en faveur et obtenir le poste d'adjoint du vice-président du collège de l'Amirauté, il perdait « le moyen de voler un demi-million de roubles par an », d'après l'évaluation de Rastoptchine. Il ne s'en consola pas et accueillit avec empressement les ouvertures de Panine.

Les deux hommes se rencontraient chez la belle Olga Jerebtsov, une sœur des Zoubov et la maîtresse en titre de Whitworth (1). D'aucuns veulent que la première suggestion du complot soit venue de cette femme galante, soudoyée par l'or anglais. D'autres, en plus grand nombre, mettent directement en cause l'ambassadeur du roi George. Mme Jerebtsov avait des motifs d'animosité contre Paul, qui tenait ses frères en exil et leurs biens sous séquestre (2). Elle a aussi témoigné un goût très vif pour les guinées anglaises, qui paraissent l'avoir aidée plus tard à acquérir un des beaux

(1) Pour ce roman, voy. *Messager hist.*, 1895, t. XII, p. 844-865, et ALEXANDRENKO, *Antiquité russe*, 1898, t. IV, p. 93-106.

(2) *Dix-huitième siècle*, 1869, t. IV, p. 474-475.



domaines des Demidov. Elle semble pourtant avoir gagné cet appoint d'une autre façon, après un séjour en Angleterre, qui fut postérieur à la mort de Paul et qui lui valut la faveur du prince de Galles. Elle en revint avec un fils, qui, sous le nom de *Nord*, a fait souche d'une famille naguère encore représentée en Russie de façon distinguée, et la liaison passagère dont cet enfant était le fruit a pu valoir à la mère d'autres avantages. Mais cette aventure n'a aucun rapport imaginable avec le complot de 1800 et rien dans la personne d'Olga Alexandrovna ne décèle l'étoffe d'une initiatrice d'intrigue politique.

Pour ce qui est de Whitworth, le rôle d'initiateur est, de sa part, dans la circonstance, absolument inadmissible. L'origine du complot remonte, d'après toutes les données que nous possédons, aux derniers mois de 1799 ou aux premiers de 1800. A ce moment, l'ambassadeur n'avait aucune raison d'intérêt général pour vouloir la mort ou le détrônement de Paul et il en avait une, très sérieuse, d'intérêt particulier pour désirer le maintien de ce souverain au pouvoir. Il prenait une part active, en Russie, à des négociations, par lesquelles le cabinet de Saint-James se flattait encore d'enchainer le tsar à l'alliance anglaise, et, grâce à l'appui du même monarque, il touchait à l'objet de l'ambition personnelle que nous connaissons. En mars 1800, il allait être nommé pair, au titre de baron de Newport, en Irlande. Mais il n'eut plus le temps de recevoir le diplôme en Russie.

Ne partageait-il pas les illusions de Pitt et de Grenville? Il n'eût pas manqué, en ce cas, de prévenir ses chefs de l'expédient si risqué, auquel il jugeait nécessaire de recourir pour conjurer l'effet prévu de leur erreur. Or, ses dépêches ne contiennent pas la moindre indication dans ce sens et les dernières, celle même de février 1800, où il dénonce la folie de Paul, concluent encore à la possibilité d'en tirer parti (1).

Amant de Mme Jerebtsov, il a dû connaître le complot.

(1) Voy. ci-dessus, p. 454.



Peut-être même lui a-t-il témoigné quelque sympathie et, pendant les derniers moments de son séjour à Saint-Pétersbourg, donné des encouragements discrets. Mais c'est tout ce qu'il est permis de supposer. D'autant qu'au départ de l'ambassadeur, en mai 1800, le complot était à peine formé; il demeurait en l'air, et, depuis, absorbé par les soucis que lui donnaient le rang nouveau, où il avait à s'établir, son mariage avec lady Arabella et la gestion de l'immense fortune dont elle héritait, Whitworth s'est notoirement désintéressé des choses russes. On a signalé sa présence, en mars 1801, à bord d'un des bâtiments de l'escadre anglaise qui pénétrait dans la Baltique et on en a déduit que, prévenu du jour auquel serait exécuté le coup d'État dont il demeurait l'instigateur, l'ex-ambassadeur se disposait à en profiter pour rentrer à son ancien poste. Ce n'est que l'effet d'une confusion : Whitworth est allé *en août 1800* à Copenhague pour prévenir un mouvement d'hostilité prévu de la part de cette cour, et cette ambassade a été appuyée par une démonstration navale dans le Sund. Revenant le mois d'après à Londres, le nouveau pair n'a plus quitté l'Angleterre qu'en 1802, pour représenter son pays à Paris, et entre temps, il avait répondu par un refus catégorique aux instances de Vorontsov, qui le pressait de reparaître à Saint-Pétersbourg (1).

Il est aisé de deviner le sentiment qui a fait naître en Russie cette légende, ainsi que celle de l'or anglais, instrument principal du crime : rouleaux en tas épais aperçus chez le comte Pahlen; guinées rutilantes brassées à pleines mains par Valérien Zoubov et sa femme; millions rapportés d'Angleterre pour la solde des conjurés par Mme Jerebtsov qui les aurait d'ailleurs gardés (2). Les monnaies d'or en circulation

(1) Vorontsov à Whitworth, Southampton, 3/15 avril 1801, *Record Office, Russie*, vol. XLVIII, sans numéro.

(2) P.-A. Tolstov, *Archives russes*, 1882, t. II, p. 63; Dokoulowski, *Publications de la Comm. archéolog. de Riazan*, 1899, t. XIII, 2e livraison; Voieïkov, *Mémoires inédits*; Notes du prince Lapoukhine, dans Panchoulidzev, *Hist. des Chevaliers-Gardes*, t. II, p. 263.

dans l'empire russe, à cette époque, étaient, pour la plupart, d'origine étrangère et principalement anglaise, à cause des subsides payés aux troupes du tsar; la correspondance de Whitworth n'indique aucun prélèvement, pour un tel objet, sur les fonds secrets mis à la disposition de l'ambassadeur (1) ; il est tout à fait improbable qu'en consentant, *après coup,* à rétribuer les auteurs de l'assassinat de Paul, le gouvernement anglais ait confié des millions à Mme Jerebtsov; cette dame, enfin, avait d'autres moyens de gagner des partisans aux causes qu'elle servait, comme pour comploter la mort du souverain quelques-uns des conspirateurs avaient aussi d'autres motifs, plus nobles. Il n'est même pas sûr que, le sentiment national en Russie réprouvant l'attentat, on y soit intéressé à lui attribuer un mobile aussi vil. Car, la version admise de l'or corrupteur, si ceux qui le donnaient étaient des Anglais, ceux qui le prenaient étaient bien des Russes. Mais rien n'oblige ni ne permet même de l'admettre.

Avec le concours certain de Mme Jerebtsov et l'adhésion probable, à la dernière heure, de son amant, l'intrigue s'est nouée entre Panine et Ribas, qui, à eux deux, ne pouvaient cependant lui donner un tour sérieux. Panine n'avait pas le nerf ni Ribas l'envergure nécessaires. L'un, n'étant pas militaire, manquait de ressources; l'autre, coquin avéré, n'inspirait pas confiance. Aussi, d'un commun accord, ils se mirent en quête d'un troisième associé. Comme tous les conspirateurs, ils devaient viser à s'assurer le concours de la force armée, et, général de quelque renom, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg depuis 1798, Pahlen se trouvait naturellement indiqué à leur recherche.

(1) En dehors des dépêches de Whitworth que j'ai pu consulter au *Record Office*, sa correspondance comprend-elle, comme on le suppose assez communément, une partie inaccessible? C'est possible, bien qu'il soit difficile d'imaginer comment et pourquoi il n'aurait pas réservé pour ces rapports plus confidentiels certains passages de ceux qui sont livrés à notre curiosité et où, recourant à l'encre sympathique, il ne ménageait en dernier lieu ni la Russie ni son souverain.



II

D'après une opinion que les études si pénétrantes du prince Lobanov et de quelques autres ont accréditée en Russie dans un petit cercle d'initiés, le baron courlandais serait resté étranger à ce qu'on a appelé le *premier* complot, celui dont Panine prenait l'initiative et qui, après avoir avorté, n'aurait eu aucun rapport direct avec le second, destiné à un meilleur succès. Les faits contredisent cette version de façon absolue. Pahlen a certainement figuré dans la phase initiale de la conspiration, à côté de Panine, et, même après en avoir abandonné le commandement, celui-ci n'a pas cessé de garder contact avec l'entreprise, à travers ses avatars ultérieurs. Assurément, au début, Pahlen n'y a trempé que le bout des doigts. Mais à cela même, comment a-t-il pu être engagé? Rien dans sa carrière ni dans sa physionomie ne laissait prévoir une telle détermination.

Sa carrière? Une suite de succès, à peine interrompus pendant quelques mois au commencement du règne de Paul. Appelé dès l'année suivante à d'autres et plus hautes fonctions, l'ancien gouverneur de Riga parlait lui-même en plaisantant de cette mésaventure. Il se comparait à « ces petites poupées qu'on peut renverser et mettre pieds en l'air, mais qui se redressent toujours (1) ». Cornette de la garde en 1760, à dix-sept ans, un des héros de la campagne de Prusse en 1759, blessé en 1770 à la prise de Bender, général major depuis 1787, il avait, avec le beau domaine courlandais d'Eckau, recueilli, sous Catherine déjà, la récompense de ces brillants états de service, et le poste de gouverneur militaire de la capitale semblait lui ouvrir encore des perspectives plus flatteuses.

(1) Heyking, *Aus den Tagen*, p. 89.

Sa physionomie? Grand, large d'épaules, le front très élevé, il montrait, au témoignage de Mme de Lieven, le visage « le plus honnête, le plus jovial » du monde. Avec « beaucoup d'esprit, d'originalité, de bonhomie, de finesse, de drôlerie dans le langage », il offrait « l'image de la droiture, de la joie et de l'insouciance ». Portant la vie légèrement, il respirait, au physique comme au moral, « la santé et la gaieté (1) ». Marie Féodorovna partageait cette impression : « Il est impossible de connaître ce bon vieil homme sans l'aimer », écrivait-elle à Plechtchéiev le 9 septembre 1798 (2).

Les deux femmes se trompaient, et à peu près tout le monde avec elles. Bonhomie, jovialité, insouciance, droiture, tout cela n'était qu'un masque, sous lequel « le bon vieillard » cachait, depuis près de soixante ans, un homme très différent, qui maintenant seulement allait se révéler. Les Livoniens en avaient bien aperçu quelque chose. Ils disaient que leur gouverneur avait étudié à l'école la *Pfiffigologie* (de *pfiffig* : rusé, retors). Des abîmes de rouerie, de perfidie, de férocité se dissimulaient, en effet, sous ces dehors séduisants, avec la volonté la plus tenace, l'audace la plus téméraire, au service d'une ambition aussi difficile à satisfaire que dépourvue de scrupules. *Pfiffigologie* à part, l'instruction du personnage était nulle et aucune capacité éprouvée ne le recommandait à de hauts emplois, ni dans le civil, ni dans le militaire, — bien qu'en 1812, sur la foi d'un passé antérieur au règne de Paul, car il n'avait pas servi dans l'armée depuis, l'opinion publique dût le désigner comme commandant en chef des forces opposées à Napoléon. Son bonheur le voulait ainsi, et, avec Paul, ses dons de courtisan, souplesse à toute épreuve, bonne humeur inaltérable, esprit d'à-propos infaillible et aplomb imperturbable, concouraient à assurer ses chances.

Il les faisait valoir. Cumulant bientôt avec ses nouvelles fonctions le gouvernement civil des trois provinces baltiques, le gouvernement militaire de Riga, l'inspection de cavalerie

(1) SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. 39.
(2) Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie.

et d'infanterie dans la division livonienne, il continuait à monter, et on entrevoyait le jour, probablement prochain, où, parvenu au faîte, éclipsant ou évinçant tous ses rivaux, il deviendrait tout-puissant.

Cependant, en plein mouvement ascensionnel de cette fortune éblouissante, il écouta Panine. Si peu justifiée, la faveur même, dont il devenait l'objet, le mettait-elle en défiance, comme on l'a supposé, et en révolte préventive contre un retour possible? Cela se laisse admettre. Tout en le comblant, Paul ne le laissait pas, lui aussi, en repos. Tel jour, il prenait offense d'une lettre, par laquelle, du fond de la Sibérie, Kotzebue se recommandait à l'intercession de son demi-compatriote :

— On imagine donc que vous pouvez tout!

Le lendemain, il chassait outrageusement de la cour Mme Pahlen, parce que son mari avait caché au protecteur de la princesse Gagarine un duel dont la favorite était cause. Il se peut que, sur les sommets vertigineux auxquels il touchait, cet arriviste ait aspiré à ne plus éprouver l'angoisse continuelle d'une chute où il risquait, à toute heure, d'être entraîné avec tant d'autres favoris d'un jour.

Il paraît cependant ne s'être, à ce moment, livré qu'à demi. Son réalisme, éminemment pratique et foncièrement brutal, s'accommodait mal sans doute de la présence de Panine à la tête d'une tentative aussi risquée. Fût-il d'ailleurs entièrement assuré, son concours ne suffisait pas encore, Panine ne voulait pas la mort de Paul. Il songeait à l'établissement d'une régence, à l'exemple de celles que la maladie mentale du roi Christian VII en Danemark et du roi Georges III en Angleterre avaient récemment rendues nécessaires dans ces deux pays. Comme là-bas, la régence devait échoir à l'héritier et il fallait donc s'assurer du consentement d'Alexandre. D'autant que le jeune prince jouissait de la faveur publique. Sa popularité grandissait en proportion de la haine dont son père devenait l'objet. On racontait que, son fils se jetant à genoux pour plaider la cause des victimes de plus en plus

nombreuses de la colère du maître, Paul le repoussait à coups de pied dans le visage ! On parlait d'une lunette que l'héritier aurait établie à une des fenêtres de son appartement, pour faire guetter, à leur passage par le *Tsaritsine Loug*, les malheureux expédiés en Sibérie de la place de parade. A l'apparition d'une des sinistres *troïki*, un serviteur de confiance galopait à la barrière de la ville pour y rejoindre la voiture et remettre un secours à l'exilé (1).

Panine n'hésita pas à s'ouvrir avec le jeune grand-duc. « L'empereur Alexandre m'a conté, rapporte Czartoryski, que ce fut le comte Panine qui lui en parla le premier. » Pahlen, qu'aucune difficulté n'embarrassait, avait réussi à ménager entre le grand-duc et le vice-chancelier une entrevue, qui eut lieu en grand mystère dans un établissement de bains. Exposant en termes éloquents la situation critique de l'empire, Panine s'appliqua à rendre acceptable au sentiment filial de son interlocuteur le remède qu'il proposait. Ainsi que les précédents d'Angleterre et du Danemark le prouvaient, Paul pouvait être éloigné du gouvernement sans qu'on eût recours à aucune violence. Débarrassé des soucis seuls de son rang, le souverain jouirait d'un sort beaucoup plus enviable. Conservant tous les agréments de l'existence, il échapperait aux terreurs qui en empoisonnaient maintenant toutes les heures.

Alexandre ne se laissa pas convaincre. Il semble pourtant n'avoir témoigné aucune indignation. Les idées de Panine ne se rencontraient-elles pas avec les siennes, et le coup d'État dont on lui suggérait ainsi la pensée ne répondait-il pas à ses vœux secrets? Il n'acquiesça pas à la proposition, mais il garda pour lui la confidence et resta en relation avec le confident, échangeant avec lui des billets que Pahlen se chargeait de transmettre (2). Comme chef d'équipe, dans une entreprise de ce genre, à lui aussi peut-être l'idéaliste Panine ne semblait pas offrir de garanties suffisantes. D'autant que

(1) Récit de N. N..., d'après E.-I. Safonov, *Mémoires inédits*.
(2) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 231. Cf. *Archives Vorontsov*, t. XVIII, p. 245-246.



le vice-chancelier lui-même se montrait hésitant. Dans sa lutte avec Rastoptchine, il n'avait pas encore abandonné, à ce moment, tout espoir de victoire.

L'affaire resta ainsi en suspens. En août 1800, Pahlen quitta le gouvernement militaire de Saint-Pétersbourg, se trouvant appelé au commandement, d'ailleurs fictif, d'une des armées dont Paul décrétait la formation, et ce déplacement compromettait le projet, fondé sur la coopération des troupes en garnison dans la capitale. Aussi, le mois suivant, Panine se porta à tenter un coup décisif, — non contre Paul, mais contre Rastoptchine.

Il rédigea deux notes qui, dans sa pensée, ne pouvaient manquer d'ouvrir les yeux de l'empereur sur les inconvénients et les dangers de la politique, où le président du collège des affaires étrangères engageait la Russie. Dressant un plan pour la pacification générale de l'Europe, Panine se proposait comme le négociateur des combinaisons ainsi élaborées et se flattait de les faire agréer par toutes les cours en cause. La manœuvre était naïve. Les notes devaient passer par les mains de Rastoptchine, et Panine savait par expérience qu'elles n'avaient aucune chance d'arriver à destination. Son rival ne fit que s'en inspirer pour la composition du fameux mémoire, par lequel, s'offrant lui-même pour négocier le partage du monde de compte à demi avec la France, il devait achever momentanément de conquérir l'esprit du souverain (1). Mais l'échec eut aussi pour effet d'arracher définitivement Panine à ses illusions et à ses incertitudes (2).

Au gouvernement militaire de Saint-Pétersbourg, Pahlen avait pour remplaçant le général Swetchine ; « contre son habitude de ne visiter personne par esprit de dignité », Panine alla trouver le nouveau gouverneur et l'invita à venir le voir. Il le reçut, un bougeoir à la main, dans une maison vide de domestiques. Il tenait à ce décor puéril. Mais dévoi-

(1) Voy. ci-dessus, p. 439.

(2) Prince LOBANOV, *le Comte Panine*, Ms. Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie.



lant son dessein, il rencontra une nouvelle déconvenue. Swetchine refusait net, et le jeu devenait terriblement dangereux. Le général avait une réputation établie de loyauté et d'esprit chevaleresque ; mais dans quel sens s'en laisserait-il inspirer? Consulté, Ribas résolut de renouveler la démarche. Il y mit plus d'habileté. Comme Swetchine se montrait inébranlable, il se jeta à son cou.

— Vous êtes le plus honnête des hommes! Demeurez toujours fidèle à votre devoir...

Mais quelques jours après le général était destitué et remplacé par Pahlen (1). Ce fut le dernier succès du vice-chancelier et de son associé. Le 15 novembre 1800 (vieux style), Panine perdit sa place et dut le mois suivant quitter Saint-Pétersbourg, exilé dans ses terres ; le 2 décembre Ribas mourut. Le complot semblait ruiné. C'est à ce moment qu'il entra dans la voie des réalisations, car il trouvait un chef capable de les préparer, — Pahlen lui-même. Il y parut bientôt.

Au cours de ce même mois de novembre, opérée dans les conditions que l'on sait, l'amnistie générale procura à la conjuration un champ de recrutement des plus favorables. Elle ramena à Saint-Pétersbourg les Zoubov. Mme Jerebtsov prétendit plus tard avoir donné pour cela 200 000 ducats à Koutaïssov (2). Le drôle était homme à vendre ses services pour beaucoup moins, mais l'énormité de la somme qu'il aurait touchée, à cette occasion, rend suspecte la réalité même du marché. Plus probablement, l'ex-barbier aura été gagné par l'espoir, dont on le flatta, d'un mariage qui ferait de sa fille une princesse Zoubov. Le dernier amant de Catherine restait un coureur de cotillons des plus déterminés. Pen-

(1) Récit du prince Lapoukhine, le frère de la princesse Gagarine, recueilli par le prince Lobanov. (Ms. Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie.) Apparenté à l'Égérie du complot, le prince Lapoukhine pouvait être bien renseigné. Sa sœur, la princesse Alexandra Petrovna, était mariée au fils de la belle Olga, Alexandre Alexandrovitch.

(2) Mémoire du comte de La Roche-Aymon, aide de camp du prince Henri de Prusse, rédigé pour le comte de Haugwitz en avril 1801, d'après les indications de Mme Jerebtsov et communiqué à Talleyrand. Aff. étrangères, Prusse, vol. CCXXIX, fol. 271.



dant son récent séjour en Allemagne, il avait entretenu la chronique scandaleuse du pays en se faisant d'abord accompagner par une fille déguisée en valet de chambre, puis en essayant de séduire la comtesse de La Roche-Aymon, très charmante femme d'un émigré échoué à Berlin, et en tentant en dernier lieu l'enlèvement d'une des princesses de Courlande, Wilhelmine, depuis princesse Louis de Rohan. A ce moment encore, il disputait au grand-duc Alexandre les faveurs de la belle Mme Narychkine (1).

Les deux frères cadets, Platon et Valérien, furent nommés chefs du premier et du deuxième corps des cadets, et l'aîné, Nicolas, reçut le rang de grand écuyer. Paul les vit souvent et les traita bien ; mais il tarda à leur restituer leurs terres, dont la jouissance ne leur fut rendue que quelques jours avant la mort du souverain. Tous les trois vécurent en attendant avec des fonds que le banquier français de Berlin, Leveau, leur avançait par l'intermédiaire de leur sœur. Ils s'impatientèrent, et Pahlen n'eut pas de peine à les gagner. Gain médiocre. La famille gardait quelque reflet de la splendeur que la faveur de Catherine avait jetée sur elle, et, marié à la fille du grand Souvorov, Nicolas tirait quelque prestige de cette union. Espèce de taureau sauvage, il se montrait, en état d'ivresse, capable de bravoure. A jeun, par contre, une fois affilié au complot, il fit trembler les autres conjurés : errant à travers les rues en proie à une inquiétude visible, il se parlait à lui-même et se donnait en spectacle de toute façon. On craignait que sa femme, — la *Souvorotchka,* comme on l'appelait, — n'eût part au secret, car, aussi bavarde que sotte, elle l'eût crié sur les toits (2).

Des deux autres frères, Valérien était un rêveur et Platon un fainéant, pas aussi sot peut-être ni aussi poltron qu'on l'a communément représenté, mais d'une nonchalance faite de

(1) Adrianov, *Messager hist.*, 1895, t. XII, p. 846-847 ; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 247.

(2) Tourguéniév, *Mémoires* (partie inédite) ; Zlobine, *Mémoires inédits ;* Locatelli, *Notizie,...* inédit.



scepticisme, d'écœurement et de dépravation, qu'aucun intérêt ne pouvait secouer (1).

Au dernier moment, Pahlen trouva mieux. En février, la disgrâce de Rastoptchine concentra presque tous les pouvoirs dans ses mains. Gardant le gouvernement militaire de Saint-Pétersbourg, il prenait le département des postes et partageait avec le prince Kourakine la direction des affaires étrangères. Il put ainsi travailler plus à l'aise et il mit la main sur Bennigsen.

Page à la cour d'Élisabeth à dix ans, enseigne dans la garde à quatorze, général depuis, ce Hanovrien avait avec Paul des comptes personnels. Plusieurs fois congédié et repris au service depuis 1797, il se voyait finalement oublié dans une terre qu'il possédait en Lithuanie. L'amnistie le trouva dans cette retraite et ne l'engagea pas à en sortir. Mais en février 1801, des lettres pressantes de Pahlen l'invitèrent à se rendre à Saint-Pétersbourg, où elles lui promettaient le meilleur accueil. Paul le reçut, en effet, fort aimablement, mais lui tourna le dos aussitôt après. Furieux, le général voulut repartir, mais Pahlen le retint.

Originaire d'un pays que le tsar menaçait d'occupation prussienne ou française, cet étranger se laissa aisément convaincre que le salut de l'Europe était intéressé à ce que la Russie changeât de maître. De même âge à peu près que Pahlen, de taille élevée, comme lui, à tous les autres points de vue il était son antithèse vivante. Sec, raide, grave, « avec un faux air de la statue du commandeur », comme disait Mme de Lieven, au milieu des jeunes écervelés que le complot recrutait en nombre dominant, il apportait un élément précieux de pondération. Son sang-froid naturel ne l'abandonnant pas au moment décisif, il a peut-être assuré le succès de l'entreprise.

En même temps, s'entremettant toujours pour les communications de Panine avec Alexandre et appuyant les représen-

(1) Voy. une étude sur le favori dans *Antiquité russe*, 1876, t. XVI et XVII.



tations de l'ex-vice-chancelier par des démarches directes, Pahlen faisait aboutir la négociation. Avant le départ même de Panine, le grand-duc avait déjà faibli; écoutant ce qu'on lui disait et poussant des soupirs, il ne disait pas oui, mais ne disait pas non, et, à chaque entrevue, il pénétrait plus avant dans le projet. En février, sinon plus tôt, il y fut tout entier.

III

Le fait de son adhésion finale semble aujourd'hui mis hors de doute par un ensemble de témoignages et d'indices concordants et tout à fait concluants. A elles seules, les confidences faites par le fils de Paul à Czartoryski seraient décisives et, en suspectât-on la réalité, les circonstances mêmes du drame de mars crient l'évidence d'une complicité au moins morale. « Si vous aviez été ici, aurait dit Alexandre à son ami,... jamais je n'aurais été entraîné de la sorte », aveu suivi d'un récit de la mort de l'empereur, au cours duquel la figure du narrateur prenait « une expression de douleur et de remords inexprimable (1) ». Czartoryski marque en outre que le récit de Pahlen, au sujet de la participation du grand-duc à l'événement de mars, est, dans la version de Langeron, entièrement conforme à la vérité.

Très probante paraît aussi une lettre de Panine à Marie Féodorovna, dont la minute nous a été conservée. Datant de 1801 ou de 1804, on ne sait si elle a été envoyée à son adresse; mais il suffit qu'elle ait été écrite avec cette destination. C'est un plaidoyer énergique en même temps qu'un acte d'accusation des plus formels :

« Vous ne pouvez m'accuser sans renier votre propre sang. Ma conduite, les motifs qui m'ont fait agir peuvent, doivent

(1) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 223.



même déplaire à l'épouse de Paul, sans cesser pourtant d'être de ceux qui décident l'homme public... J'ai voulu sauver l'empire d'une ruine certaine. J'ai voulu remettre la régence entre les mains de votre auguste fils. J'ai pensé que, dirigeant lui-même une exécution aussi délicate, il en écarterait les pervers... Si l'empereur a remis en des mains infidèles le plan que je lui présentais pour le salut de l'État, est-ce moi, Madame, qu'il faut accuser?... Il suffirait de mettre sous vos yeux les lettres de l'empereur (Alexandre), pour vous démontrer que ma conduite en cette circonstance a été un titre à son estime et à sa confiance (1). »

Dans un mémoire rédigé plus tard, et vraisemblablement sous le règne de Nicolas, l'ex-vice-chancelier est plus explicite encore :

« Je suis possesseur d'un papier autographe, qui pourrait prouver jusqu'à l'évidence que tout ce que j'ai médité et proposé pour le salut de l'État, quelques mois avant la mort de l'empereur, a *eu la sanction de son fils* (2). »

Confirmées par tous les faits connus, ces assertions n'appellent de démenti que sur un point. Des indices très probants semblent mettre hors de doute qu'Alexandre n'a remis à personne la direction du complot ; il en a jusqu'au bout gardé les fils en main, tout en s'arrangeant pour qu'il n'y parût pas. Dans les affaires scabreuses, ce devait être toujours son système et son art de dérober ainsi son initiative et de dégager sa responsabilité, en mettant en avant les instruments et en cachant la main qui les faisait agir (3). Il se peut que, dans cette circonstance, l'outil ait jusqu'à un certain point trahi l'ouvrier et que le jeune prince se soit « laissé entraîner », comme il l'assura plus tard à Czartoryski. Connaissant le caractère de Paul, Pahlen prévoyait vraisemblablement qu'« on ne ferait pas d'omelette sans casser des œufs », selon une expression dont il passe pour s'être servi au der-

(1) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 53.
(2) Pahlen, *Matériaux*, t. VII, p. 231.
(3) V. Kartsov et Voiénski, *les Causes de la guerre de 1812*, p. 9 et suiv.

nier moment; mais jusqu'au dernier moment il a pu garder pour lui cette conviction. Homme de conceptions théoriques plutôt que de réalisations pratiques, comme l'avait été son oncle, Panine, de son côté, dressait des plans, qui, sur le papier, excluaient toute violence, et, de loin surtout, pouvaient sembler à leur auteur réalisables dans ces conditions. Entre ces deux collaborateurs, naturellement porté à ne jamais regarder les choses en face, merveilleusement habile aux réticences et aux faux-fuyants, Alexandre a peut-être réussi à se faire illusion à lui-même et à tromper jusqu'à sa propre conscience.

Docile aux suggestions de Panine, peut-être est-il arrivé à imaginer sincèrement un empereur Paul résigné sans lutte à la déchéance qu'on lui préparait et facilement consolé par les douceurs qui en seraient la compensation. Le fils agrandissait, à l'intention du père, et embellissait le Palais Michel; il y construisait pour le souverain déposé un théâtre magnifique et un manège superbe, et, moyennant ce compromis ingénieux, tout le monde vivait heureux et satisfait.

Dans les dispositions d'esprit que nous lui connaissons, Alexandre avait d'autant plus de facilité à se leurrer avec ce conte bleu que, si sa propre couronne se fût trouvée ainsi en jeu, il eût certainement esquivé la lutte et accepté le compromis. Et il n'en eût conçu aucun chagrin. Du moins l'imaginait-il.

Ne devait-il pas cependant se mettre en garde contre les surprises inséparables d'une entreprise aussi risquée? Y a-t-il songé? A-t-il eu soin de lier Panine ou Pahlen par une consigne rigoureuse, des engagements précis? On l'a affirmé. C'est plus que douteux. Si cela avait été le cas, la *surprise* se produisant, l'événement dépassant si affreusement les prévisions faites et les promesses données, Pahlen n'aurait pas manqué, pour dégager sa responsabilité, de se donner au moins l'air d'un homme débordé, trahi par des associés indociles. Alexandre ne se serait pas fait faute, de son côté, de témoigner une juste colère à ces traîtres. Ni l'un ni l'autre



n'ont songé à rien de pareil. Bien plus : parmi les assaillants du Palais Michel, dans l'horrible nuit du 11/23 mars, figura l'aide de camp favori du grand-duc, le prince Pierre Volkonski. Y était-il sans le consentement de son chef? C'est assez peu vraisemblable. Comment Alexandre l'a-t-il traité après coup? Le fait a une éloquence qui semble absolument péremptoire. A son couronnement, le successeur de Paul a élevé cet officier au rang d'aide de camp général et l'a attaché plus étroitement à sa personne, pour ne plus jamais s'en séparer. Feld-maréchal plus tard, chef de l'état-major, membre du conseil de l'Empire, ministre de la cour et des domaines, chancelier de tous les ordres russes, après avoir suivi le nouvel empereur dans toutes ses campagnes et tous ses déplacements, l'assassin notoire du père devait encore accompagner le fils à son lit de mort!

De son propre mouvement, Alexandre n'a d'ailleurs frappé, fût-ce d'une disgrâce légère, aucun de ceux qui participèrent à l'assassinat. Voulait-il la mort de son père? On se refuse à le croire. Il voulait que « le tyran dément » cessât de régner et de tourmenter tout le monde, en commençant par ses plus proches. Comment ce résultat serait atteint? Le fils l'ignorait et ne désirait pas être renseigné. Il laissait faire, en soupirant et en fermant les yeux.

Et pourtant ! La publication récente de sa correspondance avec sa sœur préférée, la grande-duchesse Catherine, permet une nouvelle plongée dans cette âme aux profondeurs insondables et de quelques-unes des lettres du futur souverain, où cependant les passages les plus expressifs ont été omis, se dégagent des indices de duplicité — et de sensualité — si troublants (1) ! L'homme qui les a écrites était certainement, dans l'ordre des déviations morales, capable de beaucoup de choses.

L'éloignement de Panine devait d'ailleurs inévitablement imprimer à la conspiration un caractère nouveau et la faire

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Correspondance de l'empereur Alexandre Ier*, p. 3, 6, 51.



dévier de son programme initial. L'ex-vice-chancelier n'aurait sans doute pas échappé à toutes les fatalités dont se trouvait chargée son entreprise par son objet même et la nature des complicités qu'elle réclamait. Avec Ribas n'y introduisait-il pas ce qu'elle pouvait recevoir de pire? Mais il avait du caractère. En son absence, les Ribas restaient maîtres et l'œuvre ébauchée par lui s'en ressentit. Au cours de la tentative d'embauchage dont il fut l'objet de la part de Ribas, Swetchine dit avoir reçu l'assurance que la vie de Paul serait respectée. L'Italien, pourtant, ne parlait pas de régence, ni d'une retraite pleine d'agréments qu'on ménagerait au souverain. Personnellement, il envisageait la nécessité d'une abdication, suivie d'un internement dans quelque forteresse et, à ces prévisions, il en mêlait d'autres plus inquiétantes : « pour conduire l'empereur détrôné à cette prison, on devrait traverser la Néva, et, dans la nuit, le fleuve charriant des glaces, on ne pouvait répondre des accidents... (1) ». Alexandre a peut-être entendu lui-même formuler de telles réserves.

IV

De février à mars, le nombre des conjurés grossit rapidement, sans dépasser cependant, semble-t-il, la soixantaine. Comme aurait dû le faire sans doute Panine, Pahlen se préoccupa d'enrôler la garde, instrument traditionnel des révolutions de palais. L'infusion récente des Gatchinois dans ce corps y rendait l'embauchage difficile et périlleux. Les chefs des régiments de hussards et du régiment *Ismaïlovski* (2), Kologrivov et Malioutine, étaient des satisfaits. Le chef du *Siémo-*

(1) Falloux, *Mme Swetchine*, t. I, p. 34.

(2) Dans la garde, les chefs des régiments avaient rang de généraux et les escadrons étaient commandés par des colonels.



novski, Dépréradovitch (1), passait pour un homme peu sûr. On le gagna pourtant et avec lui le commandant du *Préobrajenski*, Talysine ; le commandant des chevaliers-gardes, Ouvarov ; l'aide de camp de l'empereur, général Argamakov, ainsi que plusieurs colonels : le prince Iachvill, de la garde à cheval, un Géorgien, qui, frappé, dit-on, d'un coup de canne par Paul, ne se fit pas prier ; le prince Ivan Viaziémski et Vladimir Mansourov de l'*Ismaïslovski ;* Paul Koutousov des chevaliers-gardes ; Alexandre Argamakov du *Préobrajenski,* le comte Pierre Tolstoy du *Siemionovski ;* les capitaines prince Boris Galitzine, Ivan Tatarinov et Jacques Skariatine ; le lieutenant Serge Marine et le cornette Evssiéï Gardanov, tous destinés à jouer dans le drame en préparation un rôle actif. Au rapport d'un de ses subordonnés, Tatarinov était « une bête féroce plutôt qu'un homme (2) ».

L'élément civil se trouvait fort maigrement représenté sur la liste. On n'y voyait qu'un fonctionnaire de marque : l'ancien secrétaire de Catherine, Trochtchinski. Peu de noms de la vieille aristocratie. Kotzebue est seul à citer un Dolgoroukov, probablement le très jeune aide de camp général, prince Pierre Pétrovitch, qui devait, à la veille d'Austerlitz, avoir l'entrevue célèbre avec Napoléon. Sabloukov mentionne un Khitrovo, Alexis Zakharovitch, colonel en congé, dans la maison duquel, toute proche du Palais Michel, les conjurés se seraient réunis fréquemment.

Élevé à Stuttgart, où il avait fréquenté l'école supérieure du duc Charles, pourvu ainsi d'une éducation brillante à la mode du temps, mystique et franc-maçon, Talysine était une recrue de la plus grande valeur. Il devait le commandement du *Préobrajenski* à Panine, qui sans doute ne le lui avait pas fait attribuer sans arrière-pensée. Jeune, riche, célibataire,

(1) Plus exactement de Preradovitch, descendant d'un transfuge serbe, bénéficiaire en 1753 d'une concession de terres sur le Doniéts (Slavo-Serbie). Voy. Waliszewski, *la Dernière des Romanov*, p. 158. — Adoptée à contresens en Russie par cette famille, la particule nobiliaire *de* s'est trouvée ultérieurement soudée au nom.

(2) Kadiniéts, *Souvenirs inédits*, recueil de P.-Ia. Dachkov.



donnant des soupers qui se prolongeaient très avant dans la nuit, fort aimé dans son régiment, sa maison fut un centre de ralliement précieux.

De même celle du Serbe Dépréradovitch, qui, vivant très largement et tenant table ouverte, organisait des conciliabules fréquents sous couleur de diners et de soupers. Marié à une Gortchakov, une sœur de la grand'mère de Léon Tolstoy, l'illustre écrivain, il disposait de grandes relations, et s'étant toujours vaillamment comporté dans les campagnes de Pologne et de Turquie, il jouissait de la confiance particulière de Paul. Son affiliation au complot a été attribuée à une de ces influences féminines, qui plus tard devaient ruiner sa belle carrière de soldat (1).

Sous diverses formes l'élément féminin est intervenu de façon déterminante dans la conspiration. Colonel aux chevaliers-gardes, Nicolas Borozdine y fut poussé par les six semaines d'arrêt de forteresse qu'il venait d'encourir pour avoir eu le malheur d'attirer l'attention de la princesse Gagarine et il devait épouser une des filles de Mme Jerebtsov, dont la belle-fille, sœur de la favorite, tenait les conjurés au fait des moindres gestes de Paul.

Bravant les ordonnances du souverain contre le luxe, la belle Olga Jerebtsov exerçait une hospitalité fastueuse; elle attirait tous les gourmets de Saint-Pétersbourg à d'autres fins soupers, à l'issue desquels, déguisée en mendiante, elle se rendait chez Pahlen (2). Ses liaisons et ses manœuvres n'échappaient pas à la police, mais la police, c'était encore Pahlen, et, acheté ou séduit, Koutaïssov, en compagnie de la Chevalier s'employait, de son côté, à désarmer la vigilance des autorités.

Dans cette sombre intrigue, tout n'était cependant pas fange et corruption. Panine ne s'y inspirait pas seul de sentiments plus généreux. L'un des Zoubov, Valérien, prétendait

(1) Voy. grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Portraits russes*, t. III, numéro 48.

(2) *Notes inédites* du prince Lobanov.



lui-même obéir à Catherine, qui lui avait enjoint, ainsi qu'à son frère Platon, de considérer Alexandre, après elle, comme le seul souverain légitime (1). D'origine italienne, croit-on, descendant d'un artiste qui aurait accompagné en Russie le célèbre Fioravanti, Serge Marine (Marini) allait jouer dans l'événement du 11/23 mars un rôle considérable. Épris des lettres françaises, auteur de poèmes satiriques et d'épigrammes qui faisaient fureur (2), tous ses goûts l'attachaient à l'idéal de culture que la Sémiramis du Nord, son ancienne protectrice, représentait dans le pays et qu'il pouvait se flatter de voir revivre sous le petit-fils préféré de l'inoubliable souveraine.

D'autres ambitions se faisaient encore jour dans le mouvement révolutionnaire, lui gagnant des sympathies sinon des concours jusque dans l'entourage intime de Marie Féodorovna. Les Kourakine n'étaient pas éloignés de penser que, à la longue, Paul ne pouvait garder le pouvoir, auquel cas sa femme serait désignée pour le remplacer, eu égard à la jeunesse si grande et à la timidité d'Alexandre. L'impératrice elle-même ne songeait assurément pas à déposséder son mari, de façon quelconque. Pourtant, depuis que leurs démêlés avaient pris une tournure si déplaisante, elle soignait beaucoup sa popularité personnelle et s'en préoccupait énormément. Elle ne faisait pas une promenade sans chercher à provoquer un incident, fournir la matière d'une anecdote, qui fît valoir ses mérites, d'ailleurs réels. Et elle ne cessait d'interroger à ce sujet Mlle Nélidov ou Plechtchéiev : « Dites-moi... si du moins, dans mes cruelles peines, j'ai la consolation d'être chérie du public... J'espère que les honnêtes gens m'estiment et m'aiment... Dites-moi si on est content de mon air, de ma conduite... Marquez-moi ce que dit le public en général (3). »

(1) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 228.

(2) Son œuvre poétique demeure inédite presque en entier. Des vers satiriques de lui sur Paul, imitation d'une ode célèbre de Lomonossov, ont été publiés dans le *Recueil de Herzen*, Londres, 1861, t. II, p. 17.

(3) Lettres à Mlle Nélidov de 1798, Choumigorski, *Lettres de S. M. l'impéra-*

Bernhardi (1) veut même qu'elle ait connu le complot, et il n'est pas impossible qu'entre les offenses faites à sa dignité ou à sa tendresse et les menaces dont elle devenait l'objet en compagnie des êtres qui lui étaient le plus chers, supposant comme son fils, et plus sincèrement, que la chose se passerait en douceur, elle se soit résignée au mal pour éviter le pire.

Les conjurés rencontraient cependant aussi des résistances et il s'en fallait de beaucoup que la garde leur fût entièrement acquise. Sans parler des soldats qu'ils n'essayaient même pas de gagner, les officiers en assez grand nombre se montraient réfractaires. Tel le général Kologrivov, représentant d'une ancienne famille. Bon cavalier, mais d'esprit borné, il devait à sa nullité d'échapper aux disgrâces qui frappaient ses camarades mieux doués, et, bénéficiant d'un avancement rapide, venant de recevoir 15 000 diéssiatines de terre dans le gouvernement de Tambov, il ne trouvait rien à reprocher au régime qui lui valait ces agréments.

Le commandant du Palais Michel, Nicolas Kotloubitski, *Nikolka*, comme l'appelait familièrement Paul en le chargeant volontiers de missions confidentielles, avait, lui aussi, d'excellentes raisons pour ne pas désirer de changement. Fils d'un modeste employé de chancellerie et ayant dû à son passage dans l'armée de Gatchina de devenir à vingt-deux ans, en 1797, aide de camp général de l'empereur, il dépassait Kologrivov en niaiserie et l'égala en fidélité (2).

Un autre récalcitrant était l'auteur de mémoires souvent cités dans ce volume et le commandant d'un escadron de la garde à cheval, Nicolas Sabloukov. Celui-ci ne venait pas de Gatchina et n'avait non plus rien d'un courtisan. Il faisait cependant partie, lui aussi, des rares privilégiés que les caprices et les fureurs de Paul épargnaient. Soldat impeccable

trice Marie Féodorovna, t. I, p. 78-80, 83, 86; Lettres à Pleshtchéiev des 3 septembre et 19 décembre de la même année. Bibl. privée de Sa Majesté. Cf. Bernhardi, *Vermischte Schriften*, t. I, p. 146-147.

(1) *Ibid.*

(2) Des récits de Kotloubitski ont été publiés dans l'*Archive russe*, 1866.



et homme d'une honorabilité à toute épreuve, il plaisait au souverain et lui imposait par la rudesse militaire de ses façons et la franchise correcte de son langage.

L'étrange est qu'aucun d'eux n'ait prévenu le maître de ce qui le menaçait, tous en étant vraisemblablement avertis.

V

Ourdi dans un cercle assez étroit, le complot se doublait d'une conspiration du silence, qui embrassait toutes les sphères. Quinze jours avant l'événement, on en parlait dans les rues. Mais Paul se flattait à tort d'y avoir des oreilles. Repoussassent-ils avec horreur l'idée d'une participation à l'attentat, divers initiés se donnaient des raisons diverses pour taire la connaissance qu'ils en avaient. Mis au courant de bonne heure, le comte, plus tard prince Christophe de Lieven, ministre de la guerre, se félicitait d'être malade, à raison de quoi Pahlen ne jugeait pas à propos de réclamer son concours. S'il l'eût fait, Lieven n'aurait eu d'autre ressource, disait-il après l'événement, que de se brûler la cervelle. Il ne pouvait dénoncer le complot : « C'eût été vouer à la perte ce qu'il y avait de mieux en Russie (1). »

Les plus scrupuleux délibéraient sur ce qu'ils auraient à faire, s'ils étaient sollicités. Sabloukov recourait aux lumières d'un secrétaire de l'ex-roi de Pologne, Salvator Tonci, peintre d'histoire et portraitiste, poète et auteur d'un système philosophique, par lequel il se proposait de « mettre les hommes nez à nez avec Dieu ». Ainsi conseillé, après mûre réflexion, il décidait simplement d'observer une réserve telle que personne n'eût l'idée de s'adresser à lui (2).

(1) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 40.
(2) *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 312.



Dans la soirée du 11/23 mars, revenant chez lui en fiacre, un fonctionnaire du département de la police, Sanglène, s'entendit interpeller ainsi par son *izvochtchik* :

— Est-ce vrai que l'on va tuer le tsar? Quel crime !

— Qu'est-ce qui te prend? Tu perds la tête! Au nom du ciel, ne dis pas de telles folies !

— Voyons, monsieur, nous ne faisons que parler de cela entre nous. Tout le monde ne cesse de répéter : « C'est la fin (1)! »

Quelques heures plus tard, vers minuit, au moment où le drame s'accomplissait, des soupeurs attablés dans diverses maisons consultaient leurs montres et réclamaient du champagne, « pour boire à la santé du nouvel empereur (2) ».

Ainsi, l'instant précis de l'exécution du complot était connu de ceux-là mêmes qui n'y prenaient aucune part, et Paul n'en savait rien. Rien du moins qui lui permît de se mettre en garde de façon efficace. Les appréhensions, les soupçons ne lui manquaient assurément pas. Mais c'était là son pain quotidien depuis de longues années, et cela même mettait sa perspicacité en défaut. A force d'évoquer des périls imaginaires, vivant au milieu de cauchemars enfantés par son imagination et les voyant s'évanouir invariablement sans qu'il en fût atteint, il arrivait à une sorte de sécurité relative, faite de la conviction, où Pahlen le fortifiait, qu'en frappant au hasard, comme il avait toujours fait, il aurait toujours raison de ses ennemis, comme il pensait y avoir réussi jusque-là. Hélas! il ne s'était battu encore qu'avec des fantômes.

Quelques jours avant l'attentat, son machinateur principal aurait été, dans des circonstances propres à le déconcerter, amené à découvrir à la victime l'existence et la trame de l'intrigue, sans que cependant le succès en fût compromis par

(1) Sanglène, « Mémoires », *Antiquité russe*, 1833, t. XXXVII, p. 3-4.

(2) Veliaminov-Ziernov, « Notes », dans *le Regicide du 11 mars*, p. 134; Kotzebue, *ibid.*, p. 402; Mme Vigée-Lebrun, *Souvenirs*, t. III, p. 84-85; d'Allonville, *Mémoires*, t. VIII, p. 88.



cette révélation. On doit tenir pour fortement dénaturé, sinon inventé de toutes pièces, le récit fait par Pahlen lui-même de cet incident et souvent reproduit avec quelques variantes. Le caractère de Paul permet néanmoins d'y admettre une part de vérité. Le 9 mars, se rendant à sept heures du matin chez l'empereur, le ministre lui aurait trouvé un air préoccupé et grave qui l'alarma. Paul ferma la porte de son cabinet, après que Pahlen y eut pénétré ; il fixa le visiteur pendant deux longues minutes en gardant le silence, puis l'interpella ainsi :

— Vous avez été ici en 1762 ?

— Oui, sire ; mais que veut dire Votre Majesté ?

— Vous avez participé à la conspiration qui a privé mon père du trône ?

— Sire, j'ai été témoin mais non acteur du coup d'État. J'étais trop jeune et simple sous-officier dans un régiment de cavalerie. Mais pourquoi, Sire, me faites vous cette question ?

— Parce que... parce que l'on veut recommencer ce qui a été fait alors (1) !

Éprouvant un moment de saisissement, mais prompt à recouvrer son sang-froid, Pahlen répondit avec le plus grand calme :

— Oui, Sire, je le sais. Je connais les conspirateurs — et j'en suis.

— Vous dites ?

— L'exacte vérité.

Et le rusé personnage expliqua qu'il faisait mine de participer au complot, pour en mieux surveiller la marche et tenir tous les fils en main. Il s'appliqua ensuite à rassurer le souverain.

— Ne cherchez pas de rapprochements entre votre situation et celle dans laquelle s'est trouvé votre malheureux père. Il était étranger et vous êtes Russe. Il détestait, méprisait et

(1) Heyking et Locatelli veulent que Paul ait reçu un avertissement du procureur général, Obolianinov.



éloignait de lui les hommes de ce pays ; vous les aimez, les estimez et en êtes aimé. Il irritait et exaspérait la garde et elle vous est dévouée. Il persécutait le clergé et vous l'honorez. Il n'y avait alors aucune police à Saint-Pétersbourg ; maintenant elle est à ce point parfaite qu'on ne dit pas un mot, on ne fait pas un pas sans que je le sache. Quelles que soient les intentions de l'impératrice, elle ne possède ni le génie, ni l'intelligence de votre mère. Ses enfants ont vingt ans, et, en 1762, vous n'en aviez que sept...

— Tout cela est vrai, mais il ne faut pas s'endormir !

— Sans doute, Sire ; mais, pour parer à tout risque, j'aurais besoin de pouvoirs tellement étendus que je n'ose vous les demander. Voici la liste des conjurés...

— Faites-les arrêter ! Chargez-les de fers ! Enfermez-les à la forteresse, ou envoyez-les aux travaux forcés en Sibérie...

— Ce serait déjà fait, Sire, si... Je crains de déchirer votre cœur d'époux et de père... Lisez les noms : ceux de l'impératrice et de deux de vos fils figurent en tête !...

Comme conclusion de ce dialogue, après quelques démonstrations de sensibilité, Paul aurait signé des ordres d'arrestation, qui comprenaient Marie Féodorovna et les deux grands-ducs aînés. Autorisé à s'en servir quand il le jugerait à propos, Pahlen n'eut garde d'en exécuter aucun, mais il en usa pour vaincre les dernières résistances d'Alexandre, en même temps qu'il fut engagé par cette alerte à précipiter le dénouement de la tragique aventure (1).

Passablement hâbleur, Pahlen a vraisemblablement cédé au désir de faire valoir, après coup, l'aplomb et l'ingéniosité dont il aurait fait preuve à cette occasion. Tel jour, à l'entendre, étant de bonne humeur, Paul aurait eu

(1) LANGERON, *Mémoires inédits* ; cf. ZLOBINE, *Mémoires inédits* ; LOCATELLI, *Notizie...* ; VÉLIAMINOV-ZIÉRNOV, dans *le Régicide du 11 mars*, p. 122 et suiv ; princesse Lieven, dans SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. 50 ; VALOUIEV, *ibid.*, p. 57 ; HEYKING, *Aus den Tagen*, p. 216-217 ; comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 253 et suiv. — La date du 7 mars indiquée dans le manuscrit de Langeron et reproduite dans la *Revue britannique* est une erreur, ainsi qu'il ressort du conexte.



encore la fantaisie d'inspecter les poches de son ministre.

— Je veux voir ce que vous y cachez ! Des billets d'amour peut-être ?

Il se trouva qu'une des poches recélait un message du grand-duc Alexandre que Panine venait de remettre à son complice et que celui-ci n'avait pas eu le temps de détruire.

Sans broncher, Pahlen retint la main du souverain :

— Que faites-vous, Sire ! Laissez ! Vous ne pouvez souffrir le tabac et je prise constamment. Mon mouchoir est imprégné de cette odeur et vous en serez empoisonné !

Paul recula vivement.

— Fi ! Quelle cochonnerie (1) !

La scène du 9 mars a été aussi racontée par Bennigsen et Platon Zoubov ; or, l'un et l'autre veulent qu'il n'y ait même pas été question du complot. Pahlen présentait à l'empereur un rapport de police, ce qu'il faisait tous les matins, en bourrant ce document d'anecdotes, pour la plupart inventées, qui amusaient le souverain. Étourdiment, il y aurait joint, ce jour-là, une liste de conjurés, dont Paul faillit s'emparer en plongeant, par plaisanterie, les doigts dans la poche qui contenait les deux plis. Mais Pahlen eut assez de présence d'esprit et d'adresse pour retenir le papier compromettant qu'il reconnut à l'épaisseur plus grande de l'autre, en sorte que l'empereur ne retira que le rapport. Il le lut, s'en divertit beaucoup et ne remarqua pas le trouble de Pahlen (2).

Mais celui-ci était-il capable d'une étourderie si grande ?

De façon ou d'autre, dans les premiers jours de mars, Paul semble s'être douté de quelque chose. Ses appréhensions ont dû rester très vagues, car il n'aurait pas hésité, ni tardé à frapper les coupables, quels qu'ils fussent, et, pour cela, Pahlen ne lui était pas indispensable. Nous savons qu'à ses yeux, un homme en valait un autre. « Chez moi, tous sont des Bezborodko ! »

Cependant, il commençait à se défier du Courlandais, car,

(1) Langeron.
(2) Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 77.



à son insu, il s'avisa de rappeler à Saint-Pétersbourg Araktchéiev et Lindener, qu'il avait si follement éloignés de sa personne. L'un se trouvait à sa terre de Grouzino et l'autre à Kalouga. C'était folie encore d'imaginer que les messages qu'il leur adressait échapperaient à la connaissance du gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg. Pahlen les intercepta et fit semblant de supposer que, l'empereur ne l'ayant pas instruit de leur envoi, ils étaient forgés. Non sans montrer quelque confusion, Paul dut donc avouer ce qu'il avait voulu cacher; les messages furent réexpédiés; mais, cette fois, Pahlen donna des ordres pour que les destinataires fussent retenus aux barrières de la ville.

Paul était un maladroit et n'avait plus dans son entourage que des traîtres ou des sots. « Si nous avions eu le moindre soupçon, devait dire plus tard Koutaïssov à Kotzebue, il nous aurait suffi de souffler pour détruire tous ces projets. » Et il soufflait sur la paume de sa main (1). Avec tous les moyens d'être bien renseigné, l'ex-barbier ne savait rien. D'après une légende très répandue, il aurait, la veille de l'attentat, reçu une lettre qui donnait tous les détails du complot, mais aurait négligé de lire cette missive à temps, ou aurait été retenu d'en faire usage, parce que le prince Zoubov qu'il se flattait d'avoir pour gendre y était indiqué comme l'un des principaux conjurés (2). Mais Kotzebue veut que la légende soit née d'un billet non décacheté que l'on aurait trouvé chez le favori de Paul en venant l'arrêter après la mort du tsar et qu'il n'avait pas pris la peine d'ouvrir, parce que le valet de Mme de Lieven qui l'apportait lui en avait indiqué le contenu, très banal (3). Les lecteurs de Montaigne seront d'autre part tentés de chercher l'origine de ce racontar au chapitre IV (livre II) des *Essais,* où sont rapportés de nombreux cas de négligence pareille, suivie de conséquences fatales.

(1) *Le Régicide du 11 mars*, p. 393.

(2) Comtesse GOLOVINE, *Souvenirs*, p. 256; CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 241; Mme VIGÉE-LEBRUN, *Souvenirs*, t. III, p. 83; D'ALLONVILLE, *Mémoires*, t. VIII, p. 7; LA ROCHE-AYMON, *Mémoire inédit*, cf. *le Temps*, 3 février 1833.

(3) *Le Régicide du 11 mars*, p. 392.



Revenu, en février, à Saint-Pétersbourg, après un exil de quatorze mois en Ukraine, André Razoumovski passa aussi pour avoir eu connaissance du complot avant son exécution, trop tard cependant pour la prévenir (1). La comtesse Golovine s'est persuadée, de son côté, que, venant voir son mari quelques jours avant l'attentat, Bennigsen le lui aurait révélé et l'aurait ainsi mis dans la possibilité d'avertir Paul, si, assez gravement malade, le comte ne s'était trouvé hors d'état de l'entendre (2). Il est tout à fait inadmissible que, sur le point de paraître à la tête des conjurés avec l'esprit froidement résolu que nous verrons à l'œuvre, le général ait eu l'intention que l'aimable grande dame lui a prêtée.

Enfin, la princesse Gagarine a été elle-même soupçonnée d'avoir su ce qui allait arriver et d'avoir gardé le secret pour elle, tout en donnant au prince Eugène de Wurtemberg des avertissements mystérieux, accompagnés d'offres de protection encore plus énigmatiques (3). Le neveu de Marie Féodorovna dit, en effet, avoir reçu des indications et des propositions dans ce sens d'une jeune et jolie femme qu'il semble désigner comme la favorite du tsar. Mais entièrement invraisemblables dans l'arrangement publié par Helldorf, les détails de l'incident se laissent, même dans la version originale (4), difficilement accepter. Le prince dit avoir fait la connaissance de cette protectrice dans la maison du prince Lapoukhine, *son père*, et déclare cependant plus loin qu'il n'a pu savoir qui elle était et l'avoir vainement demandé à l'impératrice ! La favorite de Paul ne peut, d'autre part, avoir eu aucune raison imaginable pour cacher à son amant un danger, où elle se trouvait menacée avec lui, et, pas davantage, la catastrophe se réalisant, aucun moyen de protéger qui que ce fût.

Si répandue qu'ait été la connaissance du complot, elle a échappé à nombre de personnes au Palais Michel et dans ses

(1) Teplheim, *Reminiscenzen*, p. 342.

(2) *Souvenirs*, p. 255.

(3) Voy. Tchij, *Questions philosophiques*, t. XC, p. 642 et suiv.

(4) Helldorf, *Aus dem Leben*, p. 124 et suiv., et Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 65 et suiv.

entours. Les faits et gestes de Paul, que nous pouvons suivre presque heure par heure dans les derniers jours de sa vie, prouvent aussi jusqu'à l'évidence que, mises certainement en éveil, sa méfiance et son inquiétude n'ont cependant pris jusqu'à la fin aucune forme précise. L'humeur du souverain ne se ressentait même pas d'une impression d'angoisse plus vive. Au contraire! A travers les variations qui lui étaient habituelles à cet égard, Paul fut, avant de mourir, plus gai et plus affable qu'à l'ordinaire. Le matin du jour fatidique, il surprenait sa femme au lit en l'appelant « mon ange » et en lui apportant un cadeau, qu'il savait devoir lui être plus agréable que le plus beau bijou : des bas brodés par les jeunes filles du *Smolnyï*. Après quoi, il jouait en sa présence avec ses plus jeunes enfants (1). Dans son palais-forteresse, entouré de gens qu'un regard de lui faisait trembler, il se croyait en mesure de défier tous ses ennemis. Sa mère lui avait dit : « Vous êtes une bête féroce, si vous ne savez pas qu'on ne bataille pas contre les idées avec des canons. » Il en avait fait l'essai, et, après quatre années de règne, il se plaisait à rappeler le propos, ajoutant : « Je ne sais qui de nous deux, maintenant, est, je ne dis pas féroce, mais bête (2). » Son attitude, ses propos et surtout le rappel d'Araktchéiev et de Lindener peuvent cependant avoir engagé Pahlen à avancer le moment de l'exécution.

Ajourné d'abord après Pâques, qui cette année tombait le 24 mars, il fut ensuite fixé au 15 du même mois, soit que les conjurés fussent mieux assurés du régiment, qui devait être de service, ce jour là, au Palais Michel, ou qu'ils voulussent faire coïncider symboliquement leur tentative avec les ides de mars et l'anniversaire de la mort de César. Finalement, on décida de gagner encore quatre jours. Pahlen a affirmé,

(1) Kotzebue, *l'Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, Appendice, p. 10, d'après Viollier, secrétaire des commandements de l'impératrice. Cf. Galiffe, *Notices généalogiques*, t. III, p. 503, et *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, 1799, p. 843.

(2) Mirkovitch, *Autobiographie*, p. 11.



depuis, que ce fut sur un avis d'Alexandre, indiquant le 3e bataillon du *Siémionovski*, appelé à fournir le poste principal de garde au 11 mars, comme plus maniable que tout autre, et, tout à fait décisif en ce qui concerne la complicité du grand duc, un billet de lui dans ce sens paraît s'être conservé (1). Mais les preuves de cette complicité abondent, et, attendue dans la nuit du 11 au 12, l'arrivée d'Araktchéiev peut aussi avoir déterminé le choix des conspirateurs. Il fut convenu que, vers minuit, les conjurés se rendraient au Palais Michel, où les officiers de la garde affiliés au complot amèneraient en même temps quelques bataillons. Surpris dans son sommeil, Paul entendrait l'arrêt de sa déchéance, après quoi, on verrait... (2).

(1) L'auteur ne peut indiquer la source de cette information, mais elle est des plus sûres.

(2) Jusqu'aux publications faites par SCHIEMANN (« Lettre du général de Bennigsen au général de Fock », dans l'*Historische Vierteljahrschrift*, 1901, t. I, p. 57-69, et recueil intitulé *Zur Geschichte der Regierung Paul I und Nikolaus I*, Berlin, 1906, 2e édit.), les sources documentaires pour l'histoire de l'attentat du 11/23 mars et du complot qui l'a préparé étaient de valeur douteuse. Dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, THIERS a suivi Langeron et les confidences, reproduites par lui, de Pahlen et de Bennigsen, témoins assurément des mieux renseignés mais suspects en dépit de leur cynisme, parce que intéressés et ayant beaucoup varié dans les récits faits à d'autres personnes. L'extrait des *Mémoires de Langeron*, publié dans la *Revue britannique* de juillet 1895 et souvent utilisé depuis, est borné d'autre part, en ce qui concerne la mort de Paul, à la reproduction du témoignage du grand-duc Constantin, qui a pu ne pas bien connaître la marche des choses. — BERNHARDI (*Die Ermorderung des Kaisers Paul*, *Hist. Zeitschrift*, 1860, t. III, p. 133 et suiv., et *Vermischte Schriften*, t. I, p. 142 et suiv.) n'a fait que combiner le *Récit fidèle de mes aventures en 1801*, du prince Eugène DE WURTEMBERG, et le récit du général-major Ernest DE WEDELL, qui a confessé Bennigsen, en 1812, en présence du prince Platon Zoubov. Ces deux sources ont été pour la première fois publiées intégralement par Schiemann, avec des notes inédites du prince Eugène. La narration des mêmes événements par le prince Eugène, dans la version qu'en avait antérieurement donnée HELLDORF (*Aus dem Leben des Prinzen E. von W...*, Berlin, 1861, t. I, p. 83 et suiv.) n'est qu'une élaboration postérieure de ces matériaux. — Le récit de HEYKING (*Aus den Tagen Kaiser Pauls*, Leipzig, 1886, p. 215 et suiv.) n'a qu'une valeur anecdotique et sert surtout à montrer combien Pahlen est un guide sujet à caution. — Le récit du résident de Saxe à Saint-Pétersbourg, Charles-Frédéric Rosenzweig, publié en une traduction allemande d'après l'original français des archives de Dresde dans *Aus allen Zeiten und Landen*, Brünswick, octobre 1882, ainsi que dans les *Geheime Geschichten* de BÜLOW, Leipzig, 1850, t. I, p. 58, est un simple écho des rumeurs qui ont circulé dans la capitale russe après l'événement. Les *Anekdoten aus dem Leben Katharines und Pauls*, Ham-

bourg, 1797, la *Notice sur la mort de Paul Ier*, Paris, 1810, ou l'opuscule de NEILLY, *Morts royales*, Paris, 1865, sont sans intérêt historique. — Schiemann a publié en outre pour la première fois quelques extraits des papiers de Panine, qui n'avaient pas trouvé place dans l'édition de Brückner et qui établissent la complicité d'Alexandre; des fragments du dossier recueilli, pour la mort de Paul Ier, par le prince A.-B. Lobanov-Rostovski, qui, ambassadeur à Vienne, Berlin et Londres ou ministre des Affaires étrangères, n'a cessé de rechercher des documents se rapportant à cet objet; une note du sénateur Véliaminov-Ziérnov, qui se rapproche du récit de Rosenzweig; le récit de la princesse de Lieven, très instructif dans la partie surtout où elle relate ses propres épreuves et basé ailleurs sur les dires de son mari et de sa belle-mère, l'un ministre de la guerre, l'autre gouvernante des grandes-duchesses et amie de Marie Féodorovna; des lettres, enfin, de l'impératrice Élisabeth, femme d'Alexandre Ier, écrites à sa mère après la catastrophe. — Le journal de Marie Féodorovna pour les années 1790-1800 a été malheureusement brûlé en 1829 après la mort de l'auteur, d'après sa volonté et sur l'ordre de l'empereur Nicolas Ier qui, dit-on, s'est abstenu lui-même d'en prendre connaissance. — Des notes au crayon rédigées par Alexandre Ier jusqu'en 1812 paraissent s'être conservées dans la Bibliothèque privée de l'empereur, mais demeurent inaccessibles. L'académicien Kunik, qui dit les avoir eues en main, n'a rien révélé de leur contenu. — Souvent utilisés et surtout par BERNHARDI dans son récit sur la mort de Paul Ier et dans son second volume de l'*Histoire de Russie*, les *Mémoires* de BENNIGSEN demeurent inédits. Aussitôt après la mort de l'auteur, en 1826, sa veuve, née Andrzejkowicz, les a abandonnés à l'envoyé russe en Hanovre, Struwe, en échange d'une pension de 12 000 thalers, dont elle ne devait toucher qu'un quartier. Ses filles et petites-filles ont cependant conservé des copies, dont SCHIEMANN a publié un extrait : la lettre au général de Fock, ci-dessus mentionnée. Le sort de ces mémoires a donné lieu à une polémique très vive. Voy. Ida VON STETENBURG-BARTFELDE, dans *Ueber Land und Meer*, 1875, et *Antiquité russe*, 1876, t. XVI, p. 387-394 et 1893, t. III. (*Journal du général Mikhaïlovski-Danilevski.*) — Le recueil intitulé *le Régicide du 11 mars 1801*, Saint-Pétersbourg, 1908, n'apporte qu'un document nouveau mais de grande importance : le récit de la mort de Paul Ier par KOTZEBUE, p. 315 et suiv., communiqué en 1872 par le fils de l'écrivain à l'empereur Alexandre II et recueilli par le prince Lobanov-Rostovski, qui l'a annoté. Les autres pièces du recueil ne sont qu'une reproduction en traduction russe de publications antérieures. — Depuis, les détails sur la mort de Paul Ier que M. CHOUMIGORSKI a dû omettre dans la traduction russe, publiée par lui, des *Souvenirs de la comtesse Golovine* et que le comte COSTA DE BEAUREGARD a reproduit dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1896, t. III, p. 373 et suiv., d'après une des nombreuses copies de ces souvenirs mises en circulation, ont pris place dans l'édition du texte original et authentique que j'ai publiée à Paris en 1910. Ils trouvent un complément dans le *Mémoire* du comte DE LA ROCHE-AYMON, d'après les confidences de Mme Jerebtsov, dont j'ai recueilli une copie aux Archives du quai d'Orsay et qui n'a pas été utilisé jusqu'à présent, ainsi que dans les dépêches du successeur de Whitworth, lord Saint-Helens. J'ai pu consulter aussi divers mémoires partiellement ou entièrement inédits, de BOROZDINE, SANGLÈNE, TOURGUENIEV, VOIEÏKOV et autres, dont les manuscrits se trouvent à la Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie ou dans d'autres dépôts; l'ensemble des notes du prince LOBANOV-ROSTOVSKI, avec les documents par lui recueillis pour l'*Histoire du régicide du 11 mars*; et quelques correspondances de famille.



CHAPITRE XVI

LA NUIT DU 11/23 MARS

I. Les derniers moments. Une soirée tragique. Attitude sombre et menaçante de Paul la veille de l'attentat. Le lendemain, il est rasséréné. Il ne croit pas à un danger immédiat. Ses derniers actes diplomatiques. Appel à la Russie et à la France pour l'occupation du Hanovre. — II. La dernière journée. La mise aux arrêts des grands-ducs Alexandre et Constantin. Une énigme. Le dernier souper. Le père et le fils. Paul est rayonnant. Le plus beau moment de sa vie. — III. Avant le crime. La victime vient en aide à ses assassins. Renvoi du poste de garde devant la chambre de l'empereur. Paul chez la princesse Gagarine. Il s'occupe de recruter de nouveaux pages et d'attribuer le portefeuille de la guerre au mari de sa maîtresse. — IV. Les derniers préparatifs des conjurés. Deux bataillons de la garde sous les armes. On soupe. Orgies nocturnes. Le rendez-vous chez le général Talysine. Débats orageux. Projets constitutionnels et révolutionnaires. Le sort de Paul mis en discussion. Déposition ou mort? Indécision. Intervention de Pahlen. « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » — V. Au Palais Michel. Irruption des conjurés dans la chambre de l'empereur. Paul s'est lui-même enlevé le moyen de fuir. Pris au piège. — VI. Les agresseurs sont ivres. Discussion et rixe. Paul refuse d'abdiquer et appelle au secours. Lutte et tuerie. L'étranglement. Les assassins s'acharnent sur le cadavre. — VII. La veillée d'Alexandre. Surprise feinte et accablement réel. Il ne veut pas régner. Intervention d'Élisabeth et de Pahlen. Il est entraîné devant les troupes. Attitude hésitante d'une partie de la garde. Paul est-il bien mort? Ils veulent voir! La toilette du cadavre. Entrée en scène de l'impératrice veuve. On refuse de la laisser pénétrer dans la chambre mortuaire. Elle ameute le palais et harangue les soldats. Elle veut régner. — VIII. Alexandre au Palais d'Hiver. Nouvelles velléités constitutionnelles et leur échec. Retour au programme de Catherine II. Manifeste d'avènement et prestation de serment au nouveau souverain. Mesures de police. Koutaïssov et Mme Chevalier. Exaltation des conjurés. Colère du grand-duc Constantin. « Je les ferais tous pendre! » Allégresse générale. « A présent on peut faire tout ce qu'on veut! » Première entrevue d'Alexandre avec sa mère. « Sacha! êtes-vous coupable? » Le deuil de la veuve. Témoignages contradictoires. Insultes au mort. Épigrammes et quolibets. — IX. Le nouveau règne. Politique indécise d'Alexandre. Déception des conjurés. Leur destinée. La disgrâce de Pahlen et de Panine. Conclusion.

I

Le 10/22 mars, un dimanche, il y a concert et souper au *château*. Mme Chevalier chante, mais Paul n'a pas l'air de prendre plaisir à ses roulades. Il porte ce soir-là sa figure des



plus mauvais jours. L'impératrice paraît anxieuse. Le grand-duc Alexandre et sa femme partagent visiblement son inquiétude. Entre le concert et le souper, l'empereur s'éloigne comme il a coutume de le faire, mais on remarque que son absence se prolonge plus qu'à l'ordinaire. Revenant, il s'arrête devant l'impératrice, qui se tient près de la porte d'entrée ; il la fixe en ricanant, croise les bras, souffle bruyamment, comme il fait habituellement quand il est en colère et n'arrête cette mimique menaçante que pour recommencer, l'instant d'après, devant ses deux fils aînés. Il aborde ensuite Pahlen, lui dit quelques mots à l'oreille et passe dans la salle à manger. Le prince Eugène de Wurtemberg est effrayé et interroge Mme de Lieven.

— Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Cela ne regarde ni vous ni moi, répond-elle sèchement.

Silence de mort à table. Après le repas, l'impératrice et les grands-ducs veulent remercier l'empereur, à la manière russe. Il les repousse et rentre précipitamment dans ses appartements. L'impératrice pleure et on se sépare sous le coup de la plus grande émotion (1).

Le lendemain à la première heure, le Père Gruber est à la porte du cabinet de l'empereur, attendant son tour d'audience. Il vient tous les matins, depuis quelque temps, et ce n'est sans doute pas pour entretenir le souverain d'un projet en discussion pour la réunion des églises catholique et orthodoxe, comme on l'a supposé (2). Plus probablement il lui parle du Premier Consul et des préparatifs d'action commune avec la France. Mais Pahlen a devancé le jésuite auprès de Sa Majesté et il ne lui plaît pas que, ce jour-là, Paul reçoive ce visiteur.

(1) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 483, d'après le récit de C. Poltoratski, lieutenant aux gardes. Cf. prince Eugène DE WURTEMBERG, *Récit fidèle*, chez SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. 69 ; avec plus de détails, mais dans une version d'authenticité douteuse, chez HELLDORF, *Aus dem Leben*, t. I, p. 127-129. Par erreur, cette scène est placée ici le 9/21 mars.

(2) MOROCHKINE, *les Jésuites en Russie*, t. II, p. 3. S'il fallait en croire le successeur de Litta à la nonciature de Saint-Pétersbourg, Arezzo (Relazione), Paul aurait déjà chargé le duc de Serracapriola de solliciter, pour cet objet, la médiation de sa cour. Mais le témoignage est plus que douteux.



Le Père Gruber est trop intéressé au maintien d'un régime qui lui vaut une si haute faveur. Donc, l'audience du ministre se prolonge de façon inusitée. Pahlen a un portefeuille bien garni et il en retire rapports sur rapports ; si bien que, l'heure de la parade approchant avant qu'il ait fini, Paul s'impatiente.

— Est-ce tout ?

— Oui, mais le Père Gruber est encore là.

— Je n'ai pas le temps !

Et le jésuite est renvoyé.

A la parade, on remarque l'absence des deux grands-ducs, Alexandre et Constantin. L'empereur est toujours sombre. Il ne prononce cependant aucune punition ; mais Pahlen ordonne à tous les officiers de la garde de se réunir chez lui en quittant le champ de manœuvres. Il les fait attendre une heure, étant retenu auprès du souverain, puis leur tient ce discours :

— L'empereur m'a chargé de vous dire qu'il est extrêmement mécontent de votre service. Chaque jour et en toute circonstance, il observe, de votre part, une négligence, une paresse, une insouciance de ses ordres et un défaut général d'application, qu'il ne saurait tolérer plus longtemps. J'ai donc ordre de vous annoncer que, si vous ne modifiez pas entièrement votre conduite, il vous enverra en tel lieu où on ne retrouvera pas vos os. Rentrez chez vous et tâchez de mieux faire à l'avenir.

« En tel lieu où on ne retrouvera pas vos os. » Cette menace métaphorique était bien dans le style de Paul. Il est probable, cependant, que ce jour-là, voulant créer parmi ceux auxquels il s'adressait un état d'esprit propice à l'exécution du dessein qu'il avait en vue, Pahlen faisait parler son maître sans avoir reçu de lui pour cela aucun mandat spécial. Aimant à gronder et à effrayer, Paul ne se déchargeait généralement sur personne de cette besogne pour lui si plaisante, et rien n'indique qu'à ce moment, il eût de telles intentions. La parade s'était passée sans qu'il donnât le moindre signe d'irritation, et, tandis que son ministre tempêtait ainsi en son nom, le souverain faisait, très paisiblement, sa tournée



habituelle à cheval, en compagnie de Koutaïssov. Rentrant pour dîner, il paraissait même entièrement remis des fureurs de la veille, rasséréné et bien disposé de toute façon. Rencontrant Kotzebue dans le vestibule du palais, il lui demandait de rédiger une description détaillée de sa nouvelle demeure, l'entretenait d'une statue de Cléopâtre, copie de l'original du Vatican, qu'il avait commandée pour le grand escalier, et surprenait agréablement l'écrivain par sa bonne grâce et sa gaieté.

Le dîner se passa aussi sans aucun retour des incartades de la veille et le reste de la journée n'en porta aucune trace. L'impératrice allant faire une visite au *Smolnyi*, l'empereur se rendait près de son fils Nicolas et se montrait plein d'enjouement.

— Pourquoi vous appelle-t-on Paul Ier? demanda l'enfant.

— Parce qu'il n'y a pas eu, avant moi, d'autre souverain de ce nom.

— Alors, moi, je serai Nicolas Ier?

— Oui, si tu règnes...

Là-dessus, devenant rêveur, le père regardait longuement son fils, l'embrassait ensuite avec force et s'éloignait sans mot dire.

Il avait évidemment, comme toujours, des arrière-pensées qui le tourmentaient, mais son esprit restait libre, visiblement aussi, de toute préoccupation immédiatement alarmante. Quelques instants plus tard, nous le retrouvons discutant avec ses architectes un projet qu'il a conçu pour l'embellissement du jardin d'été. Il examine des plans et adopte des devis. Il s'occupe ensuite de l'expédition de deux courriers. L'un doit porter au baron de Krudener, à Berlin, un billet autographe du tsar, ainsi rédigé en français :

« Déclaré, monsieur, au roi que, si il ne veut pas se décidé à occuper le Hanovre, vous avé à quitter la cour dans les vingt-quatre heures. »

Destiné à Kalytchov, le second message prescrit à l'ambassadeur d'engager le Premier Consul à se substituer immédiatement à la Prusse, en cas de refus de sa part.



Forme et fond, cela n'est guère raisonnable, mais tout à fait dans la manière ordinaire du souverain, à cette époque. Au bas du premier message, d'après une légende que divers historiens ont recueillie, même en France (1), Pahlen aurait mis cet avertissement : « L'empereur ne se porte pas bien aujourd'hui. Cela pourrait avoir des suites. » Retrouvé dans les archives de la légation russe à Berlin, l'original n'en montre rien ; mais peut-être l'avis a-t-il été envoyé séparément, dans un billet confidentiel et privé (2).

II

L'absence des deux grands-ducs à la parade passe pour avoir été motivée par une mesure de rigueur que Paul venait de prendre contre eux et dont il est difficile de déterminer la raison et le caractère, à travers des témoignages confus et contradictoires. En vertu d'un ordre exprès du grand-duc Constantin, chef de son régiment, Sabloukov se trouvait, ce jour-là, désigné, hors tour, comme colonel de service. L'escadron qu'il commandait étant précisément de garde au Palais Michel, cette disposition contrevenait au règlement et constitue une première énigme. Apparemment, cependant, le grand-duc avait des raisons pour vouloir que le régiment tout entier fût ce jour-là dans la main de cet officier.

A huit heures du soir, celui-ci dut ainsi se présenter au palais pour le rapport d'usage. A l'entrée, un laquais lui barra le passage.

— Où allez-vous ?

— Chez le grand-duc Constantin.

(1) Bignon, *Histoire de France*, t. I, p. 440 ; Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. II, p. 430.

(2) Voy. Zlobine, dans *Recueil de la Soc. d'hist. russe*, t. II, p. 12 et Vehse, *Geschichte des preussischen Hofes*, t. V, p. 189-190.



— N'en faites rien, car je devrais immédiatement en prévenir l'empereur.

— Fais ton devoir et laisse-moi faire le mien.

Le valet prit un escalier et Sabloukov un autre. Dans l'antichambre du grand-duc, le valet de chambre de celui-ci, Roudkovski, arrêta encore le colonel.

— Que venez-vous faire ici ?

— Vous êtes, je crois, tous fous aujourd'hui ! Je viens pour le rapport...

— Entrez !

Le grand-duc avait l'air très agité. Pendant que Sabloukov s'acquittait de sa tâche, Alexandre entra à la dérobée, « comme un lièvre effrayé », dit le colonel dans ses mémoires. Au même moment, par la porte opposée, arrivait Paul, botté, éperonné, le chapeau dans une main, la canne dans l'autre et avançant à pas comptés, comme à la parade. L'aîné des grands-ducs rentra aussitôt précipitamment dans son appartement. Constantin demeura figé sur place, « comme un homme sans défense qui rencontrerait un ours », dit encore Sabloukov. Tournant lestement sur ses talons, le colonel présenta son rapport à l'empereur.

— Ah ! vous êtes de service ! fit simplement Paul, et, avec un geste gracieux de la main pour l'officier, il s'éloigna comme il était venu.

Au même moment, Alexandre passait la tête dans l'embrasure de la porte par laquelle il venait de prendre la fuite. Il attendit que le bruit d'une autre porte fermée derrière le souverain indiquât qu'on n'avait plus rien à craindre de ce côté et entra sur la pointe des pieds. Constantin l'interpella sur un ton joyeux :

— Eh bien, frère, que penses-tu de mon idée ? Je t'avais bien dit que celui-là (montrant Sabloukov) ne prendrait pas peur.

Alexandre regarda le colonel avec admiration.

— Quoi ? vous n'avez pas peur de l'empereur ?

— Peur ? Pourquoi aurais-je peur ? Je suis de service, hors



tour, il est vrai, mais enfin, je remplis mon devoir...

— Alors vous ne savez rien? Nous sommes tous les deux aux arrêts!

Sabloukov éclata de rire.

— Pourquoi riez-vous?

— Parce que vous avez désiré depuis longtemps cet honneur.

— Oui, mais pas dans de telles conditions. Obolianinov vient de nous mener à l'église pour prêter serment.

— Je n'ai pas besoin, moi, qu'on me fasse prêter serment. Je suis fidèle...

Constantin coupa court à ce dialogue.

— C'est bien. Rentrez et soyez sur vos gardes. Méfiez-vous!

Pendant que dans l'antichambre Roudkovski aidait Sabloukov à remettre sa pelisse, Constantin appela le valet de chambre, lui demandant un verre d'eau. En remplissant le verre Roudkovski y aperçut un brin de plume. Il l'enleva avec ses doigts et dit :

— Il surnage aujourd'hui et sombrera demain.

Fait par Sabloukov (1), le récit de cette scène présente toutes les apparences de la sincérité. Il ne laisse cependant pas de soulever de fortes objections. La mise aux arrêts du grand-duc Constantin est, à cette date, confirmée par d'autres témoignages. Attribuée, cependant, à une simple négligence de service, elle ne peut avoir eu aucun rapport avec des soupçons qui auraient engagé Paul à imposer à ses deux fils aînés une nouvelle prestation de serment (2). Le souverain ne se serait pas contenté de si peu et il n'aurait pas surtout laissé à un des coupables présumés l'exercice d'un commandement important et la possibilité de communiquer avec des officiers placés sous ses ordres. Les deux grands-ducs n'étaient même

(1) « Mémoires », *Frazer's Magazine*, 1865, septembre, p. 315.

(2) D'après Sanglène, Paul aurait fait prêter serment à toute la famille impériale, les mineurs exceptés. Mais, en marge du manuscrit des *Mémoires inédits* de cet auteur, l'empereur Nicolas a écrit : « Je n'ai jamais rien entendu de cela. »



pas confinés dans leurs appartements ; leur présence à la table de Sa Majesté est en effet indiquée ce même jour par le journal de cour. La véracité de Sabloukov peut difficilement être suspectée, mais nous ne possédons qu'une version anglaise de ses mémoires, dont l'original russe nous demeure inconnu. Encore la publication du *Frazer's Magazine* n'est-elle présentée que comme un extrait « from the papers of a deceased Russian general officer ».

Au souper, la table fut de dix-neuf couverts et les deux grands-ducs figuraient parmi les convives. L'empereur était tout autre que la veille, extrêmement gai et exceptionnellement causant, bien que préoccupé par un songe pénible qu'il avait fait la nuit précédente : il avait rêvé qu'on lui mettait un vêtement trop étroit, au point de l'étouffer. Mais ce détail peut bien avoir été inventé après coup. Son père ne cessant de lui adresser la parole, Alexandre demeurait au contraire silencieux et renfrogné, tellement que Paul finit par lui dire :

— Qu'avez-vous aujourd'hui ?

Ce trait ne se laisse pas non plus accorder avec des mesures d'hostilité, dont le grand-duc aurait été l'objet quelques heures auparavant de la part de celui qui l'interpellait ainsi. Alexandre allégua un malaise dont il se ressentait et Paul l'engagea à consulter ses médecins et à se soigner.

— Il faut toujours arrêter les indispositions dès leur début, pour les empêcher de devenir des maladies sérieuses.

On n'a pas manqué de deviner un double sens dans ce propos, qui, comme d'autres détails de cette journée historique, peut avoir été rapporté fidèlement; mais, sous l'empire d'idées préconçues, n'arrive-t-il pas communément que les mots ou les faits les plus simples donnent lieu aux interprétations les plus hasardées? On veut encore que le grand-duc ayant éternué, Paul ait dit avec une intonation ironique :

— A l'accomplissement de tous vos souhaits, monseigneur!

Mais, d'après un autre témoin, l'empereur aurait seulement fait entendre la formule usuelle : « Que Dieu vous



bénisse! » et c'est infiniment plus probable, car l'humeur de Paul n'était pas du tout au drame. On employait ce soir, pour la première fois, un service de porcelaine décoré avec des vues du Palais Michel, et le souverain en témoignait une joie enfantine. Il baisait les assiettes et répétait qu'il n'avait pas encore vécu de moments aussi heureux. En quittant la salle à manger, il continua à montrer beaucoup de gaieté et d'entrain; il plaisanta le prince Youssoupov, président du Collège des manufactures, sur la mauvaise qualité des glaces qui ornaient un des salons et où il voyait sa figure de travers, mais il n'en témoigna aucun mécontentement. Il était rayonnant. En se retirant vers dix heures, il serait, cependant, devenu subitement pensif et aurait dit :

— Ce qui doit arriver arrivera (1) !

On sait que les prophéties sont généralement postérieures aux événements qu'elles sont censées avoir annoncés.

III

Paul veilla ce soir plus tard qu'à l'ordinaire. Si gai qu'il fût, il avait martel en tête. En sortant de table, il avait fait prévenir Sabloukov qu'il l'attendait de suite au palais. Porteur de cet ordre, le cornette Andréievski rassura le colonel que cette convocation insolite alarmait. Tout allait bien, et, en passant devant le poste tenu par les gardes à cheval, ce qui lui était arrivé trois fois, l'empereur les avait salués de la manière la plus affable. En homme habitué aux fantaisies du souverain, Sabloukov ne s'inquiéta pas davantage.

(1) Mme Moukhanov, dans *Archives russes*, 1878, t. I, p. 303; Bochniak, « Récits d'un vieux page », dans *Antiquité russe*, 1882, t. XXXIII, p. 215; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 254; prince S. Galitzine, dans *Archives russes*, 1860, p. 627; Poletika, même recueil, 1885, t. III, p. 322; Schilder, *Paul Ier*, t. I, p. 490 et suiv.; le même, *Alexandre Ier*, t. I, p. 425. *(Journal du séjour de Paul Ier au Palais Michel.)*



Le poste se trouvait dans la pièce qui précédait le cabinet de l'empereur. A dix heures un quart, le soldat en faction cria : aux armes! Paul sortait de son cabinet, précédé de son chien favori, Spitz (1), et suivi par l'aide de camp de service, général Ouvarov. On aura remarqué ce nom sur la liste des conjurés, mais la raison qui a pu engager l'amant de la princesse Lapoukhine à y figurer est inconnue et difficile à imaginer, car il était comblé. Spitz courut droit à Sabloukov, qu'il n'avait cependant jamais vu auparavant, et lui fit des caresses, s'y acharnant, jusqu'à ce que Paul l'eût frappé avec son chapeau. Reculant alors de quelques pas, l'animal se mit sur son derrière et fixa obstinément l'officier, tandis que Paul interpellait brusquement celui-ci, en français, dans ces termes :

— Vous êtes des Jacobins !

Sabloukov s'attendait si peu à être pris à partie de la sorte que, déconcerté, il répondit machinalement :

— Oui, Sire.

Paul sourit.

— Pas vous, mais le régiment.

Du coup, le colonel retrouva sa présence d'esprit.

— Passe encore pour moi, Sire, mais vous vous trompez sur le régiment.

Mais Paul hocha la tête.

— Je sais mieux ce qui en est. Renvoyez le poste.

Et il commanda :

— A droite, marche!

Le cornette Andréievski ramena les hommes au quartier. Spitz ne bougeait pas et ne cessait de regarder Sabloukov, tandis que, derrière le dos de l'empereur, Ouvarov souriait. N'y comprenant rien, le colonel restait au port d'armes, et attendait des explications que Paul ne tarda pas à lui donner. Mécontent du régiment, il avait décidé de le renvoyer en province. Il ajouta avec bienveillance que l'escadron de Sabloukov aurait, par mesure de faveur, garnison à Tsarskoïé-Siélo.

(1) Voy. au sujet de cette bête : PAVLOVSK, p. 104-105.

Mais il voulait qu'à 4 heures du matin tous les escadrons fussent prêts, avec armes et bagages, à se mettre en route. Ayant fini de donner ces ordres, il fit signe à deux laquais qui se tenaient à proximité, leur indiquant la place que le poste venait de quitter.

— Vous vous tiendrez là !

Et il rentra dans sa chambre, d'où il passa dans l'appartement de la princesse Gagarine.

Comme Sabloukov lui-même, le régiment dont il faisait partie ne s'était pas, à une ou deux exceptions près, laissé entamer par la propagande révolutionnaire. On peut donc supposer que Pahlen avait eu soin de mettre l'empereur en méfiance de ce côté. D'où les arrêts infligés au grand-duc Constantin et la disgrâce frappant le corps entier. L'imagination de Sabloukov, ou celle de son interprète anglais, et peut-être les deux, auront brodé sur ce thème. Mais à coup sûr Paul n'avait, à cette heure, aucun soupçon d'un danger immédiat, car il n'eût pas songé à remplacer un poste de trente hommes bien armés par deux laquais. Appelés *hussards* à raison du costume qu'ils portaient, ces derniers n'avaient aucune arme.

Chez la princesse Gagarine, Paul s'occupa encore de correspondre avec le prince Platon Zoubov, mais pour des objets qui n'avaient aucun rapport avec sa sécurité, au sujet de laquelle il était donc, pour le moment au moins, entièrement en repos. Il réclamait quelques jeunes élèves du corps des Cadets pour son service de pages et demandait des nouvelles du baron Diebitsch, le gouverneur du prince de Wurtemberg, qu'il venait de nommer commandant de la première division du même corps. L'ex-favori de Catherine passait la soirée chez le directeur de l'établissement, général Klinger, le poète connu, originaire de Francfort-sur-le-Mein. Plus indolent que lâche, Platon Alexandrovitch faisait bonne contenance, causant de choses et d'autres et ne laissant rien deviner du terrible drame auquel il allait prendre part dans quelques instants. Peut-être imaginait-il, lui aussi, que les



choses se passeraient en douceur. Il envoya les pages demandés et répondit au sujet de Diebitsch : « Le général ne fait ni bien ni mal; pour le bien, il lui manque des connaissances et pour le mal du pouvoir (1). »

A 11 heures du soir, chez la princesse Gagarine toujours, Paul traça encore quelques lignes à l'adresse de Lieven. Ce sont les dernières qu'il ait écrites et elles donnent la mesure de son intelligence et de son cœur. Le ministre de la guerre était souffrant depuis quelque temps et le souverain avait résolu de le remplacer par le mari de sa maîtresse, jeune homme sans la moindre éducation ou expérience militaire, et, en dehors de son talent poétique, d'une nullité complète. Paul annonçait sa décision en ces termes :

« Votre indisposition se prolonge trop, et, comme les affaires ne peuvent pas se régler sur vos vésicatoires, vous aurez à remettre le portefeuille de la guerre au prince Gagarine (2). »

Les apologistes du souverain et de son règne feront bien de méditer ce document, qui peut être considéré comme le testament politique et moral du fils de Catherine.

IV

A l'heure où Paul le rédigeait, les derniers préparatifs de l'attentat décidé pour cette nuit s'achevaient. Dans la journée le commandant du Siémionovski, Dépréradovitch, avait mandé chez lui un enseigne de son régiment, jeune homme de seize à dix-sept ans, sur la docilité et la discrétion duquel il croyait apparemment pouvoir compter.

— As-tu une voiture ?

— Oui, Excellence.

(1) Kotzebue, dans *le Régicide du 11 mars*, p. 377 et suiv.
(2) Princesse Lieven, *Mémoires*, dans Schiemann, *Zur Geschichte*, p. 41.



— Comptes-tu t'en séparer dans la journée?

— J'agirai selon vos ordres.

— C'est bien; va de suite chez le trésorier du régiment et prends une caisse de cartouches. Elle peut trouver place sous le siège de ta voiture. Tu l'y laisseras jusqu'à 9 heures du soir en la gardant à ta portée, et me l'amèneras à ce moment.

— A vos ordres, Excellence.

— Va! Je n'ai plus rien à te dire. Sois prudent. Nous aurons ce soir un nouvel empereur.

Exact au rendez-vous, l'adolescent reçut, en arrivant, ces autres instructions :

— Va au quartier. Tu y trouveras un bataillon sous les armes. Tu parcourras les rangs et tu donneras toi-même à chaque homme un paquet de cartouches, dans l'état où tu les auras trouvées en les retirant de la caisse.

Une heure après, le général suivait l'enseigne. Il passa le bataillon en revue et l'inspecta minutieusement, homme par homme, examinant les armes et les visages, puis, se plaçant au milieu, il commanda à voix très basse :

— Fixe! Le bataillon va attaquer. Chargez!

Pendant la manœuvre, il ne cessa de répéter :

— Doucement, le plus doucement possible!

Il demanda enfin :

— Êtes-vous prêts? Oui! Eh bien! (toujours en sourdine) : Par sections à droite, marche!... Halte!

En s'ébranlant, le bataillon faisait encore trop de bruit. Dans un chuchotement, les officiers répétèrent la consigne :

— Doucement!

Sur le même ton, Dépréradovitch renouvela le commandement :

— Bataillon, marche!

Et l'on partit dans la direction du Palais Michel, avançant à pas de loup, sans un cliquetis d'armes ni une parole. Les officiers gardaient le silence et l'imposaient.

Même mise en scène au Préobrajenski, avec un peu moins de précautions. De part et d'autre, très peu d'officiers, six ou



sept par bataillon, embauchés pour la plupart au dernier moment ou même pas initiés au complot, accompagnaient les soldats. Ceux-ci ignoraient, tous, le but de cette sortie nocturne. Quelques-uns montrant cependant de l'inquiétude, on leur dit qu'ils allaient défendre l'empereur et ils se contentèrent de l'explication.

Pas plus que les chevaliers-gardes et les hussards de la garde, l'Ismaïlovski n'avait pu être gagné. Les conjurés n'eurent d'autre ressource que d'envoyer chez le commandant du régiment, général Malioutine, quelques affiliés, qui se chargèrent de le griser, à quoi il se prêtait facilement. Le chef des hussards, Kologrivov, buvait aussi volontiers et Pahlen s'était d'ailleurs arrangé pour lui faire encourir quelques jours d'arrêts.

Dépréradovitch marcha si doucement qu'il n'arriva qu'après l'événement. Il était toujours en retard, mais peut-être, cette fois, y a-t-il mis de l'intention. En fait, aux abords du Palais Michel, à l'heure où ils allaient y pénétrer, les conjurés ne devaient disposer que du seul bataillon des *Preobrajentsy*.

Pour ne pas éveiller l'attention, ils soupèrent séparément dans diverses maisons et y burent eux-mêmes immodérément, pour se donner du courage. Vers onze heures du soir seulement, ils se réunirent chez le général Talysine, dans une annexe du Palais d'Hiver, où le premier bataillon du Préobrajenski avait toujours son quartier. Ils étaient une soixantaine, et pour la plupart gris. Pahlen ne les rejoignit qu'à onze heures et demie, et, en l'attendant, ses complices vidèrent encore force bouteilles de champagne. A ce moment, une discussion paraît s'être engagée au sujet du but à poursuivre dans la tentative projetée, comme aussi des moyens à employer pour l'atteindre. Dans les fumées du vin et l'excitation du moment, entre ces hommes peu intelligents pour la plupart et moins capables que jamais à cette heure d'envisager de tels problèmes avec la réflexion voulue, on imagine aisément ce qu'a pu être ce débat. Un projet de constitution fut agité. Platon Zoubov en portait plusieurs



dans sa poche. Quelques-uns de ses compagnons se prononçaient audacieusement pour la déchéance de toute la famille impériale. Un colonel de l'Ismaïlovski, Nicolas Bibikov, futur décabriste, passe pour avoir été du nombre. Mais à défaut des Romanov, où prendrait-on un souverain ? Dans ce groupe aristocratique, l'idée d'un gouvernement républicain ne trouvait guère d'adeptes. Au milieu de vociférations et de hoquets d'ivresse, le conciliabule nocturne, tournant à l'orgie, ne donnait aucun résultat; il montrait seulement que, sur le point d'agir, on n'était d'accord sur rien, ne sachant absolument pas ce qu'on voulait faire, ni ce qu'on ferait.

Mais on criait fort et la scène avait des témoins. On buvait toujours, et, versant le vin, apportant un renfort de bouteilles, des domestiques entraient et sortaient. L'un d'eux pouvait aisément porter l'alarme au *château*. Aucun n'y songea, — sans doute parce que le palais-forteresse était réputé inabordable. Derrière les fossés, les ponts-levis et les postes de garde dont il s'entourait, Paul devenait inaccessible surtout à ceux qui auraient été tentés de le sauver, en lui donnant l'éveil.

Le seul homme de plume qui se trouvât à la réunion du Palais d'Hiver, Trochtchinski, fit accepter finalement le texte d'un manifeste, où il était dit que, atteint d'une maladie grave, l'empereur prenait le grand-duc Alexandre comme corégent. C'était le programme de Panine qui triomphait, sauf qu'on y ajoutait, *in petto*, un corollaire non prévu par l'ex-vice-chancelier : l'internement du malade à Schlusselbourg. Mais si Paul résistait ? Le point capital à prévoir et à décider se trouvait là. Panine n'en avait pas parlé, mais il fallait bien y penser maintenant ! Le souverain se laissât-il conduire à la prison qu'on lui destinait, on n'en aurait pas fini avec lui. Il garderait des partisans, qui sans doute essayeraient de le délivrer comme avaient fait ceux du malheureux Ivan VI, enfermé au même lieu. Et il n'était pas sûr que l'entreprise tournerait de la même façon. Le spectre d'une



contre-révolution victorieuse et des représailles qu'elle ne manquerait pas d'entraîner se dressait, terrible, devant ces hommes dont la vie était aussi en jeu. Ne valait-il pas mieux prévenir un tel risque? Et les têtes s'échauffaient. Des cris de mort retentissaient.

Mais Pahlen arriva. Il n'avait pas bu, lui, et il avait recommandé à Bennigsen d'observer la même sobriété. Pour les autres, les copieuses libations n'étaient pas inutiles. A jeun, plus d'un était capable de reculer à l'instant décisif. Déjà, au cours de la discussion, le prince Zoubov s'était montré très hésitant. Mais Pahlen n'entendait pas qu'on discutât davantage. L'heure d'agir avait sonné. Que ferait-on si Paul résistait? On verrait. C'est à ce moment que le chef de la conjuration aurait prononcé la phrase devenue célèbre : « On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » Après quoi, demandant un verre, il invita l'assistance à boire avec lui « à la santé du nouvel empereur, » et, coupant court aux questions indiscrètes, il donna le signal du départ.

On devait se séparer en deux groupes, dont l'un serait conduit par Pahlen lui-même, et l'autre suivrait le prince Zoubov et Bennigsen. L'ex-favori de Catherine s'imposait comme chef de file, à cause de son titre, de la haute situation qu'il avait occupée, de celle qu'il gardait encore et de son uniforme étincelant de décorations, qui pouvait servir de porte-respect. Son frère, Nicolas, l'accompagnait. Dominant tous les conjurés de sa taille gigantesque, il leur inspirait confiance. Bennigsen ferait le reste. Ayant perdu une jambe dans les guerres de Pologne, Valérien Zoubov n'était pas de grande ressource; mais, le plus honnête des trois frères, il servait de caution aux autres, et Pahlen le prit avec lui. La nuit était sombre, pluvieuse et froide.

V

Fourni à tour de rôle par tous les régiments de la garde, le poste principal à l'entrée du Palais Michel revenait ce jour-là à une compagnie du Siémionovski, commandée par un Gatchinois, le capitaine Paiker, Allemand d'une stupidité légendaire. Elle occupait un vaste corps de garde situé au rez-de-chaussée devant l'escalier d'honneur. Paiker était incapable de trahir Paul; mais les conjurés comptaient sur ses deux lieutenants, qu'ils avaient gagnés et qui, pensaient-ils, auraient facilement raison d'un tel chef.

Plus loin, à l'intérieur du palais, dans une autre salle du rez-de-chaussée, un poste moins important, de trente hommes seulement, était invariablement fourni par une bataillon privilégié du Préobrajenski, dont Paul avait fait un corps distinct, sous le nom de compagnie des gardes du corps *(Leibkompania)*. Ce second poste se trouvait commandé par le lieutenant Marine, qui l'avait exprès composé pour un tiers de vieux grenadiers, attachés au souvenir de Catherine, et pour les deux tiers d'anciens gardes du corps, incorporés au Préobrajenski après la dissolution du régiment auquel ils avaient appartenu et dont ils conservaient le regret.

L'appartement de Paul était au premier étage. On y accédait par la galerie dite d'*Apollon*, à cause des copies des cartons de Raphaël qui en couvraient les murs. Un vestibule, où l'on admirait six tableaux de Van Loo représentant la légende de saint Grégoire, conduisait à une *salle blanche*, ornée d'un beau plafond de Tiépolo, qui retraçait l'histoire d'Antoine et de Cléopâtre. Suivait une troisième pièce, contenant la bibliothèque privée de l'empereur et précédant immédiatement la chambre à coucher du souverain, qui lui servait aussi de cabinet de travail, selon une tradition

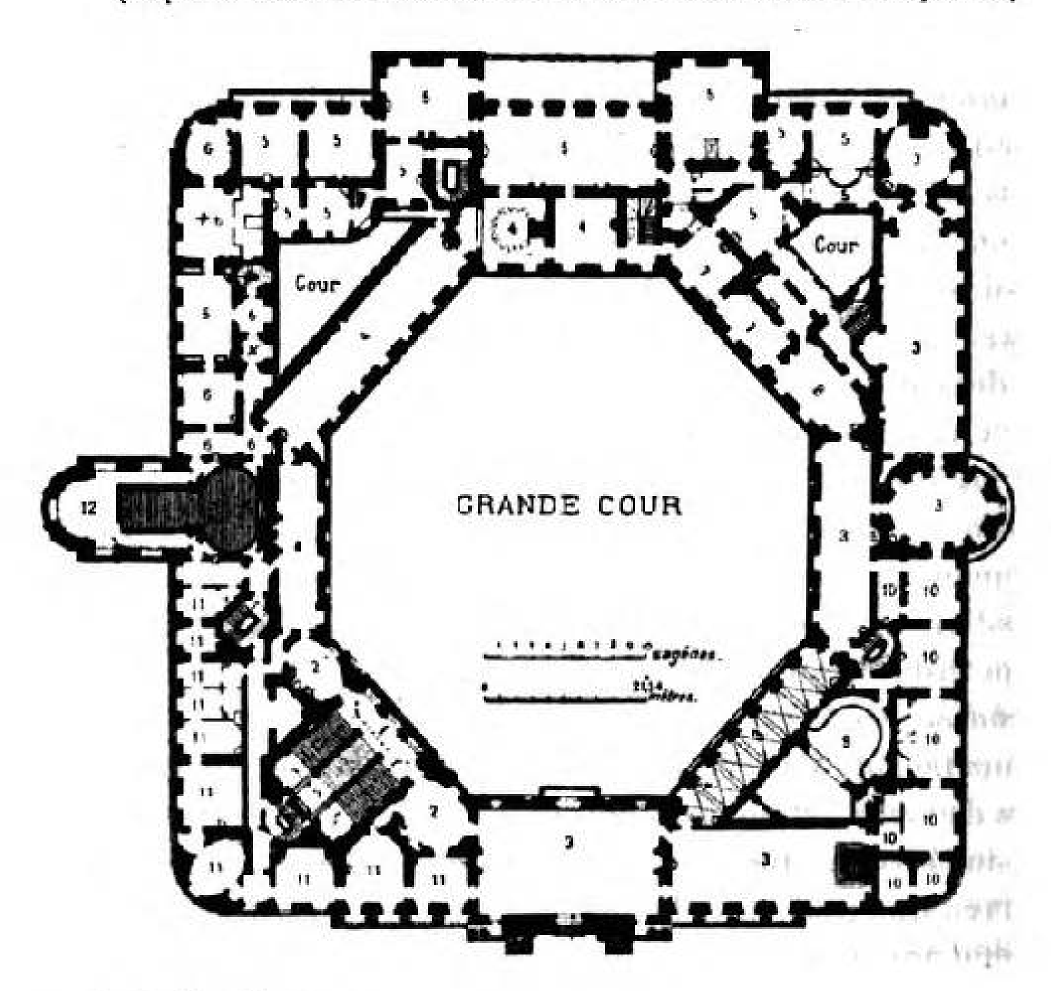


PLAN

DU

« BEL ÉTAGE » DU PALAIS MICHEL

(D'après le dessin de l'architecte Brenna et les indications des contemporains.)



1. Escalier d'honneur.
2. Vestibule pour la garde.
3. Appartements de réception de l'empereur.
4. Appartements de réception de l'impératrice.
5. Appartements particuliers de l'impératrice.
6. Appartements particuliers de l'empereur.
(6 +). Chambre à coucher.
(6 ×). Petite cuisine.
7. Antichambre.
8. Salle à manger.
9. Petit théâtre.
10. } Appartements.
11. }
12. Escalier conduisant à l'appartement particulier de l'empereur.

maintenue dans la descendance de Catherine jusqu'à ces derniers temps.

S'ils réussissaient à arriver là, les conjurés, en l'absence du poste de garde que Paul venait de renvoyer, n'avaient plus aucune résistance sérieuse à craindre. Mais l'effort à faire pour triompher des obstacles intermédiaires leur fut lui-même épargné. Avec la petite troupe dont il avait pris le commandement direct, Pahlen s'était chargé d'aborder le palais de front, en forçant au besoin l'entrée principale. Mais, à l'exemple de Dépréradovitch, il flâna en route.

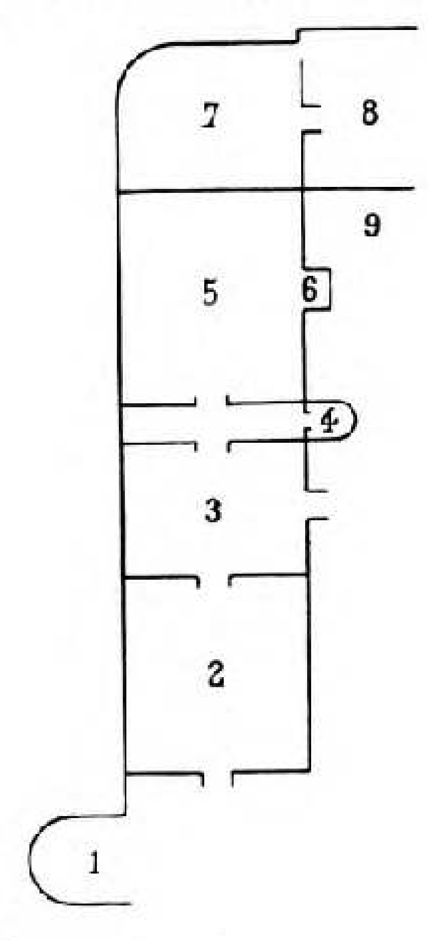
Il semble même avoir manœuvré de façon à n'entrer en scène qu'après l'issue, quelle qu'elle dût être, de la tentative, dont il abandonnait l'honneur et le péril au détachement conduit par Platon Zoubov et Bennigsen. D'après une opinion qui a prévalu depuis, il se réservait ainsi le moyen, si le coup manquait, de se donner l'air d'avoir contribué à son échec.

Zoubov et ses compagnons se présentèrent, eux, à une petite porte qui s'est conservée *(Rojdiéstviénskiïa varota)*, du côté de la rue Sadovaïa; par un escalier de service, elle permettait d'aboutir plus directement à l'appartement de l'empereur. Il y avait aussi là un fossé à franchir et un pont-levis ; mais la difficulté était supprimée pour les assaillants par la présence dans leurs rangs d'un des frères Argamakov, Pierre Vassiliévitch. Remplissant au palais les fonctions d'adjudant de place, cet officier avait charge de prévenir le souverain, à toute heure, de tout événement extraordinaire, incendie, émeute, etc., survenant dans la capitale. Le pont-levis fut donc abaissé. En même temps, avec le bataillon du Préobrajenski, introduit par le jardin supérieur, sur l'emplacement actuel de la rue Sadovaïa, Talysine entourait le palais. Dans ce jardin, chaque nuit, il y avait rendez-vous de corbeaux et de choucas en grand nombre et ces oiseaux poussèrent des cris qui auraient pu donner l'alarme ; mais seuls les soldats de Talysine en conçurent quelque émoi, se signant et parlant à voix basse de mauvais présage.



La bibliothèque communiquait avec la chambre à coucher de Paul par deux portes, entre lesquelles, dans l'épaisseur du mur très grande à cet endroit, une sorte d'antichambre était ménagée, contenant, d'un côté, un réduit où couchait un des valets de chambre de l'empereur et donnant accès, de l'autre, à l'escalier qui conduisait aux appartements de la princesse Gagarine et de Koutaïssov.

PLAN DE L'APPARTEMENT DE L'EMPEREUR



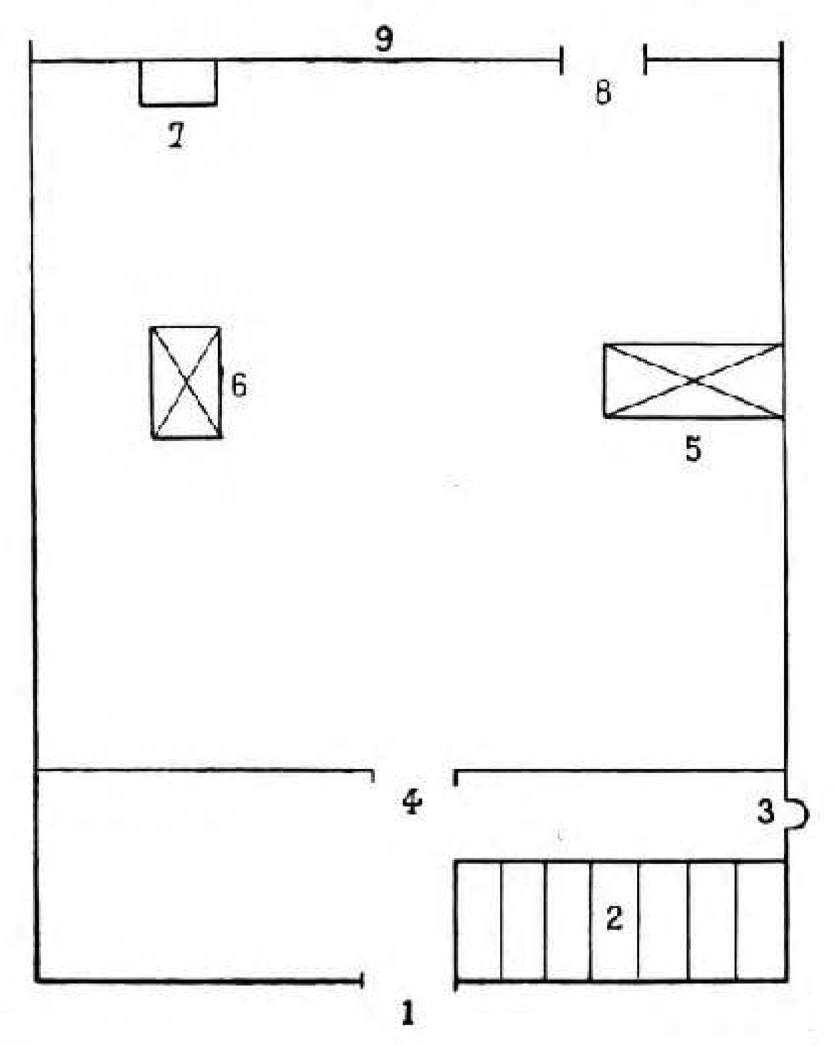
1. Escalier de service.
2. Salle blanche.
3. Bibliothèque.
4. Escalier intérieur conduisant à l'appartement de la princesse Gagarine.
5. Chambre à coucher de l'empereur.
6. Cabinet sans issue.
7. Salle séparant l'appartement de Paul de celui de Marie Féodorovna (1).

8-9. Appartement de l'impératrice.

(1) Sur le plan de Brenna elle est indiquée faussement comme faisant partie de l'appartement de l'empereur.

La chambre à coucher était une pièce vaste et haute, aux boiseries blanches qu'ornaient des paysages peints par Vernet, Wouverman et Van der Meer. A droite, un petit lit de camp. Au-dessus, le portrait d'un chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, œuvre de Jean Leduc, à laquelle Paul atta-

PLAN DE LA CHAMBRE A COUCHER DE L'EMPEREUR



1. Porte.
2. Cabinet.
3. Accès de l'escalier conduisant aux appartements de la princesse Gagarine et de Koutaïssov.
4. Porte.
5. Lit de l'empereur.
6. Table de travail.
7. Cheminée.
8. Porte.
9. Salle donnant accès à l'appartement de l'impératrice.

chait un grand prix. Un mauvais portrait de Frédéric II et une méchante statuette en terre cuite, représentant le même souverain à cheval, complétaient le décor donné par le souverain à son intimité. A gauche, un meuble en acajou, soutenu par des colonnes d'ordre ionique en ivoire avec socles et chapiteaux en bronze, lui servait de table de travail.

Dans la bibliothèque, les deux laquais, remplaçant le poste de garde congédié, dormaient profondément. Les réveillant, Argamakov leur ordonna d'ouvrir la porte numéro 1. D'après certains rapports, il leur aurait dit qu'il avait à annoncer un incendie ; d'après une autre version, il leur fit croire qu'il était cinq heures et qu'il venait au rapport, comme tous les matins. Mais, devinant qu'on les trompait, un de ces hommes cria au secours. Il fut abattu d'un coup de sabre. Il s'appelait Kornilov, et, attaché ultérieurement à la domesticité de Marie Féodorovna, il fut en outre récompensé par le don d'une maison et d'une pension. Le second laquais obéit, introduisant ainsi les conjurés dans l'antichambre qui précédait immédiatement la chambre du souverain. Le valet de chambre, qui couchait dans le cabinet numéro 2, disparut, livrant son maître aux agresseurs, ou courant au poste le plus proche pour donner l'alarme. Paul se trouva ainsi coupé de l'escalier numéro 3, par lequel il aurait pu fuir. Une autre issue lui aurait dû rester ouverte par la porte numéro 8, conduisant à la salle de séparation entre son appartement et celui de l'impératrice. Un poste de trente hommes du Siémionovski se tenait là, commandé par le lieutenant Alexandre Volkov, un cousin germain de Sabloukov. Personnellement connu de Marie Féodorovna et protégé par elle, cet officier aurait vraisemblablement fait son devoir. Mais, depuis quelques jours, sous l'influence des soupçons qu'il concevait ou que Pahlen éveillait en lui, Paul avait fait barricader cette porte. Il était ainsi pris, irrémédiablement.



VI

En dépit, ou à raison même de l'abondance des témoignages qui s'y rapportent, la scène finale du drame ne se laisse pas reconstituer avec sûreté. Se faisant ouvrir la porte numéro 4, ou l'enfonçant, les conjurés ne pénétrèrent dans la chambre à coucher qu'en assez petit nombre. Plus de la moitié restaient en arrière, égarés dans les escaliers ou les couloirs du palais, dont Brenna avait fait un labyrinthe, ou s'y attardant volontairement. Réveillé par le bruit, Paul essaya instinctivement de se cacher derrière l'écran, qui, le jour, servait à masquer son lit, ou, suivant d'autres récits, dans la cheminée, qui, très profonde, le dérobait tout entier à la vue des assaillants. Ils crurent un instant l'avoir manqué et déjà, effrayés, ils songeaient à fuir eux-mêmes.

— L'oiseau s'est envolé ! cria l'un d'eux.

Mais un autre apercevait au même moment les pieds du souverain : ils dépassaient l'abri que le malheureux avait trouvé. L'épée nue, Platon Zoubov et Bennigsen marchèrent sur lui, et l'un ou l'autre lui annonça qu'il était arrêté.

Paul, nous le savons, manquait de courage et un plus brave n'aurait peut-être pas réussi à dominer l'impression paralysante d'un assaut aussi imprévu. En vêtement de nuit, sans armes, devant ces hommes à mine de bandits, le souverain semble n'avoir proféré que des sons à peine articulés.

— Arrêté ! Que veut dire « arrêté » ?

D'après Bennigsen, il aurait ajouté :

— Qu'ai-je fait ?

Et ce furent ses dernières paroles.

Cette version est aussi celle que lord Saint-Helens a recueillie à Saint-Pétersbourg, après son arrivée, mais dont il n'indique pas la source. Perdant du premier coup sa présence



d'esprit et balbutiant seulement quelques mots de reproche, Paul, rapporte-il, fut aussitôt frappé et jeté à terre par un des conjurés de rang obscur, qui l'acheva, en l'étranglant avec son ceinturon (1).

D'autres témoins veulent cependant que Platon Zoubov ait engagé avec le souverain un colloque assez long, l'invitant, pour le bien de la patrie, à abandonner le pouvoir et à signer le manifeste rédigé par Trochtchinski. Entourant le malheureux tsar, les conjurés le poussaient du côté de la table de travail, où l'un d'eux avait déposé le document. Quelque saisissement d'épouvante qu'il éprouvât, Paul aurait fait effort pour intimider ses agresseurs. Comme il ne réussissait pas, il appela à l'aide et voulut se frayer passage ; mais Bennigsen l'arréta de la pointe de son épée.

Le dénouement aurait été déterminé accidentellement par une panique, qui affola à ce moment ceux des compagnons de Zoubov avec lesquels l'infortuné souverain était aux prises. Tandis qu'il se débattait au milieu d'eux, un bruit de pas et de voix s'éleva dans l'antichambre : c'étaient les retardataires qui arrivaient ; mais leurs complices crurent que les appels de Paul avaient été entendus et qu'on se portait à son secours. Déjà, en effet, d'un bout à l'autre du palais, l'alarme était donnée. En bas, Paiker faisait prendre les armes à ses hommes. Il fut retenu comme les conjurés y comptaient par ses lieutenants, qui l'engagèrent à rédiger un rapport. Une heure après il écrivait encore. A l'autre poste du rez-de-chaussée, Marine eut plus de difficulté avec quelques-uns de ses soldats. D'origine gatchinoise, ils voulaient courir au secours du souverain qui leur avait promis quinze diéssiatines de terre dans le gouvernement de Saratov, et, pistolet au poing, le jeune lieutenant avait beau leur crier : « *Nié vaché diélo* (2) ! » (Ce n'est pas votre affaire.) A bout de ressources, il s'avisa de commander :

(1) A Hawkesbury, Saint-Pétersbourg, 19/31 mai 1801, *Record Office, Russie*, vol. XLVIII, sans numéro.

(2) Voiéikov, *Mémoires inédits*.



— A moi les anciens grenadiers de Catherine !

— Présents !

— Sortez des rangs !... Tenez-vous prêts à attaquer !... Si ces coquins de Gatchinois bougent, chargez-les à la baïonnette !

Les Gatchinois ne bougèrent plus, et Paul fut abandonné à sa destinée. Mais ses agresseurs n'en savaient rien et, à l'exception de quatre ou cinq, se croyant perdus s'ils restaient où ils étaient, pour de bon cette fois ils battirent en retraite, reprenant le chemin qu'ils avaient suivi, sans se rendre compte que les défenseurs supposés de Paul ne pouvaient eux-mêmes en prendre un autre. Chargeant Platon Zoubov, ou le prince Iachvil, de contenir le prisonnier, Bennigsen se précipita derrière les fuyards pour les ramener. C'est du moins ce qu'il a affirmé depuis. Quand il revint, Paul avait cessé de vivre, renversé d'abord par Nicolas Zoubov, d'un coup que le géant lui aurait porté à la tempe avec une tabatière en or massif, ou tombant accidentellement auprès de sa table de travail et heurtant du front l'angle aigu de ce meuble. Comme se redressant il luttait désespérément et criait plus fort, il aurait été étranglé par Iachvil, Tatarinov, ou Skariatine, avec une écharpe, celle de l'un des assassins, ou la sienne propre, qui se trouvait à portée, avec son épée.

Avec le souci naturel d'atténuer sa responsabilité, en excluant toute participation directe de sa part à l'assassinat, Bennigsen lui-même a varié, sur ces détails, d'un récit à l'autre, parmi ceux qu'il a faits au général Fock ou à Langeron. Son absence momentanée se justifiant mal par cette prétendue débandade des conjurés, qui ne pouvait être que d'un instant, puisque, dans la pièce contiguë, les deux troupes se rencontraient et se reconnaissaient, le Hanovrien a donné une autre explication. La chambre à coucher, théâtre du drame, n'était éclairée que par une lampe de nuit, posée sur la table de travail. Un mouvement involontaire de Paul, ou de l'un des conjurés, l'aurait renversée. Bennigsen dut ainsi s'éloigner pour chercher une autre lumière. Mais

est-il vraisemblable que les conjurés ne fussent pas munis de flambeaux ?

Un fait est certain : la ruée tumultueuse d'une bande d'hommes ivres sur un être sans défense ; une lutte atroce, une grêle de coups, — coups de poing, coups de bottes éperonnées, coups de sabre peut-être même, — s'abattant sur la victime, jusqu'à l'étranglement final. En dépit de sa petite taille, Paul était vigoureux et son agonie se prolongea, tandis qu'il essayait de dégager son cou du nœud fatal. On raconta que, comme il continuait à remuer, un valet de chambre français du prince Zoubov s'était chargé de « faire sortir son âme du corps », en sautant à pieds joints sur le ventre du souverain écroulé. Mais la mort du « tyran » ne paraît pas avoir encore mis fin à ces violences hideuses. Excités par leur sinistre besogne et irrités par la résistance qu'ils y avaient rencontrée, les bourreaux se sont acharnés sur le cadavre. Le médecin anglais Greeve présida à l'embaumement du corps. Il dit à Kotzebue avoir constaté : une large ecchymose autour du cou ; une forte contusion à la tempe ; une tache rouge au côté ; deux rougeurs sur les cuisses, provenant selon les apparences d'une forte pression ; des ecchymoses encore aux genoux, et, sur tout le corps, des traces de coups, portés vraisemblablement après la mort. Il n'avait relevé aucune plaie produite par un instrument tranchant.

Ce dernier détail n'a pas non plus échappé aux contradictions. Parmi les pages de Paul, se trouvait, à ce moment, un prince Khilkov. Il fut admis avec ses camarades à visiter le souverain sur son lit de mort et à baiser sa main. Une tradition conservée dans la famille (1) veut qu'en s'acquittant de ce pieux devoir, il ait remarqué que deux doigts du gant, dont il approchait ses lèvres, étaient vides.

Quelques années plus tard, le nom d'un des participants du crime, Nicolas Bologovski, capitaine à l'*Ismaïlovski,* étant prononcé en sa présence, Alexandre disait à un de ses intimes :

(1) Je dois le renseignement à Mme Nélidov, née princesse Khilkov, veuve du défunt ambassadeur de Russie à Paris.



— Savez-vous ce que c'était que cet homme ? Il a pris la tête morte de mon père par les cheveux, l'a heurtée violemment contre le sol et a crié : « Voilà le tyran (1) ! »

D'autres détails, propres à faire frémir, ont été recueillis par la chronique. Dans l'un de ceux qui l'étranglaient, porteur de l'uniforme rouge des gardes à cheval, Paul aurait cru reconnaître le chef du régiment, le grand-duc Constantin, et lui aurait crié :

— Grâce, monseigneur ! Grâce, par pitié ! De l'air ! De l'air (2) !

Pendant la tuerie, Bennigsen aurait simplement fait mine de se désintéresser de ce qui arrivait, passant dans la pièce voisine et s'y absorbant dans l'examen de quelques tableaux, tandis que, le dos tourné et tambourinant sur le carreau d'une fenêtre, Platon Zoubov donnait des signes d'agacement.

— Mon Dieu, comme cet homme crie ! C'est désagréable (3) !

L'un et l'autre ont d'ailleurs fréquemment affirmé que le tsar avait été tué non seulement sans leur participation mais contre leur volonté, et, dans la bouche du premier, de Maistre a mis le propos connu : « La déposition et la réclusion étaient indispensables, mais la mort est une cochonnerie (4). » Sur ce point cependant aussi, leur témoignage a varié, sans doute d'après la qualité de leurs interlocuteurs, car, dans les mémoires de la comtesse Potocka, on lit ce qui suit : « Bennigsen n'éprouvait aucun embarras à parler de cette scène d'horreur... Il se considérait comme un moderne Brutus (5). »

D'autre part, lord Saint-Helens a recueilli, dans une de ses

(1) Sanglène, fragment de mémoires, dans *le Régicide du 11 mars*, p. 415. Sur ce Bologovski, voy. *l'Étoile Polaire*, 2e édit., Londres, 1855, p. 133.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 247.

(3) La Roche-Aymon.

(4) *Mémoires et correspondance*, p. 271. Cf. Herzen, *Recueil*, t. I, p. 54. — D'après Voieïkov, au contraire, rapportant les paroles de Marine et d'un capitaine des chasseurs de la garde, Ogone-Doganovski, Bennigsen aurait, lui le premier, conseillé de tuer Paul, parce que « les demi-mesures ne valaient rien ». (*Mémoires inédits.*)

(5) *Mémoires*, 9e édit., Paris, 1911, p. 45.



dépêches, un détail qui, infirmant les assertions apologétiques des deux complices, dépasse en atrocité tous les autres traits, plus ou moins fidèlement rapportés, du drame où ils ont figuré. Paul serait sorti vivant des mains de ses premiers agresseurs. Appelé pour « arranger le cadavre », un des médecins de la cour aurait reconnu que le souverain respirait encore. Alors, en dehors de tout tumulte, après délibération et de sang-froid, on aurait décidé de l'achever (1). Mais, cette fois-ci encore, l'ambassadeur n'indique pas la source de ce renseignement, qui peut-être ne correspondait qu'à une des mille fables mises en circulation à ce moment. D'Allonville a, de son côté, rapporté quelque chose de semblable (2).

Le cadavre, ce fait est certain, a été grimé, précipitamment et dans des circonstances qui ont également prêté à des récits fantaisistes (3), et, l'opération réclamant néanmoins un temps assez long, pendant lequel le cadavre devait être dérobé à tous les regards, d'autres complications tragiques en ont résulté.

VII

Alexandre veillait cette nuit, ou du moins il avait pris ses précautions pour être debout en temps opportun. Czartoryski le dit positivement (4) et son témoignage ne saurait paraître suspect. De son appartement, à travers les rumeurs sinistres qui remplissaient le palais, le fils a peut-être suivi les péripé-

(1) A Hawkesbury, Saint-Pétersbourg, 19/31 mai 1801, *Record Office, Russie,* vol. XLVIII, sans numéro.

(2) « Un chirurgien anglais (Wyllie) est appelé et il porte le dernier coup à l'empereur en lui coupant les artères. » (*Mémoires,* t. VIII, p. 87.) Ce Wyllie fut depuis attaché à la personne d'Alexandre.

(3) Ewald, « Souvenirs », *Messager hist.*, 1895, t. VIII, p. 294, et Berg, *Souvenirs inédits.*

(4) *Mémoires*, t. Ier, p. 253.

ties du terrible débat où la vie du père se trouvait en jeu. D'après le récit d'un valet de chambre de la grande-duchesse Élisabeth, depuis impératrice (1), Pahlen serait venu chez le grand-duc, ce jour-là à six heures du soir, vraisemblablement pour lui rendre compte des dispositions arrêtées pour la nuit, et ce fait est confirmé par la femme de chambre de la grande-duchesse, qui y ajoute d'autres détails significatifs (2). Nous n'avons pas affaire là à un témoignage ancillaire. Anglaise d'origine et ayant fait anciennement office de bonne près du grand-duc Alexandre, voire d'institutrice pour des leçons d'anglais, cette personne, Prascovie Hessler, jouissait d'une grande estime dans la famille impériale ; elle y était universellement respectée et aimée pour ses hautes qualités d'esprit et de cœur (3). Ses dires offrent en outre un caractère de grande sincérité, bien que nous ne les tenions que de seconde main.

A dix heures du soir, entrant dans la chambre de sa femme qui était déjà au lit, Alexandre appela la camériste et lui demanda de l'aider à retirer son uniforme et ses bottes. Il enleva encore sa cravate et se coucha, en disant à la Hessler : « Je te prie de demeurer cette nuit dans l'antichambre jusqu'à l'arrivée du comte Pahlen ; quand il se présentera, tu entreras chez nous et tu me réveilleras si je dors. »

Tout concourt ainsi à établir la complicité du jeune prince, et, pratiquement, elle était à toute fin.

Pour Constantin, le doute est possible. Au dire de plusieurs témoins, il aurait dormi à l'heure du crime, comme on dort à vingt ans. Mais, à en croire la femme de chambre précitée, en attendant la visite nocturne du comte Pahlen, Alexandre se serait, lui aussi, endormi profondément, comme il devait, en 1814, s'endormir sous les murs de Paris, au moment de donner audience aux députés de la ville, qui lui apportaient sa capitulation. Il est possible que, connaissant la légèreté

(1) P.-I. Krylov, récit rapporté par Chélékhov dans un mémoire inédit.

(2) Récit rapporté, d'après S.-E. Sekretarov, par A.-M. Tourguéniév, *Mémoires inédits.*

(3) Schilder, *Alexandre Ier*, t. I, p. 8-9, 224, 234.



de son frère cadet, l'aîné ne l'ait pas mis dans la confidence de ce qui se préparait. Cependant, Sabloukow dit avoir, *quelques minutes après une heure du matin*, reçu, écrit de la main de son chef (Constantin), l'ordre de mettre le régiment sous les armes, avec munitions, mais *sans bagages*. Il ne s'agissait donc pas d'exécuter les instructions précédemment données par Paul. En outre, le porteur du message ajoutait verbalement, de la part du grand-duc, l'avis que le Palais Michel était cerné par des troupes et la recommandation de charger les carabines et les pistolets à balles (1). Le message n'a pu, de toute évidence, être envoyé qu'en plein développement du drame, avant la mort de Paul et l'avènement d'Alexandre, l'investissement du palais par les troupes gagnées à la conjuration ayant naturellement pris fin à ce moment. Il a dû aussi être expédié de connivence avec les officiers commandant ces troupes, sans quoi le messager n'aurait pu certainement passer.

En désignant Sabloukov comme colonel de service hors tour pour le jour de l'attentat, Constantin ne s'est-il pas trahi? La veille, s'il faut en croire un officier du *Siémionovski*, le lieutenant Poltoratski, futur prisonnier de Napoléon à Champaubert, Alexandre, son chef, lui avait, de son côté, donné l'ordre de prendre ce jour, *également hors tour*, le commandement d'un des postes que le régiment devait fournir au Palais d'Hiver (2).

Il y a sur ce point une concordance d'indications bien persuasive! Sabloukov n'était pas affilié au complot mais on le savait invariablement incliné à l'obéissance aveugle envers ses chefs. Dans la soirée du 11 mars, comme Alexandre s'étonnait qu'il ne parût pas effrayé à l'apparition de l'empereur, il avait dit :

— Je ne crains que mon chef, comme mes soldats ne craignent que moi !

Ainsi qu'on l'a vu, le colonel avait trouvé les deux grands-ducs en grande intimité, avec tous les airs d'un couple de compères. En tout cas, à l'heure du crime, Constantin ne

(1) Sabloukov, *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 316.
(2) Poltoratski, *Mémoires inédits*.



dormait pas. Il a pu être réveillé par le bruit. La catastrophe en faisait beaucoup et de toute sorte. Au rapport d'un témoin, voulant vers minuit quitter sa chambre pour rallumer sa bougie qui s'était fortuitement éteinte, une demoiselle d'honneur, la princesse Anne Volkonski, s'aperçut que la porte était fermée à clef, du dehors. Elle appela ; d'autres *freilines,* dont les appartements voisinaient avec le sien, lui répondirent, et toutes s'aperçurent au même moment qu'elles étaient également prisonnières. On devine la clameur qui a dû suivre cette découverte (1).

Que si, malgré tout, l'heure tragique a trouvé Alexandre plongé dans le sommeil, on ne pourrait y voir que l'indice d'une insensibilité véritablement effarante. Mais ce point est des plus difficiles à fixer. Divers personnages ont été désignés comme ayant les premiers porté au grand-duc la fatale nouvelle. Le prince Czartoryski nomme l'aîné des Zoubov : « échevelé, la figure enluminé de vin et de meurtre », il serait venu annoncer à l'héritier que « tout était fait ». Entendant mal, ou feignant de ne pas comprendre, Alexandre demanda : « Qu'est-ce qui est fait (2) ? »

Mais Constantin Poltoratski (3) a réclamé pour lui-même l'honneur d'avoir, avant tout autre, salué le nouveau souverain du titre de « Votre Majesté ». Le récit de la femme de chambre de la grande-duchesse paraît toujours le plus vraisemblable :

« A une heure et demie du matin, le comte Pahlen entra dans l'antichambre de la chambre à coucher de Leurs Altesses et me demanda :

— « Le grand-duc dort-il ?

— « Oui.

— « Entrez et dites que je suis là. »

« Le grand-duc dormait profondément et, assise sur le lit

(1) Mme Toltchov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1877, t. V, p. 101-102.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 253.

(3) *Mémoires inédits*. Cf. Choumigorski, *Paul Ier*, p. 209.



auprès de lui, la grande-duchesse pleurait en sanglotant. En m'apercevant, elle dit avec effroi :

— « Quoi ? On vient le chercher déjà ! »

Les deux femmes eurent la plus grande peine à réveiller le dormeur, et, quand mis enfin debout et rhabillé, Alexandre rejoignit Pahlen dans l'antichambre, la femme de chambre s'aperçut que le gouverneur militaire l'appelait « Votre Majesté ».

Pahlen a pu être accompagné, ou suivi, de Nicolas Zoubov et de quelques autres acteurs ou témoins du drame, au nombre desquels se sera trouvé Poltoratski. L'attitude de l'héritier fut pour les déconcerter tous. On le pressait de se montrer aux troupes, et cela était, en effet, de toute urgence. Paiker continuait à rédiger son rapport, mais ses hommes murmuraient. Un mouvement de révolte plus inquiétant encore se laissait apercevoir parmi les *Préobrajentsy* de l'autre poste. On avait commencé par leur dire qu'ils étaient là pour défendre le tsar ; on leur assurait maintenant que le souverain avait cessé de vivre. Mis en défiance, ils demandaient à voir le mort, et on ne pouvait les satisfaire.

Mais Alexandre ne songeait à rien moins qu'à faire acte de souverain. Conséquent à sa nature évasive, son premier mouvement était de se dérober devant le fait accompli, quelque part qu'il eût pris à cet accomplissement. Il répétait qu'il ne voulait ni ne pouvait régner. Au rapport de Poltoratski, en apprenant par Pahlen ce qui s'était passé, il aurait eu un évanouissement, et d'autres témoins veulent qu'après avoir été entraîné dans le vestibule du palais, il ait dû être, à raison des convulsions nerveuses qui le secouaient, précipitamment ramené, ou plutôt *porté* dans sa chambre, où, quelque temps après, Rogerson le trouvait avec sa femme, assis dans un coin, les bras enlacés, les fronts appuyés l'un contre l'autre et pleurant si amèrement qu'ils ne le virent pas entrer (1).

(1) F. GOLOVKINE, *Souvenirs inédits ;* BARANTE, *Souvenirs*, t. I, p. 80-82, d'après le récit d'un aide de camp du comte Pahlen, l'émigré français Tiran,



D'après le plus grand nombre d'indications, Élisabeth Aléxiéievna semble avoir été, elle aussi, dans le secret du complot. On se souvient que, trois années auparavant, elle en appelait déjà un de ses vœux pour le renversement du « tyran », et, ignorât-elle même celui-ci, comme l'assure Mme Golovine, le palais envahi par les conjurés a dû évoquer en elle la vision lointaine des échauffourées énigmatiques de Pavlovsk qui l'avaient fait tressaillir d'espérance joyeuse. Mme Golovine veut encore que, se jetant à genoux, elle ait demandé à Dieu que « quoi qu'il arrivât ce fût pour le bonheur de la Russie » ! Il se peut; mais, au rapport de divers témoins, Élisabeth ne s'est pas bornée à cette prière. Elle s'est employée, de toute son énergie, à redresser le courage de son mari, et secondée par Pahlen, qui de son côté secouait rudement le jeune maître : — « Assez faire l'enfant ! » — elle obtint qu'il se laissât finalement amener devant le poste du *Préobrajenski*.

Mais, toujours défaillant, il ne trouvait rien à dire à ces soldats, visiblement hostiles pour la plupart. Son silence, son air d'accablement ne firent qu'augmenter leur perplexité. Que devaient-ils penser de tout cela? Que leur cachait-on? Paul avait-il bien passé de vie à trépas? Ne le verraient-ils pas, dans un instant, se dresser devant eux, le visage courroucé et la canne levée, comme sur la place de parade? Marine eut beau crier : « Vive l'empereur Alexandre Pavlovitch ! » Point d'écho. Les Zoubov s'avancèrent, haranguèrent cette troupe revêche. En vain!

Vivement, Pahlen, poussant Alexandre, passa aux hommes du Siémionovski. Là, le nouveau tsar se sentit plus à l'aise. Bien qu'il commandât toute la garde, ce régiment était censé particulièrement le sien, considéré comme lui appartenant de plus près. Adjuré, admonesté vertement : « Vous vous perdez

dont la mémoire ne paraît d'ailleurs pas avoir été fidèle en certains détails. Barante a utilisé aussi les renseignements recueillis par un attaché de l'ambassade française à Saint-Pétersbourg sous l'empire, Prévost; mais ceux-ci sont tout à fait fantaisistes.



en nous perdant! » Alexandre balbutia les quelques paroles qu'on lui soufflait : « Paul était mort d'une attaque d'apoplexie. Son fils marcherait sur les traces de la grande Catherine. »

Quatre ans auparavant, dans ses entretiens avec Adam Czartoryski et sa correspondance avec Kotchoubey, le grand-duc avait vivement blâmé la politique de l'impératrice ; il ne voulait plus s'en souvenir à l'heure où il devenait son héritier.

L'effet de ces paroles fut tel qu'il pouvait l'attendre. Des hourras enthousiastes éclatèrent cette fois, et Pahlen respira. Mais les *Préobrajentsy* de Marine demeuraient sur la défensive : ils voulaient être sûrs que l'autre était mort. Un choc entre les deux petites troupes restait à craindre, avec des conséquences incalculables, et Alexandre n'eut plus qu'une idée : fuir ! quitter le sombre palais à jamais rempli d'épouvante, le voisinage trop proche du cadavre ensanglanté qui l'accusait, le contact menaçant des trop fidèles gardiens du mort qui semblaient évoquer son ombre vengeresse... Sur le conseil de Pahlen, confiant le commandement de la résidence à Bennigsen, il décida de se rendre au Palais d'Hiver. Une autre ombre, chère à tous les Russes, l'y protégerait mieux, et il aviserait en plus grande tranquillité d'esprit aux décisions à prendre.

Un mauvais carrosse attelé de deux chevaux se trouva prêt. On a supposé qu'il était destiné à conduire Paul à Schlüsselbourg, et peut-être, pour donner le change sur ses intentions, Pahlen avait-il fait la commande de cette voiture. Alexandre y prit place avec Constantin, deux des principaux figurants de la scène qui venait de le porter au trône, Nicolas Zoubov et Ouvarov, montant par derrière.

Au dehors, comme rien ne transpirait encore du terrible événement, les deux bataillons amenés par Talysine et Depréradovitch demeuraient immobiles et muets, les hommes n'imaginant toujours pas ce qu'ils faisaient là et les officiers ne se pressant pas de les renseigner. Quelques-uns de ces derniers n'auraient d'ailleurs pu le faire. Dans le nombre se



trouvait un Français, oui, figurant involontaire et passif du drame qui allait changer le cours de l'histoire européenne et contribuer peut-être à faire plus tard de cet émigré un ministre de la Restauration. Il s'appelait le baron de Damas, et, amené par ses parents en Russie, il venait d'être nommé, à seize ans, sous-lieutenant à ce même premier bataillon du Siémionovski, qui se trouvait appelé à jouer un rôle dans le changement de règne. Il a laissé des mémoires encore inédits (1), et voici ce qu'il a vu à ce moment de l'événement, n'en ayant eu antérieurement aucun soupçon :

« Une voiture sortit (du palais) ; on barra le chemin, mais l'un des laquais dit : « C'est le grand-duc ! » L'autre laquais reprit : « C'est l'empereur Alexandre ! » On cria spontanément : « Vive l'empereur ! » Et le bataillon, au pas de course, suivit la voiture jusqu'au Palais d'Hiver, où le nouvel empereur descendit. »

Ce fut tout; les *Siémionovtsy* n'en demandaient pas davantage.

Alexandre aurait voulu emmener sa femme. Assez froides dans les derniers temps, leurs relations s'étaient réchauffées au cours de la crise, et, à ce moment, il éprouvait le besoin accru d'appuyer sa lâcheté à cette vaillance. Mais un obstacle se présenta, « un surcroit d'embarras », comme le nouveau souverain paraît s'être exprimé, en donnant, de son côté, la mesure de son caractère et de la délicatesse de sentiments qui lui était propre. Il partait sans avoir revu sa mère, sans s'être inquiété de ce qu'elle devenait, sans qu'un mouvement naturel le portât à lui donner un témoignage d'affection, et ne fût-ce qu'une parole de sympathie et de consolation ! Oubli ? Indifférence ? Manifestation inconsciente du monstrueux égoïsme, qui si souvent se développe sur les marches du trône ? Oui, sans doute, mais surtout lâcheté encore, recul instinctif

(1) J'en dois l'obligeante communication au petit-fils de l'auteur, le comte de Damas, qui prépare une publication prochaine de ces souvenirs. Général de l'armée russe en 1814, le baron de Damas a passé, cette même année, avec son grade dans l'armée française. Ministre de la guerre en 1823, puis ministre des affaires étrangères et gouverneur du duc de Bordeaux, il est mort en 1862.



devant l'instant redoutable où ses yeux rencontreraient ceux de cette femme éplorée qu'il avait contribué à rendre veuve.

Mais, Marie Féodorovna n'était pas de celles qui se laissent oublier, et, à cette heure, moins que jamais, elle pouvait y consentir. Instruite de l'événement, elle croyait avoir un rôle capital à y jouer, et, sans plus se préoccuper de son fils qu'il ne prenait souci d'elle, elle ameutait la sinistre demeure qu'il se disposait à abandonner.

Étrangère, sinon à la notion, du moins aux préparatifs de l'attentat et peut-être même aux calculs ambitieux qui s'y rattachaient dans son entourage, dévouée à son mari en dépit des mauvais traitements et des menaces dont il l'accablait, elle n'avait ni comploté ni souhaité sa mort. Mais elle n'admettait pas que la catastrophe la reléguât simplement au rôle de douairière. A l'époque de leur intimité, autrefois si étroite, Paul n'avait-il pas parlé de lui confier l'empire pour le cas où il disparaîtrait? Il entendait par là qu'elle exerçât la régence pendant la minorité de son fils qui n'avait alors que dix ans. Mais, en de telles matières, l'esprit féminin est sujet aux confusions, et, si jeune encore, si timide, si faible de caractère, Alexandre ne paraissait-il pas toujours être un enfant? Le sentiment de l'autorité maternelle, le souvenir de ce qui s'était passé à la mort de Pierre III, des suggestions peut-être aussi d'amis intéressés troublaient ce cerveau peu ouvert aux choses de la politique, mais assez volontaire et non moins épris des grandeurs. La douleur et l'épouvante achevèrent de l'égarer.

Prévenue par la comtesse Lieven douairière, sans songer à se vêtir, l'impératrice s'élança dans la direction de la chambre où Paul venait d'expirer. Mais à elle aussi on ne voulait pas montrer le cadavre défiguré. Elle fut donc arrêtée au passage et s'affola tout à fait. Attendre? Patienter? Pourquoi? Que prétendait-on lui cacher? L'empereur avait cessé de vivre? Était-ce sûr? Elle raisonnait comme les *Préobrajentsy*. Peut-être luttait-il encore avec la mort! Ou bien se proposait-on de l'enfermer dans quelque Ropcha! Vivant ou mort, on n'avait pas



le droit d'ailleurs de le soustraire à sa tendresse. S'arrachant des bras qui la retenaient, elle pénétra dans la salle qui séparait son appartement de celui du défunt. Elle s'y heurta au poste de garde, à qui Pahlen avait déjà donné la consigne de ne laisser passer personne, tandis que, appelés à la hâte, médecins, chirurgiens et coiffeurs travaillaient fiévreusement à rendre le mort présentable. Très respectueusement, le commandant invoqua l'ordre reçu. Comme l'impératrice insistait, il fit croiser les baïonnettes. Ni les menaces ni les supplications, qu'elle essayait tour à tour, ne réussissant à briser cet obstacle, à demi nue, avec une pelisse seulement jetée sur ses épaules, elle erra à travers le palais, cherchant un autre passage, mais essayant en même temps de se faire reconnaître comme souveraine régnante. Elle proclamait hautement ses droits et haranguait les soldats :

— S'il n'y a plus d'empereur, c'est moi qui suis votre impératrice! Seule, j'ai titre de souveraine légitime. Défendez-moi! Suivez-moi!

Comme Paul lui-même semble l'avoir fait au dernier moment, elle oubliait la loi dynastique établie avec sa collaboration.

« Elle n'avait, dit Czartoryski, rien de ce qui entraîne, de ce qui inspire, l'enthousiasme et le dévouement spontané. L'accent étranger qu'elle conservait en parlant le russe y contribuait peut-être. » Au contraire de Catherine, elle restait en effet très allemande et, jusqu'au dernier jour, elle n'avait cessé d'agacer Paul en l'appelant *Paulchen*. Bennigsen, Pahlen et Élisabeth, dont Alexandre se séparait à contre-cœur, usèrent vainement de tous les moyens pour la calmer, l'assurant que l'accès de la chambre mortuaire lui serait ouvert avant peu. Ils l'engageaient à suivre, en attendant, son fils au Palais d'Hiver. L'empereur le demandait instamment.

— L'empereur? Quel empereur?

Et secouant Bennigsen par le bras, elle lui ordonnait de la laisser passer.

— Je suis curieuse de vous voir me désobéir!

Comme il résistait, elle reprenait sa course, mêlant encore



la prière à l'invective, tombant à genoux en tel endroit devant un factionnaire, s'affaissant en tel autre aux bras d'un officier. La voyant sur le point de perdre connaissance, un grenadier, dont le nom a été retenu par l'histoire, — il s'appelait Piérekrestov, — lui offrit un verre d'eau ; mais, se redressant fièrement, elle le repoussa. Elle voulait un trône !

Elle se débattit ainsi jusque vers sept heures du matin, au milieu d'un désordre tel qu'à un moment où elle enlaçait sa belle-mère, pour la soutenir, Élisabeth sentit qu'on lui pressait fortement le bras, en le couvrant de baisers passionnés. Se retournant, elle vit un officier qu'elle ne connaissait pas et qui était ivre (1) !

A sept heures du matin seulement, la toilette du mort étant achevée, les portes de la chambre mortuaire s'ouvrirent. Marie Féodorovna s'y rendit avec ses enfants, se livra à des démonstrations de douleur quelque peu théâtrales et consentit enfin à rejoindre son fils, guettant encore en route, s'il faut en croire Bennigsen, un mouvement des troupes, ou de la population, en sa faveur.

VIII

En arrivant au Palais d'Hiver, Alexandre avait eu une seconde crise de défaillance. « Il était absolument anéanti, dit l'impératrice Élisabeth, par la mort de son père et par la manière dont il était mort. Son âme sensible en restera à jamais déchirée ! » Il parla de nouveau d'abandonner le pouvoir « à qui voudrait le prendre », puis déclara qu'il ne consentirait à en assumer la charge que si les conditions et les limites en étaient fixés par les auteurs du coup d'État. D'après

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 261. Cf. Schiemann, *Zur Geschichte*, Préface, p. v (lettre d'Élisabeth à sa mère), et p. 81-82, ainsi que les autres sources précédemment citées.



une note de P.-A. Valouiév, deux d'entre eux auraient, à ce moment, produit des projets de constitution : Platon Zoubov, qui avait consulté le livre de Jean-Louis Delolme sur la constitution anglaise (Genève, 1787), et Diérjavine, qui avait pris pour modèle les Cortès espagnols. Panine, de son côté, s'était occupé d'accommoder la constitution anglaise aux mœurs et aux usages russes. « Il est difficile de dire, ajoute l'auteur de la note, lequel (de ces projets) était plus bête, tous les trois n'ayant pas le sens commun (1). »

Pierre Novossiltsov, d'après certains témoignages, et le général Klinger ou Talysine, d'après d'autres, auraient empêché Alexandre d'accueillir ces propositions. D'autres soucis, plus pressants, l'en détournèrent sans doute plus efficacement. Des mesures de police, des dispositions militaires s'imposaient d'urgence. Après avoir taillé, il fallait recoudre, et d'abord, selon le rite usuel des crises révolutionnaires dans ce pays, faire prêter serment au nouveau maître. C'était le commencement obligatoire de tout nouvel ordre de choses. Or, au Palais Michel, les *Préobrajentsy* demeuraient toujours dans une attitude expectante, et, au quartier des gardes à cheval, Sabloukov leur annonçant la mort de Paul et l'avènement d'Alexandre, les soldats refusaient de crier *oura!* Sortant des rangs, l'un d'eux, Grégoire Ivanov, demanda au colonel s'il avait vu l'empereur défunt et s'était assuré qu'il ne vivait plus. Le commandant en second du régiment, général Tormassov, un des plus vaillants combattants futurs de 1812, se montrait lui-même indécis. Sabloukov s'avisa que, pour la prestation du serment, le régiment devait paraître avec ses étendards, qui se trouvaient réglementairement déposés au Palais Michel. Il envoya quelques hommes pour les quérir et recommanda au cornette, qui les accompagnait, un certain Filatiév, d'insister pour qu'on leur montrât Paul mort ou vif.

(1) La note a été reproduite par GROT dans son édition des *Œuvres de Diérjavine*, t. VII, p. 341 et plus exactement par le prince Lobanov-Rostovski, voyez *le Régicide du 11 mars*, p. 422. Elle appartient au recueil de P.-Ia. DACHKOV.



Bennigsen répondit d'abord par un refus catégorique.

— C'est impossible ! Il est abîmé, fracassé ! On est en train de le peindre et de l'arranger.

Mais Filatiév assurant que le régiment ne prêterait pas serment au nouveau souverain s'il n'avait l'assurance que son prédécesseur avait cessé de vivre, deux rangs de soldats furent introduits dans la chambre où Marie Féodorovna n'avait pu encore pénétrer. Grégoire Ivanov était du nombre. Au retour, Sabloukov l'interrogea devant le front.

— Eh bien, frère, as-tu vu l'empereur Paul Petrovitch? Est-il bien mort?

— Oui, colonel ; il est fortement mort ! *(Kriépko oumiér.)*

— Prêteras-tu serment maintenant à Alexandre Pavlovitch?

— Oui, colonel, bien qu'il ne doive sûrement pas être meilleur que le défunt. Mais, après tout, peu nous importe. Tout pope est un père. *(Kto ni pop, tot i batka)* (1).

La certitude ainsi acquise du décès entraîna aussi la soumission des *Préobrajentsy*. En même temps, quelques arrestations étaient ordonnées. Mais elles ne devaient pas être longtemps maintenues. Avec les généraux Malioutine et Kotloubitski, le procureur général, Obolianinov, recouvra lui-même la liberté au bout de quelques jours. Koutaïssov avait réussi, on ne sait comment, à s'enfuir dès la première alerte et s'était réfugié dans la maison d'un de ses amis, Étienne Lanskoï, père du futur ministre de l'intérieur. Il put le lendemain regagner sa maison du quai de l'Amirauté sans être inquiété. Mme Chevalier en fut quitte pour une visite domiciliaire et la saisie de quelques papiers. Comme, quelques jours après, elle demandait un passeport pour l'étranger, Alexandre lui fit dire, galamment, qu' « il regrettait que la santé de l'artiste l'obligeât à quitter la Russie, où il espérait qu'elle reviendrait bientôt pour embellir la scène française (2) ».

(1) Sabloukov, *Frazer's Magazine*, septembre 1865, p. 317.
(2) Kotzebue, dans *le Régicide du 11 mars*, p. 392.



Au Palais d'Hiver, l'inévitable Trochtchinski rédigea un autre manifeste, — simple paraphrase des quelques mots que le nouveau souverain avait adressés aux *Siémionovtsy*. Recommencer le règne de Catherine, tel fut le programme auquel le petit-fils de l'impératrice s'arrêta définitivement. Il ne devait pas lui rester fidèle longtemps. Il prit soin, à la première heure, de modifier quelques-unes des dernières décisions de son père, opérant des modifications dans le haut personnel, à commencer par Obolianinov, qui fut congédié, vidant les prisons. Une de ses premières pensées avait été pour mander le ministre de la guerre, dont Paul venait de prononcer la révocation. Il lui sauta au cou, en sanglotant :

— Mon père ! Mon pauvre père !

Puis aussitôt :

— Où sont les cosaques ?

Il voulait dire Orlov et ses compagnons, égarés sur la route de l'Inde. Un courrier fut immédiatemedt expédié, leur portant l'ordre de rebrousser chemin. Mais cette campagne de l'Inde se rattachait aux hostilités follement engagées avec l'Angleterre, et, d'un jour à l'autre, l'escadre victorieuse de Nelson pouvait paraître sur les côtes de Russie. Ni Alexandre ni ses conseillers ne semblent s'en être inquiétés plus que n'avait fait Paul lui-même. C'était la guerre du défunt tsar et ne devait-elle pas finir avec lui ? Pahlen se contenta de notifier à Londres le changement de règne, sans un mot qui pût passer pour une excuse ou une tentative de réconciliation, et cette fière attitude eut un plein succès. Depuis février, Pitt avait quitté le pouvoir, et ni Addington, qui lui succédait, ni Hawkesbury, qui remplaçait Grenville, n'étaient hommes à montrer de la raideur là où il avait fait preuve de tant de modération. L'un et l'autre prirent les devants pour le raccommodement inévitable, en donnant aux commandants des escadres anglaises l'ordre de suspendre toute opération hostile et en annonçant l'envoi prochain à Saint-Pétersbourg d'un ambassadeur, qui s'appliquerait à rétablir les anciennes

relations entre les deux cours (1). Nelson, à la vérité, était tellement lancé qu'il ne s'arrêta qu'en rade de Reval, d'où il marqua l'intention de gagner Saint-Pétersbourg, « pour mieux affirmer, disait-il, ses dispositions pacifiques et les sentiments de grande cordialité dont il était animé ». Cette démonstration fut jugée superflue par ceux auxquels elle s'adressait, voire tout à fait déplacée, mais il n'en résulta aucun dommage (2).

En arrivant au Palais d'Hiver, Lieven avait été péniblement impressionné : l'entourage du nouveau souverain respirait l'allégresse et l'orgueil. Au milieu d'hommes se livrant tout entiers à l'exaltation du triomphe obtenu, le grand-duc Constantin montrait seul un visage baigné de larmes. Le lendemain, Sanglène fit la même observation. A quelques pas du grand-duc, des officiers échangeaient à voix haute des propos joyeux : on pourrait donc se vêtir à sa guise, porter des fracs et des chapeaux ronds comme autrefois! Dans un autre groupe, s'entretenant avec le prince Iachvil, Nicolas Zoubov commentait en ricanant les événements de la nuit :

— L'affaire a été chaude!

Constantin les lorgnait les uns et les autres, et, dans un moment de silence, comme pour lui-même mais de manière à être entendu, il laissa tomber ces mots :

— Je les ferais tous pendre (3) !

A Sabloukov il aurait dit quelques jours plus tard :

— Mon ami,... après ce qui est arrivé, mon frère peut régner si cela lui plait, mais, si jamais le trône devait me revenir, je le refuserais certainement.

On sait qu'il devait le faire, en effet.

Avec Marie Féodorovna, il était seul, cependant encore, même dans la famille impériale, à montrer une telle disposi-

(1) Pahlen à Hawkesbury, mars 1801; Hawkesbury à Pahlen, 17 avril 1801, *Record Office*, *Russie*, vol. XLVIII, sans numéro.

(2) Nelson à Pahlen, à bord du *Saint-Georges*, 9 mai 1801; Panine à Garlike (chargé d'affaires précédant Saint-Helens), 3/15 mai 1801, *Record Office*, *Russie*, vol. XLVIII, sans numéros.

(3) SANGLÈNE, *Mémoires inédits*.



tion d'esprit. Alexandre avait bien l'air d'un coupable tourmenté par le remords. Revenant à Saint-Pétersbourg quelques mois après, Adam Czartoryski le trouvait plongé toujours dans l'accablement, et, essayant de l'en tirer, il entendait cette réponse :

— Non, c'est impossible, il n'y a pas de remède à cela. Comment voulez-vous que je cesse de souffrir? Cela ne peut changer (1).

A un autre ami, il aurait encore tenu un langage plus expressif.

— Toutes les épreuves que je rencontrerai dans ma vie, je les porterai comme une croix (2).

Cependant, pour annoncer son avènement à la cour de Berlin, il choisissait le fils de la belle Olga Jerebtsov, alors qu'il ne pouvait ignorer le rôle que la mère avait joué dans la conjuration !

Quant à Élisabeth, elle écrivait à sa mère, trois jours après la catastrophe, qu'elle « respirait avec la Russie entière », et qu'il avait été nécessaire que ce pays fût, « à n'importe quel prix », libéré de l'excès de despotisme dont il souffrait (3).

La Russie respirait, en effet, — du moins ce qu'on appelait alors la Russie. Dans les rues de la capitale, au rapport de divers témoins, on pleurait de joie. Des passants s'embrassaient sans se connaître et se félicitaient de l'heureux changement. Sur la route de Moscou, les maîtres de poste envoyaient gratis des courriers, porteurs de « la bonne nouvelle ». Le soir, sans qu'aucun ordre eût été donné, toute la ville fut illuminée. « L'enthousiasme était général et dépassait même la décence », dit un des chroniqueurs (4).

Quelques-unes de ces manifestations l'offensaient même violemment. Sur la place de Saint-Isaac, un paysan attirait

(1) Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 261.
(2) Schilder, *Paul Ier*, p. 496.
(3) Schiemann, *Zur Geschichte*, Préface, p. vii.
(4) Heyking. Dans le même sens le baron de Damas, qui pourtant réprouvait énergiquement la mort de Paul.



des foules en exhibant une chienne qu'il appelait du nom d'une des dernières maîtresses attribuées à Paul. Le seul talent de cette bête consistait en ceci qu'à la demande : « Comment fait Mme Chevalier ? » elle répondait en se mettant aussitôt sur le dos. Et des personnes du meilleur monde jouaient, paraît-il, des coudes pour avoir part au spectacle (1).

Mais on délirait. Élisabeth parle d' « une joie presque folle confondant toutes les classes de la société, depuis le dernier du peuple jusqu'à la noblesse entière ». C'est ce qu'a observé aussi Mme Vigée-Lebrun. Revenant de Moscou quelques semaines après la catastrophe, elle trouvait encore Saint-Pétersbourg « dans le délire de la joie. On chantait, on dansait, on s'embrassait dans les rues (2) ». Et la province imitait la capitale (3).

S'il fallait en croire Mme Golovine, Marie Féodorovna elle-même aurait bien vite secoué sa tristesse. Quand elle eut rejoint son fils au Palais d'Hiver, comme il voulait se jeter dans ses bras, elle l'arrêta.

— *Sacha!* es-tu coupable?

Alexandre protestant de son innocence, elle l'embrassa tendrement et lui confia ses plus jeunes enfants.

— C'est toi qui es maintenant leur père !

Mais, quelques semaines plus tard, elle aurait mené, à Pavlovsk ou à Gatchina, une vie plus dissipée qu'autrefois, donnant à dîner, à goûter et à souper, organisant des promenades à cheval, auxquelles elle prenait part, plantant aussi, bâtissant, comme par le passé, et ne rappelant le malheur qui venait de la frapper que par les portraits en grand costume de deuil qu'elle distribuait à ses amis. Mme Golovine n'est pas, dans l'espèce, un témoin auquel on puisse faire confiance. Les deux femmes étaient brouillées, et, avec Sabloukov, qui

(1) Kotzebue, *Mémoire inédit.*
(2) *Mémoires*, t. III, p. 80.
(3) Wiegel, *Mémoires*, t. I, p. 177-178; Engelhardt, *Mémoires*, p. 219; Lœwenstern, *Mémoires*, t. I, p. 74; *Archives Vorontsov*, t. XII, p. 263; t. XXXII, p. 296.

commanda à ce moment l'escadron chargé de la garde de Pavlovsk, diverses autres personnes donnent, à ce sujet, une note tout à fait différente, qui concorde avec le ton des lettres adressées par la veuve à Mlle Nélidov et à Pléchtchéiev : « Mon cœur est flétri, mon âme accablée (1). » Pourtant, continuant à correspondre avec sa mère, l'impératrice Élisabeth, dans une lettre datée du 25 avril (7 mai) 1803, reconnaissait à sa belle-mère un caractère « extrêmement heureux », et elle faisait cette découverte à propos d'une observation de la margravine de Bade, qui, ayant vu Marie Féodorovna quatre mois après la catastrophe, ne revenait pas de l'étonnement qu'elle avait ressenti à la trouver « si gaie et si contente (2) ».

Affectueuse et sensible à la mode du temps, la veuve de Paul aimait trop la vie pour ne pas se laisser reprendre par elle. Le milieu où elle se trouvait placée y contribua. Le père d'Alexandre n'y laissait ni regrets, ni pitié. Il n'y eut guère de larmes versées à son enterrement (3). Ce qu'on appelait alors *le public,* hommes de cour, officiers, fonctionnaires de tout grade, exultaient réellement de ne plus sentir peser sur eux toutes les lourdes consignes et contraintes accumulées par le règne précédent. Les chapeaux ronds, les cravates hautes et les fracs reparaissaient en masse. Les voitures brûlaient le pavé. Mme Golovine voyait un officier des hussards galoper à cheval, sur le trottoir du quai, en criant : « A présent, on peut faire tout ce qu'on veut ! » Il comprenait ainsi la liberté.

A un banquet de cent couverts, organisé par le prince Zoubov pour fêter l'avènement du nouveau maître, cinq cents bouteilles de champagne étaient vidées ! Le deuil de cour s'effaçait dans ce délire joyeux, où la mémoire du mort n'était elle-même pas épargnée. On racontait qu'aux mains

(1) Lise TROUBETZKOÏ, p. 98 et *Archives russes*, 1869, p. 1951. Cf. SABLOUKOV, *Frazer's Magazine*, 1865, p. 327 ; Mme EDLING, *Mémoires*, p. 98 et suiv. ; Mme MOUKHANOV, « Souvenirs », dans *Archives russes*, 1878, t. I, p. 304.

(2) Grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *l'Impératrice Élisabeth*, t. II, p. 83 et 193.

(3) SCHILDER, *Paul Ier*, p. 501 ; VIAZÉMSKI, *Œuvres*, t. IX, p. 37.



de ses bourreaux il avait demandé un délai pour rédiger le cérémonial de son enterrement. On rimait :

> Que la bonté divine, arbitre de son sort,
> Lui donne le repos que nous rendit sa mort !

Et cependant, Alexandre ne tardait pas à décevoir et les calculs qui l'avaient porté au pouvoir et les espérances qu'avait, au premier moment, fait naître son avènement

IX

Dans une certaine mesure, il s'appliquait bien à redresser les erreurs du règne précédent. Mais si, ce faisant, à l'intérieur il donnait en sens contraire dans quelque excès, au point de favoriser des tendances anarchiques qui effrayaient quelques observateurs, au dehors, tout en ramenant ses relations avec ses voisins de l'Ouest dans des voies plus normales, il ne laissait pas d'être séduit, lui aussi, par ce rôle chevaleresque de sauveteur de l'Europe, auquel Paul avait sacrifié les intérêts vitaux de son pays. Avec les fureurs en moins et les brutalités de son prédécesseur, il conservait scrupuleusement aussi tout l'appareil militaire par lui créé. Dès le lendemain de son avènement, il reparaissait à la parade du matin, toujours timide et effarouché, comme si l'ombre irritée de Paul présidait encore à cet exercice, mais soucieux d'en conserver la rigide ordonnance. Il restait le « cher ami » d'Araktchéiev, et à ceux qui venaient de lui donner une couronne, il n'accordait ni son amitié, ni sa confiance.

Il ne voulait personnellement, ou n'osait, rien entreprendre contre les auteurs du coup d'État, ses complices. Il eût risqué gros, en effet. L'un d'eux, le prince Iachvil, ne lui adressait-il pas une lettre, où, débutant par une justification énergique de l'acte de violence consommé sur la personne d'un « malheureux fou », il terminait par une admo-



nestation hautaine, accompagnée d'une menace peu déguisée : « Soyez sur le trône, si c'est possible, un honnête homme,... en n'oubliant pas qu'il reste toujours une ressource au désespoir... (1) ! » Comme le jour du crime, il avait accepté Nicolas Zoubov et Ouvarov pour compagnons de voyage sur le chemin du Palais d'Hiver, à la place de parade, le lendemain, Alexandre affecta de s'appuyer sur le bras du prince Platon (2), ce qui permettait à Mme de Bonnœil d'écrire à Fouché : « Le jeune empereur marche, précédé des assassins de son grand-père, suivi des assassins de son père et entouré des siens (3). » A l'automne de cette année, La Harpe eut beau encore le presser de faire justice des régicides (4). Déjà cependant, le même prince Platon Zoubov avait été porté à dire à Czartoryski, pour qu'il le répétât sans doute : « L'empereur décourage ses vrais amis ! » Déjà aussi, usant sans discernement mais avec son emportement habituel de tous ses moyens d'action pour réclamer des représailles, Marie Féodorovna était arrivée à en obtenir quelques-unes. Toujours, elle devait s'arroger le droit de régenter son fils et de lui forcer la main à l'occasion (5).

Pour quitter le Palais Michel, elle n'avait pas répugné, de son côté, à accepter le bras de Bennigsen ; les jours suivants, sur quelque rapport plus ou moins exact, elle s'acharnait contre un simple comparse, Tatarinov, qu'elle devait longtemps poursuivre de sa haine. Bientôt elle visa plus haut, mais toujours au hasard de rancunes accidentellement éveillées et non moins fortuitement servies par la mollesse ou la duplicité d'Alexandre.

Le hasard travailla encore pour elle, en faisant disparaître promptement de la scène quelques-uns des principaux acteurs

(1) Des copies de cette lettre, mises en circulation dans un milieu d'ailleurs restreint, présentent des variantes assez importantes. Le texte ici cité s'est conservé dans la famille de l'auteur.

(2) KOTZEBUE, *Mémoire inédit*.

(3) BIGNON, t. I, p. 118.

(4) Lettre du 30 octobre 1801, Archives de l'Empire.

(5) Voy. les fragments de sa correspondance avec Alexandre, en 1806-1807, publiés par le grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, dans *Archives russes*, 1911, t. I.



du drame, dont on serait tenté de croire qu'ils devenaient victimes à leur tour de quelque fatalité vengeresse. Et peut-être bien, en effet, l'intervention de vindictes mystérieuses, quoique d'ordre tout à fait naturel, doit-elle être devinée dans leur destinée.

Talysine mourut deux et Nicolas Zoubov sept mois seulement après l'événement. Valérien Zoubov ne survécut que deux années et quatre mois. De plus coupables, pourtant, Marine, Ouvarov, Volkonski, d'autres encore, demeuraient en vie et en faveur. La Nemésis qui intervenait là était atteinte de myopie, comme Marie Féodorovna. Ainsi que de Bennigsen, l'impératrice veuve s'accommoda, au premier moment, de Pahlen lui-même et de Panine, l'un maintenu dans toutes ses fonctions, l'autre rappelé à la direction des Affaires étrangères, comme vice-chancelier, Pahlen gardant la présidence du collège. Bennigsen n'eut d'autre punition qu'un quatrième et tardif mariage avec une jeune Polonaise, Catherine Andrzejkowicz, qui, d'après la légende, prit l'aimable habitude de l'interpeller fréquemment en ces termes :

— Mon ami, tu ne sais pas la nouvelle ?

— Quoi donc?

— L'empereur Paul est mort (1) !

Pahlen crut d'abord avoir réalisé son rêve, qui, comme le dit Mme de Lieven, très liée avec lui, avait été de « gouverner l'empereur et l'empire ». Panine n'était pas homme, cependant, à se laisser évincer, et, dans le domaine de la politique extérieure, les deux associés de la veille ne s'entendaient nullement, partisans, l'un du rapprochement avec la France, qui était un peu son œuvre, l'autre de l'alliance anglaise, à laquelle, avec les Zoubov, toute l'aristocratie du pays restait attachée. Alexandre les départagea bientôt. Comme le rusé Courlandais l'avait pensé, le jeune maître ne se montrait pas capable de lui résister; mais, contre ses prévisions, il lui glissait entre les doigts, guettant une occasion pour échapper

(1) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 376.



entièrement à l'étreinte. Sans plus de perspicacité et de réflexion que dans les autres cas, Marie Féodorovna vint en aide à son fils.

Dans la chapelle d'un des établissements qu'elle dirigeait, elle avait fait mettre une icone, qui tout à fait fortuitement, assure Mlle Nélidov, portait une inscription où l'on pouvait deviner une allusion à l'événement du 11/23 mars et au rôle que Pahlen y avait joué : « Peut-on espérer quelque paix de celui qui, comme Zambri, a tué son maître ? » (*Rois*, IV, IX, 31.) Les commentaires ne manquèrent pas. Pahlen fit enlever l'image, laissant échapper, à cette occasion, des propos malsonnants. Panine et Mlle Nélidov versant de l'huile sur le feu, la querelle s'échauffa. Le 12 juin 1801, Alexandre se rendit à Gatchina pour arranger les choses. Il eut avec sa mère une explication orageuse et s'entendit dire qu'elle ne remettrait pas les pieds à Saint-Pétersbourg tant que Pahlen y resterait. Il songea alors à gagner du temps, en donnant une demi-satisfaction à l'impératrice. Rentrant au Palais d'Hiver, il travailla toute la matinée du lendemain avec son premier ministre sans souffler mot de l'incident; mais, aussitôt après, faisant venir le nouveau procureur, Békléchov, il lui parla d'une tournée d'inspection qu'il croyait nécessaire que Pahlen fît en Livonie et en Courlande. Békléchov devait lui *conseiller* de l'entreprendre sans retard.

Pahlen comprit ce que cela voulait dire. L'échafaudage qu'il avait bâti s'écroulait. Se mettant en route le même jour, de Striélna il adressa à l'empereur une demande de congé, qui fut acceptée. Jusqu'à sa mort, en février 1826, ne survivant à Alexandre que de quelques semaines, il ne devait plus quitter sa terre de Courlande qu'il avait appelée *Paulsgnade* et où, au rapport de Mme de Lieven, il s'enivra régulièrement vers dix heures du soir à chaque anniversaire du 11/23 mars, s'endormant dans les fumées du vin jusqu'au lendemain matin (1).

(1) SABLOUKOV, *Frazer's Magazine*, 1865, p. 326; HEYKING, *Aus den Tagen*, p. 233; GRETCH, *Mémoires*, p. 157; LANGERON.



Panine l'emportait, mais n'eut pas trois mois pour jouir de sa victoire. Après son retour à Saint-Pétersbourg, il avait été reçu par Alexandre les bras ouverts, relevé au moment où il se jetait à genoux et embrassé avec effusion. « Hélas ! lui disait simplement le souverain, les choses n'ont pas tourné comme nous l'avons cru (1) ! » Marie Féodorovna n'inclina d'abord pas à figurer en tiers dans ces effusions. Très amicalement disposée autrefois pour le jeune homme d'État, avec une pointe même de sentiment maternel (2), sans avoir maintenant aucune indication précise sur la part de son protégé dans la conjuration, elle en soupçonnait quelque chose. Quand il vint lui présenter ses hommages, elle retira sa main qu'il voulait baiser et le pressa de questions. Il répondit sans embarras apparent :

— Madame, je me trouvais à cent lieues de Saint-Pétersbourg !

Elle parut satisfaite et une suite de lettres par elle adressées au vice-chancelier, d'avril à septembre 1801, lui permirent de croire qu'elle lui gardait sa bienveillance entière (3). En juin, l'affaire de l'icone resserra encore leurs relations et la disgrâce de Pahlen sembla mettre hors pair le crédit de son rival. Dès le mois de mai pourtant, lui écrivant, Simon Vorontsov exprimait le regret qu'il ne possédât pas toute la confiance qu'il méritait (4), et déjà le bruit se répandait de la nomination prochaine d'un chancelier, qui ne serait pas Panine. Sur diverses questions de politique intérieure ou extérieure, le vice-chancelier et l'empereur ne s'accordaient pas. Panine s'opposait au retour en Russie de La Harpe, et Alexandre passait outre. Mais leur dissentiment s'étendait à l'objet même qui était le plus fait, en apparence, pour les unir. Le 28 mai, Panine adressait au souverain les lignes suivantes :

(1) Panine, *Matériaux*, t. VI, p. 5; R. R..., *Kaiser Pauls Ende*, p. 173 (dépêche de Stedingk).

(2) Voy. ses lettres, Panine, *Matériaux*, t. I, p. 63, 77, 106, 116, 117, 119, 120, 124; t. II, p. 290, 292, 293.

(3) Panine, *Matériaux*, t. VI, p. 294-302.

(4) *Ibid.*, t. VI, p. 380,

« Ce que Votre Majesté m'a dit hier soir au sujet de l'événement qui l'a porté au trône m'a pénétré de la plus grande douleur. Si Elle me considère comme la cause d'une action qu'Elle croit préjudiciable à sa gloire, ma présence ne peut que lui être odieuse. Je suis prêt à l'en délivrer... Mais, j'emporterai dans la tombe la conviction intime que j'ai servi ma patrie, en osant le premier dérouler devant vos yeux le tableau effrayant des dangers qui menaçaient de perdre l'Empire (1). »

Dans ces conditions, une rupture était inévitable. Un incident futile en devint cependant encore la cause déterminante. Alexandre eut connaissance d'une lettre de Panine à Vorontsov, où le vice-chancelier parlait avec chagrin de la légèreté du jeune maître, qui s'occupait plus de plaire aux femmes que de gouverner. Une mise en congé, prononcée le 3 octobre 1801 et accompagnée de l'ordre de voyager à l'étranger pendant trois ans, en fut la conséquence. La lettre avait été expédiée par courrier et Panine soupçonna donc avec raison son correspondant de l'avoir communiquée. Bien qu'il eût souhaité la fin du règne de Paul, Vorontsov désapprouvait sans doute les moyens employés pour la hâter, et à sa façon il vengeait son maître. Loin d'applaudir à cette disgrâce, Marie Féodorovna protesta, s'indigna. Alexandre l'écouta sans mot dire, mais le lendemain, il envoyait à sa mère, avec un billet explicatif, une autre lettre de l'ex-vice-chancelier. Celle-ci était adressée à Whitworth et établissait la participation de l'auteur au complot. Panine avait trop écrit (2). Du coup, la colère de l'impératrice veuve se déchaina, et, ne désarmant jamais plus, tandis que tant d'autres complices du crime étaient épargnés, elle veilla à ce que celui-là, vivant et si jeune encore, demeurât emmuré dans une tombe. Séparé de sa famille et de ses amis, condamné à végéter dans l'inactivité, il ne devait quitter ce sépulcre, en 1837, que pour passer au repos éternel.

(1) Panine, *Matériaux*, t. VI, p. 383.
(2) *Ibid.*, t. VI, p. 612, 625, 626.



« Il fallait que cette mort arrivât, a dit un écrivain français, en parlant de la fin de Paul ; mais malheur à ceux par qui elle est arrivée (1). »

Sans qu'il s'en doutât peut-être, il prononçait aussi l'arrêt d'Alexandre. Au milieu des triomphes de toute nature, qui pour lui suivirent les épreuves des premières années de son règne, le fils de l'assassiné ne devait pas trouver le bonheur, et sa conscience, pourtant si incertaine, semble bien n'avoir été jamais apaisée par cette considération *qu'il le fallait*. Et fallait-il, en effet, que le sort du père fût livré par le fils à la discrétion d'une poignée de jeunes gens sans mœurs, conduite, au moment décisif, par deux étrangers sans scrupules? Si la part de démence que Paul mettait dans ses actions a rendu inévitable son éloignement du pouvoir, il n'est pas prouvé que la forme donnée à cette mesure de salut public fût une nécessité.

Elle a été une conséquence du caractère violemment révolutionnaire, imprimé depuis deux siècles déjà dans ce pays aux changements de régime ou de dynastie. Mais vingt-quatre ans plus tard, Nicolas devait prouver qu'au prix d'un peu de fermeté, même mêlée à de déconcertantes hésitations, il était possible de rompre, sur ce point, avec la tradition. La faiblesse d'Alexandre a ainsi fait ressortir, une fois de plus, la part certaine des contingences personnelles et en apparence au moins accidentelles dans le développement des lois historiques. Les tempéraments individuels et leur action sur notre destinée ne sont sans doute, eux aussi, qu'une résultante des mêmes forces dont relève la vie des collectivités; mais, échappant en grande partie à toute analyse, le principe de ces combinaisons particulières doit pratiquement évoquer à nos yeux l'idée du hasard.

(1) De Maistre, *Mémoires politiques*, Paris, 1859, p. 363.



CONCLUSION

Avant de tomber sous le coup de ses assassins, Paul avait été victime déjà d'un ensemble de circonstances, qui conditionnaient et son tempérament et sa destinée. Victime d'abord de la tâche écrasante qui lui incombait, ou qu'il s'imposait, et de la présomption orgueilleuse qui lui faisait croire qu'il était capable de s'en acquitter. Mais, amplifié chez lui jusqu'à une infatuation monstrueuse, cet orgueil prenait ses sources dans la nature exorbitante elle-même du rôle qui lui échoyait et des pouvoirs qu'il était appelé à y exercer.

Victime il fut ensuite de son origine plus qu'aux trois quarts germanique, de son éducation française, du milieu russe dans lequel l'une et l'autre plongeaient et du mélange d'éléments hétérogènes et discordants, — idées chevaleresques ou humanitaires empruntées à l'Occident latin et brutalité orientale, formalisme prussien et fantaisie asiatique, raffinement et barbarie, — introduits ainsi non seulement dans sa formation morale individuelle, mais dans celle du peuple entier qu'il était appelé à gouverner.

Victime, enfin, des inclinations morbides, inévitablement consécutives à cette construction anormale et aggravées par l'influence que la diathèse politique et morale de l'époque devait exercer sur un esprit si naturellement accessible à des impressions de cette espèce. La leçon des jacobins d Occident s'y rencontrant et s'y confondant avec la tradition révolutionnaire de Pierre le Grand, une crise de folie ne pouvait manquer d'en résulter.

On a souvent comparé le fils de Catherine au fils de Marie-Thérèse, héritier lui aussi d'une mère autoritaire et presti-



gieuse, autre admirateur de Frédéric II et imitateur inconscient des réformateurs révolutionnaires de France, avec la passion semblable de tout ordonner par lui-même et d'intervenir jusque dans la vie intime de ses sujets, pour en régler les moindres détails, s'imposant pareillement une besogne surhumaine et y succombant de même. Mais l'œuvre de Paul a eu une bien plus grande portée et des effets beaucoup plus durables. Elle a, en grande partie, survécu à l'ouvrier, parce qu'il ne faisait qu'y pousser à l'outrance certains traits organiquement incorporés à l'héritage des derniers représentants de la maison de Rurik et des premiers Romanov. Par ses bizarreries personnelles Paul a donné à la physionomie historique ainsi créée une expression paradoxale et un aspect caricatural; mais paradoxe et caricature se retrouvent aujourd'hui encore, à certains égards, dans le spectacle que nous offre l'immense empire, État constitutionnel et parlementaire, gouverné par un souverain autocrate, qui passe pour n'avoir rien abdiqué de ses droits! C'est un des aspects les plus intéressants du règne que nous avons étudié dans ce volume. Dans l'histoire de la Russie moderne, il ne constitue pas seulement un épisode dramatique; il rentre dans le plan même de cette évolution; il en accuse un des reliefs.

Dans ce qu'a tenté Paul et ce qu'il a fait les lecteurs de ce volume auront su d'ailleurs établir le départ nécessaire. Effort et réalisation, de l'un et de l'autre on ne saurait prendre une idée uniformément désavantageuse. Malheureusement, ce qu'on y aperçoit de mieux, la réaction trop violente assurément et mal conduite mais noblement inspirée contre des abus révoltants, est ce qui s'est montré le plus éphémère. Les abus ont résisté, et, dans la coalition soulevée contre le réformateur, les intérêts de cet ordre ont servi de lien essentiel. En dehors des calculs dont a pu s'inspirer son ambition personnelle, Panine a eu certainement en vue le salut de l'empire; mais, pour l'assurer, il a dû accepter la complicité d'un Ribas et aussi, plus ou moins directement, le



concours de cette « troupe dorée » de cyniques débauchés qu'il détestait autant que Paul lui-même et de cette bande de prétoriens aventureux, qu'il était disposé à dénoncer, avec Langeron, comme la honte de l'armée.

La réforme ébauchée par Paul n'a cependant pas sombré en entier avec lui. Parmi les triomphateurs de la nuit du 11/23 mars, les fainéants et les concussionnaires de tout rang ont pu se flatter de recueillir, eux premiers, le bénéfice de cette victoire. Victorieuse, elle aussi, la garde n'y a pourtant pas trouvé le moyen de se relever de la déchéance précédemment encourue, et, mêlés à des excès de caporalisme dégradant, d'autres plus louables emprunts à la tradition de Frédéric II sont restés à demeure dans l'organisation militaire du pays.

Par la loi dynastique, promulguée au lendemain de son avènement, Paul s'est flatté, d'autre part, de mettre fin aux crises périodiques du pouvoir suprême. Le principe de l'autocratie maintenu rendait à la vérité cette garantie bien fragile, et Paul parait avoir été lui-même sur le point d'en montrer le néant. Elle a subi pourtant victorieusement l'épreuve du temps et assuré au régime politique du pays une stabilité, dont le mérite doit donc être rapporté au réformateur de 1801.

Dans la sphère même des intérêts sociaux et économiques, si maladroite et incohérente qu'y ait été l'initiative du souverain, quelques germes semés par lui ont échappé au désastre de son rêve humanitaire, pour fructifier un jour et arracher son peuple à une des servitudes les plus douloureuses du passé.

Enfin, il fallait peut-être que Paul vécût et régnât comme il a fait, pour que, du caractère exaspéré et exaspérant imprimé par lui à la formule de gouvernement dont il héritait et qu'il avait commencé par condamner, se dégageât, par une autre réaction, le courant émancipateur d'un avenir prochain. Entraîné lui-même dans cette voie avec les Novossiltsov et les Stroganov, Alexandre y a irrémissiblement

42



engagé l'élite de ses sujets. A travers des obstacles, des heurts et des reculs inévitables, la pente a été suivie depuis, et, pour y trouver le point de départ initial, c'est à l'époque de Paul qu'il faut remonter.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

Les études, mémoires ou documents publiés dans des périodiques ne sont indiqués que par les titres de ces recueils. Pour les titres d'ouvrages ou les noms d'auteurs russes, c'est l'orthographe phonétique qui a été adoptée, sauf dans les cas, où, publiant leurs ouvrages en une langue étrangère, les auteurs de cette nationalité ont choisi une autre transcription. — En n'indiquant pas la provenance de quelques documents, l'auteur a dû respecter des réserves qui lui étaient imposées pour leur utilisation.

ALLONVILLE (comte Armand D'), *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État, 1792-1815*, Paris, 1828, 13 vol. in-8°.

Ancienne et nouvelle Russie, « Drevnaïa i novaïa Rossia », périodique, Moscou, 1873-1877.

ANGELI (M. VON), *Erzherzog Carl von Oesterreich*, Vienne, 1896-1897, 5 vol. in-8°.

Annales de la Patrie, « Otiétchestviénnyïa Zapiski », périodique, Moscou, 1826 et années suivantes.

Annuaire du Club Alpin, périodique, Paris.

Antiquité russe, « Rousskaïa Starina », périodique, en cours de publication, Moscou.

Archives de Borjom (propriété de S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch).

Archives de l'ambassade de France à Rome.

Archives du Conseil de l'Empire, Saint-Pétersbourg.

Archives de Dresde.

Archives de Malte.

Archives du ministère de la Guerre, Saint-Pétersbourg.

Archives du ministère des Affaires étrangères de France, Paris.

Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie, dites *Archives de l'Empire*, « Gossoudarstviénnyï Arkhiv », Moscou et Saint-Pétersbourg.

Archives du ministère de la Cour de Russie, Saint-Pétersbourg.

Archives russes, « Rousskiï Arkhiv », périodique, en cours de publication, Moscou.

Archives du Sénat, *Oukases nominatifs de Paul Ier*, Saint-Pétersbourg, 1888, 1 vol. in-4°.

Archives du Vatican.

Archives Vorontsov, Moscou, 1870 et années suivantes, 34 vol. in-8°.

AREZZO (Mgr), *Relation de sa nonciature à Saint-Pétersbourg*, Archives du Vatican.



ARNETH (A. VON), *Joseph II und Catharina von Russland,* Vienne, 1869, 1 vol. in-8°.

ARNETH (A. VON), *Joseph II und Leopold von Toscana,* Vienne, 1872, 2 vol. in-8°.

ASSEBOURG (A.-F. VON), *Denkwürdigkeiten*, Berlin, 1842, 1 vol. in-8°.

Aus dem Leben des generals von Natzmer, Berlin, 1876, 2 vol. in-8°.

B. M. L. B. K. M., la famille des boïars Kalytchov, « Boiarskiï rod Kalytchovykh », Moscou, 1886, 1 vol. in-8°.

BACHAUMONT, *Mémoires secrets*, Londres, 1777-1789, 31 vol. in-12.

BAILLEU (P.), *Preussen und Frankreich*, Leipzig, 1880-1887, 2 vol. in-8°.

BANTICH-KAMIÉNSKI, *Dictionnaire des hommes célèbres de la Russie,* « Slovar dostopamiatnykh lioudieï rousskoï ziémli », Moscou, 1836, 5 vol. in-8°.

BARANTE (baron C. DE), *Souvenirs,* Paris, 1892, 9 vol. in-8°.

BARBÉ (E.), *le Nabab René Madec*, Paris, 1894, 1 vol. in-8°.

BATORSKI, *Projet d'expédition dans l'Inde, Recueil de matériaux pour l'Asie,* « Sbornik materialov po Azii », Saint-Pétersbourg, 1886, vol. XXIIIe.

BENNIGSEN (le général L.), *Mémoires inédits.*

BERG (E. VON), *Der Malteseorden und seine Beziehung zu Russland,* Riga 1879, 1 vol. in-8°.

BERG, *Souvenirs inédits.*

BERNHARDI (T. VON), *Geschichte Russlands*, Leipzig, 1863-1875, 3 vol. in-8°.

LE MÊME, *Vermischte Schriften*, Berlin, 1879, 2 vol. in-8°.

Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie, Saint-Pétersbourg.

BIGNON (L.), *Histoire de France depuis le 18-Brumaire,* Paris, 1829-1830, 6 vol. in-8°.

BILBASSOV (V.-A.), *Histoire de Catherine II,* « Istoria Ekatiériny vtaroï », premier volume, en russe, Saint-Pétersbourg, 1890, in-8°; deuxième volume, publié en traduction allemande, par suite de la saisie du texte russe, Berlin, 1893, 2 vol. in-8°.

BLOCH (J.), *les Finances de la Russie,* « Finanse Rossyi », Varsovie, 1884, 1 vol. in-fol., en polonais.

BOGDANOVITCH (M.-I.), *Histoire du règne d'Alexandre Ier,* « Istoria tsarstvovania imperatora Alexandra I », Saint-Pétersbourg, 1869-1871, 6 vol. in-8°.

BOILLOT (le capitaine), *la Campagne de 1799 en Suisse*, Neuchâtel, 1890, plaquette.

LE MÊME, *Supplément au précédent, la Bataille de Zürich par le général Dufour*, Berne, 1891, plaquette.

BOJÉRIANOV (I.-N.), *la Grande-duchesse Catherine Pavlovna,* « Viélikaia Kniagini Ekatiérina Pavlovna », Saint-Pétersbourg, 1888, 1 vol. in-8°.

BRÜCKNER (A.), *Matériaux pour la biographie du comte N. P. Panine,* « Matérialy dlia jizniéopissania grafa N.-P. Panina », Saint-Pétersbourg, 1890, 7 vol. in-8°.

BÜLAU (F.), *Geheime Geschichten und raethselhafte Menschen*, Leipzig, 1850-1864, 12 vol. in-12.

BURJA (A.), *Observations d'un voyageur sur la Russie...*, Berlin, 1785, 1 vol. in-8°.

Campagne de 1799 (la), l'armée russe en Suisse, extrait de la *Revue historique,* Paris, 1900, plaquette.

CAMPAN (Mme DE), *Mémoires*, Paris, 1822, 2 vol. in-8°.

CATHERINE II, *Mémoires,* Londres, 1859, 1 vol. in-8°. — Édition russe, « Zapiski Ekatiériny vtaroï », Saint-Pétersbourg, 1907, 1 vol. in-8°.

CHARLES (l'archiduc), *Ausgewaehlte Schriften*, Vienne, 1893-1894, 6 vol. in-8°.



CHELEKHOV, *Mémoire secret sur l'événement du 11 mars 1801*, « Taïnaia zapiska... » Ms. Bibl. privée de S. M. l'empereur de Russie.

CHODZKO (L.), *Histoire des légions polonaises en Italie*, Paris, 1829, 2e édit., 2 vol. in-8e.

CHOISEUL-GOUFFIER (comtesse DE), *Réminiscences sur l'empereur Alexandre Ier*, Paris, 1862, 1 vol. in-8e.

CHOTEK (comtesse), *Mémoires inédits*. Extraits publiés dans *Archives russes*, 1873, t. II, p. 1968 et suiv.

CHOUMIGORSKI (E.-S.), *Catherine Nélidov*, « Ekatiérina Ivanovna Nélidova », Saint-Pétersbourg, 1898, 1 vol. in-8e.

LE MÊME, *Correspondance de Marie Féodorovna avec Mlle Nélidov*, « Pisma », Saint-Pétersbourg, 1897, non mis en vente.

LE MÊME, *l'Impératrice Marie Féodorovna*, Saint-Pétersbourg, 1892, 1 vol. in-8e.

LE MÊME, *l'Empereur Paul Ier*, Saint-Pétersbourg, 1907, 1 vol. in-8e.

CHRAPOWICKI (A.-V.), *Journal*, « Dniévnik », Saint-Pétersbourg, 1874, 1 vol. in-8e.

CLAUSEWITZ (Karl VON), *Hinterlassene Werke*, Berlin, 1832-1837, 10 vol. in-8e.

Contemporain (le), « Sovréméinnyï Mir », périodique, Moscou.

CORBERON (le chevalier DE), *Journal intime*, Paris, 1901, 2 vol. in-8e.

Cour de Russie il y a cent ans (la), édit. Tourguéniév, Berlin, 1858, 1 vol. in-8e.

CRÉTINEAU-JOLY (J.), *Histoire de la compagnie de Jésus*, Paris, 1851, 3e édit., 6 vol. in-8e.

CROSSARD (J.-B.), *Mémoires militaires et historiques*, Paris, 1829, 6 vol. in-8e.

CRUSENSTOLPE (M. DE), *Der russische Hof von Peter I bis auf Nicolaus I*, Hambourg, 1855-1860, 5 vol. in-8e.

CZARTORYSKI (prince Adam), *Mémoires et correspondance*, Paris, 1887, 2 vol. in-8e.

DACHKOV (prince P.-Ia.), *Recueil de documents inédits*, Bibl. privée de S. M. l'empereur de Russie, section Lobanov.

DALLEMAGNE, *Pathologie de la volonté*, Paris, 1898, 1 vol. in-16.

LE MÊME, *Dégénérés et déséquilibrés*, Bruxelles, 1895, 1 vol. in-8e.

DAMAS (baron Anne DE), *Mémoires inédits*, *Archives de la famille*.

DANIÉVSKI, *Histoire de la formation du Conseil de l'empire*, « Istoria obrazovania Gossoudarstviénnavo Saviéta », Saint-Pétersbourg, 1859, 1 vol. in-8e.

DAUDET (E.), *Histoire de l'émigration*, Paris, 1886, 2 vol. in-8e.

LE MÊME, *Lettres du comte Valentin Esterhazy à sa femme*, Paris, 1907, 1 vol. in-16.

LE MÊME, *Mémoires du comte Valentin Esterhazy*, Paris, 1905, 1 vol. in-16.

LE MÊME, *Nouveaux récits des temps révolutionnaires*, Paris, 1910, 1 vol. in-16.

LE MÊME, *Une Vie d'ambassadrice,... la princesse de Lieven*, Paris, 1903, 1 vol. in-16.

Descrizione degli spettacoli e feste date in Venezia per occasione della venuta delle L. L. A. A. I. I. grand duca e gran duchessa di Moscovia... Venise, 1782, 1 vol. fol.

DIDEROT (D.), *Œuvres complètes*, Paris, 1875, 12 vol. in-8e.

DIRINE (P.-P.), *Histoire du régiment des gardes Siémionovski*, « Istoria... Siémionovskavo Palka », Saint-Pétersbourg, 1883, 2 vol. in-8e.

DIÉRJAVINE (S.-R.), *Œuvres*, édit. Grot, Saint-Pétersbourg, 1871, 8 vol. in-8e.

DIVOV (Mme), *Extrait du second voyage de Mme Divov, écrit par elle-même*, Ms. Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie, section Lobanov.



Dix-huitième siècle « Vosmnadtsatyi Viek », édit. Barténiév, Moscou, 1869-1888.
DMITRIÉV (I.-I.), *Mémoires*, « Zapiski », Moscou, 1866, 2 vol. in-8°.
DMITRIÉV (M.-A.), *Anecdotes*, « Miélotchi iz zapassa moiéi pamiati », Moscou, 1869, 1 vol. in-8°.
DOLGOROUKI (prince I.-M.), *le Sanctuaire de mon cœur*, « Kapichtché moiévo siérdtsa », Moscou, 1890, 1 vol. in-8°.
DOLGOROUKOV (prince P.), *Notice sur les principales familles de la Russie*, Paris, 1843, 1 vol. in-8° (publié sous le nom du comte d'Almagno).
LE MÊME, *Notes sur la famille des princes Dolgoroukov*, « Skazania o rodié Kniaziéi D. », Saint-Pétersbourg, 1842, 1 vol. in-8°.
DOUBROVINE (N.), *Pougatchov et ses compagnons*, Saint-Pétersbourg, 1884, 3 vol. in-8°, en russe.
DRAGOMIROV (général), *l'Art de vaincre de Souvorov*, Paris, 1893, plaquette.
DU COUDRAY (A.), *le Comte et la comtesse du Nord*, Paris, 1782, 1 vol. in-12.
DUFOUR, voy. *Boillot*.
DUMOLIN (M.), *Précis d'histoire militaire*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
EDLING (comtesse R.), *Mémoires*, Moscou, 1888, 1 vol. in-16.
EHRENSTRÖM (I.-A.), *Mémoires*, Upsala, 1883, 2 vol. in-8°.
ENGELHARDT (L.-N.), *Mémoires*, « Zapiski », Moscou, 1868, 1 vol. in-8°.
EUGÈNE (le métropolite), *Dictionnaire historique des écrivains ecclésiastiques*, « Slovar istoritcheskiï o doukhovnykh pissatiélakh », Saint-Pétersbourg, 1827, 2 vol. in-8°.
FALLOUX (comte DE), *Mme Swetchine, sa vie et ses œuvres*, Paris, 1860, 2 vol. in-8°.
FL... (le capitaine), *Notes sur Souvorov et Lecourbe*, Paris, 1896, 1 vol in-8°.
FORNERON (Henri), *Histoire générale des émigrés pendant la Révolution française*, Paris, 1884, 4 vol. in-8°.
Frazer's Magazine, périodique, Londres.
FREYSTADT (Caroline DE), *Erinnerungen aus dem Hofleben*, Heidelberg, 1902, 1 vol. in-8°.
FRÉDÉRIC II, *Mémoires*, Paris, 1866, 2 vol. in-8°.
LE MÊME, *Œuvres historiques*, Paris, 1872, 3 vol. in-16.
FRIEBE (W.-C.), *Ueber russischen Handel*, Gotha, 1796, 2 vol. in-8°.
FUCHS (I.), *Histoire de la campagne de 1799*, « Istoria Kampanii 1799 goda », Saint-Pétersbourg, 1825, 3 vol. in-8°.
FUCHS (I.), *Recueil d'œuvres diverses*, « Sobranié raznykh sotchiniénii », Saint-Pétersbourg, 1827, 1 vol.
GACHARD (N.), *Voyage de Paul Ier en Belgique en 1782*, « Bulletin de l'Académie royale des Sciences de Belgique », 41e année, 2e série, vol. XXXIII.
GACHOT (E.), *la Campagne de 1799, Souvorov en Italie*, Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
LE MÊME, *la Campagne d'Helvétie (1799)*, Paris, 1904, plaquette.
LE MÊME, *Histoire militaire de Masséna*, Paris, 1904, 1 vol. in-8°.
LE MÊME, voy. *Marès*.
GALIFFE (I.-A.), *Notices généalogiques sur les famille genevoises*, Genève, 1829-1836, 3 vol. in-8°.
GALITZINE (prince Pierre), *le Sénat dans le premier siècle de son existence*, « Piérvyï viék Senata », Saint-Pétersbourg, 1910, 1 vol. in-8°.
GAZIEL (l'abbé), *Description de la réception des comtes du Nord* (sic) *à Turin*, Venise, etc., 1783, 1 vol. in-8°.
GEORGEL (l'abbé), *Voyage à Saint-Pétersbourg, 1789-1800*, Paris, 1818, 1 vol. in-8°.



Glinka (S.), *Vie de Souvorov*, « Jizn Souvorova », Moscou, 1819, 3 vol. in-16.

Golovine (comtesse), *Souvenirs*, Paris, 1910, 1 vol. in-8°.

Golovine (le colonel N.-N.), *Études militaires*, « Izsliédovanié boia », Saint-Pétersbourg, 1907, 1 vol. in-8°.

Golovkine (F.), *la Cour et le règne de Paul Ier*, Paris, 1905, 1 vol. in-8°, et *Souvenirs inédits*, Ms. de la Bibliothèque privée de S. M. l'empereur, section Lobanov, n° 16.

Gouvion-Saint-Cyr (le maréchal), *Mémoires*, Paris, 1831, 4 vol. in-8°.

Greppi (comte J.), *Révélations diplomatiques*, Paris, 1859. 2e édition du même sous le titre : *Sardaigne-Autriche-Russie pendant la première et la seconde coalition, 1796-1802*, Rome, 1910, 1 vol. in-8°.

Le même, *Un gentiluomo milanese*, Milan, 1896, 1 vol. in-12.

Gretch (N.-I.), *Mémoires*, « Zapiski », Saint-Pétersbourg, 1880, 1 vol. in-8°.

Gribovski (S.-M.), *Mémoires*, « Zapiski », Moscou, 1847, 1 vol. in-8°.

Grigoriév (V.), *la Réforme de l'administration locale sous Catherine II*, « Reforma miéstnavo oupravliénia pri Ekatiérinié II », Saint-Pétersbourg, 1910, 1 vol. in-8°.

Grimm, *Correspondance littéraire*, Paris, 1877, 16 vol. in-8°.

Guilhermy, voy. *Papiers d'un émigré*.

Guislain (J.), *Leçons orales sur les phrénopathies*, Gand, 1852, 3 vol. in-8°.

Gunther (R.), *Der Feldzug der Division Lecourbe im Schweizerischen Hochgebirge, 1799*, Frauenfeld, 1896, 1 vol. in-8°.

Hardman (W.), *A history of Malta during the period of the french and british occupation*, Londres, 1909, 1 vol. in-8°.

Hartmann (O.), *Der Antheil der Russen am Feldzug von 1799 in der Schweiz*, Zürich, 1892, 1 vol. in-8°.

Helldorf (von), *Aus dem Leben des Prinzen Eugen von Würtemberg*, Berlin, 1861-1862, 4 vol. in-8.

Hennes (I.-H.), *Friedrich Leopold Graf von Stolberg und Herzog Peter Friedrich von Oldenburg*, Mayence, 1870, 1 vol. in-8°.

Herrmann (C.-T.), *Statistische Schilderung von Russland*, Leipzig, 1790, 1 vol. in-8°.

Herzen (A.), *Recueil historique de la presse russe libre*, Londres, 1861.

Heyking (baron Charles de), *Aus den Tagen Kaiser Pauls*, édit. Bienemann, Leipzig, 1886, 1 vol. in-8°.

Hippius (le colonel A.-I.), *Règlements et instructions... dans l'armée russe*, « Oustavy i nastavliénia », Saint-Pétersbourg, 1903, 1 vol. in-4°.

Historische Vierteljahrschrift, Leipzig, périodique.

Hüffer (H.), *Der Rastatter Congress*, deuxième et troisième volume de : *Diplomatische Verhandlungen aus der Zeit der Französischen Revolution*, Bonn, 1878-1879, in-8°.

Le même, *Der Krieg des Jahres 1799 und die Zweite Koalition*, Gotha, 1904-1905, 2 vol. in-8°.

Le même, *Quellen zur Geschichte der Kriege von 1799 und 1800*, Leipzig, 1900-1901.

Le même, *Der Rastatter Gesandtemord*, Bonn, 1896, 1 vol. in-16.

Hunolstein (comte P. d'), *Correspondance inédite de Marie-Antoinette*, Paris, 1868, 4e édit., 1 vol. in-8°.

Ikonnikov (V.-S.), *Compte rendu de la vingt-septième distribution des prix du comte Ouvarov*, « Otchet o 27-m prissoujdéni nagrad... », Saint-Pétersbourg, 1876, plaquette.



IVANOV (P.-I.), *Essai d'une biographie des procureurs généraux et ministres de la justice,* « Opyt biografii... general prokourorov », Saint-Pétersbourg, 1863, 1 vol. in-8°.

JOMINI (baron Henri DE), *Histoire critique... des campagnes de la Révolution,* Paris, 1819-1824, 15 vol. in-8°.

JONQUIÈRE (DE LA), *l'Expédition d'Égypte,* Paris, 1899-1907, 5 vol. in-8°.

Jour (le), « Dién », périodique, Moscou.

Journal de la cour, « Kamer-Fouriérskiï Journal », minutes aux Archives du ministère de la cour, Saint-Pétersbourg.

Journal d'Orel, « Orlovskiï Spravotchnyï Listok », périodique, Orel.

KADINIÉTS, *Souvenirs inédits, recueil de P.-Ia Dachkov,* voy. ce nom.

KALYTCHOV, voy. *B. M. L. P. K. M.*

KARTSOV (I.) et VOIÉNSKI (K.), *les Causes de la guerre de 1812,* « Pritchiny voïny 1812 goda », Saint-Pétersbourg, 1911, 1 vol. in-8°.

KLEINSCHMIDT (A.), *Drei Jahrhunderte russischer Geschichte,* Berlin, 1898, 1 vol. in-8°.

KOBEKO (D.), *le Tsesarevitch Paul Petrovitch,* Saint-Pétersbourg, 1883, 2ᵉ édit., 1 vol. in-8°, et en traduction allemande, Berlin, 1886.

KOCH (le général S.-B.), *Mémoires de Masséna,* Paris, 1849-1850, 7 vol. in-8°.

KORF (baron M.-A.), *l'Avènement de Nicolas Iᵉʳ,* « Voschestvié na prestol imperatora N. », Saint-Pétersbourg, 1857, 1 vol. in-8°.

K[ORZON] (T.), *Biographie de Kosciuszko,* Cracovie, 1894, 1 vol. in-8° et supplément publié à part, en polonais.

KOTZEBUE (A. DE), *Une année mémorable de ma vie,* Berlin, 1802, 2 vol. in-8°.

LE MÊME, *Mémoire inédit,* avec des notes du prince LOBANOV, Bibl. privée de S. M. l'empereur de Russie à Saint-Pétersbourg.

KOVALEVSKI (E.-P.), *Souvenirs inédits.*

LABZINE (A.), *Histoire de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem,* « Istoria ordena sviatavo Ioanna Ierouzalimskavo », Saint-Pétersbourg, 1801, 5 vol. in-8°.

LACASSAGNE (A.), *Précis de médecine légale,* Paris, 1906, 1 vol. in-16.

LAHARPE (J.-F.), *Correspondance littéraire adressée à S. A. I. le grand-duc Paul, de 1744 à 1789,* Paris, 1801, 4 vol. in-8°.

LANFREY (P.), *Histoire de Napoléon Iᵉʳ.* Paris, 1867-1875, 5 vol. in-16.

LANGERON (Andrault comte DE), *Mémoires inédits,* Archives des Aff. étr. de France.

LÉBÉDIEV (P.-S.), *les Comtes N. et P. Panine,* Saint-Pétersbourg, 1863, 1 vol. in-8°.

LECOURBE (le général), *Correspondance et autres documents,* Paris, 1895, 1 vol. grand in-8°.

Lectures de la Société d'histoire et d'antiquité, « Tchténia v obchtchéstvié istorii i drevnosti », périodique, Moscou.

Lectures de la Société des amis de l'instruction, « Tchtenia v obchtchéstvié lioubitiéleï prosviéchtchénia », périodique, Moscou.

LEFEBVRE (A.), *Histoire des Cabinets de l'Europe,* Paris, 1800-1815, 3 vol. in-8°.

LEVCHINE, *Recueil de lettres et d'anecdotes pour la biographie du prince d'Italie,* « Sobranié pissem i anekdot », Saint-Pétersbourg, 1814, 1 vol. in-16.

LIEVEN (princesse DE), *Mémoires inédits,* Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie à Saint-Pétersbourg.

LIGNE (prince DE), *Mélanges militaires, littéraires, etc.,* vol. XXVII des *Œuvres* du même, Vienne, 1865, in-16.



Lobanov-Rostovski (prince A.), *Notes, écrits et dossiers divers*, à la Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie (section Lobanov).

Locatelli, *Notizie raccolte per la storia dei regni di Catarina seconda e Paolo*, Ms. de la Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie.

Loewenstern (général baron de), *Mémoires*, Paris, 1903-1904, 2 vol. in-8°.

Mac Carthy, *Histoire de la guerre en Hollande en 1799*, Paris, 1818, 1 vol. in-8°.

Macdonald (E.), *Souvenirs*, Paris, 1892, 1 vol. in-8°.

Magnan (docteur), *les Dégénérés*, Paris, 1895, 1 vol. in-16.

M[aisonneuve] (chevalier de), *Révolution de Malte en 1798*, sans lieu, 1799, 1 vol. in-16.

Le même, *Annales historiques de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, Saint-Pétersbourg, 1799, 1 vol. in-8°.

Maistre (J. de), *Mémoires politiques et correspondance diplomatique*, Paris, 1859. 2e édit., 1 vol. in-8°.

Malapert (P.), *les Éléments du caractère*, Paris, 1897, 1 vol. in-8°.

Marès *(Papiers de), Précis de la guerre en Suisse (1799)*, édit. E. Gachot, Paris, 1909, 1 vol. in-8°.

Marmont (duc de Raguse), *Mémoires*, Paris, 1857, 9 vol. in-8°.

Martens (G. de), *Recueil des principaux traités*, Gœttingen, 1791-1801, 7 vol. in-8°.

Martens (F. de), *Recueil des traités et conventions*, Saint-Pétersbourg, 1880-1902, 13 vol. in-8°.

Maslovski (D.-F.), *Correspondance et papiers de A.-V. Souvorov, F.-A. Potemkine et P.-A. Roumiantsov*, « Pisma i boumagi », Saint-Pétersbourg, 1893, 1 vol. in-8°.

Masséna, voy. *Koch*.

Masson (C.-F.-Ph.), *Mémoires secrets sur la Russie*, Paris, an VIII (édition non expurgée), 4 vol. in-8° et 1804, 2e édition, avec corrections et additions.

Matériaux pour l'histoire de l'armée du Don « Materialy dla istorii voïska donskavo », Novotcherkask, 1864, 1 vol. in-8°.

Matériaux pour l'histoire et la statistique des manufactures russes, « Materialy po istorii i statistikié rousskikh manoufaktour », Saint-Pétersbourg, 1865, 1 vol. fol.

Messager de la Bienfaisance, « Viéstnik Blagotvoritiélnosti », périodique, Moscou.

Messager de l'Europe, « Viéstnik Evropy », périodique, Moscou.

Messager historique, « Istoritscheskiï Viéstnik », périodique, Saint-Pétersbourg.

Messager russe, « Rousskiï Viéstnik », périodique, Moscou.

Miège (M.), *Histoire de Malte*, Paris, 1841, 3 vol. in-8°.

Mifsud (monseigneur A.), *Origine della sovranita inglese su Malta*, Malte, 1907, 1 vol. in-8°.

Milioutine (D.-A.), *Histoire de la campagne de 1799*, « Istoria voïny 1799 goda... », Saint-Pétersbourg, 1857, 3 vol. in-8°.

Minto (comtesse de), *Life and Letters of sir Gilbert Elliot, first earl of Minto*, Londres, 1874, 3 vol. in-8°.

Mirkovitch (F.-Ia), *Biographie d'après ses mémoires*, Saint-Pétersbourg, 1889, 1 vol. in-8°. Extrait des mémoires dans *Archives russes*, 1890, t. I.

Monde contemporain (le), « Sovrémiénnyï Mir », périodique, Saint-Pétersbourg.

Monnard (Ch.), *Notice biographique sur le général F.-C. de Laharpe*, Paris, 1838, 1 vol.



Monuments de l'histoire russe moderne, « Pamiatniki novoï rousskoï istorii », édit. Kachpirov, Saint-Pétersbourg, 1871-1873, 3 vol. in-8°.

MORANE (P.), *Paul Ier de Russie avant l'avènement*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.

Moscovite (le), « Moskvitanine », périodique, Moscou.

MOROCHKINE (M.-I.), *les Jésuites en Russie*, « Iézouity v Rossii », Saint-Pétersbourg, 1867-1870, 2 vol. in-8°.

NAPOLÉON, *Correspondance*, Paris, 1858-1870, 32 vol. in-8°.

NELSON (H.), *Despatches and letters*, édit. Harris, Londres, 1844-1846, 7 vol. in-8°.

NESSELRODE (comte), *Souvenirs rapportés par A.-P. Evréïnov*, Archives de l'Empire, XIe division, numéro 1152.

NEUILLY (comte DE), *Souvenirs et correspondance*, édit. de Barbercy, Paris, 1865, 1 vol. in-8°.

NICOLAS MIKHAÏLOVITCH (le grand-duc), *l'Impératrice Élisabeth Aléxiéïévna*, Saint-Pétersbourg, 1908-1910, 3 vol. gr. in-8°.

LE MÊME, *Portraits russes*, Saint-Pétersbourg, 1904-1909, 5 portefeuilles.

LE MÊME, *Correspondance de l'empereur Alexandre Ier avec sa sœur la grande-duchesse Catherine Pavlovna*, Saint-Pétersbourg, 1910, 1 vol. gr. in-8°.

NIEMCEWICZ (J.-U.), *Notes sur ma captivité à Saint-Pétersbourg, 1794-1796*, Paris, 1843, plaquette.

OBERKIRCH (baronne D'), *Mémoires*, Paris, 1853, 2 vol. in-16.

OBOLENSKI (prince A.-P.), *Souvenirs*, Saint-Pétersbourg, 1876, 1 vol. in-8°.

Oesterreichische Militærische Zeitschrift, Vienne, 1811-1849, 130 fasc.

OETZELT-NEWIN, *Ueber sittliche Dispositionen*, Gratz, 1892, 1 vol. in-8°.

OGINSKI (M.), *Mémoires*, édit. Chodzko, Paris, 1826-1827, 4 vol. in-8°.

O'MEARA (B.-E.), *Napoléon en exil*, Paris, 1824, 4e édit., 2 vol. in-8°.

ORLOV (N.-A.), *Examen des opérations militaires de Souvorov en Italie*, « Razbor voiennykh diéïstvii... », Saint-Pétersbourg, 1892, 1 vol. in-8°.

LE MÊME, *la Campagne de Souvorov en 1799*, d'après les mémoires de Griaziév, « Pokhod Souvorova... », Saint-Pétersbourg, 1898, 2 vol. in-8°.

PALLAIN (G.), *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*, Paris, 1891, 1 vol. in-8°.

PANINE, voy. *Brückner*.

PANTCHOULIDZEV (S.), *Histoire des chevaliers-gardes*, « Istoria Kavalergardov », Saint-Pétersbourg, 1901, 2 vol. fol.

Papiers d'un émigré, 1789-1829,... Lettres et notes extraites du portefeuille du baron de Guilhermy, Paris, 1886, 1 vol. in-8°.

PAUL Ier, *Lettera da un patrizio veneto... con cui si descrivono minutamente tutti grandiosi spettacoli co quali si compiacque il Veneto governo di trattenare li signori conti del Nort (sic)*, édit. A.-L. Morelli, Venise, 1871, 1 vol. in-8°.

LE MÊME, *Oukases nominatifs de Paul Ier, 1796-1801*, d'après les Archives du Sénat, « Imiennyié Oukazy », Saint-Pétersbourg, 1888, premier volume in-8°.

LE MÊME, *Raccolta o sia veridica ed esatte descrizione... sull' arrivo, li superbi spettacoli e la partenza dei ragguardevoli viaggiatori del Nord...* Venise, 1782, 1 vol. in-8°, sans nom d'auteur.

PAVLOVSK, *Esquisse historique et descriptive*, « Otcherk iévo istorii i opisanié », Saint-Pétersbourg, 1883, 1 vol. fol.

Pensée russe (la), « Rousskaïa Mysl », périodique, Moscou.

PETROUCHEVSKI (A.), *le Généralissime prince Souvorov*, Saint-Pétersbourg, 1884, 2 vol. in-8°.



PETTIGREW (T.-J.), *Memoirs of life of vice-amiral lord viscount Nelson*, Londres, 1849, 2e édit., 2 vol. in-8°.

PICHTCHEVITCH (A.-S.), *Autobiographie*, « Jizn A. S. P. im samym opisannaïa », Moscou, 1885, 1 vol. in-8°.

PINGAUD (L.), *les Français en Russie et les Russes en France*, Paris, 1886, 1 vol. in-8°.

LE MÊME, *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire*, Paris, 1893, 1 vol. in-8°.

PLATON (le métropolite Levchine), *Autobiographie*, Moscou, 1887, 1 vol. in-8°.

POLTORATSKI (C.), *Mémoires inédits*, Bibliothèque privée de Sa Majesté l'empereur de Russie.

POROCHINE (S.-A.), *Mémoires*, édition de l'*Antiquité russe*, 1881-1882, volumes XXXII-XXXIII.

POTOCKA (comtesse), *Mémoires*, 9e édit., Paris, 1911, 1 vol. in-16.

POUCHKAROV, *Description de Saint-Pétersbourg*, « Opisanié S. Pietiérbourga », Saint-Pétersbourg, 1839, 2 vol. in-4°.

QUINCEY (Th. DE), *Confession*, Londres, 1821, plaquette.

R. R. Kaisers Pauls Ende, Stuttgart, 1897, 1 vol. in-8°.

RABBÉ (A.), *Biographie universelle et portative des contemporains*, Paris, 1834, 5 vol. in-8°.

RAMBAUD (A.), « le Feld-maréchal Souvorov », dans *l'Armée à travers les âges*, 2e série, 1900.

RASTOPTCHINE (T.), *Matériaux en grande partie inédits pour la biographie du comte Rastoptchine*, Bruxelles, 1864, 1 vol, in-8°, tiré à 12 exemplaires seulement.

LE MÊME, *Œuvres inédites*, publiées par la comtesse Lydie Rastoptchine, Paris, 1894, 1 vol. in-18.

Récits d'un vieux soldat (J.-I. Starkov), sur *Souvorov*, « Razskazy staravo voïna... », Saint-Pétersbourg, 1847, 3 vol. in-12.

Record Office, Londres, section des Affaires étrangères.

Recueil complet des lois de l'empire russe, « Polnoié sobranié zakonov... », Saint-Pétersbourg, pour 1796-1801, vol. XXIV à XXVI.

Recueil de la Société d'histoire russe, « Sbornik Istoritcheskavo obchtchestva », Saint-Pétersbourg, en cours de publication.

Recueil militaire, « Voiénnyï Sbornik », périodique, Saint-Pétersbourg.

REDING-BIBEREGG (K. VON), *Der Zug Suworoffs durch die Schweiz*, 1799, Zurich, 1896, 1 vol. in-8° et atlas, in-fol.

Régicide (le) du 11 mars 1801, « Tsaréoubiïstvo 11 marta 1801 », Saint-Pétersbourg, 1808, 1 vol. in-8°. *(Recueil de documents.)*

RÉGIS (docteur E.), *Guide pratique de médecine mentale*, Paris, 1895, 1 vol. in-18.

RÉGIS (docteur E.) et PITRES (docteur A.), *les Obsessions et les impulsions*, Paris, 1902, 1 vol. in-18.

REIMERS (H. DE), *Petersburg am Ende des ersten Jahrhunderts*, Saint-Pétersbourg, 1805, 2 vol. in-8°.

LE MÊME, *Petersburg waehrend der vier ersten Jahren der Regierung Pauls*, Saint-Pétersbourg, 1805, 1 vol. in-8°.

REUMONT (A. DE), *Die letzten Zeiten des Johanniter Ordens*, quatrième volume de « Beitraege zur italienischen Geschichte », Berlin, 1858, in-8°.

Revue d'histoire diplomatique, en cours de publication, Paris.

Revue d'histoire rédigée à la section historique de l'état-major de l'armée française, périodique, Paris.



Revue orthodoxe, « Pravoslavnoié Obozriénié », périodique, Moscou.

Revue de la Révolution, périodique, Paris.

Revue scientifique, périodique, Paris.

Ribot (T.), *Essai sur l'imagination créatrice*, Paris, 1901, 1 vol. in-18.

Le même, *les Maladies de la volonté*, Paris, 1884, 1 vol. in-18.

Le même, *la Psychologie des sentiments*, Paris, 1896, vol. in-8°.

Romanovitch-Slavatynski, *la Noblesse en Russie*, « Dvorianstvo v Rossii », Saint-Pétersbourg, 1870, 1 vol. in-8°.

Rosenberg (O. comtesse de), *Del soggiorno dei conti del Nord a Venezia, in gennaro del 1782*, sans lieu, 1782, 1 vol. in-8°.

Rosenzweig (K.-F.), *Récit de la mort de Paul Ier*, original français aux Archives de Dresde, numéro 30380, traduction allemande publiée dans « Aus allen Zeiten und Landen », Brünswick, octobre 1882.

Rovinski (D.), *Dictionnaire détaillé des portraits russes gravés*, « Podrobnyï slovar rousskikh Gravirovannykh portretov », Saint-Pétersbourg, 1872, 1 vol. in-8°; 1889, 4 vol. gr. in-8°.

Sabloukov (N.-A.), *Souvenirs inédits*, extraits en traduction anglaise dans « Frazer's Magazine », Londres, août et septembre 1865.

Sanglène (Ia.-I. de), *Mémoires inédits*, Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie, Saint-Pétersbourg. Fragments dans *Antiquité russe*, 1882-1883.

Schakhovskoï (princesse), *le Comte de Fersen, etc.*, Paris, 1910, 1 vol. in-18.

Scherer (E.), *Melchior Grimm*, Paris, 1887, 1 vol. in-8°.

Schiemann (T.), *Zur Geschichte der Regierung Paul I und Nikolaus I*, Berlin, 2e édition, 1906, 1 vol. in-8°

Schischkoff (A.-S.), *Mémoires*, Berlin, 1870, 2 vol. in-8°.

Schilder (N.), *l'Empereur Paul Ier*, Saint-Pétersbourg, 1901, 1 vol. in-4°.

Le même, *l'Empereur Alexandre Ier*, Saint-Pétersbourg, 1897-1898, 4 vol. in-8°.

Schlossberger (A. de), *Prinz Karl von Würtemberg*, Stuttgart, 1889, 1 vol. in-8°.

Schöll (F.), *Histoire abrégée des traités de paix...*, Paris, 1817-1818, 15 vol. in-8°.

Sciout (L.), *le Directoire*, Paris, 1894, 4 vol. in-8°.

Ségur (comte de), *Mémoires*, Paris, 1827, 3 vol. in-8°.

Seume (J.), *Zwey Briefe ueber die neuesten Veraenderungen in Russland*, Leipzig, 1797, 1 vol. in-8°.

Smirnov (Mme), *Mémoires*, Saint-Pétersbourg, 1895, 1 vol. in-8°.

Snéguirév (J.-M.), *Vie du métropolite Platon*, Moscou, 1856, 1 vol. in-8°.

Sorel (A.), *l'Europe et la Révolution française*, Paris, 1900-1907, 6 vol. in-8°.

Soukhomlinov (M.-I.), *Études sur la littérature et l'instruction en Russie*, « Izsliédovania i stati po rousskoï litiératourié i prosviéchtchéniou », Saint-Pétersbourg, 1889, 2 vol. in-8°.

Soult (le maréchal N.), *Mémoires*, 1re partie, *Histoire des guerres de la Révolution*, Paris, 1854, 3 vol. in-8°.

Stanislas-Auguste, roi de Pologne, *Journal inédit*, Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg, Q. IV, numéro 53.

Stedingk (le comte), *Mémoires posthumes*, Paris, 1844-1847, 3 vol. in-8°.

Stein (F. de), *Geschichte des russischen Heeres*, nouvelle édition, Leipzig, 1895, 1 vol. in-8°.

Storch (H.), *Historisch Statistische Gemaelde des Russischen Reichs am Ende des XVIII J.*, Riga, 1797-1803, 8 vol. in-8°.

Sybel (H. de), *Geschichte der Revolutionszeit*, Stuttgart, 1870, 5 vol. in-8°.



TARENTE (princesse DE), *Souvenirs*, Paris, 1901, 1 vol. in-8°.

TCHITCHAGOV (P.-V.), *Archives de l'amiral Tchitchagov*, Saint-Pétersbourg, 1885, premier volume in-8°.

LE MÊME, *Mémoires*, nouvelle édition (Lahovary), Paris, 1910, 3 vol. in-8°.

TERRINONI (F.-C.), *Memorie storiche della resa di Malta ai Francesi nel 1798*, Rome, 1867, 1 vol. in-8°.

THIÉBAULT (général baron), *Mémoires*, Paris, 1894, 2e édit., 3 vol. in-8°.

THIÉBAULT (D.), *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, Paris, an XII, 5 vol. in-8°.

THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1845, 20 vol. in-8°.

THUGUT, voy. *Vivenot*.

THÜRHEIM (comte A. DE), *Reminiscenzen aus den Papieren eines Diplomaten*, Vienne, 1864, 1 vol. in-8°.

TIKHONRAVOV (N.-S.), *Annales de la littérature et de l'antiquité russe*, « Liétopisy rousskoï litiératoury i drevnosti », Moscou, 1863, cinquième volume.

TOLSTOY (comte D.), *le Catholicisme romain en Russie*, Paris, 1863-1864, 2 vol. in-8°.

TOURGUÉNIÉV (A.-M.), *Mémoires*, Ms. Bibliothèque privée de Sa Majesté. Extrait dans *Antiquité russe*, 1889, vol. LXII.

TRATCHEVSKI (A.), *la Ligue des princes et la politique allemande de Catherine II*, « Soiouz Kniaziéi... », Saint-Pétersbourg, 1877, 1 vol. in-8°.

Travaux du comité de statistique de l'armée du Don, « Troudy voïskovavo statistitcheskavo Kamiteta », Novotcherkask, 1867 et 1874, 2 vol. in-8°.

TRÉLAT, *la Folie lucide*, Paris, 1861, 1 vol. in-8°.

TROUBETZKOÏ (princesse Lise), *Correspondance de S. M. l'impératrice Marie Féodorovna avec Mlle de Nélidov*, Paris, 1896, 1 vol. in-8°.

VASSILTCHIKOV (A.-A.), *les Razoumovski*, édition française, Halle, 1893, 6 vol. in-8°.

VEHSE (K.-E.), *Geschichte des preussischen Hofes...*, Hambourg, 1851, 6 vol. in-16.

VIAZIÉMSKI (prince P.-A.), *Œuvres complètes*, Saint-Pétersbourg, 1878-1886, 10 vol. in-4°, en russe.

VIÉNOT (J.), *le Grand-duc Paul et la grande-duchesse Marie Féodorovna et leur séjour en France en 1782*, Dôle, 1902, plaquette.

VIESSIÉLAGO (F.), *Courte histoire de la flotte russe*, « Kratkaia istoria rousskavo flota », Saint-Pétersbourg, 1893, 2 vol. in-8°.

VIGÉE-LEBRUN (Louise-Marie), *Souvenirs*, Paris, 1835-1837, 3 vol. in-8°.

VIVENOT (A. DE), *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiserpolitik Œsterreichs wæhrend der franzœsischen Revolutionskriege*, Vienne, 1873-1883, 3 vol. in-8°.

LE MÊME, *Vertrauliche Briefe des Freiherrn von Thugut*, Vienne, 1871, 2 vol. in-8°.

LE MÊME, *Zur Geschichte des Rastadter Congresses*, Vienne, 1871, 1 vol. gr. in-8°.

VOGEL (I.), *Schweizergeschichtliche Studien*, « Autobiographie de Laharpe », Berne, 1864, 1 vol. in-8°.

VOIEÏKOV, *Mémoires inédits*, Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie, Saint-Pétersbourg.

VON VISINE (D.-I.), *Œuvres*, édit. P. Efrémov, Saint-Pétersbourg, 1866, 3 vol. in-8°.

WALTHER (P.-A.-F.), *Briefwechsel der grossen Landgræfin*, Caroline von Hessen, Vienne, 1877, 2 vol. in-8°.



WELSCHINGER (H.), *le Duc d'Enghien*, Paris, 1888, 1 vol. in-8°.

WICKHAM (W.), *Correspondence*, Londres, 1870, 2 vol. in-8°.

WIEGEL (P.-F.), *Mémoires*, « Zapiski », Moscou, 1891-1893, 3 vol. in-8°.

WINTERFELD (A. DE), *Geschichte des ritterlichen Ordens Sanct-Johannis*. Berlin, 1859, 1 vol. in-8°.

WOENSKI (C.), *Bonaparte et les prisonniers russes*, Saint-Pétersbourg, 1908, plaquette.

ZINKEISEN (I.-W.), *Geschichte des Osmanischen Reiches*, Gotha, 1859-1863. 7 vol. in-8°.

ZLOBINE, *Mémoires inédits*, Bibliothèque privée de S. M. l'empereur de Russie, Saint-Pétersbourg.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES CONTENUS DANS CE VOLUME



TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTENTE

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉTENDANT

CHAPITRE II

LE RÉFORMATEUR



CHAPITRE III

L'HÉRITIER

DEUXIÈME PARTIE

LE RÈGNE

CHAPITRE IV

L'AVÈNEMENT



CHAPITRE V

AU POUVOIR. — IDÉES ET PROCÉDÉS

CHAPITRE VI

L'ENTOURAGE DU MAITRE



CHAPITRE VII

LE GOUVERNEMENT INTÉRIEUR. — LA FAILLITE D'UN PROGRAMME



CHAPITRE VIII

LA RÉFORME MILITAIRE

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. — L'ENGRENAGE

CHAPITRE X

AU PIÈGE DE LA COALITION



CHAPITRE XI

SOUVOROV EN ITALIE



CHAPITRE XII

L'ÉVASION

CHAPITRE XIII

PAUL Ier ET BONAPARTE



TROISIÈME PARTIE

LA CATASTROPHE

CHAPITRE XIV

LA CRISE FINALE



CHAPITRE XV

LE COMPLOT

CHAPITRE XVI

LA NUIT DU 11/23 MARS







PARIS
TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie
8, RUE GARANCIÈRE — 6e







